0150
.20

HARVARD UNIVERSITY.



LIBRARY

OF THE

MUSEUM OF COMPARATIVE ZOÖLOGY.
160

Exchange

January 3, 1884.




MÉMOIRES COURONNÉS

ET

AUTRES MÉMOIRES

PUBLIÉS PAR

L'ACADÉMIE ROYALE

DES SCIENCES, DES LETTRES ET DES BEAUX-ARTS DE BELGIQUE.

—

COLLECTION IN-8°. — TOME XXXII.



BRUXELLES,

F. HAYEZ, IMPRIMEUR DE L'ACADÉMIE ROYALE.

—

Janvier 1881.



MÉMOIRES COURONNÉS

ET

AUTRES MÉMOIRES.

MÉMOIRES COURONNÉS

ET

AUTRES MÉMOIRES

PUBLIÉS PAR

L'ACADÉMIE ROYALE

DES SCIENCES, DES LETTRES ET DES BEAUX-ARTS DE BELGIQUE.

COLLECTION IN-8°. — TOME XXXII.



BRUXELLES,

F. HAYEZ, IMPRIMEUR DE L'ACADÉMIE ROYALE.

Janvier 1881.

(1)

HISTOIRE

DES

CLASSES RURALES AUX PAYS-BAS

JUSQU'A LA FIN DU XVIIIe SIÈCLE;

PAR

M. Victor BRANTS,

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN.

DEVISE :
Libenter, ardenter, constanter.

(Couronné par la Classe des lettres dans la séance du 10 mai 1880.)

(12)

PRÉFACE.

La Classe des lettres de l'Académie royale de Belgique a mis au concours une question ainsi conçue : *Faire l'histoire des classes rurales en Belgique jusqu'à la fin du XVIII*e *siècle. Étudier leur manière de vivre, et déterminer quelle était dans les campagnes la constitution de la famille et de la propriété.*

La généralité même des termes de la question nous a paru un critère de la vraie pensée qui inspirait la Classe. Ce qu'elle désirait, c'était non l'analyse minutieuse et détaillée de tous les faits relatifs à notre ancienne vie rurale, mais un travail d'ensemble indiquant à grands traits la marche de nos progrès dans cet ordre spécial de l'activité nationale. Les pays voisins nous ont donné de ce genre de travail des exemples mémorables. Les œuvres si importantes de Langethal et d'Anton pour l'Allemagne, de Doniol, Dareste de la Chavanne, Leymarie, Bonnemère pour la France, sont des types remarquables, des guides sûrs et précieux.

Cependant, il était impossible de faire pour la Belgique un travail semblable au leur. D'importantes et nombreuses monographies, des recherches particulières leur permettaient un travail d'ensemble que l'état actuel des sources belges rend incommode et difficile. De plus, la littérature agricole de la France est forte et volumineuse. Depuis Jehan de Brie jusqu'au marquis de Tur-

billy, nos voisins comptent des agronomes de haut talent et de mérite reconnu. Nous n'avons ni Charles Estienne, ni Bellon, ni Palissy, ni de Serres. Nous n'avons pas de livres nous renseignant directement sur la vie de nos campagnes. Nous ne pouvons donc procéder que par conjectures et inductions. Cet état de la science est éminemment défavorable à la composition d'un travail d'ensemble. Il faut rechercher les détails dans des œuvres composées à des points de vue tout différents, ou recourir aux sources originales. Heureusement, nous sommes dotés d'une quantité très-forte de documents publiés. Les Bulletins de la Commission royale d'histoire, les publications académiques, celles de la Société d'Émulation de Bruges et des autres sociétés historiques et archéologiques du pays (Liége, Mons, Waes, Namur, etc.), les Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique et diverses autres collections renferment une foule de pièces, qui, jointes aux documents anciennement édités, constituent une mine de renseignements inépuisable. Enfin, si les classes agricoles ont rarement eu le privilége d'attirer l'attention des savants auteurs dont peut se glorifier notre pays, il n'y en a pas moins, dans leurs nombreux travaux, bien des faits intéressants à cueillir, bien des traits curieux à glaner. Les histoires, les monographies communales ont à cet égard une importance toute spéciale. La Belgique ancienne et moderne de MM. Tarlier et Wauters, pour le Brabant; les Communes de Flandre de MM. J. Broeckaert et F. De Potter pour cette dernière province, les études de M. l'abbé Daris pour le pays de Liége et bien d'autres qu'on retrouvera dans les notes de ce travail, sont des auxiliaires puissants de l'historien des classes rurales.

Cependant, l'absence de publications spéciales antérieures à ce mémoire nous oblige, dans la rédaction des notes, à recourir à un

système que réclame toujours un travail de première main. Il a fallu reproduire en entier la plupart des textes servant de base aux arguments du corps de l'écrit. Nous avons longuement hésité à hérisser notre travail de ces citations, nous n'avons pu, tout en réduisant leur chiffre le plus possible, les supprimer entièrement. N'ayant aucun, ou presque aucun résultat *acquis* à présenter au lecteur, nous ne pouvions le condamner à chercher de tous côtés les preuves de nos assertions. Nous avons donc choisi partout le texte renfermant le trait décisif, emportant conviction, nous bornant à indiquer les autres et nous rapportant pour leur contenu à la curiosité du lecteur érudit.

Nous avons cru d'ailleurs, nous le répétons, répondre à l'intention de la Classe, en ne présentant qu'une vue d'ensemble sur notre histoire agricole, ne mettant en lumière, dégagés de détails encombrants, que les faits propres à servir de base ou de confirmation à des théories économiques ou sociales. Ces faits seuls sont dignes de l'attention de l'historien-philosophe; il néglige les *minima*, pour saisir le fond des choses et leur leçon scientifique.

Quant au plan de cette étude, deux systèmes distincts se présentaient à notre choix. Nous pouvions suivre la voie historique reprenant à chaque période tous les points de la vie sociale et économique. Nous pouvions aussi étudier successivement cette vie sous chacune de ses faces et dans toute la suite des siècles. La conviction que ce second système fait saisir plus clairement la filiation des situations et des coutumes diverses relatives aux points multiples de notre examen, nous l'a fait préférer au premier.

Cependant, nous avons fait une exception à ce système, et nous avons étudié séparément la partie de l'histoire antérieure au XIe siècle, sauf pour ce que j'appellerais volontiers la partie

technique de ce travail. La Belgique, en effet, n'a guère eu à cette époque d'institutions distinctes, de développement particulier. Nous n'aurions pu ici que répéter ou réfuter ce qu'ont dit avant nous tant d'historiens éminents. La première alternative était inutile; la seconde, si elle n'est présomptueuse, nous eût au moins entraîné au delà du cadre d'un sujet spécial. Nous nous sommes donc décidé à ne faire que les résumer très-sommairement en quelques pages. Tout en présentant à l'Académie un aperçu de notre histoire rurale depuis les origines jusqu'à la conquête française à la fin du XVIIIe siècle, nous avons naturellement insisté davantage sur la partie la plus originale de cette histoire, la moins connue, mais non la moins digne de l'être.

HISTOIRE

DES

CLASSES RURALES AUX PAYS-BAS

JUSQU'A LA FIN DU XVIII[e] SIÈCLE.

LIVRE I.

LES CLASSES RURALES EN BELGIQUE DEPUIS LES ORIGINES JUSQU'A L'ÉTABLISSEMENT DE LA FÉODALITÉ.

CHAPITRE I[er].

La Belgique avant et pendant la domination romaine.

L'intérêt qui s'attache à cette période de notre histoire est plutôt un intérêt d'archéologue que d'historien. Ce n'est pas, en effet, dans son étude qu'on peut trouver les principaux facteurs de la future civilisation belgique. Les éléments essentiels de cette civilisation, ceux qui l'*informeront,* pour employer le langage philosophique, ne se trouvent qu'à la seconde période de notre existence nationale : ce sont l'élément franc et l'élément chrétien [1]. Cependant, le fond de population sur lequel ils vont agir ne laissera pas de modifier leur influence. Il est certain, par exemple, que l'influence des West-Goths en Espagne a été bien différente de celle des Saliens dans nos provinces, ou du moins qu'à cause

[1] Edmond Poullet, *Histoire politique interne de la Belgique*, p. 8.

de la diversité de la civilisation antérieure, l'Espagne du VI[e] siècle est toute autre que la Gaule de cette même époque.

Il importe donc de décrire à grands traits l'état de nos populations au moment de l'invasion barbare du V[e] siècle et de l'établissement des royautés franques.

§ 1. Les populations primitives et l'élément celtique.

Sans entrer dans la grave question de l'origine des diverses peuplades qui occupaient notre sol, il est certain, semble-t-il, que toutes n'avaient pas atteint un même degré de civilisation. L'attitude différente qu'elles prennent vis-à-vis du conquérant autorise cette opinion. Les unes s'éloignent avec soin de toute relation avec la Province romaine, répudient le commerce comme nuisible à la virilité des caractères par le luxe qu'il entraîne. Les autres accueillent avec faveur, et même avec empressement, les envoyés de César; cette conduite fait supposer des relations antérieures avec le peuple romain [1].

Quoi qu'il en soit, le conquérant trouva tous les Belges très-éloignés de la civilisation romaine. Chez toutes les tribus de leur race se retrouvent d'ailleurs des institutions et des usages presque identiques. Le régime communautaire de la propriété est clairement indiqué par César [2]. Ils n'ont pas, dit-il, de champs séparés, ni limités, et personne ne possède en propre une mesure déterminée de terrain. Chaque année le magistrat local attribue à chaque famille une part du sol cultivé, que l'année suivante elle doit abandonner.

Chaque *vicus* a son administration indépendante; on est donc sous le régime de la copropriété de village qui succède à celle de la tribu.

[1] Alph. Wauters, *Les libertés communales*, p. 52.

[2] *Bell. gall.*, VI, 22. — Dareste, *Histoire des classes agricoles en France*, p. 14. — Contrà Garsonnet, *Histoire des locations perpétuelles*, p. 33. Nous n'étendons pas à toute la Gaule le système de la communauté de village, mais dans nos provinces avoisinant la vallée du Rhin, l'influence germanique a pu modifier le système gaulois de la communauté de famille.

Nous donnons d'emblée aux textes de notre historien le sens qui précède; inutile, croyons-nous, de nous arrêter à réfuter l'opinion des vieux auteurs qui condamnent les tribus à une migration annuelle [1], conception bizarre qui organiserait sur un même sol une sorte de chassé-croisé perpétuel des diverses peuplades et qui, d'ailleurs, est contredite par toutes les analogies historiques.

Nos ancêtres vivaient donc sous le régime de la communauté de village. Inutile d'insister sur la raison que donne César de l'existence de cette organisation. L'auteur des lois agraires y voit une mesure égalitaire. Comme le firent trop souvent les auteurs romains, il assujettit à ses idées les institutions des peuples qu'il décrit [2]. Les anciens Belges vivaient en communauté parce que c'est la forme primitive naturelle de la propriété et que leur état économique n'en comportait pas d'autre [3].

Quelle était dans cette période l'économie rurale des Belges?

Ils n'étaient plus nomades, mais ils étaient pasteurs, non pas sans doute que l'agriculture leur fût inconnue, mais le bétail libre constituait la grande richesse de leur nation [4].

Plusieurs historiens font produire à notre sol une foule de fruits qui firent, d'après eux, les délices des Romains et que ceux-ci importèrent en Italie. Ils en concluent que dès lors l'agriculture était dans un état assez avancé [5]. Nous sommes loin de contester les respectables témoignages de Pline et de Strabon, mais nous craignons que les écrivains belges qui les invoquent, ne se soient ici laissé entraîner par leur patriotisme. Pline et Strabon parlent de toute la Gaule et de la Gaule de leur époque. Cette observation nous engage à ne pas attribuer aux peuplades belges d'avant la

[1] Du Rondeau, Mémoire couronné par l'Académie de Bruxelles *Sur la civilisation des anciens Belges*, p. 53. 1773.

[2] P. Viollet, *Caractère collectif des premières propriétés immobilières*, Biblioth. de l'École des Chartes, t. XXXIII, pp. 454 et suiv. 1872.

[3] Ém. de Laveleye, *Des formes primitives de la propriété*. 1872.

[4] Dareste de la Chavanne, *Histoire des classes agricoles en France*, p. 4.

[5] Eenens, *Mémoire sur la fertilisation des landes*, 1849, Coll. des Mém. cour. de l'Acad. de Brux., t. II de la série in-8°. Introd.

conquête tout ce que ces auteurs nous rapportent. Nous savons, d'ailleurs, que l'agriculture n'était pas l'art de prédilection de nos pères [1]. Elle était probablement restreinte aux environs des habitations, et se bornait aux besoins alimentaires des habitants. Que cultivaient-ils? Il est difficile de le préciser. Probablement produisaient-ils les fruits qu'ils exporteront plus tard, mais cela d'une manière très-extensive. L'orge, l'avoine, l'épeautre, peut-être le seigle; puis aussi des panais, des oignons, une sorte de navets, et, enfin, des fruits [2]. Mais il ne semble pas qu'il y ait encore une économie rurale régulière, ni à coup sûr perfectionnée.

Il est un autre caractère de l'économie rurale des anciens Belges, qui, quoique mentionné seulement par Strabon et Diodore de Sicile, doit être considéré comme prouvé par l'histoire des siècles suivants et par les vraisemblances économiques. C'est la quantité considérable de bétail vivant en liberté dans les forêts et les pâturages. Cette assertion est probable surtout pour nos provinces couvertes alors d'épaisses forêts et coupées de marais. Chaque *vicus* avait des *communs* ou parcours dont personne, sous peine de mort, ne pouvait défricher quelque partie [3].

Les habitations des Belges étaient aussi simples que leurs travaux. Ce sont des huttes en bois ou en torchis assez semblables aux cases des nègres. Ils y mettaient le feu quand l'ennemi approchait. Elles n'étaient généralement pas groupées en villages, mais éparses sur le territoire du *vicus* d'après les avantages de la situation. Cela n'empêchait pas l'unité communale de subsister [4].

Nous n'entrerons pas dans le détail de l'organisation sociale des Celtes. Quelque intérêt que présente au point de vue de l'histoire générale l'étude du *clan*, son importance dans les institutions

[1] César, loc. cit., *Agriculturæ non student.*

[2] Dareste, op. cit., p. 9. — Eenens, op. cit. Introd. — Schayes, *La Belgique avant et pendant la domination romaine,* t. I, p. 56 et suiv.

[3] Schayes, op. cit., t. I, p. 62. — César, *B. G.*, VI, 22.

[4] Taillar, *Notice sur l'origine et la formation des villages du nord de la France,* dans les Mém. de la Société d'agriculture de Douai, 2e série, t. VI, pp. 276 et suiv.

belges est trop minime pour pouvoir nous arrêter ici [1]. Nous devons signaler cependant la condition des classes populaires. La plèbe se trouvait dans une situation intermédiaire entre la liberté et l'esclavage, sorte de servage assez semblable sans doute à la clientèle de l'ancienne Rome.

§ 2. L'occupation romaine.

La conquête romaine exerça sur l'état social que nous venons de décrire une influence incalculable. Elle mettait les peuples nouveaux en contact avec une civilisation arrivée à l'apogée de sa perfection, et qui devait, trois siècles durant, conserver sa splendeur économique et politique. Ce contact, à lui seul, eût suffi à romaniser une population que le vainqueur cherchait à s'assimiler plutôt qu'à détruire.

En effet, l'ascendant d'une civilisation policée sur les peuples barbares est éminemment absorbant quand elle se pose en bienfaitrice, non en ennemie des vaincus. Or, le génie conquérant de Rome était tout fait pour hâter cette absorption. Rome a toujours cherché à absorber, non à exterminer. Pour arriver à ce résultat, elle s'étudiait d'une part à multiplier ses relations industrielles avec les provinces, d'autre part elle familiarisait le vaincu avec le conquérant par la *déduction* de colonies [2]. Elle respectait d'ailleurs les mœurs, les institutions et la religion des peuples soumis. La seule chose qu'elle modifiât complétement, c'était l'administration. Le pays conquis était aussitôt réduit en province et assujetti à un système uniforme, administratif et financier [3].

Les colonies étaient généralement envoyées dans les villes; c'étaient des occupations, non des fondations. Mais, le long des routes qui les reliaient, de riches Romains ou des soldats récompensés s'installaient à la campagne.

[1] Voir entre autres : de Valroger, *Les Celtes, leur origine*, etc. Paris, 1878.

[2] P. Willems, *Le droit public romain*, 3e éd., p. 373.

[3] A. Wauters, *Lib. comm.*, pp. 63 et suiv. — Poullet, *Hist. polit.*, citée, p. 8. — L. Galesloot, *La province de Brabant sous l'Empire romain*, Revue hist. et archéol., t. I, p. 176, et de nombreux articles spéciaux.

Ainsi se fixait, dans le pays conquis, un double élément : l'un urbain, le monde des colons et des fonctionnaires, fond stable de l'occupation romaine; l'autre rural, libre et volontaire, répandu dans le pays et y faisant circuler partout l'influence italique. Il y avait donc tout un réseau romain dont tous les points se soutenaient, mais qui finissait par devenir inaperçu, par se naturaliser.

En effet, les exemples industriels et agricoles des immigrés excitaient des concurrences. Les Gaulois fondaient à leur exemple des *villæ* et des industries, se façonnaient à leur manière de vivre, à leur architecture, à leur langue, en un mot à toute leur civilisation [1].

Cette influence générale de la conquête se spécialisa en deux points qui intéressent particulièrement notre sujet : l'agriculture et la condition des personnes.

Les immigrants romains importèrent, en Gaule et dans nos provinces, les procédés perfectionnés de la culture italique et y développèrent la production indigène. Signalons les principaux résultats de leur venue au point de vue agricole. D'abord, les débouchés du monde romain donnèrent élan et profit à une exploitation sérieuse et régulière de notre sol, en même temps que l'établissement de foyers industriels dans les villes lui ouvrait sur place un marché important. Grâce à ces causes, on y adopta avec zèle les procédés agricoles des Romains, notamment l'assolement biennal ou vergilien qui se substitua sur leurs riches terroirs à la culture nomade de la période précédente [2]. Cette transformation agricole eut sur le régime foncier une réaction nécessaire. La propriété individuelle se consolida et la forme compliquée de la *villa* romaine se substitua aux grossières constructions des indigènes.

L'influence romaine fut donc considérable, mais l'Italie elle-même ne fut pas sans ressentir le contre-coup de la conquête. En effet, Rome n'avait pas *soumis* toutes nos peuplades. Plusieurs,

[1] E. Levasseur, *Hist. des classes ouvrières avant 89*, t. I, p. 19.

[2] V. Cancalon, *Histoire de l'agriculture chez les Gaulois*, tire des faits observés des conclusions qui nous paraissent inacceptables.

restées libres, mais alliées du peuple romain, avaient subi moins que les autres l'influence romaine; elles furent cependant en relation avec leur terrible ami, et développèrent leur industrie, mais d'une manière plus originale. C'est ici que Pline et Strabon peuvent nous initier à leurs procédés nationaux. Signalons l'emploi de la marne, les semailles de printemps, le défoncement profond du sol, qui sont au nombre des meilleurs. En un mot, si Rome enrichit la Gaule et la Belgique, celles-ci l'enrichirent aussi de produits nouveaux et peut-être même de procédés jusqu'alors inconnus en Italie.

Quoi qu'il en soit, il est indéniable que la conquête fut pour nos provinces une source de progrès sérieux qui leur fit sauter plusieurs degrés de la marche naturelle des progrès de l'opulence.

L'influence romaine, favorable au point de vue économique, fut énergique aussi, mais moins heureuse sur l'état social. Basée sur le principe de la communauté de famille, la société gauloise jouissait de la paix sociale. La société romaine, au contraire, à l'époque de l'invasion était constituée sur un tout autre type. L'ancien clan italique avait cédé depuis longtemps devant une organisation plus avancée, mais où la philosophie païenne avait favorisé le développement graduel de l'esclavage.

La conquête mettait donc en présence deux états sociaux qui, partis du même principe, s'étaient diversifiés par le cours des temps, au point de se contredire : l'association domestique, l'esclavage.

Quelle situation allait naître de leur contact? Cette situation sera complexe : la fusion des institutions fut beaucoup plus lente que celle des races. Notamment à notre point de vue, l'œuvre d'unification des classes rurales inférieures dura jusqu'au commencement de la période féodale sous l'action prépondérante de l'élément germanique.

La population agricole ne tarda pas à se diviser en trois grandes catégories de personnes : les hommes libres, les colons, les esclaves.

Les esclaves se retrouvent dans toute exploitation. Aucune

source ne nous dit si leur traitement diffère de celui des esclaves romains. Cela est peu probable. Les renseignements que nous avons sur les autres provinces ne nous autorisent pas à le conjecturer. Tout au plus, peut-être le souvenir de l'ancienne clientèle adoucissait-elle, dans les *villas* gauloises de type romain, la servitude du travailleur. La preuve la plus certaine d'ailleurs de la persistance de l'esclavage absolu, se trouve dans la longue permanence de cette institution jusque sous la période féodale, et dans les ventes d'hommes que fit faire dans nos provinces le gouvernement impérial.

Cependant l'esclavage n'absorba pas tout le monde des travailleurs. Il se forma une classe intermédiaire qui s'appela le colonat. Nous ne reprendrons pas en détail la grande discussion née entre savants sur l'origine de cette classe; mais nous devons expliquer en quelques mots sa naissance [1].

Trois systèmes absolus se sont formés à cet égard. Savigny ne voit dans le colonat qu'un adoucissement de l'esclavage; Dareste le fait dériver de l'ancienne clientèle gauloise; Wallon, enfin, en fait une création administrative.

Chacun de ces trois systèmes a du vrai : nous allons en rassembler les éléments. Si dans les villas de type romain il y eut un grand nombre d'esclaves, il était cependant impossible aux Romains de réduire en esclavage toute la population agricole. Cette transformation n'eût pu se faire que par la violence et celle-ci n'était pas dans le caractère de Rome, ou par l'action du temps sur les idées indigènes. Ce dernier moyen eût peut-être fini par triompher des idées nationales, si la situation agricole du monde romain n'eût elle-même poussé à l'émancipation plutôt qu'à l'oppression des travailleurs. C'est de cet ensemble de faits et d'idées que naquit le colonat. Le recensement des Gaules, sous Auguste, contribua peut-être à ce mouvement, en considérant les ouvriers d'un domaine comme attachés à son sol. Mais, à coup

[1] Sur le colonat ont paru une foule d'études remarquables que nous ne pouvons analyser ici. On peut en trouver l'analyse et la critique dans Bernhard Heisterbergk, *Die Enstehung des Colonats*. Leipzig, 1876, et Garsonnet, *Hist. des locations perpétuelles*, p. 158, 1879.

sûr, cette mesure n'eût pas suffi à créer une situation juridique jusque-là inconnue. Ce n'est que bien plus tard que les lois précisèrent la condition des colons, qui est réglée en détail dans le Code Théodosien, mais dont plusieurs lois remontent à Constantin.

La condition légale du colon est intermédiaire entre la liberté et l'esclavage. C'est une sorte de servage de la glèbe. Le colon est libre en droit, mais il n'est pas indépendant, il n'est pas *sui juris*, son *status* est incomplet. Il est toujours soumis à un *patronus* et ne peut quitter le domaine auquel il est attaché, mais il a les droits de famille et de propriété.

Tel que le colonat existait aux premiers siècles de la conquête romaine, on ne pouvait y voir qu'un progrès sur l'esclavage; mais cette situation devint aux siècles de la décadence le refuge de tous les malheureux. Ce régime n'était pas incompatible avec le bonheur social et la paix économique, mais l'administration romaine de l'Empire allait gâter ce qu'il avait de bon et préparer le terrain à l'invasion.

La Gaule fut atteinte de l'affaiblissement général qui attaquait toute la constitution impériale. L'Empire romain succombait à son centre, en Italie, au mal de son principe. Les mœurs primitives avaient quelque temps contre-balancé son action, mais la démoralisation et le luxe joints au despotisme hâtèrent la ruine.

Le travail méprisé et servile ne produisait plus; le travail libre avait disparu. La populace italique devait être alimentée par ses greniers : les provinces [1]. Un tel système ne pouvait produire une population vigoureuse. La race diminuait et s'affaiblissait [2]. Rome, l'Italie, au point de vue de la défense militaire et de l'alimentation publique, dépendaient des provinces. Il fallait accabler celles-ci d'impôts et de levées. La guerre et la fiscalité sucèrent le meilleur de la fortune et du sang des provinces, les dépeuplèrent, détruisirent leur agriculture et leur industrie.

[1] Sur la situation agricole de l'Empire romain, voir le curieux travail de P. Allard, *Les esclaves chrétiens,* 2e édit , p. 97. — Dureau de la Malle, *Écon. polit. des Romains*, liv. III, ch. XXI.

[2] Comte de Champagny, *Les Antonins,* 2e éd., t. III, pp. 261 et suiv.

Les ravages de la guerre, les révoltes locales, l'insurrection des Bagaudes, les luttes des empereurs légionnaires couvraient la Gaule de sang et de ruines. Voyons comme l'orateur Eumène peint en sombres couleurs l'aspect des campagnes des environs d'Autun : « Les champs, dit-il [1], dont le produit ne paye pas les frais de culture, sont nécessairement abandonnés; ils le sont aussi à cause de la misère des cultivateurs. Aussi, tout le terrain qui a été autrefois habitable, est-il aujourd'hui empesté par des marais ou hérissé de broussailles ». Constantin pleura à la vue de cette désolation que les mesures administratives des derniers Césars de Rome avaient essayé vainement de conjurer.

Si la guerre ruinait le peuple, l'impôt ruinait les riches. Faut-il reproduire la despotique organisation de la curie municipale, et les cruautés fiscales de l'administration romaine [2]? Ce serait nous écarter de notre sujet. Bornons-nous à en signaler les conséquences : désertion des villes par les décurions et partant ruine de l'industrie urbaine; abandon des campagnes par les contribuables et par conséquent ruine de l'agriculture. Si l'on se défie des récits un peu déclamatoires de Lactance et de Salvien, on ne récusera pas le témoignage des lois du Bas-Empire énumérant les priviléges du fisc, menaçant ceux qui abandonnent leurs terres et enfin luttant contre les *patrocinia vicorum* [3]. Il est important de constater ici ce mouvement si naturel qui porte les faibles à se réunir sous la protection des forts. C'est le principe de la recommandation d'où sortira plus tard le germe de la féodalité, qui donna naissance à ces premiers patronages. Les petits contribuables, pour échapper à l'impôt foncier, abandonnent leurs biens et les reprennent en jouissance au prix de leur liberté.

[1] *Gratiarum actio*, ch. VI, VII.

[2] Pour la Gaule : Lehuërou, *Hist. des institutions mérov. et carlov.*, t. I, p. 120. — Wilbert, *Le gouvernement des provinces*, Mém. Soc. Émulation de Cambrai, p. 97 et passim, 1837. — A. Thierry, *La Gaule sous l'administration romaine.*

[3] *Cod. Théod.*, XI, 24. Abstineant patrociniis agricolæ. — Ut qui rusticis patrocinia prœbere tentaverit, XV lib. auri se sciat dispendium pro singulorum *fundorum* patrocinio, subiturum. Lehuerou, op. cit, p. 136, *Analogies féodales.*

C'était le colonat qui servait de base à ce trafic, caractéristique évidente des temps de misère et d'anarchie [1].

Ce serait exagérer le mal de la situation que d'étendre à toute la Belgique les faits que nous venons de signaler. La misère des provinces gauloises eut sans doute sur les nôtres une fâcheuse influence. Mais, moins soumises à Rome, elles furent aussi moins maltraitées par elle. Là où Rome put avoir prise sur nos ancêtres, ils subirent comme tous les peuples, les effets de sa domination. Mais Rome fut toujours loin de pouvoir les atteindre tous et d'être à même de s'établir à demeure sur le territoire entier [2]. La nature du sol, marécageux, boisé ou stérile, fut la cause principale de cette indépendance relative. Les *planteurs* romains n'étaient guère tentés de coloniser dans ces régions. L'occupation romaine était toute militaire : il y avait des possessions, il n'y avait pas de provinces. Il en résulta d'abord que les institutions primitives durèrent là plus longtemps, au point même de donner à la civilisation de certaines contrées une tournure toute particulière. Il en résulta aussi que ces pleuplades éprouvèrent beaucoup moins les maux de l'Empire : Eumène, dans la description que nous avons reproduite, en limite lui-même l'exactitude « au coude que fait la route de Belgique, » et s'écrie ensuite : « Que n'avons-nous un sol fertile comme celui des Nerviens, que n'avons-nous leurs infatigables laboureurs dont les travaux sont amplement récompensés par le produit de leurs champs ! » Nous voyons d'ailleurs les éclaireurs de Chlodion faire de cette contrée au chef franc, un brillant éloge [3].

La présence des Francs aux environs du pays des Nerviens nous signale une troisième conséquence du caractère tout superficiel de l'occupation romaine dans le Nord. C'est la colonisation germanique de cette partie de notre pays [4]. Ne voulant ou ne

[1] Duc de Broglie, *L'Église et l'empire romain au IV*[e] *siècle,* 1[re] partie, t. II, p. 259, 1[re] éd.

[2] Poullet, *Hist. polit.*, citée, p. 12-13.

[3] *Gesta Francorum per Roriconem,* cité par Aug. Thierry. *Lettre VI sur l'histoire de France.*

[4] Schayes, op. cit., t. I, p. 392 et suiv.

pouvant le peupler de Romains, les empereurs cherchèrent à combler par des populations germaniques les vides faits par la guerre de César. Ces colons, sentinelles avancées des Germains en deçà du Rhin, préparaient la voie aux migrations futures. Ils formaient la population *litique*, que nous verrons reparaître plus tard : elle était répandue par toute la Gaule, mais ne fut nulle part plus agglomérée que sur notre territoire. Lorsque les Francs Saliens passèrent le Rhin, au IVe siècle, ils trouvèrent donc des amis et des alliés. Depuis quelque temps déjà, les tribus avaient commencé à attaquer les confins de l'Empire; les *villas* brûlées sont sans doute des vestiges de leurs exploits [1]. L'armée d'occupation elle-même, composée de mercenaires, souvent germains, pactisait avec ses compatriotes. L'Empire succombait; il perdit d'abord nos provinces du Nord, qui ne gardèrent presque aucune trace du passage des Romains.

CHAPITRE II

Le monde franc.

Déterminées par la pauvreté du sol national, l'augmentation de la population des tribus, les menaces de voisins puissants et remuants, attirées d'ailleurs par la richesse des provinces romaines et la présence de nombreux groupes germains, les peuplades de cette race se portèrent au commencement du Ve siècle, par un vaste mouvement de migration, vers le midi et l'occident de l'Europe. Nombreux et vainqueurs, ils devaient se faire une place dans l'Empire, y assurer leur subsistance et leur domination. L'invasion devait donc nécessairement créer un état social nouveau, et établir entre le conquérant et le vaincu, certaines relations réelles et personnelles. Comment s'établirent ces rapports qui devaient préparer l'avénement d'une civilisation nou-

[1] J. Habets, *Découvertes d'antiquités dans le duché de Limbourg*, t. I, p. 203 et beaucoup d'autres.

velle? Nous ne pouvons dire qu'un mot de l'action des Barbares sur les habitants du pays conquis et sur leurs propriétés [1]. Dans l'ordre foncier, les immigrants appliquèrent dans leur mode d'établissement les systèmes les plus divers. Les Burgondes et les Wisigoths recoururent à un partage partiel des propriétés [2], les Lombards à une espèce de location forcée, dite *hospitalitas* [3], les Vandales à une dépossession complète; tous, en un mot, à une expropriation totale ou partielle. Les Francs seuls semblent s'être contentés des grands domaines du fisc impérial; cette race ne dépouilla pas dans son immigration générale les propriétaires gallo-romains [4]. Mais si, dans le centre de la Gaule, les Francs respectèrent le droit établi, il en fut autrement des provinces extrêmes du Nord, notamment le Brabant et la Toxandrie. Là ils avaient pénétré par des conquêtes partielles, c'étaient des assauts à la frontière romaine; ils traitèrent donc le pays en pays conquis, le sol en butin et se l'approprièrent complétement. D'ailleurs maîtres depuis longtemps de la lisière extrême, ils l'avaient façonnée à leurs mœurs et à leur constitution sociale [5]. Il n'y eut donc au point de vue territorial aucune confiscation générale des terres dans nos provinces, sauf à l'extrémité septentrionale.

Quant aux relations personnelles, la situation ne fut pas non plus brusquement changée. Les Francs n'asservirent pas les Gallo-Romains plus qu'ils ne les dépouillèrent. Comme ils restèrent propriétaires, les vaincus restèrent libres. Il semble même qu'il y eût entre germains et gallo-romains une sorte d'égalité. Il se peut sans doute que dans les premiers temps beaucoup de ces derniers aient été tués et spoliés, mais la race vaincue ne fut certainement pas asservie. La situation sociale des Gallo-Romains, l'influence qu'ils exercèrent dans l'entourage des rois francs

[1] G. Prévost, *Les invasions barbares en Gaule au Ve siècle*, Revue des quest. hist., p. 131, juillet, 1879.

[2] J. Havet, *Du partage des terres entre les Romains et les Barbares chez les Burgondes et les Wisigoths*, Revue historiq, 1re partie, p. 88, 1878.

[3] E. Garsonnet, *Hist. des locations perpétuelles*, pp. 188 et suiv.

[4] Waitz, *Deutsche Verfassungsgesch.*, t. II, pp. 29-30.

[5] Eichorn, *Deutsche staats u. Rechtsgesch.*, t. I, p. 187.

prouvent assez qu'ils avaient conservé leur fortune et même leur considération.

Cependant ils n'étaient pas absolument, au point de vue civil et politique, traités en égaux des vainqueurs. Le tarif de leur *wehrgeld* était inférieur à celui des Francs; et ils payaient au fisc royal le *census* ou impôt foncier, dont ceux-ci étaient exempts [1].

Tels furent les premiers faits de la conquête dans notre pays; en définitive, l'ordre des relations personnelles et réelles en fut assez peu affecté. Mais s'il n'y eut pas de changement considérable dans la condition privée des populations, l'immigration modifia le caractère général de la civilisation gauloise. L'arrivée des Francs en Gaule présentait en effet un phénomène assez curieux : l'occupation par une race simple d'un territoire dont les habitants étaient parvenus à un haut degré de complication sociale [2].

La civilisation romaine était industrielle et urbaine; la société germanique était patriarcale et agricole. L'invasion eut donc pour effet général de rendre la vie aux campagnes, et d'y constituer l'élément prépondérant de la société nouvelle. La conquête restaura donc l'ordre rural, qui allait rester pendant des siècles la base de toute l'économie sociale [3]. Mais le mélange de deux sociétés si différentes ne pouvait pas se traduire par la supériorité absolue de l'un de ses éléments, fût-il l'élément conquérant, surtout que c'était celui-ci qui se trouvait encore à l'état de simplicité primitive. Le phénomène de la conquête se renouvelait en sens inverse de la conquête romaine. Nous allons, dans les pages suivantes, étudier sommairement le nouvel état social qu'il va produire.

[1] Vuitry, *Régime financier de la France*, pp. 18 et suiv., a résumé les divers systèmes sur l'occupation.

[2] Voir la caractéristique des races simples et compliquées dans F. Le Play, *Les ouvriers européens*, 2e éd., t. I, pp. 159 et suiv.

[3] Réflexions sur ce fait : Cte de Montalembert, *Les moines d'Occident*, t. II, p 268, 4e éd. Cf. Guizot, *Hist. de la civilisation en Europe*, 2e leçon.

SECTION I. — Les classes sociales.

La nation germanique se composait d'une triple catégorie de personnes : les hommes libres, les nobles et les inférieurs [1]. Cette division primitive ne fut pas modifiée par les migrations [2].

Les hommes libres formaient le corps de la nation. C'étaient tous ceux qui descendaient de parents libres. Ils avaient le droit de porter les armes et d'assister aux conseils de la nation. La qualité d'ingénu était personnelle, mais, depuis la fixation des tribus, la propriété était une condition presque indispensable de l'exercice de ses droits. L'homme libre avait comme tel la plénitude de la jouissance des droits politiques; mais la propriété seule lui en assurait, en qualité de rachimbourg, l'exercice effectif [3]. L'homme libre petit propriétaire, roi chez lui, fier de son indépendance, devint de bonne heure assez rare dans les campagnes. La liberté complète ne se retrouvait guère que dans la noblesse. La partie la moins riche de la catégorie des hommes libres tendait à se confondre dans les classes inférieures.

La noblesse ne constituait pas une caste. Les nobles germains n'étaient que les premiers entre les liberi. Tant que la tribu fut nomade, l'autorité politique et sociale se confondit dans son sein. La vertu seule faisait l'autorité, l'autorité faisait la noblesse [4]. La *trustis regia*, le choix d'un homme en qualité de compagnon, fidèle du roi, le faisait noble [5]. Les familles qui comptaient un certain nombre de leurs membres dans la *trustis* formaient la noblesse. Mais dans une société sédentaire et agricole, les offices

[1] « Erat gens ipsa tripartita : sunt denique qui eorum linguà edelingi, sunt qui frelingi, sunt qui lassi dicuntur. » — Hucbald, *Vita S[i] Lebuini*, Pertz Script, II, p. 361.

[2] H. Zoepfl, *Deutsche Rechtsgesch.*, t. II, p. 32.

[3] F. Walter, *Deutsche Rechsgesch.*, t. II, n[os] 434, 435.

[4] « Reges ex nobilitate, duces et virtute sumunt. » — Tacite, *Germania*, cap. 7.

[5] Les fonctions ministérielles et administratives continuèrent sous le régime franc à être sources de la noblesse. — G. Waitz, *Deutsche Verfassungsgesch.*, 2[e] éd., t. II, p. 289.

publics ne peuvent plus être l'unique source de la noblesse. La possession du sol confère à ses titulaires une influence qui en fait l'aristocratie naturelle. Aussi, à côté des *antrustions,* les propriétaires de *latifundia,* les *magnats* formèrent-ils une puissance sociale. Les rois comprirent bientôt que cette noblesse nouvelle allait supplanter l'ancienne en influence et en autorité. Ils recoururent au système bénéficiaire qui, en donnant aux fidèles la haute situation foncière, leur assurait leur rang et leur importance dans l'État [1].

Mais entre les magnats et les bénéficiaires, il existait de nombreuses et importantes différences que le temps et les circonstances devaient faire insensiblement disparaître, pour confondre ces deux catégories dans la classe unique des seigneurs féodaux [2].

A l'autre extrémité de l'échelle des hommes libres, se trouvaient les semi-liberi : la catégorie nombreuse des liti, des aldiones, des coloni. On a longuement discuté les différences qui caractérisaient ces trois classes de la population. Il semble admis, bien qu'encore douteux, que lites et aldions sont une seule classe sous deux noms divers [3]. Qu'en est-il de la différence entre les colons et les lites? Ici encore la distinction est subtile; les uns ne voient entre ces deux classes qu'une simple différence originaire de nationalité [4]; d'autres cherchent à découvrir dans les textes une différence juridique de *status.* D'après ces derniers [5], le lien du colon serait essentiellement agricole et foncier; celui du lite serait un engagement personnel. Cette circonstance le mettrait évidemment dans une condition inférieure au colon. Quoi qu'il

[1] H. Zoepfl, op. cit., t. II, § 9, pp. 35 et suiv., expose longuement ce mouvement curieux.

[2] Voir plus bas section III.

[3] Walter, op. cit., n° 419. — Waitz, op. cit., p. 184. Cependant il se pourrait fort bien que l'on finisse par y découvrir des différences. — Walter, op. cit., n° 415. — Guérard, *Proleg. au polypt. d'Irminon,* § 140.

[4] E. Garsonnet, *Hist. des locations perpétuelles,* p. 290. — Eichoren, *Deutsche Staats u. Rechtsgesch.*, § 49.

[5] Guérard, op. cit., § 141.

en soit de cette différence fort probablement disparue au IX[e] siècle, il est toujours certain que le colon était, pendant la période franque, le grand ouvrier agricole. Sa condition était fort supérieure à celle du serf; c'était un *tributaire* [1]. De même qu'il jouissait de la liberté, mais d'une liberté imparfaite, de même il avait la jouissance du droit de propriété, mais d'un droit restreint et conditionnel. Le caractère foncier des colons était pour eux une grande garantie, une source de prospérité et de liberté. Cependant ils n'étaient pas libres; c'était surtout par une longue série d'obligations en redevances et en travail qu'ils se trouvaient entravés; et l'affranchissement seul, ou la prescription pouvait en principe les émanciper [2].

Le colonat franc, transformation du colonat impérial, n'était pas une condition servile; il avait au-dessous de lui la vaste catégorie des serfs, étrangers à toute loi de la société politique. Les colons et les serfs répondaient à une double nécessité économique. Le colon était en définitive un petit tenancier, exploitant partie pour son compte, partie pour celui de son patron. Le colon était un tenancier jouissant de toute la liberté que pouvait comporter l'état économiqne, et n'ayant sans doute dans son manse qu'un bien petit degré d'indépendance. Maître des fruits ou du moins d'une partie des fruits de sa tenure, il n'était sans doute que surveillant intéressé des travaux dont l'ordre et la nature lui étaient prescrits par le propriétaire. Le serf, au contraire, était l'homme de la main-d'œuvre; c'était l'ouvrier, le domestique rural dans la pleine acception du mot, sans initiative ni responsabilité. Au point de vue économique, le serf du monde franc fait encore partie du cheptel [3]. Mais il a comme travailleur une importance indéniable. Était-il uniquement valet de ferme? Sa condition n'était-elle en rien supérieure à celle de l'esclave romain? L'esclavage germanique fut toujours plus doux que celui de l'Italie. Les esclaves germains de Tacite sont

[1] Waitz, op. cit., pp. 185 et suiv.

[2] Sur le colonat : Guérard, op. cit., pp. 116 et suiv.

[3] Waitz, op. cit., p. 167. — Walter, op. cit., § 12.

des sortes de colons; mais après l'immigration, l'esclavage romain qui régnait en Gaule eut sans doute son influence sur l'état social. Les Francs occupant le sol et devenant propriétaires comprirent l'utilité d'une domesticité rurale qui était peu connue en Germanie. Il est donc probable que la servitude complète et personnelle exista après l'invasion sur les domaines des propriétaires francs. Il y eut donc des *servi* proprement dits, soumis à tous les caprices de leur maître.

Mais, de bonne heure, on voit des serfs dotés de quelque terre, soit d'une tenure véritable (mansuarii), soit simplement d'une habitation, pour laquelle ils étaient soumis à des redevances et à des corvées (casati). A quoi attribuer la naissance de cette catégorie de serfs agricoles? Soit à l'habitude ancienne des Germains, soit plutôt à l'insuffisance de la classe des colons. A défaut de colons, on met des serfs dans les tenures [1] et ce pas est le premier que fait le serf vers la liberté. Un nom commun désigne dans les sources le colon et le serf agricole.

Le serf est étranger au droit public : il ne fait point partie de la société politique. Il n'y touche que comme dépendance de son patron. Le wehrgeld, ce tarif social des conditions du monde franc, ne lui appartient pas; c'est son maître qui en bénéficie; il n'a donc pas de droits. Si parfois les lois s'occupent de lui, c'est moins pour déterminer ses droits à lui, que pour établir, dans l'intérêt de la société et des tiers, la valeur des actes qu'il pose. Il n'a donc d'autre loi que la volonté de son maître. Mais généralement, sur un même domaine, les habitudes se fixaient, créaient une sorte d'usage ou de droit domanial. C'était là le critère des variétés infinies de sa condition [2].

Telles sont donc les diverses catégories de personnes que nous trouvons sur le sol national au lendemain de la conquête.

Cette situation ne tarda pas à se modifier sous l'action de diverses causes d'ordre économique et social.

[1] Arg. Guérard, p. 281.

[2] Walter, op. cit., n° 387, et les autres sources citées. — Guérard a analysé longuement la condition des serfs et leurs variétés.

Au premier rang des phénomènes importants que nous avons à signaler, se trouve l'extension rapide et générale de la recommandation (*vassiaticum*) [1]. La recommandation est l'acte par lequel une personne se met sous la protection spéciale du Roi, de l'Église ou d'un laïque ; c'est là un terme générique pour désigner des actes bien divers. Certains grands propriétaires entrèrent volontairement dans la *trustis regia* [2]; mais ce mode de recommandation était rare; les magnats préféraient la libre position de leur puissance allodiale. Dans les classes inférieures au contraire, ce mouvement fut très-vif et très-actif. Les petits propriétaires, incapables de tirer parti par eux-mêmes de leur sol et de se protéger militairement au milieu des guerres de l'époque, cherchaient aide et protection chez quelque voisin puissant, se recommandaient à lui. Le *commendatus* se remettait corps et biens à la merci de son seigneur, si ce qu'il lui apportait était peu considérable; sinon, il stipulait qu'il aurait, au moins sa vie durant et parfois héréditairement, la jouissance de ses terres, moyennant redevance. Les premiers devenaient serfs, les seconds colons. Il y avait là un contrat véritable, obligeant chaque partie à certains devoirs. L'abandon des biens qui se faisait par la *commendatio* avait pour condition l'obligation pour le propriétaire de nourrir et de loger ses serfs, de protéger ses tenanciers. Ce mouvement social eut pour conséquence d'abaisser la condition des hommes libres. Les petits propriétaires n'étaient guère à leur place dans le monde économique du VIIe et du VIIIe siècle. Ils devinrent donc tout naturellement tenanciers. Il était assez rare que des stipulations formelles accompagnassent la *commendatio ;* le contrat, dès lors, était tacite, et se réduisait à l'obligation d'entretenir et de protéger le paysan.

En même temps la condition des serfs s'était peu à peu améliorée. Sous l'influence de l'Église, les traitements qu'on employait à leur égard s'étaient adoucis; et ils prenaient rang parmi les personnes, sinon encore en droit, du moins dans l'opinion et la

[1] Zoepfl, op. cit., t. II, p. 69. — Garsonnet, op. cit., p. 210.

[2] Laboulaye, *Hist. du droit de propriété foncière en Occident*, p. 320.

pratique; aussi, dans la réalité, les maîtres avaient-ils vis-à-vis d'eux les obligations d'entretien, et ne jouissaient plus des droits abusifs de l'esclavage primitif [1].

De ces circonstances résulta une sorte d'unification dans la condition des classes inférieures. Les serfs étaient investis d'une *casa*, parfois d'un *manse;* et les obligations qu'on exigeait d'eux s'étaient en fait fort tempérées. Les colons et les lites, cultivateurs soumis à des obligations assez lourdes, n'avaient pas vu améliorer leur situation qui n'avait d'ailleurs rien d'immoral, et étaient liés à leur exploitation. Enfin les *commendati* furent tous reçus soit en *casa,* soit en *manse.* De sorte que les trois catégories primitives des hommes libres, des colons, des serfs tendirent à s'unifier et à former la vaste classe des serfs de la glèbe où domine le principe de l'ancien colonat [2]. Tel est le mouvement général qui, en modifiant le régime foncier, changea aussi la répartition des classes sociales.

L'étude du caractère de ces classes nous occupera plus loin; nous y trouverons encore une multitude de différences : mais ces différences seront plutôt le fait des tenures et de leurs services que de la condition originaire du tenancier. Dès le IX[e] siècle, cette importante remarque trouvait sa vérification. La division des manses en ingénuiles, lidiles et serviles correspondait aux services dont ils étaient grevés, peut-être à la qualité de leur premier occupant, mais était indépendante de la condition de leur détenteur actuel [3].

Le nombre des hommes libres alla toujours en augmentant ou en diminuant, selon l'idée qu'on attache à ce nom, dit Guérard [4]; si l'on entend par liberté l'état des personnes qui n'étaient ni des vassaux, ni des colons, ni des serfs, les hommes libres qui, dans ce cas, ne sont autres que les hommes indépendants furent tou-

[1] Voir plus loin : Guérard, op. et loc. cit.— Pour la Belgique en particulier : J. Heylen, *Historische verandeling over de slaverny,* dans les Verandelingen over de Kempen, p. 56.

[2] Waitz, op. cit., p. 171. — Leymarie, *Hist. des paysans,* t. I, p. 169.

[3] Waitz, op. cit., p. 189. — Guérard, op. cit., § 316.

[4] Op. cit., p. 498.

jours de moins en moins nombreux et finirent par disparaître à peu près entièrement au Xe siècle. Alors presque tout le monde était l'homme de quelqu'un. Mais si l'on entend par hommes libres tous ceux qui n'étaient pas serfs, la classe des hommes libres grossit continuellement sous la protection de la religion chrétienne.

Les hommes libres qui se recommandaient, tombaient en fait sous l'influence du régime local de la terre dont ils choisissaient le *mundium*. C'est ainsi que se généralisa le régime coutumier, qui allait devenir la source d'un droit privé nouveau [1].

SECTION II. — Le régime foncier.

—

§ 1. Répartition du sol.

La conquête avait fondé d'une manière définitive le régime de la propriété privative et de ses inégalités. Un grand nombre de germains avaient reçu un territoire propre, qui, en souvenir de l'ancienne propriété, avait pris le nom d'*Alos*. C'était le *proprium*, la terre patrimoniale, portant chez les Francs saliens le nom spécial de terre salique. Ces alleux étaient tantôt de vastes terrains incultes, tantôt de fertiles lopins de terres, parfois de riches domaines. Rien de fixe dans cette répartition à laquelle les hasards de l'occupation ou du mérite militaire avaient présidé [2]. Sans doute la propriété était née probablement dans les tribus germaniques avant les migrations [3]; les lois barbares distinguent par-

[1] Nous n'avons pas insisté sur l'action du christianisme au point de vue des transformations sociales de cette période. Nous n'avons voulu qu'indiquer ces transformations elles-mêmes dans leur marche progressive. L'élément chrétien eut une influence capitale sur ce mouvement, surtout au point de vue de l'unification des races et de l'adoucissement des mœurs. Nous la signalons ici. Son développement appartient à l'histoire générale de la civilisation.

[2] Dareste, *Hist. des classes agricoles*, pp. 89, 91 et suiv.

[3] Trotz, *Jus agrarium*, t. 1, p. 89.

faitement les domaines [1]; mais il est certain que la conquête en bouleversa l'économie et en accentua l'inégalité.

Il y eut donc des domaines, ou *alodes*, d'étendue très-variée et dont la constitution différait aussi d'après la dimension même. En effet, les petits alleutiers ne pouvaient guère profiter du champ qu'ils avaient occupé. Il leur fallait pour l'exploiter et en vivre, l'organisation agricole des *dorfen* germaniques. Aussi les voisins ne tardèrent pas à s'unir en villages et à reconstituer la *marke*, indispensable à leur vie agricole.

Il y eut donc des villages libres qui restaurèrent dans nos provinces l'organisation germanique [2]. Les traces en parurent surtout dans le Nord, où, comme on l'a vu, la domination germanique fut complète et sans mélange.

Dans le reste du pays, l'organisation de la marke n'exista guère. Les analogies qu'on y découvre résultent des nécessités sociales, plutôt que d'une filiation historique immédiate; ces nécessités, grâce aux habitudes de la race, ont reproduit dans les villages belges des coutumes assez semblables à celles de l'Allemagne [3].

A côté de la propriété privée, alleux grands et petits, et des biens communaux, s'étendaient les vastes domaines du fisc royal, composés de terres vagues, de villæ exploitées et d'un grand nombre de tenures qui étaient en réalité séparées du domaine. Ces diverses parties portaient le nom commun de *fisc*. Les exploitations domaniales étaient dites *fisci*, et ce nom était donné aussi aux tenures de la couronne pour les distinguer de la pleine propriété allodiale.

L'alleu, pleine propriété juridique dans le sens romain de *dominium* [4], était régi par une législation sévère et conservatrice. La

[1] E. Langethal, *Gesch. d. Deutsch. Landwirth*, I, pp. 13, 71.

[2] Dareste, op cit., pp. 102 et suiv. Taillar, *Mém. sur la formation des villages du nord de la France,* Mém. soc. d'agric. de Douai, pp. 300 et suiv.

[3] Voir plus bas le paragraphe des biens communaux et la note A à la fin du Mémoire.

[4] Walter, *Deutsche Rechtsgesch*, t. II, n° 535.—Waitz, *Deutsche Verfassung*, t. II, p. 222. L'alleu est la propriété romaine, le bénéfice est une conception toute germanique. *Ibid.*, p. 225.

possession de l'alleu était, comme on l'a vu, la caractéristique par excellence de l'homme libre, et devint de plus en plus rare par l'effet des recommandations multiples que nous avons signalées et qui le transformaient en tenures de natures diverses[1]. La constitution du domaine nous expliquera à merveille l'utilité qu'il y avait alors pour les petits à se recommander et à rentrer dans l'organisation générale d'une *villa* seigneuriale. Ils ne pouvaient sur un lopin de terre faire de la culture extensive; ils n'avaient ni les connaissances, ni les capitaux, ni les débouchés qui leur permissent d'en faire d'une manière riche et intensive.

Aux VII[e] et VIII[e] siècles, l'immense majorité des terres étaient déjà réduites en tenures; c'est donc à l'examen de la nature juridique et économique de celles-ci que se résume à peu près l'étude du système foncier de l'époque franque.

§ 2. Modes de détention de la terre.

On distinguait très-nettement deux ordres de tenures : les tenures libres basées sur un contrat, les tenures serviles constituant une pure concession.

Les tenures libres sont au nombre de deux : la précarie et le bénéfice. Disons un mot de ces deux formes de *délégation* du sol[2], et tâchons d'en fixer les traits distinctifs.

La *précarie*, très-différente du précaire romain, prit naissance dans les possessions ecclésiastiques; comme nous l'expliquerons plus tard[3], elle consistait dans la donation faite à quelqu'un de son propre fonds, à condition de le reprendre à titre précaire, soit pendant un certain temps, soit à vie. Nous examinerons, en parlant des amodiations rurales, les conditions de cette tenure, son influence économique et son extension aux domaines laïcs. Généralement elle était subordonnée à l'obligation de servir au

[1] A Wauters, *Libertés communales*, p. 205.

[2] C'est cette *délégation :* distinction du domaine direct et du domaine utile qui fait le fond de tout le système foncier germanique.

[3] Voir plus bas le paragraphe des amodiations rurales.

concédant une rente ou redevance matérielle, et là se bornaient les liens qui unissaient le précariste à l'autre partie.

Le bénéfice n'eut à l'origine qu'une différence presque insaisissable avec la précarie [1]. Les propriétaires, et surtout le fisc, maîtres de grands domaines, aimaient à en concéder l'usufruit moyennant certaines conditions. Bénéfice et précaire s'employaient même indifféremment dans le langage, et il était fort difficile de saisir la qualité spéciale d'une tenure déterminée. Comme la précarie, le bénéfice naissait d'une concession directe ou d'une oblation de terres, reprises dans les deux cas, à titre temporaire, souvent viager, parfois héréditaire. Cependant, si la nuance qui séparait les deux tenures était délicate à saisir dans chaque cas particulier, elle n'en existait pas moins en théorie. La précarie était concédée contre la prestation d'une redevance matérielle. Dans le bénéfice, les liens des deux parties sont plus étroits; il s'établit entre eux une solidarité morale.

Il y a un devoir de bienveillance et de fidélité réciproque qui est l'essence même de la concession bénéficiaire [2]. Ce bénéfice, qu'on veuille le remarquer, n'est pas un fief dans le sens attaché à ce mot pendant la période de la féodalité politique. C'est une pure concession d'ordre privé établissant entre *preneur* et *délégant*, des rapports spéciaux de bienveillance mutuelle.

La dénomination de *fief* ne changea rien à la nature des premiers bénéfices. Longtemps ils restèrent synonymes; mais la création des bénéfices militaires vint donner au mot *fief* un sens principal qu'il conserva dans la législation et l'histoire. Les ministériels, les fidèles du Roi, étaient soumis à raison des grands bénéfices qu'ils recevaient, à des obligations spéciales [3]. C'était le ser-

[1] Sur l'histoire primitive de la précarie et du bénéfice et les transformations de celui-ci, Waitz, op. cit., t. II, p. 226, éd. 1870; t. VI, pp. 1 à 40, éd. 1875.

[2] Waitz, op. cit., t. VI, pp. 4-6. — E. Garsonnet, *Hist. des locations perpétuelles*, pp. 225 et suiv.

[3] Ceci explique aussi comment pendant la féodalité les grands offices ministériels furent toujours attachés à un fief. Waitz, op. et loc. cit. Sur l'inféodation des offices de cour sous la féodalité voir pour la Belgique, l'état de la Cour de Hainaut, ajouté à l'éd. Pertz de Gislebert de Hainaut, celui de la Cour de Valenciennes, dans les *Arch. hist. du département du Nord,* t. II.

vice direct du souverain, la fidélité (*huldigung*), se caractérisant par le double service de la guerre et de la cour. C'est dans ces bénéfices militaires, qu'il faut chercher la vraie source de l'influence politique du système bénéficiaire et féodal. C'est à lui que s'appliquaient et une législation spéciale et des droits particuliers.

L'avénement des bénéfices militaires, source de la féodalité politique, ne détruisit pas, mais relégua au second plan les bénéfices ou fiefs purement civils. Ceux-ci existaient, et continuèrent à exister, mais ils étaient oubliés et subissaient par ce fait une législation qui n'était point faite pour eux [1].

C'est ainsi que du régime primitif des tenures naquit le système de la féodalité politique et militaire, dont nous expliquerons bientôt l'éclosion.

Au-dessous des tenures libres, dans l'ordre économique, figurent les tenures serviles [2]. Celles-ci étaient des occupations de pure tolérance; le propriétaire du sol pouvait à son gré expulser les gens de condition inférieure qui les occupaient. Cependant, en fait, leur situation n'avait pas le caractère instable que ferait de prime abord supposer leur condition légale. Si le propriétaire avait le droit de les expulser, il était de son intérêt de ne pas user de ce droit et de garantir à ses revenus et à son exploitation la stabilité, en l'assurant à la population de ses domaines. Les tenures serviles étaient donc héréditaires de par les coutumes locales, de par ce droit patrimonial, source et garant des premiers progrès des classes rurales.

§ 3. Constitution des domaines.

Tels étaient les divers modes de détention du sol. La plupart des concessions foncières avaient pour but l'exploitation du domaine. Sans entrer dans le détail, cherchons à examiner la

[1] Voir les conclusions et la portée de cette théorie plus bas, livre II, au paragraphe de la Propriété féodale. Cf. Waitz, op. cit., t. VI, pp. 9, 26, 30 et passim.

[2] Garsonnet, op. cit., pp. 269 et suiv. Sur le système des redevances, voir plus bas au livre II, ch. I, sect. I, § 1, et ch. III, sect. IV.

constitution économique d'un domaine à l'époque franque. L'unité d'exploitation est le *manse,* terre d'étendue variable mesurée suivant les terroirs de manière à suffire à la subsistance d'une famille. Les manses étaient généralement groupés en *villæ.* La villa était dans le monde franc et fut pendant tout le haut moyen âge la principale unité agricole [1].

Longtemps, en effet, les manses se fussent trouvés, sans cette organisation, incapables de remplir leur but : la subsistance du preneur. C'était l'association qui en faisait la fertilité. En même temps ce régime était le seul qui assurât au propriétaire la culture de son propre domaine. Expliquons en deux mots ici ce que nous exposerons en détail dans le second livre de ce travail. La *villa* présentait à chaque manse les avantages des communaux de la terre seigneuriale, indispensables à sa propre culture. La terre seigneuriale, *mansus dominicus,* était située au centre de la villa; elle était ordinairement plus grande que chacune des tenures et comprenait plusieurs bâtiments : outre le corps de logis du maître, la *sala* proprement dite, il y avait une foule de dépendances : moulins, fours, brasseries, pressoirs, destinés à servir de débouchés aux produits des manses circonvoisins. C'était là le type de la *villa* qui ne varia guère pendant toute la durée du moyen âge. On comprend les avantages que son organisation assurait à chaque tenure.

Mais les avantages, avons-nous dit, étaient réciproques. En effet, la corvée était pour le propriétaire le seul moyen de faire labourer et produire son sol. Le système extensif de la culture de cette époque n'absorbait pas, loin de là, tout le temps des tenanciers. En répartissant le travail de ceux-ci mi-partie sur les tenures, mi-partie sur la terre dominicale, toutes les terres pouvaient être labourées suffisamment, tout en ne surchargeant pas de travail ceux qui devaient les cultiver. On parvenait donc à utiliser à la fois tous les bras et toutes les terres.

[1] Sur toute l'organisation des *Villæ* et du Manse dominical, Raepsaet, *Analyse de l'origine et des progrès des Belges,* liv. III, ch. XIV, n°s 184 et suiv. Une pièce curieuse citée par Wauters, *Hist. des environs de Bruxelles,* nous donne quelques détails sur cette organisation en Belgique (alleu de Leeuw, t. I, p. 77, n° 1).

Cette main-d'œuvre suffisait aux besoins de toutes les exploitations; d'ailleurs, pour suppléer à son insuffisance, il y avait toujours sur les domaines une catégorie de serfs n'occupant pas de tenures, et que nous avons signalés sous le nom spécial de Casati ou Cossaeten [1].

Tels sont les grands traits de l'organisation d'une villa; ils se sont conservés à peu près intacts dans les siècles suivants. A l'époque franque, sous les deux premières races, nous ne connaissons que par la collation de textes fragmentaires l'organisation des *villæ* laïques; mais celle des *villæ* monastiques nous est beaucoup plus connue, grâce aux polyptiques rédigés de très-ancienne date dans les abbayes [2], ainsi que celle des *villæ fisci*, décrites avec détails par Charlemagne, lui-même, dans le célèbre capitulaire *de villis*. Sauf les soins particuliers que donnaient les moines à leur exploitation agricole, et la minutie avec laquelle l'empereur organise les siennes, le principe de l'organisation était identique partout. Nous croyons inutile de reproduire ici l'analyse intéressante, sans doute, mais si connue, du capitulaire de 812 [3]. Au point de vue de l'administration, cette pièce est un curieux monument d'économie rurale et domestique. Quant aux détails de culture qu'elle révèle, il est probablement téméraire de les généraliser. Charlemagne, à tous égards, voulait faire des fermes-modèles; les soins personnels qu'il en prend le prouvent suffisamment. La villa fiscale est administrée par un *Judex* et un *Maior*. Tous deux devaient veiller à l'accomplissement des travaux de l'exploitation, mais le *Maior* n'avait qu'une position subordonnée; le *Judex* joignait à sa surveillance l'exercice de la juridiction patrimoniale dans la *villa*.

En étudiant au second livre l'organisation du moyen-âge proprement dit, nous aurons l'occasion de revenir sur plusieurs

[1] Zoepfl, *Deutsche Rechtsgesch.*, t. II, p. 69.

[2] Guérard, *Polyptique d'Irminon*, ch. II, §§ 7 à 17 explique la nature, la tenue, et l'autorité de ces registres.

[3] Blanqui, *Hist. de l'Économ. polit.*, t. I, p. 157.— A. de Villeneuve, *Hist. de l'Économ. polit.*, p. 186. — Langethal, *Gesch. d. deusch. Landw.*, I, p. 119. — Wauters, *Libertés communales*, p. 123, etc., etc.

traits que nous ne faisons qu'esquisser ici. C'est là que nous ferons l'histoire des redevances dont chaque tenure était ordinairement grevée, et du genre de culture qu'on y pratiquait [1].

SECTION III. — Le régime seigneurial.

Il nous reste, avant de pénétrer dans le moyen-âge proprement dit, à expliquer rapidement les causes de ce régime féodal qui va dominer dans l'histoire pendant plus de huit siècles. Trois faits principaux signalent la transformation du régime bénéficiaire et monarchique en celui du morcellement politique féodal. C'est d'abord la réorganisation militaire; c'est ensuite la législation des immunités; c'est enfin l'hérédité des fiefs.

Nous avons dit déjà que c'était dans le bénéfice militaire qu'il fallait chercher le germe de la féodalité politique. Or le service militaire imposé aux grands bénéficiers, résultait d'une réforme générale dans le régime militaire germanique. Par le capitulaire de 807 et celui peu postérieur *de exercitu promovendo* qui ne porte pas de date fixe, le service autrefois personnel et accompli à la convocation des comtes, fut tranféré aux *seniores*, chargés et obligés désormais de présenter à l'armée royale un certain nombre de guerriers. La translation aux seniores d'une partie de l'autorité militaire était un premier pas vers la fusion de la propriété et de la souveraineté, en créant les puissantes et redoutables milices territoriales [2].

La législation des immunités, commencée de très-bonne heure, contribua largement à la fondation des seigneuries indépendantes. L'immunité avait pour but de faire échapper un territoire à la juridiction ordinaire, et conférait cette juridiction au propriétaire, sous l'autorité immédiate du roi. C'était donc la consé-

[1] Voir pour les détails le magnifique ouvrage de Guérard, *Proleg. au polypt. d'Irminon.* Cf. pour le X[e] siècle en Belgique J. Daris, *Abbaye de Maubeuge : Analectes pour servir à l'hist. ecclésiast. de Belg.*, t. II, pp. 44 et suiv.

[2] Garsonnet, *Hist. des locations perpétuelles,* pp. 247 et suiv.

cration d'un privilége accordant au *senior* l'exercice de droits attachés à la souveraineté [1].

Ces deux premiers faits, d'une importance générale, avaient rendu presque indépendants en fait les grands seigneurs territoriaux, bénéficiers ou alleutiers. Une seule mais importante différence les séparait encore: l'alleu était une propriété quiritaire et héréditaire; le bénéfice n'avait pas cet avantage. Sans doute, il y eut dès l'origine des bénéfices héréditaires, mais les grands bénéfices officiaux et militaires ne l'étaient pas. Or, l'alleu constituait la partie la plus restreinte du territoire; la noblesse seigneuriale était donc par le principe viager, entièrement soumise à la royauté. Puissants par leur position territoriale, par le nombre de leurs vassaux et arrière-vassaux, les seigneurs fonciers ordinairement revêtus des fonctions comtales, souffraient avec impatience le caractère précaire de leur situation juridique. Diverses circonstances favorisèrent leur établissement définitif et héréditaire. Les faibles successeurs de Charlemagne n'osèrent résister que timidement aux usurpations et aux menaces, et continuèrent toujours en fait les fiefs et les offices au descendant capable du seigneur défunt. L'avénement d'un homme énergique et résolu, comme Charles le Chauve eût pu encore émanciper la royauté des entraves politiques des feudataires; mais l'invasion normande vint porter le dernier coup à la puissance monarchique. Cantonné dans sa forteresse, le seigneur foncier, sous prétexte de résister aux Barbares, consolidait en réalité sa puissance contre la monarchie , et se préparait à soutenir ses prétentions par les armes.

A partir de ce moment, l'hérédité, depuis longtemps dans les mœurs , fut définitivement reconnue tant pour les bénéfices que pour les offices comtaux. Proclamée solennellement en France par le capitulaire de Kiersy en 877 [2], elle ne tarda pas à être conquise aussi isolément par les officiers et seigneurs de l'Empire.

[1] Dareste, *Hist. des classes agricoles,* p. 149. — E. Laboulaye, *Hist. de la propriété foncière en Occident,* p. 322. — Zoepfl, *Deutsche Rechtsgesch.,* t. II, § 9.

[2] Garsonnet, op. cit., p. 239.

Le X[e] siècle signale en France, par l'avénement de Hugues Capet, le triomphe définitif du régime féodal, et à la fin du même siècle, il est définitivement établi dans toutes les parties de notre pays [1].

Ces préliminaires nous amènent à cette grande et importante période historique de la féodalité. Nous allons pénétrer dans sa vie intime, cherchant dans la mesure du possible à déterminer son influence sur tous les éléments de la civilisation.

[1] Ch. Piot, *De l'hérédité des bénéfices en Belgique et de ses effets,* Ann. Soc. Émulation de Bruges, 3[e] série, t. III, p. 256.

LIVRE II.

L'ÉCONOMIE SOCIALE DE LA BELGIQUE AU MOYEN-AGE DEPUIS LE XI[e] SIÈCLE.

CHAPITRE I[er].

Les classes inférieures.

SECTION I. — Des causes qui ont provoqué le développement progressif de la liberté civile au sein des populations rurales.

---

§ 1. Marche logique de ce progrès [1].

Il ne peut être question de refaire ici la théorie des libertés nécessaires. Sont telles les seules libertés indispensables à l'accomplissement de la destinée de l'homme. Les autres libertés peuvent être bonnes et utiles : cela dépend de l'état social. Le degré de leur développement, l'indépendance plus ou moins grande des personnes ou des propriétés, constitue la différence qui diversifie les nations et les âges de l'humanité. Si les libertés nécessaires sont imposées par le droit naturel, les libertés utiles sont l'œuvre des temps et des circonstances, de ce développement spontané des peuples qui forme le droit des gens, dans le sens romain de ce mot. Du moment donc où la liberté primordiale du devoir est accordée à l'homme, toutes les variétés et toutes les

[1] Les idées de ce paragraphe sont éparses et implicites dans Dareste de la Chavanne, *Hist. des classes agricoles.*—Henry Doniol, *Hist. des classes rurales en France,* Paris, 1865. — Ad. Smith, *Wealth of Nations,* liv. III, ch. I et II. — Roscher, *Nationalökonomik des Ackerbaues,* Stuttgart. 1875, ch. V et suiv. et divers autres.

phases sociales sont également conformes au droit naturel. La communauté primitive des biens est une organisation aussi régulière que le régime de propriété privative des sociétés civilisées. Le servage, respectant la personnalité humaine, n'est pas plus condamnable en droit que la pleine liberté individuelle. Est-ce à dire que les sociétés que nous appelons civilisées, ne soient pas supérieures aux nations barbares? Nullement. Cette conclusion dépasserait étrangement nos prémisses. Mais leur supériorité consiste dans un rapport de *mieux* à *bien*, et non de *bien* à *mal*. Elles sont supérieures, mais elles ne sont pas seules bonnes. Leur avantage consiste à mettre à la disposition de leurs membres plus de moyens utiles pour accomplir leur destinée; d'être mieux outillées et par conséquent plus parfaites.

Mais quel est donc le ressort qui pousse toute nation dans cette voie du progrès? Comment se fait-il que toute société s'enrichisse et s'émancipe, au point qu'on ait pu créer des *lois historiques*.

L'observation de la nature humaine répondra à cette question et nous donnera le secret de la marche régulière des progrès parallèles de l'opulence et de la liberté.

Quand l'homme travaille, il le fait par devoir ou par intérêt. En principe le travail ne devrait s'accomplir que par devoir; mais l'intérêt subordonné au devoir est aussi un mobile licite et naturel de l'activité humaine. Il est plus parfait de renoncer à ce mobile, nous verrons le travail ainsi pratiqué dans les monastères; mais le commun des hommes se laisse guider par des considérations d'un ordre moins relevé. Il faut donc en général qu'outre l'idée du devoir, on présente au travailleur un intérêt proportionné d'une façon approximative à l'effort qu'on réclame de lui [1]. Ce principe économique et moral renferme tout le secret de l'émancipation des classes rurales.

Au début du moyen-âge, la population de l'Occident était clairsemée. La Belgique notamment, dépeuplée par les guerres romaines et les misères de l'époque impériale, par les ruines des

[1] F. Bastiat, *Propriété et loi*, dans les SOPHISMES ÉCONOMIQUES, t. IV, pp. 275 et suiv. des œuvres complètes, éd. Guillaumin.

migrations barbares, et plus tard des invasions normandes, ne comptait que peu d'habitants [1]. Le tiers à peine de son territoire livré a l'exploitation suffisait aisément à cette population. Il ne fallait pour y subvenir ni grands efforts ni fortes impenses. Une culture extensive et superficielle était tout ce que réclamait la nation. Or, pour un pareil travail, l'assurance de la nourriture était plus qu'il ne fallait à l'ouvrier : on vivait sans prévoir. Tout promettait que la subsistance assurée aux contemporains le serait à leurs descendants.

Ici intervient un fait économique nouveau : le progrès de la population [2]; ce phénomène modifie sensiblement l'état des choses, et le modifia rapidement en Belgique où la race fut toujours exceptionnellement prolifique [3]. Le système du travail primitif devient insuffisant. Il faut pour arracher au sol l'alimentation d'un surcroît d'habitants, un surcroît corrélatif d'efforts et de capital. Ce surcroît ne se développe pas seulement en proportion exacte du chiffre de la population : il faut bien plus du double d'impenses pour tirer du sol le double de la production antérieure [4]. Il faut dès lors qu'un homme entreprenne, avec le secours d'un capital, l'alimentation d'un groupe d'autres hommes. Cette entreprise l'absorbe ; il doit donc y trouver de quoi fournir aux autres nécessités de sa vie par voie d'échange, avoir même l'espoir, en augmentant ses efforts et sa production, d'acquérir une certaine aisance de la vie. Or, pour cela, il doit être assuré de conserver le fruit de son entreprise ou de sa coopération, et de l'appliquer à ses besoins. L'entreprise sera d'autant plus fructueuse que l'entrepreneur sera mieux assuré d'en percevoir les profits. Voilà comment avec la culture intensive croît l'indépendance de l'entrepreneur agricole.

Cependant cette indépendance est encore entravée par une autre raison économique. Pour produire, l'initiative ne suffit pas,

[1] Voir plus haut.

[2] Périn, *La richesse dans les sociétés chrétiennes*, livre IV, ch. II, a fort bien expliqué ce phénomène.

[3] Ém. de Borchgrave, *Histoire des colonies belges*. Introd., § 5.

[4] Rossi, *Cours d'économie politique,* éd. Bruxelles, t. I, p. 82.

il faut le capital. Leur union dans le même chef est la forme la plus féconde de la constitution de l'atelier rural, mais elle suppose une diffusion de richesses longtemps inconnue. Les premières exploitations se constituent donc sous forme d'association, où la part de l'entreprise, d'abord très-restreinte au profit du propriétaire et du capitaliste, se développe peu à peu. La classe laborieuse fait l'apprentissage du métier, elle apprend à diriger et à prévoir. En même temps elle amasse par les profits de son œuvre, un pécule toujours grandissant, qui lui permet de réunir entre ses mains le capital et le travail, et d'y joindre soit la propriété elle-même, soit une possession stable à des conditions fixes, qui ait les mêmes effets.

Appliquons rapidement ces théories à l'ensemble du mouvement d'émancipation des classes agricoles. Les grands domaines du haut moyen-âge sont peuplés de serfs de la glèbe. La culture, nous venons de le dire, ne s'exerçait que sur de grands espaces et d'après un système extensif que le chiffre de la population comportait. Le serf, *casé*, logé et entretenu, n'avait aucun intérêt au succès de l'exploitation qu'il cultivait. Mais son incurie ne nuisait pas au travail grossier qu'il devait accomplir. Mais quand la population des *villæ* seigneuriales commença à s'accroître, la situation du propriétaire devint désavantageuse, et le contrat de servage menaça de tourner à son détriment.

Les serfs ne produisaient pas plus qu'autrefois, se multipliaient et devaient être nourris. En vain, les accablait-on de redevances, d'exactions, de corvées, le bilan seigneurial devait se solder par un déficit. D'ailleurs, comme nous le verrons, ces mauvais traitements faisaient fuir les serfs du domaine qui demeurait en friche. Sans ouvrir toujours les yeux à la vérité économique qu'ils comprenaient mal, la désertion de leurs terres fit recourir les propriétaires au vrai moyen : améliorer le sort de leurs hommes. L'émancipation était donc en réalité une mesure toute de l'intérêt des seigneurs, et même de leur intérêt immédiat. Elle était aussi, cela va sans dire, de l'intérêt des populations, mais pour elles, l'expérience était à faire et elles avaient

souvent peur de la liberté. Aussi, verrons-nous des villages entiers s'insurger contre l'acte que leur octroyait la franchise [1].

D'ailleurs, la libération par sa raison même, devait être graduelle et mesurée. Un premier pas fut fait par la fixation des redevances, qui introduisit les classes rurales dans la phase juridique de leur histoire [2]. Plus tard, un siècle ou deux après, naîtra le contrat libre et réciproque. Le rôle du contrat est vraiment le signe caractéristique de la société nouvelle [3]. Nous en étudierons plus loin l'histoire détaillée. Ici encore la même grande loi domine le développement historique des amodiations rurales : l'indépendance du paysan croît à mesure que le capital lui appartient davantage. C'est ainsi qu'il devient successivement bailleur à rente, métayer, fermier et petit propriétaire.

Nous avons indiqué la loi qui préside aux développements que nous allons étudier. Il nous faut les reprendre, les analyser et montrer dans les faits la justification de notre principe.

A jeter d'ailleurs sur notre histoire un simple coup d'œil d'ensemble, nous pouvons déjà constater la précocité de nos libertés rurales en même temps que le développement tout à fait prématuré en Europe de notre agriculture nationale.

§ 2. Politique de l'émancipation.

Nous avons à examiner sous ce nouveau titre, la série des causes réelles, ou plutôt des circonstances de fait qui ont provoqué les divers progrès des classes rurales belges. Les libertés rurales font seules l'objet de notre étude. C'est dire que nous n'avons pas à étudier l'origine du mouvement communal et des libertés bourgeoises, mais à apprécier seulement, nous le ferons bientôt, leur influence sur l'état du plat pays. Cependant il est un

[1] Stuart-Mill, *Principes d'économie politique*, trad. Courcelles, t. I, p. 285. — Brants, *Études d'histoire rurale*, Revue catholique de Louvain, numéros de janvier, mai et novembre 1879.

[2] Doniol, op. cit., liv. III, ch. III, § 3, p. 147.

[3] H. Summer Maine, *L'ancien droit* (The ancient law), ch. IX, p. 288 de la trad. franç. de Courcelles-Seneuil.

point où les deux ordres municipal et villageois sont en rapport intime. La transformation sociale dont nous sommes témoins du Xe au XVIIIe siècle est-elle une évolution régulière ou une brusque révolution? Cette question très-débattue pour les libertés communales me paraît rationnellement tranchée en ce sens que les conquêtes civiles n'ont jamais précédé le mouvement économique et social; qu'elles ont toujours été la conséquence naturelle de l'état de la richesse, des idées et des mœurs. Ce qu'on entend par une révolution, c'est le soulèvement général et spontané d'un peuple contre des abus généraux et persistants et dans un but commun et unique. Rien de pareil ne se trouve à l'origine de notre liberté nationale. Sans doute il y a eu des luttes; mais ces luttes avaient pour objet tel ou tel point spécial et local plus difficile à emporter.

La féodalité absolue est tombée pièce à pièce sous l'action du temps, des idées, des influences de toute nature; elle n'a pas succombé tout entière en une fois sous la hache des communiers. Il y a eu un mouvement communal, des insurrections: il n'y a pas eu *une révolution communale* [1]. S'il en est ainsi dans les villes (*civitates, oppida*), il en est encore bien plus certainement ainsi de l'avénement des libertés rurales. Une raison première en est que l'influence économique est ici plus énergique, que la nécessité plus évidente au seigneur, le dispose mieux à l'émancipation. Il y en a une autre dans le caractère énergique et constant, mais lent et patient des paysans du Nord. Ils souffrent longtemps non sans se plaindre, mais sans songer à résister, surtout à résister activement. Enfin le bienfait de la liberté leur apparaissait moins évident qu'aux classes plus éclairées des villes. Il leur a fallu la grande réaction du mouvement municipal pour être définitivement dotés de la liberté.

Ces préliminaires nous permettront d'analyser et de comprendre l'action simultanée des populations, des seigneurs, et de l'Église dans l'œuvre de l'émancipation des classes rurales.

[1] Wauters, *Les libertés communales,* pp. 16 et suiv., résume les divers systèmes. — Poullet, *Histoire politique interne de la Belgique,* pp. 156 et suiv.

I. *Action des populations.*

Quoique énergique, l'action des populations fut généralement calme. On signale rarement de vraies insurrections dans les *villæ*; il est surtout fort rare de les voir se produire avec un but déterminé, et l'on n'en signale aucune, pensons-nous, avant le XII[e] siècle. Alors même le cri révolutionnaire que Robert Wace prête aux villageois [1] devait se faire bien rarement entendre. Ce n'est pas dans les campagnes du XII[e] siècle qu'on songeait à s'insurger au nom de l'égalité naturelle des hommes entre eux; ce n'est surtout pas dans les campagnes flamandes qu'on eût assisté à pareille scène. M. Wauters croit [2] que c'est « le silence calculé de la plupart des écrivains » qui nous a fait perdre les témoignages des résistances ouvertes à l'*oppression féodale.* Nous ne le croyons pas. Nous en avons indiqué les raisons *a priori.* Il y en a d'autres qui sont historiques. Les annales monastiques, nos principales sources, signalent parfois des mécontentements violents: *Bellum rusticanum oritur* [3]. Mais ce sont des cas isolés. Les annalistes en citent, leur silence n'est donc pas systématique. D'ailleurs nous allons voir que les populations flamandes savaient se délivrer des misères dont elles souffraient, par des actes de résistance passive tout aussi efficaces et plus fructueux que la rébellion à main armée.

[1] Roman de Rou, v. 59-79 suiv.

> Pur kei nus laissum damagier?..
> Nus sumes homes cum il sunt
> Tex membres avum cum il ont....

[Dans un livre qui a paru depuis la rédaction de ce mémoire, M. H. Pergameni fait l'histoire de ce qu'il appelle les *Jacqueries flamandes;* ce sont les luttes du XIV[e] siècle qu'il transforme et assimile aux Jacqüeries de France : *Les guerres de paysans,* Bruxelles, 1880, p. 87. Cet aperçu est inexact. Les luttes du XIV[e] siècle ne sont pas des guerres de paysans contre leurs seigneurs; mais un épisode important et curieux de l'histoire communale, voir L. Van der Kindere, *Le siècle des Artevelde.*]

[2] Op. cit., p. 644.

[3] *Annales Novesienses, ad annum* 1268, ap. Martène et Durand, *Amplissima collectio,* IV, 574.

Ces actes se résument, depuis le XIe siècle jusqu'au milieu du XIIIe, dans le grand et perpétuel mouvement de migration qui anime les populations flamandes. Chose étrange pour qui a égard à nos habitudes aujourd'hui si sédentaires, nul peuple n'a envoyé plus loin ses enfants, ni peuplé des terres plus diverses. Nul peut-être plus facilement que l'ancien habitant de nos provinces ne semble se décider à quitter le lieu natal pour chercher ailleurs fortune et protection [1].

Les premières émigrations furent locales et revêtirent plutôt le caractère des sécessions de la plèbe romaine. Les ruraux mécontents d'un seigneur, ou épuisés par ses guerres, se transplantaient corps et biens, dans une seigneurie voisine et parfois rivale. Ces faits sont signalés dans toutes nos provinces. Les cultivateurs préféraient s'expatrier qu'être pillés ou ruinés d'exactions. C'est ainsi que dans la lutte de 1132 entre Thierry d'Alsace et Florent de Frise, beaucoup d'hommes, surtout de la campagne, s'avisèrent de quitter la Flandre pour les provinces de Florent [2]. On signale à la même époque des faits analogues en Brabant [3], et dans le Cambrésis. Ces sécessions n'étaient sans doute pas sans influence sur la conduite des seigneurs. Mais au XIIe siècle commença l'époque des grandes migrations. A partir de cette date, il y a un mouvement continuel emportant des cultivateurs belges en Grande-Bretagne et en Allemagne.

Quelles causes assigner à ce vaste mouvement qui emporte des essaims de Belges jusqu'en Poméranie, en Silésie, sur les bords de la Vistule, jusqu'en Hongrie et en Transylvanie? Est-ce l'oppression où ils gémissaient dans leur pays? Est-ce un simple surcroît de population, comme semblerait le prouver le chiffre si extraordinairement élevé de celle-ci? M. de Borchgrave y assigne ces deux causes, tout en faisant à la seconde la part la plus

[1] Faut-il perdre tout espoir de ressusciter cet esprit pour développer les débouchés de notre industrie nationale? Voir E. Van der Laat, *Moyens d'étendre les débouchés de l'industrie belge*, pp. 20 et suiv. 1878.

[2] « *Plurimi de Comitatu, maximè rustici, qui se nimis opprimi dolebant, consilium inierunt...* » Kluyt, *Hist. critic. Comit Holland. et Zeeland* Midelburg, t. II, p. 77.

[3] Dom Bouquet, *ex Auctario Afflghemensi ad añn.*, 1159.

importante [1]. Il n'est pas nécessaire d'ailleurs de recourir à l'oppression pour expliquer le départ des colons belges. Les princes allemands cherchaient, en effet, par les offres les plus splendides à repeupler leurs territoires abandonnés. Les Allemands avaient vers le Nord, de vastes territoires à conquérir à la culture; or, à partir du XIe siècle, commence sur une échelle de plus en plus grande, la *germanisation* des nouvelles provinces [2]. Cette œuvre enlevait aux seigneurs de l'intérieur, une partie notable et souvent la plus robuste, de leur population. Il fallait combler ces vides faits par l'émigration. Un moyen très-naturel était d'appeler dans leurs terres des étrangers et de leur concéder les terres abandonnées. Mais pour les y amener et les y retenir, il fallait leur accorder une position privilégiée. C'est ce que firent les princes allemands. Les colons flamands et hollandais furent de leur part, l'objet de prévenances particulières à cause des dispositions agricoles spéciales reconnues de bonne heure à leur race. Le mouvement une fois lancé, il n'y a rien d'extraordinaire à voir des compatriotes *glisser* jusqu'aux dernières limites de la conquête germanique; leur vigueur, leur agriculture perfectionnée rendaient leur concours précieux et accéléraient la colonisation des terrains nouveaux. Les colons belges, dotés de libertés particulières, constituant le *Flemings recht*, ou *jus flandricum*, se perpétuèrent longtemps dans les provinces germaniques; on peut dire que c'est à nos compatriotes que l'Allemagne doit le premier et principal essor de son agriculture [3].

L'Angleterre ne faisait pas moins d'efforts pour attirer nos colons sur son sol. Ils y avaient fait leurs preuves en défrichant au XIIe siècle une partie du comté de Pembrok [4]. Sans doute, les

[1] *Histoire des colonies belges*. Introd. Ce mémoire remarquable est plein des détails les plus intéressants et les plus variés sur notre colonisation allemande.

[2] E. Langethal, *Geschichte des teutschen Landwirthschaft*, t. I, pp. 53-193.

[3] De Borchgrave, op. cit. — Ém. de Laveleye, *Économie rurale de la Belgique*, p. 14.

[4] E. Van Bruyssel, *Histoire du commerce en Belgique*, t. I, p. 154. — E. Varenbergh, *Histoire des relations diplomatiques entre le comté de Flandre et l'Angleterre au moyen-âge*, pp. 23 et suiv.

Anglais recherchaient plutôt les tisserands que les laboureurs, mais à leurs yeux tout cultivateur flamand est un homme qui sait faire du drap et combattre[1]. L'émigration vers l'Angleterre dura plus longtemps que celle vers l'Allemagne; elle dura pendant toute la lutte industrielle des Anglais contre les Flandres. Il est curieux de voir les avantages qu'offrait au XIV[e] siècle, Édouard d'Angleterre aux émigrés flamands [2]; mais c'est là de l'histoire industrielle qui s'éloigne de notre sujet et qui est sans influence sur les libertés rurales.

Ces grandes émigrations pouvaient être justifiées par le chiffre de la population, mais il n'en est pas moins incontestable qu'elles dépassaient le trop plein de la mère-patrie. Il fallut donc chercher à retenir ce monde dans le pays, ou à repeupler celui-ci de colons nouveaux. C'est ici que se manifeste l'influence de l'émigration sur la liberté nationale. Il fallut recourir, comme l'avaient fait les seigneurs allemands, aux chartes de colonisation, appeler des *hospites*, leur accorder des priviléges et des faveurs [3]. Il se faisait entre le propriétaire et l'hospes, un véritable contrat de défrichement, déterminant les droits et obligations réciproques des parties. Les seigneurs promettaient qui l'érection d'une église, qui des *communaux*; ils déterminaient le nombre des corvées qu'ils exigeraient, le montant des redevances. Les hospites, de leur côté, s'obligeaient à cultiver à ces conditions et à payer une redevance foncière *pro ostilia sua*. Les seigneurs recherchaient les colons et annonçaient les concessions qu'ils voulaient faire. C'est ce que firent notamment de puissants barons, Thierry d'Alsace, Henri II de Brabant, Arnould Berthoud, sire de Grimbergen et d'autres [4].

Les hospites et colons différaient fort, dans le principe, de

[1] Moke, *Mœurs, usages et coutumes des Belges*, I, 197; II, 84, 87.

[2] Fuller, *Church history*, cité dans Hallam. L'Europe au moyen age, t. V, p. 62 de la trad. de Borghers. « Les plus riches cultivateurs (*yeomen*) d'Angleterre ne dédaignaient pas de leur donner leurs filles en mariage. »

[3] Voir sur les *hospites* le travail magistral de Ch. Duvivier: *Hospites. Défrichements en Europe et spécialement dans nos contrées aux XI[e], XII[e] et XIII[e] siecles,* dans la Revue d'histoire et d'archéologie, I, pp .74 et 131.

[4] Duvivier, op. cit , p. 79.—Raepsaet, *Analyse,* n° 231.

l'ancienne population rurale [1]. A eux seuls s'appliquaient les bienfaits du contrat de concession. Mais cette position ne pouvait rester privilégiée. Les autres *rustici* exigèrent bientôt les mêmes avantages. Sans doute ils ne le disaient pas hautement, mais il était facile de voir qu'ils auraient cessé le travail ou quitté le sol s'ils ne les obtenaient pas. La tolérance donc dut s'étendre à tous, et si rien ne garantissait son maintien en droit, l'intérêt même du seigneur l'imposait. La tolérance créa l'usage. L'usage établi fit loi. Dès lors les populations rurales avaient conquis la fixation des redevances sinon partout en droit, au moins presque partout en fait. Il ne manquait que la consécration écrite et officielle, qui ne tarda pas à garantir l'usage et à le déclarer « ferme et estaule. » Alors les classes inférieures entrent, comme nous l'avons dit, dans la phase juridique de leur histoire; armées de la concession seigneuriale, de la charte, *munimentum* de leurs droits, elles ont une position défensable au nom d'un droit positif [2].

La taille arbitraire, la corvée à merci sont abolies et remplacées par des obligations lourdes encore mais fixes. Le paysan est désormais sûr de son avenir, et cet avenir lui appartient.

Le texte même des concessions prouve assez que la limitation des droits, la fixation des coutumes est alors la principale ambition des ruraux [3]; c'est aussi en elle que les contemporains voient la caractéristique de l'émancipation [4].

[1] Raepsaet, op. cit., n° 230 « Servos esse homines penitus negaverunt, et sese *tantum* hospites et colonos confessi sunt. »

[2] L'évêque Gerard I de Cambrai « Hanc legem *firmatam* instituit .... *ne amplius exigatur ab iis*, 1012-1048. » — Gauthier d'Avesnes « incolis de Herrignies ... scripti hujus *munimentum* liberaliter tradidit, 1196. » — Wauters, *Libertés communales,* Preuves. — Poullet, *Histoire politique,* citée, p. 180.

[3] Voir la note précédente. De même « *In hunc modum pax reformata est* (entre S[te] Waudru et les habitants de Castres), quod omnis census tam capitum quam terrarum ad nivellensem monetam *perpetuo remanent et consistunt,* 1217; » dans Gachard, *Documents concernant l'histoire de la servitude en Belgique au moyen-âge;* Bull. de la Commiss. roy. d'hist., 2[e] série, t. IV, p. 250.

Beaucoup de chartes moins explicites organisent en fait la fixation des droits : redevances, corvées, meilleur cattel, etc., V. *infrà.*

[4] Guibert de Nogent, parlant de la *Commune*, a dit « pessimum nomen ut

En même temps que les chartes émancipaient *sub censu* des villages entiers, le servage devait nécessairement disparaître insensiblement. Les charges serviles se fixaient et s'atténuaient. Nous examinerons plus loin les étapes de ces progrès.

Toujours est-il que la liberté civile grandissait et s'affirmait au sein des classes rurales.

Le mouvement communal devait d'ailleurs donner à ces progrès un élan remarquable.

Demandons-nous donc la nature et la raison de l'influence des libertés bourgeoises sur la situation du plat-pays.

Cette influence fut surtout indirecte. Les communes représentant la population industrielle se préoccupaient peu du sort des campagnes et de leur libération. La commune en elle-même n'était pas une alliée des campagnes. C'était un seigneur d'une nature particulière, une seigneurie corporative, mais qui avait ses propriétés, ses vassaux, ses milices à elle, son administration et ses agents fiscaux souvent plus tyranniques et plus âpres que ceux des seigneurs particuliers ou du domaine [1]. Les communes et les barons rivalisent de puissance : la seigneurie industrielle et la seigneurie foncière cherchent, chacune de leur côté, à étayer leur pouvoir sur des bases solides et durables. Quels effets la lutte de rivalité, parfois très-pacifique d'ailleurs, qui s'engage de seigneur à commune, va-t-elle avoir sur les campagnes? C'est ainsi que se pose la question de l'influence du mouvement communal sur le plat pays.

Les seigneurs et les communes avaient dans le monde féodal un intérêt commun : étendre leur propriété et avec elle leur juridiction (*dominium et judicium*). En effet, les communes, à l'origine surtout, rentraient dans la hiérarchie féodale; l'étendue territoriale était donc un grand élément de leur puissance. Or toute commune avait juridiction *ès ville et banlieue.* Ville et banlieue constituaient le territoire communal [2]. Sans doute il y

capite censi omnem solitum debitum semel in anno solvant. » *Vie,* ch. III. — Cf. Dareste, op. cit., p. 190.—Mauguin, *Hist. de l'administration de l'agriculture en France,* t. I, p. 55. —Vuitry, *Régime financier de la France,* p. 270.

[1] E. Langethal, op. cit., I[3], p. 9.

[2] Henaux, *Constitution ancienne du pays de Liége,* p. 229.

avait souvent là des enclaves relevant d'une autre juridiction [1], mais en principe la franchise s'y étendait partout. Les villes avaient donc intérêt à étendre ce domaine ; elles réussirent souvent à l'augmenter considérablement et à empiéter sur des juridictions voisines. Les règlements de la *liwe* (lieue) banale, *banmyle*, furent l'objet de fréquentes contestations et d'usurpations nombreuses [2]. Il va de soi que les communes gagnaient à ces usurpations une extension de juridiction en même temps qu'un accroissement de revenus.

Ces territoires de la franchise municipale devinrent bientôt le refuge de tous les mécontents des juridictions seigneuriales. « C'était là un port d'émigration qui se trouvait à portée immédiate des populations, port susceptible d'être atteint sans grandes peines et sans grands hasards [3]. »

La proximité de cet asile était une menace perpétuelle pour les seigneurs; cette émigration nouvelle, et elle se faisait en masse, renouvelait pour eux toutes les misères de l'émigration étrangère; diminuait leurs revenus et dépréciait leurs domaines en les dépeuplant [4]. En vain cherchèrent-ils à enrayer le mouvement ou à en atténuer les conséquences. Tantôt ils multipliaient les interdictions de sortie aux tenanciers et les peines contre la désertion; tantôt ils entraient en arrangement avec la commune pour sauver une partie de leurs droits [5]. Mais leurs efforts furent inutiles. La commune défendait hardiment son *droit d'asile*; et proclamait hautement que jamais personne ne serait serf dans ses murs [6]. Les seigneurs, soit magnanimité, soit fatigue de

[1] Warnkönig, *Histoire de Flandre*, trad. Gheldolf, t. II, p. 222. — Diericx, *Mémoires sur la ville de Gand*, t. I, p. 125.

[2] Tarlier et Wauters, *La Belgique ancienne et moderne*, Tirlemont, p. 43. — Borgnet et Bormans, *Cartulaire de Namur*, t. II, p. 70, etc.

[3] Poullet, *Histoire politique*, citée, p. 211.

[4] Mieris, *Charterboek*, t. II, p. 303.

[5] Voir des exemples de ces diverses mesures dans Warnkönig, op. cit., t. II, p. 226, n^{e}. — A.-J. Heylen, *Commentar. de tertio statu ordinum ducatus Brabantiæ* (éd. de Ram dans la Coll. des Mém. couron., in-4°, t. XV), pp. 3 et suiv., n^{es}. — Prat, *Histoire d'Arlon*, t. II, p. 50, etc.

[6] Les échevins d'Ypres répondent aux habitants de St-Dizier : « Oncques

lutter, soit peur ou impuissance, finirent par reconnaître partout le fameux droit d'*an et jour*. Ce privilége communiquait la *franchise* à tout homme résidant an et jour sur le territoire communal [1]. Or, il était facile de se cacher pendant ce temps, et d'échapper aux investigations du seigneur, investigations d'ailleurs que la ville elle-même cherchait à entraver. Il serait erroné de voir dans l'attitude des communes un acte d'humanité. L'intérêt était le vrai inspirateur de leur politique; et nous avons vu que c'était en effet leur intérêt bien entendu d'augmenter leur domaine et leur population. L'appât de la liberté leur donna plein succès.

A côté de ce désir de la franchise, un autre motif attirait encore vers le territoire municipal une population considérable. Les villes étaient alors dans nos provinces, le foyer d'une vie industrielle active, dont la prospérité relevait la condition des artisans qui s'y livraient. La perspective des salaires industriels influa donc aussi sur l'affluence des familles dans la banlieue urbaine, et donna à certaines de nos grandes villes des chiffres de population qui étonnent aujourd'hui [2]. L'organisation industrielle du temps, cette *gilde* où tout est calculé pour donner à l'artisan une existence digne de l'être moral et d'une personnalité libre, un régime économique basé sur la fraternité entre travailleurs, le patronage, j'allais dire la *paternité,* des maîtres, le succès éclatant de nos entreprises industrielles, tout devait attirer le paysan vers la ville, vers l'atelier [3]. Préservé par les idées économiques du temps de l'exaction et des abus de la concurrence ; sauvé par la *loi chrétienne de la charité,* de la *loi d'airain du salaire* [4], il

n'avons eu de gens de serve condition. » Olim, éd. Beugnot, t. II, p. 770. S'il est difficile de prendre à la lettre cette déclaration, elle montre au moins les prétentions des communes sur ce point.

[1] Warnkönig, *ibid*, p. 237, n° 2.— Charte de Jean d'Avesnes, 26 août 1295: Devillers, *Cartulaire des cens et rentes dus au comte de Hainaut,* t. II, p. 277.

[2] Coomans, *De la population de nos grandes cités au moyen-âge,* dans la Paix, 1879.

[3] L. Van der Kindere, *Le siècle des Artevelde,* ch. III, explique l'organisation du travail et ses conséquences sociales.

[4] J, Janssen, *Geschichte der deutschen Volkes,* t. I, p. 313 et surtout pp. 319

pourra, libre et peut-être riche un jour, fonder une famille et vivre heureux.

Le mouvement économique des villes eut sur la situation du plat pays la réaction la plus puissante et la plus décisive. L'industrie manufacturière et l'industrie agricole doivent se prêter dans l'ordre économique un mutuel secours, s'offrir un débouché réciproque. Leur développement parallèle est la condition normale de la prospérité économique d'une société civilisée [1]. Or les communes belges, avec leur population exubérante, leurs métiers florissants, leur commerce étendu qui devait bientôt absorber celui de la France, leur multitude d'étrangers, les communes, disons-nous, étaient, pour les produits agricoles, un débouché toujours ouvert. Ce voisinage si fécond de la grande industrie devait porter l'aisance, la richesse et par conséquent la liberté dans les campagnes [2]. Quel fut en fait le résultat de cette influence? Il fut triple : la multiplication des villes franches, l'abaissement des redevances, le développement des amodiations libres. En effet, pour retenir les populations à la campagne, il ne restait d'autres ressources que de leur accorder les mêmes avantages qu'à celles de la ville. C'est alors que commence la grande époque des chartes rurales, généralement calquées sur celle de quelque grande ville ou cité importante du voisinage. Les *villæ novæ* se multipliaient et reproduisaient en miniature quelque grand type de constitution urbaine : Anvers, Louvain, Liége, Saint-Trond, Bruges, Beaumont, etc. Mais à côté de ces *villæ* franches, il subsiste des villages non libres, non émancipés,

et suiv., fait connaître l'idée-mère de cette admirable organisation : l'idée chrétienne.

[1] Ad. Smith, op. cit., liv. III, ch. I. — F. List, *Die Theorie des nationalen System der politischen Oekonomie*, et le comte de Thünen, *Isolirte Staat*, ont démontré cette vérité par l'histoire.

[2] E. Levasseur, *Histoire des classes ouvrières en France*, t. I, pp. 175 et suiv., fait entrevoir cet aperçu sans lui donner la haute importance sociale qu'il mérite. — Aug. Thierry, *Essai sur l'histoire du Tiers-État*, ch. I, p. 36 (éd. Garnier), le néglige complétement.— Cf. Taillar, *Histoire de l'affranchissement des communes du Nord de la France*, dans les Mém. de la soc. d'Émulation de Cambrai, 1837, p. 361.

soumis encore à l'administration directe du seigneur. C'est là que se remarquent les deux autres conséquences de l'esprit de l'époque que nous venons de signaler. Nous aurons à revenir en détail, plus loin, sur chacune de ces conséquences. Il suffisait ici d'en indiquer la cause, et de les mettre à leur place dans l'échelle générale des progrès du tiers-état rural.

Les campagnes participèrent donc largement, du XIe au XVe siècle, au mouvement d'émancipation qui emportait la société tout entière. « L'abolition ou l'atténuation du servage, dit Wauters [1], résumant les progrès réalisés, la substitution de rentes et de redevances déterminées aux exactions arbitraires, l'adoption de lois nouvelles, calquées en général sur celles des villes, produisirent d'heureux résultats. Les mœurs s'adoucirent, on jouit d'une plus grande sécurité. La ville franque fait place à la commune rurale. »

Nous avons étudié la part qui revient dans ce progrès à nos braves populations; il nous reste à examiner l'action des seigneurs et celle de l'Église.

II. *Action des seigneurs et de l'Église.*

L'action des populations, quelque énergique qu'elle pût être, eût été, sinon vaincue, du moins fort entravée si l'action seigneuriale n'eût fini par aider à l'émancipation et si certains faits de l'histoire des seigneurs n'eût facilité, à certaines époques, le mouvement d'affranchissement. Il y a donc dans l'histoire de l'émancipation du tiers-état rural une action des seigneurs. Mais, chose remarquable, dans tous les actes qui la constituent, ils semblent toujours s'inspirer de l'esprit ecclésiastique, se soumettre aux lois de l'Église ou céder à ses exhortations. En constatant ce fait, qui prouve dès l'abord l'influence bienfaisante de l'autorité religieuse, nous devons nous décider à étudier simultanément la politique des seigneurs et celle de l'Église en cette

[1] *Libertés communales*, preuves. Introd., p. XXI.

matière. Après avoir signalé les faits, nous chercherons à découvrir l'esprit qui les a inspirés.

Trois faits importants nous arrêteront ici tour à tour; la paix et trêve de Dieu, les croisades, les affranchissements et les chartes.

Le droit de guerre privée, attribut de la souveraineté féodale, était, pour les populations, la source de misères continuelles et terribles. En donner le détail, serait sortir de l'histoire sociale pour entrer dans l'histoire politique. Bornons-nous à signaler l'importante mesure qui en atténua les conséquences. L'institution de la *paix et trêve de Dieu,* dont le principe avait été posé dès 1031 au concile de Limoges [1], est due au concile de Tuluge en 1041. Mais jurée par les seigneurs de la Gaule, la paix ne s'étendit pas aux autres pays de la chrétienté. Elle devait y être fondée et acceptée tour à tour. Malgré les objections et les résistances souvent étonnantes qu'elle rencontra [2], la paix, décrétée une première fois en Flandre par Baudouin le Pieux et Drogon, évêque de Tournai [3], fut jurée solennellement par les grands du pays réunis à Arras en 1111 sous Baudouin à la Hache, qui eut l'énergie de la faire respecter [4]. On constate une institution analogue en Brabant et à Liége [5], mais leur filiation et leur rapport avec la paix de Dieu sont moins bien établies. Toujours est-il que la paix religieuse en fut le modèle et l'inspiratrice.

Quelle était donc la portée de ces institutions [6]? La paix et trêve de Dieu ecclésiastique dérive de la volonté générale de l'Église de maintenir partout l'ordre, le respect des droits de

[1] Ernest Sémichon, *La paix et trêve de Dieu,* 1re édit. Didier, 1857. Nous n'avons pu nous procurer la 2de édit. qui a modifié un peu la 1re. — A. Du Boys, *Influence sociale des conciles,* liv. II. — M. de Brimond, *Urbain II,* liv. II, ch. IV.

[2] *Chronique de Baldéric,* édit. Le Glay, liv. III, ch. XXII, p. 275.

[3] Meyer, *Annales Flandriæ ad ann. 1053.*

[4] Warnkönig, op. cit., t. I, p. 166.

[5] Wauters, op. cit., p. 336. — Le même. Ce qu'on appelait en Brabant la trêve du Comte et à ce propos de la Paix, instituée par l'évêque de Liége, Henri Ier, Bulletin de l'Acad. roy. de Belgique, 2e série, t. XXXI, pp. 77 et suiv. — Polain, *Histoire de l'ancien pays de Liège,* t. I, p. 290.

[6] Sémichon, op. cit., passim et surtout pp. 18, 30 et suiv.

tous, en un mot la paix. Mais cette paix générale était incompatible avec les mœurs des premiers temps féodaux. Sans renoncer à cette paix universelle, elle prend des vues plus pratiques, promulgue des lois qui seront mieux obéies. Elle imagine la trêve de Dieu; mais elle ne renonce pas à la paix. Dès lors, il existe une paix perpétuelle et inviolable pour les gens d'église, les enfants, les pèlerins, les laboureurs et leurs instruments de travail; une trêve limitant rigoureusement la durée de la guerre pour toute autre personne. L'Église, voulant guérir la société malade, proportionnait ses remèdes à la force du patient. Mais qui donc allait faire respecter ces lois? Quelle en serait la sanction? Il n'y avait pas moyen alors d'établir une loi générale; les désirs de l'Église se traduisirent donc en statuts et pactes particuliers s'adaptant aux besoins locaux de toutes les parties de la catholicité. Ces pactes se faisaient sous forme d'association assermentée des seigneurs, jurant de faire respecter la paix. Dès lors, la paix était sanctionnée par deux puissances, celle de l'association et celle du pouvoir religieux : l'excommunication. On voit, dès lors, le rôle que jouent, dans l'histoire des paix et trêves de Dieu, les réunions et les actes particuliers cités plus haut.

Rendant la sécurité aux campagnes, l'intervention de l'Église eût été déjà souverainement bienfaisante. En l'absence de tout pouvoir, elle était seule capable de sauver l'ordre européen, et par l'ordre, la liberté [1]. Mais les services de la Paix ne se bornèrent pas là. Car c'est dans les statuts et les associations de paix que se trouve en partie le germe de nos libertés publiques. Voici comment. Les assemblées réunies pour la paix ne se bornèrent pas à des mesures générales; elles ne tardèrent pas à descendre dans le détail de leur but et à organiser la paix civile par une sorte de législation; les actes de paix constituent un code à peu près complet de police et de législation appropriée à l'époque. Cette réflexion explique la filiation qui existe entre la paix-Dieu et les paix seigneuriales [2].

[1] Sémichon, op. cit., pp. 315 et suiv. — Littré, *Études sur les Barbares et le moyen âge*, p. 382.

[2] Voir dans Sémichon, p. 51, *les Canons du concile de Tuluges* (1041).

L'association des seigneurs pour la répression des brigandages, avait été la source de ce grand progrès : l'exemple était donné. Il était naturel que les classes inférieures s'associassent aussi pour leur sécurité et leur paix. Les associations de paix donnèrent un nouvel essor à cet esprit d'association germanique si vif et si actif. Elles firent renaître les *ghildes* et créèrent les *communes jurées* du nord de la France. L'association de paix se fondit dans la ghilde, doubla sa puissance, épura ses statuts, et en fit une association d'assurance mutuelle et d'amitié, fortement organisée. On comprend, à ces détails, comment la *paix* eut en Flandre une influence extrême, et comment cependant on en parle si peu. C'est qu'elle s'est fondue dans la gilde, ancienne et vivace, mais qui, probablement sans elle, fût restée politiquement impuissante. De là vient aussi le rapide progrès des libertés rurales de la Flandre. La ghilde qui s'y était toujours maintenue, embrassait bourgs et villas. Le principe d'association qui avait fait l'antique prospérité de l'agriculture flamande continuait ses énergiques effets. L'assistance mutuelle, la fraternité des membres, la police et la justice des élus, tous ces éléments si précieux se perfectionnèrent en se christianisant. Aussi leurs statuts n'eurent-ils qu'à être confirmés par les chartes seigneuriales. Est-ce à dire que les *gildones* n'ont rien gagné au grand mouvement d'émancipation. Ce serait nous contredire; les *gildones* étaient souvent serfs, tout en étant confrères. Les chartes ont donc, en confirmant leur organisation, émancipé leurs membres; mais ceux-ci ont dû à la ghilde elle-même la précocité de leur liberté comme aussi la supériorité de leur travail [1].

Dans les autres provinces belgiques, la paix fit seule son œuvre, analogue mais plus lente, puisque les populations y étaient moins préparées. Mais c'est encore la paix qui est la source des libertés populaires et c'est le texte des *paix* qui entre dans la *charte* et qui, de statut, devient loi [2].

[1] Voir les sources et un aperçu sur l'origine, les développements et les traces des Ghildes, en note à la fin du Mémoire.

[2] Charte de Valenciennes (1114) dans Jacques de Guise, *Annales Hannoniæ*, liv. XVI, ch. XVI (éd. de Fortia). — Tarlier et Wauters, *Belgique ancienne*

La paix-Dieu établit une première répression des brigandages et des désordres de toute espèce. Elle donna aux campagnes une première garantie de justice et d'ordre public. Or, cette garantie en appelait une autre, c'est-à-dire des chartes données par les seigneurs. Les chartes d'affranchissement furent pour les campagnes ce que les chartes de communes étaient pour les villes : des déclarations de droit civil et des règlements administratifs.

Avant d'analyser l'esprit des chartes rurales, nous devons nous arrêter à un fait qui, produit par l'association de la paix, eut sur l'avenir de toute les classes de l'Europe une influence considérable. C'est le mouvement des croisades. Grâce aux serments de paix, l'Église avait de plus en plus fait pénétrer dans les esprits et les cœurs la foi chrétienne. On comprend dès lors comment, au concile de Clermont, la mâle et religieuse éloquence d'Urbain II parvint à entraîner vers la Terre-Sainte des milliers d'hommes de tous les rangs [1]. Nous n'avons pas à insister ici sur les faits et l'esprit de ces grandes expéditions, mais seulement à analyser leur influence sur l'état rural du pays. Ces expéditions religieuses furent un utile débouché à l'ardeur entreprenante et à l'esprit belliqueux des seigneurs. Transférer sur un autre théâtre leurs sauvages exploits, les tourner à l'avantage d'une grande et sainte cause, assurer la paix du continent en dirigeant contre les ennemis de la foi les armes dont les chrétiens se déchiraient entre eux, telle fut l'œuvre générale des croisades. Mais leurs effets ne se bornèrent pas à ce résultat immédiat. Elles produisirent des modifications importantes dans la distribution de la propriété, dans les mœurs et dans la situation industrielle et agricole [2].

et moderne, arrondissement de Nivelles, t. II, p. 100. La trève du comte, *treuga comitis*, se trouve dans les chartes de Louvain (chap. II), et de tous ceux qui ont eu la même loi. Les constitutions liégeoises portent le nom de *paix du pays*. —Poullet, *Hist. polit.* citée, p. 286. — Coomans, *Les communes belges*, p. 78.

[1] Sémichon, op. cit., pp. 110 et suiv.—Comte de Montalembert, *Les moines d'Occident*, t. VII, pp. 150 et suiv. — Dareste, *Histoire de France*, t. II. (Nous n'admettons pas sans réserves les appréciations de M. Dareste.)

[2] Heeren, *Essai sur l'influence des croisades*. — *Les principales émigrations et expéditions des Belges*. Mémoires de MM. d'Hoop, du Chasteler, de Meersman, Acad. de Bruxelles, ancienne série. Prix de 1779.

Les seigneurs pour entreprendre le voyage de Terre-Sainte avaient besoin de numéraire. Ils ne partaient pas seuls, mais avec de fortes escortes qu'il fallait solder et défrayer. La plupart furent donc obligés de vendre ou au moins d'engager leurs domaines. De plus, un grand nombre subissant à la fois l'empire de la même nécessité, ils furent contraints de les céder à vil prix. Partout on mettait des terres en offre, et la concurrence des acheteurs n'était pas grande. L'argent était alors fort rare; les bourgeois dont le commerce naissait, en avaient encore peu; les juifs n'étaient pas encore très-organisés; les abbayes seules avaient des trésors en espèces assez considérables. Il en résulta que les abbayes avancèrent beaucoup de numéraire, que les bourgeois acquirent quelques parcelles de terre et que les juifs prirent le reste en engagère. Cette révolution dans la propriété foncière est un événement capital de l'époque, tant au point de vue juridique qu'au point de vue social. A ce dernier égard, nous étudierons plus tard le premier, il eut une double conséquence. La première fut d'augmenter considérablement les biens du clergé. Or, les terres monastiques étaient les mieux cultivées, celles dont les populations jouissaient de la meilleure condition [1]. La seconde fut d'ouvrir aux bourgeois l'accès à la propriété foncière. Jamais peut-être l'histoire n'a connu une circulation foncière aussi longue et une dépréciation aussi sensible; car la dépopulation diminuait encore la valeur des propriétés. On comprend que de pareilles circonstances appauvrissaient les seigneurs croisés. Aussi, le produit de leur transaction était-il souvent perdu pour eux. Ils ne pouvaient, à leur retour, s'ils revenaient, songer à retirer de l'engagère les domaines qu'ils y avaient mis. La propriété se consolida donc entre les mains des engagistes. La féodalité absolue et militaire reçut ainsi de son principal triomphe, le premier coup qui mina sa position foncière [2].

En développant le mouvement industriel, les croisades rendi-

[1] Langethal, op. cit., I², p. 103.

[2] Heeren, op. cit., p. 160. — Blanqui, *Histoire de l'économie politique*, t. I, p. 185.—Guizot, *Histoire de la civilisation en Europe*, 8e leçon (éd. Bruxelles, p. 164), constate encore la concentration des fiefs, c'est-à-dire la décadence des petits fiefs ; c'étaient en effet les moins riches.

rent à la cause de la liberté civile un nouveau service. Nous n'entrerons pas dans le détail des débouchés et des chemins nouveaux qu'elles ouvrirent à la production du continent, et par conséquent des richesses qu'elles y firent affluer. Le grand essor commercial qui suivit l'élan militaire, en confirma les conséquences au point de vue foncier; la richesse, en effet, s'accumula chez les bourgeois et ils purent songer à donner à leur fortune la stabilité territoriale [1].

Enfin, outre la réaction favorable que devait avoir sur l'agriculture le progrès industriel, la classe rurale profita directement de l'expédition de la Terre-Sainte. Beaucoup de gens du peuple prirent la croix, et la population subit une diminution considérable [2]. Il fallut tâcher encore une fois de repeupler les domaines. On le fit en augmentant les libertés des habitants, ou en aliénant les terres, car le mouvement d'aliénation une fois commencé ne s'arrêta plus, soit enfin en leur accordant des baux favorables. C'est à cette époque que commencent à se multiplier les censives et les baux à rente, en même temps que paraissent les confirmations des chartes anciennes et les concessions de lois nouvelles [3]. Nous étudierons surtout les conséquences foncières des croisades, et ce furent les principales, en traitant du régime foncier et des ammodiations rurales. C'est, en effet, aux croisades que l'on doit le développement de la classe si remarquable des tenanciers ou censitaires libres, et la naissance de la propriété roturière.

Disons enfin que les croisés et surtout les moines qui les accompagnaient, rapportèrent d'Orient des cultures et des procédés nouveaux qui vinrent renforcer l'agriculture contemporaine [4].

D'ailleurs la transformation des mœurs, le goût du luxe, donna

[1] Les précédents. — Levasseur, op. cit., t. I, p. 346. — Schérer, *Histoire du commerce*, t. I, p. 151. — F. List, *Die Lehren der handelspolitischen Geschichte*, p. 2.

[2] Le nombre des hommes croisés dépassa naturellement beaucoup celui des femmes qui suivirent l'expédition. Le marquis du Chasteler, op. et loc. cit., p. 73 en tire des conclusions qui nous paraissent hasardées.

[3] F. Laferrière, *Histoire du droit français*, t. IV, p. 436.

[4] G. Heuzé, *De l'influence des croisades sur l'agriculture.*

un débouché à toute une série de produits nouveaux. Mais le luxe n'était encore que peu développé, ce fut le privilége des grands seigneurs et des cours.

Nous avons réuni ici les principaux effets des croisades; il en est plusieurs dont nous reprendrons le détail à d'autres chapitres; mais il était utile de les grouper ici parmi les conséquences de l'action combinée de la noblesse et de l'église.

Reprenons maintenant le mouvement de l'affranchissement. Demandons-nous à quelle influence ont obéi les seigneurs dans leur politique?

Le texte des chartes nous révèle l'empire d'une double influence: celle de l'idée religieuse, celle de l'idée économique. Il semble, à vrai dire, que dans la plupart des cas, les seigneurs n'agirent que sous l'action unique d'une pensée religieuse. C'est pour le salut de leur âme, le repos de celle de leurs ancêtres, la rémission de leurs péchés, en réparation des maux qu'ils ont causés aux tenanciers, qu'ils leur donnent la liberté [1]. Les théories économiques étaient-elles trop peu comprises? Les motifs de piété (*pietatis intuitus*) devaient-ils intervenir et étaient-ils réellement les principaux? A coup sûr, les seigneurs n'avaient pas conscience du mouvement qui s'opérait dans la société, mais ils constataient que l'ancien état de choses était nuisible à leurs intérêts et qu'à force de défendre leurs droits, ils finiraient par en perdre l'objet. Mais cette conviction n'était pas dans tous les esprits. Beaucoup firent un vrai sacrifice en modérant leurs *exactions;* d'autres voulurent sanctifier par l'intention religieuse un acte que leur intérêt même leur dictait; quelques-uns enfin proclamèrent dans leurs chartes qu'ils agissaient sous la pression des circonstances économiques. Les gens de mortemain, disent-ils,

[1] Thierry d'Alsace (1140), Mole peccaminum suorum se considerans.— Gauthier d'Avesnes (1196),— Henri de Rumigny (1215), Tampro salute anime mee quam antecessorum meorum. — Godescalc de Montigny (1233) affranchit ses sujets « en retour des maux que lui et ses ancêtres leur ont causés. » — Wauters, *Libertés communales,* preuves.—Marguerite de Flandre (1252), « intuitu pietatis et ut Dominus a servitute peccati nos liberet, et tradat perpetuae libertati. » Warnkönig, op. cit., t. I, p. 559.

ne travaillent pas, disant que c'est pour autrui et non pour eux qu'ils se donnent la peine, ils abandonnent les *villæ* et les terres, les dépeuplent et en diminuent la valeur et le revenu. Mus par ces considérations, ils les dégrèvent et les affranchissent [1]. Ces textes suffisent à démontrer que les avantages économiques des affranchissements étaient, au moins vaguement compris [2]. Ce qui prouve d'ailleurs plus sûrement encore, que l'affranchissement fut surtout un acte seigneurial, c'est l'exemple curieux des résistances à l'émancipation. Nous n'avons pas rencontré dans les actes belges de faits de ce genre, mais nous sommes certains qu'il doit s'en être produit. Les serfs préféraient l'entretien assuré que leur garantissait la servitude aux hasards d'une exploitation moins dépendante dont une partie de responsabilité leur incomberait : la liberté leur faisait peur. Parfois aussi, sous un seigneur bienveillant et généreux, ils préféraient le patronage d'un tel maître à l'émancipation [3].

Nous avons dit que les chartes s'inspiraient souvent de motifs religieux. C'est affirmer en cette matière une action énergique de l'Église. Quelle fut donc la politique religieuse de l'émancipation.

L'Église fut la mère de la liberté en Occident; c'est elle qui a favorisé le plus puissamment les progrès de l'émancipation. Quel fut donc son rôle? Ce ne fut pas de proclamer brusquement par mesure générale l'égalité civile et l'affranchissement de tous les serfs. C'eût été une conduite peu sage et qui eût jeté le trouble dans toute la société. Une multitude d'hommes, sans initiative, sans capitaux n'eussent pu vivre que de pillages et de rapines. Il fallait que la contrainte suppléât à la stabilité du travail volontaire pendant les longues périodes d'apprentissage des classes rurales. D'autre part, privés de leurs ouvriers, les propriétaires

[1] Guillaume de Hollande : Mieris, *Charterboeck*, t. II, p. 303.—Enguerrand de Coucy (1368) : Taillar, Mém. cité *Sur l'affranchissement des communes*, p. 217. — Jean d'Avesnes (1293) : Devillers, op. cit., t. II, p. 279.

[2] Dareste, *Histoire des classes agricoles*, p. 225.

[3] Doniol, op cit., pp. 96 et suiv. – Brants, op. et loc. cit., 2e étude.— Comte de Montalembert, *Les moines d'Occident*, t. VI, p. 11.

eussent été ruinés eux-mêmes et la société eût été livrée tout entière à la misère et à la révolution. La Russie ne souffre-t-elle pas de la généreuse mais trop brusque émancipation de 1862? Les États-Unis ne sont pas guéris des conséquences de l'imprudente abolition de l'esclavage du Sud lors de la guerre de sécession [1]. Il faut à l'humanité un développement lent et progressif. Il ne faut pas que la liberté devance la situation économique. L'Église n'a jamais imposé l'émancipation générale avant le temps, ni prêché la révolte aux serfs. Mais quand les circonstances le permirent, que le serf devint capable de *pratiquer* la liberté, elle inspira toujours l'émancipation et veilla à ce que chaque progrès se réalisât dès qu'il le pût être sagement. Elle commença par prêcher l'adoucissement du sort des serfs, par en donner l'exemple, par interdire tout ce qui dans leurs traitements put violer la loi naturelle ou divine [2]. Puis elle revendiqua pour eux les droits et la liberté de la famille [3]. Enfin, elle conseilla, l'esprit des chartes le démontre, la modération des redevances et l'affranchissement. Là même enfin ne s'arrêtera pas son œuvre, et reprenant dans le monde moderne sa mission protectrice des faibles, elle prêchera la charité dans les contrats, comme dans les relations seigneuriales.

Telles sont les raisons profondes qui déterminèrent l'Église à recommander l'obéissanee aux serfs et à ne les libérer que d'une manière progressive. Elle a veillé à ce qu'à chaque moment de la civilisation chrétienne, le peuple fût toujours tout ce qu'il pouvait être. Elle a empêché les passions brutales ou aveugles d'entraver ses développements. Elle a, en pénétrant les cœurs, en convainquant les esprits, fait marcher les nations de sa foi dans la voie des progrès parallèles de la richesse et de la liberté [4]. Ce rôle

[1] Claudio Jannet, *Les États-Unis contemporains.*

[2] Voir le chapitre relatif à la propriété monastique.

[3] Gfrörrer, *Zur Geschichte deutscher Volksrechte*, t. II, passim.

[4] Balmès, *Protestantisme et catholicisme*, ch. XVI, XVII, XVIII et LX. — Cardinal Pecci, aujourd'hui pape Léon XIII, *L'Église et la civilisation. Lettre pastorale.* — Hettinger, *Apologie du christianisme*, t. V, p. 279 de la trad. française.

de l'Église au moyen-âge, sa haute et providentielle sagesse sont d'une vérité incontestable et d'ailleurs reconnue par tout homme impartial.

SECTION II. — État légal du tiers état rural au moyen-âge.

Nous avons étudié jusqu'ici les causes qui favorisèrent et assurèrent les progrès de nos libertés rurales. Nous avons à en exposer le progrès réel, à en signaler rapidement les étapes, à en faire connaître enfin le dernier état dans nos provinces. Or le tiers état rural comprend dans notre histoire une triple catégorie de personnes, les serfs proprement dits, les gens de condition ou de poëste, enfin les censitaires libres. Examinons une à une ces trois classes de personnes.

§ 1. Des serfs proprement dits.

Les serfs (*mancipia*, *dienstlieden*) étaient la catégorie inférieure du monde rural [1]. C'étaient des hommes de corps dans la mesure où le droit chrétien pouvait en tolérer la notion. Leur position se caractérisait par une triple loi: la poursuite, le formariage, la mainmorte.

En théorie, le serf était l'homme de son maître qui devait seulement respecter en lui les droits de la personnalité humaine. Les trois restrictions que nous venons d'indiquer étaient des applications de cette idée. En les étudiant, nous tâcherons de montrer comment elles étaient justifiées par les circonstances économiques.

La poursuite est le droit du seigneur de réclamer ou de reprendre son serf fugitif. Le serf était lié à l'exploitation de son maître; il ne pouvait la quitter, comme il ne pouvait en être séparé. C'est là une restriction importante au « droit d'aller et de venir» que constitue la liberté individuelle proprement dite.

[1] Dierickx, *Charterboekje*. Introduction.

Faut-il se récrier contre cette restriction et y voir une oppression odieuse? A examiner les choses en économiste et en jurisconsulte, on se persuadera aisément de sa nécessité. La loi de la glèbe, source du droit de poursuite, se réduit à une loi sur le domicile [1]. C'est un domicile légal joint à une résidence forcée. Or, les serfs du Xe et du XIe siècle étaient des hommes exploitant d'assez vastes domaines à titre de redevance ou corvée. A cette époque, aucun intérêt ne les attachait à cette exploitation dominicale où ils travaillaient. La contrainte seule pouvait les y maintenir, et la contrainte ne pouvait émaner que du seigneur-propriétaire.

Laisser aux serfs la liberté individuelle, c'eût été proclamer le vagabondage général, l'abandon de toute agriculture, et la ruine de la jeune civilisation germanique.

La poursuite était nécessaire tant que l'intérêt ne retenait pas le travailleur sur le domaine. Le formariage était une restriction analogue par son but, au droit de poursuite. C'était la défense faite au serf de se marier sans le consentement du seigneur, hors de son domaine. Le formariage eût compromis la population d'une villa en enlevant à celle-ci la postérité de ses habitants. De plus les mariages mixtes entre serfs de seigneurs différents rendait fort difficile la fixation de l'état des enfants. Remarquons d'ailleurs que le forismaritagium n'était pas un cas de nullité de mariage : l'absence de *congé* du maître n'était évidemment pas un empêchement dirimant [2].

Il ne suffisait pas de conserver sur le domaine la population qui le cultivait; il fallait aussi y maintenir le capital d'exploitation, et garantir l'intégrité du manse. Ce double intérêt économique produisit la mainmorte, ou le droit du seigneur de reprendre tout l'avoir du serf au décès de celui-ci. Il n'y avait pas de saisine servile, *revera manus, id est possessio, mortua est.*

On le voit, la situation économique du haut moyen-âge justifiait les restrictions apportées à la liberté de la personne et des biens

[1] Brants, *Études* citées. *Les hommes de corps*, Revue catholique, décembre 1879.

[2] Dareste, *Histoire des classes agricoles*, p 205.

du serf. Ces restrictions seules étaient capables de garantir au travail agricole son indispensable stabilité [1].

Le serf proprement dit était en outre soumis à la taille seigneuriale. Il était taillable et corvéable à merci, c'est-à-dire que ses obligations n'étaient pas fixées; on pouvait exiger de lui toutes redevances et tous services. La taille à merci était peut-être la pire de ses charges.

En effet rien de plus terrible que de se voir toujours sans garantie, exposé aux *exactions* du maître, exactions dont en principe, le taux et la perception étaient également arbitraires. Ce sont ces exactions qu'on peut leur imposer, *occasione servitutes,* et dont le premier acte d'émancipation les affranchira.

Cette servitude à merci, qui ne diffère de l'esclavage ancien que par les limites que la religion y apporta, disparut de très-bonne heure en Belgique. La limitation des redevances que nous avons signalée fit passer les serfs de corps dans la catégorie très-vaste des tenanciers de servile condition dont nous nous occuperons bientôt.

Mais il subsista des traces du servage à merci, traces plus apparentes que réelles dans les propriétés monastiques, et sans doute aussi, bien que nous n'en ayons que la certitude morale, dans les grands domaines laïcs. Nous trouvons là en effet une catégorie de serfs dont les services ne sont pas déterminés; qui sont logés et nourris, mais qui doivent tout ce qu'on leur commande. Ils sont dits hagastaldi (*haushalter*). Comment expliquer la permanence de la condition des *mancipia* dans les domaines abbatiaux, alors que nous avons vu l'Église prêcher l'émancipation de paroles et d'exemples. La raison économique va encore nous rendre compte de ce phénomène. Nous avons dit au début de ce chapitre que le caractère de la culture avait justifié longtemps le faible intérêt qu'avaient les travailleurs à son succès. Or tous les grands domaines impliquent l'emploi de valets de ferme, dont l'œuvre reste tout à fait dans les conditions de l'exploitation primitive. Ayant à faire un travail grossier et facile, un minime intérêt suffit

[1] Ibid., p. 203. — Brants, op. cit., Revue cath., 1879, t. I, p. 459.

à le leur faire accomplir. C'est le cas des *hagastaldi*. Les moines s'occupant surtout de défrichements et de mise en valeur, exploitaient de vastes terrains où les services des manouvriers de ce genre étaient nombreux et fréquents. La grande culture soit novale, soit perfectionnée, dominait dans les abbayes [1]. Il en est résulté que la condition de leurs domestiques ruraux n'a pas sensiblement varié.

Heureux sous la direction des moines, traités toujours en serviteurs plutôt qu'en esclaves, ils n'avaient pas désiré d'émancipation formelle, et, libérés en fait, avaient passé directement du servage à la domesticité. On a fait observer avec raison que l'apparition de la domesticité était le signal de l'abolition du servage [2]; et en effet domestiques et serfs remplissent le même office rural. Voilà donc comment le servage s'est perpétué en apparence et transformé en réalité dans la condition des *famuli* monastiques.

Les valets et domestiques sont la classe dans laquelle se retrouve le plus tard le vestige de la servitude [3]. Il leur reste en effet de commun avec les serfs ce caractère tout spécial, qu'ils engagent à leur patron leur activité tout entière, et que tantôt casés et nourris, tantôt salariés, ils n'ont aucun intérêt au domaine sur lequel ils travaillent. Aussi a-t-on dû fort longtemps restreindre leur liberté pour empêcher une sorte de vagabondage qui serait désastreux pour les exploitations. Même lorsque toute trace de servitude eut disparu, que la domesticité résulta d'un contrat, comme toute autre obligation, les lois durent se montrer plus restrictives à son endroit. N'ayant aucun intérêt, les valets ruraux cherchaient à spéculer sur leurs engagements, à quitter au moment des récoltes pour aller travailler ailleurs à plus fort salaire. Les auteurs nous montrent longtemps les misères des propriétaires avec ce genre de serviteurs, en France surtout où les lois n'intervenaient pas pour

[1] Brants, op. et loc. cit.

[2] L. Delisle, *Les classes agricoles en Normandie*, ch. I. Voir les *Famuli*, *Cart. des Dunes*, passim; *Domestici*, Gest. abb. Trud. lib. XIII, apud Pertz, X, 314. — Domaine laïc : *servientes domestici* : acte d'Othon de Cuyck (1364), *Cart. de St-Trond*, t. I, p. 586.

[3] G. de Ghewiet, *Institutes de droit belgique*, t. I, p. 110.

les protéger [1]. En Belgique et en Allemagne, le législateur ordonna au valet de servir tout le temps de son engagement et sanctionna cette obligation par la défense de servir ailleurs tout le temps de son premier engagement, et par une amende pécuniaire [2].

De nos jours, le défaut de travailleurs agricoles est la grande plaie des campagnes.

On ne peut s'empêcher de comparer, au grand désavantage de notre siècle, la solution qu'il donne à la question de la main-d'œuvre rurale et celle des époques antérieures. En plein moyen-âge quand les lois restrictives de la liberté individuelle étaient les plus énergiques, on ne se croyait pas dispensé de donner un certain intérêt au serf. On le casait, il avait un lopin de terre pour sa basse-cour, il avait ordinairement sa vache qui paissait sur les communaux. Il avait son intérieur, sa famille, son feu. En même temps, surtout au grand moyen-âge, la charité améliorait les relations domestiques, attachait les serviteurs au domaine et aux maîtres. Aujourd'hui, on a oublié ces préceptes économiques et sociaux. Il n'y a plus que des relations de contractant à contractant; et l'antagonisme social substitué au patronage éloigne des campagnes une population que trop d'attraits attirent déjà vers les villes [3].

§ 2. Des gens de condition ou de poeste.

Il n'y a pas au moyen-âge de classe sociale plus vaste que celle des gens de condition. A partir du jour où la fixation des droits se généralisa, où la position des classes rurales devint juridique, il est bien difficile d'établir en elle des catégories nettement tranchées. Sans doute, il y a dans le taux de leurs charges des différences infinies, mais ces différences sont presque individuelles; souvent un même homme appartient à deux degrés différents, car

[1] Ollivier de Serres, *Théâtre d'agriculture*, 1er livre, ch. VI.

[2] Steur, *Mém. sur l'administration des Pays-Bas autrichiens*, Mém. de l'Acad. roy. de Bruxelles, t. VI, p. 188. — Roscher, *Principes d'économie politique*, trad. Wolowski, t. I, § 69. — Brants, op. et loc. cit.

[3] A. de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, éd. Lévy, t. III, p 285, 1874.

les charges sont proportionnées aux tenures, et un homme peut en avoir deux. Cependant nous parvenons à distinguer les gens de condition des censitaires libres proprement dits; les premiers soumis encore à certaines redevances serviles; les autres absolument libres en fait et en droit. Nous distinguerons donc la grande masse des tenanciers ou *laeten* en deux classes, les mainmortables et les censitaires [1].

Les mainmortables qui font l'objet de ce paragraphe, sont affranchis, c'est-à-dire qu'ils sont tenus à des redevances fixes, et exempts de la taille. Mais ils restent soumis d'ailleurs aux trois restrictions juridiques de la poursuite, du formariage et de la mortemain [2]. Ces restrictions commandées, nous l'avons vu, par les circonstances sociales, n'avaient rien de déshonorant pour ceux qu'elles atteignaient. La mainmorte, par exemple, faite pour sauvegarder l'intégrité du manse et du cheptel n'était qu'une loi d'investiture, comme les terres nobles avaient la leur. Il n'y avait là rien de dégradant : Nihil hic ignominiosi, nec adeo vilior haec species [3].

Cependant les circonstances se modifièrent; les tenanciers acquéraient un intérêt de plus en plus sérieux dans leur exploitation; ils y apportaient une part plus ou moins grande, parfois peut-être la totalité du cheptel. Dès lors les restrictions, justes et naturelles autrefois, devenaient vexatoires et odieuses. C'est l'histoire de beaucoup de droits analogues qui ont eu le tort de survivre aux circonstances qui les justifiaient. Or, ceux-ci ne tardèrent pas, sinon à disparaître, du moins à s'atténuer et à se modi-

[1] Warnkönig, *Flandrische Staats und Rechts Geschichte,* t. III, Abth. I, § 3.

[2] Les serfs étaient parfois l'objet de deux affranchissements successifs. Voir deux chartes marquant très-bien les diverses conditions : la 1re de 1232, affranchissant les hommes du pays de Waes « ab omni talia sive precaria »; la 2de de 1248, les affranchissant « ab omni servili conditione qua nobis tenebantur adstricti », citées par L. de Burbure, *Annales du Cercle archéologique du pays de Waes,* t. VII, pp. 293 et suiv. — La charte de Marguerite de Flandre de 1252, (Warnkönig, *Histoire de Flandre,* trad. G., t. I, p. 339) n'opère que le premier affranchissement. — A. Monteil, *Histoire agricole de la France,* éd. Louandre, p. 80.

[3] H. Trotz, *Jus agrarium fœderati Belgii,* t. II, p. 326, 1752.

fier étrangement. Les supprimer net eût été accorder en même temps et la liberté individuelle et la libre disposition des biens. C'eût été en allant trop vite, diminuer la position du seigneur. Renonçant à une servitude, il lui fallait au moins une compensation [1].

Les compensations se firent en redevances. La poursuite se transforma en droit de congé et le formariage en droit fixe de maritagium. La mainmorte, la servitude la plus importante pour l'exploitation, se modifia également. D'abord, au lieu de porter sur la totalité des biens, elle ne porta plus que sur une part, sans doute proportionnelle à celle que le seigneur devait ordinairement apporter. Les serfs devinrent alors *partaubles* [2]. Mais cette transition elle-même ne fut pas générale, et l'on voit souvent les gens passer immédiatement de la mainmorte à la simple redevance mortuaire. Celle-ci rappela longtemps l'ancienne coutume, grâce à sa forme spéciale : celle du meilleur cattel [3]. Cette redevance consistait en effet en la contribution de quelque belle pièce mobilière. Ici c'est une tête de bétail, là le meilleur objet du mobilier proprement dit [4]. Au meilleur catel lui-même était parfois joint une taxe en espèces. Cette redevance n'avait plus de servile que le souvenir. Elle en conservait cependant le caractère juridique [5]. Mais

[1] Charte de Frasnes, 1190. Wauters, *Libertés communales*, Preuves.

[2] Diericx, *Mémoires sur la ville de Gand*, t. I, p. 116, n° 2. — Gachard, *Documents concernant l'histoire de la servitude en Belgique au moyen-âge*, Bull. comm. roy. d'hist., 2e série, t. IV, p. 259. — Charte de Trazegnies (1220), Wauters, Preuves, p. 76. — Wauters, *Environs de Bruxelles*, t. I, p. 15, etc.

[3] E. de Facqz, *Ancien droit de la Belgique*, t. I, p. 257.

[4] Wauters, *Libertés communales*, p. 109. — Arnoul de Brabant 1011. — Wauters, *Arrondissement de Nivelles*, « quicquid melius elaboratum vel acquisitum ». — G. d'Oudegherst, *Chronique*, ch. III.

[5] Il y eut exceptionnellement des fiefs grevés du Mélior Cattel dans le comté de Namur, voir, par exemple, le fief de Vilier-la-Ville dont le seigneur doit à sa mort « le meilheur de ses chevals, le habiert et les chaches. » On pourrait cependant voir là un droit de relief (*cf. infra*). Toujours est-il que les *ministériels* de Namur devaient ce droit, et le comte Philippe dut y renoncer « comme injuste et contraire a l'honneur de la chevalerie. » Miræus, t. I, p. 297. — St. Bormans, *Fiefs du comté de Namur*, p. 26.

ce n'était plus, en réalité, qu'un simple impôt sur les successions; rien là de plus honteux que le relief des mutations et les profits de fiefs. Souvent même d'ailleurs la taxe en espèces remplaça immédiatement l'exaction de mortemain, et les *laeten* furent ainsi délivrés de tous les restes de la servitude personnelle [1].

Les provinces de liberté, lors de l'homologation des coutumes, n'admettaient plus sur leur sol aucun de ces vestiges. La coutume d'Anvers l'exclut formellement [2]. Il était de principe que le serf mettant le pied sur le sol belge devenait libre. Mais toutes les provinces n'étaient pas également pays de liberté [3]. Le servage se conserva jusqu'à la fin de l'ancien régime dans certaines parties de la Flandre impériale, dans le Hainaut et dans le Luxembourg. Les serfs du pays d'Alost n'existaient que dans quatre localités dites *serve plaetsen* et faisant partie du domaine comtal. Ils ne sont soumis qu'à la mainmorte, et seulement au cas de mort hors de leur lieu de naissance [4].

Le Luxembourg était tout entier sous le régime allemand. D'ailleurs le développement économique y était très-arriéré et partant la liberté dans l'enfance [5]. On y distinguait les Zinsmannen ou Freischafleuten et les Dinstleuten. Ceux-ci étaient soumis au servage; ils étaient liés à la *Vogtei*, ne pouvaient la quitter, ni se marier sans le consentement du seigneur [6] Le but du droit de mainmorte est assez nettement indiqué dans les coutumes luxembourgeoises : « Ils (les serfs) peuvent mariecher chez eux un de leurs enfants agréé du seigneur, et qu'ils peuvent faire leur successeur esdit biens. Si on veut faire le contraire, il est au pouvoir du seigneur de casser le tout et de les priver desdits biens [7]. » Le

[1] Acte de 1227. Gachard, *Documents* cités, p. 253.

[2] Tit. XXXVIII, a 1, 2. — Anselmo, *Tribonianus belgicus*, ch. LXV.

[3] Britz, *Mémoire sur l'ancien droit belgique*, p. 505.

[4] *Coutumes d'Alost*, I, 6, 7.—Defacqz, loc. cit.—Raepsaet, *Analyse*, n° 150.

[5] E. de la Fontaine, *Le cadastre en Luxembourg*. Publication de la Société historique du Luxembourg, t. XVI, p. 194.

[6] Britz, loc. cit. — Leclercq, *Coutumes du Luxembourg*, t. I. — Prat, *Histoire d'Arlon*, t. II, p. 50.

[7] *Cout. gén.*, Titre II, art. 3.

seigneur tient donc à maintenir le mode de transmission de ses terres.

En Hainaut des restrictions analogues avaient subsisté pour les *serfs de coutume* dont il est question dans les chartes [1].

Les serfs de coutumes du Hainaut sont donc, au moment de l'homologation, à peu près les seuls qui subsistent en pays vraiment belge, mais cette condition fut longtemps prédominante dans le pays. Certains auteurs ont cru voir là des restes du servage de corps, mais ce sont des serfs de corps affranchis et devenus hommes de condition. Cette différence est essentielle [2]. Le serf de coutume est un homme libre soumis à des redevances serviles fixes et déterminées, le serf de droit est un esclave dans la mesure où la religion peut le tolérer. Suivant la coutume on perçoit un *droit de servage* [3]; en droit le seigneur absorbait l'activité de son serf. La servitude de droit avait disparu depuis longtemps en Belgique. La servitude coutumière était à peine éteinte; en Flandre, nous l'avons dit, elle n'avait pas même disparu.

En Brabant, les magnanimes ducs Henri II et Henri III abolirent solennellement la mainmorte dans leurs domaines [4]. Cet exemple, sans doute, influa sur les autres seigneurs. Mais malgré ces actes princiers, on retrouve encore au XIVe siècle des serfs en Brabant; sous le règne de la maison de Bourgogne et de ses avides comptables, on remarque nettement, même dans le domaine, une tentative de restauration des droits de servage [5]. La révolution seule les abolit radicalement, car Joseph II lui-même n'abolit pas les droits serviles appartenant au domaine royal [6], et on retrouve jusqu'à la fin de l'ancien régime des cas de mainmorte et de meilleur cattel [7].

[1] Faider, *Chartes générales du Hainaut*, ch CXXVIII.

[2] G. de Ghewiet, *Institutes de droit Belgique*, éd. Brux., t. I, pp. 107 et suiv.

[3] *Chartes générales du Hainaut*, ch. CXXVIII, a 1.

[4] Baron de Reiffenberg, *Sur l'acte des deux Henri et son interprétation*, dans les Nouveaux Mém. de l'Acad. de Bruxelles, t. VI.

[5] Tarlier et Wauters, *Belg. anc. et mod.*, Nivelles (ville), p. 69.

[6] E. Poullet, *Constitutions belges de l'ancien régime*, p. 186, n° 4.

[7] L. Van der Kindere, *Siècle des Artevelde*, p. 248.—E. del Marmol, *Notice sur Méhaigne*, Annales de la Soc. archéol. de Namur, t. II, p. 187.

D'ailleurs, répétons-le encore, il ne faut pas juger cette condition d'après les idées contemporaines. La condition des hommes de poëste, *familia censualis et obediens,* n'était pas malheureuse; elle était, au contraire, *permagnifica et sui juris contenta* [1]. Comme il y avait eu de tout temps des serfs riches, il y eut aussi, et même beaucoup de censitaires de condition, prospères et heureux. La liberté absolue n'est pas plus une condition nécessaire de bonheur qu'elle n'est un droit naturel. C'est ce que la raison proclame en philosophie comme en économie sociale.

Dans la vaste catégorie des hommes de condition, ou si l'on veut, des serfs de coutume, rentre l'intéressante série des serfs d'église. A vrai dire, on pourrait presque, avec plus de raison, les ranger parmi les censitaires libres; ils ne sont, en effet, soumis qu'à une capitation et à quelques minimes redevances dont la perception tomba probablement assez vite en désuétude [2]. Mais comme à l'origine ils sont ordinairement soumis à une redevance commémorative des droits de servage, et qu'on les appelle communément serfs d'église, nous les étudierons, quoique indûment, sous cette rubrique. Les serfs d'église dont nous entendons ici parler ne sont pas les serfs de droit commun appartenant à des abbayes ou à des chapitres : ceux-ci n'ont aucun trait juridique particulier; ils ne se distinguent que par le traitement plus favorable dont ils jouissent. Les serfs d'église étaient une population composée d'une double catégorie de personnes. Les unes, libres, voulant se renfermer dans une abbaye, en devenir tributaires, y vivre tranquilles et retirées, et se soumettre par humilité à l'autorité des moines [3]; les autres, émancipées et offertes à l'autel. Ces dernières étaient généralement offertes *à sainteur* [4], à charge de

[1] Martène et Durand, *Historia novientensis, Thesaurus anecdotorum,* t. III, c. 1128.

[2] L. de Burbure, *Ann. cercle archéol. du Pays de Waes,* t. VII, p. 295.

[3] Ces personnes rentraient plutôt dans la classe des *convers* ou des *oblats,* V. *infra.*

[4] Acte de 1308. Gachard, *Documents sur la servitude,* cités, Bull. de la Comm. roy. d'hist., 2e série, t. IV, p. 83.

payer à l'abbaye certaines redevances déterminées, en capitation, en maritagium, en redevance mortuaire [1]. Il est clair que ce genre de serfs était libre, bien qu'il y eût parfois certaines restrictions. Les chartes de donation étaient même considérées comme actes d'affranchissement, *Carta donationis vel libertatis* [2]. Un assez grand nombre de personnes libres, mais faibles, venaient aussi, aux mêmes conditions, implorer la protection d'une église. Cette oblation réelle qu'une personne faisait d'elle-même et de ses biens avait pour effet de la soustraire à toute juridiction laïque, pour la soumettre à celle de l'église, et souvent ainsi améliorait sa condition [3]. Les serfs d'église était donc, en fait, des personnes libres. Ils nous serviront de transition naturelle entre les gens de condition et les censitaires libres.

§ 3. Des censitaires libres.

Posons en principe que sont hommes libres ceux qui ont la libre disposition de leur personne et de leurs biens [4]. Sans compter ici les petits alleutiers, il faut signaler au premier rang tous ceux qui ne sont plus liés au seigneur que par un cens féodal ou foncier (*mannen ofte laeten*), sans devoir aucun service. Ce cens peut affecter toute forme quelconque, il suffit d'en constater le titre. L'exposé détaillé de la condition des censitaires appartient à l'étude du régime foncier, nous ne devons ici que les montrer au faîte de la hiérarchie du tiers état rural. Ces tenanciers constituaient la *bourgeoisie* rurale, ou plutôt la classe moyenne des campagnes féodales [5]. Investis de l'échevinat, juges et justiciables de leurs pairs, ils puisaient dans la participation

[1] Voir de nombreux exemples dans Piot, *Cartulaire de St-Trond*, t. I, pp. 16, 82, 89, etc.

[2] Ibid., p. 27.

[3] Ibid., p. 24.

[4] Exemple : Charte de Rasse de Gavre (1232), dans van Lokeren, *Chronique et cartulaire de St-Bavon*, pièces justificatives, n° 59.

[5] Brants, *Étude d'histoire rurale*, I. La censive féodale, Revue catholique de Louvain, t. I, p. 45, 1879.

aux fonctions publiques, dignité et importance. C'est à ces antiques fonctionnaires ruraux, dont nous étudierons sommairement les fonctions plus loin, qu'on doit la liberté, la sécurité et la police des campagnes. C'est aux statuts locaux, dont ils sont les défenseurs zélés, heureux et fiers, que nous devons aussi la liberté et le progrès de notre agriculture. Aussi ne le cèdent-ils guère à la petite noblesse. Possesseurs tranquilles de leurs biens, il n'est pas rare d'en trouver qui surpassent les nobles par l'étendue de leurs terres, et qui marient leurs filles à des hommes d'une noblesse reconnue [1]. Cette classe de paysans, de propriétaires-censitaires, constituait, à la fin du moyen-âge, la grande majorité de la population rurale belge. Sans doute, les campagnes eurent leurs époques de souffrances, mais la liberté de nos institutions rurales fut toujours une source féconde de restauration et de progrès.

Nous avons étudié la condition des classes rurales et les causes de leur progrès. Saluons, avant de terminer ce chapitre, le splendide essor de nos libertés rurales. Proclamons l'énergie et la vigueur de nos populations, et en même temps l'esprit sagement libéral de l'aristocratie belge; le travail et la liberté corroborés par la moralité et la religion ont fait la splendeur de la civilisation de nos provinces.

SECTION III. — La vie, les idées et les mœurs.

Rien de moins éclairci que l'histoire morale et même matérielle des classes inférieures du moyen-âge; rien de plus difficile que d'en tracer un aperçu général avant que les monographies en aient suffisamment mis en lumière les principaux points. Cette difficulté existe surtout pour les classes rurales, qui n'entrent pour ainsi dire pas dans le mouvement littéraire. Les livres ne retracent que les incidents mémorables de l'histoire des campagnes. Il ne nous initient guère à la vie intime et ordinaire. Les idées mêmes qui ont présidé au développement des classes

[1] Trotz, *Jus agrarium fœderati Belgii*, t. II, p. 528.

agricoles doivent se conjecturer, plutôt que se trouver dans les œuvres du temps. Cependant l'histoire, sans les idées, serait un cadavre. Borner les causes de l'émancipation aux circonstances économiques, serait matérialiser l'économie sociale. Elle a une âme : si les faits économiques déterminent le développement social, ce n'est qu'à la condition que le mouvement des idées le corrobore et l'active

Cherchons donc à esquisser le mouvement des idées qui se produisit par rapport aux classes inférieures pendant la période d'émancipation. Cette rapide étude nous permettra de pénétrer un peu plus avant dans le secret de l'influence religieuse en cette matière.

Les classes inférieures du haut moyen âge étaient certes dans une condition assez misérable. Le serf était maigrement nourri, couchait sur la dure, parfois à la belle étoile; son habitation, cabane, *casa,* en bois et en terre, n'offrait rien de confortable, le vêtement était simple et grossier [1]. Mais l'état économique du temps ne comportait pas mieux. Il ne faut pas en conclure que le serf était nécessairement misérable et malheureux. Il l'était sans doute quand la guerre et les exactions le maltraitaient, mais d'ailleurs sa situation n'avait rien d'insupportable. Il y eut dès lors des serfs riches, possédant eux-mêmes d'autres serfs [2], il y

[1] Hoe dat eerste volc te levene plach :

« Ende haer cleder, dat verstaet,
En hatten ander werwe noch ghevoech
Dan also alst scaep droech.
Men vant sindael, bont, noch graeu
Noch root, noch groen, noch blaeu
Bedde noch oorcussen
En nutte t'folc vleesch noch wyn
Ende laet ruste alse zwyn
Onder die bome int gras. »

(Boendale, *Lekenspiegel,* boec I, c. XXXI, v[s] 10, éd. de Vries, Leiden, 1844).

[2] *Chronique et cartulaire de Bergues St-Winoc,* éd. Al. Pruvost, Bruges, 1875. Introd.

Il y eut des serfs qui parvinrent à cacher leur condition et se faufilèrent dans l'industrie libre et même dans la chevalerie. — Galbert, *Chronique de Charles-le-Bon,* ch. XII. — Wauters, *Libertés communales,* p. 517.

en eut qui entrèrent dans l'administration de la ville et s'agrandirent comme maires ou intendants. Ceux-là étaient au-dessus du commun, mais la plèbe rurale elle-même, logée et nourrie, pouvait être heureuse. Quelle était alors la doctrine répandue sur le servage? Cette doctrine était celle des théologiens catholiques [1] : elle avait pour maxime et conclusion qu'il ne fallait réclamer du serf que ce que les circonstances permettaient de réclamer sans l'accabler. Ce principe avait pour résultat nécessaire de faire considérer comme *injuste* une servitude que la situation générale ne comportait plus. Comment donc ce principe avait-il pénétré les esprits? Le christianisme avait introduit dans le monde une notion toute nouvelle du travail et de la servitude. Les hommes créés égaux avaient péché et avaient été condamnés à la peine, au travail. Le travail était imposé à tout homme par la loi divine comme une expiation de la faute adamique. Ce travail était considéré donc comme une peine commune à tous les hommes, et comme une œuvre méritoire de la part de qui l'accomplissait volontiers. Le travail était ainsi remis en honneur. Or le servage n'est qu'une forme d'organisation du travail, résultat comme lui du péché de l'humanité. Le serf était donc non-seulement l'égal du maître en nature, mais il pouvait lui être supérieur en vertu. Si donc il devait obéir avec soumission à son maître pour toutes les œuvres matérielles, il en restait indépendant pour l'âme et la conscience, comme personne libre et comme chrétien. D'autre part, le maître lui devait la charité; il devait le bien traiter, le traiter le mieux possible, et par conséquent l'affranchir dès que les circonstances le permettraient. Telle est la logique des idées chrétiennes en matière d'émancipation, idées qui imprégnèrent les esprits au moyen-âge et auxquelles on est redevable du progrès majestueux de la liberté en Occident.

On a attaqué les doctrines théologiques sur le servage. Nous en avons assez dit pour ne pas reprendre le détail de ces incriminations. Disons cependant un mot en ce qui touche notre pays.

[1] Voir le résumé dans J. Balmès, op. cit., ch. XVI. Elle est admirablement tracée par l'apôtre S[t] Paul, *Ep. ad Timotheum,* I, 6.

Tous les écrivains ecclésiastiques qui ont eu quelque influence dans nos provinces professent les mêmes doctrines. Un moine belge de haut mérite, abbé de Lobbes, Rathier, a tracé, dans un ouvrage célèbre, la morale des divers états pour le combat de la vie (*agonisticon*). Au serf, il prêche la résignation, lui rappelle sa qualité devant Dieu, lui conseille la soumission, non par crainte servile, la charité doit écarter la peur des coups, mais par la crainte de Dieu. Sont-ce là les paroles d'un sophiste, d'un pamphlétaire, d'un ennemi du peuple? Nullement, ses avertissements aux maîtres le prouvent assez : il les exhorte à la modération, leur rappelle les menaces contre ceux qui exploitent les travailleurs, l'égalité ou plutôt la co-servitude de tous les hommes devant Dieu ; il leur défend enfin d'imposer à leurs serfs des services au-dessus de leurs forces [1].

Cette doctrine sur le servage, nous la retrouvons dans sa conception mystique, chez saint Bernard, l'apôtre de la seconde croisade [2]; nous la retrouvons tout entière chez saint Thomas d'Aquin, le docte et sage conseiller de Henri III et d'Alix de Brabant [3].

[1] Ratherii opera, éd. Vérone, 1765. *Agonisticum seu prœlogia,* Tit. XIV *de servis :* Noli tristari ... audi apostolum dicentem : « servi subditi estote in omni timore domini. » Id est primum Dei, inde terreni domini; sive primum timore servili, *quem caritas foras mittit,* videlicet ne flagelleris, etc., adultimum ne in ignem œternum ducaris.

Tit. X, *de nobilibus : Patronus,* sive ut usitatius a multis dici ambitur, senior es? audi « quae vultis ut faciant vobis homines et vos facile illis »... attende .. ut intelligas homines non homnibus sed volatilibus, etc., esse prœlatos *omnesque a Deo natura aequales conditos, sed inœqualitate morum faciente, aliis alios in tantum suppositos ut plerumque aliqui dominentur etiam melioribus.* »

Tit. XIII, *de dominis :* Dominus es? Noli extolli. Memento te, servum unum habere Dominum et ideo te esse censervum : vide ne superponas ei (servo) aliquod quod ferre non possit, aut certè difficile poscat servitium, » pp. 27 et suiv.

Cf. Vos, *Histoire de Lobbes,* t. II, pp. 85 et suiv.

[2] *Opera,* t. I, col. 576, 1034.

[3] Summa, théol : Origo et natura servitutis, 1ª 2ª Q. 94, art. 5 ad 3 — 2ª 2ª Q. 57 art. 3 ad 3 — Homo servus alterius secundum corpus, non autem secundum

Les conseils aux maîtres et seigneurs, nous les trouvons, énergiques et vigoureux, chez Hincmar de Reims, dans le haut moyen-âge; nous les trouvons plus tôt encore, on le verra plus loin, chez les pères de l'institut monastique et dans les écrits des papes; nous les trouvons enfin appliqués dans les abbayes, ces foyers de la vie catholique [1].

Sans doute, ces conseils n'étaient pas toujours suivis, mais ils pénétraient les esprits, et nous avons vu que c'est à leur conscience que cédèrent les seigneurs quand ils ouvrirent la grande ère des chartes d'affranchissement.

Nous avons exposé le mouvement d'émancipation. Quelle était donc au XIIIe siècle la situation d'un paysan de nos campagnes belges? Prenons le type de cette *familia censualis et obediens* que nous avons vue *permagnifica et sui juris contenta*. Le censitaire, mainmortable ou non, possède sa maison, son *cottage*, ou plutôt son *manse* [2]. C'est une exploitation dont l'étendue varie d'après les régions: il la cultive avec sa famille, à charge de quelques redevances fixes et d'un nombre déterminé de corvées. Dans la mesure de ses obligations, il est là libre et indépendant. La famille est nombreuse, le chef en est fier et heureux [3]. La femme soigne le ménage. Elle est industrieuse et active; c'est le mérite de la femme belge; la mère de famille aura dans toute notre histoire une place importante au foyer [4]. Le censitaire et sa famille

mentem 2ª 2ª Q.104, art. 5, corp. et ad 2. — La lettre de St Thomas d'Aquin à la duchesse Alix de Brabant, quoique contestée, est insérée au t. XVI, p. 262 de l'éd. de Parme, 1864.

[1] Voir plus bas le chapitre de la propriété monastique.

[2] *Manse* a perdu son ancienne signification de mesure, si jamais elle l'a eue. C'est devenu le nom générique de toute installation rurale.

[3]
« Doe was ic fier ende coene
Van minen groten geslachte :
Ic hadde jonger sonen achte
Ende jonger dochtren sevene
. . . .
Si waren alle vet ende starc. »

(*Reinaert de Vos*, v^s 326, éd. Willems, p. 14.)

[4] La femme, dit Boendale, *Lekenspieghel*, l. I, c. XXXII, est une des plus

cultivent ensemble; la vie de famille y est très-puissante. Tout le moyen-âge a compris et appliqué ce principe que la famille est l'unité sociale par excellence. La famille est la première unité administrative. Elle est la base du recensement, des statistiques, des impôts. Chaque famille a son foyer, le foyer est l'unité politique. Ceux qui n'avaient ni terre ni ménage ou qui vivaient du pain d'autrui étaient inconnus; la femme, les enfants, les domestiques constituant la *familia*, faisaient un avec le père dans le *ménage* [1]. A ce ménage, la perpétuité et la stabilité étaient garanties par la coutume des baux perpétuels; le manse était ordinairement héréditaire.

Jouissant d'une liberté relative et d'une stabilité presque assurée, le paysan pouvait s'enrichir et être content [2]. Examinons donc ce manse qu'il possède. C'est un corps de logis, entouré d'une cour et de terres arables; plus une étable.

Le corps de logis et les bâtiments de ferme étaient posés au centre de l'exploitation; *prœdium* est le nom de l'enceinte réservée à l'établissement de la famille [3]; du centre de ces terres, le cultivateur veille aux travaux. Ce mode de constitution trop abandonné aujourd'hui était de tradition dans toute la race germanique. On n'y connaît guère le village proprement dit [4]. Toutes les maisons sont séparées et les exploitations entourées de haies, ou de toute autre clôture. L'obligation d'entretenir cette haie rentre dans les termes de toutes les concessions et le qualificatif

grandes puissances de la terre. — *Spieghel der Nederlantscher audheyt*, fol. CV, Ghendt, 1574.—Guicciardini, *Description des Pays-Bas*.—J. Demarteau, *Les femmes liégeoises au moyen-âge*, Revue générale de Bruxelles, pp. 379 et suiv., 1879. — Lecoy de la Marche, *La société au XIIIe siècle*, 5e étude.

[1] Voir la note B à la fin du mémoire.

[2] Taillar, *Essai sur le droit public et privé du Nord de la France au XIIIe siècle*, p. CCIV.

[3] Glanvil (Bartholomœus anglicus), *Tractatus des proprietatibus rerum*, Liv. XIII, ch. XLIX de prædio. « Et est locus a quo a patrefamilias in medio agrorum suorum domicilium preparatur. »

[4] Taillar, *Nótice sur la formation des villages du Nord de la France*, Mém. de la soc. d'agric. de Douai, t. VI, pp. 276 et suiv.

de *mansus circumseptus*, *custis circumsepta* s'y rencontre à chaque pas [1], c'est le foyer propre de la famille, où elle est maîtresse chez elle. La maison et le *prœdium* sont remarqués par Tacite [2]. La trace s'en conserve encore aujourd'hui [3]. Ce mode de constitution de l'exploitation semble marcher de pair avec un vif sentiment de la vie domestique, de l'unité et de l'indépendance du foyer. On le retrouve à ce titre dans l'Allemagne du moyen-âge [4]. Les anciens Grecs et Latins respectèrent religieusement l'enceinte sacrée de la divinité domestique, superstition païenne, mais qui cachait une grande vérité sociale défigurée [5]. Le triomphe de la vie rurale est dans la famille. Au moyen-âge tout tendait à la consolider et à la perpétuer [6].

Tâchons de nous figurer un de ces logis ruraux; nous n'en avons guère de descriptions indigènes. Songeait-on alors à décrire ce qu'on avait tous les jours sous les yeux? Mais, on le sait, nos ancêtres ont colonisé l'Allemagne; ils y ont importé leurs usages. Un auteur allemand décrit ainsi une métairie flamande du pays de Brême : le corps de logis est situé autant que possible au centre de l'exploitation. De la cour entourée de dépendances et au milieu de laquelle gît le fumier, on entre dans l'aire de la grange qui forme corps avec les étables. Au fond de la pièce principale flambe dans l'âtre un grand feu au-dessus duquel se balance la chaudière suspendue au mur par un croc. La cloison qui sépare cette pièce des deux autres chambres est garnie de plats reluisants, d'assiettes et d'autres ustensiles de ménage. Tout y est d'une propreté excessive [7].

Le logis du paysan wallon ressemblait sans doute, sous certains

[1] Voir plus loin, au paragraphe des amodiations rurales.

[2] *Mor. Germ.*, c. XVI. Nec pati inter se junctas sedes. Vicos locant non in nostrum morem connexis et cohærentibus œdificiis : « suam quisque domum spatio circumdat. »

[3] E. de Laveleye, *Économie rurale de la Belgique*, p. 60.

[4] Janssen, *Gesch. des d. Volkes*, t. I, p. 280.

[5] Fustel de Coulanges, *La cité antique*, 3e éd., liv. II, ch. VI, 1870

[6] F. Le Play, *La réforme sociale*, ch. XXV et XXXIV, liv. VI; *L'organisation du travail*, § 67.

[7] Köster, cité par de Borchgrave, *Hist. des colonies belges*, p. 165.

rapports, à celui-ci [1]; la propreté y est peut-être moins grande, l'ameublement moins complet, l'*oustillement* plus négligé, car le paysan y est moins riche, l'agriculture moins avancée, la population moins civilisée [2].

Près du logis nous trouvons l'étable. Tout manse, toute case même a une étable. Le moyen-âge, en effet, n'a pas connu le prolétariat rural [3]. Le serf le plus infime avait sa maison et le droit de faire paître et picorer sur les *communaux* de la villa. Il avait donc son bétail, sa basse-cour, ressource de sa famille, intérêt fixe de son travail. Tout paysan avait donc quelques têtes de gros ou de petit bétail et une basse-cour assez fournie. La preuve très-convaincante en est dans les redevances. Le meilleur catel est presque toujours *melius armentum* ou *pecus melius*: cela suppose un troupeau et une installation. Presque toutes les redevances périodiques comprennent aussi des prestations en produits de basse-cour et tout ce qu'on appelle communément les profits de ferme, œufs, beurre, fromage [4]

Il est presque impossible de déterminer le mode d'alimentation; il est probable que le laitage y entrait pour beaucoup. Le pain, objet naturel de consommation générale, était de la qualité que comportait la dominante de chaque région, cependant le pain de seigle était très-répandu [5]; la bière et le vin du pays (*landswyn*)

[1] Hagemans, *Hist. du pays de Chimay*, p. 166.

[2] Le poëte Remacle d'Andenne parle des « rusticæ ac poene barbaroe agricolarum cohortes » du Namurois. *Épigr. lat.*, liv. II, ép. 13.

[3] On consacre des terres à l'établissement des laboureurs pauvres, 1174 : Walter de Dudsela vallum suum terre equare voluit ac monuit.... terram pro voluntate monachorum distributam pauperibus, ibidem mansicunculas erigere cupientibus, ut per haec mansionem mereretur in cœlis. » *Chroniq. et cartul. de l'abbaye des Dunes*, éd. Van de Putte, charte 371, p. 458. Bruges, 1864.

[4] Voir plus loin le chapitre des redevances.

[5] Wronglen wey broot ende caes
Dat heit hi al den dach,

(Chant des Kerels, XIV[e] siècle, *Oudvlaemsche liederen*, éd. Carton, LXXXV, p. 154).

Pain de seigle et fromage sont nécessaires à l'alimentation des *hospites :* « in

arrosaient le repas [1]. En Flandre, on trouve encore le porc salé (*bacon*), connu en France, et sans doute aussi dans le reste de nos provinces [2]. La viande semble peu commune dans l'alimentation populaire: mais un plat de viande entre dans le menu plus soigné du repas d'un maire [3]. En définitive, il semble que l'alimentation ait peu varié. Le hareng entrait comme partie dans l'alimentation côtière, signalons enfin la bouillie, *pulmentum*, qui fut dans certaines provinces la base de l'alimentation rustique.

Le vêtement différait davantage de celui de notre temps. Le paysan se couvrait du produit de son industrie domestique : la laine, le drap. Nous avons dit que tout paysan flamand savait faire du drap. Ce vêtement était généralement assez long et serré autour de la taille par une ceinture, c'était le *tabbaert*.

La toile était alors un objet de grand luxe. Quelques redevances comprennent l'obligation de tisser de la toile (*camsilem facere*), mais les paysans ne songeaient pas à s'en vêtir; la che-

necessariis quantum ad prandendum » (1249). Les *famuli* reçoivent en moyenne un demi-pain par repas, un entier s'il n'y a qu'un repas par jour. Warnkönig, *Flandr. St. u Rechts. Gesch.*, t. III, p. 2, pp. 51 et 55. Que comportait un tel pain ? A Cambron on en faisait huit à la rasière : (*Cart. de Cambron*, Monuments pour l'histoire de Namur, etc., t. II, p. 216.)

Watriquet de Couvins plaint « li poures homs... qui n'a que pain noir. » On peut conclure hardiment que le peuple ne connaissait guère que le pain de seigle en Brabant (Van der Kindere, *Siècle des Artevelde*, p. 252) en Flandre (v. *suprà*) et à Anvers (Gramaye, *Antiquitates Flandricæ*, Lov. 1708, p. 218). Guicciardini nous dit aussi que le manger ordinaire est encore de son temps du pain de seigle, et qu'on boit beaucoup de lait. En Hainaut et Artois, le froment était plus commun (*Descrip. des Pays-Bas, Descr. générale.* — Cf. Gramaye, loc. cit.). A St-Bertin, les ouvriers aux champs doivent avoir pain, fromage et cervoise (1471). Revenus et dépenses de l'abbé de St-Bertin, *Revue d'hist. et archéol.*, t. II, p. 437. — Cf. Duviver, *Les hospites*, même *Revue*, t. I, p. 149.

[1] Voir les paragraphes concernant la production du vin et de la bière.

[2] Warnkönig, op. et loc. cit., p. 20.

[3] Menu d'un maire de l'abbaye de St-Pierre, Gand en 1250. Dîner (maeltyt) : un cruchon de vin (stoepe wyns), 2 pains d'auberge, 6 harengs ou 8 œufs, un morceau de viande avec *eine scotelen pulments*, Diericx, *Chartesbockje*. p. 33.

mise était inconnue avant le XIV[e] siècle, au moins comme usage général [1].

Ce petit coup d'œil sur la chaumière, l'armoire à provision et la garde-robe du paysan au moyen-âge, nous démontrera que s'il était loin sous certains rapports de notre paysan moderne, il avait cependant déjà de quoi vivre paisible et tranquille sous un seigneur bienfaisant [2]. La situation du tenancier dépendait de lui, mais ceci n'était pas spécial au moyen-âge; cela est vrai de tous les temps.

Un des points les moins étudiés, est la situation intellectuelle des classes rurales de cette époque. Nous ne pouvons, sans élargir outre mesure notre cadre, entreprendre son examen qu'il serait souhaitable de voir approfondir bientôt [3]. L'enseignement populaire était gratuit. Il se donnait dans les paroisses et plus tard sous le porche (*ad portam*) des abbayes [4]. Les conciles veillaient à l'accomplissement de ce grand devoir de miséricorde spirituelle [5]. Les maîtres veillaient à l'instruction et à l'éducation de leurs élèves. L'enseignement religieux en était la base. Mais la lecture, l'écriture, la grammaire, le chant, le calcul en faisaient partie. Les seigneurs reconnaissaient le service rendu à cet égard par les abbayes à la

[1] Voir le chapitre des redevances pour les industries accessoires; pour le costume, les tableaux de Memmling, de Q. Metsys et de Van Eyck. — Cf. Broeckaert et de Potter, *Gesch. van de gemeenten der provincie Oost-Vlaanderen*, 1[ste] reeks, 1[ste] deel, p. 5.

[2] Pour la France, voir l'énuméré et le résumé des sources dans le curieux travail de M. Brun, *Annuaire d'économie sociale*, t. IV, pp. 106 et suiv. 1879.

[3] On trouverait déjà de précieuses indications dans Dom Pitra, *Vie de S[t] Léger*, ch. II et III. — De Montalembert, *Les moines d'Occident*, t. VI, pp. 172 et suiv.—Léon Maître, *Les écoles épiscopales et monastiques en Occident*, Paris, 1868, pour l'Histoire générale du moyen-âge; et pour la Belgique en particulier, dans Léon Lebon, *Histoire de l'enseignement populaire*, Bruxelles, 1868. — Feys et Van de Casteele, *Histoire d'Oudembourg*. Bruges, 1878. — R. du Sart, *L'instruction primaire avant 89*, Revue générale de Bruxelles, septembre 1878.

[4] Les sources précédentes, Van Lokeren, *Cartulaire de S[t]-Bavon*, p. 133.

[5] Voir le Canon XVIII du 3[e] concile de Latran de 1179.

moralité et au développement intellectuel de leurs sujets [1]. L'instruction populaire était loin d'être négligée sous ce régime et l'on peut croire qu'elle eut longtemps sur la moralité l'influence la plus salutaire.

A la seconde moitié du XIII[e] siècle, les émancipations s'étaient multipliées, l'aisance répandue et augmentée; la condition que nous avons décrite était la condition moyenne de la population rurale. L'idée de l'*injustice* du servage, dont nous avons expliqué la genèse philosophique avait pénétré l'esprit d'une foule de seigneurs, qui ne manquent pas de s'en exprimer parfois énergiquement dans les chartes. Un mouvement analogue se manifestait dans la littérature et se traduisait en invectives et en récriminations contre l'état social. Le mouvement des idées, parti de l'idée chrétienne de l'égalité naturelle des hommes entre eux, se transforme, se fausse, s'exagère et aboutit à une sorte de proclamation révolutionnaire des droits de l'homme. Rien de plus curieux que d'étudier cet étrange phénomène dans les œuvres si remarquables de Jacques de Maerlant [2]. Les abus de la servitude qu'il attaque disparaissent presque partout, les exceptions seules justifient encore ses invectives. Les seigneurs prouvaient depuis longtemps par leurs actes qu'ils ne considéraient pas les vilains comme gens indignes de la liberté. Mais emporté par son idée, et peut-être par les idées courantes, Maerlant dépasse son but. Il veut la liberté pour tous, presque tous l'ont conquise; mais la paix et l'égalité ne se trouvent pas encore rétablies. L'idéal du penseur ne se réalise pas, parce que les vices de l'homme ne permettent pas de le réaliser; et à cette vue, il se désespère, croit le monde perdu, s'en prend à la hiérarchie sociale, à la propriété

[1] Par exemple en 1186 Jean d'Avesnes fait certaines concessions à l'abbaye d'Haumont: « Quod nimirum hac conditione decerno ut scolaribus pueris magistrum grammaticæ artis semper abbas procuret, quatenus eadem domus alumnorum suorum scientiæ et probitati manuteneatur. » — Duvivier, *Le Hainaut ancien*, p. 650.

[2] J. te Winkel, *Maerlants werken, beschouwd als spiegel van de dertiende eeuw*, pp. 221 et 275. Leiden 1877.

privative, et du pessimisme tombe dans l'utopie de la république communiste et égalitaire [1]. Il est vrai qu'à la fin du XIII[e] siècle, un mal nouveau commençait à sévir, mal qui justifiait un peu les craintes et les reproches de Maerlant [2]. La prospérité industrielle amenait son cortége de misères inséparable de tout bonheur humain. La richesse a ses mauvais côtés ; la force morale doit croître avec les dangers qui la menacent; et les passions, filles de la prospérité, ébranlent aisément la vertu. C'est ce qui rend compte de cette douloureuse loi de l'histoire, qui fait de la grandeur matérielle d'un peuple, la ruine de sa grandeur morale et partant, le point de départ de sa décadence. Notre civilisation éprouva le contre-coup de ses propres succès.

Au XIV[e] siècle, nous trouvons le peuple, même le peuple rural, dans un état relatif de bonheur, d'aisance et de liberté. L'industrie est à l'apogée de ses triomphes et répand la richesse dans tout le pays. Quelle influence cette prospérité exerça-t-elle sur l'avenir des populations. Un analyste soigneux et savant des mœurs allemandes nous l'a récemment exposé. La prospérité dans les villes engendra la passion du luxe, l'habitude des dépenses exagérées, la préférence donnée dans l'économie aux choses futiles sur les choses nécessaires. Les campagnes suivirent le triste exemple des villes et partout la profusion remplaça l'antique frugalité [3]. La Belgique ne sut pas échapper à ces tristes consé-

[1] Of dat volc al comen si
Van den eersten Adame,
Twi es dien edel, dander vri,
Die derde eyghijn man daer bi

(*Wapene Martyn*, v. 470).

—

Dese werelt treet ten ende

(*Leven van S[t]-Franciscus*, init.)

Twe worde in die werelt syn,
Dats allene *myn* ende *dyn* ;
Mocht men die verdriven
Pays ende vrede bleven fyn,
Het ware al vri, niemen eyghyn
Manne metten wiven.

(*Ibid.*, v. 612.)

[2] J. te Winkel, p. 277. — Cf. Maerlant, *Leven van S[t] Franciscus* (1250). — Voyez à ce sujet les considérations magistrales de M. Le Play, *Les ouvriers européens*, t. I. p. 184 : Les inégalités nécessaires, légitimes ou condamnables.

[3] J. Janssen, *Gesch. der deutsch. Volkes*, t. I, pp. 366 et 372. — Voir pour la France : Albert Babeau, *Le village sous l'ancien régime*, p. 323.

quences. Les lamentations et les tableaux de Jean Boendaele, de Ruysbroeck, récemment reproduits par un auteur belge [1], valent en vigueur et surpassent peut-être en grossièreté ceux de Wimpheling et de Sébastien Brant. Les campagnes furent atteintes de ce triste fléau, on y imitait le luxe des villes, et les paysans voulaient mener train de seigneur [2]. Le peuple belge a oublié son antique frugalité, sa sobriété légendaire; la richesse lui a tourné la tête. Aussi Jacques de Meyere se garde-t-il de vanter encore la modération de ses compatriotes. Au point de vue matériel, comme au point de vue moral, les temps sont bien changés [3].

Le petit peuple des campagnes, que devient-il sous ce régime? C'est lui qui en supporte tout le poids; il est opprimé [4] et la littérature reflète le revirement qui se produit dans les esprits. Pendant cette grande période de luxe, de grandeur matérielle et de désordre moral qui signale en Belgique le passage de la maison de Bourgogne, le petit est méprisé, il est considéré comme un être inférieur, incapable de la dignité et des sentiments de la fausse chevalerie du temps [5].

Et cependant nous n'avons pas eu notre guerre des paysans. La jacquerie nous a épargnés! Il serait long d'en étudier les

[1] L. Van der Kindere, *Le siècle des Artevelde,* p. 370.

[2] *Chronique* de J. de Dixmude, éd. Lambin, p. 253, an. 1379: Het volc al zo wel te lande als in de steden, waren costeliker ende beter ghecleet dan die edele, etc., » cité par le précédent, p. 397.

[3] « Och hoe verre ist nu van daer » s'écrie lamentablement l'auteur du *Spiegel der Nederlantschen audtheyt*, après avoir exposé avec amour et édification au liv. IV, ch. XXIX « Sommighe oude ghewoonten » de ses compatriotes.

[4]
Et li paures hons est frappez
Qui n'a que pain noir et batus
Si un por avant s'est embatuz
Soillez sera et malmenez,
Ainssi est paures demenez.

(Watriquet de Couvins, *Dit de raison et mesure,* v^s 147, éd. Scheler, p. 363.)

[5] Les poésies de Dirc Potter, de l'entourage de Jacqueline de Bavière, citées par P. Fredericq, *Essai sur le rôle politique et social des ducs de Bourgogne dans les Pays-Bas,* p. 75.

raisons. Cependant on peut conjecturer sans trop de hardiesse que notre noblesse foncière fut moins pervertie et moins dépravée que celle des pays voisins. Seule, cette cause peut expliquer comment nos châteaux ont échappé aux assauts qui attaquaient les maisons du patriciat urbain. La domination bourguignonne fut trop courte pour les corrompre. Cette histoire que nous reprendrons au chapitre suivant prouve une fois de plus pour la paix sociale qui régnait dans nos campagnes. Nos villes furent aussi corrompues que les villes allemandes, mais les bourgs n'ont pas complétement suivi leur funeste exemple.

Dans les siècles qui suivirent, l'histoire populaire des campagnes se lie à celle de l'administration, de la noblesse, de l'agriculture. La comparaison fera juger de leurs progrès sous le régime de la centralisation politique. L'aperçu qui précède aura au moins esquissé l'état des campagnes pendant la période qui porte le nom spécial de moyen-âge.

Bornons-nous à reproduire encore en l'abrégeant, comme terme de comparaison, le petit tableau de Guicciardin [1]. « Le vivre ordinaire des gens de ce pays en leur mesnage est sobre et modéré. Les femmes sont habiles, et les hommes les laissent presque tout faire. Ils boivent communément de la cervoise, et en aucuns lieux aussi beaucoup de lait. Leur manger ordinaire est pain de seigle et en aucuns endroits (principalement en Arthois et Haynault) pain de froment, et il y a peu de maisons (y ayant quelque peu de moyens) qui ne fallent tous les ans un bœuf ou deux et autant de porcs; et font ordinairement provision de beurre et fromage, de quoy ils s'entretiennent et nourissent la pluspart de l'an. Ils s'habillent fort proprement et gentîment de vêtemens bien façonnés, tiennent leurs maisons en bon ordre, fornies de toutes pieches d'ustensils en si grande abondance que c'est chose belle à regarder [2]. » Ce jalon confirmera ce que nous avons dit déjà : que le

[1] *Description des Pays-Bas.* Description générale.

[2] Sur l'*apparatus* des ustensiles ruraux on trouve un texte remarquable dans les Coutumes d'Anvers. Christyn, *Costuymen van Braband,* 1ste deel, p. 454.

genre de vie du paysan a peu varié pendant les longs siècles de son histoire. C'est chez lui surtout que se révèle et se conserve le type original du caractère national.

CHAPITRE II.

Les classes dirigeantes.

Par leur situation territoriale et par leur autorité politique, la noblesse et le clergé exerçaient sur la société et l'économie du moyen-âge et de l'ancien régime une haute et incontestable influence, et constituaient dans toute la pleine signification des termes, les classes dirigeantes. Tâchons donc de pénétrer dans leur constitution sociale, dans leurs habitudes, dans le caractère de leur action.

SECTION I. — La noblesse.

Rien de plus simple que l'existence des premiers seigneurs féodaux. Renfermés dans leurs châteaux, ils n'en sortent que pour combattre ou pour remplir près du suzerain les devoirs de la vassalité [1]. Là est le siége de leur influence, la sanction de leurs droits. Le château élevé sur une *motte* naturelle ou artificielle, est entouré de fossés et de palissades. L'habitation du maître est au centre du *vallus* (wal); l'entrée est en face du pont-levis qui défend l'accès de l'enclos [2]. Cette demeure isolée est la citadelle du seigneur. A la faveur des invasions normandes leur nombre s'est multiplié [3]. Chaque magnat a le sien; de là il domine la contrée et défie le voisinage. Les seigneurs n'ont guère de rapports entre eux, ils ne se rencontrent qu'à la lutte, ou à la cour. Chacun

[1] Wauters, *Histoire des environs de Bruxelles*. Introd., p. xxxv.

[2] Jean de Colmieu, dans les *Acta Sanctorum*, 27 janvier.

[3] Paillart de St Aiglan, *De l'influence des abbayes et des invasions des Northmans sur l'état social en Belgique*, Mém. cour. de l'Acad. roy. de Belg., in-4°, t. XVI, 2e partie.

vit chez soi retiré, ordinairement pauvre, du revenu de son exploitation et des redevances de ses tenanciers. La châtelaine, dans cette retraite, dirigeait elle-même le travail des femmes de service occupées à la confection d'étoffes et de vêtements [1]. La famille féodale était là isolée et unie, indépendante et forte. La motte féodale était l'ancienne *sala* germanique devenue salle de justice et manoir seigneurial [2]. Cette manière de vivre, cet isolement, l'esprit du temps, tout favorisait la puissance de la famille. La vie intérieure, les mœurs domestiques prendront nécessairement une grande prépondérance ; l'esprit d'hérédité et de perpétuité y dominera. La famille est la molécule féodale, l'unité indissoluble et nécessaire de l'ordre féodal [3]. Les habitudes domestiques, l'esprit de l'époque, les nécessités sociales et politiques expliquent à merveille une législation toute conçue en vue de la conservation de la famille et qui, nous l'avons dit, n'a pas été sans contrecoup sur la vie des classes inférieures.

Le seigneur, disons-nous, était souvent pauvre; il vivait du produit de son exploitation et des redevances de ses tenures.

L'exploitation seigneuriale avait son centre au château, dans l'intérieur même du wal. Là est la *cour* (hof), la basse-cour (voorhof) et la *grange* (spycker) [4]. Au bas de la motte s'étend le domaine propre du seigneur (*villa indominicata, mansus indominicatus*), il la cultive *propriis aratris et sumptibus* [5], aidé du travail de valets et des corvées de ses tenanciers. Il est même probable qu'à l'origine les corvées suppléaient à tous les travaux nécessaires. La coutume de l'exploitation dominicale survécut au temps de la féodalité militaire. Les seigneurs flamands ont toujours donné l'exemple de l'attachement à l'agriculture et ne l'ont jamais

[1] *Alpert,* cité par Wauters, *Libertés communales,* p. 214.

[2] Guérard, *Prolégomènes au polyptique d'Irminon,* p. 245.

[3] Guizot, *Histoire de la civilisation en Europe,* 4e leçon, p. 79, éd. Brux., 1840.

[4] Raepsaet, *Œuvres,* t. V, p. 220.

[5] Acte de 1207 de sire Gerard de Jauche : « Agriculturæ nostræ quas propriis aratris excoli facimus et animalia propria quæ in curia nostra de Jacea nutriuntur. » Wauters et Tarlier, *Belgique anc. et mod.* Canton de Tirlemont, p. 176.

dédaignée [1]. Autour de la *villa dominica* se trouvent les tenures. Les gens qui les occupent doivent des redevances fixées d'ordinaire en travail et en nature. Le travail se faisait sur les terres dominicales et servait à son exploitation, les produits étaient destinés à la consommation du maître et de sa famille, aux dépenses de son hôtel. Telles étaient les ressources du budget seigneurial : la difficulté des échanges, la rareté du numéraire, les besoins de l'office maintenaient les redevances en nature qui étaient entassées dans le *spycker*, et qui étaient la forme primitive des revenus même du domaine de Flandre [2].

L'ancien seigneur ne quittait guère ses domaines, il pratiquait donc la vie rurale ; il était propriétaire et landlord au plus haut degré puisqu'il était souverain. Nous savons bien peu de chose des rapports des seigneurs avec leurs tenanciers. Nous ne les connaissons que par les chroniques et les annales. Or celles-ci ne racontent guère les faits de la vie quotidienne et ordinaire, le *vivre* commun. Seuls les abus, les exactions, les guerres s'y mentionnent. Les moralistes ne signalent et n'attaquent que les vices. Les excès ont toujours excité les mêmes plaintes et il faut se défier des exagérations. De ce qu'on attaque et combatte de nos jours les cruautés de l'industrialisme, les historiens des siècles futurs seront-ils fondés à croire qu'il n'y eut pas de patrons faisant

[1] Nobilitas in Flandria numerosa existit... Studium pecuarium agrorumque cultum a professione sua non eliminat. Jac. Marchantius, *Flandria descripta*, lib. I, p. 151, éd. Anvers, 1566.

[2] Raepsaet, *Origine*, etc., n[os] 245-246. — Rapport ou besogné du conseiller Rose en 1602 sur le fait des espiers, briefs et cens de Flandre. « Le plus anchien (brief) de l'an 1187 tres notable en ce que par tous le discours d'icelui et quasi de recepte en recepte, se déclare et manifeste par les mots de granges, livreson et consumption en la maison, *etc.*, que les espiers du commencement ont serviz à l'entretènement des maisons et hostelz des comtes de Flandre et qu'à cest effect, les redebvances se payaient en nature » dans Gachard, *Invent. des arch. de la Cour des comptes*, t. I, p. 334. — « Victui nostro specialiter deputantes sub annuale censu agricolis excolendam donavimus. » Lettre de Thierry d'Alsace (1161) citée par Colinez, *Notice sur les Reninges et les Espiers en Flandre*, Messager des sc. histor. de Gand, p. 300, 1840. — Cf. van Lokeren, *Cartulaire de S[t] Bavon*, p. 126.

leurs devoirs, ni de propriétaires comprenant leur mission. Si donc les abus décrits par les contemporains et blâmés par eux sont vrais, il ne faut pas les croire universels. Les annales monastiques nous conservent aussi d'ailleurs des traits de vertu de la noblesse féodale. En vue de tout cela, ce serait manquer aux premières règles de l'équité historique que de puiser aux sources pour y chercher uniquement les excès d'une puissance dont on ne peut méconnaître les bienfaits [1].

D'ailleurs l'Église qui imprégnait la société féodale, avait su trouver ici encore une institution remarquable qui devait tourner vers le bien et l'utile des passions ardentes des guerriers féodaux.

La chevalerie était à l'origine la consécration religieuse du noble à la défense de l'Église et des faibles [2]. Le pontife qui bénissait le nouveau chevalier invoquait : « Seigneur très-saint... qui pour réprimer la malice des pervers et protéger la justice, avez permis l'usage du glaive aux hommes sur la terre et voulu l'institution de l'ordre militaire pour la protection du peuple [3]... » La chevalerie, œuvre de l'Église, est en rapport intime avec le serment seigneurial de la paix dont nous avons signalé la salutaire influence. La chevalerie était donc par essence et par droit d'origine une association à la fois militaire et pacifique dominée par les préceptes de la justice et de la charité chrétienne. La défense et la protection du faible y était la loi de l'honneur. En un temps où la force

[1] Cf. *suprà*.— Comte de Montalembert, *Les moines d'Occident*, t. VI, passim. — « Patet cunctis, dit Pierre le Vénérable dans une épître célèbre (lib. I, ép. 28) qualiter saeculares domini rusticis dominantur. Non enim contenti sunt eorum usuali et debita servitute... praeter solitos census ter aut et quater in anno bona ipsorum diripiunt, innumeris servitiis affligunt. » — Cf. Dareste, *Hist. des classes agricoles en France*, p. 188. Nous avons vu d'ailleurs les exhortations de l'Église; les châtiments ecclésiastiques frappaient même les coupables. C'est ainsi que l'archevêque Thierry de Cologne est excommunié par le Pape, comme « depravatus » et « rusticos et monachos indebitis exactionibus utrosque gravans. » *Chroniq. d'E. de Dynter*, liv. IV, ch. LXXVI, t. II, p. 149.

[2] Sémichon, *Paix et trêve de Dieu*, p. 297.

[3] Rohrbacher, *Hist. univ. de l'Église catholique*, t. X, p. 472.

matérielle semblait souveraine, le code de la chevalerie développé par les croisades, fondait la charité et l'honneur dans la guerre, constituait le point de départ du droit de la guerre dans les nations chrétiennes. Mais il organisait aussi la morale de la noblesse pacifique et résidente; définissait ses devoirs de patronage et de charité. Faiblesse et pauvreté sont titres de respect et de protection. Vertu seule honore et honneur vainc tout. Les exemples des nobles, lors de l'éclat de la chevalerie, les instructions des preux, la littérature de l'époque témoignent des hautes vertus de l'ordre militaire, et partant de son influence sur l'ordre social [1]. Les types si glorieux de Louis IX, si remarquables d'honneur et de vertu de Bertrand du Guesclin et de Bouciquault, peuvent nous édifier sur ce point. Mais pour rester dans notre sujet, demandons-nous donc les rapports que la chevalerie établissait entre le seigneur et ses hommes, le rôle qu'elle assignait aux « barons et autres seigneurs de grans terres et peuples à gouverner, de quelque état qu'ils soient, et aussi de tous autres seigneurs tant soient de moyen estat. » Le chevalereux et prud'homme Geoffroi de Charny va nous répondre : « dont furent-ils fais, dit-il, *és livre de chevalerie* [2], pour amer, doubter et servir Dieu et toutes ses œuvres; pour faire le proffit du peuple avant que le leur singulier, pour garder leur peuple sans rien prendre de leur fors que teles droitures comme ils estoient tenu à leurs seigneurs, et non mie les seigneurs euls enrichir sur la povreté de leurs peuples sans cause raisonnable; pour faire raison et justice autant au petit comme au grant et tout droit.... » Ces principes si admirablement exprimés dans tout le beau livre que nous venons de citer sont rappelés plus encore lors de la décadence de l'ordre par ceux qui se ressouviennent de sa splendeur. Princes et nobles, disent-ils, maintenaient autrefois paix et ordre dans leur domaine, protégeaient les petits, les sujets et surtout les laboureurs qui nourrissent tout le monde. On travaillait tran-

[1] Baron Kervyn de Lettenhove, *Œuvres de Froissart*, Introd. aux chroniques I[1], ch. XIII, pp. 189 et suiv.

[2] Publié par le baron Kervyn de Lettenhove, op. cit., I[2], p. 463.

quille, et chacun était plus content et sage. Ainsi parlent Gilles de Tournay et Watriquet de Couvins [1].

On comprend sans peine l'influence sociale que devait exercer sur le pays cette haute morale de la noblesse. Elle même d'ailleurs s'y retrempait et s'y fortifiait. La famille vertueuse et respectée était nombreuse et puissante. L'égard à la sainteté de l'ordre de mariage relevait et multipliait la race. « Si aucuns se marient, dit encore Geoffroi de Charny [2], plus par amour que par convoitise; et ainsi est bon le mariage pour avoir hoirs et pour euls garder de péchié. » Aussi les rois et les seigneurs avaient-ils beaucoup d'enfants à cette époque féconde [3], et si nous voyons, à la mort de Jean II, la noblesse brabançonne décimée, c'est que les guerres et les croisades ont moissonné ses plus preux chevaliers [4]. Dans

[1] « Prince poissant, tout noble, soloient maintenir
Leurs soubgès tout en pais ; justice soustenir ;
A leurs boins heritaiges, laisser tous revenir ;
Pais et tranquillitet à leurs pooir tenir.

(Gilles de Tournay, cité par Kervyn, op. cit., I[1], p. 424.)

Sous les chevaliers du bon temps ancien :
« En doubtant Dieu, chascuns vivait du sien.
. . . .
Et *li peuples labourait en simplesse,*
Chascun estoit content de son office. »

(Eustache Deschamps, ibid , p. 440.)

Le chevalier : « porter doit à preudomme honnour
Et garder le laboureur
Dont vivres est appareillé
Que pour chastel ne tour
Ne le tonde. . . . . . »

(Watriquet de Couvins, *Dit de l'ortie,* v[s] 391, éd. Scheler, p. 150.)

[2] *Livre de chevalerie,* loc. cit., p. 516.

[3] A. de Noüe, *Institut archéologique liégeois,* t. XIV, p. 473, 1879. — J. Demarteau, *Les femmes liégeoises au moyen-âge,* Revue générale de Bruxelles, p. 388, 1879.

[4] *Brabantsche Yeesten*, liv. V (cités par Galesloot, *Les feudataires de Jean IV*, préface, p. III) :

In dese tiden, dat dit ghesciede
Waeren meest die edele liede
Soe verstorven in Brabant,
Dat men maer XV baenrotsen vont.

les familles d'alors, avec l'esprit que nous venons d'étudier, la femme devait avoir une place éminente. Les mères de famille du temps devaient être, comme le rapporte leur histoire « femmes vaillantes et de grand gouvernement. » Si elles savaient, au jour de fête, paraître en luxe et costume riche, on ne doit pas les croire plongées dans la fainéantise; elles savaient être aussi dignes et nobles ménagères. L'exemple récemment rappelé de la noble dame de Gilles Mauclerc de Hemricourt n'est pas isolé dans les annales de la noblesse nationale [1].

Cette place privilégiée de la femme dans la famille féodale chrétienne en fit la reine de la chevalerie. Le jeune homme de naissance, avant d'entrer dans la chevalerie, devait servir lui-même sous les ordres d'un chevalier. Les châteaux devinrent comme autant de séminaires de chevalerie. Les habitudes d'égard et de politesse s'y établissaient sous l'œil de la châtelaine, et le respect de ces habitudes devint un devoir nouveau du chevalier. Il devait être non-seulement chevaleureux, mais courtois. Or les premiers égards, la première courtoisie, le chevalier les devait à l'associée de son blason, à la mère de ses enfants, *à sa dame*. Saint Louis ne décidait rien sans avoir consulté la reine, « parce qu'elle était sa dame [2]. » Bientôt tout chevalier eut sa dame; et l'amour joua dans sa vie un rôle inappréciable. Ce serait nous écarter de notre sujet que d'étudier l'influence de la *dame* et de l'*amour* sur la morale chevaleresque. Toujours est-il que ce fut par là que pénétra dans l'ordre militaire l'élément de la décadence. Le XII[e] et le XIII[e] siècle furent l'époque d'éclat et de splendeur de la che-

Ende daer cume tot vyftienen
Riddren af waren, die mochten dienen.

Cf. sur notre opinion : *La bataille de Woeringen,* dans les Mémoires de la Société historique du Luxembourg, t. XVI, Introd., et surtout le remarquable mémoire de M. Benoiston de Châteauneuf *Sur la durée des familles nobles en France,* Mémoires de l'Académie des sciences morales et politiques, nouv. série, t. V, pp. 753 et suiv.

[1] J. de Hemricourt, *Miroir des nobles de Hesbaye,* passim : article cité de M. Demarteau, *Sur les femmes liégeoises.*

[2] Kervyn, op. cit., I[1], p. 190.

valerie. Les cours de Brabant et de Hainaut, les deux cours de Flandre, Bruges et Valenciennes, mais les premières surtout furent des centres brillants et glorieux dont les châteaux reproduisaient en petit les fêtes guerrières et littéraires [1]. Mais le XIV[e] signale la décadence. Le luxe, la débauche s'emparent des cours, la chevalerie dégénère. Aux fêtes chevaleresques des Henri de Brabant, succèdent les fêtes et abus des cours de Wenceslas de Luxembourg et de Louis de Male [2]. Aux dames ont succédé les maîtresses, la galanterie remplace l'ancienne courtoisie, l'ancienne humblesse des preux a fait place à un luxe insolent.

Avant de pénétrer dans cette triste période, faisons ressortir l'influence que devait donner aux maisons seigneuriales la pratique des vertus dont nous avons esquissé le tableau, et la haute position seigneuriale qu'elle devait leur créer dans le pays. Outre la législation essentiellement conservatrice qui garantissait la perpétuité de leur position foncière, leur nombreuse lignée, les multiples alliances qui en résultaient, formaient sur tout le pays un puissant réseau de seigneuries hiérarchiques. Redoutables avant toutes, même pour leurs suzerains, étaient les grandes races baroniales, les Berthout, les d'Aa, les Crainhem, les d'Assche, les Gaesbeek pour ne citer que celles du Brabant; les autres seigneuries, fortes aussi, mais se mouvant sur un moins grand théâtre, constituaient cependant des forces militaires et des autorités sociales [3]. Les arrière-vassaux et leur escorte, lances et milices féodales attachées à leur suite, leur donnaient de l'importance et de l'audace. Sous leur protection on labourait tranquille, on vivait vertueux en suivant leurs exemples, on bénéficiait de leur présence, de leur administration, de leurs dépenses mêmes. Aussi était-on ardent à leur service, fidèle à leur bannière, zélé et dévoué à la défense de leurs droits. Un mémoire de 1457 [4] donne à

[1] Kervyn, op. cit., I[1], ch. XII, *La cour de Brabant.*

[2] L. Van der Kindere, *Le siècle des Artevelde,* p. 408. — Gilliodts van Severen, *Inv. Arch. de Bruges*, sect. 1, série 1, t. III, p. 400.

[3] Wauters, *Histoire des environs de Bruxelles,* t. I, Introd., p. XLIII.

[4] Reproduit en 1609 dans l'*Estat et Évaluation du comté de Namur,* par Jean de Seur, escuier, greffier et receveur; dans Gachard, *Inv. des arch. de la Cour des comptes,* t. I, p. 300.

cet égard de curieuses particularités: « Quand anciennement, dit-il, en chascun des pays de nostredit seigneur (le duc de Bourgogne), avait ung seigneur demeurant en sa seigneurie, il tenait grand estat, faisait bonne dépense, et estait au devant de ses finances. Iceux seigneurs et princes tenayent leurs seigneuries et subjects en grande justice, estaient prochains de leurs revenus, communicquaient en personne avec leurs officiers,... applicquaient à leur domaine, despensaient en leurs hostelz les provisions de leur creu, avayent bestaux et pastures dont leur dispense estait furnie, et si estayent servis et accompagnés des nobles hommes de leurs pays; et en plusieurs aultres manières vivayent de bien grande provision et règle. » Aussi est-on tout entier à leur service, n'a-t-on qu'eux en vue dans la contrée et consacrerait-on tout

Pour sa banière
Garder et son droit heritage [1].

La cour eut pendant longtemps peu d'influence sur l'aristocratie foncière belge. Les châteaux particuliers rééditaient parfois les fêtes princières, mais les cours ne furent pas en général un foyer d'attraction pour la noblesse. Les vieux *liberi* se cantonnaient fièrement dans leur indépendance. Presque égaux en puissance à leurs

[1] Watriquet de Couvins, *Dit de l'ortie,* éd. Scheler, p. 157.

Vs 121 Haus hons qui a en son mesnage
Debonnaire et humain visage
Et à tous monstre bonne chière
Chascun li veut son avantage.
. . . .
Cil que tout, mueble et heritage
Et cors, de volente entière
Meteraient pour sa banière garder
Et son droit héritage.

Cf. J. Boendale, *Lekenspiegel,* boec I, c. XXXII.

Vs 35. Een landshere die thuus set
Doet sine ghebode en sine wet
Houden, ist lief, ist leet
Also verre als syn lant gheet.

suzerains immédiats, ils n'avaient à chercher dans leur entourage ni grand honneur ni grand éclat. Les abus qui signalent le XIV[e] siècle ne furent donc pas une plaie commune à toute notre vieille noblesse. Sans doute, il y eut dès le XIII[e], et à plus forte raison au XIV[e] siècle, des seigneurs luxueux et débauchés, dont le *cœur dur comme une pierre* devenait insensible aux misères des vilains [1]. Il y eut des *gentiz* qui oublièrent leur rôle, et se livrèrent aux excès de la débauche et de la table. Mais on peut croire qu'alors c'était là l'exception dans la noblesse foncière. Mais il s'était formé depuis longtemps une classe de gens vivant noblement dans les villes; il y avait aussi la masse toujours grossie des officiers de la cour, qui, sous le faux nom de chevalerie, en violaient toutes les lois, et en déconsidéraient l'antique grandeur. Ceux-là vivaient de luxe et de débauches. A la campagne, fermes, inébranlables demeuraient la grande noblesse territoriale, et aussi la petite noblesse foncière, vivant de dignité et de tradition, de respect et d'amour, mais souvent pauvre ou du moins peu fortunée [2]. La grandeur politique des seigneuries avait été entamée et amoindrie par l'essor prodigieux des communes, mais leur autorité sociale demeurait inébranlée.

Pendant la période bourguignonne « un courant nouveau passa sur l'aristocratie belge. » Les ducs étaient les premiers princes féodaux de l'Occident, alliés aux races royales, rivaux redoutables des plus grands rois de la chrétienté, ils avaient un prestige qui facilitait singulièrement leur politique centralisatrice; cette politique fut l'inspiratrice constante des deux branches des Valois et on peut reconnaître qu'ils n'ont négligé aucun moyen, quelle qu'en soit la moralité, pour parvenir à la couronner. Détruire l'influence sociale de la noblesse par l'action délétère de la cour fut le moyen

[1] J. de Maerlant : « So es edele herte worden steen » (*Wapene Martyn,* V, 92). H. Baudrillard, *Histoire du luxe privé et public,* a parfaitement exposé les fatals effets du luxe sur l'autorité sociale des seigneurs, liv. I, ch. III, IV et V et surtout ch. IV, § 5, t. I, p. 98.

[2] Exemples dans Tarlier et Wauters, *Belg. anc. et mod.* Arrondissement de Nivelles, t. I, p. 67. Canton de Tirlemont, p. 152, etc.

identique employé par les Valois de France et de Bourgogne [1]. « Frappés par le *feu d'en haut* et par le *feu d'en bas*, l'action des ducs et l'action des communes, les nobles commençaient à se sentir faibles [2]; ils commencèrent surtout, éblouis par le prestige de la maison de Bourgogne, à rechercher la faveur du prince et à remplacer par de vaines et faciles grandeurs, la vraie et sérieuse puissance que donne l'autorité sociale. » Avons-nous besoin d'insister sur les conséquences sociales de ces tristes changements? Le patronage rural avait disparu du jour où les nobles, fuyant leurs domaines, inauguraient le régime des intendances et de l'absentéisme [3]. Le luxe et les dépenses de la cour entamaient le patrimoine des seigneurs; ils devaient reprendre à leurs tenanciers tout le surplus qui leur était nécessaire. La dissolution des mœurs et les guerres nombreuses contribuaient encore à ébranler leur fortune [4]. Les campagnes étaient donc abandonnées aux intendants et pillées par eux. « Ilz ont, dit Commines en parlant des seigneurs [5], ilz ont des gouverneurs à qui on parle de leurs affaires, à eulx rien, et ceulx-là disposent de leurs dictz affaires. » Souvent même, paraît-il, ils donnaient cet office au plus offrant, ne contrôlaient pas leurs revenus, et laissaient par conséquent opprimer leurs tenanciers [6].

Les visées de la maison de Bourgogne étaient au pouvoir absolu. Affaiblir la noblesse en la déconsidérant et en la ruinant; diminuer

[1] De Barante, *Hist. des ducs de Bourgogne,* t. I, p. 58, éd. Bruxelles, 1839.

[2] Edm. Poullet, *Sire Louis Pinnock,* Étude de mœurs et d'histoire de la période bourguignonne, ch. V, pp. 46 et suiv.

[3] Le Play, *La réforme sociale,* 34, XVIII. — Brants, *La grande propriété et sa fonction sociale,* dans l'Association catholique, t. I, pp. 1 et 527, p. 540. Paris, 1878 : La grande propriété en Belgique.

[4] P. Fredericq, *Essai sur le rôle politique et social des ducs de Bourgogne dans les Pays-Bas,* pp. 109 et suiv. — « Prodigues à dépendre en vanités et en choses non utiles, et puis rapineux par povreté sur les subjets. » Cette parole que G. Chastellain (liv. I, ch. VIII, t. I, p. 67, éd. Kervyn) applique aux princes, est aussi vraie de toute la noblesse.

[5] *Mémoires,* lib. I, ch. X.

[6] Jules Colens, *Les rentes féodales dans la Flandre,* p. 125. Année 1876.

les privilèges des communes, tel eût été l'idéal de leur politique. Mais l'esprit et la coutume de la liberté étaient trop anciens et trop vivaces chez le peuple belge pour céder au premier choc du despotisme. Nous ne pouvons entrer dans une discussion générale sur le caractère de la politique des princes bourguignons. Nous la croyons au premier chef antinationale, corruptrice et despotique [1]. Cependant, pour nous restreindre à l'histoire de la noblesse, nous devons prévoir une objection. L'élément féodal, l'aristocratie militaire conserva dans le gouvernement une place prépondérante. Dans le gouvernement central comme dans celui des provinces, elle garde la première place, ce fait est incontestable; mais on ne modifie pas en un règne tous les usages d'un peuple. La centralisation ne fut pas immédiatement complète.

La maison de Bourgogne et après elle les Habsbourg d'Espagne, continuèrent, surtout en province, à s'appuyer sur l'autorité sociale. Ce système était d'accord avec les nécessités du temps. Le prestige du rang était encore incontesté, l'esprit aristocratique était miné sans doute, mais la tradition exigeait encore que les grands seigneurs fussent censés diriger le pays [2]. On ne violentait pas ces traditions, mais on tâchait de soumettre la noblesse en l'affaiblissant de plus en plus. L'institution de la Toison d'or est caractéristique à cette époque. C'est cet ordre désormais qui confère les hautes fonctions et l'influence politique. A quoi bon ajouter au prestige du rang celui d'un titre factice? C'est que désormais aux yeux du pouvoir, la noblesse tient de lui son autorité : elle ne tient plus sa place éminente par droit divin et social, elle est redevable au prince de tout ce qu'elle est dans le pays. La Toison d'or lui donne l'investiture princière : elle relève du prince et non plus de Dieu et de son épée.

En même temps qu'on cherchait à enrégimenter les grands, les réformes militaires supprimaient le rôle de la petite noblesse dans la vie publique. La création des *bandes d'ordonnance*, germe

[1] P. Fredericq, op. cit., ch. III, pp. 73 et suiv., s'attache à le démontrer.

[2] Edm. Poullet, *Les gouverneurs de province dans les anciens Pays-Bas catholiques,* Bull. de l'Acad. roy. de Belg., 2e série, t. XXXV, § 4.

des armées permanentes, renvoyait les seigneurs ruraux dans leurs foyers et limitaient désormais leur action [1].

On aurait tort de s'imaginer cependant, qu'à partir du XVe siècle la noblesse belge est morte. Demandons-nous donc ce qu'elle devient sous les Bourguignons et sous les Habsbourg.

La petite noblesse rurale resta généralement insensible aux attraits de la cour ducale. Sans doute on vit alors sortir de terre une foule de familles nouvelles, de simples chevaliers comblés de titres, de trésors et de puissance [2]; mais toutes les branches des anciennes familles, souvent peu fortunées, qui restèrent fidèles aux traditions nationales, se résignèrent à la position retirée et secondaire de seigneurs campagnards. Leur rôle historique s'amoindrit, leur influence politique disparaît, leur puissance publique s'évanouit, mais elles conservent intactes leur autorité sociale, la dignité de leur race, l'indépendance souvent farouche du caractère féodal [3]. Toujours on tint à honneur de se rattacher à ces races chevaleresques; longtemps même elles disputèrent la préséance aux familles les plus haut placées de l'époque [4]. Les guerres privées n'étaient pas encore éteintes dans les campagnes, il était difficile d'empêcher un gentilhomme de se venger par son épée et ses paysans, et leur turbulence causa souvent au gouvernement les plus grands embarras [5]. C'étaient là de vrais gentilshommes ruraux exploitant eux-mêmes les terres de leur domaine. Les gentilshommes du Namurois en particulier, qui conservèrent jusqu'à la fin de l'ancien régime les priviléges accordés aux terres labourées par leurs charrues seigneuriales [6], nous offrent à cet

[1] Major Henrard, *La politique de Charles le Téméraire,* rapport du baron Guillaume, Bull. de l'Acad. roy. de Belg., 2e série, t. XXXV, pp. 553 et suiv.

[2] Edm. Poullet, *Sire Louis Pinnock,* loc. cit.

[3] Baron Kervyn de Lettenhove, *Œuvres de G. Chastellain,* t. I. Notice biographique, pp. IX-X. — Wauters, *Hist. des environs de Bruxelles,* t. I. Introd. p. LXVIII.

[4] Voir un curieux exemple de ces querelles dans le comte de Villermont, *Ernest de Mansfeldt,* t. I, p. 37.

[5] Edm. Poullet, op. cit., *Sur les gouverneurs de province,* § 9.

[6] F. de Facqz, *Ancien droit belgique,* t. II, p. 246.

égard les types les plus remarquables [1], dont les autres provinces d'ailleurs n'étaient pas dépourvues [2].

Une partie de la noblesse était aussi venue habiter dans les villes. Mais elle ne perdait pas pour cela l'amour de la campagne. Elle conservait pied à la campagne, elle savait que là était le fondement de sa richesse et de son influence. Le patriciat des villes imitait d'ailleurs ici son exemple. Tous les propriétaires urbains conservaient une résidence rurale; et nous voyons surgir partout de petits châteaux, des *gentilhommières* (ridder hofsteden), résidences non féodales de la noblesse et du patriciat. Ces résidences, telles qu'il en existait depuis longtemps [3], se multiplièrent surtout au XV[e] siècle d'une manière particulière [4], et continuèrent à s'élever partout. Les nobles construisirent de plus en plus de ces résidences d'agrément (*palatia ruralia*), qui remplacèrent bientôt partout les vieilles forteresses féodales négligées et inhabitées [5],

[1] Comte de Villermont, *Les Namurois au XVI[e] siècle*, 2[e] partie : *Un gentilhomme campagnard*, pp. 3 et suiv.

En 1554, pendant la guerre de France, « les gentilshommes du païs d'entre Sambre-et-Meuse ont remontré (à l'empereur) qu'à cause de la détention de Mariebourg, leur est impossible habiter, cultiver et remettre sur leurs labeurs, n'est-il qu'il y ait garnison pour tuition et défense, » cité par Alb. de Robaulx de Soumoy, *Notice historique sur Philippeville*, Annales soc. archéol. de Namur, t. VI, p. 165.

[2] Voir l'exemple curieux d'un chevalier louant des biens à cens et « s'obligeant à habiter la dite cour avec sa famille » (1363). C. de Borman, *Cartul. de St-Servais de Maastricht*, Bull. de la Comm. roy. d'hist., 3[e] série, t. IX, p. 76.

[3] Dierickx, *Charterboekje*, p. 66, décrit le « Manage de campagne » de damoiselle de Haley en 1289.

[4] Edm. Poullet, *La juridiction et la propriété foncières au XV[e] siècle dans le quartier de Louvain*, Mém. de l'Acad. roy. de Belg., in-8°, t. XVIII, § 4. — Ch. Blommaert, *Les maisons de campagne aux environs de Gand*, Messager des sc. hist. de Gand, 1854, p. 349. « La plupart datent du XV[e] siècle, » ibid., p. 353.

[5] H. Trotz, *Jus agrarium fœderati Belgii*, t. II, p. 410. Ce sont des résidences « extra sedem suam » (le siége féodal).

Collocat hic vacuos locuples in prædia nummos
Et bene quæsitas non male perdit opes.

(Burmannus, cité, *ibid.*)

et auxquelles l'édit perpétuel étendit même les priviléges nobiliaires [1].

Outre ces résidences, les propriétaires fonciers se réservaient dans leurs fermes l'usage d'un appartement où ils pussent s'héberger lorsqu'ils la visitaient, c'est la *chambre du maître* [2] dont l'usage est réservé dans les baux; ou bien encore ils se réservent le droit de loger personnellement avec leur suite dans le domaine concédé.

Enfin la grande noblesse, la noblesse politique, celle de la cour et des fonctions conserva assez longtemps son influence grâce aux traditions et aux fonctions de gouverneur de province.

Les grands seigneurs par l'esprit du temps étaient encore *landlords.* « Dans son pays, disait-on encore du comte d'Egmont, et tous ses égaux étaient comme lui, on ne connaît d'autre roi que lui [3]. » Mais l'influence de la cour et les habitudes du luxe détruisaient peu à peu leur position. Il ne leur suffit pas d'être roi des cœurs, ils voulurent l'être par le train extérieur. « Les seigneurs des Pays-Bas, dit le cardinal de Granvelle [4], voulaient être admis pour rois tenant estats hors mesure, qui les plongea en debtes; » ils furent la proie des usuriers, « mangèrent leurs pauvres gens » de tenanciers et finirent par se ruiner totalement. On n'ignore pas l'influence qu'eut cette situation sur les désordres du XVIe siècle.

A l'entrée des luttes du XVIe siècle, la centralisation existait encore plutôt en droit qu'en fait dans nos provinces. L'influence du pouvoir central sur le plat pays était très-minime, il avait peu d'action sur les lords-lieutenants, moins encore sur les paysans, pas du tout sur la petite noblesse rurale. Il devait d'ailleurs compter avec les États. Les États furent le grand rempart de nos

[1] Anselmo, *Ad edict. perpet.*, art. 22, § 2.

[2] Edm. Poullet, Mémoire cité, *Sur la propriété,* p. 41. — Acte d'Othon de Cuyck de Mierop (1364) : Piot, *Cartulaire de St-Trond,* t. I, p. 386. — Broeckaert et De Potter, *Gesch. der Gemeenten Oost-Vlaanderen,* 1ste reeks, 2e deel, bail de 1450 de la famille Utenhove de Gand, pp. 8 et suiv. — E. de Laveleye, *Économie rurale de la Belgique,* p. 180.

[3] Cité par Poullet, Mémoire cité, *Sur les gouverneurs,* § 15.

[4] Cité par de Gerlache, *Histoire des Pays-Bas,* t. I, p. 44, éd. 1839.

libertés politiques : nous verrons bientôt leur influence bienfaisante sur la noblesse nationale.

Survint donc la crise du XVIe siècle : la guerre religieuse. Elle porta le dernier coup à la puissance politique de la noblesse. Les campagnes affaiblies et épuisées par la guerre n'étaient plus capables de soutenir, à la suite des seigneurs, une lutte contre le souverain. La petite noblesse elle-même était abattue. Le gouvernement avait la lutte facile; son action fut énergique et l'aristocratie perdit dès lors toute la réalité de son influence politique dans le gouvernement [1]. La centralisation gouvernementale s'accentuait et triomphait. La noblesse n'était plus rien dans le gouvernement, qu'allait dès lors devenir son rôle social?

Autour des gouverneurs continuait à se presser la foule des courtisans. Désormais on recherche avant tout la faveur des princes; on cherche à se créer des attaches dynastiques, à se mettre en grâce par des alliances espagnoles [2]. La faveur est dorénavant une condition absolue de tout genre d'autorité. En même temps une nombreuse suite espagnole entoure les gouverneurs et devient une camarilla puissante. Le pouvoir est désormais aux mains de l'étranger. Les seigneurs nationaux devaient choisir entre le rôle brillant mais vain de courtisans, et celui, noble, digne et sérieux de landlords, d'autorités sociales.

Deux faits décidèrent notre noblesse à pencher vers ce dernier choix : la réforme morale de la cour et l'action politique des États.

La réforme fut l'œuvre de ces bien-aimés archiducs dont la mémoire est restée bénie et populaire dans nos provinces [3]. « L'archiduc, dit un contemporain, le cardinal Bentivoglio [4] peut

[1] Edm. Poullet, Mémoire cité, *Sur les gouverneurs*, § 10.

[2] Edm. Poullet, ibid. — Mémoire du feld-maréchal comte de Mérode Westerloo, p. 51. — Les ouvrages généalogiques de Goethals, comte de Stein d'Altenstein, Poplimont, etc.

[3] Nous insistons sur cette réforme plus que sur les désordres qui la précédèrent, parce que nous la croyons à la fois moins remarquée et plus digne de l'être.

[4] Cité par Namèche, *Histoire nationale*.

servir de modèle non-seulement à tous les princes, mais encore à tout homme privé; quant à madame l'Infante, que sa religion et sa piété sont touchantes! On dirait que ses dames vivent non dans le grand monde, mais dans un cloître, tant elles sont modestes. Et pourtant on ne saurait citer une cour plus majestueuse et plus brillante dans les fêtes publiques qui rappellent parfois les beaux jours de la maison de Bourgogne. » Il faut le reconnaître, il y avait loin du caractère sévère et imposant des fêtes des archiducs, aux splendides mais libres réjouissances des cours des XIVe et XVe siècles. « Sa cour, dit un autre contemporain [1], était très-magnifique, mais elle était si régulière que sans cet apparat royal on l'aurait prise pour un monastère réformé. Comme tous les vices étaient bannis du prince, les courtisans se faisaient un devoir de s'en éloigner; aussi n'y auraient-ils pas été soufferts sur un autre pied. » Cet exemple des archiducs fut pour la noblesse une énergique prédication; en même temps d'ailleurs qu'ils faisaient respecter la vertu dans leur entourage, ils appelaient dans le pays de nouvelles corporations religieuses, et il est facile d'entrevoir que leur exemple entrait dans le calcul des princes [2]. La sévérité de la cour devait en éloigner ceux qui ne cherchaient que l'orgueil du faste et les luxueux excès de la débauche. Une cour qui n'était plus un centre de plaisirs, mais un centre d'affaires, était un faible attrait. La réforme trop peu remarquée d'Albert et d'Isabelle rompait avec cette corruption systématique de la noblesse dont nous avons vu chez leurs prédécesseurs le but et l'immorale politique. En réagissant contre ces précédents, les princes comme Louis XIII de France [3], essayaient une réforme sociale qui devait

[1] Le sire de Montpleinchamp, *Histoire de l'archiduc Albert*, éd. de Robaulx de Soumoy, dans la Collection des mém. sur l'hist. de Belg. et de la Soc. historiq. de Belg., p. 535. Bruxelles, 1870. — Cf. p. 524, le portrait de l'archiduc.

[2] N. Briavoinne, *Mémoire sur l'état des Pays-Bas depuis Albert et Isabelle jusqu'à la fin du siècle dernier*, Mém. cour. de l'Acad. roy. de Belg., in-4°, t. XIV, p. 26.

[3] Le Play, *L'organisation du travail*, p. 99; la réforme sous les premiers Bourbons.

avoir plus d'influence et de durée que celle du vertueux père de Louis XIV.

Moins distraite et moins corrompue, la noblesse songea plus à ses devoirs et à ses intérêts. Les traditions nationales étaient faites pour l'encourager et la soutenir; l'action politique exercée en commun par les trois ordres les tenait intimement unis, et établissait la solidarité dans leur vie et leurs intérêts. En même temps la pratique séculaire de la vie publique, l'intervention héréditaire dans la défense des intérêts provinciaux leur inspirait cet esprit du bien public, cet amour national qui est le plus beau caractère de la vraie aristocratie [1]. Cette noblesse, constituant le second ordre des États, où elle siégeait en la personne des seigneurs les plus qualifiés, résidait ordinairement à la campagne [2] et y formait une société élevée et bienfaisante, fière de ses ancêtres, de ses droits, et plus attachée encore à ses priviléges sociaux qu'à ses droits utiles. Ils tenaient à maintenir la dignité et le respect de leur ordre. Ils s'indignaient de voir conquérir par des gens sans mérite les honneurs du blason; nobles sans noblesse de sang ni de caractère venant « se fourrer, se glisser » parmi la vraie noblesse, et former une sorte de vaine aristocratie dépourvue d'autorité sociale. Ils réclamaient avec énergie et hauteur leurs priviléges traditionnels; et à la fin de l'ancien régime, devenus de plus en plus exclusifs, ils n'admettaient plus aux États, comme vrais gentilshommes, que ceux pouvant prouver un certain nombre de quartiers, en appuyant leur droit de naissance de l'autorité sociale que donnait la possession de fiefs, de seigneuries ou de terres de justice d'un minimum de valeur et d'étendue [3]. Il est curieux d'étudier ces dispositions d'esprit de l'aristocratie foncière de l'époque, dans « l'humble remonstrance sur le fait de noblesse à

[1] Voir sur « l'esprit du bien public » chez la noblesse, les belles pages de M. Ch. de Ribbe, *Les familles et la société en France avant la révolution*, liv. I, ch. V.

[2] Bentivoglio, *Histoire des guerres de Flandre*, p. 9, trad. Loiseau. Paris, 1770.

[3] Edm. Poullet, *Les Constitutions nationales belges de l'ancien régime*, Mém. de l'Acad. roy. de Belg., in-8°, t. XXVI, p. 142.

Messieurs de la noblesse du pays et comté du Hainaut » datant du commencement du XVII[e] siècle [1]. « L'ordre de la noblesse, y est-il dit, estant la garde et deffence de l'estat, il est nécessaire d'avoir esgard que ses franchises soient entretenues. » D'ailleurs les gentilshommes du temps se montrent dignes de leur rôle: ils comprennent leur mission, savent rester sur leurs domaines, y vivre en *prudhommes*, y dépenser leur fortune et s'y faire aimer [2]. Tel est l'exemple du prince Charles de Croy. Entré en ménage en 1605, il en fait lui-même le règlement minutieux. « Scavoir faisons, dit-il en son préambule [3], que comme souvent par faute de vouloir tenir trop grand train et mesnage trop opulent, tant en nombre de personnes que autrement, que non-seulement ceux qui le font ainsy, mais aussy leurs biens et ceulx y déclarés successeurs, viennent tellement à s'engager et à s'endebter qu'ils viennent à la parfin à se ruiner, perdre et aliéner, qui est souvent la cause de la perte totale des grandes maisons et de la mémoire d'icelles, » il se décide à donner des conseils à sa famille, et à donner l'exemple de l'ordre dans sa maison. Lui aussi s'occupait d'agriculture [4]; nous avons déjà parlé des gentilshommes du pays de Namur. Il est certain que l'habitude traditionnelle de la vie publique, entretenue par les États fut pour beaucoup dans cette heureuse situation. L'exemple de la chute des anciens États pro-

[1] Publiée dans Lacroix, *Inventaire des archives du Hainaut*, p. 220.

[2] L. de Monge, *L'ancien régime en Belgique*, REVUE GÉNÉRALE DE BRUXELLES, janvier 1877.

[3] Publié par Hagemans, *Histoire du pays de Chimay*, t. I, p. 282. — Cette série de conseils a quelque analogie avec la pratique des *livres de raison*, dont M. de Ribbe nous a révélé le contenu si vivement intéressant. Nous sommes convaincus que notre pays doit avoir des traces de ces *œuvres de tradition*. Nous en avons rencontré quelques-unes. Les papiers que nous avons trouvés se rapportent à des classes diverses de la société; nous ne pouvions les insérer ici dans le texte. L'intérêt qu'elles présentent nous engage à les ajouter à ce mémoire. Note C.

[4] Ce prince de Croy avait écrit un « abrégé touchant l'agriculture, recueilli et mis en ordre par nous Charles, syre et duc de Croy et d'Arschot, dédié à M[me] Dorothée, duchesse de C et d'A, notre femme, 1606. » Hagemans, ibid., ce sont des extraits d'Ollivier de Serres et de Charles Estiennes.

vinciaux de France, l'effet qu'eut à la fin de l'ancien régime, dans ce pays, le rétablissement des assemblées provinciales par Necker sont à cet égard aussi instructifs que concluants [1]. C'est par conséquent aussi à cette survivance de notre vie locale que nous devons en partie la supériorité de notre agriculture sur celle de la France à la veille de la Révolution [2].

En effet le rôle social de le noblesse belge se maintint dès le XVIIe siècle jusqu'à la fin de l'ancien régime. La centralisation gouvernementale s'accentua sous le gouvernement autrichien, en ce sens que la grande noblesse fut tout à fait écartée de la politique [3], tout en gardant une haute place dans les armées et une grande influence sociale. Cette influence était reconnue par le gouvernement par la collation de places administratives très-honorifiques, mais sans pouvoir sérieux [4]. L'aristocratie nationale conservait donc sa puissance dans le pays; elle en était fière. Le gouvernement de Vienne la ménagea trop peu; il devint antipathique et odieux à la noblesse belge. La cour de Bruxelles était le théâtre de luttes continuelles de préséance entre les nobles de la suite et ceux du pays; les gouverneurs, le comte de Cobenzl en particulier, traitaient la noblesse belge avec une hauteur brutale [5]. Le gouvernement ne lui ménageait pas les procédés désobligeants [6], traitait ses réclamations de prétentions vaines et incommodes [7]. Cependant si l'aristocratie politique et féodale avait

[1] L. de Lavergne, *Les Assemblées provinciales sous Louis XVI,* passim. — Madame de Staël, *Considérations sur la révolution française,* 1re partie ch. VI.

[2] A. Young, *Voyage en France,* œuvres, éd. Paris, 1801, t. XVII, pp. 63 et 251. — L. de Lavergne, *Économie rurale de la France,* 4e éd., p. 70.

[3] Edm. Poullet, Mém. cité sur les gouverneurs de provinces, p. 27.

[4] Ch. Steur, *Mémoire sur l'administration des Pays-Bas autrichiens,* Mém. de l'Acad. roy. de Belg., in-4°, t. VI, p. 50.

[5] Ch. Roger et Ch. de Ch., *Mémoires et souvenirs sur la cour de Bruxelles et sur la société belge depuis le règne de Marie Thérèse,* passim.— Cf. Gachard, *La cour de Bruxelles sous le gouvernement autrichien,* Revue de Bruxelles, 1841.

[6] Poullet, ibid.

[7] Galesloot, *Archives de la cour féodale de Brabant,* préface.

vécu, la noblesse était encore vivante et puissante; on en trouve une dernière preuve dans le peu de succès que le régime révolutionnaire eut presque partout dans nos provinces.

SECTION II. — Le clergé et les moines.

L'action directe du clergé sur l'agriculture se résume presque tout entière dans l'histoire de l'institution monastique et de ses travaux. Les moines participèrent et aidèrent puissamment à l'œuvre sociale de l'église catholique; ils accomplirent aussi dans l'ordre économique une œuvre, qui pour être accessoire n'en fut pas moins éminente. Les moines, on l'a dit souvent, ont conquis à la culture la plus grande partie de l'Occident : notre intention n'est pas d'analyser leur action en Belgique dans ses détails historiques, mais seulement de chercher à rendre compte de sa raison d'être et son système. Le travail fut pour les moines comme pour toute l'humanité, l'instrument du progrès industriel, mais qu'est-ce qui donnait à ce travail une fécondité si exceptionnelle? La vocation monastique, par essence, est l'appel à la perfection chrétienne. La réaliser est le but de la vie et des efforts [du moine. Or le travail rentre dans l'ordre de ces efforts. C'est, nous l'avons dit, une peine et un commandement. Les moines travaillaient donc, mais ils le faisaient uniquement par esprit de devoir. Leur labeur était œuvre d'expiation et de mérite, non une spéculation, une entreprise d'enrichissement. Et par le but général de sa vie, et par le texte exprès de ses règles, le moine devait donc travailler [1].

A quels travaux les moines vont-ils donc se livrer? A ceux que leur impose l'état économique et social du temps, et par conséquent à ceux qui sont les plus utiles aux contemporains et à la société. Reportons-nous aux débuts des monastères. Au sortir des

[1] E. Levasseur, *Histoire des classes ouvrières en France avant 89*, t. I, p. 129. Le travail dans les monastères. — Ch. Duvivier, *Les hospites*, § 6. — Gesta abbatum gemblacensium, apud Pertz, VIII, pp. 553 et suiv., n° 23.

invasions barbares, dans un pays tout couvert encore d'épaisses forêts, et de marais profonds, de sables et de bruyères stériles, un moine pour s'isoler devait arracher au sol sa propre nourriture, un couvent ne pouvait s'établir qu'en forçant cette nature ingrate à entretenir ses nouveaux habitants. Sans doute au temps des fondations monastiques, il y avait déjà des *villæ* prospères, des domaines productifs et bien exploités; mais une partie assez restreinte du sol national était occupée par ces exploitations. Nos ancêtres avaient naturellement choisi les situations les plus favorables, dont le terrain conviait à la culture, où les cours d'eau facilitaient la mise en valeur du sol. On a prétendu que nos pères avaient mal choisi leurs établissements; c'est là une erreur. Les villages dont nous connaissons le site ancien étaient très-bien situés au point de vue agricole. Si le contraire nous paraît aujourd'hui, c'est que nous oublions que la plupart de nos villes doivent leur origine à des cloîtres. Or ceux-ci, loin de rechercher les avantages de la situation, les approches des terres habitées, s'établissaient de préférence en des endroits inaccessibles jusque-là à toute civilisation, et qui n'étaient que le refuge des bêtes fauves [1]. Là, défrichant, asséchant, labourant sans souci du résultat matériel, mais pour accomplir leur règle et suffire à leur entretien, les moines importèrent dans ces régions barbares les procédés perfectionnés que les chefs de leur ordre leur enseignaient d'Italie. Ils y appliquaient aussi les procédés nouveaux que les obstacles naturels de tout genre introduisirent dans leur méthode agricole [2].

Nous n'avons pas sur le mode de culture des premiers établissements monastiques belges de renseignements complets ni précis. Tâchons cependant de nous rendre un compte sommaire

[1] J. Thys, *Historische verhandelingen over den staet van het Nederland*, t. I, p. 140.

[2] Schayes, *La Belgique avant et pendant la domination romaine*, t. III, pp. 162 et suiv. — Comte de Montalembert, *Les moines d'Occident*, t. VI, pp. 273 et suiv. Les moines ont probablement appliqué très-anciennement les procédés de drainage, « subterraneos aquæductus derivatus : » Gramaye, *Antiquitates Flandriæ*, p. 145, 1708.

de leur système ainsi que de l'ensemble de leur politique économique.

Leur agriculture, comme celle de toute l'époque que nous étudierons plus loin, était basée sur un système compensateur entre les diverses terres : terres arables et prairies. Mais pour arriver à cette constitution, ils devaient défricher, dessécher, faire, en un mot, un travail préparatoire long et pénible. Il fallait à une opération de cette nature le travail en grand, la main-d'œuvre énergique et persévérante, une direction commune, des frais généraux, de vastes terrains, une longue stabilité d'exploitation. Qui se sera pénétré de la difficulté que présentait la transformation des forêts et marais en terres cultivées, sera convaincu qu'elle ne pourrait être opérée que par le travail assidu d'un corps permanent. En effet les revenus d'un tel travail se font longtemps attendre; ils sont trop lents et surtout trop peu élevés, pour tenter l'entreprise des particuliers, qui cherchent avant tout à s'enrichir et à tirer rémunération de leurs labeurs; les institutions monastiques seules, exploitant d'une manière continue et sans esprit de lucre, pouvaient venir à bout d'une œuvre pour laquelle la force de la spéculation était impuissante [1].

Les seigneurs d'ailleurs comprenaient très-bien cette vérité, ou du moins la constataient dans les faits. Aussi font ils sans cesse aux monastères de grandes concessions presque gratuites de bois, de marais dont ils ne savent tirer aucun profit. Ces concessions se font généralement à titre gratuit ou sous une redevance dérisoire; mais elles constituaient encore un bénéfice net pour le seigneur en enrichissant et peuplant le pays, ou en lui servant une rente que, si minime fût-elle, il n'eût pu obtenir autrement. Les concessions portaient cependant une condition, celle de la mise en culture pour les terres vierges, et de l'extraction pour les marais: cette condition, d'ailleurs superflue, était la source du bénéfice du donateur [2].

[1] Ch. du Trieu de Terdonck, *Mémoire sur les défrichements*, Mém. de l'Acad. roy. de Belg., in-4°, t. XXI, p. 10.

[2] Van Lokeren, *Cartulaire de St-Bavon*, p. 91. On constate une multitude de concessions de *moers* (marais, terres tourbifères), à condition d'extraire la

Les forêts défrichées se transformaient en cultures, les marais desséchés, les *moers* devenaient prairies [1], et ainsi se constituait l'exploitation générale en partie double : la culture semi-pastorale de l'époque.

Si dans les exploitations communes, le pré était alors un élément indispensable de toute production, on comprend aisément qu'il en était à plus forte raison ainsi dans ces terres flamandes récemment conquises à la production. Aussi les abbayes soignèrent-elles d'une manière spéciale cette partie de leur domaine qui devait conserver la fertilité à la partie arable; elles devaient donc développer le bétail. Comment les moines s'y prenaient-ils pour recruter leur bétail, sans y mettre de capitaux trop élevés? D'abord ils en élevaient eux-mêmes et le soignaient avec une diligente attention [2]; en outre ils encourageaient leurs ouvriers à en acheter : leurs bêtes pouvaient pâturer sur le pré monacal et les profits étaient pour eux [3]; enfin les moines admettaient sur leurs terres des bêtes à engraisser : sorte de commandite agricole toute à leur avantage en ce sens qu'ils bénéficiaient du fumier; les conventions étaient d'ailleurs établies de manière à leur en assurer le profit [4].

tourbe. Voir *ibid.*, p. 94. — *Cartulaire des Dunes,* passim , et aussi de bruyères (woestynen, wastina) à défricher. — Abbé Van de Putte, *Esquisse sur la mise en culture de la Flandre occidentale,* Mém. Soc. Émulation de Bruges, 2e série, t. III.

[1] Ex palude in solidam conversa terram, Miræus, Dipl., I, 65.

[2] Thomas de Cantimpré, *Bonum universale de apibus* (1240), p. 125, raconte l'histoire curieuse du *bœuf gras* d'un monastère.

[3] Piot, *Cartulaire de St-Trond,* t. I, p. 73.

[4] La commandite de bestiaux, qui donnera naissance au contrat de cheptel, usitée depuis longtemps chez les Wisigoths, est réglée par leur loi (liv. V, tit. V, §§ 1 et 2. De animalibus in custodiam susceptis). Elle est très-répandue chez les moines du moyen-âge. Ils se chargeaient moyennant un certain prix d'engraisser le bétail des propriétaires voisins « equos ad sejornandum, vaccas et porcos ad incrassandum. » (Duvivier, *Hospites,* p. 145, n° 5.) Un acte de 1203 de l'abbaye de Terbanck y signale des « pecora locata vel nutrienda. » (*Analectes pour servir à l'hist. ecclésiast. de la Belg.,* t. VII, p. 315). Les seigneurs abusèrent même parfois de cet usage en faisant engraisser sur les terres mona-

Ces domaines et ces prés du manse monacal étaient donc d'une haute utilité agricole, et les seigneurs concédaient volontiers aux monastères les terres nécessaires au pâturage de leurs bêtes [1].

Lorsque les travaux généraux étaient terminés, les moines n'abandonnaient pas l'exploitation de la terre mise en culture: ils en gardaient la régie. Cette mesure était sage. Si trop tôt, ces terres *novales* avaient été livrées aux tenanciers, elles eussent perdu cette fertilité acquise à la sueur du front des frères. Ces terres nouvellement exploitées étaient trop jeunes pour supporter les cultures épuisantes d'un sol fait. Il fallait les ménager, leur rendre amplement ce qu'on leur enlevait par chaque récolte. Or, ces conditions, presque autant que la culture première, s'accordent mal avec le désir du gain et surtout avec le défaut de capital des paysans de l'époque. D'ailleurs,les terres fertiles elles-mêmes, nécessitaient des restitutions et une période, assez longue de l'exploitation riche et soignée des moines en rendait la productivité plus assurée et la récolte plus fructueuse. Les moines donc préparaient l'exploitation des tenanciers laïques par un long travail et enrichissement du sol.

Les terres monastiques étaient divisées en *villæ* comme tous les domaines seigneuriaux. Plusieurs d'entre elles sont, comme nous venons de le dire, soumises à l'exploitation directe des moines. C'est d'abord l'exploitation abbatiale elle-même. Les autres *villæ* en régie, dites *monickhoven*, sont dirigées par un moine avec l'aide des convers, des ouvriers de l'abbaye et aux

cales les animaux destinés à leur table (Maghe, *Chron. Bonæ Spei,* p. 278). Ces contrats garantissaient aux moines la présence de l'animal pendant le temps stipulé. S'il périssait on devait le remplacer (Duvivier, p. 146). — Tarlier et Wauters, *Belg. anc. et moderne.* Canton de Jodoigne, p. 68. — Vincent de Beauvais, *Speculum doctrinale,* lib. X, cap. CX, CXI, explique en détail ce contrat.

[1] Concession de Thierry d'Alsace à l'abbaye des Dunes (1129). « Quotcunque propriis aratris colere ad suos usus voluerunt et quantum ad pascua suarum bestiarum opus habuerint una cum illà quam modo inhabitant (*Chron. et cartul. des Dunes,* éd. Van de Putte, p. 153. Cf. p. 443.

frais de celle-ci [1]. Parfois l'abbaye louait une ferme à un de ses religieux chargé de veiller à son exploitation et à la diriger fidèlement [2]. On constate parfois dans une même ferme la succession des trois systèmes : un moine villicus, un moine fermier et enfin un fermier laïc [2]. Le système de la régie était d'ailleurs le principe monastique. Nous avons admis, disent les nouveaux statuts de l'ordre Cistercien, de vivre plutôt de l'agriculture que des revenus d'autrui [3]. On évitait donc d'aliéner les biens, et on préférait exploiter soi-même ceux qu'on possédait. Pour procéder à la location des biens, on consultait le chapitre général de l'ordre. Dans une de ces délibérations, le chapitre conseilla d'affermer les terres éloignées et les moins utiles [4], et on peut considérer cette solution comme étant la règle de ses décisions. La nécessité seule, le défaut de capitaux, par exemple, pouvait déterminer une vente; elle justifiait parfois une concession à long terme.

Cependant les moines ne gardaient pas toujours la régie de leurs domaines. Soit que tous les chapitres n'eussent pas les mêmes règles que celui des Cisterciens, soit que le nombre des moines ne permît pas l'exploitation des biens si considérables qu'ils possédaient, soit enfin que l'intérêt du monastère ait modifié parfois les appréciations des chefs de l'ordre, il arrivait que les

[1] « Moris fuit omnibus monasticis præcipuas agrorum suorum posssesiones et grangias fratrum conversorum et laicorum colere laboribus, unde et *munckhuyzen* dicta sunt. » Trotz, *Jus agrarium,* t. I, p. 33. — Cf. Tarlier et Wauters, *Belg. anc. et mod.* Arrond. de Tirlemont, p. 154.

[2] Curtis de Bochout à Dikkelvenne : Un moine villicus en 1232, un moine fermier en 1476, un fermier laïc en 1535. En concluant le second bail, l'abbé déclare livrer sa ferme à ce religieux « omme te regeerne ende te bewaerne wel endre ghetrouwelike. Broeckaert et de Potter, *Gesch. der gem. Oost-Vlaand ,* 1ste r., 2e d., p. 9.

[3] « Potius de agricultura et nutritura animalium quam de redditibus alienis vivere disposuimus. » *Statuta ordinis cartusiensis; stat. antiq.,* p. 3, cap. XXXIII, éd. Bâle, 1510.

[4] « Terras remotas et minus utiles, » *Cart. des Dunes* (1340), p. 711. Ce principe est fort clairement appliqué dans la politique économique du monastère de Marolles (1270-1370). Ghesquière, *Acta sanctorum Belgii,* Vie de St-Humbert, t. IV, pp 168 et suiv. Cf. *infrà.*

moines cédaient leurs manses à des laïcs. Quand les terres étaient suffisamment aménagées, qu'elles étaient capables de nourrir une famille, elles étaient livrées à l'exploitation des fermiers [1].

Comment donc était constituée l'exploitation monastique elle-même ?

La population monastique comprenait une triple catégorie de personnes. Les moines eux-mêmes, membres de l'ordre, les domestiques, familiares ou hagastaldi, dont nous avons parlé plus haut, et enfin les convers.

Ceux-ci étaient des personnes du monde qui se *convertissaient à Dieu* dans un couvent et se liaient à l'ordre par un lien religieux. Ils rentraient dans cette vaste catégorie semi-séculière, fondée à Vallombreuse par Saint-Jean Gualbert et par le célèbre abbé Guillaume, à Hirschau, au XI[e] siècle [2].

Les moines et leurs aides se livraient à l'intérieur de l'abbaye aux travaux les plus divers et les plus multiples. Ils pourvoyaient par eux-mêmes à toutes les consommations industrielles du monastère. Il y avait donc à côté des moines agriculteurs, une nombreuse troupe de moines artisans. Nous n'avons pas à examiner la constitution industrielle de l'abbaye, constatons seulement l'existence, en son sein, d'une vie manufacturière assez active [3].

Le plan de l'exploitation est tracé en général sur le plan italien : en rassemblant les renseignements épars dans les chroniques et les chartes, on est parvenu à reconstituer d'une manière assez complète la physionomie des bâtiments d'exploitation [4]. Au

[1] G[al] Eenens, *Mémoire sur la fertilisation des landes,* Mém. cour. de l'Acad. roy. de Belg., in-8°, t. II, p. 244.

[2] Comte de Montalembert, *Les moines d'Occident,* t. VI, p. 484. — « Liceat vobis quoque clericos et laicos liberos et absolutos a seculo fugientes *ad conversionem* recipere et eos absque ullius contradictione in vestro collegio retinere. Pape Alexandre III à l'abbaye de Liessies (1180) : Duvivier, *Rech. hist. sur le Hainaut ancien,* p. 628. — Le comte Godefroid de Namur et son épouse Ermesinde en furent. « Infirmorum conversorum professo habitu, ostentationis fastum depresserunt. » *Annal. soc. archéol. de Namur,* t. VI, p. 398.

[3] Levasseur, op. et loc. cit.

[4] Duvivier, *Hospites,* p. 148. Cf. Viollet-le-Duc, *Dictionnaire de l'architecture,* v° abbaye.

centre, se trouve le bâtiment de ferme (*curtis* ou *grangia*), soit une succursale de l'abbaye (*cella*); soit enfin l'abbaye elle-même (claustrum, domus, mansiones canonicorum sive infra claustrum, sive extra) [1]. Le corps de ferme était ordinairement bien construit, spacieux et soigneusement aménagé [2]. La porte d'entrée se trouvait en face de celle qui donnait sur la *curtis*. Là se trouvaient les autres installations nécessaires ou ordinaires, granges, brasserie, pressoir.

En dehors de l'enceinte, se groupaient les habitations des colons; on rencontrait ensuite le moulin.

A la porte extérieure de l'enceinte se trouvait l'hospice, annexé ordinairement à l'abbaye seule. Elle était tantôt comprise, tantôt pas, dans le territoire monastique proprement dit.

Passons maintenant aux terres non exploitées sous la direction des moines mêmes.

Quand ils avaient suffisamment préparé le sol, dit l'abbé Mann, ils faisaient bâtir des habitations commodes, et y établissaient des fermiers à des conditions équitables. Nous ne connaissons pas de détails spéciaux sur ces constructions; il est probable que l'installation de ces colons ressemblait à celle que nous avons décrite plus haut. Chose plus importante, c'est que le capital d'exploitation était particulièrement soigné.

Les renseignements que nous avons nous montrent de nombreux contrats de métayage et de cheptel ou la *summa sortis* est considérable [3]. Les moines usaient, vis-à-vis de leurs tenanciers, de procédés très-favorables et conformes à cette haute idée de patronage social, devoir des grands propriétaires. Le succès du

[1] Duvivier, *Hainaut ancien*, pp. 632-638.

[2] En Belgique on conserve la grange « de Ter Doest. » Reusens, *Éléments d'archéologie*. — Le cartulaire des Dunes comprend la description et les mesures de la ferme (grange) et *maison manable* de Zinthines. La construction en est faite avec un luxe sérieux. Le chêne « boin et vaillable » y domine. La maison entre deux pignons à 116 pieds sur 52. Bergeries, boveries, porcheries, colombier, etc. (*Cartulaire*, p. 768). Cette grange appartient à l'abbaye de Saint-Vaast, 1409.

[3] Voir plus loin le contrat de cheptel, et le métayage.

travail agricole tient à la sécurité de l'exploitation. Or, cette sécurité ne rentre-t-elle pas dans l'assurance qu'un propriétaire égoïste ne soustraira pas tous les bénéfices; n'est-elle pas augmentée par cette confiance qu'il saura au contraire sacrifier, s'il le faut, une partie de ses droits pour alléger la misère de ses tenanciers? La charité seule, la grande maxime « Vivre et laisser vivre » en est la plus sûre garantie [1].

Or, telle était la devise des moines; car telle est la règle chrétienne rappelée d'ailleurs par les glorieux chefs de l'Institut monastique. « Comme saint Benoît, nous dit l'illustre historien des moines [2], Cassiodore veut que les cultivateurs des terres monastiques aient part au bien-être temporel et spirituel de leurs patrons. Instruisez vos paysans aux bonnes mœurs, dit-il, et ne les grevez pas de redevances onéreuses ou nouvelles; appelez-les souvent à vos fêtes, afin qu'ils aient à rougir, s'il y a lieu, de vous appartenir et de si peu vous ressembler. » L'histoire est là pour montrer si les moines ont su joindre l'exemple au précepte. Ils ne pressuraient pas leurs tenanciers de redevances exagérées [3], leur accordant des remises aux années difficiles [4], et parfois pendant les premières années de bail, pour mettre l'exploitation en train [5]. Les abbayes faisaient prêter serment à leurs intendants de ne pas opprimer leurs colons et réprimaient les abus de ceux qui se rendaient coupables de malversations [6]. Enfin, ils faisaient des avances de graines et d'engrais [7]. Tout cela diminuait le fermage et ses charges, et par conséquent augmentait l'aisance des habitants.

Sans doute, il y a des exemples d'insurrections dans les domaines

[1] Brants, *La grande propriété,* loc. cit., p. 18.

[2] Comte de Montalembert, *Les moines d'Occident,* t. II, p. 86. Cf. p. 158.

[3] T. de Bruyn, *De l'influence des moines sur la civilisation en Belgique,* Mém. de la Soc. littér. de l'Université de Louvain, t. X, p. 202.

[4] A. Heylen, *Historische verandeling over den landbouw der Kempen,* p. 20.

[5] A. Wauters, *Histoire des environs de Bruxelles,* t. I, p. 53.

[6] Promesse solennelle de ne pas « quemquam in villa depredare » (1107), *Cartulaire de St-Bertin,* p. 5. Cf. *infrà.*

[7] Thys, *Staet der Nederland,* t. I, p. 149.

monastiques [1]; il arrive qu'en cas de lutte, les tenanciers prennent partie contre les moines; mais ce sont là des événements passagers : le peuple prend aisément parti contre ses maîtres, et un mécontentement accidentel peut occasionner des violences momentanées [2].

Ce qui prouve le mieux la conduite des moines, c'est qu'ils n'ont pas dû accorder ces chartes d'affranchissement que les seigneurs laïcs prodiguèrent au XII[e] siècle. Les moines ont su suivre fidèlement et consciencieusement les exigences du mouvement économique. Leurs colons se sentaient libres et avaient confiance en l'autorité qui les gouvernait. Nous sommes loin de prétendre cependant que l'administration monacale fut toujours irréprochable. Il y eut des moines prévaricateurs, notamment au X[e] siècle, avant la grande réforme de Grégoire VII; il y en eut même après lui, car le moine ne dépouille pas la nature humaine en revêtant le froc monastique. Il serait long d'énumérer les malheurs que causèrent aux monastères la simonie et l'intrusion. Le moine Rodulphe, abbé lui-même et plus tard réformateur de Saint-Trond, nous en a laissé pour cette abbaye, la sombre peinture, et dans l'abbé Obbert en particulier, le type de l'intrus [3]. Lobbes, à la même date, a le même sort sous Arnulphe [4]. Tous accablent les tenanciers de charges et de redevances. Les annales monastiques nous font assister aussi aux luttes des abbés contre

[1] Duvivier, *Hospites*, p. 143, n° 3.

[2] « Oppidani nostri omnes illi (hosti) favorabiles erant, ut pote semper levissimus ad talia popolus. » Rodulphus, *Gesta abbat. Trud.* apud. Pertz, X, 1119.

[3] Rodulphus, ibid., *a*° 1093, « Obbertus abbas in parentibus suis et cura domestica profluens nimis et gloriosus, plura victus et vestitus effundebat quam in fratribus et quœ interdum tolerare non poterant abbatiæ reditus, unde et ruricolas in precariis frequenter nimis aggravabat, » p. 231. Cf. *Les misères de la simonie et de l'intrusion,* ibid., pp. 281 et suiv., *a*° 1099.

[4] Vos, *Histoire de Lobbes.* Lettres des moines de Lobbes à Obbert, évêque de Liége, contre l'abbé Arnulphe († 1100). « Superabundans fertilitate temporum nihil providet in posterum, nihil nobis reservans, thesauros suos condidit marsupio pertuso; fiscatis suis solidos, fiscis fiscos superaddens et solidos , » t II, p. 434.

des intendants avides et rapaces [1]. Ces luttes sont nombreuses; mais le chroniqueur les rapporte en détail : ce sont les petits drames de la vie monastique. Le développement général de l'ordre s'oppose à leur généralisation. Les moines n'eussent pu rendre à aucun pays les services éminents et incontestés qu'on leur doit, s'ils eussent été des despotes et des exacteurs.

Ce qui est plus éloquent que tous les raisonnements, c'est en effet, le témoignage même des faits contemporains. Or, il y a une série de faits également caractéristiques: les donations multiples faites aux abbayes; les distributions qu'on fait par leur intermédiaire; les émancipations qu'on accomplit en leur offrant les serfs *à Sainteur* [2]; enfin, les villages et les bourgs qui se forment autour de leur enceinte.

On donnait aux abbayes. Pendant tout le cours du moyen-âge, les seigneurs et les particuliers firent au clergé des donations considérables de terres et de biens de toute nature. Ils avaient la conviction que ces donations pieuses étaient un acte méritoire et une réparation pour les crimes de leur vie [3]. Il en résultait que les possessions monastiques comprenaient des types d'exploitation de toute nature. Ces manses innombrables qui figurent dans les polyptiques, ne sont pas des fermes constituées par les moines, d'après le système que nous avons esquissé. Ce sont des *terres à revenus* dont les moines avaient la jouissance [4]. Ils répandaient

[1] Rodulphus, ibid., *a°* 1117, p. 289. Villicus « redituum villæ vorago et calamitas. » Le fief lui fut enlevé, sa personne et ses biens adjugés au couvent après de longs débats.

[2] Voir plus haut.

[3] Miræus, « Codex donatunum piarum » et passim dans tous les cartulaires. — Hincmar de Reims prévoyant une calomnie éditée plus tard, apostrophe énergiquement ceux qui « jam sua misericordialiter largiuntur sed se custodire a peccatis negligunt et venalem Dei justitiam æstimant, cum curant pro peccatis nummos tribuere et arbitrantur se posse inulte peccare. Qui quanti largiuntur aspiciunt, sed quanta rapiunt non pertendunt, in pertuso sacculo mercedes mittunt. » De cavendis vitiis et virtutibus exercendis, éd. Paris, 1645, *OEuvres,* t. II, p. 45.

[4] Nous croyons inexact l'aperçu de MM. Feys et Van de Casteele, *Histoire d'Oudenbourg,* t. I, p. 441, sur les causes pour lesquelles les moines n'exploitaient pas tout en régie.

sans doute sur ces possessions nouvelles les bienfaits d'une administration sage, mais ces bienfaits y étaient moins sensibles que dans les dépendances immédiates des manses monacaux.

Ces donations enrichissaient les abbayes, et cette richesse ne pouvait que s'accroître par une administration sage et éclairée, rendue bienfaisante par l'esprit qui l'inspirait. Les revenus de l'abbaye étaient répartis en trois parts; l'une destinée à la pitance des religieux, l'autre au temporel du culte, la troisième au secours des indigents. Les donations indiquaient parfois elles-mêmes leur but charitable. Les moines étaient les intermédiaires ordinaires non pas forcés, des libéralités des particuliers. La confiance qu'on avait en eux les faisait naturellement choisir comme exécuteurs de pareilles volontés [1], et leur perpétuité assurait la stabilité de la fondation.

Les biens des abbayes étaient administrés par l'abbé; mais il avait sous lui divers chefs de travaux préposés aux diverses sections du travail monastique et spécialement le prieur, intendant général des biens du couvent. Cette administration sagement réglée, faisait de l'abbaye une mine d'argent inépuisable [2], dont la richesse se répandait sur le pays environnant, tant par sa communication volontaire et charitable, que par sa communication naturelle et économique. Les richesses de l'abbaye ne faisaient d'ailleurs que s'accroître. Leurs acquisitions, à titre gratuit, ne tarissaient pas, et elles étaient la source d'augmentation constante de leurs revenus par les achats directs, la hausse naturelle de la valeur du sol, les prêts et engagères. Cette source était féconde aussi : les moines avaient la plus grande fortune de l'époque, ils étaient les banquiers et acheteurs indiqués à quiconque se trouvait dans le besoin [3]. L'administration des abbayes

[1] Testament de Goswin de Gossencourt (1346). Hujus mei testamenti seu ultime mee voluntatis eligo et constituo meos veros et legitimos exsecutores et manufideles discretas personas dom. : les moines de l'abbaye d'Heylissem» cité par Wauters, *Belg. anc. et mod.*, art. Heylissem.

[2] « Mons argenteus indeficiens, » dit de l'abbaye des Dunes, l'abbé Nicolas de Bailleul (1226-1253), *Chronique des Dunes*, p. XVIII.

[3] Voir plus bas le crédit.

ne fut cependant pas toujours très-heureuse. On les voit endettées, faire des emprunts, recourir même à des aliénations. Mais ces moments de détresse étaient vite réparés quand un administrateur intelligent reprenait la direction des affaires [1].

Les biens des fondations charitables étaient confiés dans l'abbaye à un fonctionnaire spécial. Cette administration consistuait le service de la Porte. Son chef était le portier qui dans beaucoup de couvents portait le nom plus expressif d'aumônier (*eleemosynarius*) [2]. La Porte (*porta*) n'était autre chose que le porche extérieur du monastère où se réunissaient les pauvres, et où se présentaient les voyageurs et les malades [3]. Le service de charité était, par excellence, dans l'esprit de l'institut monastique; aussi alla-t-il toujours en se perfectionnant à mesure qu'augmentaient les ressources mêmes des monastères. Dès 816, le concile d'Aix-la-Chapelle ordonnait aux couvents d'avoir près de la porte, un lieu de réception pour les arrivants et un hôtel et hopital pour voyageurs et malades [4]. L'histoire des progrès de la charité monastique, parallèlement avec ses ressources financières, est très-clairement exposé dans un remarquable mémoire du couvent de Postel, adressé en 1600 au roi d'Espagne [5]. Le monastère, dit-il, par les termes de sa fondation, doit être ouvert à tout venant, avoir un hospice de pauvres, et héberger indistinctement tous les étrangers, en les traitant d'après leur rang. D'abord on ne donnait aux pauvres qu'un pain et un pot de bière. Quand on devint plus riche, tant par les donations pieuses que par l'administration diligente des proviseurs, on parvint à

[1] Presque toutes les chroniques présentent de ces alternatives. Alors les moines se décident à vendre. Voir plus haut. *Item,* Hildegonde, abbesse de Thor, « Sciant omnes quod nos gravi onere debitorum occupati, in tantum etiam ut intolerabiles imminerent usuræ, tali urgente necessitate... » vend, etc. (1245). Gramaye. *Antiq. Bridanæ. Diplomata,* p. 33.

[2] C'est à lui qu'on adresse parfois les legs charitables, « portario de Thosan ad usum pauperum ad portam supervenientum » (1217), *Cartul. des Dunes,* p. 494.

[3] Pertz, *Porta ad quam suscipiuntur hospites,* X, p. 232.

[4] A. du Boys, *Influence sociale des conciles,* p. 104.

[5] Heylen, *Verhandelingen over de Kempen,* p. 48.

améliorer les traitements. On donna à chacun un pain d'une livre et demie, un pot de bière et un morceau de viande. Il en arrive ainsi un millier par semaine. En outre, trois fois par semaine, 300 à 400 pauvres viennent recevoir bière et pain à la porte du couvent. A Averbode, ce chiffre montait parfois jusqu'à 1,200 par jour [1].

Inutile d'insister sur les immenses avantages économiques et sociaux que présentaient ces institutions en qui se résume pendant plusieurs siècles toute l'histoire de la charité [2]. Indépendam-

[1] Ibid., p. 41.

[2] A côté de la charité monastique existait cependant la charité paroissiale. Chaque paroisse avait le devoir de secourir les indigents de sa communauté. (Thomassin, *Dict. des sc. ecclésiast.*, v° pauvres). Ce devoir était rempli par les *tables des pauvres* ou *tables du St-Esprit* (*de Tafele*). L'administration de ces bureaux de bienfaisance paroissiale partagea dans l'histoire le sort des fabriques d'église auxquels ils étaient annexés. Le clergé paroissial surveillait les opérations, et des laïcs de la paroisse, ordinairement les magistrats municipaux, faisaient partie du conseil en qualité de *momboeren* (mambours). (Wauters, *Tirlemont-ville*, p. 163. — Rapport du cardinal d'Alsace à Clément XII (1730), n° 80. *Analectes pour servir à l'Hist. ecclésiast. de Belg.*, t. XII, p. 127). Ces tables étaient enrichies par des donations pieuses et avaient leurs revenus propres gérés par un proviseur (*onder-momboer*).

Il y avait aussi de nombreuses institutions de charité privée, fondées « eleemosynis fidelium » avec l'autorisation du prince ou du seigneur. Il y en avait un très grand nombre. Charles V fit en 1531 un essai de centralisation des secours, mais il ne réussit pas complètement. Nous n'avons pas même à esquisser une histoire de la charité, mais nous espérons que la question que l'Académie a posée à ce sujet, trouvera les amateurs qu'elle mérite. Les travaux de MM. Tarlier et Wauters nous prouvent la fécondité de la charité de nos ancêtres. Le curieux tableau tracé en 1642 par un Récollet de Cambrai constitue une page intéressante de son histoire. (L'ostiel Diev ov il est traicté de l'antiquité et noblesse de l'hospitalité et des plus fameux hôpitaux des Pays-Bas, par le V. P. David Charlat. Dovay 1643). Les archives paroissiales et d'assez nombreuses monographies nous édifient d'ailleurs étrangement sur le zèle charitable des siècles passés. Le gouvernement prit des mesures générales de bienfaisance, parmi lesquelles il faut signaler avant tout l'établissement des monts-de-piété, organisé par Cobergher. (P. de Decker, *Histoire des monts-de-piété*); et une longue série de règlements, assez peu efficaces contre la mendicité. (Piot, *Le règne de Marie-Thérèse*, ch. II et III.) Voir dans Kem-

ment des bienfaits qu'elles répandirent sur les contrées qui les environnaient, les hospices qu'elles construisirent, ces hôtelleries ouvertes à tout voyageur, furent de la plus haute importance au point de vue des relations commerciales. En ces temps où les routes étaient peu sûres, les voyages longs et fatigants, les habitations encore rares, l'hôtellerie du monastère était pour le voyageur un refuge et un abri. Les couvents, asiles du marchand inquiet et fatigué, furent les protecteurs du commerce en même temps que les bienfaiteurs de l'humanité souffrante [1].

Les monastères sont un centre religieux et économique, c'est ce que nous avons cherché, et espérons-le, réussi à établir. A ce double titre ils attiraient presque continuellement une foule nombreuse. Cette affluence était assez régulière; elle augmentait considérablement la consommation locale et devait provoquer la création de groupes industriels. En même temps les solennités religieuses attiraient à des époques fixes un concours de monde encore plus considérable. Ces fêtes étaient le rendez-vous naturel de gens habitant à des distances éloignées; aussi ne tardèrent-elles pas à constituer des foires et des marchés, et devinrent ainsi la cause du développement d'un grand nombre de villages [2].

peneers, *De oude vryheid Montenaken*, t. II, p. 407, l'organisation détaillée d'une Table du St-Esprit (1767).

[1] Schérer, *Histoire du commerce*, t. I, p. 143. — Périn, *La richesse dans les sociétés chrétiennes*, t. I, p. 412, 2e éd. — A la fin du XVIIIe siècle l'hospitalité des religieux de St-Hubert était encore l'unique ressource de ceux qui allaient du Brabant à Luxembourg. Verhoeven, *Mémoire sur les constitutions de la nation belge*, Liége 1790, p. 63. — Paillart de St-Aiglan, Mémoire cité, *Sur l'influence des moines*, p. 75.

[2] Paillart, ibid. — Godefroid, comte de Louvain, *Charte de Mont St-Guibert*. « Gaudebam meo consilio unde mihi in Gemblacensi Cenobio esset ad Deum frequentior oratio, et unde vicinis non perturbatio sed animarum et corporum esset consolatium, cumque propter pacis et concordiæ unitatem multi illuc convenerunt ut ad habitandum sibi domos construerent, » apud Pertz, t. VIII, p. 554. *Gesta abbat. Gemblac.* — Item., *Chronique de St-Berlin*. Villa nostra Atras inqua Odlandus sedem statuit, eamque omni nobilitate nobilitavit; ibique utplurimum negotia tractans, ab inquirenti frequentabatur populo. Martène, *Thesaurus novus*, t. III, col. 500.

Sur les villages d'origine monastique voir pour le Brabant, Tarlier et Wau-

L'histoire industrielle et commerciale est donc intimement liée à celle des couvents; c'est à leur abri, sous leur protection que sont nées dans l'Occident les premières institutions commerciales. Les habitants venaient chercher sur leurs territoires la paix et la prospérité.

Les bienfaits des couvents et le respect qu'inspirait la vertu de leurs habitants, furent cause d'un grand nombre de priviléges dont ils furent dotés par les princes et les seigneurs, et qui, constitués par la volonté solennelle de ceux-ci, furent ensuite garantis et confirmés par la sanction pontificale. Au nombre de ces priviléges, il faut signaler comme spécialement important l'exemption des novales et de toute redevance pour les exploitations, et l'exemption de tonlieux ou droits de passage, pour les hommes et marchandises en destination ou de la provenance du monastère[1]. Les biens et les priviléges monastiques étaient inviolables. L'Église fulminait l'anathème contre ceux qui y touchaient, et l'excommunication était en ces siècles de foi, une arme plus puissante que le fer.

Cependant les princes séculiers ne respectèrent pas toujours les droits des couvents; et surtout leurs agents se permirent vis-à-vis d'eux de fréquents abus. Le renouvellement continuel des confirmations pontificales prouve assez qu'il fallait rappeler souvent les droits religieux et la sanction qui les protégeait.

Le droit qui servait le plus fréquemment de prétexte aux exigences laïques, était *le droit de gîte.* Ce droit obligeait l'abbé à héberger le seigneur et sa suite tant en hommes qu'en animaux, et fut souvent l'objet des protestations énergiques des couvents[2]. Certains monastères étaient aussi, par droit de fondation restés soumis à des redevances spéciales, devaient aux seigneurs des droits ou des corvées, et les agents fiscaux se permettaient parfois

ters, *Belg. anc. et moderne ;* le Hainaut : Duvivier, *Rech. histor. sur le Hainaut ancien;* le Luxembourg : Prat, *Histoire d'Arlon*, t. II; la Flandre : Warnkönig, *Histoire de Flandre,* trad. Gheldolf, t. II, p. 335; la Flandre française : Taillar, Mémoire cité, *Sur les villages,* p. 379.

[1] Voir plus loin les charges foncières et le commerce.

[2] Van Lokeren, *St-Bavon,* p. 97.

de charger les gens d'église sans scrupule [1]. Enfin les princes eux-mêmes allaient parfois jusqu'à faire des sortes d'emprunts forcés aux abbayes de leur territoire [2]. Mais ce fut surtout à partir de la centralisation du pouvoir que leur position fut battue en brèche par le gouvernement, et cela notamment par la fameuse législation des biens de main-morte [3]. Les formalités et défenses d'acquisition souvent rééditées et toujours éludées n'enpêchèrent pas cependant les abbayes de continuer jusqu'à la fin de l'ancien régime leur œuvre charitable et humanitaire. Sans doute, à la fin de l'ancien régime, les monastères n'avaient plus le monopole de l'instruction populaire ni de la bienfaisance publique, mais ils répandaient encore le bien être autour d'eux, et leur suppression fut en beaucoup de régions une cause de ruine et de misère.

CHAPITRE III.

Le régime foncier.

Je ne me propose pas de transformer ce chapitre en un traité complet de droit féodal. Ce serait méconnaître et le but de ce travail et les règles les plus élémentaires de la proportionnalité des matières. Après plusieurs mémoires remarquables qui ont analysé

[1] Voir la charte de Jean III de Brabant de 1336 et celle de 1338 sur les redevances de corvées lui dues par les abbayes, dans A. Pinchart, *Inv. arch. de la Cour des comptes*, t. IV, p. 192, et l'ordonnance d'Aubert de Bavière de 1395 sur les corvées abusives imposées aux gens d'église, dans Faider, *Coutumes générales de Hainaut*, t. I, p. 65. « Ils sont, dit-il, domaigiés et molestés de corvées. »

[2] Wauters, *Histoire de Jean Ier, duc de Brabant*, MÉM. DE L'ACAD. DE BRUX., n-8°, t. XIII. — Cf. Broeckaert et de Potter, *Drongen*, 1ste reeks, 2de deel, p. 103, ne 1.

[3] Britz, *Mémoire sur l'ancien droit belgique*, p. 505. — P. Claessens, *Les biens ecclésiastiques dans l'ancienne Belgique*, REVUE CATHOL. DE LOUVAIN. Juillet, 1880.

les principes juridiques du moyen-âge, nous pouvons nous borner ici à faire apercevoir les points qui ont exercé sur le mouvement économique et social l'action la plus considérable. Cette étude nous révélera dans l'ordre foncier, un progrès parallèle à celui que nous avons suivi dans le développement de la liberté personnelle des classes rurales. Le principe de la ruralité au moyen-âge est essentiellement restrictif. La propriété et le travail sont soumis à une foule de limitations. Le régime féodal basé sur la propriété foncière, est un régime exclusif de toute liberté de la propriété; dénombrements, inaliénabilités, retraits, système successoral sont autant de règles sévères et prohibitives. L'homme de fief est lié de mille entraves que nous sommes portés à juger tracassières. Le vilain dans les amodiations rurales, n'est pas beaucoup mieux partagé. Le bourgeois seul aura la libre disposition de ses biens; mais ces biens sont *urbains* ou censés tels.

Que fait donc au régime qui gouverne les biens leur qualité urbaine ou rustique? Cette distinction est capitale, car elle nous donne le secret de la différence entre le régime du code Napoléon et celui du droit ancien. Pendant tout le moyen-âge la propriété urbaine et rustique, confondues aujourd'hui sous une législation uniforme, furent l'objet de règles diverses, même opposées. Cette distinction est éminemment logique. Les exigences de la législation rurale sont en effet toutes différentes de celle de la législation urbaine. La fortune rurale a besoin de stabilité, d'unité, d'uniformité; la fortune industrielle doit être libre, mobile, circulante, divisible. De ce caractère si opposé doit naître un régime différent. Cette différence, la loi du moyen-âge la consacrait [1].

Ces réflexions nous expliquent le caractère général du droit ancien. Le principe foncier du haut moyen-âge était complétement restrictif. La raison toute simple en est que la *domanialité* prédominait alors d'une manière absolue et exclusive. Depuis l'invasion des Barbares, les campagnes l'avaient emporté sur les villes; et le régime bénéficiaire auquel succéda la féodalité avait fondé la hiérarchie publique sur l'ordre rural. Toute la législation qui

[1] Bouthors, *Études sur les origines et le principe de la ruralité*, REVUE HISTORIQUE DE DROIT FRANÇAIS ET ÉTRANGER, t. I, pp. 389 et suiv., 1855.

sortit de cette situation fut donc dirigée en vue de la conservation, de la sauvegarde, du développement de la puissance foncière. Il n'y avait vie, richesse, puissance que dans tout l'ordre rural; il devient donc la base et le but de tout l'ordre public et civil.

Quand est née l'industrie, quand la fortune urbaine, commerciale s'est fait jour, on a vu se former une législation nouvelle, issue des besoins de la situation et des relations. Ainsi est né le droit statutaire ou coutumier qui fait sa part naturelle aux exigences de l'industrie [1].

Les bourgeois eurent donc la libre disposition de leurs biens; mais s'ils acquerraient un fief, cette propriété essentiellement rurale, ils devaient pour cette part de leur patrimoine se soumettre à la législation féodale. Le fief alors, nous le verrons, n'est plus qu'une propriété ordinaire, mais soumise à un régime spécial : celui des biens rustiques.

Ces quelques aperçus, que nous tâcherons de justifier à chaque page du présent chapitre, démontrent que le régime foncier au moyen-âge, comme celui des droits personnels est la résultante logique et naturelle des circonstance où il était en vigueur.

Est-ce à dire que nous blâmons l'œuvre d'unification des deux droits, ou plutôt la suppression du droit féodal ou rustique par le législateur de 1804?

Nous admettons volontiers que les contraintes qui pesaient sur le régime foncier devaient disparaître, et que la liberté de la personne devait se communiquer à la terre, à partir du jour où l'homme devenait capable et digne d'en disposer. La liberté de la propriété est la caractéristique d'une civilisation développée. La législation nouvelle a donc fait œuvre régulière en débarrassant le sol des charges et des restrictions juridiques qui le grevaient. Mais en vertu même de ce principe de liberté, nous eussions voulu que le Code civil en eût compris autrement les conséquences, organisé différemment l'application. En effet, la liberté de la propriété ne détruit pas la distinction du droit rural et du droit bourgeois. Pour être capables l'un et l'autre de gérer leurs

[1] Ceci explique pourquoi dans cet essai sur l'histoire des classes rurales nous n'avons pas à traiter *ex professo* de la législation statutaire.

biens, l'industriel et le propriétaire foncier sont-ils forcés d'avoir les mêmes intérêts? Nous ne le croyons pas. La loi pouvait supprimer les différences des deux droits; elle pouvait ne plus interpréter par voie d'autorité les intérêts de chaque patrimoine; mais ces différences elle devait les laisser renaître sous le régime de la liberté. Au lieu d'organiser comme autrefois le partage forcé des fortunes industrielles ou bourgeoises et la conservation forcée des patrimoines fonciers; au lieu d'imposer comme elle l'a fait, par mesure générale le partage de tous les biens de quelque nature qu'ils soient, elle eût du, pour bien faire, laisser au père de famille désormais capable de comprendre ses intérêts, le soin et la liberté de les interpréter à son gré. Le régime actuel est pour la propriété rurale aussi despotique que l'ancien peut le paraître; il est en outre destructif de sa constitution et contraire à ses intérêts les plus évidents. En présence de l'importance de la fortune commerciale, méconnue cependant ailleurs, on a imposé son régime à la fortune agricole. C'est cela que nous trouvons condamnable. L'ancien droit garantissait légalement à chaque patrimoine le respect de ce qu'il croyait être ses intérêts. Nous voudrions que le droit moderne laisse au moins à l'agriculture la liberté de sauvegarder les siens.

SECTION I. — La propriété féodale [1].

Le contrat de fief ou inféodation comprenait deux actes distincts : la foi et hommage et l'investiture. Par le premier le vassal promet de remplir les obligations inhérentes au fief; par le second, il en acquiert la possession. L'essence de ces obligations,

[1] Sur l'ensemble du système, il faut recourir naturellement aux feudistes contemporains de chaque période et aux textes existants des lois féodales. Nous croyons inutile d'y renvoyer pour chaque trait. Nous nous bornerons aux renvois caractéristiques.

Pour le droit spécial de nos provinces, voir parmi les modernes : Warnkönig, *Flandrische Staats u Rechts. gesch.*, t. III. — Galesloot, *Inventaire des archives de la cour féodale de Brabant.* — La Ferrière, *Histoire du droit français*, liv. VII, ch. V, sect. 1 et (*Coutumes de la Flandre et du Hainaut*), t. VI, init. — Taillar, *Recueil d'actes en langue romane.* Introd. sur le droit public et privé de la Flandre au XIII[e] siècle. — Britz. de Ghewiet, de Facqz, op. cit.

la féauté ou fidélité, est la base de toute la hiérarchie féodale. Cette fidélité comprenait certaines obligations. Il fallait, pour garantir l'ordre général, veiller à ce que leur service pût toujours s'accomplir. Cette nécessité créa pour les fiefs une législation toute particulière. Cette législation résultait du caractère même des services féodaux. Les principaux étaient les services d'*ost* et de *cour*. Il fallait donc que le feudataire fut toujours capable d'accomplir ces deux services. Il devait donc être mâle et majeur. Mais il ne suffisait pas que le feudataire pût accomplir en personne le devoir féodal. Il fallait que son service fût proportionnel à l'étendue de son fief. Le suzerain conservait toujours un droit sur son domaine concédé et on ne pouvait l'*abréger* indûment. De ce principe résulta la législation foncière du fief et notamment la règle de l'indivisibilité qui la domine toute entière.

Il y a donc ici un double principe à combiner : celui de la capacité et celui de l'indivisibilité. Ces deux principes sont corrélatifs; ils s'appliquent surtout en matière de transmission du fief. En cette matière le principe féodal exigeait que le fief passât tout entier aux mains d'une personne capable d'en faire le service. La première conséquence de ce principe était celui de la *masculinité*. Le fief appartient au mâle, seul capable du service [1]. Mais cette règle, si elle fut jamais absolue, ne se maintint pas longtemps dans sa rigueur. Une compensation, la garde noble ou maimbournie, garantit au suzerain la conservation de ses droits dans les pays du Midi [2].

Mais si les femmes étaient parfois admises au droit féodal, le mâle conservait toujours sur elle le droit de préférence.

Les mâles n'avaient pas encore droit égal au fief. Le principe d'indivisibilité venait limiter leurs droits et créer le droit d'aînesse; celui-ci est d'origine toute féodale [3].

[1] Le fils hérite des fiefs « om dat hy es mans persoon » dit l'ancien texte du droit brabançon, Galesloot, loc. cit., p. 30.

[2] La garde noble est inconnue en Brabant. Dans les coutumes féodales du Nord, les femmes furent dès l'abord capables à défaut de fils, La Ferrière, loc. cit.

[3] La raison en est très-bien expliquée dans Van Leeuwen, *Censura foren-*

Il y avait là toute une série de restrictions réglant le sort des biens dans la famille qui les possédait. Une autre série de dispositions prévenait la sortie des biens de la famille. Le fief en principe était inaliénable. Cette loi était sauvegardée par les règles du retrait féodal. Il importait en effet de conserver dans une famille l'influence sociale, sur laquelle reposait alors tout le régime politique.

Tel était le régime de la féodalité primitive et absolue. Mais ces règles se modifièrent avec le caractère même du fief. Le contrat d'inféodation, qui d'abord était un lien personnel établi entre les contractants, s'étendit bientôt ; la foi et hommage d'essentielle qu'elle était devint accessoire. Elle constitua une sorte de formalité [1]. Le principal fut l'investiture ou la cession d'un droit réel. L'inféodation devint donc une espèce de contrat réel, le fief devint un genre de propriété.

Quelle fut la cause qui opéra ce changement et quelles en furent les conséquences?

La cause principale fut l'acquisition des terres par les roturiers. Nous avons signalé au moment des Croisades, l'espèce de liquidation foncière qui se produisit. Dans ce mouvement foncier, les roturiers acquirent des terres féodales. Or les roturiers étaient incapables des services féodaux. Ils devaient donc stipuler des redevances à la place du service militaire. Ce fait modifia complétement le caractère du fief. Il introduisit notamment le principe du rachat du service militaire inconnu avant lui. Le fief de contrat personnel, gratuit, honorifique, politique, prenait le caractère de contrat réel, pécuniaire, civil. Ainsi commençait la révolution qui transforma la féodalité en une institution purement civile : la concession du domaine utile à certaines conditions déterminées [2].

sis, liv. II, ch. XX, n° 3. — Cf. C. du Royer, *Histoire du droit de disposer par testament,* p. 139. Paris, 1870.

[1] Cette formalité demeura cependant la caractéristique du fief. V. *infrà.*

[2] E. Garsonnet, *Histoire des locations perpétuelles,* pp. 372 et suiv., explique très-bien cette transformation dans les divers pays féodaux. — Voir aussi sur l'histoire économique du régime féodal et de ses transformations, le remarquable aperçu de Don F. de Cardênas, *Ensayo sobre la historia de la proprietad territoriale en Espâna,* lib. I, cap. 7, t. I, p. 69. Madrid, 1873.

La conséquence immédiate de cette tranformation fut de modifier les services féodaux eux-mêmes. L'ancienne féaulté ne comportait, si j'ose ainsi parler, que des services immatériels. Désormais les profits du fief prennent naissance. Les fiefs non militaires doivent des services pécuniaires [1].

Il en résulte ainsi que le fief est désormais une chose qui est dans le patrimoine du feudataire. Mais s'il peut en disposer il ne le peut qu'à certaines conditions; le dernier état du droit belge exige encore certaines formalités pour l'aliénation et la transmission des fiefs, devant certaines cours, mais en général ils étaient de libre disposition sauf des droits pécuniaires.

Le fief continua donc à se distinguer de tout autre contrat par l'obligation de foi et hommage et par la législation spéciale qui en régissait les fonds. Cette législation ne fut pas maintenue sans quelque peine. Les juridictions urbaines étendaient assez naturellement le cercle de leurs pouvoirs. Aussi prenait-on l'habitude de trafiquer des fiefs devant les cours échevinales. Cette innovation, si elle avait pu s'invétérer, eût bientôt supprimé entre les biens roturiers et féodaux toute différence apparente. La juridiction des cours féodales se fut éteinte par désuétude si les princes n'eussent veillé au respect de la législation féodale [2].

Les acquisitions de biens féodaux par des roturiers se multiplièrent de plus en plus avec le développement de la fortune industrielle. Le patriciat urbain acquerrait les terres qui échappaient aux anciennes familles. Celles-ci avaient vu diminuer le produit de leurs rentes par la baisse des prix de toutes choses, elles avaient dû se résoudre à des aliénations et c'étaient les bourgeois qui s'enrichissaient de leurs dépouilles et cherchaient à constituer une aristocratie financière.

Cette transformation que nous venons de signaler n'a certaine-

[1] Ainsi naquirent les *profits de fief*. Malécot et Blin, *Précis de droit féodal*, pp. 196 et 209.

[2] Voir ces tentatives dans Wauters, *Histoire de Bruxelles*, t. I, p. 154. — Jean III résista à ce mouvement, mais il fallut pour le vaincre l'intervention énergique de Philippe le Bon (ordonnance Philippine de 1446) et de Charles V (édit de 1523). Galesloot, loc. cit., p. XXXIII.

ment rien eu de subit. Longtemps il a subsisté côte à côte une féodalité militaire et une féodalité civile. Il serait difficile de préciser le moment où la première a été vaincue. Sous Jean III, les fiefs militaires sont les plus rares; le fief, il est facile de le constater, a tout à fait dégénéré; il est détourné de sa signification première [1]. Au XIV[e] siècle, les livres féodaux du pays de Waes expriment ouvertement le droit de rachat du service militaire [2]. Mais il y a eu pendant longtemps un enchevêtrement et une sorte de confusion des deux principes qui se combattaient. Il est curieux de constater cette lutte d'idées juridiques à propos d'une question assez intéressante de capacité féodale. Fallait-il être gentilhomme pour acquérir un fief? Après ce que nous avons dit jusqu'ici il semble que poser la question soit la résoudre. Il n'en est rien. La joyeuse entrée de Brabant proclamait encore le droit exclusif des chevaliers à l'acquisition des terres nobles [3]. N'y a-t-il pas là une flagrante contradiction? Sans croire que le texte soit toujours resté sans application [4], ne pourrait-on pas conjecturer qu'il ne s'appliqua qu'aux fiefs seigneuriaux et militaires? La distinction des deux espèces de fiefs n'a jamais été consacrée par des lois; elle était inconnue au haut moyen-âge, elle l'était redevenue à la fin de l'ancien régime; mais il y eut un moment où elle fut vivante dans les faits; dès lors on aurait tort de la méconnaître [5].

[1] Galesloot, ibid., et *Le livre des feudataires de Jean III.*

[2] Peut-on interpréter autrement l'obligation d'un feudataire à un cheval de c Skillinge? Chevalier de Schoutète de Tervarent, *Le livre des feudataires du pays de Waes,* p. 2 et passim (1383). — Cf. Britz, *Ancien droit belgique,* p. 585.

[3] Edm. Poullet, *Mémoire sur la Joyeuse Entrée de Brabant,* p. 202.

[4] Comme le pense Wauters, *Histoire du règne de Jean I*[er], p. 267.

On a interprété dans le sens d'un privilége de capacité féodale, un usage de la ville de Gand qui défendait aux bourgeois d'acquérir des biens extra promœria, sauf s'ils étaient nobles (Heuterus, *Rer. burg..* — Trotz, *Jus agrarium,* t. I, p. 50). Jean-sans-Peur, au dire du chroniqueur leva cette interdiction. J. de Meyere nous explique cet usage : il avait pour but d'éviter la multiplicité des *paleburger,* bourgeois non résidents. Les nobles seuls pouvaient être dotés de la bourgeoisie dans ces conditions (*Annales Flandriæ,* ad. a. 1202).

[5] Nous avons exposé plus haut, livre I, p. 35, la naissance et la longue per-

Quelles furent les conséquences de la transformation du principe féodal? La principale fut la consécration de l'aliénabilité des fiefs. C'est elle qui a eu les résultats sociaux les plus considérables. En effet ce fut le signal de la décadence des anciennes maisons seigneuriales, et cela à divers titres. La propriété foncière avait été jusque-là la source exclusive de la supériorité sociale. Le chef héréditaire d'un domaine était de plein droit le chef de la contrée. Cette domination n'était pas seulement juridique, elle était réelle et morale. Grâce aux droits seigneuriaux, à la tradition, à l'esprit public, cette autorité était incontestée. Mais l'essor de la fortune industrielle devait ébranler cette position privilégiée. Il créait à côté des seigneuries foncières, la seigneurie communale et en son sein des familles opulentes constituant une force nouvelle : la ploutocratie. L'avénement de cette puissance devait modifier toute la constitution de la société. D'abord elle devait diminuer la position financière de la noblesse : celle-ci avait pour revenus les cens fonciers des tenanciers; or comme nous le verrons, ces concessions étaient héréditaires et leur taux était fixe. La multiplication de la puissance productive, l'augmentation et la dépréciation du numéraire diminuaient de plus en plus la valeur de ces rentes anciennes soit en nature, soit en espèces. Dans cette situation la noblesse n'avait qu'un petit nombre de partis à prendre. Elle pouvait, comme elle le fit souvent, vivre pauvre à la campagne, ou bien chercher à lutter avec les familles industrielles. Celles qui prirent ce dernier parti désertèrent la campagne et vinrent habiter la ville, soit pour y vivre noblement, soit pour se livrer à l'industrie [1]. Chacune de ces deux alternatives devait faire bientôt circuler les fiefs dans les familles roturières. Pour vivre noblement, il fallait avoir des revenus élevés, surtout pour rivaliser de train avec le patriciat urbain; cette nécessité occasionnait les aliénations foncières [2]. Or tout bien aliéné tombait en roture. Le

sistance des bénéfices ou fiefs ruraux ou non militaires. En fait, au point de vue économique, ils revenaient à la censive; en droit, ils subissaient la loi féodale. Cette coexistence si bien expliquée par Waitz (voir plus haut) explique bien des phénomènes du droit féodal.

[1] J. te Winkel, *Maerlants werken*, p. 231.

[2] Wauters, *Histoire de Jean Ier*, pp. 267 et 361.

patriciat comprenait instinctivement qu'une puissance économique et sociale sérieuse ne s'établit que par la possession du sol. Aussi était-il très-avide de terres, très-empressé à les acquérir [1]. Mais cette transmission se faisait plus souvent par voie indirecte. Les nobles à court d'argent engageaient leurs domaines pour une somme déterminée à des banquiers juifs ou autres, avec obligation de remboursement à date fixe et parfois clause pénale de commise au premier protêt. Or un bien engagé était presque toujours un bien exécuté. Les banquiers alors, en vertu de leur contrat, relevaient le fief engagé et celui-ci passait bientôt de leurs mains à celles de quelque bourgeois opulent [2].

Les alliances avaient fait aussi passer certains fiefs en mains patriciennes [3]. Les familles nobles de la ville, surtout celles qui se livraient à l'industrie, s'étaient fondues avec la haute bourgeoisie; les alliances fréquentes avaient uni ces familles, dont la fusion constitua ce qui porte le vrai nom de patriciat urbain, le corps des lignages.

Cet ensemble de circonstances devait ébranler l'importance du droit féodal. Le bien roturier et le fief figuraient côte à côte dans une même patrimoine.

Ce premier résultat devait entraîner des modifications dans le régime juridique des biens féodaux.

L'inaliénabilité avait disparu, l'indivisibilité devait être bientôt compromise. L'indivisibilité avait un bouble but : garantir au suzerain la prestation des services féodaux, et maintenir la grandeur de la famille en assurant son unité. Ce principe avait donné naissance à la théorie du *miroir de fief*. Au décès d'un feudataire, les fils se partageaient sa succession, mais l'un d'entre eux, ordinairement l'aîné, représentait le fief entier vis-à-vis du suzerain; la portion échue à l'aîné se transformait en fief dominant vis-à-vis de celles de ses puînés. Cette théorie avait pour conséquence

[1] Wauters, *Histoire des environs de Bruxelles*, t. I, p. 16. « Oppidani illas (heriditates) etiam valde préciose emere consueverant. »

[2] Voir plus bas, *Crédit foncier*.

[3] Accord de 1396 relatif aux propriétés des bourgeois de Bruges. Gilliodts-van Severen, *Inv. Arch. de Bruges*, 1re sect., 1re série, t. III, p. 415.

un privilége dans le chef de l'aîné, privilége non plus seulement seigneurial, mais réel et foncier. C'était un préciput. La valeur de ce préciput, plutôt recognitif de supériorité hiérarchique et sociale, que collatif de droits réels sérieux, fut toujours assez minime, et finit par devenir insignifiante. Ce qu'il y avait d'essentiel dans la législation successorale c'était la reconnaissance officielle de l'aîné comme chef de la famille. En cette qualité il avait donc droit aux titres et droits seigneuriaux, et au manoir féodal signe matériel du titre politique. Le droit féodal ne consacrait donc pas l'indivisibilité patrimoniale du fief; mais son indivisibilité seigneuriale. A l'exemple de l'ordonnance de 1209 en France, la théorie du miroir de fief disparut dans nos provinces; et les puînés relevèrent directement du suzerain. C'était une première et triste brèche au régime féodal. Le principe de l'ordonnance de 1209 en supprimant le lien hiérarchique entre les frères, enlevait l'unité de la famille féodale et la disloquait au profit du pouvoir central. Ces divisions furent la cause de la multiplication des seigneuries; les fiefs sont souvent très petits; le partage entre les descendants si nombreux des familles belges en est la cause évidente.

Si l'autorité féodale de l'aîné succombait, son privilége honorifique subsista. Dans tout le régime féodal des successions, l'aîné conserve, avec les droits seigneuriaux, la maison paternelle; il est reconnu le chef de la famille. La part avantageuse qu'il reçoit est bien minime dans le dernier état du droit; ici c'est le vol du chapon, là c'est le château avec son enceinte. Mais la famille conserve en lui son chef avoué et reconnu.

A la fin de l'ancien régime, ou plutôt pendant tout l'ancien régime proprement dit, la vraie nature du fief a disparu [1]. C'est une propriété soumise, eu égard à son importance et à celle de ses posseseurs, à des règles spéciales. Mais ces règles sont devenues de plus en plus larges; la libre disposition des fiefs est proclamée presque partout [2]; la part avantageuse est réduite à une propor-

[1] G. de Ghewiet, t. I, p. 203.

[2] Coutumes de Brabant, de Luxembourg, etc., celle de Flandre conserve des restrictions. Britz, Galesloot, loc. cit. — Cf. *Messager des sc. histor. de Belgique*, pp. 24, 44 et 55. 1852.

tion infime. Le fief n'est plus qu'un domaine dont la législation garde encore quelques traces plus apparentes que réelles de son ancien caractère conservateur et restrictif.

L'alleu noble avait suivi les vicissitudes de l'histoire des fiefs, comme il en partageait la législation. D'ailleurs il était rare; et les vrais *liberi,* fiers de leur noblesse exempte de toute servitude, se paraient avec orgueil de ce titre envié et honoré [1]. L'alleu roturier, au contraire, suivait le régime bourgeois. Cette espèce d'alleu a en Belgique une grande importance dans l'histoire de la propriété foncière; car presque toutes nos coutumes étaient allodiales, appliquant le principe : Nul seigneur sans titre. Le Hainaut seul était pays de droit féodal [2], aussi constatons-nous une infinité d'alleux dans les transactions que nous révèlent les chartes.

On aurait tort de confondre la propriété féodale avec la grande propriété. Ces deux termes ne sont nullement corrélatifs. Le régime que nous avons esquissé prouve assez que l'étendue des fiefs pouvait être réduite indéfiniment du moment que la motte féodale était respectée. La dimension de la propriété féodale n'est donc pas garantie. La preuve de fait en existe d'ailleurs dans les livres de fiefs qui nous sont conservés. Les fiefs dont il est fait hommage descendent parfois à la limite de la toute petite propriété [3]. La terre féodale suit le mouvement général de la propriété; son étendue diffère de province à province, de seigneurie à seigneurie.

Mais qu'est-ce donc dans le dernier état du droit qui distingue le fief de toute autre location perpétuelle? Le fief est un domaine utile, dont la jouissance est grevée de certaines charges, c'est même à la fin de l'ancien régime une sorte de propriété; mais ce n'est

[1] Wauters, *Libertés communales*, p. 206; *Environs de Bruxelles,* t. I, p. 7.

[2] Britz, loc. c., p. 591. — Sur les alleux, Raepsaet, *Analyse,* liv. III, ch. XV.

[3] Voir *infrà* et *le livre des feudataires de Jean III,* éd. Galesloot; *le livre des fiefs du pays de Waes,* éd. chev. de Schoutète de Tervarent; *le livre des fiefs de Jean d'Arkel* (Looz), éd. chev. C. de Borman; *les fiefs du comté de Namur,* éd. Bormans et Borgnet; *le Leenboek d'Anvers* aux Archives communales de cette ville. Il y avait là un grand nombre de *feoda ruralia* ou bénéfices non militaires, dont nous avons parlé plus haut.

pas une propriété libre, et le titre de sa servitude, pour employer le mot d'un jurisconsulte belge [1], c'est la foi et hommage. Là reste toujours la différence essentielle de son type juridique.

SECTION II. — Les amodiations rurales [2].

Les amodiations sont les modes divers de concession par lesquels un propriétaire permet à un exploitant de détenir une partie du sol. L'histoire des amodiations rurales, nous l'avons déjà dit, est intimement liée à celle des progrès économiques. Au commencement du moyen-âge, l'amodiation proprement dite était inconnue. Il n'y avait pas de contrats, mais des concessions libres dont l'usage seul garantissait la possession; c'étaient les tenures. Le manse occupé par un serf pouvait lui être retiré. Le strict droit le permettait. Mais en fait, l'usage constant avait garanti à chacun la perpétuité de sa tenure [3]. Dans ces temps, l'intérêt commun des propriétaires et des tenanciers était la stabilité de l'exploitation. Un seul contrat était connu : c'était la précarie [4]. La précarie était un acte par lequel une personne offrait ses biens à une autre, à charge de les reprendre d'elle à titre précaire. C'était une espèce de contrat de rente viagère. Le stipulant en effet abandonnait son bien, quitte à en jouir tranquillement sa vie

[1] Anselmo, *Tribonianus belg.* v° feodum.

[2] Sur l'ensemble de la théorie économique des contrats, au point de vue historique, voir Dareste, *Histoire des classes agricoles*, p. 248. — H. Doniol, *Hist. des classes rurales*, pp. 167 à 207 et 249.—L. Delisle, *Hist. de la classe agricole en Normandie*, ch. II. — Turgot, *Réflexions sur la formation et la distribution de la richesse*; § 19, *Œuvres*, t. I, pp. 16 et suiv. — Cte de Gasparin, *Le métayage*, ch. XIII, p. 81. — L. Garsonnet, *Hist des locations perpétuelles*, passim. — Roscher, *Nationalökonomick des Ackerbaues*, ch. V, p. 183, etc., etc.

[3] Guérard, *Prolégomènes au polyptique d'Irminon*, t. I, p. 248.

[4] Guérard, *ibid.*, t. I, pp. 567 et suiv.—La Ferrière, *Hist. du droit français*, t. IV, p. 430. Voir le texte de deux prestaries belges, l'une dans Warnkönig, *Hist. de Flandre*, trad. G., t. II, p. 324, émanée d'Eginard; l'autre dans le *Cartulaire de la commune de Fosses*, éd. Borgnet, p. 2.

durant [1]. La précarie, contemporaine des bénéfices, avait le même principe qu'eux. Les petits propriétaires incapables de se maintenir libres et tranquilles au milieu des troubles de l'époque, préféraient renoncer à leur indépendance pour obtenir la protection d'un plus fort. C'était là une mesure intermédiaire entre le bénéfice et le contrat de servage. Cette recommandation semble s'être surtout faite à l'église. Souvent celle-ci ajoutait de son propre bien; elle avait tout intérêt à favoriser un contrat qui augmentait gratuitement ses possessions. Le précariste était soumis à des obligations ordinairement minimes; mais la sanction de ces services est très-sévère : la commise immédiate.

La précarie ne tarda pas à pénétrer dans l'ordre laïc. Les propriétaires se trouvant trop riches en terres, et ne pouvant les exploiter, prirent le parti de les concéder contre des redevances déterminées. Cette concession spontanée ne pouvait s'appeler précarie : on l'appela censive ou terre censile, de la redevance, *census*, qui la grevait. Ces charges étaient minimes, comme le rapport même du sol, mais la sanction sévère de la précarie s'y retrouvait. Une différence cependant les distinguait, c'est qu'en principe celle-ci était viagère. Mais elle ne tarda pas sans doute comme toutes les tenures à devenir perpétuelle. La précarie et la terre censile se confondirent donc et donnèrent naissance à la censive du moyen-âge [2].

La censive est la concession faite par un seigneur, du domaine utile d'une terre, à charge d'une redevance [3]. Le bail à cens avait

[1] Cette spéculation se retrouve souvent dans l'histoire; mais plus tard on reprit les biens à cens ou à ferme. Exemple : concession de terre au chapitre de la collégiale de S[t]-Paul-Liége à condition de fermage (lantsage) au donateur et à ses hoirs (1373 et 1393.) *Cartul. de la collégiale*, pp. 525 et 533. — Donation Ghistelles (1269) de quelqu'un « een miet vri lant, eghin lant ende quite lant te senen vrien eghendome... ende (les donateurs) zyn worden ervelike chensers van desen vorseiden lande; » *La Flandre*, p. 369, 1878.

[2] Garsonnet, op. cit., pp. 251 et suiv.

[3] Sur l'accensement voir les sources générales. — Pothier, *Traité des cens*, et les autres jurisconsultes anciens. — Gilliodts-van Severen, *Inventaire des chartes de la ville de Bruges*. Introd. p. 338. — Brants, *La censive féodale*, Revue catholique de Louvain, t. I, p. 41, 1879. — *Tractatus de reditibus*

le même caractère. Ces deux contrats sont-ils identiques? Censive et bail à cens sont essentiellement la concession perpétuelle du domaine utile d'un bien; l'accensement est basé sur la distinction féodale du domaine direct et du domaine utile. La structure de la société féodale excluait l'idée de l'aliénation complète de la propriété. Directe et justice étant intimement unies, on avait naturellement réservé la directe dans tout contrat foncier. Cette directe devait être reconnue par un signe extérieur. Ce signe était le *census*, la redevance qu'elle qu'en soit la nature. Le cens était essentiellement récognitif de la directe seigneuriale ou domaniale.

Quelle était dans ce contrat la situation respective des deux parties?

Le censitaire ou preneur à cens était maître de la terre concédée. Il en avait la propriété complète, libre et héréditaire. Il pouvait donc disposer du fonds, l'exploiter à sa guise, le transformer; il avait en un mot la totalité du domaine utile sans que le droiturier pût intervenir dans son exercice.

Les textes sont très-expressifs dans la concession de ces terres et accentuent le caractère indépendant du titre censal.

Cependant ce n'était pas là une pleine propriété, et la directe devait être reconnue. Elle l'était par le service du cens, et par certains droits accessoires de relief et mutation [1].

annuis, anonyme, manuscrit de 1623, Biblioth. nationale, MS. n° 15362.

A côté de la censive se maintient, presque confondu avec elle le fief rural, dont nous avons signalé l'existence et le caractère.

[1] Acte transformant une *possessio* en *census perpetuus* (1225), *Cart. des Dunes,* p. 519.

Caractère : Jean II (1293) confirme la cession de « bona quæ miles in hæreditatem justam sub annuo censu tenens erat, » *Analectes pour servir,* etc., t. V, p. 367. — Hæreditas sub censu (1180), *ibid.,* IX, p. 45. — Acte de 1251 « Terram *a nobis* jure hæreditario *tenebunt* et nobis *exinde* persolvunt nomine census, *Cart. Parc. les Dames,* fol. 53. — Acte de Rasse de Gavre (1291) « conferimus hœvas in veram et puram hæreditatem sub annuo censu perpetuo tenendas et possidendas, *nihil* juris retenentes præter annuum *census et dominium* altæ justitiæ si resplendeat de eisdem. » Gramaye, *Antiq. bredanæ. dipl.,* p. 44. — Acte de 1251 « Terra censualis quam hæriditatem vocant. » Wauters, *Environs de Bruxelles,* t. I, p. XLVI, etc.

La redevance censière ne constituait pas dans l'idée du concédant un prix de location; d'ordinaire elle était trop minime pour cela [1]. Cependant, il arrivait que le but en fut différent et qu'à la redevance récognitive vint s'ajouter une sous-rente ayant un vrai caractère de fermage.

Nous nous sommes demandé tout à l'heure si censive et bail à cens étaient termes identiques. L'essence des deux contrats est la même, mais leur nature diffère. La censive est d'ordre seigneurial et féodal; le bail à cens d'ordre domanial et privé. L'importance de cette distinction gît dans le caractère de la redevance. La censive, appelée fief censuel ou fief roturier, participe à toute la législation féodale. Retenu noblement par le seigneur, le titre censuel suit le titre féodal; il est comme lui indivisible et imprescriptible [2]. Les titres des cens seigneuriaux passent a l'aîné comme ceux des fiefs, et sont impartageables. Cette théorie à naturellement sa réaction sur la tenure elle-même. Le titre ne peut être partagé; il en résulte que l'unité du cens subsiste malgré le partage des terres. Souvent même les terres ne se partageaient pas; et c'est à cause de cela que se formèrent en France les nombreuses communautés de famille qui y jouèrent un si grand rôle au moyen-âge [3]. Ces communautés sont inconnues dans nos provinces. Et en effet le partage des biens censaux était admis par le droit belge sans autorisation seigneuriale.

[1] Acte de 1220 « contulit sub annuo censu terram hæriditarie possidendam, quia verro terra majoris est precii quam census prenominatus, tam ipse quam posteri nobis ad homagium tenentur adstricti, » *Cart. de Bergues-St-Winoc*, t. I, p. 207. Ce texte signale fort bien la différence de la censive avec le fermage et le bail à rente.

[2] Ce caractère reconnu par tous les jurisconsultes (voir les sources générales), a été rappelé encore à la fin de l'ancien régime par ordonnance du 5 octobre 1756, publiée le 17 mars 1780, *Liste chronolog. des ordonn., etc., des Pays-Bas autrichiens*, II[1], p. 82, II[2], p. 47. — Acte de 1171, une terre de l'abbaye des Dunes payera annuellement *jure censuali* un cens au cellerier de Bergues, « et sic utraque ecclesia indissolubili caritatis vinculo connexa gaudebit. » *Cart. de Bergues-St-Winoc*, p. 134.

[3] Dareste et Doniol, op. cit. — Troplong, *Préface au contrat de société*. — E. de Laveleye, *Les formes primitives de la propriété*.

Le cens seigneurial, par sa nature même était exclusif. Une même terre ne pouvait relever à titre censuel de deux seigneurs différents; le censitaire lui même ne pouvait concéder un arrière-cens car, tenant le bien à titre roturier il était incapable d'un droit seigneurial.

L'accensement domanial au contraire échappait à la loi féodale. A quoi attribuer la différence de ces deux contrats ? Pourquoi ici la directe est-elle seigneuriale, là simplement privée? Une observation historique nous expliquera ce phénomène. La censive prédomine dans les pays de droit féodal; le bail à cens dans les pays de franc-aleu [1]. En Belgique notamment nous trouvons la censive très-répandue en Hainaut, pays féodal, sous le nom de mainferme [2]. C'est donc à la maxime fondamentale du droit régional qu'il faut se rapporter pour expliquer la prédominance d'un des deux contrats. Ici nulle terre et partant nul censitaire sans seigneur. Là nul seigneur sans titre, prédominance du droit privé, allodial et roturier. Pour être seigneurial il devait être stipulé et prouvé tel [3].

Le cens imposé à un individu comme reconnaissance d'une directe spéciale sur tel fonds, ou imposé à tout un village en aveu de seigneurie pour des biens communaux, ne différait pas de caractère. Faite à une personne ou à une *universitas*, la concession était la même; la redevance fixe que devait chaque habitant d'un village et celle que doit un particulier *à chef de cens* sont identiques. Seulement la redevance concédée par charte à un village est toujours seigneuriale. La similitude de ces concessions prouve leur commune origine, et l'empire des circonstances analogues qui les ont fait naître [4].

[1] E. Garsonnet, op cit., p. 406.

[2] E. de Facqz, *Ancien droit belgique*, t. II, p. 74. — Britz, op. cit., p. 591.

[3] Pothier, *Traité des cens*, chap. prél, sect. 1, art. 1, § 3 le dit expressément — Wynants confirme cette opinion. W. sur Legrand, pp. 127 et 197. — Cf. Britz, p. 1923.

[4] La Ferrière, *Histoire du droit français*, t. IV, p. 439. — Exemple : concession des religieux de Corbie aux Communitates villarum de Moll (1382), *Anal. pour servir*, etc., t. V, p. 57. — Voir la curieuse concession de polders

Les seigneurs qui voulaient faire exploiter leurs terres, les donnaient à cens; mais il ne leur convenait pas toujours d'émanciper du coup leur homme et d'en faire un libre tenancier. Ils devaient aussi songer à se réserver le revenu de leur terre. Aussi leur concession prenait-elle souvent la forme d'une location, c'est-à-dire qu'au cens récognitif de la directe se joignait un surcens représentant le prix du revenu de la terre [1]. Ce surcens parfois distinct du chef-cens était souvent confondu avec lui et en suivait le sort. C'était notamment le cas de la tenure en champart. Le surcens comportait donc ou une redevance en espèces, ce qui était rare, ou souvent des revenus en nature, ou enfin une part fixe des revenus du sol.

Qu'est-ce qui déterminait à cet égard le choix du concédant?

Les redevances en espèces étaient les plus rares, à cause du défaut de numéraire. Le métal circulait peu, et il était peu nécessaire, car les transactions étaient rares, et les échanges directs encore fréquents. Les redevances en nature étaient donc imposées par les circonstances, d'autant plus qu'elles étaient destinées à la consommation directe du seigneur, de sa famille et de ses gens. Ce genre de redevance pouvait s'imposer à tous les fonds; car tout censitaire pouvait se procurer aisément les oies, chapons et gelines dont il était grevé, et même les muids de blé, prix fréquent des concessions foncières. Mais quand une terre était déjà livrée à la culture, le propriétaire voulait s'en assurer un revenu plus fixe et plus sûr. Il voulait bénéficier du produit de ce sol dont il connais-

faite par la dame d'Hoboken aux habitants de cette commune (1260). Kuyl, *Hoboken*, p. 230. — Toutes les concessions de chartes ou fixation de redevances sont des actes du même genre faits par mesure générale. Charte d'Oisy (1216). Taillar, *Recueil d'actes en langue romane*, p. 53.

[1] Le cens une fois concédé ne pouvait plus être majoré (E. Boutaric, *Louis IX et Alphonse de Poitiers*, p. 281. Cf. p. 229). Le surcens devait donc être stipulé de prime abord. Mais les censitaires pouvaient céder leur cense à ferme ou à rente (pas en arrière-cense); et imposer de ce chef un surcens. Ces transactions expliquent l'origine des doubles cens et leur caractère différent.— Cf. Gilliodts-van Severen, op. cit., p. 361. — Acte de 1347 imposant « une sous-rente deseure la souvraine rente et sans le souvriène rente de rien ameinrir. » *Cartulaire de l'abbaye de Groeninghe à Courtrai*, éd. Van de Putte, p. 48.

sait déjà la valeur et la fertilité. S'il donnait volontiers à cens les novales et les terres vagues, il se résignait plus difficilement à abdiquer ses droits sur une récolte assurée et peut-être luxuriante. Or quel meilleur moyen avait-il que de se réserver toujours une part fixe de cette récolte annuelle? Il ne concevait pas encore d'autre moyen *de placer sa terre à intérêt* (census seu redditus), que d'en abdiquer le domaine utile; il inventa donc le champart qui lui donnait le plus de garanties [1]. Dans la législation de ce contrat on aperçoit bien les préoccupations du propriétaire. Il a soigné ses intérêts. Le champart est infiniment plus sévère et plus restrictif que la censive; en effet, et ce point déjà est important, la tenure en champart obligeait à cultiver. Le possesseur ne pouvait, sans le consentement du seigneur, modifier la destination du sol, ni, par exemple, transformer une terre à blé en bois ou en pâturage. Si le tenancier négligeait la culture, la coutume de Hainaut permettait même au seigneur de faire cultiver lui-même la terre concédée de manière à prendre sa part des fruits. Cette part variait d'ailleurs beaucoup. Elle était tantôt de moitié, tantôt de la troisième (terres tierchales), de la quarte, de la septième gerbe [2]. Sans oser ériger notre opinion en certitude, nous serions assez porté à croire que le champart fut le mode de concession presque unique des terres exploitées. L'accensement proprement dit n'eût été alors que le résultat d'une recommandation, un acte d'émancipation individuelle, ou la concession d'un fonds encore inculte. Le champart, en effet, semble comporter la contribution du seigneur à l'exploitation. Or cette sorte d'association était indispensable en un temps ou les capitaux étaient encore trop peu répandus pour permettre à un tenancier une exploitation autonome et lucrative [3].

[1] Sur le champart, voir les Anciens, et Britz, p. 625. — Raepsaet, *Analyse*, liv. IV, ch. IV. — E. de Facqz, t. II, p. 135.

[2] *Livre des feudataires du pays de Waes*, passim, éd. chev. de Schoutète de Tervarent. — Léop. Devillers, *Cartulaire des cens et rentes dus au comte de Hainaut*, t. I, p. 166; t. II, p. 165. — Schoonbroodt, *Inv. des chartes de St-Martin de Liége*, n° 483.

[3] Raepsaet, ibid., n° 249. Acte de l'abbaye de Marchiennes (1089), « coloni ad medietatem per omnes sationes faciant et excolant. »

Les accensements, quelle qu'en soit la forme ou la redevance, constituaient de véritables concessions. Elles étaient à certains égards unilatérales : le concessionnaire n'était pas obligé de rester sur le fonds; il pouvait toujours se débarrasser de toutes ses obligations en abandonnant le fonds, en déguerpissant.

De bonne heure le contrat vint modifier cette situation. C'est dans le contrat d'hostise qu'il apparaît d'abord. Le contrat d'hostire a son origine dans les grands contrats de défrichement du XIe siècle. Ceux-ci, nous l'avons vu, obligeaient les *hospites* à se fixer sur une terre, à la défricher, sauf à payer certaines redevances et à jouir de certains avantages déterminés [1]. Or, ce contrat conclu d'abord avec des groupes d'hommes, ne tarda pas à s'appliquer aussi à des tenanciers particuliers. Il devint alors le vrai contrat d'hostise ou d'établissement. Ce contrat obligeait le concessionnaire à se fixer sur la terre, à la cultiver et à y construire une habitation. Ce système était un véritable progrès, car il garantissait la persévérance du travail et la stabilité de l'exploitation. En même temps, il accordait déjà par les obligations qu'il comportait, une certaine indépendance au preneur. Celui-ci ne pouvait abandonner l'exploitation [2], mais il y avait déjà sa propriété et une certaine direction. Ce contrat d'établissement survécut à toutes les modifications ultérieures des locations. Au XVe siècle il était très-fréquent, et les agronomes du XVIIIe nous parlent de l'empressement du paysan à obtenir ces sortes de baux. L'habitation elle-même constituait d'ailleurs pour le propriétaire une garantie sérieuse de ses droits [3]. Le contrat d'hos-

[1] Voir plus haut. Ch. Duvivier, *Les hospites,* loc cit.

[2] Ils étaient obligés de rester cultiver le sol; aussi, bien que libres, les vendait-on avec lui. L. Delisle, *Les classes agricoles en Normandie,* ch. I. — Cf. *Cartulaire de Bergues-St-Winoc* (1208 à 1218), p. 199. — Ch. Duvivier *Le Hainaut ancien* (1180), p. 632. « Hospites cum terra. »

[3] Warnkönig, *Flandr. St. et R. Gesch.*, B^d III, abth. 2, p. 42 ; *a*° 1168-1207 « abbati St Petri (Gand) licebit necquiquam terræ conferre hominibus ut eam excolant aut ibidem mansionem faciant. — Piot, *Cartulaire de St-Trond,* t. I, p. 253; *a*° 1250 « Mansionarii (de Henri évêque de Liége) qui in cultura seu arabili terra ipsius edificarunt, vel ad edificandum aliquam partem dicte culture receperunt. » — J. de Smet, *Cartulaire de l'abbaye de Cambron,* Monum·

tise lui-même d'ailleurs revêtait les diverses formes de redevances que nous avons signalées.

Le contrat était né. On était sous le régime des obligations bilatérales.

Leur avantage était trop évident pour ne pas leur donner aussitôt la supériorité sur les concessions anciennes.

L'accensement devient de plus en plus rare, et fait place au bail où à l'arrentement.

L'arrentement est une aliénation véritable de propriété. Le progrès des villes avait acclimaté l'idée d'une transmission complète de la propriété. Le droit de superficie, sorte d'accensement bourgeois, s'était bientôt transformé en un véritable transport de domaine [1]. Mais la diffusion de la propriété rencontrait dans les campagnes un obstacle sérieux dans le manque de capitaux. Le paysan ne pouvait prélever sur son bien le prix d'acquisition de la terre. Cela n'était possible qu'aux bourgeois qui achetaient à tout prix les riches terres de la banlieue *circum-urbaine*. Il fallait donc recourir à un autre expédient; ce fut d'échelonner le payement du prix de vente. Le prix fut stipulé sous forme de rente perpétuelle ou viagère. Les rentes étaient privées ou seigneuriales d'après leur titre constitutif. Par leur essence elles étaient un droit réel, que le concédant se réservait sur le fond, et consistant en une prestation périodique. Le bail à rente qui serait inutile aujourd'hui que les capitaux se sont répandus, et que la propriété est divisée, fut éminemment utile dans les siècles passés, car elle joignait aux avantages de la petite propriété, ceux du crédit foncier. Le grand obstacle, en effet, qui

POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE NAMUR, LUXEMBOURG, etc., t. II, p. 168; *a*° 1295 Cession d'un journal de terre à bail et « si doit Jehans faire maison sur la terre suffisant pour contrepan devant deux ans à venir. » — E. Poullet, *Sire Louis Pinnock*, ch. I, p. 3 pour le XV[e] siècle. — Le marquis de Chasteler, *Lettre relative aux grandes fermes,* MÉM. ACAD. DE BRUXELLES, t. VI, p. 236, 1873 pour le XVIII[e] siècle.

[1] L. Van der Kindere, *Le siècle des Artevelde,* p. 219. — Britz, pp. 1022 et suiv. — Schoonbroodt, *Inv. des chartes de S[t]-Màrtin de Liége,* n° 225. — Pothier, *Le bail à rente.* — Gilliodts-van Severen, op. et loc. cit.

empêche très-souvent l'acquisition du sol par le paysan, c'est que ses ressources ne lui permettent pas de dépenser à la fois le capital d'achat et le capital d'exploitation. Le bail à rente prévenait cet inconvénient en échelonnant les payements qui devenaient moins lourds par leur division. Ce contrat, dans les circonstances économiques actuelles serait contraire aux intérêts du propriétaire, et ne peut plus servir qu'aux grandes spéculations foncières. Mais alors que le bail à ferme était encore peu connu, et que les placements de capitaux étaient encore difficiles, il constituait une ressource précieuse pour le propriétaire et l'acquéreur.

Le bail à rente, remarquons-le encore, était alors la seule forme licite de crédit agricole à des propriétaires. Les prêts ne pouvaient se faire que de propriétaire à tenancier; pour en faire à un tiers, il fallait recourir au contrat de rente [1].

Ces utilités du contrat de bail à rente en avaient multiplié l'application; quand les circonstances qui l'avaient fait naître eurent diminué; que les capitaux furent devenus plus nombreux, le bail à ferme plus usité, les placements financiers plus faciles, on se vit dans la nécessité de limiter ses effets. Les rentes avaient été pour la plupart créées à perpétuité. Or les rentes foncières étaient irrachetables, c'est-à-dire que le débit-rentier ne pouvait se débarrasser du service de la rente en payant le capital. Ceci résultait de la nature même de l'arrentement. Il constituait au profit du crédit-rentier un droit réel sur le fonds aliéné. Ce droit passait avec le fonds de main en main. Ce droit devait avoir pour conséquence normale de diminuer la valeur foncière de l'héritage, car c'était là une dette qui en grevait le revenu. Or quand les transactions s'étaient multipliées, chaque vendeur avait pris pour habitude de se réserver une rente sur le fonds. Les terres et toutes les propriétés se trouvaient ainsi grevées de rentes non rachetables, qui dépassaient parfois leur revenu. L'arrentement avait fait son temps et son abus devenait un mal. Les terres étaient à ruine et abandonnées de leurs propriétaires qui ne pouvaient en payer le service. Il fallut déclarer les rentes

[1] Voir plus loin le Crédit foncier.

rachetables. Ce que fit Charles V par l'ordonnance de 1528 qui fixa le taux de rachat au denier 30 [1].

L'époque moderne, avons-nous déjà dit, se distingue par la place éminente qu'y occupe le contrat. C'est, en effet, le contrat rural qui commence à prédominer dans le régime des amodiations, à partir du XIII[e] siècle en Belgique.

Le régime du contrat, tel qu'il se présente à nous dans cette phase de notre histoire économique, a pour base l'équilibre d'obligations bilatérales [2]. Le paysan est arrivé au degré d'initiative et de fortune suffisant pour être entrepreneur. Mais il y a loin encore des premiers contrats au régime moderne des amodiations rurales. Le premier pas dans la voie de la liberté d'exploitation fut le régime du *pacte*. Le tenancier n'est plus seulement un mansionnaire travaillant sous la surveillance du villicus, mais un entrepreneur rural ayant dans une certaine mesure la direction de ses travaux, et la responsabilité de ses obligations. Le contrat ainsi fait, sur la base de la réciprocité, était généralement très long. L'usage consacrait l'hérédité des tenures; aussi beaucoup de contrats ruraux furent-ils perpétuels et héréditaires [3]; mais à mesure que le mouvement économique et agricole se développait, sans enfreindre l'usage, on commença à se réserver le droit de résiliation. Le contrat rural devenait, de plus en plus, un contrat personnel, une entreprise industrielle. Sa durée fut donc limitée en ce sens que l'hérédité d'usage était exclue. En

[1] Il y avait exception pour les rentes féodales et celles constituées en faveur du service divin et des pauvres. Van Lokeren, *Cartulaire de S[t]-Bavon*, p. 166.

[2] Warnkönig, *Fland. St. u. R. Gesch.*, b[d] III, abth. 2, p. 23, *a*° 1266 « acceperunt terras *quas debent* excolere, et debent habere... *Tenentur dicti,* etc., obligations fixes. Les tenures commencent à se concéder *ad pactum;* nomine firmæ, vel pacti, vel trecensus. – Piot, *Cart. de S[t]-Trond,* t. I, p. 306; *a*° 1262. « Concedimus sub hac lege et conditione. » — *Cart. de Cambron,* t. II, p. 101, *a*° 1180. — On voit qu'il y en a des exemples antérieurs au XIII[e] siècle. Cela ne nuit en rien à la succession logique des contrats. Aucune de ces évolutions ne s'est faite brusquement et les formes diverses ont toujours longtemps coexisté. Le dernier acte cité est probablement une emphytéose. Cf. *infrà.*

[3] Bail de Jean de Cuyck (1364), « ad firmam seu accensam perpetuam » Piot, *Cart. de S[t]-Trond,* t. I, p. 378.

fait sans doute, les cultures restèrent perpétuelles; mais cette hérédité n'était plus qu'une tolérance reconnue comme telle par les deux parties [1].

Ce progrès dans le régime des amodiations se manifesta d'abord dans les propriétés ecclésiastiques qui furent toujours, nous l'avons dit, à la tête du perfectionnement agricole. Mais il est déjà très-avancé à la fin du XIII[e] siècle, même dans les domaines seigneuriaux.

Les contrats agraires comprennent de multiples variétés, leurs stipulations peuvent varier indéfiniment, et elles suivent dans leur histoire le progrès de la capacité et du capital des classes rurales.

Nous ne nous permettrons pas de faire ici à propos d'histoire, la comparaison intéressante d'ailleurs, du métayage et du bail à ferme. Mais nous devons constater la place qu'occupe dans notre ancienne économie chacun de ces contrats et la raison du rôle qu'ils y ont joué.

Au début du régime contractuel, le paysan n'avait pas encore amassé assez d'épargnes pour entreprendre une culture productive et sérieuse avec ses seules ressources; il fallait l'association du propriétaire; celui-ci devait fournir une partie notable du capital, non-seulement du capital d'installation, mais même du capital circulant. Propriétaire et tenancier coopèrent donc à l'œuvre de la production.

Le sol et le capital sont encore dans les mêmes mains; le capital passera de plus en plus, aux mains de l'entrepreneur par les bénéfices successifs de son entreprise et ses persévérantes épargnes. Or, si propriétaire et tenancier contribuent à la formation du capital, ils doivent partager proportionnellement les bénéfices de l'exploitation. De là naît le métayage. Ce contrat qui partage les fruits en nature proportionnellement aux contributions,

[1] Au lieu de concéder « ad pactum annuum hereditario jure, » on concède « ad pactum annuum ad 3, 6, etc. annos. » *Cart. de St-Trond,* t. I, p. 260. « Terræ ad certum tempus censitori traditœ. » *Cart de Cambron,* t. II, p 238, *a*° 1331. Manse mutabilis, Kempeneer, *Oude vryheid Montenaken,* t. II, p. 401.

est à la fois, dans cet état économique, le plus juste et le plus sûr. Le plus juste, cela est clair; le plus sûr, car en assurant au propriétaire un droit immédiat sur les fruits, il lui assure la seule garantie de payement qu'il puisse trouver chez un tenancier pauvre.

Ces raisons expliquent la longue existence du métayage, sa présence dans l'histoire agricole de tous les pays, et enfin l'application de son principe dans toutes les formes de concessions foncières, sous les noms divers de terrage, champart et métayage ou colonat partiaire. Il en fut en Belgique comme partout ailleurs. Du XII[e] au XV[e] siècle, les métayers sont très-nombreux dans tous les documents. Les baux ad partem, à moiturie, te helfwinninghe, te halven grane, se trouvent en masse dans les titres de cens et rentes des abbayes et des seigneurs [1].

D'ailleurs le métayage et le fermage ont longtemps coexisté. Il serait difficile de préciser la date de l'origine de ce dernier contrat [2]. Sa réapparition est sans doute ancienne, mais il ne se répan-

[1] Le métayage semble avoir été moins rare en Belgique qu'on ne l'avait cru. E. de Laveleye, *Économie rurale de la Belgique,* p. 274. « Cultura hereditaria, ita quod nos medietatem seminis ejusdem terræ providere tenemur, dictus vero B residuam, fructuum vero media pars in nostros usus, et media cedit in usus illius (1200), *Cart. de l'abbaye de la Cambre.* — Wauters, *Belgique anc. et moderne* (canton de Tirlemont), *Willebringen,* pp. 83 et 177. — En 1220 l'abbaye de S[t]-Bavon possédait un nombre considérable de métayers. Van Lokeren, *Cart de S[t]-Bavon,* p. 93. — Bail à métairie de la dame de Perwez : « Segetes vel bladus equalibus portionibus inter nos et eos dividetur (1260), *Messager sciences histor. de Belg.,* p. 107, 1872.—Item, bail à colonage de la curtis de Longuesaulx dans Duvivier, *Les hospites,* annexe II. — Dans la Campine le métayage fut très-longtemps la forme des baux « Colonus N, habebit culturam Ter Locht ad medietatem crescentium » (1587). J. Heylen, *Verhandelingen over de landbouw in de Kempen,* p. 12. — Ce contrat est fondé sur le même principe que le champart. Léop. Delisle, *Les classes agricoles en Normandie,* p. 50.

[2] Ducange signale le plus ancien en 1080. — Nous en trouvons un pour la Belgique en 1095 « possessio cum servis et ancillis, farmario et camba... » *Analectes pour servir,* etc , t IV, p. 396. Mais nous avouons être un peu incrédule à son égard, ce « cum farmario et camba » est étrange : si nous avions pu voir le texte original peut-être aurions-nous lu « furnario. »

dit pas aussitôt; on voit même pendant longtemps exister une sorte de contrat intermédiaire entre le métayage et le fermage; c'est le contrat de cheptel. Dans ce contrat, l'entrepreneur agricole exploite à ses frais [1]; il fournit le capital circulant, mais la totalité ou une grande partie du capital d'exploitation ne lui appartiennent pas; meubles, bestiaux, instruments lui sont cédés avec le fonds. Il doit les reproduire intacts à la sortie du bail. Cette avance porte le nom de *summa sortis*, car il y a dans ce contrat en même temps qu'un avantage, une *alea* pour le fermier [2].

En même temps, la redevance contractuelle conserve encore parfois la forme proportionnelle du métayage. Ceci est une mesure de garantie. Dans le contrat de cheptel, les garanties du bailleur sont presque nulles; il se réservait donc son droit de prélèvement sur la récolte du locataire [3].

Le métayage proprement dit ne disparut pas cependant; on ne le trouve pas régi par les coutumes, mais sa persistance encore de nos jours, prouve assez que son application n'a pas été interrompue. Aujourd'hui encore on en trouve des traces, bien que de plus en plus rares, dans la région des Flandres [4].

Le métayage n'est pas seulement une forme primitive de contrat agraire, il exige encore une surveillance à peu près constante du propriétaire sur l'exploitation. Cette surveillance utile au point de vue des rapports de bienveillance et de patronage de seigneur

[1] Cette différence est bien marquée dans le texte suivant (1210) : « Inter ipsos (l'abbaye de Waulsort et son tenancier), ita amicabiliter fuit compositum quod dictus C et ejus successores terras illas *propriis sumptibus omnino excolent* et de fructibus earumdem terciam partem reddent ecclesie memorate. » *Anal. pour servir*, etc., p. 54, 1879.

[2] « Omnibus bestiis aliisque mobilibus quæ monasterio pertinere et colonis concedi solebant. » *Thesaurus anecd.*, t. III, c. 1304. — Heylen, op. cit., p. 10. — Broeckaert et F. de Potter, *Gesch. d. gem. Oost-Vl.*, t. II, 2d d., Afsnée, p. 5. Prêt d'une summa sortis à rendre en espèce ou en *staldieren*.

[3] Voir plus loin *les garanties du bailleur*.

[4] E. de Laveleye, *Écon. rur. de la Belg.*, p. 34. — *L'agriculture belge.* Rapport au Congrès international de Paris, 1878, p. LXXXVI. — On concède les terres « ad partem, vel ad firmam » d'après les circonstances (1290) *Cart. de Cambron*, t. II, p. 862.

a tenancier, ne compense pas cependant les avantages économiques du bail à ferme. Celui-ci surtout devint même socialement supérieur au colonat partiaire du jour où l'absentéisme commença à sévir en Belgique. Le métayage en effet exigeait alors la néfaste surveillance des intendants. L'économie sociale a depuis longtemps condamné le triste système des *middlemen*. Aussi les métairies avaient-elles au XVIII[e] siècle presque disparu du domaine agricole de la Belgique [1].

Le triomphe définitif appartient au bail à ferme. Dans un pays où le paysan est capable et riche, ce genre de contrat combine admirablement les avantages des deux parties. Le tenancier est maître de son exploitation, la dirige à son gré, sans avoir à rendre compte à personne de ses travaux et de sa gestion. C'est un entrepreneur soumissionnant une opération à des conditions fixes en vue de son profit et sous sa responsabilité personnelle. L'agriculture, reconnue majeure, devient sous ce régime une industrie spéciale et autonome. L'entrepreneur n'est plus soumis qu'à la condition fixe d'une rente annuelle. Cette fixité est la plus sûre garantie de son indépendance [2].

De son côté le propriétaire dans le bail temporaire peut faire suivre à ses revenus une marche lentement progressive, suivant l'augmentation de la valeur du sol, et celle de ses produits [3].

Dès le XIII[e] siècle on voit de fréquents exemples de bail à ferme [4]; mais la durée en est variable; généralement elle est réglée d'après les travaux de la culture; aussi avait-elle pour base trois, ou un de ses multiples : trois était le terme de rotation ; neuf, celui des grandes fumures; douze, le terme de marne dans certaines terres [5]. On rencontre souvent les baux de trois, six, neuf, douze, dix-huit ans. Mais les plus longs sont rares. On

[1] Comte de Gasparin, *Métayage*, p. 27. — A. Young, *Voyage en France. Œuvres*, éd. Paris 1801, t. XVII, p. 251.

[2] « A mercede certa et firma quæ promitebatur, contractus dictus est firma, » cité par Troplong, *Traité du contrat de louage*, p. 273, n° 631.

[3] *Sur le prix des baux*, voir la note D à la fin du mémoire.

[4] Wauters, *Libertés communales*, p. 653.

[5] Voir plus loin le *Régime agricole et la production des céréales*.

trouve exceptionnellement les baux de trente ans, mais alors conclus de dix en dix ans [1]. On suivait d'ailleurs en tout ceci les usages locaux et ils variaient indéfiniment. Ces termes stipulés n'étaient pas fatals. On admettait la tacite reconduction, et cela par périodes culturales. Quand un preneur continue à travailler le sol après le terme de bail, il y a rénovation tacite de celui-ci pour un nouveau terme de rotation, jusqu'au moment où la terre se trouve en même sole, période et saison [2]. Il semble même que l'hérédité soit restée dans les mœurs, et que les propriétaires aient eu de la peine, le cas échéant à expulser leurs locataires. On signale à cet égard, notamment en Hainaut, une résistance passive des tenanciers connue sous le nom de *mauvais gré* et qu'on ne parvint pas sans peine à vaincre [3].

Le bail, tout en consacrant dans le chef de l'entrepreneur agricole une liberté supérieure à celle des régimes antérieurs, était loin cependant encore de lui garantir une indépendance absolue. Le propriétaire tenait à conserver sur l'exploitation de ses terres une sorte de haute surveillance qui se traduisait par les stipulations mêmes du contrat. Le concédant cherchait à faire améliorer son sol, tout au moins à ne pas le laisser épuiser. De là les obligations imposées au fermier et qui offrent beaucoup d'analogie avec celles qu'on stipule encore aujourd'hui.

Une première stipulation que domine l'ensemble du contrat est de ne pas céder le bail; ceci est naturel, car les capacités et les capitaux sont variables [4]. Mais il suit pour l'exploitation même du

[1] Certaine terre « Stetit ad censam in manibus colonorum trigenta annis et amplius ita quod de decennioin decennium dicta censa renovatur et singulis annis emolumentum sive censa recipitur » (1340), *Cart. des Dunes*, p. 711.

[2] *Coutume de Louvain*, ch. XI, art. 12. — Christyn, *Cost. van Brabandt*, t I, p. 28. « Te weten tot dat de landen weder syn in sulcken aerde, tyde ende saisoene ghelyck die syn verhuert gheweest. »

[3] Lefort, *Le droit de marché*, Bullet. Acad. des sciences morales et politiques. Compte-rendu de Vergé, nouvelle série, t. VII, pp. 87 et 498, 1877. — Vallette, *Le mauvais gré en Hainaut*, Ibid , p. 533. — F. Malézieux, *Études agricoles sur la Grande-Bretagne*, p. 370. — Wauters, *Environs de Bruxelles*, t. I, p. 193.

[4] Ch. Duvivier, *Les hospites*, p. 133. — Poullet, *Juridiction et propriété foncières au XVe siècle.*

sol une série de règles restrictives. Le preneur ne doit pas seulement bien cultiver [1], mais il doit respecter les lois de la culture tracées par son bailleur dans leurs traits généraux et même dans leur menu détail [2]. Enfin il doit aussi augmenter l'étendue productive du domaine, et est dans l'obligation de mettre périodiquement une certaine étendue de terres en culture [3].

On voit que dans le bail à ferme, il y avait encore moyen de restreindre la liberté du cultivateur. D'ailleurs l'usage quotidien le prouve assez ; même au XIX[e] siècle on n'a pas confiance en l'expérience de l'exploitant. On lui trace encore minutieusement ses règles et il faut reconnaître que nous avons fait à cet égard bien peu de progrès depuis le XV[e] siècle [4].

Malgré les progrès du bail à ferme, les concessions perpétuelles n'avaient pas disparu. L'emphytéose qui de tout temps était restée très-usitée, surtout dans les domaines ecclésiastiques, subsistait encore [5]; elle était même, comme nous l'avons dit, très-enviée des paysans sous la forme d'une espèce de contrat d'hostise. Ce contrat se retrouvait en Hollande sous le nom de *beklemming*, et reproduisait tout a fait l'ancien contrat d'hostise. Il était déjà anciennement très-usité en Gröningue et en Frise [6].

La petite propriété rurale n'était pas inconnue sous l'ancien

[1] Bail de J. delle Chièvre, bourgmestre de Liége, receveur de l'évêché donnant à ferme (*à stuit*), sous cette condition (1405). Schoonbroodt, *Archives du Val S[t]-Lambert*, t. I, n° 909. — Item (1755). Kempeneers, *Oude vryheid Montenaken*, t. II, p. 427.

[2] Voir plus loin *la Culture*.

[3] Poullet, Mémoire cité sur *La propriété foncière*.

[4] Comte de Gasparin, *Le fermage*, p. 180, donne un type de bail moderne qui diffère fort peu des anciens. — Cf. G. Heuzé, *Les assolements*, p. 240.

[5] L'emphytéose se distinguait de l'accensement et de l'arrentement en ce qu'elle comportait pour l'emphytéote l'obligation d'entretenir en bon état. C'est probablement par elle que l'idée du contrat s'est maintenue, puis répandue dans les amodiations rurales. Cfr. *supra*, p. 145, note 1, un acte de 1180. — Item. une emphytéose de 1460 avec une foule de stipulations et l'histoire d'un procès à son propos, *Cartulaire de l'abbaye de Groeninghe à Courtrai*, p. 79.

[6] Trotz, *Jus agrarium*, t. II, p. 358. — E. de Laveleye, *Les formes primitives de la propriété*, p. 254.

régime. L'antique censive s'était transformée peu à peu en propriété entre les mains de ses possesseurs. Grevée dès longtemps d'une rente fixe en argent ou en nature, la valeur de cette rente avait fini par s'amoindrir et devenir dérisoire. La censive donc était une propriété libre [1]. Elle circulait comme telle, et la plupart des détenteurs de terre censales les avaient acquises deniers comptants[2]. La propriété était donc alors beaucoup plus répandue qu'on ne le croit. Le paysan lentement enrichi avait de quoi consacrer à sa terre le double capital d'achat et d'exploitation. Dès lors il désire être maître du sol; le *démon de la propriété* l'a saisi, moins vivement qu'en France où la possession du sol pouvait seul le sauver des misères de l'ancien régime, mais de manière cependant à lui faire payer de sa terre un prix souvent supérieur à sa valeur. Ce n'étaient pas seulement les bourgeois, c'étaient les paysans qui faisaient cette concurrence [3]. L'augmentation du capital foncier ne les effraye pas; ils sont assez riches et soigneux dans leur culture pour espérer un intérêt supérieur au revenu normal du sol. Maîtres de leur lopin de terre, ils sont fiers et indépendants [4]. Le petite propriété riche est le triomphe de l'agriculture intensive.

Un mouvement parallèle à celui de la liberté des contrats, se manifeste dans la dimension des exploitations. Mais son explication ne peut se concevoir qu'après l'étude de la constitution du domaine agricole. Nous devons donc étudier d'abord les méthodes agricoles de l'ancienne économie nationale.

Nous avons tâché de donner jusqu'ici un aperçu général des progrès du peuple belge dans le régime foncier, par rapport

[1] Brants, *La censive féodale*, loc. cit., p. 47. — Raikem, *Discours de rentrée*, p. 47, 1852.

[2] Vente d'un demi-bonnier de pré *censal* pour 20 écus d'or (1352). Schoonbroodt, *Arch. de St-Martin de Liége*, n° 236, etc.

[3] « Quand on met quelques bonniers en vente, les paysans les achètent. » Bacon, *Commerce des Pays-Bas en 1765*, MS. de la Biblioth. royale, coll. van Hulthem, cité par N. Briavoine, *Mém. sur l'état des Pays-Bas*, Mém. de l'Acad. de Belg.; in-4°, t. XIV, p. 180. — Sur les prix, voir la note D à la fin du mémoire.

[4] L'abbé Mann, *Mém. sur les grandes fermes*, Mém. de l'Acad. de Brux., t. VI, pp. 214 et suiv., n° 17.

aux modes juridiques de détention du sol. Nous l'avons vu d'abord sous le régime d'apprentissage agricole, de la tenure soumise et surveillée et du travail à la corvée. De là il est monté aux amodiations réelles, concessions unilatérales dont le texte consacrait l'ancien usage héréditaire. Mais il y est encore surchargé de redevances, limité dans sa liberté. A ce système succède celui du contrat bilatéral, caractérisé par des obligations juridiques et une responsabilité personnelle. Enfin, les contrats eux mêmes deviennent de plus en plus libres et égaux à mesure que le capital s'amasse entre les mains du paysan; celui-ci est enfin maître du sol et de son exploitation, soit comme possesseur juridique et fermier, soit comme plein et libre propriétaire.

Cherchons maintenant à préciser ces traits généraux, à analyser dans chaque régime la position respective du propriétaire et du tenancier, leurs obligations, leurs garanties et leurs droits.

SECTION III. — Droits et obligations des tenanciers.

Entrons dans le détail de la situation juridique que font à l'exploitant les divers régimes que nous avons présentés au lecteur; et tâchons de définir par le menu les charges qui pèsent sur lui vis-à-vis de son seigneur. Ceci se résumera dans l'exposé des redevances et services et de leur régime juridique. Les obligations du tenancier se résument en ces deux termes, redevances et services [1]. Ne prenant notre point de départ qu'au moment où les classes agricoles acquièrent des droits positifs, nous pouvons poser comme règle générale que la redevance n'est pas arbitraire. On le sait, le principe primitif du monde féodal était celui de la taille à merci. Les stipulations des contrats de concession foncière s'étendirent peu à peu et substituèrent à ce système celui de la redevance fixe.

Les redevances sont de deux espèces. Les unes foncières, basées sur l'occupation d'un fonds de terre; les autres personnelles, frappant toute personne par voie de capitation, ou indirectement à

[1] Guérard, *Prolégomènes au polyptique d'Irminon*, t. I, p. 657, n° 745.

l'occasion de tel ou tel acte de sa vie. Ces redevances au moyen-âge revêtent le double caractère d'impôts et de rentes. Le *census* et le *redditus*, très-distincts en doctrine, sont confondus par le fait même de la fusion de la propriété avec la souveraineté [1]; cependant à y regarder de près on pourra constater que dans les redevances payées au seigneur, les unes sont plus permanentes et plus fixes que les autres; ce sont les foncières. Ceci prouve, et les sources le confirment, que les seuls impôts reconnus comme tels, les aides féodales, se répartissaient généralement dans les seigneuries par voie de distribution personnelle. Le cens foncier comprenait donc une part d'impôt, mais d'impôt local et seigneurial; tandis que la contribution personnelle était l'assiette ordinaire de l'aide féodale. Nous n'en parlerons donc qu'en traitant de l'impôt. Quant aux droits personnels autres que la capitation, ce sont aussi des droits seigneuriaux.

La redevance foncière était naturellement réelle; elle était liée et proportionnelle au fonds qu'on détenait. C'était la terre et non l'homme qui en devait la redevance [2]. Ces redevances étaient très-diverses, et se soldaient en nature, en espèces, ou en travail.

Le cens en numéraire était de loin le plus minime. Nous avons expliqué les raisons monétaires qui en empêchaient l'extension. Cependant de prime abord, il y eut presque partout une part du cens payable en espèces ; cette part est à peu près fixe partout; en général 6 deniers par bonnier [3]. Ailleurs il subissait une gradation différente. On ne trouve pas d'explication claire de la signification de ce cens uniforme. On serait tenté de croire que c'est la part recognitive de seigneurie, l'impôt ; tandis que le reste serait la rente foncière. Cette conjecture étendrait, et cela sur une base facile, la distinction du menu cens et du gros cens des censives particulières. Cet impôt fixe, succédant à l'ancien arbitraire, serait

[1] A. Vuitry, *Études sur le régime financier de la France avant 89,* pp. 41 à 97.

[2] Warnkönig, *Histoire de Flandre,* trad. G., t. II, p. 60.

[3] Chev. de Schoutete, *Livre des feudataires de Waes.* — Cartulaires des Dunes et de St-Trond, cités, passim.

la forme générale de la redevance qu'on trouve parfois imposée en nature sous le nom de *gerba libertatis* [1].

La redevance en nature, qui serait dès lors le revenu foncier proprement dit, est généralement en rapport avec les produits mêmes du sol exploité [2]; c'est grâce aux cahiers de redevances que nous connaissons les dominantes agricoles de chaque partie de notre domaine rural. Les manses ou censes étaient grevés de prestations en céréales ou en produits de cultures industrielles. Les petits établissements, les cases, devaient surtout les produits de ferme qui étaient leur seule ressource. Enfin on leur imposait souvent des produits de l'industrie domestique, comme la laine et la toile, ou de l'industrie agricole, un brassin de bière, du vin, du pain, ou des produits locaux. Dans certains cas on remarquait mêmes des prestations bizarres, comme une paire de bottes ou de pantoufles; ou d'autres choses parfois tout-à-fait excentriques. On ne peut expliquer ce dernier genre de redevances que par le seul désir d'émanciper totalement un censitaire en ne gardant que le symbole extérieur le plus minime possible de la supériorité seigneuriale [3].

La prestation en travail ou corvée, consistait primitivement dans l'obligation pour le mansionnaire de cultiver la terre dominicale. Cette obligation consistait soit dans la culture complète d'une terre d'après le système prescrit, soit dans l'assistance à la culture de l'exploitation seigneuriale pendant un temps ou pour un travail déterminé [4]. A partir de la fixation des redevances, chaque village eut des

[1] Raepsaet, *Analyse*, n° 251. Cette contribution serait, d'après lui le cens payé par chaque ménage pour l'usage des communaux.

[2] Ex. Acte de fondation du grand béguinage de Namur (1235). « De fructibus dictæ terræ solventur census ipsius terræ. » *Ann. soc. arch. de Namur*, t. VI, p. 47. — Nous ne donnerons pas d'exemples des diverses prestations reprises dans le texte; ils sont extrêmement abondants et aucun n'étant spécialement caractéristique, ne mérite l'honneur d'une citation particulière. Tous les cartulaires et toutes les histoires locales en fourmillent. Nous en tirerons au chapitre de la production les conclusions que de droit.

[3] E. Boutaric, *Louis IX*, p. 229.

[4] Le premier genre s'appelait *riga*, le second *curvada*, les deux réunis *aratura*, Guérard, op. cit., §§ 345-349.

servitia consueta [1]. Les corvées d'usage étaient assez minimes et fixes. Réparties entre tous les tenanciers d'une villa, elles étaient peu sensibles à chacun d'eux; c'était le meilleur moyen pour le seigneur de faire cultiver son domaine. Le système des corvées s'alliait pour l'ouvrier rural avec la conservation de sa tenure propre et l'exploitation de son champ. La question de la main d'œuvre agricole était résolue de l'unique manière dont elle pouvait l'être alors.

La corvée annuelle de chaque vilain comprenait ordinairement un travail de neuf jours répartis en trois termes, les deux labours et la moisson. Cette organisation est la plus commune, mais non pas générale. L'époque des semis, des fumures, des engrangements amène aussi ses travaux [2]. Outre la grande corvée des travaux du sol et de la récolte, il y a encore une série de journées exigées pour des œuvres particulières. En première ligne faut-il signaler les servitudes de transport, obligeant à mettre à la disposition du seigneur des chevaux, des hommes et des véhicules pour certains services spéciaux [3]. Enfin en cas extraordinaire, les tenanciers devaient aider à la réparation des murs, clôtures, haies ou fossés du manse dominical.

Nous n'avons pas à insister sur les détails de chacune de ces charges; l'état actuel des recherches scientifiques ne permet pas encore d'en fixer la valeur comparative. La seule et grande utilité qu'en présente l'analyse, c'est de connaître l'ordre des travaux rustiques. C'est par la stipulation des corvées que nous sommes le mieux et même à peu près uniquement instruits des méthodes agricoles de nos laborieux ancêtres.

L'avénement des contrats modifia très-peu de choses à l'ensemble des charges que nous avons énumérées. Les trois genres de prestations demeurèrent en usage; mais le payement en espèces prit de plus en plus d'extension, pour prédominer presque absolument à partir du XVIe siècle. Le numéraire s'était multiplié, la

[1] Diericx, *Charterboekje*. Introd.
[2] Voir plus loin les travaux du sol.
[3] Les services de transport, *Carroperæ,* sont souvent très-onéreux.

circulation fiduciaire était active, les baux à terme prévenaient les dangers de la dépréciation.

Les redevances en nature et en travail ne disparaissent pas cependant tout à fait. Les propriétaires tiennent encore longtemps à se faire servir directement par leurs tenanciers les choses de leur consommation personnelle, de celle de leur ménage, leur provision de bois, de fruits etc., [1]. En outre les anciennes rentes en nature subsistent toujours et doivent se servir régulièrement.

Les prestations en travail restèrent très-tard en usage. Jusqu'à la fin de l'ancien régime on réservait dans les baux deux ou trois jours de corvée par an, mais souvent la corvée se réduisait à une obligation insignifiante, comme celle de conduire une fois par an en voiture le propriétaire de sa demeure à l'exploitation qu'il va visiter [2].

Quelle était l'organisation usuelle ou légale du service de ces diverses charges? Que devait-on payer, comment le devait-on faire; qui en était chargé. Quelles étaient les garanties du payement et la procédure d'exécution?

Le payement en espèces devait se faire en monnaie coursable : mais les monnaies des différentes provinces étant souvent fort différentes, on stipulait généralement dans les contrats celle dans laquelle on voulait être payé [3]. Mais ces précautions étaient loin d'être toujours suffisantes. Il fallait se prémunir contre les changements arbitraires dans la proportion des métaux [4], contre les diminutions du titre monétaire. Les seigneurs se permirent souvent des *amenuisations* monétaires qui, en les enrichissant aux dépens de leurs sujets, jetaient le trouble dans les relations commerciales et détruisaient l'équilibre des fortunes du pays. Ces

[1] Ex. Broeckaert et de Potter, *Gesch. der Gemeenten Oost.-Vl.*, Deurle, p. 8, etc.

[2] Les mêmes. Boeckhout, p. 12; Aelst, t. II, p. 356. — E. de Facqz, *Ancien droit belgique*, t. II, p. 218.

[3] Ordinairement argent français ou impérial.

[4] *Proportion de l'or à l'argent en Pays-Bas* (1250-1698), Biblioth. nation. MS. nº 6314. Ce MS., fol. 435 donne les proportions réelles des deux métaux pendant quatre siècles dans nos provinces.

mesures socialistes que Jean Ier de Brabant ne dédaigna pas [1], et dont Louis de Nevers, et Louis de Male furent, à l'exemple de leur protecteur, les tristes coutumiers [2], nécessitaient surtout pour les rentes perpétuelles de grandes et minutieuses précautions.

Énumérons les principales. On déterminait dans le contrat la taille au marc de la monnaie qu'on stipulait [3]; on déclarait vouloir être payé en argent fort, c'est-à-dire de l'aloi reçu lors du contrat [4]; on exigeait payement en bon or ou son équivalent [5]; enfin on recourait, ressource précieuse, au payement de banque. On stipule le payement au change; les tables de change existaient presque partout et la monnaie de change devint commune dans les stipulations.

Le changeur était libre d'apprécier les monnaies qu'il voulait accepter. Les créanciers avaient donc leur banquier qui faisaient leursrecettes. Chose remarquable, les receveurs des villes portaient le même nom, et remplissaient le même office pour les recettes des finances communales [6].

[1] A. Wauters, *Hit. de Jean Ier*, pp. 337 et suiv. — Cf. R. Chalon, *Les monnaies des comtes de Hainaut*, p. 75.

[2] Gérard, *Recherches sur les monnaies*, etc., Mém. de l'Acad. de Bruxelles, t. V. Partie historiq., p. 162. La convention du 16 juillet 1384 entre Philippe le Hardi et Jeanne de Brabant rétablit l'ordre dans le système monétaire. — A la fin du XVIe siècle on se plaint encore amèrement des falsifications monétaires. « De viliori argentiæ monetæ dicti anni mixtura nihil dico nisi quod adeo sit varia ac fucata ut me non raro hac in re Reipublicæ pudeat pigeatque... Inopes imbecillesque... signatum aurum et argentum invectentes, ac vilioris metalli nixmia motione (foris obducto fuco) corrumpentes, populum expilant, bonasque constitutiones avaritia suâ pervertunt. » P. Heuterus, *Declaratio valoris monetæ*, cap. X, Anvers, 1600.

[3] Vente (1264) pro MCL marchis bonorum et legalium Sterlengorum, duodecim solidis pro qualibet marcha computandis. Piot, *Cart. de St-Trond*, t. I, p. 314.

[4] Van Lokeren, *Hist. de St-Bavon*, p. 115. « Moneta fortis, debilis. »

[5] Concession ad annuam pensionem (1372) de seize verges de pré pro duobus scudatis antiqui auri boni et justi ponderis, vel ipsorum valorem in aliâ bona moneta, in cambio. » C. de Borman, *Livre des feudataires de Jean d'Arckel à Looz*, p. 128.

[6] Voir plus loin le crédit.

Le *dictamen* des changeurs en matière monétaire faisait loi et on stipulait, léguait, contractait en *or de camera*, *moneta in cambio* [1].

Les stipulations en nature échappaient à ces difficultés; elles étaient fixées par mesures connues. Mais le but de l'indication en nature était souvent de parer aux dépréciations éventuelles; et les redevances elles-mêmes se payaient souvent par équivalent. Soldées en nature ou non, comment devait-on s'en acquitter? Si elles étaient payables par sacs et mesures, il fallait déterminer la qualité de la denrée promise. Les anciens actes sont encore ici très minutieux dans leurs indications. Ils stipulent la meilleure qualité, une qualité bonne, loyale et marchande, la meilleure après la semence [2]. Comment donc apprécier cette qualité? Faut-il voir dans les énonciations des actes la preuve de l'existence ancienne des mercuriales [3]?

Nous en doutons : nous nous croyons tout au plus autorisés à conclure qu'on se référait pour cette appréciation au marché le plus proche, soit celui du lieu du contrat, soit celui de la mesure indiquée dans l'acte [4]. S'il y avait contestation, le différend devait

[1] Interpignus de 300 écus (1381) boni auri ac monetæ imperatoris aut regis seu in valore eorum in aliâ moneta aurea *ad dictamen campsorum*, *Livre des feudataires de Looz*, cité, p. 227. — « Moneta concambianorum, » Miræus, *Diplom*, t. I. 734. — Legs de 30,000 ducats d'or de Camera par le prince de Croy (1564), Wauters, *Hist. des environs de Bruxelles*. t. I, p. 491.

Il y avait parfois des contestations à ce sujet, le débiteur prétendant pouvoir se libérer en toute monnaie coursable (que communiter in bursâ curreret) (1341), *Bull. de la Comm. roy. d'hist. de Belg.*, 3e série, t. IX, p. 64.

[2] Bladi melioris (1230), *Cart. de Cambron*, t. II, p. 840, etc., « boni et pagabilis, boni at solubilis, goeds, custbaers of comans goed, » Piot, *Cart. de St-Trond*, t. I, p. 306, *a*° 1262, p. 238, *a*° 1253; *Cart. des Dunes*, p. 762, *a*° 1395), de meliori post sementem, du meilleur après la semence (*Cart. de Cambron*, t. II, p. 120, *a*° 1236. — L. Devillers, *Cart. de St-Denis en Broqueroie*, ANN. CERCLE ARCHÉOLOG. DE MONS, t. X, 1re partie, p. 140, *a*° 1225), etc.

[3] Comme le fait M. Delisle, *Hist. des classes agricoles en Normandie*, pp. 587 et 739.

[4] Cela semble confirmé par le texte suivant (1253) « Secundum quod unum sextarium de meliori siligine apud Dyst valere poterit ad unum denarium prope, meliorem siliginem nobis tenebuntur, » *Cart. de St-Trond*, t. I, p. 261.

se vider devant les cours foncières qui avaient les rentes et redevances dans leur compétence [1]. Il en était de même sans doute quand il fallait constituer des équivalents. Aux briefs de Flandres, c'était le chancelier, président de la chambre des Renenghes, qui fixait le *cop* d'après les renseignements du receveur et le cours des marchés [2]. Dans la plupart de communes, les échevins fixaient aussi le prix des denrées [3]; mais ces taxations particulières n'excédaient pas le territoire des communes. Les propriétaires particuliers abusaient souvent de leur droit de taxation arbitraire; il en fut surtout ainsi quand les offices d'intendants se multiplièrent et devinrent vénaux. On n'avait plus égard au prix de marché. Ces abus provoquèrent des plaintes, mais qui ne furent que bien tardivement écoutées. A la suite d'une ordonnance de 1667 imposant la constitution des mercuriales [4], le conseil souverain de Tournai décida que dorénavant la taxe des rentes en nature serait faite par des hommes spéciaux, d'après la moyenne des trois marchés qui suivraient l'échéance des rentes [5]. Ce système sauvegarda à l'avenir l'intérêt et la justice pour les deux parties.

Le mode d'exécution des travaux et corvées était parfois exactement stipulé. A défaut d'énonciations on suivait à cet égard l'usage des lieux [6]; on admettait aussi que les corvées ne se devraient prêter que par ceux qui le pourraient faire sans frais, et par conséquent qu'on n'imposerait à quelqu'un que les corvées de son métier [7]. Il y eut souvent des corvées rachetables. Elles étaient cotées à prix fixe. Jean III en 1386 permit aux abbayes de se

[1] Ex. pour la France dans Monteil, *Hist. des Français*, XIV[e] siècle, t. I, p. 118.

[2] Colinez, *Notice sur les Renenghes*, Mess. des sc. hist. Belg., 1840, p. 300.

[3] Règlement administratif de Brux, art. 20, dans Christyn, t. I, pp. 199 et 243.

[4] L. Torfs, *Les mercuriales* dans les *Fastes des calamités publiques;* Les famines, p. 247.

[5] Jules Colens, *Les rentes féodales.* Flandre, 1876, p. 125.

[6] « Ainsi qu'il a useit coustumeement aler aval le paiis raisonnablement » (1338), Bormans, *Les fiefs du comté de Namur*, 1[er] liv., p. 14.

[7] Raepsaet, *Analyse* n° 248. « Chascune corvée de ce mesme labeur dont il vit, » Charte d'Oisy (1216). — Taillar, *Recueil d'actes*, p. 54. — Cf. Langhethal, *Gesch. d. teutsch. landw.*, I[2], p. 250.

libérer des journées de charriage qu'elles lui devaient au prix de 12 gros tournois [1]. Les corvées non exécutées se résolvaient en dommages intérêts. Une décision de 1389 les fixe à 10 deniers par jour de travail [2].

Comment fallait-il payer ces diverses charges? Payées au titulaire de la redevance, à son délégué ou à son banquier, les redevances en espèces sont portables. Les redevances proportionnelles devaient être contrôlées par l'ayant droit avant la levée des gerbes et conduites à la grange champarteresse [3].

Ce payement des redevances n'était pas sans compensation et il servait, comme encore aujourd'hui, à entretenir de bonnes relations entre fermier et seigneur. Les tenanciers qui viennent payer leur redevance sont nourris pendant leur séjour chez le propriétaire; l'abbé de Saint-Pierre à Gand leur donne en outre quatre *nummi* par jour [4]. Ce payement se faisait aux époques stipulées, dont les termes variaient d'après les contrées.

Les rentes en nature se payaient après la récolte. Le fermier ne pouvait alors se libérer par caution et devait faire payement réel.

Les corvées aussi n'étaient pas entièrement gratuites; les seigneurs entretenaient les travailleurs pendant leur travail, leur donnaient la nourriture ordinaire, ou un vêtement en compensation de leur peine.

Si on ne leur donne pas assez ils ne doivent pas travailler avant d'être restaurés. Tel est le principe admis de très-bonne heure [5].

[1] Charte de 1338, A. Pinchart, *Inv. Arch. Cour des comptes,* t. IV. p. 192.

[2] 1389, *Cart. des Dunes,* p. 760. — La loi de Walincourt (1316) donne le tarif suivant : Le manouvrier doit 8 deniers, cel ke a un keval doit 3 sols. Blin, *Notice hist. sur W.,* Mém. de la Soc. d'Émulation de Cambrai, t. XXXI, 2e partie, p. 128.

[3] Britz, op. cit., p. 623.

[4] Warnkönig, *Fl. St. u R. Gesch.,* Bd III, abth. 2, p. 88.

[5] Acte du IXe siècle, « debet arare unum diem ita ut habeat panem et cerevisiam ad sufficientiam; quod si non datur panis et cervesia, non serviat priusquam restauretur. » Wauters, *Environs de Bruxelles,* t. I, p. 77. — Cf. plus haut ce que nous avons dit de l'alimentation populaire.

Quelles étaient donc les garanties et les sanctions de ces obligations?

Les plus anciens accensements étaient garantis en général par une clause pénale résolutoire [1]. Ce régime si radical fut insensiblement remplacé par un taux d'amende par jour de retard; c'est le taux de chaque *ban*. Cependant l'usage de la clause résolutoire ne disparut pas; une législation spéciale, celle des *spyckerrenten* renouvelée par l'ordonnance de 1602 maintient pour l'exécution de ces rentes anciennes une sanction très-énergique. Le champart, nous l'avons dit, conférait à son titulaire le droit de cultiver lui-même le bien grevé et d'en retirer son droit. Cette rigueur était tempérée par l'esprit de charité qui faisait remettre aux obligés les redevances en des temps difficiles. Cette tolérance était parfois même consignée dans les contrats [2].

Les baux comprenaient d'ailleurs divers genres de garanties, notamment la caution et l'hypothèque. Un genre spécial de caution, dit *voorhuur*, consiste dans le payement anticipé d'une somme d'argent par le fermier entrant [3]. L'hypothèque n'était pas une garantie normale, car le censier pouvait n'avoir pas d'immeubles, mais il arrivait que le propriétaire ajouta au bail la clause de bâtir sur le sol concédé. La bâtiment servait alors de centrepan [4]. Parfois le bail concédait au propriétaire le droit en cas de non-payement, de s'emparer d'emblée d'une terre du locataire [5].

Mais la garantie qui domine toutes les autres par sa généralité, est le privilége du bailleur, tel qu'il est entendu par l'article 20 de

[1] « Ut qui negligit censum perdat agrum, » Raepsaet, *Analyse*, n° 246.

[2] Vente d'une cense (1621) moyennant rente « bien entendu que s'il écheoit temps de guerre, la dite rente ne se doibt pas, » comte de Villermont, *Couvin et sa châtellenie*, p. 257.

[3] Acte de 1261, *Cart. de St-Trond*, t. I, p. 302.

[4] Voir plus haut les amodiations et le contrat d'hostise.

[5] Acte de 1341, *Bull. de la Comm. roy. d'hist de Belg.*, 3e série, t. IX, p. 6. Parfois le propriétaire stipulait la solidarité quand il y avait plusieurs locataires fermiers. Ex. Bail curieux du sire de Borre à quatre tenanciers associés (1311). « So hebben gheloeft dese vorseide persoene *ende elc over al*, etc. » Les stipulations sont très-longues, Broeckaert et de Potter, *Gesch. der gem. Oost-Vlaend.*, Afsnee, p. 5, 1ste reeks, 1ste deel.

la loi du 15 novembre 1851. Il porte sur tout le mobilier de la ferme, les *invecta et illata*. Ce privilége cesse quand le propriétaire a pris caution [1].

Telles étaient les redevances, et les moyens légaux qui en garantissaient le service au titulaire. Mais le tenancier, de son côté, ne pouvait être dépourvu de toutes garanties, pour les termes mêmes de son bail et la conservation de son capital.

Pour assurer au colon la durée de son exploitation, de manière qu'il soit sûr de ne pas travailler et dépenser pour autrui, l'ancien droit féodal, la loi de la court, lui garantissait l'hérédité. Il y avait là pour lui une sorte de droit réel consacré par l'usage et qui le fut par les termes mêmes des concessions d'accense et de bail a rente translatives du domaine. Plus tard, quand le droit réel du censitaire fit place au droit personnel du fermier, l'ancien principe germanique conserva sa prépondérance sur le principe romain. Les coutumes consacrèrent énergiquement la préférence due au bailleur sur le nouvel acquéreur de la propriété [2].

Si la législation garantit la durée du bail, le capital agricole est-il aussi protégé? Lorsque les baux sont temporaires, il y a naturellement lieu à des entrées et sorties. Or il importe de réglementer les droits et obligations des fermiers entrants et sortants pour maintenir intact le cheptel, et éviter les abus d'exploitation du dernier terme. Les obligations du fermier sortant se résumaient ordinairement dans les points suivants : obligation de laisser libre le tiers de l'exploitation afin que le nouvel entrant puisse aussitôt semer ce qui lui est le plus nécessaire; obligation de laisser sur le fonds le tiers de la paille et du fumier; ce droit était remplacé en Hollande par le droit de troisième gerbe du propriétaire. Celui-ci prélevait sa part, puis la laissait sur le fond. En compensation, le fermier sortant devait être indemnisé des impenses faites sur le sol et des améliorations non épuisées. Or dans la prisée de ces indemnités, on suivait des règles particulières dites

[1] Britz, p. 933. — G. de Ghewiet, t. II, p, 20.

[2] Huere gaat voor coop ende sterfdach en breekt gheene huere, *Cout. de Louvain*, ch. XI, *a.* 1; *Cout. de Bruxelles, a.* 116; *Cout. gén. de Hainaut*, ch. CXXII, *a.* 15.

pachters-regt et très-variables de province à province. Les conditions de cette indemnité furent réglées en particulier par acte du 17 octobre 1761 [1].

Remarquons d'ailleurs que toutes les dispositions relatives aux baux à ferme n'avaient qu'un caractère supplétoire, c'est-à-dire que la libre volonté des parties pouvait toujours y déroger [2].

Le gouvernement autrichien prit des mesures spéciales pour empêcher le fermier sortant de se venger par *haine de cense* sur celui qui reprenait les terres à sa place [3].

Tel est l'ensemble de la condition juridique des parties sous l'ancien droit belgique. Il semble que les intérêts de chacune y soient sauvegardés. Les époques malheureuses que traversèrent nos populations rurales proviennent bien plus des abus des hommes que des vices ou des lacunes de la loi. Ce sont des exceptions qui n'ont pu enrayer le progrès de la liberté et l'augmentation du capital au sein des classes agricoles.

SECTION IV. — Conditions économiques communes aux diverses exploitations.

---

§ 1. Des charges publiques.

Pendant tout le moyen-âge, avons-nous dit, les redevances avaient un caractère privé. Il n'y a que des revenus seigneuriaux dont le peuple était parvenu insensiblement à conquérir la fixation. Mais dans les chartes de ce genre il ne faut nécessairement pas comprendre la répartition de l'aide féodale, que les devoirs inhérents à la féodalité obligeaient le vassal à payer à son

[1] Voir toute cette législation dans Steur, *Administration des Pays-Bas autrichiens*, Mém. de l'Acad. roy. de Belg., in-4°, t. VI, pp. 185 et suiv. — *Sur le pachters-regt*, Eenens, *Mém.* cité *sur la fertilisation des landes*, Mém. de l'Acad. roy. de Belg., in-8°, t. II. Introd., et E. de Laveleye, *L'agriculture belge*, Rapport au Congrès de Paris, 1878, p. lxxxii.

[2] *Cout. gén. de Hainaut*, ch. CXXII, *a.* 15; *Cout. de Deurne*, *a.* 382, « indien by de huercedielle daer af gheen andere conditie en is ghemaekt. »

[3] Piot, *Le règne de Marie-Thérèse*, p. 251.

suzerain. Celui-ci, de son côté, lorsqu'il accordait des franchises ou des immunités, avait toujours soin d'en réserver expressément le droit. Quant aux bourgeois, ils furent longtemps taillables ; mais les princes, en accordant les franchises aux bourgs, limitèrent aussi aux cas féodaux leur droit de levée sur leurs sujets. Cette déclaration faite par Henri II, renouvelée par Jean I, fut méconnue et violée [1]. La charte de Cortenberg la consacra enfin définitivement, et depuis lors elle fut toujours respectée. En dehors des limites de l'aide, aux quatre ou aux sept cas d'après les contrées, le droit d'impôt était inconnu. Le principe financier de l'ancien régime faisait du domaine la ressource première des princes; le droit de levée n'était qu'accessoire, destiné, dans les circonstances exceptionnelles, à venir en *aide* à un budget obéré [2]. Mais ce caractère exceptionnel, le besoin d'argent, n'était pas abandonné au jugement arbitraire du prince; il devait être contrôlé par les contribuables. Il fallait le consentement des intéressés. Ce principe a été reconnu et consacré par tous les anciens monuments du droit public belge. La Belgique fut toujours un pays, non

[1] Henri II, dans son testament; Jean I[er], y ajoute « Sauf le consentement des barons » « quando barones terræ Brabantiæ homines suos nobis concesserint talliandos. » Wauters, *Histoire de Bruxelles*, t. I, p. 61. Mais jusque-là les ducs avaient continué la taille arbitraire « Ciaus, dit Jean I[er] (1293) que nous et nos ancesseurs avons taillé jusque à ores à nos volonté, » A.-J. Heylen, *Commentar. de tertio statu*, Mém. de l'Acad. roy de Belg., in-4°, t. XV, p. 22. Henri III et la duchesse Alix, sa veuve, en avaient assez profité. Elle écrivit à S[t] Thomas d'Aquin pour lui demander s'il lui était permis de lever des impôts. Le sage conseiller lui répondit qu'elle se souvînt que les princes sont faits pour le bonheur des peuples. Que si leurs revenus étaient insuffisants, ils pouvaient sans doute lever des taxes, « quæ si non sunt immoderatæ absque peccato exigi possunt, » mais que les impositions exorbitantes étaient certainement illicites. (*Divi Thomæ opera*, éd. Parme, t. XVI, p. 292.) Les conseils du célèbre docteur ne furent pas sans influence sur nos libertés civiles consacrées dans la charte de Cortenberg du 27 septembre 1312. A partir de là, le prince, pour les besoins extraordinaires, dut recourir au vote de ses sujets. Cf. de Barante, *Hist. des ducs de Bourgogne*, éd. 1839, p. 49.

[2] Edm. Poullet, *Hist. politique interne de la Belg*, p. 400. — C'est encore le principe de la Constitution anglaise. Laferrière et Batbie, *Les Constitutions d'Europe et d'Amérique*, p. 437.

d'impôt, mais de subside. Chaque fois que, dans le cours de l'histoire, les seigneurs suzerains ont dû recourir à ces levées, le consentement des contribuables est accompagné d'actes exprès de non-préjudice proclamant très-haut que c'est là moins un impôt voté qu'un don octroyé, accordé de pure grâce [1]. Avec de telles garanties, corroborées par l'inaliénabilité du domaine princier [2], le peuple et les seigneurs ne risquaient rien à la levée des impôts. On ne pouvait imposer, il fallait demander, et les ducs de Bourgogne reconnurent expressément ce principe de notre droit public [3]. Il fut loin cependant de constituer une garantie absolue contre les abus des levées publiques. Les dépenses de luxe et de guerre se multipliaient et il fallait faire face aux exigences d'un budget qui croissait toujours. Ces besoins nombreux et permanents, tout en respectant l'ancien principe financier, le reléguèrent bientôt dans le domaine de la théorie. S'il restait vrai que le domaine était la grande ressource du trésor, il était vrai aussi en fait que toujours elle était insuffisante et que, à chaque exercice, il fallait des aides. Extraordinaires en droit, elles devinrent donc ordinaires en fait [4]. D'ailleurs les princes avaient trouvé moyen d'éluder les anciennes rigueurs constitutionnelles. Le domaine inaliénable était engagé, il servait de garantie à des emprunts souvent considérables dont il fallait servir les intérêts. Ces emprunts escomptaient les aides à venir; et celles-ci durent devenir permanentes pour payer les créanciers de la dette publique [5].

Ce ne fut pas sans peine que les ducs de Bourgogne parvinrent à constituer un budget annuel et régulier. Ils éprouvèrent bien des résistances, essayèrent bien des objurgations, endurèrent bien des plaintes. Mais s'ils réussirent dans l'œuvre si difficile de la

[1] Voir les exemples groupés par Edm. Poullet, *Les Constitutions nationales de l'ancien régime,* Mém. de l'Acad. roy. de Belg., in-8°, t. XXVI, p. 425.

[2] Ibid., p. 419.

[3] E. de Facqz, *Ancien droit belgique*, t. II, pp. 224 et suiv., expose en détail les principes et le mécanisme de nos finances publiques sous l'ancien régime.

[4] Henne et Wauters, *Hist. de Bruxelles,* t. II, p. 492.

[5] Wynants, *Traité des aides* (manuscrit). Introd.

constitution financière monarchique et régulière, ils ne changèrent pas le principe de droit public qui subordonne au vote des contribuables dans les États, la levée des aides et subsides. A la différence de la France, nous n'avons jamais connu l'impôt royal [1].

Ce n'est pas à dire cependant que nos priviléges financiers n'aient jamais été battus en brèche. Il semble acquis aujourd'hui que les légistes du gouvernement autrichien ont essayé de les amoindrir et de les renverser. Mais l'opposition énergique des États rendit vaines les prétentions despotiques des Prié et des Joseph II, et la déclaration léopoldine du traité de La Haye reconnut sans restrictions les principes du vieux droit national [2].

Tels étaient les principes; inutile d'en relever la haute importance économique pour les classes rurales. Montesquieu n'hésite pas à proclamer que les pays les plus riches sont les plus libres, qu'ils sont cultivés à raison de leur liberté [3] et le triste écho des plaintes du paysan français de l'ancien régime est trop significatif pour qu'il ne suffise pas à le démontrer [4].

Les aides se levaient donc à la suite d'une demande, d'une prière (*bede*) faite aux États. Sans entrer dans le détail de l'organisation financière du moyen-âge, nous devons dire un mot de la question si importante de l'assiette des contributions et de leur répartition. Une première répartition devait se faire entre les villes et les seigneuries. Celle-ci en général se renouvelait à chaque levée. En Flandre, elle était réglée par le *Transport de Flandre* [5].

[1] L'aide féodale étant essentiellement un *don gracieux,* il nous semble difficile d'y voir avec M. Vuitry (*Régime financier de la France,* pp. 417 et suiv.), l'origine de l'impôt royal. Nous préférons en voir la source avec M. Callery (*L'impôt royal dans l'ancienne monarchie,* Revue des quest. histor., octobre 1879, pp. 419 à 492) dans la transformation du service militaire en redevance pécuniaire.

[2] Edm. Poullet, *Les Constitutions nationales,* pp. 423 et suiv.

[3] *Esprit des lois,* Liv. XVIII, ch. III.

[4] Voir les Économistes français du XVII[e] siècle : Vauban, Boisguilbert, etc. et l'excellent exposé de l'état des finances françaises à la fin de l'ancien régime dans L. de Poncins, *Les cahiers de 89,* pp. 201 et suiv.

[5] Le mode réglé d'abord sous Robert de Béthune fut revisé sous Jean de Bourgogne et sous Charles V.

Puis venait la sous-répartition. Nous savons mal comment elle se faisait dans les terres seigneuriales, cependant nous en connaissons quelques traits. Des fonctionnaires seigneuriaux divisaient les charges par *villa* avec le consentement du seigneur, et transmettaient la cote à chaque village, probablement au *villicus* [1]. Dans chaque village, la cote était répartie entre les habitants par voie de capitation ou par voie réelle. Nous avons dit que l'unité administrative était la famille, le feu, le manage; la capitation prenait donc la forme spéciale du fouage. De très-bonne heure cependant, chaque village eut ses fonctionnaires financiers spéciaux chargés de la sous-répartition. Ce sont les *bedesetters*. Leur principale fonction était de répartir entre les habitants la cote des aides qui leur incombait. Ces personnages étaient nommés par la communauté, soit directement, soit indirectement, pour un an; et ils ne pouvaient refuser de remplir ce mandat. Ils constituaient les *setboeken* ou rôles de contribution d'après lesquels on continuait d'ordinaire à lever les charges [2].

C'étaient les États qui, en votant le subside, en fixaient aussi l'assiette. A l'origine, le pied personnel ou la voie de contribution domina [3]; plus tard, on préféra l'impôt réel; mais il n'y avait là rien de fixe ni de stable. Tout dépendait des idées du moment. Les sous-répartiteurs devaient se soumettre sur ce point à la décision des États. Seules, les villes échappaient à cette obligation en la rachetant, en s'abonnant; cet acte leur donnait le droit de lever tel subside ou taxe que bon leur semblait, quitte à solder au trésor princier le chiffre de la cote imposée [4].

Le principe de la liberté des États en matière d'assiette des aides était absolu : les États y tenaient et surent le maintenir. Il semble cependant peu contestable que dans un pays dont l'admi-

[1] *Lindani de Teneramundà*, libri III, cap. IV.

[2] Sur la sous-répartition, voir E. de Facqz, op. et loc. cit. — Poullet, *Constitutions nationales*, loc. cit. — Wauters, *Hist. des environs de Bruxelles*, t. I, pp. LXI et 33.

Cf. le régime français dans A. Babeau, *Le village sous l'ancien régime*, p. 209.

[3] Warnkönig, *Histoire de Flandre*, trad. G., t. II, pp. 436 et 439.

[4] Henne et Wauters, *Histoire de Bruxelles*, t. II, p. 607.

nistration est unique, l'uniformité du pied des levées ne fût préférable. Aussi le gouvernement essaya-t-il de le réaliser. Il s'y prit malheureusement par un mauvais moyen. C'était sous le gouvernement du duc d'Albe, au moment où le peuple était accablé des misères de la guerre et de lourdes charges financières. Le duc, à court d'argent, voulut arracher aux États l'impôt célèbre du centième denier sur la valeur des biens, du dixième sur les transactions mobilières et du vingtième sur les transactions immobilières. Cet impôt exorbitant dans son principe, embarrassant et tracassier dans sa perception, était ruineux pour une nation commerçante. Aussi provoqua-t-il un *tolle* général dans toutes les provinces. Mais si l'impôt ne valait rien, l'idée de son unification était remarquable. La diversité des impôts, disait le duc dans ses lettres patentes sur le dixième denier, est une source perpétuelle de luttes et de querelles entre les États. Le nouvel impôt succomba parce qu'il entravait le commerce, frappait les gens du peuple, haussait le prix des denrées. Mais la tentative resta comme précédent [1]. Le gouvernement ne la renouvela plus, mais les États se chargèrent eux-mêmes d'unifier l'assiette de l'impôt dans les Pays-Bas. Le pied réel fut successivement adopté presque partout. L'usage, le meilleur des législateurs, réalisa ce qu'un édit n'avait pu accomplir [2].

Les États, avons-nous dit, opéraient la première répartition ; celle-ci se faisait d'après les capacités des communautés; la sous-répartition était faite par les fonctionnaires locaux. Les opérations de la distribution et de la perception des aides avaient été régularisées par les ducs de Bourgogne grâce à la surveillance des chambres

[1] Sur ce fait financier voir Bakhuizen van den Brink, *Notice sur le dixième denier*, Messager des sc. hist., 1849. — Namèche, *Cours abrégé d'histoire nationale*, t. II, p. 327. — Cardinal Bentivoglio, *Hist. des guerres de Flandre*, liv. V, *a°* 1569 (analyse minutieuse des débats qui surgirent). — Protestation des États du Hainaut en leur tenue du 20 août 1571 dans Lacroix, *Inv. des arch. du Hainaut*, p. 112 (exposé très-net des dangers économiques de cet impôt); enfin les textes officiels aux *Placards de Brabant*, t. III, Ordonnances des 18 janvier 1554, 6 avril 1570, 31 juillet 1571, 21 novembre 1576.

[2] Wynants, *Traité des aides*. En Flandre cependant on conserva le pied personnel de la taille. — G. de Ghewiet, t. I, p. 194. — E. de Facqz, op. cit., t. II, pp. 237 et suiv.

des comptes[1]. Mais au sein des guerres civiles, cette action s'était affaiblie et le désordre s'était glissé dans ces opérations [2]. En 1686, on fit un essai de statistique foncière qui pût servir à la levée des aides sur le pied réel. Ce système était insuffisant à cause de la confection défectueuse de ce registre lui-même. Il se bornait, en effet, à classer les terres d'après leur nature, mais non d'après leur valeur. Quelques villages constituèrent isolément des cadastres sérieux, mais cette tentative était isolée. Répartition et sous-répartition étaient donc très-mauvaises; les États eux-mêmes n'étaient pas toujours impartiaux [3]. Les asséeurs, gens corruptibles, se laissaient induire à modifier le pied de l'assiette, à faire des faveurs et à créer des exemptions illégales. C'était un désordre provoqué évidemment par le manque de surveillance de l'administration centrale [4]. On discutait alors le mode d'intervention qui lui était possible. On proposait à la fois la création d'un ministère des finances et la constitution d'un cadastre général et officiel [5]. Nous n'avons pas à examiner la première de ces mesures qui se traduisit par l'érection de la jointe des administrations et des offices de subsides [6]. Quant à la seconde, elle a un caractère économique et foncier très-intéressant. On discutait au XVIII[e] siècle les avantages de la fixité des cotes foncières. Les uns, partant du principe de la justice distributive, et songeant aux intérêts du trésor public, réclamaient une péréquation régulière des cotes cadastrales. Les autres se disaient que l'impôt était incorporé dans le revenu foncier; que les terres, en changeant de mains étaient payées d'après leur revenu réel, déduction faite des charges publiques.

[1] Gachard, *Notice historique sur la Cour des comptes.* En tête de l'Invent. des arch. de la Cour des comptes.

[2] Rescription de la Chambre de comptes au conseil des finances, 1625, Gachard, *Inv.*, etc., t. III, p. IV.

[3] Réclamation des villes du Hainaut, 1759, dans Lacroix, *Arch. du Hainaut,* p. 266.

[4] Wynants, op. cit., p. 85.

[5] Rapport du prince de Kaunitz à Marie-Thérèse, 1764, dans Gachard, *Analectes belgiques,* t. I, p. 401.

[6] Par décret du prince Charles de Lorraine, 13 octobre 1764.

Ce fut le premier principe qui l'emporta dans l'esprit des réformateurs des finances au XVIII[e] siècle, MM. de Cobenzl et de Kaunitz; les matricules surannées et défectueuses de 1686 nuisaient par leur application à la caisse impériale. Aussi, chercha-t-on à les renouveler; pour faciliter ce travail, des commissions dites des charges publiques, furent installées dans toutes les provinces, et celles du Limbourg et du Luxembourg ne tardèrent pas à constituer pour ces parties des Pays-Bas des cadastres complets et réguliers indiquant contenance, qualité, valeur et revenu des biens qui y étaient repris [1].

Les aides et subsides n'étaient pas les charges uniques. Il y avait aussi des contributions personnelles proportionnelles au revenu et soldées en travail ou corvées [2]. On les levait d'après la fortune mobilière. C'étaient des charges imposées aux communautés et réparties entre leurs habitants. Il fallait habiter la commune pour en être atteint. Ces charges étaient peut-être les plus lourdes à cause de leur répartition. En effet, malgré les efforts des fonctionnaires locaux, le gouvernement ne permettait de frapper que les domiciliés; or, il arrivait que ceux-ci fussent la partie la plus pauvre qui se trouvait ainsi très-lourdement grevée [3]. Ce n'est qu'à la fin du XVII[e] siècle que les charges furent réparties sur un pied mi-réel, mi-personnel. Cela permit d'atteindre les étrangers, les forains et d'égaliser la répartition [4].

Tel est par aperçu l'ensemble des charges publiques financières qui grèvent le paysan de l'ancien régime. Il y eut des moments ou ces charges l'accablèrent, notamment pendant la triste période des guerres de religion et pendant les guerres avec la France;

[1] Ch. Piot, *Le règne de Marie-Thérèse*, p. 93. — Prat, *Histoire d'Arlon*, t. II, p. 306. — De la Fontaine, *Introduction dans le Luxembourg du cadastre des biens-fonds*, dans les publications de la Société historique du Grand duché de Luxembourg, t. XVI, p. 197.

[2] Wynants, op. cit.

[3] Tarlier et Wauters, *Belg. anc. et moderne*, canton de Tirlemont, Haut-Heylissem, p. 107.

[4] G. de Ghewiet, *Institutes du droit belgique*, t. I, p. 194. Ces principes étaient appliqués aussi en matière de taille personnelle.

mais si les États cédèrent aux dures nécessités que certaines situations leur imposèrent, ils surent conserver intact leur droit constitutionnel et sauver nos populations des excès de l'arbitraire administratif.

§ 2. De la dîme.

Aux charges publiques proprement dites, il faut joindre une imposition qui pesait uniformément sur tous les fonds nationaux à titre de redevance ecclésiastique : la dîme. Dans un travail qui ne doit être qu'une esquisse de l'existence et des progrès de nos classes rurales, il serait hors de cadre de faire un examen détaillé de l'organisation de cette institution. Sans entrer dans la question si débattue de son origine, ni dans l'exposé déjà fait de sa législation dans nos provinces [1], disons un mot de sa nature et de son influence économique.

La dîme ancienne, réelle et solite, c'est-à-dire celle qui se prélève sur les fonds labourés et sur leur production ordinaire, ainsi que sur les animaux, était la principale. Elle frappait le plus clair de la richesse agricole du pays, mais elle ne frappait en principe que les cultures proprement dites.

Le produit des terres non labourées n'y était soumis que si un usage notoire en consacrait la perception. La dîme solite ou insolite, constituait dans le chef de son titulaire un droit réel, distinct du fonds et qui ne suivait pas l'aliénation du domaine de celui-ci [2].

La dîme ainsi entendue était une charge générale, appartenant au clergé; nous disons au clergé sans spécifier. En effet la dîme qui avait surtout pour but initial de satisfaire aux besoins matériels du clergé des paroisses, s'était insensiblement *amortie* et avait passé presque tout entière aux institutions religieuses ou aux chapitres ecclésiastiques. Le curé et le décimateur étaient donc très-souvent des personnes distinctes. La dîme ainsi s'était écartée de son but primitif. Cependant les obligations des déci-

[1] Britz, op. cit., p. 626.

[2] Britz, ibid. — G. de Ghewiet, t. I, p. 130. Cf. *infrà*.

mateurs compensaient un peu cette transformation. Le titulaire de la dîme était obligé de payer la portion congrue aux vicaires et clercs des villages, si la dîme des curés primitifs ne suffisait pas à cet effet. Cette obligation des décimateurs était présumée sauf usage contraire [1]. La coutume y ajoutait souvent le devoir de participer à l'entretien et à la réparation des édifices religieux de l'endroit [2]. Quoi qu'il en soit de ces compensations, elles ne satisfaisaient pas tout à fait les habitants. La dîme a été l'objet de beaucoup d'attaques ; elle fut souvent, semble-t-il, payée avec répugnance; sa transformation ne fut sans doute pas étrangère à cette disposition des esprits. Le peuple se voyait à regret obligé de payer une part de sa récolte pour le clergé, quand cette contribution n'améliorait pas la situation du prêtre qu'il connaissait et qui se dévouait chaque jour à ses intérêts spirituels et temporels [3].

La dîme en elle-même ne paraît pas avoir été une charge bien cruelle. Remarquons d'abord que la dîme est un impôt foncier, qui, comme tous les impôts de cette nature, s'était fondu depuis longtemps dans le revenu foncier. La dîme quelle qu'en fût le taux, souvent inférieur à la dixième gerbe, était une charge ancienne, et le prix foncier s'était depuis longtemps réglé en vue de cette contribution [4].

Il est incontestable cependant que peu d'impôts ont été l'objet d'invectives plus énergiques. Nous ne nous arrêterons pas aux causes morales. Nous en avons signalé une; le progrès de certaines idées philosophiques en est une autre, et ce n'est pas la moins importante. Mais la dîme en elle-même prêtait-elle à ces réclamations. Par sa nature, non. Était-ce par sa perception? La dîme était un prélèvement absolument privilégié. Les agents du décimateur venaient faire sur place le dénombrement des gerbes avant leur mise en tas, et levaient la part de l'ayant droit [5]. Ceci

[1] Britz, p. 629. — G. de Ghewiet, t. I, p. 159.

[2] Ibid.

[3] A. Babeau, *Le village sous l'ancien régime,* p. 134. — L. de Poncins, *Les cahiers de 89*, p. 179.

[4] Ad. Smith, *Richesse des nations,* éd. Guillaumin, t. III, p. 198.

[5] Règlement de Charles V, 1520, *Placards de Brabant,* t. I, p. 92. — Inter-

était absolu, et le décimateur pouvait même passer sur les champs cultivés pour conduire son charriot de gerbes jusqu'à la voie publique [1]. Cette perception sans doute était assez désagréable; mais il nous paraît douteux qu'elle ait suffi à motiver tant de récriminations. Le champart s'exerçait de la même manière et n'a pas soulevé tant de plaintes. Or, les percepteurs ecclésiastiques étaient généralement moins exigeants que les agents laïcs. Nous ne prétendons pas, nous l'avons déjà dit, que l'administration du temporel ecclésiastique fût toujours exempte de tout reproche [2]. Il y eut des intendants qui méconnurent leurs devoirs, il y eut surtout des percepteurs infidèles. Dans la principauté de Liège en particulier, l'usage d'affermer la perception des dîmes était très-répandu. Les cartulaires des chapitres sont remplis d'amodiations de dîmes à des prix très-élevés [3]. Or, des perceptions entreprises en de pareilles conditions ne pouvaient être que nuisibles aux exploitants grevés. Elles étaient faites dans un esprit de spéculation et d'entreprise très-nuisible aux débiteurs. Le principal danger de cette perception stricte et financière était d'écarter tout moyen d'accorder au producteur remise ou exemption de sa redevance. Nous avons signalé les principes qui guidaient les religieux dans leurs exploitations; sans en avoir trouvé jusqu'ici d'exemple positif, nous pouvons conjecturer qu'ils les étendaient à la perception de la dîme. Leur application était peut-être ici spécialement nécessaire; la dîme en effet se percevait sur ce produit brut, sans aucune déduction des frais de production, indépendamment de toutes autres charges d'ordre privé ou public [4]. Il importait donc beaucoup en cas de mauvaise récolte que ses exigences fussent modérées. C'est sans doute ce qui arrivait presque toujours. Ces remises, jointes à la proportionnalité essentielle à ce système, ont fait que si les dîmes ont été gênantes, parfois même oné-

prétation 1523. — Lettre de mandement du souverain bailli de Hainaut, 1538. Lacroix, *Inv. des arch. du Hainaut*, p. 14.

[1] *Cart. de Bergues-St-Winoc*, t. I, p. 220.

[2] Voir plus haut *Les moines*.

[3] Schoonbroodt, *Cart. du chapitre de St-Martin*, passim.

[4] Britz, p. 630.

reuses, elles n'ont cependant jamais ruiné personne. Il y eut en réalité des protestations, des soulèvements, même des ligues contre le payement de la dîme[1], mais il y en eut contre toutes les redevances. Un droit fiscal prélevé sur un village tout entier par un corps étranger, quelque bénin qu'en soit l'exercice, est toujours désagréable et de nature en bien des circonstances à provoquer des plaintes, voire même des résistances[2].

Que dire enfin des procès et des contestations qui surgirent à propos de la dîme? C'étaient là les conséquences naturelles, nécessaires de la nature même de ce droit. Il était lucratif et assez mal défini. Lucratif, il devait occasionner des dissentiments entre les ayants droit et en effet beaucoup de différends sont vidés entre prétendants par des partages de droit sur le produit de certaines dîmes[3]. Mal défini, il y avait souvent lieu de se demander si telle terre, ou telle culture y était ou non soumise[4]. Nous ne voyons dans ces usages rien qui soit spécialement onéreux pour l'agriculture, contraire à ses progrès. Recommencer aujourd'hui contre cette institution le procès qu'on lui fit au XVIIIe siècle, faire un tableau des oppressions dont elle fut la source, serait faire œuvre de polémiste et non d'historien.

Les dîmes ont eu leur mauvais côtés, elles ont eu leurs abus; nous ne le nions pas; quelle institution n'a pas eu les siens? Mais quel fut son principal abus? Ce fut d'être détournée de son but réel et primitif; ce n'est pas dans ses rapports avec l'agriculture qu'il faut le chercher. Les dîmes ne sont pas le meilleur moyen de subvenir au temporel du culte;

[1] Ch. Duvivier, *La dîme au moyen-âge*, Revue d'hist. et d'archéol., t. II, p. 180, 1860.

[2] A. de Tocqueville, *L'ancien régime et la révolution*, liv. II, ch. I, a parfaitement démontré cette thèse pour les droits seigneuriaux.

[3] Actes épars dans les *Cartulaires des Dunes*, etc.

[4] Ex. : pour la dîme de la pomme de terre, Baron J. de Saint-Genois, *Dîme de la pomme de terre en Flandre*, Mess. des sc. hist. de Belg., p. 472, 1852. — De la Fontaine, *La pomme de terre en Luxembourg*, Société hist. du Grand-Duché, t. VII, p. 189. — *Dîme des navets*, (1531-1560), *Cart. de Bergues-Ste-Winoc*, t. I, pp. 394, 432.

cette opinion semble prouvée par leur histoire; mais cette question importe peu aux classes agricoles; ce qu'il faut constater, c'est que cet impôt comme tel, en tant que charge foncière, ne fut pas plus ruineux, le fut même moins que beaucoup d'autres.

Les dîmes étaient de diverses espèces; sans avoir à entrer dans leur détail, bornons-nous à les énumérer [1]. C'étaient d'abord les grosses dîmes ou celles des fruits qui se récoltaient en grand, blés, foins, vignobles; puis les dîmes menues ou dîmes vertes, concernant les récoltes de petite culture et des plantes industrielles, légumes, sainfoin, chanvre, et, semble-t-il, de tout ce qu'on a appelé les fruits de jachère (*braekvruchten*). En outre, les grosses dîmes portaient sur le bétail, et les menues sur les troupeaux domestiques. L'usage qui faisait la règle à cet égard était assez arbitraire, et la distinction assez vague. Elle n'était cependant pas sans importance, car gros et petits décimateurs ne levaient pas toujours au même taux.

C'étaient là les redevances ecclésiastiques levées sur les terres anciennes. A côté d'elles nous trouvons la dîme novale, droit spécial de prémices sur les terres nouvellement défrichées. Les monastères, qui se livraient aux principaux défrichements, étaient exemptés des novales sur les terres qu'ils réduisaient en culture [2].

Telles étaient les dîmes réelles ou prédiales. C'étaient les principales. Les dîmes personnelles ne vécurent pas longtemps; mais il y eut toujours certaines dîmes qui, par l'objet qu'elles frappaient, avaient un caractère mixte, portant sur un produit, obtenu par le concours des forces de la nature et du travail de l'homme. Telle était la dîme du miel, de la cire, du lait. On pourrait peut-être aussi y comprendre la dîme des harengs, usitée sur les côtes et qui occasionna d'interminables procès [3].

Les réflexions qui précèdent, on le voit, écartent entièrement la question de l'origine des dîmes. La discussion de ce point quel-

[1] Voir les sources supra. E. de Facqz, *Ancien droit belgique,* t. II, p. 139.

[2] Trotz, *Jus agrarium,*t. I, p. 33, et les innombrables priviléges et confirmations épars dans les cartulaires.

[3] Cart. des Dunes, de Groeninghe, près Courtrai, etc.

que vif que puisse être son intérêt, ne peut rentrer dans notre cadre[1]. Nous avons donc pris pour point de départ l'opinion la plus répandue malgré de nombreuses divergences : celle de l'origine commune des diverses dîmes existant à la fin de l'ancien régime. Nous n'entendons pas par là trancher la question en ce sens. Ne la discutant pas, nous posons en hypothèse l'opinion de la majorité. Nous tenons à faire ces réserves pour prévenir toute objection. En effet, cette hypothèse est la plus défavorable à l'opinion que nous avons soutenue. Nous avons défendu l'innocuité de la dîme, redevance ecclésiastique. Nous n'avons jamais prétendu que toutes les redevances seigneuriales fussent également inoffensives. S'il y a donc, ce que nous ne voulons pas décider, s'il y a à distinguer entre dîmes laïcales et paroissiales, dîmes d'origine spirituelle ou d'origine seigneuriale, cette distinction ne ferait sans doute que confirmer notre argumentation.

Quelle que soit l'origine des dîmes, il est certain qu'aux derniers siècles on distinguait entre dîmes ecclésiastiques et dîmes seigneuriales ou séculières; mais c'était là une distinction de fait; le nom de la dîme dépendait uniquement du caractère laïc ou religieux de celui à qui on la payait.

Les dîmes de toute nature furent abolies par la révolution, soit par l'article 5 du décret du 21 août 1789, soit par la loi du 17 juillet 1793, publiés en Belgique en exécution d'un arrêté du 14 brumaire an IV (5 novembre 1795)[2].

§ 3. Biens et usages communaux.

Les *villæ* possédaient en indivis certains droits, dont l'exercice était réservé à leurs membres. Ces droits étaient de diverse nature. Il y avait des propriétés communales et des communaux proprement dits. Les premières étaient des droits réels appartenant à la communauté comme corps moral, comme *universitas;* et dont elle peut disposer en suivant les règles de la tutelle finan-

[1] Résumé des théories émises jusqu'ici en Belgique, dans Warnkönig, *Hist. de Fland.*, trad. G., t. II, p. 382.

[2] E. de Facqz, op. cit., t. II, p. 147.

cière. Les communaux étaient des domaines soumis au profit des communiers à certaines usances et servitudes déterminées. Ces deux catégories d'immeubles sont tout à fait distinctes en théorie; sans doute les propriétés des communes peuvent être en même temps des communaux, mais cette coïncidence n'est ni générale, ni nécessaire, et le régime juridique des deux genres était fort différent [1].

Nous n'avons à parler ici que des communaux proprement dits. Il y avait au moyen-âge une idée fortement enracinée dans l'esprit populaire, c'est que l'herbe, l'air, l'eau et le bois, dons gratuits de la nature, devaient être aussi livrés à la jouissance gratuite de tous les hommes [2]. Ce principe était celui de la *marke* germanique. Les terres incultes, landes, prairies naturelles, bois, étaient, comme de droit naturel, abandonnés à l'usage des habitants. Ce principe demeura très-vivace pendant tout le moyen-âge. Les seigneurs cependant, en vertu de leur souveraineté, n'avaient pas tardé à empiéter sur les droits des vilains. Ils avaient diminué, réglementé, même supprimé certains usages et transformé leurs bénéfices en droits seigneuriaux. Ces terres vagues dont ils cherchaient à s'assurer ce domaine, ils les rétrocédaient à cens aux communautés, ou parfois à des particuliers. Restaurer à leur profit et moyennant redevance les jouissances communales, était le seul avantage que les seigneurs pouvaient retirer de leur usurpation. En effet la constitution agraire du moyen-âge réclamait impérieusement l'existence de pâturages communs. C'était un élément indispensable du régime agricole du temps [3]. Toutes les chartes de colonisation doivent promettre aux colons, outre des terres à cultiver personnellement, du bois et des prés dont ils puissent user pour leurs installations et leur bétail. Les seigneurs, propriétaires et souverains, ne manquaient donc jamais de con-

[1] Stockmans, *Decisiones Brabantinæ*, Dec. 87 les confond. — Cf. Raepsaet, *Analyse*, liv. IV, ch. X, nos 276 et suiv.

[2] Wauters, *Libertés communales*, p. 233. — Guérard, *Cart. de St-Père de Chartres*, p. 172.

[3] Raikem, *Discours de rentrée*, p 63, 1853. — Kempeneers, *Oude vryheid Montenaken*, t. I, p. 56.

céder des usages de ce genre. Mais ces concessions ne leur enlevaient pas leur droit de propriété sur ces biens.

Telle était donc la situation : les seigneurs propriétaires concédaient aux communes la jouissance des terres vagues, bois et prés utiles à leurs habitants.

On a longuement discuté l'origine des biens communaux. Les uns les ont tous fait dériver de concessions seigneuriales [1]. D'autres n'y ont vu que la persistance, sous une forme moins radicale ou, si l'on veut, une transformation de l'ancienne copropriété germanique [2]. Ce dernier système nous paraît démontré pour l'Allemagne, ou le régime des *dorfen* ne s'est modifié que par évolutions insensibles. La marke, copropriété sacrée et indivise des habitants, a persisté pendant tout le moyen-âge, et ce sont les atteintes portées par les seigneurs à ses priviléges inviolables qui ont servi de premier prétexte à la guerre des paysans [3]. Mais dans nos provinces, il nous paraît difficile d'admettre comme générale la vérité de cette opinion. Le type germanique du village a eu chez nous sur la constitution des domaines, une influence beaucoup moindre qu'en Allemagne. En admettant que ce type fût celui de nos villages primitifs, l'invasion romaine en a considérablement modifié l'organisation ; les migrations germaniques ne l'ont restauré que dans son principe nécessaire, non dans son organisation réelle [4]. Il y a donc eu chez nous de tout temps des villages ayant des jouissances communales ; mais leur territoire était délimité par les concessions royales ou particulières ; l'organisation agraire de nos provinces s'est formée évidemment d'après les exigences économiques du temps ; mais elle a été constituée ainsi artificiel-

[1] Wauters, *Libertés communales*, p. 231. — Ch. Duvivier, *Les hospites*. — Raepsaet, loc. cit., n° 278 et les sources y citées. — Dareste, *Hist. des classes agricoles*, p. 372. — Trotz, *Jus agrarium*, t. I, p. 24.

[2] E. de Laveleye, *Les formes primitives de la propriété*. — G. von Maurer, *Gesch. der Dorfverfassung in Deutschland*. — L. Vander Kindere, *Notice sur l'origine des magistrats communaux et sur l'organisation de la marke dans nos contrées au moyen-âge*, Bull. de l'Acad. roy. de Belg., 2e série, t. XXXVIII.

[3] G. von Maurer, op. cit. — E. Langethal, *Gesch. der Teutsch. Landw.*, I³, p. 51.

[4] Taillar, *Mémoire sur la formation des villages*.

lement et non par voie de formation naturelle et insensible. Ces usages communaux nés spontanément dans une tribu, supposent le développement d'une nation passant insensiblement de la vie pastorale à la vie sédentaire, mais sont incompatibles avec le fait d'une conquête et d'une brusque appropriation du sol. Ce n'est qu'à l'extrême-nord de notre pays, dans ce littoral flamand où s'élevèrent les gildes indépendantes, que ce système peut s'être et s'est probablement vérifié.

Que conclure de ces réflexions ? Que les communaux, sans être, sauf dans le *littus saxonicum*, la transformation de la *marke* primitive, sont cependant l'application du même principe, la conséquence des mêmes nécessités sociales. Rien d'étonnant donc à ce qu'on y retrouve les mêmes idées, les mêmes règlements, les mêmes usages que dans la *marke* elle-même, dont le village belge n'est que la reconstitution.

Quels étaient donc les droits des communiers [1] ? Ces droits étaient loin d'être absolus et illimités.

La première condition de leur jouissance était d'appartenir à la communauté; c'était un avantage réservé aux *manants*, mais tous les communiers participaient à l'usage des prés et des bois communaux. En quoi donc consistait cet usage?

Pour le fait des prés, dans le droit de pâturage. Tout membre de la communauté peut envoyer son bétail sur le pâturage commun. Cependant ce droit lui-même est soumis à certaines restrictions. Il fallait que le bétail appartînt au manant, ou du moins, si c'était du bétail commandité, qu'il l'ait hiverné [2]. Il ne pouvait, par exemple pour les bois, acheter des porcs à la saison des glands et les revendre aussitôt après. S'il outrepassait ses droits, une amende le frappait.

Pour le fait des bois, les droits consistaient dans la glandée pour les porcs; à partir de l'époque où les tailles avaient atteint cinq ou sept ans; dans le droit de maisonnage, ou droit de prendre ce

[1] Vander Kindere, op. et loc. cit., p. 29 (du tiré à part).

[2] Nus ne puet avoir aise es près ne es patures s'il n'est manans en l'avoltrie est si puent prendre bustes a Nourechon s'il les puent avoir et si les evernunt et autrement neent. » Loi d'Onnaing, cité par le précédent.

qui est nécessaire à la construction, mais celui-ci était soumis à une autorisation préalable et à une fixation; enfin dans le droit de prendre le bois nécessaire à la consommation du ménage [1].

Tel est l'ensemble des droits communaux, qui étaient d'ailleurs soumis dans chaque localité à des réglementations très-variées [2]. Ces droits existaient presque partout, non-seulement dans les villages, mais même dans les villes. Les ayants droit y attachaient une très-haute importance et les soins très-spéciaux donnés à leur administration en seraient, à défaut d'autres, une preuve suffisante.

Cet attachement à la jouissance des communaux était justifiée par la situation économique. Nous en avons dit la raison; ce sont les exigences de la culture semi-pastorale de cette époque. L'existence de ces droits a donné lieu à de grandes controverses sur leur utilité. Elles ne peuvent se trancher qu'en distinguant les époques et les périodes culturales. Sans doute dans un régime agricole encore incomplétement intensif, ces jouissances sont un grand élément de bien-être pour l'agriculteur. Non-seulement il y trouve un secours pour son exploitation, mais il en tire des utilités gratuites très-précieuses. La science agricole ne lui permet pas encore de mettre utilement ces terres en culture; il en tire donc par ce mode de jouissance le meilleur parti possible. Mais quand l'agriculture se développe, que les circonstances permettent utilement le défrichement de ces terres, il est plus utile au pays et à chacun de ses habitants de leur donner un emploi plus productif. Si les communaux ont été utiles, ils ne le sont plus. Leur existence est toujours contemporaine d'une situation économique encore incomplète [3].

[1] E. Borgnet, *Cartul. de Fosses*, p. 106. — Hagemans, *Hist. de Chimay*: Ordonnance du conseil de Hainaut sur les bois, p. 575. — Bormans, *Les fiefs de Namur*, passim, 1re liv. — Mémoire manuscrit sur l'administration forestière au XVe siècle. Arch. de la Soc. d'Émulation de Liége (section agricole). — Comte de Villermont, *Couvin et sa châtellenie*, pp. 47 et suiv. Règlement très-restrictif.

[2] On mesurait les terres primitivement d'après le nombre de brebis qui pouvaient y paître, les bois d'après les porcs qui pouvaient s'y nourrir (saginari). Ex. *Cart. du Mont Blandin*, édit. Van den Putte, p. 71.

[3] L. de Lavergne, *Les assemblées provinciales sous Louis XVI*, p. 82 et passim, reproduit à cet égard les curieuses délibérations de ces assemblées.

Si cela est vrai des prés et des terres vagues, il serait peut-être inexact d'étendre aux terrains boisés une appréciation si absolue. Les communes, corps moraux et perpétuels sont les meilleurs conservateurs des forêts que la spéculation particulière dérode au grand détriment de l'intérêt général. Or rien ne s'opposerait à laisser persister dans les bois communaux des usances qui sans leur nuire augmenteraient gratuitement l'aisance des habitants [1],

A mesure que l'agriculture progressait, les terrains communaux étaient l'objet d'emprises plus considérables. Mais de tout temps ces emprises avaient été soumises à l'usage commun pendant les saisons mortes, c'est-à-dire après la première coupe pour les prés, après la récolte et pendant l'année de jachère pour les terres arables. La servitude de ces propriétés était dite vaine pâture, par opposition à la dépaissance ou grasse pâture sur les terrains communaux. Ce droit était encore très en vigueur lors de la rédaction des coutumes et l'on en trouve plus d'une trace dans leur texte; les jurisconsultes et les placards s'en occupèrent également [2].

La vaine pâture n'était pas dominée par les mêmes principes que la dépaissance communale. Celle-ci n'appartenait qu'aux manants; le droit à la première était basée sur la réciprocité. Le droit d'aller sur les terres de ses voisins n'était fondé que sur l'obligation de souffrir le même exercice. Il suffisait donc d'être propriétaire. Mais le droit de tout exploitant n'était pas indéfini. La mesure du droit, le nombre de têtes qu'on pouvait envoyer en pâture était déterminé d'après le nombre de bonniers qu'on cultivait [3].

Comment apprécier cette institution? En elle-même et pendant longtemps elle ne fut pas nuisible, mais quand de nouveaux procédés agricoles commencèrent à se faire jour, elle devint gênante pour leurs progrès. En effet la pâture constituant un

[1] F. Le Play, *La réforme sociale*, liv. IV, chap. XXXV.

[2] Législation dans E. de Facqz, *Ancien droit belgique*, t. II, p. 151.

[3] Steur, *L'administration des Pays-Bas autrichiens*, p. 190. — Henrion de Pansey, *Des biens communaux*, 3e éd., p. 369. — Pardessus, *Traité des servitudes*, n° 132.

droit des voisins, on ne pouvait sans le violer en limiter l'exercice. Or les cultures de jachères et les cultures dérobées devaient nécessairement restreindre le temps de libre pâturage. Celui-ci en effet détruisait toute culture.

Il en était de même pour les prairies artificielles. La pâture commençant communément aussitôt après la fenaison, absorbait toute la seconde herbe, enlevait à l'exploitant le bénéfice du regain, et par conséquent diminuait son revenu et la valeur de sa terre.

Cette servitude était donc pour les progrès agricoles une entrave sérieuse; non-seulement elle en diminuait les bénéfices, mais elle en compromettait le succès et empêchait toute modification sérieuse à la culture des domaines.

Aussi de bonne heure des restrictions furent apportées à cette servitude elle-même. Pour expliquer ces restrictions, il faut remonter à l'origine. La vaine pâture, avons-nous dit, avait existé de tout temps sur les emprises communales, et probablement même sur toutes les propriétés de la commune. Elle était née d'un usage tout naturel, souvenir de l'ancienne communauté, et justifiée par ce principe qu'on peut user d'une chose quand, en le faisant, on ne nuit pas à son propriétaire. La vaine pâture, utile aux communautés, sans préjudice pour le propriétaire, avait naturellement passé dans les mœurs. Il résulte de cette origine que la vaine pâture ne constituait pas un droit véritable de la communauté, mais une simple faculté autorisée par la tolérance des propriétaires [1]. Quelle que soit la vérité historique de cette théorie, il était cependant difficile aux particuliers d'échapper à une servitude consacrée par un usage immémorial. Aussi fallut-il que des mesures générales vinssent les libérer. Ce fut à propos de l'abandon du système de jachères que commença son affranchissement, qui fut partiellement réalisé par les coutumes de Ruremonde et d'Alost. Mais le grand mouvement économique ne se fit sentir que vers le milieu du XVIIIe siècle et aboutit presque en même temps à diverses ordonnances consacrant la liberté des propriétaires dans

[1] Dunod, *Traité des prescriptions*, 1re partie, ch. XII.

toute l'étendue de nos provinces, par le droit de clôture des héritages, droit dont le seul exercice délivrait le domaine de la vaine pâture communale.

Cette législation accordait aux cultivateurs le moyen de garantir la liberté de leur culture; elle rendait à la vaine pâture son vrai caractère juridique de libre tolérance [1]. Mais cette tolérance pouvait avoir été abdiquée par une concession formelle fondée sur un titre. L'édit de Louis XV en avait, dans ce cas, ordonné le respect. La loi ou code rural de 1791 abolit même cette dernière exception et ne laissait plus au droit de clôture qu'une seule exception : celle où la vaine pâture *entre particuliers* était fondée sur un titre; encore, dans ce cas, était-elle rachetable [2].

La liberté des fonds froissait incontestablement quelques intérêts individuels, mais elle contribuait au bien-être général en facilitant les progrès de la culture. D'ailleurs le code de 1791 n'agit pas en cette matière d'une manière violente. Il ne supprima pas brusquement un usage ancien, mais en confirmant, comme les actes législatifs antérieurs, le caractère précaire de cet usage, il en favorisa la disparition graduelle par l'effet du mouvement économique. Ce but se réalisa en effet; grâce à une meilleure intelligence des intérêts agricoles, à l'exercice fréquent du droit de clôture, la vaine pâture est en pleine décroissance en Belgique, et le moment n'est pas éloigné où, par la seule action du temps, elle aura disparu, sans qu'il faille pour la supprimer, l'intervention du législateur [3].

[1] Toute cette théorie est clairement démontrée dans le rapport magistral de M. Th. Smolders sur le titre I, ch. IV-VI du projet de Code rural, *Documents parlementaires,* session 1878-1879.

[2] Nous ne faisons que signaler ici la seconde exception prévue à l'article 11, section IV du Code rural. Le texte et la portée de cet article exigerait des développements juridiques trop étendus.

[3] Qu'on nous permette, à la veille, de la révision du Code rural, d'exprimer le désir qu'on s'abstienne en cette matière de mesures brusques et radicales et qu'on laisse l'action du temps et du progrès faire son œuvre. Ce principe de modération a été celui du Code rural de 1791, œuvre intelligente d'un homme remarquable, économiste et agronome, Heurtault de Lamerville, député de la noblesse du Berry. — Cf. L. de Lavergne, *Économie rurale de la France,* 4e éd., p. 422.

Une association naturelle d'idées nous conduit à dire un mot ici d'une servitude rurale existant sur les propriétés non en faveur de la communauté, mais en faveur des pauvres. C'est le glanage. Quand les récoltes sont mises en tas, le propriétaire ne peut glaner ni par lui-même ni par ses gens. Il faut que les pauvres puissent y venir chercher leur part. C'est une sorte de charité légale. Les glaneurs, de leur côté, ne peuvent que ramasser les épis épars sur le sol; ils ne peuvent, sous aucun prétexte, s'approcher des tas, et le temps du glanage est strictement limité. Le code rural de 1791 a aboli l'obligation du propriétaire de ne pas glaner, mais il réglemente l'exercice du glanage de la part de ceux qui voudraient en profiter [1].

§ 4. Le crédit foncier et agricole [2].

L'agriculture a besoin de capitaux; or le travail et le capital ne sont pas toujours réunis dans les mêmes mains. Il en était surtout ainsi au moyen-âge. Le capital ne s'est amassé que lentement par les épargnes des classes laborieuses. Comment donc le travail agricole obtenait-il ses capitaux? Au début de cette période de l'histoire, nous l'avons dit, le capital d'exploitation du manse appartenait tout entier au seigneur; celui-ci le reprenait à la mort de son tenancier par droit de mainmorte. Mais quand commencèrent à naître les exploitations séparées et les diverses tenures, il n'en fut plus ainsi. L'histoire des amodiations, on l'a vu, est l'histoire même du capital rural. Rappeler leur succession, c'est donc aussi analyser les phases du crédit agricole. Or nous voyons l'un après l'autre s'appliquer dans les tenures le principe du métayage, du cheptel, du fermage. Quelles conditions financières, quel état de crédit révèlent ces formes diverses? Le métayage, c'est la société proprement dite avec responsabilité égale et par-

[1] E. de Facqz, op. cit., t. II, p. 149.

[2] Au point de vue historique. Doniol, *Hist. des classes rurales*, p. 214. — Dareste, *Hist. des classes agricoles*, p. 521. — L. Delisle, *Les classes agric. en Normandie*, ch. VIII.

tage de bénéfices entre propriétaire et tenancier. Le cheptel, c'est la commandite, le capital confié par le propriétaire à son tenancier sous la responsabilité et aux risques de celui-ci. Le fermage, c'est l'indépendance du tenancier entrepreneur et capitaliste; mais obligé de chercher les avances et le crédit en dehors de ses rapports fonciers avec le bailleur [1]. On voit donc clairement, dans cette histoire même des tenures, celle des progrès des capitaux chez le paysan. Le métayage et le cheptel sont les formes par excellence du crédit rural dans les temps ou les pays où le capital du tenancier se trouve insuffisant. Ils présentent un double avantage. Le premier est de se faire en nature, c'est-à-dire en objets directement utiles à l'industrie agricole et à l'exploitation même à laquelle ils sont attachés. Le second avantage est d'être conclus de propriétaire à tenancier, c'est-à-dire entre les personnes qui ont le plus grand intérêt commun à la conservation du capital et de l'exploitation tout entière. Le propriétaire est le banquier naturel de ses tenanciers; les avances aux exploitants de son domaine font partie du grand rôle économique et social qu'il est appelé à jouer dans le monde. Enfin le métayage et le cheptel présentaient encore, pour leur temps, cette grande garantie qu'ils permettaient au propriétaire-bailleur de veiller de près à l'emploi de sa terre et de ses capitaux; chose précieuse en un temps où ceux-ci étaient rares et chers, l'expérience agricole encore minime, et les garanties du bailleur d'ailleurs dérisoires.

C'est donc par voie d'association et de commandite que se révèlent les premiers essais du crédit agricole. Cette forme de crédit était d'ailleurs maintenue par l'interdiction de toutes les autres.

Cette interdiction canonique et légale fut un bienfait social, puisqu'elle maintint, par son influence, les formes de crédit vraiment adaptées à la situation économique de l'époque [2]. Alors plus que jamais il eût été vrai de dire que paysan grevé était paysan ruiné; car, pour se libérer et se relever, il lui eût fallu bien plus

[1] Troplong, Préfaces aux traités *du contrat de louage* et *du contrat de société.*

[2] Claudio Jannet, *Le prêt à intérêt et les lois ecclésiastiques.* Note au chapitre XXVIII des *Lois économiques* par A. de Metz-Noblat, 2e éd., p. 293.

de travail, de profits, d'épargne qu'aujourd'hui. Le prêt à intérêt, forme de crédit d'une société arrivée à l'apogée de sa prospérité et de son activité industrielle, était incompatible avec les lents progrès, les minces profits, la circulation difficile qui caractérisaient l'état économique du haut moyen-âge. L'Église ne tolérait pas l'intérêt sans société; le prêt lui-même devait être gratuit, c'était le *mutuum* ou prêt de charité.

Quand le bail à ferme commença à se répandre, les prêts gratuits en nature durent augmenter aussi; mais la gratuité du prêt était un acte de charité, de bienfaisance; on chercha donc à se créer un intérêt [1]. Ce fut l'origine du contrat de constitution de rente [2]. Ce contrat consistait dans l'abandon d'un capital en pleine propriété contre le service d'une rente perpétuelle ou temporaire. L'essence de ce contrat, la cause de sa licéité était l'inexigibilité du capital. Le bailleur de fonds ne pouvait jamais réclamer sa somme, il l'avait donnée en *mutuum* [3]; mais le débi-rentier, l'emprunteur était toujours admis à se libérer. Inexigible, le capital était toujours remboursable. C'était, pour propriétaire et tenancier, une forme précieuse de crédit, toute à l'avantage de l'exploitation de l'emprunteur. En effet, le prêt est indéfini, le cultivateur n'a donc pas à craindre de se voir inopinément réclamer un capital qu'il a immobilisé dans le sol et qu'il ne peut rendre qu'en vendant son exploitation. Le prêt à long terme est un desideratum, aujourd'hui presque irréalisable, du crédit agricole. On voit que le moyen-âge en avait trouvé une parfaite réalisation. En même temps qu'elle était avantageuse au tenancier, la constitution de rente l'était aussi à l'exploitation même, car,

[1] Le crédit gratuit disparaissait. « Il n'y a plus de charité parmi les hommes, » dit le préambule de l'ordonnance des Archiducs du 8 mai 1600.

[2] *Tractatus de reditibus annuis*, 1623, Bibl. nat., MS. nº 15362, ch. I et III. Le taux légal auquel on pouvait constituer une rente, était à Liége et en Flandre du denier 20 (5 %), en Hainaut du denier 16 (6.25 %). Britz, op. cit., p. 602. — Cf. *Tractatus*, cité, ch. VIII : « Quod sit justum pretium redituum annuorum.

[3] Acte de 1135 « Cum tres marcas *mutuo* accèptas constitissent, sex frumenti modios usuris solvebat. » — Piot, *Cart. de St-Trond*, t. I, p. 46.

obligé de fournir la rente, l'emprunteur était obligé aussi d'employer le capital à la terre et d'en tirer profit. Enfin, dernier avantage, si ces profits étaient considérables, il pouvait à son gré se libérer et rembourser le capital constitué [1].

La constitution de rente était un crédit mobilier; une autre combinaison juridique analogue créa le crédit foncier pour les petits propriétaires. C'est le contrat de rente foncière, l'arrentement dont nous avons expliqué plus haut les avantages économiques. Ces avantages réunirent, à tous ceux de la constitution de rente, celui d'une garantie supérieure, celle du sol, quand Charles V eut proclamé leur rachetabilité générale [2].

Ces contrats, dont la licéité avait d'abord été révoquée en doute, furent évidemment permis depuis la célèbre déclaration de Martin V et de Calixte III [3]. Cet acte pontifical révèle, une fois de plus, l'esprit de la législation ecclésiastique en matière de prêt à intérêt. L'Église ne tolérait pas l'exploitation du faible par le fort, du pauvre par le riche. Elle ne voulait d'intérêt que pour autant qu'il fût justifié. Or il ne lui semblait justifié que si le capital engagé courait un risque, ou si, pour l'avancer, le prêteur se privait d'un bénéfice certain. Or, dans ce contrat de rente, il y avait un risque très-clair, celui de perdre son capital, qui était réellement aliéné et inexigible. Il y avait là sacrifice, risque et, partant, cause de compensation. Avant d'examiner les crédits illicites, disons donc un mot du caractère économique de la doctrine

[1] Acte de 1229. Vente de biens pour racheter une rente annuelle de 24 marcs, Wauters, *Table chronologique des diplômes imprimés*, t. IV, p. 83.

Parfois le service de la rente portait amortissement du capital. Acte de 1285, *Bull. de la Comm roy. hist.*, 3e série, t. XIII, p. 53.

[2] Exemples dans L. Vander Kindere, *Siècle des Artevelde*, p. 220. — Schoonbroodt, *Arch. du Val St-Lambert*, t. I, n° 640. *a°* 1365. — Kempeneers, *Oude vryheid Montenaken*, t. II, p. 521, donne comme suit le taux des rentes pour cette région :

1587 9 %	1643 5 %	1724 5 %	1749 5 %
1640 15 %	1694 5 %	1728 2 1/2 %	1756 3 1/2 %.

[3] *Tractatus*, cité, ch. III. — Ch. Jourdain, *L'économie politique au moyen-âge*, Mém. de l'Acad. des Inscript. et Belles-Lettres, t. XXVIII, p. 14, 1874.

de l'Église. Nous venons d'en noter le principe. Ce principe, il faut le reconnaître, est l'application d'une loi de l'économie politique. L'intérêt hausse ou baisse d'après les risques que court le capital et la fortune du prêteur. Or comment cette fortune peut-elle être compromise? Quand l'industrie est active, elle l'est par la perte ou l'improductivité du capital; quand l'industrie est peu développée, quand le capital est un amas de denrées ou d'écus qui n'a pas réellement le caractère de capital, de fonds de reproduction, la fortune du prêteur ne peut être entamée que par des risques spéciaux de perte : par une responsabilité assez étendue. Il en résulte que, dans ce dernier cas, la société seule justifie un bénéfice, tandis que dans le premier un intérêt est naturel. L'acte de Martin V marque une étape du mouvement économique, une autre est fixée par l'Encyclique *vix pervenit* de Benoît XIV, et enfin dans la décision des congrégations romaines en 1830. Ce n'est pas la discipline de l'Église qui a changé, ce sont les conditions extérieures de la société qui, en changeant, ont modifié la portée des anciens contrats juridiques [1].

Tel était l'état normal du crédit dans la théorie et dans la pratique; reprenons maintenant le crédit illicite et occulte et le prêt à intérêt véritable depuis son apparition jusqu'au jour où la tolérance lui donna une quasi-licéité.

De bonne heure des spéculateurs et notamment des Juifs et des Lombards entreprirent de prêter à intérêt en dépit de la législation canonique et civile [2]. Les tables de prêt s'étaient multipliées très-rapidement; il y en avait non-seulement dans les villes, mais jusque dans les villages [3]. Ils y tenaient à la fois comptoir de

[1] Voir un résumé de la théorie catholique dans Ch. Périn, « *Considérations sur l'usure,* » appendice à la richesse dans les sociétés chrétiennes, 2e éd., t. II, p. 489. Cette théorie a donné lieu a une foule de publications. Voir leur énumération et celle des actes pontificaux dans J. Carrière, *De contractibus*, nos 1111 et suiv.

[2] P. de Decker, *Étude sur l'histoire des monts-de-piété en Belgique.* Introduction. — Cf. comte L. Cibrario, *L'économie politique du moyen-âge,* traduction de Wolowski, liv. III, ch. VI.

[3] Wauters, *Jean Ier*, p. 362, en signale dans les villes et même dans les bourgades (Grimberghe, Lennick, Wavre, etc.). Un acte de 1247 signale un

change et de prêt, et étaient, nous l'avons vu, les banquiers des seigneurs et des villes, chargés de la recette de leurs rentes et fermages [1]. Les princes chrétiens, sous l'empire des circonstances, les avaient tolérés à condition de ne se livrer à aucune entreprise usuraire, de se borner aux opérations de change et aux prêts de commerce. Ce fut le système proposé en Brabant par le duc Henri III dans son testament en 1260, et appliqué en 1261 par Guy de Dampierre en Flandre [2].

Mais si la nécessité imposait la tolérance, il était dangereux de permettre l'exercice du prêt aux spéculateurs étrangers; ils ne s'abstenaient jamais des *fœnus illicitum*; les pauvres et les grands en souffraient également.

Les étrangers ou leurs associés avaient, nous l'avons dit, établi des tables dans presque toutes les localités tant soit peu importantes du pays; or là, ils étaient à même de prêter aux gens pauvres de façon à s'enrichir à leurs dépens.

Telle était la triste pratique des prêts à la semaine qui ruinaient le cultivateur et que cependant il recherchait si aveuglément. C'était le petit peuple rural qui pâtissait de ces marchés onéreux, où la courte échéance, au lieu d'être un motif de gratuité, devenait, au contraire, un moyen d'usure [3]. C'était surtout dans les

usurarius dans le village de Somzée, *Anal. pour servir*, etc., t. IV, p. 416. — Galesloot, *Le livre des feudataires de Jean III*, pp. 97, 140. — P. de Decker, op. cit. — Les comptoirs de change d'Anvers. Thys, *Hist. des rues et places publiques*, p. 74. — « Domus que vocatur camera cambitorum, » *Cart. de St-Trond*, t. I, p. 309, etc. — Gand. Gilliods Van Severen, op. et loc. cit., p. 130.

[1] Payement d'une emphytéose « in oppido S^ti Trudonis in cambio ipsius domini (1372). » C. de Borman, *Les livres de fiefs de Looz*, p. 128. — Changes des villes : Wauters, *Hist. de Bruxelles*, t. II, p. 605 (plus tard on créa une chambre de receveurs). — *Cart. van Loven*, kap. V, art. 5. — Droit de Nampte et office de chambgeur, Borgnet, *Cart. de Ciney*, p. 118, etc.

Cf. Gilliodts-van Severen, *Inv. des Arch. de Bruges*, sect. 1, sér. 1, t. III, p. 64.

[2] P. de Decker, op. et loc. cit., p. XVI. Les juifs furent cependant souvent persécutés par les princes.

[3] Philippe-Auguste, dans son « règlement des usures privées » avait spécialement interdit de prêter aux laboureurs de bras (agricolæ qui non habent

mauvaises années que la tyrannie des usuriers s'exerçait sur les malheureux paysans; alors, ne pouvant rentrer dans leurs fonds au terme stipulé, ils aggravent les charges de leurs débiteurs et les forcent, sous la foi du serment, à doubler leurs obligations [1]. Aussi l'usurier était-il dans le peuple qualifié de l'épithète terrible et significative d'*évangéliste de Lucifer* [2]; c'était l'exécuteur des propriétés et des ménages, le mangeur des récoltes. Ajoutons que pour augmenter l'amour des fermiers envers le *changeur*, c'est à lui, comme on l'a vu, que se payaient les rentes au compte du seigneur. Or le seigneur grevé de dettes lui-même, était exigeant. Les seigneurs mangent les povrez gens, dit un dicton du XV[e] siècle. Il leur fallait rattrapper ainsi les dépenses et le luxe de leur vie. Le dicton ajoute en effet aussitôt: les lombards mangent les seigneurs [3].

La noblesse était grevée de dettes considérables. Le numéraire était rare, or il en fallait pour les satisfactions du luxe, comme autrefois pour les expéditions militaires. Alors c'étaient les abbayes qui avaient servi de banquiers et avaient fourni aux seigneurs les fonds nécessaires aux croisades. Mais plus tard « les spéculateurs leur offrirent leurs services intéressés [4], » et ce facile moyen de faire de l'argent, les entraîna dans des dépenses funestes à leur prestige. Ils contractèrent une foule d'emprunts onéreux et engagèrent leurs patrimoines, opération dont les princes

hæreditates vel mobilia unde possent sustentari, nisi propriis manibus). Doniol, op. et loc. cit.

[1] Fœneratores debitores suos omnibus modis gravant et dum die dicta pecunias suas non recipiunt, has die reddita sub fide et sacramento duplicant. *Gesta abbat. gemblac.* apud Pertz. script, VIII, n° 61, p. 547.

[2] Een woekereer, Een wisseleer,
Een meuleneer, Een tolleneer.

Zyn de vier evangelisten van Lucifer (cité par de Decker, op. cit., p. XXV).

[3] Dicton inscrit sur un registre de la Haute cour de Namur. *Messager des sciences histor.*, pp. 65 et suiv., 1851., *Ann. de la Soc. arch. de Namur*, t. IV, p. 300.

[4] Ordonnance d'Albert de Bavière (1386), Faider, *Chartes du Hainaut*, t. I, p. 45. — Aux *Brabansche Yeesten*, est annexée, t. I, p. 760 éd. acad., une curieuse consultation des docteurs de Paris, sur le fait de l'usure en Belgique (1319).

ne leur donnaient que trop le funeste exemple [1]. Les engagères étaient des contrats par lesquels on vendait des biens-fonds avec faculté de rachat pendant un temps déterminé. Ce délai expiré, le créancier devenait propriétaire au prix de la vente [2]. Or, bien peu étaient en mesure de servir le remboursement. Celui-ci devait se faire à date fixe, soit au change, soit à personne, soit au porteur. Remarquons en passant cette circulation du titre d'engagère, idée mère des institutions du crédit foncier. Le premier protêt justifiait la mainmise, et l'adjudication du fonds au créancier [3]. De cette manière, les nobles étaient privés de leurs patrimoines, leurs familles déconsidérées, et les spéculateurs conquéraient les titres seigneuriaux. Enfin les priviléges des prêteurs frustraient les autres créanciers du débiteur, car « par deniers empruntez, leur hiretaiges et possessions sont du tout exécutez [4]. » Les mesures législatives étaient peu efficaces pour réprimer ces abus. Quelque inconvénient social qu'elle présente, l'usure est un de ces rares fléaux qui sont provoqués et réclamés par leurs victimes. Les lois sur l'usure ne servaient donc qu'à aggraver le mal et à faire payer par les emprunteurs les risques légaux qu'ils faisaient courir à l'usurier. L'usure est un de ces maux qu'il faut surtout réprimer par des peines spirituelles, l'Église catholique l'a toujours fait, et par la moralisation des diverses classes de la société [5].

[1] Voir plus haut, les impôts; Cf. *Bull. de la comm. roy. d'hist.*, 2e série, t. IV, pp. 37, 81 et passim.

[2] Britz, op cit., p. 891.

[3] Ex. Bormans et Borgnet, *Cart. de Namur*, t. II, p. 27, acte de 1356. — C. de Borman, *Fiefs de Looz*, acte de 1367. — Wauters, *Environs de Bruxelles*, t. I, p. 191 et passim. — *Brabantsche Yeesten*, t. II, p. 633.

[4] Ordonnance citée d'Aubert de Bavière, loc. cit. — Baudouin, comte de Flandre et de Hainaut interdit les usures (1198) « quoniam ex usurà multa et infinita scaturiunt mala, videlicet ecclesiarum destructiones, nobilium et ignobilium, principum et magnatum exhæredationes. » Namèche, *Hist. nationale*, t. V.

[5] Wurth, *Discours de rentrée à la Cour d'appel de Gand*, pp. 15 et suiv., 1864, donne un aperçu sommaire de la législation belgique sur l'usure; mais nous ne pouvons admettre tout le commentaire qu'il en fait.

Il ne faut pas conclure de notre texte que nous réprouvions tout acte législatif en matière d'usure. Il faut toujours tenir compte de la situation particulière de chaque société.

Nous n'avons vu jusqu'ici que des exemples de crédit particulier; n'y eut-il donc aucune institution de crédit collectif en faveur de l'agriculture. Nous n'avons pas à insister sur les avantages bien connus des institutions séparées de crédit foncier, prêtant à long terme et à petit intérêt aux agriculteurs. Le bienfait des banques de Prusse et de Pologne, dans leurs différentes organisations, en serait, à défaut d'arguments théoriques, une preuve pratique très-suffisante. Nos provinces ne furent pas dotées pendant l'ancien régime d'institutions analogues.

Nous n'avons en ce genre qu'un projet, resté sans exécution, mis au jour par Pierre d'Oudegherst [1] et portant constitution d'une caisse hypothécaire. L'auteur proposait la fondation de « *trésoryes publiques* obligées de secourir un chacun de telle somme d'argent qu'il demandera moyennant 6 p. °/₀ de bonnes rentes par an et bien hypothéquées et assurées. » Ce projet qui, d'ailleurs, était très-peu agricole, ne fut pas adopté par le Conseil d'État à cause de la dépréciation générale des rentes qui ne permettait plus d'en créer utilement de nouvelles pour la circulation. Les rentes sur le domaine royal notamment avaient cours à la moitié du taux de constitution. Cette situation fit avorter le projet du gentilhomme flamand, projet qui ne se représenta plus et n'eut plus d'analogue avant l'époque moderne.

CHAPITRE IV.

Le village ou la communauté rurale.

La *villa* constitue une unité corporative; ses membres vivent d'une vie commune et cela dans une intime solidarité. Cette solidarité, cette vie communale est un élément essentiel de l'état social. Les familles sont les monades, mais on ne peut se figurer complétement leur action sans jouir du spectacle de leur activité

[1] P. De Decker, op. cit., ch. V.

dans la sphère ordinaire où elle se déploie. Nous devons donc dire un mot des institutions locales du plat pays au moyen-âge, qui différaient généralement de celles des agglomérations urbaines,

Le mécanisme de ces institutions se composait de deux ressorts principaux, le maire et le corps scabinal et d'un troisième, devenu accessoire à la fin de l'ancien régime: l'assemblée des habitants [1].

Le maire est l'officier villageois le plus ancien, il est dans la villa le représentant par excellence du pouvoir seigneurial. Le maire (maïor, judex, villicus) était revêtu dans la villa de la plénitude de l'intendance; il remplaçait tout à fait le seigneur dans l'ordre foncier. Il en résultait que cet agent était revêtu à la fois d'une mission administrative et d'une autorité judiciaire. Au moyen-âge, en effet, propriété et souveraineté étaient confondues, le droit de régir entraînait donc le droit de contraindre [2]. Le villicus cumulait donc les fonctions du judex et du custos des domaines mérovingiens, et se rapprochait beaucoup du judex des villæ de Charlemagne [3].

Quel était donc à ces titres divers l'office du villicus féodal ? Ses fonctions administratives sont celles d'un intendant; il doit veiller à ce que les tenanciers exécutent les corvées et apportent les redevances seigneuriales; il doit les avertir du payement à faire, veiller aussi à ce qu'ils soient fidèles aux clauses de leurs concessions : défoncements, fumures, assolements; enfin opérer la répartition des amendes entre ceux qui ont manqué à leurs obligations [4].

Dans un ordre plus élevé, il est chargé de la police locale; de veiller comme l'ancien judex à ce qu'il ne se commette aucun délit dans la villa. Enfin, il préside à l'administration économique de la communauté, par exemple en surveillant les *aisances* communales, répartissant les côtes d'imposition, etc. [5]. A ces fonctions administratives se joignaient des attributions judiciaires; au régle-

[1] Edm. Poullet, *Les Constitutions nationales*, p. 339.

[2] E. Boutaric, *Louis IX*, p. 155.

[3] Guérard, *Proleg. au polypt. d'Irminon*, pp. 216 et suiv.

[4] *Cart. du Mont Blandin*, p. 141, *a*° 1176. — Van Lokeren, *Hist. de St-Bavon*, pièces justificat., n° 93, etc.

[5] Voir plus haut, passim.

ment il joignait la contrainte. Les pouvoirs judiciaires du maire ne peuvent être déterminés d'une manière générale. Il avait toujours, comme minimum, la juridiction contentieuse et gracieuse en matière foncière, ce qui constituait dans la hiérarchie judiciaire, la basse justice. Celle-ci comprenant en général toutes les matières des droits patrimoniaux, le maire avait la plénitude de la juridiction civile dans le village [1]. La moyenne et la haute justice criminelle échappaient seules à son intervention.

Le maire n'exerçait pas gratuitement ces diverses fonctions. Il avait des priviléges. En général, la place de maire comportait la concession du *mansus dominicatus* dans la villa qu'il devait régir; en outre il avait parfois droit personnel à des redevances spéciales, et comme détenteur du chef-manse, il profitait des corvées que les tenanciers devaient y accomplir [2].

Les maires étaient ordinairement choisis dans la villa même ; il arrivait qu'ils fussent serfs, au moins à l'origine [3]. Cela n'avait rien d'étrange. Nous avons vu qu'il y avait des serfs riches ayant eux-mêmes des serfs et de l'influence. Mais l'importance de ces fonctions ne tarda pas à émanciper leurs titulaires. Ils grandirent à mesure que la liberté et la richesse se répandaient dans leur villa [4]. Ce qui favorisa leur agrandissement c'est que très-souvent leurs fonctions devinrent héréditaires et furent inféodées. Dès lors, bénéficiant pour leur office de l'hérédité et de la législation féodales, ils devinrent non-seulement libres, mais puissants [5]. Les seigneurs n'eurent guère à se féliciter de cette transformation qui fut presque générale. Les maires, riches et feudataires, devinrent des « coqs de villages, » d'autant plus redoutables que, investis des pouvoirs seigneuriaux, tantôt ils en abusaient à leur profit [6], tantôt les negligeaient complétement et

[1] Raepsaet, *Analyse*, n° 224. — Poullet, *Hist. polit. de Belg.*, p. 363.

[2] *Cart. de St-Trond*, t. I, p. 67, etc.

[3] Guérard, op. cit., p. 225.

[4] Dierícx, *Charterboekje*. Introd. p. VI.

[5] Devillers, *Cart. des rentes du comte de Hainaut*, passim : Maires yretaules. — Langethal, *Gesch. der deustch. Landw.*, I[2], p. 208.

[6] Voir plus haut la section relative à l'administration monastique, p. 116.

faisaient cause commune avec les tenanciers [1]. Alors commença une lutte longue et difficile des seigneurs contre l'arbitraire et l'insubordination de leurs agents. Malgré leur hommage d'investiture, le serment qui confirmait leur fidélité et la promesse solennelle de ne léser personne [2], ils avaient des allures violentes et prétentieuses. Des plaintes nombreuses surgirent contre leurs usurpations. Tantôt le seigneur ou l'abbé délibérant sur les moyens à prendre, se décidait à menacer l'office de commise et de refus d'investiture. Tantôt, pour éviter des conflits et des maux pires encore, il entrait en composition avec les maires et procédait à l'amiable à une définition de pouvoirs [3]. Parfois cependant les seigneurs frappaient de plus grands coups; faisaient prononcer condamnation et dépossession de l'exacteur en cour féodale, ou même réclamaient l'intervention du suzerain. C'est ainsi que l'empereur Conrad III intervint dans la querelle de l'abbé de Stavelot avec ses *villici* et subordonna la conservation de leur office à l'accomplissement régulier de leurs devoirs [4]. La lutte contre les maires, le désir d'amoindrir leur position dans les communautés rurales, ne furent peut-être pas étrangers à la création des baillis de Flandre, qui supprimait définitivement leurs attributions judiciaires [5].

A une époque difficile à préciser, mais au plus tard au XII[e] siècle, le maire reçut dans l'exercice de ses fonctions, des assesseurs, choisis dans la population. L'institution de la *cour des tenants* ou *laethof*, qui devint l'échevinage, se répandit surtout du XII[e] au XIV[e] siècle, époque où on peut la dire générale. Comment naquit cette institution? Elle sortit pour ainsi dire de la force des choses. Les maires du haut moyen-âge ne jugeaient pas seuls, par eux-

[1] Wauters, *Libertés communales*, p. 644.

[2] Fidelitatem sacramento firmare (1146), *Cart. de S[t]-Trond*, t. I, p. 72. — Promesse solennelle de ne pas « quemquam in villa depredare » (1107), *Cart. de S[t]-Bertin de Furnes*, p. 5.

[3] Exemples nombreux dans les chroniques réunies apud Pertz, scriptores, VIII, X, XII, passim.

[4] Guérard, op. cit., p 226.

[5] Warnkönig, *Hist. de Flandre*, trad. G., t. II, p. 161.

mêmes. Dans tout l'exercice de leur juridiction, gracieuse et contentieuse, ils étaient assistés de la population de la villa. Nous examinerons tout à l'heure l'organisation des plaids. Ces réunions très-utiles comme rouage accessoire, comme contrôle public, sont insuffisantes comme rouage principal, et leur intervention était inefficace contre les abus de pouvoir des *villici*. Il fallait, tout en respectant leur existence, donner à la communauté des garanties dans l'exercice même de l'autorité active. De plus à mesure que la population augmentait, le service judiciaire des plaids devenait absorbant et onéreux. Comment donc naquit l'échevinage, héritier des anciens plaids? Les serfs affranchis *sub censu*, sans échapper à la juridiction seigneuriale, bénéficiaient depuis leur émancipation du grand principe du jugement de chacun par ses pairs. De cette circonstance résulta la constitution d'une *cour censale*, analogue à la cour féodale, composée de tenanciers ou censitaires, et exerçant sous la présidence du maire la juridiction foncière et censale. Il y avait dès lors dans la communauté deux pouvoirs distincts, ayant leur juridiction particulière : le *laethof*, les tenanciers jurés, d'une part; le maire de l'autre [1]. Quand les seigneurs s'aperçurent de l'immense avantage résultant pour les bourgeoisies de leur administration propre, ils songèrent naturellement à doter les *villæ* des mêmes causes de prospérité [2]. Mais comment organiser l'administration villageoise? Le moyen était simple, on le choisit. Les cours de tenants, avec le maire, exerçaient la juridiction foncière. Il n'y avait qu'à étendre leurs attributions et à conférer désormais aux tenanciers jurés, sous la présidence du maire, l'ancienne juridiction et l'autorité administrative jadis réservées à lui seul. Du coup les tenanciers devenaient échevins [3]. La communauté dès lors participait activement et efficacement à la direction de ses affaires et de ses intérêts; elle avait une vie publique; sa *loi*, son *magistrat* émanaient d'elle. Cette part prise par la communauté à la vie publique, à la gestion

[1] Raikem, *Discours de rentrée 1852*, p. 64.

[2] Wauters, *Environs de Bruxelles*, Introd. p. LII.

[3] E. de Facqz, *Ancien droit belgique*, t. I, pp. 42 et suiv.

des intérêts communs; l'exercice des fonctions échevinales; la pratique continuelle d'une liberté limitée mais réelle, entretenaient dans les *villæ* le patriotisme, l'amour du bien public, et l'esprit de tradition [1]. Les charges communales étaient un honneur apprécié et envié [2]; leur bonne gestion, un titre à la reconnaissance de la communauté; aussi les campagnes belges furent-elles mieux administrées que celles d'aucun autre pays, par des hommes dévoués, au courant des intérêts locaux et capables de les satisfaire. A défaut d'autres preuves, cette foule de bans municipaux sur la police des champs conservés dans les archives de nos échevinages, ne suffiraient-ils pas à le démontrer [3].

Il ne peut entrer dans notre cadre de retracer l'organisation de nos échevinages ruraux. Bornons-nous aux grands traits. Les échevins étaient pris dans la population de la communauté et nommés par le seigneur. Quoique sortis du « comuns peuple, » ils étaient les représentants de l'autorité seigneuriale. Parfois le choix du seigneur était limité, mais en général il était libre dans ses nominations [4]. Il n'y avait exception que pour les villages dotés de la *loi de Beaumont* qui conférait à la communauté l'élection directe de son corps échevinal [5]. Une autre exception importante concerne les franchises. Celles-ci sont des communautés rurales calquées sur le type des organisations urbaines, et élisant librement tout le magistrat [6]. Ces variétés seraient importantes et curieuses dans une histoire générale des échevinages qui, espérons-nous, paraîtra bientôt. Elles ne peuvent nous arrêter ici. Marie-Thérèse abolit la première; la seconde avait presque disparu au XV[e] siècle. La chose essentielle à noter ici c'était le choix

[1] Considérations analogues pour la France, dans Ch. de Ribbe, *Les familles et la société avant la révolution*, ch. IV. La famille, les institutions et les libertés locales.

[2] Trotz, *Jus agrarium*, t. II, p. 528.

[3] Bouthors, *Les origines de la ruralité*, REVUE HIST. DE DROIT FRANÇAIS ET ÉTRANGER, t. I, p. 381.

[4] E. de Facqz, op. cit., t. I, p. 44.

[5] L'abbé Defourny, *La loi de Beaumont*.

[6] Kempeneers, *De oude vryheid Montenaken*, t. I, p. 63.

de l'échevinat dans le sein de la communauté. C'est ce qui a fait sa grandeur et son importance sociales. L'échevinage dans sa juridiction n'était pas indépendant; il doit juger selon la loi et l'usage; mais il est parfois obligé de se rendre *à chef-sens* à un échevinage supérieur ou à une cour féodale, et à *droiturer* d'après leur enseignement. Cette précaution était indispensable au moyen-âge. Bien que l'instruction, comme nous l'avons dit, fût assez répandue, il arrivait que dans les villages de rang inférieur la justice fût rendue par des hommes trop peu instruits pour comprendre et remplir leur mission. Très-capables d'administrer les intérêts de leur village, ils ne l'étaient pas toujours d'appliquer convenablement les lois. « Tous juges, disait en 1572, le prince de Groesbeek dans sa réformation de la justice, devront être gens de bien, de mariage légitime, sachant lire et écrire, s'ils sont recouvrables. » Les qualités morales se retrouvaient assez, mais l'instruction suffisante n'était pas aussi garantie [1]. Quels que puissent être les inconvénients de ces juridictions inférieures, il est toujours certain que leur intervention a épargné au peuple bien des tracas et des lenteurs dans les causes ordinaires de leur compétence, et l'a fait échapper souvent aux frais dévorants des grandes procédures judiciaires [2]. Aussi, par respect pour le privilége antique des échevinages, et pour l'essence même de leur institution, quand le prince Charles de Lorraine fit son enquête pour la réforme de la justice, aucun conseil ne proposa de leur enlever leur juridiction traditionnelle [3].

L'avénement des échevinages n'avait pas exclu la communauté de toute participation aux affaires publiques.

L'usage des réunions générales du commun subsista longtemps à côté du collége scabinal, et se perpétua dans certaines provinces jusqu'à la fin de l'ancien régime. Ces réunions portaient le nom antique de *plaids*.

[1] E. de Facqz, op. et loc. cit.

[2] Ces frais étaient considérables. De Damhoudere, « *Declamatio in processuum voracitatem,* » en tête de la *Praxis rerum civilium,* éd. Anvers, 1567. — Cf. *Le taux des frais de procédure devant les échevins de Mille en 1784.* Tarlier et Wauters, *Belgique anc. et mod.*, canton de Jodoigne, p. 168.

[3] Edm. Poullet, *Les Constitutions nationales*, p. 341.

La réunion des plaids était périodique [1]. Elle se tenait sous la présidence du maire et des échevins, et se composait de tous les pères de famille de la communauté. Pour y participer, il fallait être *parterfamilias*, chef de mesnage, homme ou femme. Nous avons déjà fait remarquer l'importance sociale accordée aux moyen-âge à la famille. Nous en trouvons ici, au point de vue politique, une preuve nouvelle et convaincante. Telle était la tradition antique. A la fin de l'ancien régime, on voit naître le principe du cens. L'édit de 1756 n'accorde droit de vote qu'aux propriétaires, et à défaut à leurs fermiers, en proportion du terrain qu'ils possèdent. Ce n'est plus exclusivement sur la mission sociale, c'est sur la fortune que se règle le droit politique.

Le plaid est convoqué par cri ou au son de la cloche, par annonce au prône ou à la sortie de la messe, après avertissement particulier, et cela à la *semonce* du maire. Après l'office, les hommes se réunissent, souvent en plein air, ou en quelque lieu « décent et convenable. » Là l'universalité des communiers est présente, elle le doit sous peine d'amende; c'est un service public. Autrefois elle délibérait sur tous les intérêts communs; plus tard chacun y est admis à faire valoir des plaintes sur la gestion municipale. C'est là un contrôle réel qu'exercent les habitants sur l'administration locale. Ils continuent à s'intéresser aux affaires communes et à y exercer une action qui n'est pas sans influence. Les plaids de ce genre n'étaient pas fréquents; il y en avait deux ou trois par an. Outre ces plaids généraux, on connut longtemps aussi les plaids ordinaires, sortes de séances publiques où le peuple était admis devant les échevins, à se présenter et à réclamer justice sommaire entre parties présentes. Ce sont en quelque sorte des séances de justices de paix, débarrassées des formalités

[1] Pour les détails, voir les notices sur les villages namurois, par Eug. del Marmol, *Ann. de la Soc. arch. de Namur*, t. I, pp. 284, 317; t. II, p. 185; t. IV, p. 219. — *Ann. du Cercle archéol. de Mons*, passim. — Taillar, *Recueil d'actes en langue romane*. Introd. sur le droit public et privé, p. CXCIX. — Sur les plaids généraux, voir un curieux document de 1531 relatif à la commune de Roux-Miroir, dans Tarlier et Wauters, *Belgique anc. et mod.* (canton de Jodoigne), p. 114.

de la procédure judiciaire, et auxquelles les populations semblaient attacher assez de prix [1].

Les grands plaids se retrouvent surtout à la fin de l'ancien régime dans le pays de Liége, le Namurois, le Limbourg et une partie du Hainaut. Ce sont les provinces voisines de la France qui en ont le mieux conservé les habitudes locales. Ces plaids servaient encore de mode de publication des édits et ordonnances; on y délibérait sur l'administration des biens communaux; sur le moyen de subvenir aux impôts que devait payer la commune; sur les limites du village, etc. On y procédait à la nomination des agents communaux, sergents et taxateurs. Leurs décisions, portant le nom de *recez*, étaient consignées en un registre spécial.

Dans la principauté de Liége, les plaids étaient le droit commun de l'organisation rurale. Le magistrat, en effet, était élu directement par la communauté. Il y avait à côté du maire et des échevins, pouvoir judiciaire, des bourgmestres et un conseil communal, pouvoir administratif. Ce système se rapprochait beaucoup plus que celui des autres provinces, de notre régime actuel, à cause du principe de la séparation des deux pouvoirs. Le corps échevinal était nommé par le prince; le conseil com-

[1] Dierickx, *Charterboekje*, Introd. p. LXVI, distingue trois espèces de plaids (*gaudingen, gau-thing*). Les *placita generalia*, réunions obligatoires de tous les habitants pour délibérer sur les intérêts communs. Les *générale waerheden*, ou enquêtes plénières (voir leur règlement dans Warnkönig. *Fl. St. u. R. Gesch.*, t. III, Abth. II, p. 126. — Cf. Fredericq, *Les ducs de Bourgogne*, p. 169). Enfin les *placita ordinaria, gewoenlyke dinghe dagen*. Justice sommaire des échevins entre parties présentes (Defacqz, op. cit., t. I, p. 48). L'existence de ces diverses sortes de plaids est tout à fait distincte. Il nous semble qu'on les a jusqu'ici trop peu séparées. Le plaid général est une réunion des habitants, le plaid ordinaire n'est qu'une séance d'un tribunal jugeant par procédure sommaire. Les documents anciens les distinguent très-nettement (*Cout. de Limbourg*, n[os] 154, 166, *Cartul. de Ciney*, pp. 84, 100). Les séances des plaids ou *gedinge* étaient distinctes de celles des cours ou *hoven*. C'est ainsi qu'au livre des feudataires du pays de Waes est ajouté à l'exposé des fiefs : « Men is ghehouden ende ghecostumeerd up dese leenen te houdene hof ende ghedinghe, » et autres énoncés semblables (éd. chev. de Schoutete de Tervarent, pp. 240, 249, etc.).

munal, élu par la communauté en ses plaids. Tout manant chef de famille était électeur à condition de posséder dans la juridiction cinq verges de terres avec une maison; l'élection se renouvelait chaque année en tenue générale du grand plaid [1].

Que la commune rurale soit une franchise, un échevinage, ou une communauté liégoise, on voit clairement qu'elle vivait d'une vie propre et autonome. Les libertés locales ont été dans toute notre histoire, vivaces et florissantes. Les régimes les plus centralisateurs ont eu le mérite de les respecter. La communauté avait son activité politique; les populations s'y préparaient à participer au grand mouvement des affaires publiques. La commune est l'école primaire de la liberté [2]; nos classes rurales n'ont jamais été privées de cette importante éducation sociale. Elles ont joui des mêmes principes et des mêmes usages que les communautés françaises, mais elles n'ont pas eu à subir la même campagne centralisatrice [3]. L'administration du ressort rural par le domaine n'atteignait pas les priviléges ruraux. La division fiscale du territoire était tout à fait indépendante de la tutelle administrative [4]. Celle-ci, à la fin de l'ancien régime, était réalisée par la surveillance des hauts fonctionnaires du ressort rural. A la tête de ce ressort figurait un bailli ou drossart, dont l'institution, déjà ancienne en Flandre, s'était généralisée. Mais la plupart des communautés rurales, soumises au pouvoir seigneurial, échappaient à l'action du souverain [5]. Ces restrictions, et les principes de la tutelle administrative et financière des communautés du plat

[1] Edm. Poullet, *Constit. nat,*. p. 355. — Hénaux, *Constitution du pays de Liége,* p. 84. — Borgnet, *Introd. à une histoire des instit. polit. de l'ancien pays de Liége.* — Le même, *Cart. de Fosses,* Introd. pp. LIII et suiv. — *Cartul. de Ciney,* pp. CII et suiv.

[2] A. de Tocqueville, *La démocratie en Amérique,* éd. Lévy, t. I, pp. 95 et suiv.

[3] Ch. de Ribbe, op. et loc. cit. — A. Babeau, *Le village sous l'ancien régime,* liv. I : La communauté. — A. de Tocqueville, *La révolution et l'ancien régime,* liv. II, ch. III et VI.

[4] Edm. Poullet, *Constit. nat.,* p. 20.

[5] Edm. Poullet, ibid., p. 479. — Steur, *L'administration des Pays-Bas autrichiens*, p. 56.

pays, nous n'avons pas à les étudier ici. Il nous suffisait de voir nos anciens habitants des campagnes jouir d'une administration autonome, et, en un mot, des bénéfices si sérieux de la décentralisation administrative.

CHAPITRE V.

Le régime agricole.

—

SECTION I. — Production des céréales.

Malgré la fertilité d'une partie de son terroir, le travail assidu et la capitalisation généreuse de ses cultivateurs, la Belgique ne parvint jamais à nourrir annuellement de ses propres produits la nombreuse population qui la couvrait [1]. Pendant toute l'histoire économique de notre pays, nous constatons la nécessité permanente des importations alimentaires. Les provinces françaises voisines de notre pays lui vendaient du blé; le Hainaut et l'Artois pouvaient aussi en fournir au reste des Pays-Bas, mais les relations commerciales de la Hanse étaient pour eux une ressource plus précieuse. Le Levant était le grenier de nos provinces; et le retard de ses arrivages pouvait suffire à provoquer la famine sur notre sol. Les famines en Belgique! L'histoire en est triste et longue; elle est une preuve trop palpable de l'insuffisance relative de notre production nationale [2]. Nous sommes donc nécessairement, au point de vue alimentaire, tributaires de l'étranger.

[1] « Frumentum domesticum sæpe tantæ multitudini non est nutriendæ absque subsidiario externorum. » Marchantius, *Flandria descripta*, p. 14. — Témoignages conformes de Meyere et de Machiavel, cités par E. de Laveleye, *Écon. rur. de la Belg.*, p. 17. — Ch. van Hulthem, *Discours sur l'état ancien et moderne de l'agriculture dans les Pays-Bas*, p. 26.

[2] E. Van der Meersch, *Notice sur les famines qui ont désolé la Belgique*, Mess. des sc. hist. de Belg., p. 247, 1847. — L. Torfs, *Fastes des calamités publiques*. Les famines, etc.

Nous l'avons toujours été. Cette vérité conduit à une conclusion, sur laquelle nous reviendrons, mais qui à l'heure actuelle a son importance toute spéciale ; c'est que la Belgique ne vit que du libre échange. Elle en a besoin au point de vue alimentaire pour pouvoir importer le montant de son déficit annuel. Elle en a besoin au point de vue industriel : ce n'est en effet qu'en ayant à l'extérieur un libre débouché pour les produits d'une manufacture florissante qu'elle aura de quoi payer à l'étranger la contribution annuelle qu'elle lui réclame. La vie même des populations est donc intéressée au libre échange de nos produits. C'est ce que nos ancêtres ont toujours compris [1], c'est ce que nous ne devrions pas oublier : cependant tous les auteurs s'accordent à proclamer le développement tout à fait prématuré de notre agriculture en Europe, grâce à l'énergie de notre caractère national, grâce aussi sans doute à cette exubérance de population, aiguillon le plus actif du progrès économique. C'est de ce progrès que nous allons tâcher d'analyser la marche historique dans la mesure ou le permet l'état actuel de la science.

§ 1. Les périodes culturales [2].

L'époque que nous étudions s'ouvre sous la période pacagère. L'agriculture a abandonné le système pastoral, mais la part de culture céréale a encore besoin d'être appuyée sur un usage très-considérable des forces naturelles. Ce principe que nous avons

[1] Il est curieux de voir à cet égard la politique des Belges En 1338 le roi de France cherche à détacher les Flamands de l'Angleterre. « Vray est, repondent-ils, que des Français nous viennent bleds; mais il convient avoir de quoi acheter et paier; et muy de bled a denier dolent celui qui ne l'a. Mais d'Engleterre nous viennent laines et grands prouffitz pour avoir les vivres et tenir grands étaz et du pais de Haynau nous venrait assez bleds, nous a eux d'accord. » E. Varenberg, *Histoire des relations diplomatiques entre le comte de Flandre et l'Angleterre au moyen-âge*, p. 11. Le dernier point de la réponse est contestable et invoqué sans doute pour les besoins de la cause.

[2] Roger, *L'agriculture allemande*, 1847. — Roscher, *National œkonomik des Ackerbaues*, kap. II. — Lecouteux, *Cours d'économie rurale*, t. II, ch. VII et IX, etc.

déjà énoncé se caractérise dans l'application, par la constitution en partie double du domaine, et le système arable avec alternat de jachères. La constitution en partie double divisait le domaine en terres de pâturage et en terres de labour. La prairie était alors partie intégrante et indispensable de toute exploitation. C'est grâce au bétail qui y vivait, au fumier qu'il produisait, qu'on soutenait la partie cultivée du domaine. On ne connaissait pas la culture à coups de capitaux; elle eût été peu lucrative, car la richesse générale de la société ne lui eût pas offert un débouché rémunérateur. On devait, dans l'état économique du temps, produire à peu de frais; le développement de la richesse générale accentue les progrès des méthodes agricoles. Il ne faut pas, en fait d'agriculture, employer des procédés dont l'état économique de l'époque ne comporte pas l'application. Ces procédés d'ailleurs étaient inconnus; et pour faire un peu de culture céréale, il fallait restituer largement au moyen des forces naturelles dont on disposait. Le pré était donc un élément essentiel de toute exploitation. On comprend dès lors, à cette époque, la haute importance économique des biens communaux, où tous les habitants d'un village pouvaient chercher la nourriture de leur bétail, la matière première de leur fumier. Outre les dépaissances communes, l'exploitation particulière elle-même comprenait le pré et la terre arable [1]. Tantôt cette répartition était fixe, tantôt le pré se composait successivement des diverses parties du domaine; ce dernier système est le moins fréquent. Les prés arables constituent une exception; ce sont des terres soumises à un labour, puis rendues à l'état de végétation naturelle. Ces terres rompues une première fois, puis abandonnées, étaient, à leur reprise, assimilées à de nouvelles emprises [2]. Parfois cependant, l'état pacager et l'état de culture s'alternent assez régulièrement; alors l'abandon des terres après culture ne constitue plus qu'une longue jachère,

[1] Presque toutes les concessions comportent une certaine étendue « Tam terræ quam prati. » Cependant l'usage des communaux y suppléait quelquefois. — Abbé Van de Putte, *Esquisse sur la mise en culture de la Flandre occidentale,* Mém. de la Soc. d'émulation de Bruges, 1re série, t. III.

[2] Voir plus haut les *Novales*.

nécessaire dans les terres nouvellement défrichées, et dans la période agricole la plus primitive et la plus pauvre [1]. En général donc le pré constituait une partie fixe du domaine exploité. La séparation définitive des deux parties du sol fut consommée par l'avénement de l'assolement triennal [2].

Les débuts de l'agriculture régulière sont caractérisés par le système agricole de l'alternat romain, virgilien [3]; alternat de blés d'hiver et de printemps. L'alternat, ne donnant aucun repos à la terre, exigeait la constitution en partie double, et aussi, pour donner *son dimanche* à la terre, la succession du pré et du labour sur le même sol. Mais la rotation : céréales d'automne, cérales de printemps, jachère, rendait cette alternance inutile, tout en ayant encore un besoin impérieux du voisinage constant des terres pâturées [4].

L'assolement triennal est le système généralement usité au moyen-âge. Il se substitua assez tôt au système biennal. On ne sait en fixer exactement l'époque, mais il était au IXe siècle en usage en Belgique, comme le prouvent notamment les registres de l'abbaye du mont Blandin [5].

Ce système prédomina pendant une grande partie du moyen-âge. On en a la preuve dans des textes formels [6], ainsi que par des renseignements partiels qui en sont la confirmation évidente. Ces preuves se tirent de diverses inductions. Nous avons dit que

[1] Warnkönig, *Fland. st. u. R. Gesch.*, t. III, Abth. II, p. 51, (1249). Le pré arable est cultivé pendant trois ans puis remis en pâture et ainsi de suite. — Coutumes de la mairie de Crombrugghe (1264), Diericx, *Charterboekje*, p. 74.

[2] G^al. Eenens, *Mémoire sur la fertilisation des landes.* Introd.

[3] Georgiq, I, 82.

[4] Voyez la coexistence des deux systèmes dans Guérard, *Polypt. d'Irminon*, Prolég., p. 351.

[5] *Chronique du Mont Blandin*, p. 72. — G. Heuzé, *Les assolements et les systèmes de culture*, p. 11.

[6] Abb. de St-Amand, « De his (XV buonariis) seminantur de sigali ad hibernaticum buon. V, ad æstivum, buon. V » dans Guérard, *Polypt. d'Irminon*, Prolég. t. I, p. 926. — Les terres sont divisées en pièces ki sunt a blet, tière à march, gaskière. L. Devillers, *Cartulaire du comté de Hainaut*, t. II, p. 230.

les redevances se payaient d'ordinaire sur les fruits mêmes de l'exploitation. Or toute exploitation complète doit redevance en deux sortes de grains : d'automne et de printemps.

A côté des domaines entiers, on rencontre parfois des demi-exploitations. On a conjecturé que c'étaient là des lopins de terre soumis, vu leur petite étendue, au système biennal. Les redevances semblent encore confirmer cette opinion puisque nous constatons que les demi-charrues ne payent redevances qu'en une espèce de céréale, chaque année [1]. Enfin, quand dans le métayage les obligations des parties sont analysées, la présence simultanée des deux espèces de grains est clairement constatée [2]. Aux redevances, joignons les corvées réparties entre les deux cultures ; et nous aurons une série d'inductions venant à l'appui de textes précis pour démontrer que les deux sortes de grains sont cultivées chaque année dans la majeure partie des exploitations du pays.

Le choix de ces cultures n'est pas partout le même, et les mêmes sources nous feront connaître les dominantes agricoles. L'examen rapide des chartes des diverses provinces démontre en général la prédominance sur le froment, du seigle en Flandre, dans le Brabant et le pays d'Anvers ; de l'épeautre à Namur et dans le pays de Liége ; et d'autre part la prédominance de l'avoine sur l'orge dont la culture semble assez rare. C'est

[1] Texte expressif d'un acte de 1247 : « Qui carrucam habebit integram tenebitur annuatim duas garbas ; unam siliginis vel speltæ, aliam avenæ. Qui vero dimidiam carrucam habebit unam siliginis vel speltæ. *Analectes pour servir*, etc., t. IV, p. 416. — L. Delisle, *Histoire des classes agric. en Normandie*, p. 297. Cependant parfois la différence ne consistait que dans le nombre de gerbes, ce qui ne diminue rien de la vraisemblance de la conjecture. « Quilibet burgensis dabit... Si tenuerit unum curtile duos mencaudos avenæ, et qui dimidium tenuerit, dabit unum mencaudum. » Jacques d'Avesnes, Chartes de Landrecies, XIIe S. dans Namêche, *Histoire nat.*, t. III, p. 119.

[2] « Ad terram totalem singulis annis totum semen dabit medietate siliginis et medietate avenæ. » Van Lokeren, *Cartulaire de St-Bavon*, pièces justific. n° 65. — Cf. Contrat de métayage cité de la dame de Perwez, *Mess. des sc. hist.*, p. 107, 1852.— De Laveleye, *Écon. rur. de la Belg.*, p. 274. — « De censâ, 44 modios grani cujus media pars debet esse bladi et alia avenæ, 1282, *Cart. de Cambron*, t. II, p. 865, etc.

donc en général l'avoine qui alterne avec le seigle ou l'épeautre [1].

Il y avait donc deux parts du sol occupées par les grains; que devenait la troisième? Pour réaliser l'assolement triennal, il faut prouver qu'elle était vide, c'est-à-dire en jachère. Cette preuve est bien facile; mais pour l'administrer, il faut distinguer le caractère même de la jachère. La jachère primitive est le repos de la terre dans sa notion absolue; c'est un vrai *dimanche* qu'on lui accorde; on lui permet de reconstituer ses forces productives sous l'action de l'atmosphère. Le tiers du sol doit rester vide et sans culture [2]. Tel est le principe de cette agriculture primitive. Mais ce système n'est pas long; on ne tarde pas à profiter du tiers an pour travailler le sol et faciliter ainsi l'action des éléments, des agents naturels, et à aider leur œuvre par l'emploi de reconstituants. Il y a un travail et une fumure de jachère. C'est la jachère améliorante, premier et notable progrès de l'économie rurale. Les baux imposent clairement le travail de jachère, qui y est signalé comme usuel et de pratique générale [3]. Il est à remarquer, d'ailleurs, que les obligations imposées aux tenanciers de fumer, chauler, marner leurs terres, sont toujours fixées à un terme d'années multiple de trois, c'est-à-dire à une époque de jachère.

[1] Voir passim tous les cartulaires et inventaires d'archives déjà cités. Le mot *frumentum* ne doit pas toujours se traduire par *froment*. Frumentum est le terme usité pour la céréale dont on se nourrit, dont on fait le pain (quo fruimur) le *brodfrucht*. Langethal, *Gesch. der deusch. Landw.*, t. I, p. 25. — F. Le Play, *Les ouvriers européens*, 2[me] éd., t. I, p. 293. Le froment c'est triticum, *tarwe*. Il est fort difficile de faire l'histoire des plantes alimentaires. Dareste, *Hist. des cl. agric.*, p. 9. Voir à ce sujet un travail général, trop ancien mais encore curieux de C.-G. Heyn, « Origines pannificii frugumque inventarum initia. Opuscula academica, Gottingen, t. I, p. 330, 1785.

[2] Le tiers bonier de le tière doit être vuide et nient colturé : chou est a savoir *brake*. Usages de Crombrugghe cités. — Cf. Duvivier, *Les hospites*, p. 147.

[3] « Brake debent relinquere *legitime* cultam » 1266, Warnkönig, op. cit., t. III, Abth. II, p. 23. — L'abbaye des Dunes rendra « xviii 1/2 mensuras terre avenis, et xv vissaliis oneratas et advestitas, necnon xxxv 1/2 terre benè et sufficienter ad gasqueram laboratas, » 1416. — *Cartulaire des Dunes*, p. 769. Enfin il y a des corvées de jachère. Devillers, op. cit., t. I, p. 57, 3 corouees l'an, une al march, une al waim, et une al gaskière, et passim.

Ce système triennal comportait nécessairement la division de la partie arable de l'exploitation en trois soles, sur chacune desquelles se succédaient les trois termes de la rotation, de façon que chaque domaine comprenne constamment une sole de chaque espèce. Ces soles n'étaient pas divisées mathématiquement; on tenait compte des avantages locaux, des qualités du sol, de son homogénéité [1]; ce sont là des règles élémentaires qu'on applique instinctivement de très-bonne heure. Rotation et assolement étaient obligatoires; il n'était pas permis aux concessionnaires d'un terrain de le cultiver à son gré, de changer le cours normal des cultures [2]; il ne peut « desroüer ni deffroisser » le sol [3]. Aussi le fermier sortant doit-il laisser la terre dans l'état où il l'a reçue, avec un tiers sans culture.

La jachère improductive resta très-longtemps en usage dans nos provinces. Au XVIIIe siècle, on cultive encore à blé, à mars et à versaine [4]; la servitude de la vaine pâture ne fut peut-être pas étrangère à sa longue persistance. Cependant de bonne heure, une série de cultures nouvelles vint changer le caractère de la jachère et préparer le système de la rotation. Nous assistons successivement à l'avénement du navet, du trèfle, de la pomme de terre, qui produisent chacun une révolution heureuse dans l'économie rurale, comme de nos jours la betterave en a réalisé une nouvelle [5].

[1] Voir à la note précédente la distribution dans la terre de Zinthines (abbaye de St-Vaast, cédée à celle des Dunes). — Cf. celle de la ferme d'Havré (abbaye de St-Denis en Broqueroye). L. Devillers, Cartulaire de cette abbaye, *Ann. du Cercle archéol. de Mons,* t. X, 1re partie, p. 214, nº 2 — Celle de la ferme de Cappendael en Brabant (abbaye d'Heylissem), Tarlier et Wauters, *Belg. anc. et mod.* (cant. de Tirlemont), etc. — Ferme de Walencourt, Polin, *Notice hist. sur Walencourt,* Mém. de la Soc. d'Émulation de Cambrai, p. 173, 1872.

[2] Extra cursum solitum, — « exigemus et recepiemus ab eo corporale juramentum quod durante termino dictæ censæ terras nostras extra cursum solitum non excolet » (1295), *Cartulaire de Cambron,* Monum. pour l'hist. de Namur, etc., t. II, p. 865.

[3] Duvivier, *Les hospites.* Annexes: Baux de 1278, pp. 164 et 170, etc.

[4] Déclaration du conseil de Brabant, 1754, citée dans les *Publications de la Soc. hist. du Grand-Duché de Luxembourg,* t. VII, p. 190.

[5] Sur les progrès successifs, Eenens, op. et loc. cit. — Jules Nollée de Nodu-

Le navet est très-anciennement connu dans nos provinces, et était employé dès l'origine, paraît-il, à l'alimentation du bétail [1]. Mais son importance agricole ne pouvait encore se pressentir. C'est au pays de Waes que nous le trouvons le plus anciennement employé ; il y existe, sa culture y est florissante dès le XIVe siècle [2], et l'on peut sans témérité y voir le premier essai de jachère vive ou productive. La jachère productive est dans l'histoire agricole un des points les plus importants ; appliqué d'une manière inconsciente, ce système porte en lui la prochaine réalisation de la rotation complète. L'expérience démontre dans une province qu'une série de cultures différentes peuvent se suivre sur le même sol ; que les céréales et les fruits de jachère (*braakfruchten*) [3] s'alternent sans inconvénients. Dès lors la restauration du sol par le repos doit perdre de plus en plus dans la pratique. On applique sans la connaître la grande et féconde théorie des restitutions. L'expérience détruit la jachère, la science s'emparera de ce fait qui sera le point de départ de progrès immenses.

Les fruits de jachère se multiplièrent. Au navet se joignit le trèfle. Le trèfle dont nous n'avons pas à analyser les vertus alimentaires, eût réalisé définitivement la rotation régulière s'il avait réussi partout, s'il avait pu réussir tous les trois ans. On dut modifier la rotation générale comme on le fit en Flandre, ou recourir aux plantes fourragères en créant des prairies artificielles.

Au XVIe siècle, la culture des fruits de jachère, vivant de l'air plus que du sol, s'était fort étendue en Belgique; depuis longtemps

wez, *Journal de la Soc. centr. agric. de Belg.*, p. 194, 1879. Sur la pomme de terre, voir les sources citées à propos de la dîme et J. Collin, *Quelques traits de l'hist. de la pomme de terre* dans la REV. CATH. DE LOUVAIN, t. I, p. 509, 1880.

[1] Pline, *Histoire nat.*, XIX, 50.

[2] Le pays de Waes porte le navet dans son écusson, Phil. de l'Espinoy, *Rech. des antiq. et nobl. de Flandre*, éd. Douai 1631, p. 99. Le sobriquet de ses habitants est *Raepeters*. (Ed. de Dene, *de Langen Adieu*, 1561, BELGISCH MUSEUM, t. IV, p. 102). — Cf. Eenens, op. cit., p. 68. — J. De Smet, *Notice historique sur le pays de Waes*, MÉM. DE L'ACAD. ROY. DE BELG., in-4°, t. XXI, pp. 5 et suiv.

[3] *Braakloof*, Eenens, op. cit., p. 62. *Plac. de Flandre*, t. III, p. 415.

elle en avait importé la culture en Allemagne [1], comme elle devait au XVII[e] siècle la populariser en Angleterre. Dans l'intervalle il est vrai, Tarello avait posé les bases scientifiques de l'assolement [2], et Ollivier de Serres avait vulgarisé la théorie et la pratique des prairies artificielles [3]. L'influence scientifique du sage conseiller de Henri IV ne put manquer de s'étendre sur un pays mieux préparé qu'aucun autre à en apprécier l'importance et la vérité pratique [4]. Aussi l'assolement flamand se régularise et se complète. Les fruits de jachère perdent ce nom contradictoire; la rotation, l'assolement alternatif règne en Flandre. On se tromperait cependant si on étendait à toutes nos provinces le mouvement de progrès rapide que nous venons de signaler. Adoptées et appliquées depuis longtemps par les paysans flamands, la jachère productive et la prairie artificielle rencontrèrent de l'opposition dans d'autres provinces [5]. Les propriétaires brabançons du XV[e] siècle limitent strictement dans les baux le terrain qu'on pourra y consacrer [5]. Ils ne l'interdisent pas tout à fait. C'est la lutte du tenancier qui, par expérience, a compris ses intérêts contre la théorie encore arriérée du propriétaire, qui, jaloux de la fertilité de son sol, craint qu'on ne l'épuise par cette continuelle production. La jachère, la jachère améliorante, bien entendu, se perpétua donc dans la plupart de nos provinces; les fruits de

[1] Janssen, *Gesch. der deutsch. Volkes,* t. I, p. 283. — Sur l'influence agricole des Flamands en Allemagne, Ém. de Borchgrave, *Hist. des colonies belges,* p. 330.

[2] Grégoire, *Essai historique sur l'agriculture.* En tête du t. I, de l'éd. de 1804 des *Œuvres d'Ollivier de Serres,* p. LXXXVIII. — H. Doniol, *Histoire des classes rurales,* p. 341. — Monteil et Louandre, *Hist. agricole de la France,* p. 159.

[3] *Théâtre d'agriculture ou mesnage des champs,* livre IV, ch. II et III, éd. 1804, t. I, p. 504. — A Poirson, *Histoire du règne de Henri IV,* éd. 1866, t. III, p. 177. Sur les relations des Flamands avec la France sous Henri IV, voir ibid , p. 220.

[4] Il semble que ce soit à la fin du XIV[e] siècle que la prairie artificielle soit entrée en usage. L. Van der Kindere, *Le siècle des Artevelde,* p. 251.

[5] Edm. Poullet, *Juridiction et propriété foncière au XV[e] siècle,* p. 51. — L'abbé Mann, *Mémoire sur les grandes fermes,* n° 15.

jachère sans y être inconnus, y étaient peu employés. La routine a conservé dans le système condrusien moderne l'ancien système de l'assolement triennal; et ce n'est qu'au début de ce siècle que Mondez parvint par son exemple à introduire l'agriculture flamande dans la Hesbaye [1]. L'Angleterre avait été plus pressée d'emprunter à la Flandre le secret précieux de sa richesse agricole. Au XVII[e] siècle elle commença à cultiver en grand le navet et le trèfle. L'emploi des fruits de jachère lui était indispensable pour nourrir la population exubérante de ses industries. Mais le système flamand complet, assolement, travail, fumures, ne fut pas importé aussitôt. Exposé par Hartlib, favorisé par Cromwell, préconisé par Arthur Young, il était réservé à lord Leicester de l'appliquer dans les domaines du Norfolk et de fonder l'assolement célèbre qui porte ce nom [2].

Les libertés locales de la Flandre, le caractère énergique et courageux de ses habitants, la population exceptionnellement dense qui l'habitait, les succès et la prospérité de son industrie et par conséquent le développement de ses agglomérations urbaines avaient transformé son sol en une mine de produits qu'on eût crue intarissable. Le génie fécond de ses cultivateurs sut découvrir un perfectionnement nouveau et hardi, que seuls encore ils appliquent aujourd'hui. La terre menace de ne plus nourrir ses habitants; cette terre ils l'étendront artificiellement; ils lui feront produire deux récoltes par an sur près du tiers de l'étendue de chaque domaine. C'est le système célèbre des cultures dérobées, consistant à faire produire la même année sur la sole des céréales de printemps, une récolte intercalaire d'anciens fruits de jachère. « Les champs de la Flandre ne reposent jamais. Les récoltes de l'été ne satisfont pas le fermier; à peine la moisson est-elle faite, la terre reçoit dans son sein de nouvelles semences qui fournis-

[1] E. de Laveleye, *Économie rurale de la Belgique*, 2[e] éd., pp. 150, 183. — Mondez, *Sur la destruction de la jachère et les avantages de l'agriculture flamande*, 1780.

[2] F. Malézieux, *Études agricoles sur la Grande-Bretagne*, p. 260. — E. de Laveleye, op. cit., p. 14. — Grégoire, *Essai* cité, p. CXXIII. — L. de Lavergne, *Économie rurale de l'Angleterre*, 4[e] éd., p. 62.

sent de nouveaux végétaux, lesquels couvrent les champs, automne et hiver, jusqu'à ce que le printemps avertisse de préparer la terre pour la saison suivante. [1] » De quand date la culture dérobée? C'est ce que nous ne pourrions déterminer avec exactitude. La pratique en était générale en Flandre à la fin de l'ancien régime [2] mais elle ne s'étendait guère au delà de cette province qui est encore de nos jours un type célèbre de supériorité agricole [3].

Ces aperçus nous permettent de dire un mot de l'étendue des exploitations. Pendant le premier moyen-âge, on avait pour principe de ne concéder que les domaines suffisant à l'alimentation d'une famille. Ces domaines avaient-ils une dimension fixe? On l'a longtemps soutenu, en assignant au *manse* l'étendue de douze bonniers. Il semble qu'il n'y ait rien eu dans ce chiffre de général ni de régulier. Le chiffre de douze bonniers fut assigné comme *minimum* par Charles le Chauve, à l'étendue du manse paroissial. Mais le manse ordinaire pouvait s'éloigner de ce chiffre. Les *mansi* et les *hoven* avaient donc la dimension que réclamait le degré de fertilité du sol ou ils étaient situés [4]. D'ailleurs le principe même ne tarda pas à perdre de sa rigueur, et l'on vit apparaître bientôt des demi-manses. Le manse demeura une sorte d'unité d'exploitation, mais on le divisa souvent. Manse et culture d'abord synonymes se diversifient considérablement. L'étendue

[1] Shaw, *Essai sur les Pays-Bas autrichiens*, p. 83. —Voir le curieux tableau de l'agriculture flamande dressé par le comte François de Neufchateau, inséré dans l'éd. Grégoire du *Théâtre d'agriculture* d'Ollivier de Serres, Paris, 1804, t. I, p. 182. Résumé p. 202.

[2] Arthur Young, *Voyage en France*, Œuvres, t. XVII, p. 145. — Cf. Van Isperen, *Les progrès agricoles des Flamands et des Brabançons*, Mém. de la Soc. des sciences de Harlem, t. XII.

[3] On a cependant essayé de naturaliser ce système en Hesbaye. J. Cartuyvels, *Le rôle des récoltes dérobées dans l'économie des cultures industrielles de la Hesbaye*.

[4] Sur le manse : Guilmot, *Mémoire sur les anciennes habitations rurales, sur les terres qui étaient attachées à chacune d'elles et sur la diversité de leurs mesures*, Arch. hist. du nord de la France, t. II. — Guérard, *Proleg. au polypt. d'Irminon*, t. I, p. 609.

Nous avons exposé plus haut (livre I, p. 33) l'organisation de la *villa*.

moyenne des exploitations est fort différente d'après les sols des diverses provinces; cette étendue d'ailleurs est toujours indépendante de la pâture. Dans les villages, les communaux procuraient aux fermes cette ressource nécessaire, aussi ne faut-il pas conclure de la toute petite exploitation à l'avénement de la haute culture intensive [1]. Mais abstraction faite du voisinage des prés communs, la dimension des cultures elles-mêmes était très-variable. Constatons d'abord que la culture dominicale était d'ordinaire plus grande que les tenures environnantes; cependant elle-même était souvent fort petite. Les fiefs suivaient assez généralement le mouvement économique de la culture. Nous avons vu que leurs terres et leurs hommages se divisaient souvent, ce qui devait dans des familles nombreuses, diminuer considérablement leur étendue territoriale. On peut donc prendre même pour base d'appréciation des cultures, l'étendue des petits fiefs qui ne descendaient jamais au-dessous de la limite *minima* qu'indiquaient les conditions agricoles. Or à réunir tous les éléments des chartes et des divers documents sur la propriété et la culture, il semble prouvé que le morcellement est très-ancien dans notre pays, surtout dans les provinces flamandes. Dans le Brabant, sous Jean III, le livre des fiefs nous signale partout de petites tenures d'un journal à quatre bonniers du pays; encore les petites terres sont très-divisées et les exploitations d'un gazon signalées comme exceptionnelles. Il en est de même dans le pays d'Anvers, où l'on trouve par exception une terre de 6 $^{1}/_{2}$ bonniers. Dans le pays de Waes, la moyenne des exploitations du XIIIe au XIVe siècle est d'un bonnier à une mesure du pays. Au Limbourg elle est d'un ou de deux des bonniers locaux. Dans la partie wallonne de la Belgique, les tenures ne sont pas aussi petites. Les cultures namuroises sont grandes; nous y trouvons une bonne moyenne de 25 bonniers pour les cultures dominicales. En Hainaut, il est probable aussi que les fermes étaient très-grandes; sans doute, l'unité du cortil n'y est que d'un peu plus de onze ares; mais c'était là l'habitation du manant et non l'exploitation du tenancier. Dans les provinces

[1] Tous les détails suivants sont tirés *par moyenne* des sources déjà citées.

wallonnes la division des terres ne se fit que fort tard, et à la vue des effets bienfaisants qu'elle avait produits dans les provinces flamandes. Ce ne fut guère qu'au XVIII[e] siècle que commença le morcellement. Encore celui-ci doit-il être attribué plutôt au désir des paysans d'avoir une exploitation indépendante qu'à une vraie révolution économique. D'ailleurs ce désir même, provoqué par la capacité matérielle et intellectuelle de le réaliser, est le plus sûr garant des résultats d'une exploitation moins étendue. C'est, nous l'avons dit déjà, la vraie raison économique de la réduction progressive des domaines, et de la supériorité intensive de la petite culture sur la grande exploitation [1]. Le mouvement ne fit que s'accentuer de plus en plus dans nos provinces; les agronomes du XVIII[e] siècle le favorisaient hautement de leurs conseils et de leurs exemples.

§ 2. Police et commerce des grains.

Intimement liée à l'importante question de l'alimentation publique, celle du régime des grains préoccupe toujours hautement les gouvernements. Ce régime présentait une importance toute spéciale dans un pays, qui comme le nôtre, avait besoin de combler par des importations périodiques le déficit de la production nationale [2]. Le commerce des grains était donc une des professions qui intéressaient le plus le public. Ce commerce était généralement libre; c'est-à-dire que son exercice n'était pas en temps normal, soumis à une surveillance particulière. Mais dans les temps de crise alimentaire intervenaient parfois des règlements sévères sur l'accumulation des denrées. Ces mesures, lois d'accaparement aggravées parfois de lois de *maximum* [3], se ren-

[1] N. Briavoine, *L'état des Pays-Bas,* p. 115. — De Pontécoulant, *Mémoire statistique du département de la Dyle,* an X. — Abbé Mann, *Mémoire* cité *sur les grandes fermes.* — Marquis de Chasteler, *Lettre sur les grandes fermes.* — Shaw, *Les Pays-Bas autrichiens,* pp. 83 et suiv.

[2] Sur l'ensemble, L. Torfs, *Iets over den graenhandel,* Belgisch Museum, t. IX, p. 366.

[3] Gualbert, *Vie de Charles le Bon;* Le Comte avait défendu les amas de grains et édicté un *maximum.* L'exécution de cet édit fut le prétexte de son assassinat, d'après le chroniqueur.

contrent surtout sur les marchés locaux, émanant du *magistrat* des villes. Celui-ci, en face d'une disette, défendait à tout le monde de conserver chez soi plus de blé qu'il n'en fallait pour la consommation de son ménage. Cette défense était corroborée par l'ordre donné au producteur de vendre tout au marché. La spéculation sur les grains était interdite [1]. Le peuple d'ailleurs s'en prenait avec violence à ceux qui amassaient les denrées; accusant comme il le fit toujours, les marchands de grains de s'enrichir aux dépens de la vie du pauvre [2]. Ces règlements d'ailleurs se retrouvent dans les actes de l'administration générale [3], comme dans l'histoire particulière des villes; et l'édit de 1699 condamne comme « ennemis du bien public et sangsues du pauvre peuple » ceux qui spéculent à la hausse des blés quand elle dépasse un taux naturel.

Ces mesures diverses étaient prises dans d'excellentes intentions; mais leur grand mérite était d'apaiser les inquiétudes populaires. Les importations du Levant étaient plus précieuses pour prévenir les disettes. Elles ne firent d'ailleurs pas défaut et le commerce alimentaire de la Hanse dans les Pays-Bas fut de bonne heure considérable [4]. Mais si l'importation internationale était encouragée depuis le grand essor commercial du XIIe siècle, le commerce intérieur était gêné par ces tracasseries multiples et

[1] Sur les mesures locales, Torfs, *Fastes des calamités publiques :* Les famines, pp. 145 à 241, passim. — Henne et Wauters, *Histoire de Bruxelles,* t. I, p. 239 et passim.

[2] Histoire d'une spéculation manquée et d'une émeute à Tournai à propos du prix des grains dans les *Mémoires* de Pasquier de la Barre, éd. Alex. Pinchart, t. I, pp. 40, 114, etc., ann. 1565-1566 : « Pillage du château rouge, ainsi appelé par le même et pauvre peuple voulant par ce donner à entendre que ledit Baudelet avait fait ériger ladicte maison des deniers qu'il avait prouffitez au renchérissement des grains, lesquels deniers étaient venus et procédez de la sueur et sang des pauvres gens. »

[3] *Liste chronologique des édits et ordonnances. — Livre des Placards*, passim.

[4] L. Torfs, *Iets over den graenhandel,* loc. cit. En 1567 il arrivait à Anvers du Levant 30,000 hectol. par an. — Sur notre commerce en Orient, cf. L. Van den Bussche, *Une question d'Orient au moyen-âge,* La Flandre, p. 187, 1878.

assez inutiles. A la fin de l'ancien régime, le gouvernement autrichien comprenait fort bien que « tout ce qui gêne la vente et l'achat des grains, tend à gêner la circulation, à la resserrer, à faire plutôt augmenter le prix qu'à le faire baisser, en même temps que le cultivateur se décourage et que la nation qui vit de l'agriculture en reçoit de l'affaiblissement [1] ». Mais malgré l'avis des hommes d'État, il n'osait en pratique refuser satisfaction aux réclamations populaires et renouvelait les édits, en même temps que les interdictions commerciales. Quel était donc tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, le régime commercial des grains sous l'ancien régime?

Le commerce intérieur était entravé depuis longtemps par la vieille organisation des tonlieux.

Le tonlieu n'était à l'origine qu'un tribut payé pour les passages d'eau, mais dans le cours du moyen-âge, et déjà sous les Francs, son sens fut étendu aux passages de terre [2]. C'était là un droit domanial par excellence résultant du droit incontestable qu'a tout propriétaire de mettre à prix le droit de passer sur sa terre [3]. Ce droit se percevait dans tous les domaines, de tous les marchands non privilégiés, sur toutes les marchandises, voyageant par eau ou par terre, fussent-elles mêmes en simple transit [4].

Le tout évidemment comportait des variétés locales d'après les diverses juridictions. On peut donc accepter cette définition du

[1] Avis du conseil privé (1771) émis dans une consultation du conseiller Kulberg. Il faut avouer cependant que cette jurisprudence n'était pas fixe, car en 1765, par l'organe du conseiller de Cock, la même assemblée avait émis un avis différent. Gachard, *La législation des grains en Belg. au XVIIIe siècle*, Bull de l'Acad. roy. de Belg., t. XVII, 1re partie, p. 28.

[2] Teloneum. « Tributum de mercibus marinis circa littus acceptum. » Ducange, v° *teloneum*. — Sur terre. Id., v° *teloneatus*, capit. Chlotar, 619, art. 9.

[3] Martinez, *Het recht domaniael van Brabant*.

[4] Sur la généralité de ce droit voir divers textes, notamment : Actes de l'empereur Othon, *Cartulaire des Dunes*, p. 179. — Angleterre : .... *et transverso* (*transit*). Ibid., p. 177. — 1222, Bull. de la Comm. roy. d'hist., 3e série, t. XIII, p. 31.

tonlieu : c'est un ancien droit domanial imposé sur l'entrée et la sortie des marchandises, même sur celles allant, dans l'intérieur du pays, de l'une province à l'autre [1].

Le tarif du tonlieu variait donc, mais il était généralement proportionnel au poids et à la valeur de l'objet transporté [2].

A l'époque féodale les tonlieux étaient ordinairement concédés ou inféodés, mais les concessionnaires devaient se soumettre aux termes de leur commission [3]. Dans celle-ci le concédant prenait des précautions spéciales pour empêcher que les entrepreneurs n'entravent le commerce par leurs exigences outrées. Le règlement du tarif était imposé même aux *feodati;* l'acceptation des *pots de vin* leur était interdite; quand ils n'avaient que la concession pour *medietas,* les seigneurs et eux-mêmes exerçaient simultanément les recettes, sauf récompense le cas échéant. Enfin, si le concessionnaire était indigne, exerçait des violences ou des exactions, il pouvait être dépossédé par jugement de ses pairs s'il était *feodatus,* révoqué s'il était simple commissionnaire. Parfois la perception du tonlieu imposait au concessionnaire des obligations accessoires telles que la police du passage, l'entretien de la route sur les revenus de la perception. Les tonlieux particuliers existaient encore à la fin de l'ancien régime.

Les tonlieux du prince étaient les plus importants et rentraient dans l'administration générale du domaine. Leur perception était confiée en Brabant au receveur du domaine, présidant une chambre de tonlieux devant laquelle se vidaient les affaires contentieuses

[1] De Nény, *Mém. hist. et polit. sur les Pays Bas autrichiens,* t. II, p. 144.

[2] Règlement du tonlieu de Mons. L. Devillers, *Cartulaire du cens du comte de Hainaut,* t. I, p. 19. — Voir divers tarifs dans les pièces justificatives de Warnkönig, *Histoire de Flandre,* trad. G., t. II. — Les marchandises sujettes à tonlieu ne pouvaient y échapper en prenant un autre chemin, et cela sous peine d'amende (1404), *Brab. Yeesten,* t II, p. 723, éd. academ.

[3] Exempl. : E. de Dynter, *Chron. duc. Brab.,* liv. IV, ch LXXVI., éd. academ., t. II, p. 149. Henri duc de Lorraine concède en fief le tonlieu de l'Escaut à Godefroid de Breda (1212). — C. de Borman, *Un cartulaire du chapitre de St-Servais de Maestricht,* BULL. DE LA COMM. ROY. DE BELG., 3e sér., t. IX, p. 69. Commission de Jean de Reke, nommé par le chapitre, thelonarius de Lipperen (1360).

de cette nature [1]; elle était composée de marchands et de jurisconsultes [2]. En Flandre cette branche du contentieux ressortissait comme toute l'administration à la chambre de renenghes. Le nombre des chambres de tonlieux n'était pas fixe; toute ville pouvait en réclamer la fondation. Le règlement général des tonlieux dans les Pays-Bas unifiés, est arrêté dans les additions successives à la Joyeuse Entrée de Brabant. Il prescrit notamment la tenue d'un livre de droits, indiquant les exempts et la taxe des non-exempts, la réparation civile des marchands surtaxés, et plusieurs autres précautions qui sont plutôt du ressort d'une histoire administrative [3]. Les chambres de tonlieux étaient soumises à la surveillance de la chambre des comptes, arbitre suprême des questions financières, et plus tard du conseil des finances. En 1583, une chambre de tonlieu fut fondée en Flandre, et cette juridiction fut ravie à la chambre des renenghes. Une chambre supérieure de tonlieux était établie à Bruxelles et recevait appel des autres chambres de Brabant. Elle-même était soumise à l'appel du conseil de Brabant [4]. Ce régime administratif dura jusqu'en 1683. Alors la perception des tonlieux fut avec toutes les recettes du domaine, mise à ferme par le gouvernement pour un certain terme. Le système d'amodiation confia naturellement aux fermiers la perception de ces droits [5]. La juridiction des chambres se maintint jusqu'à l'établissement des juges des entrées et sorties en 1694. L'analogie eut alors pour effet naturel de soumettre le contentieux des tonlieux aux nouveaux juges domaniaux. Les chambres de tonlieux conservèrent leurs autres attributions, notamment la police de la voirie [6].

[1] E. de Facqz, *Ancien droit belgique,* t. I, p. 104. — Martinez, op. cit. t. I,

[2] Koepluyten of thollenaers. Il y en avait six, plus six jurisconsultes, mais ces chiffres étaient variables Tarlier et Wauters, *Belg. anc. et mod.*, Tirlemont (ville).

[3] Edm. Poullet, *Constit. nat.*, p. 421.

[4] E. de Facqz et de Nény, op. et loc. cit.

[5] A. Pinchart, *Arch. de la Cour des comptes*, t. IV, init. — Placards de Flandre, t. III, p. 846.

[6] De Neny, op. cit., t. II, p. 132. — Pinchart, ibid., p. 95, n^e^ 2.

A côté des tonlieux domaniaux, subsistaient les tonlieux particuliers et ceux des villes [1]. Celles-ci avaient souvent profité de leurs finances pour racheter les impôts, et on leur octroyait alors le droit de lever la taxe à leur manière. Le plus souvent elles frappèrent des charges indirectes. C'est ainsi que la législation des octrois, donna naissance aux octrois, tels qu'on les entend aujourd'hui, c'est-à-dire aux droits perçus à l'entrée et à la sortie des portes des villes [2].

Cette charge de la circulation avait ses exempts; ainsi la plupart des grandes villes, les monastères, et enfin les marchands se rendant en foire franche [3] en étaient libérés.

Les tonlieux grevaient beaucoup le transport et embarrassaient le commerce. C'était là un vrai réseau d'obstacles à des transactions que l'intérêt général commandait en vain d'affranchir [4]. Les charges qui en résultaient étaient assez lourdes, et nous avons vu que le peuple rangeait aussi le percepteur des tonlieux au nombre des évangélistes de Lucifer. Les tonlieux d'ailleurs, qui s'expliquaient à certains égards quand les diverses parties des Pays-Bas appartenaient à des princes différents, n'étaient plus depuis leur unification, qu'une vexation pour le commerce. Mieux aurait valu cent fois comme mesure fiscale, frapper un impôt direct, « car plus un peuple est à son aise pour le commerce, et plus il est en état de satisfaire aux emprunts et tailles du souverain [5]. » Ils subsistèrent cependant jusqu'à la fin de l'ancien régime, quoique fort réduits par la multiplicité des exemptions.

[1] Prat, *Hist. d'Arlon*, t. II, p. 298.

[2] Gachard, *Essai sur la législation des octrois.* — Henne et Wauters, *Histoire de Bruxelles*, t. II, p. 613. — Tarlier et Wauters, *Belg. anc. et mod.* Tirlemont (ville).

[3] V. Gaillard, *Les foires*, Messager des sc. histor. de Belg., pp. 193 et suiv., 1851.

[4] P. de Decker, *Origine des douanes en Belgique*, Bull. de l'Acad. roy. de Belg., 2e série, t. XXXV, p. 236. — A. Wauters, *Un essai du système du libre échange en Belgique au XVIIe siècle*, Bull. de l'Acad. roy. de Belg., 2e série, t. XXII, p. 181.

[5] Mémoire pour la suppression des tonlieux dans les Pays-Bas, Bibl. nat., MS. nº 12548.

Une entrave tout aussi vexatoire pour le commerce alimentaire, consistait dans le droit d'étape [1]. C'était, en général, le privilége qu'avait une ville de faire arrêter, étaler, et offrir en vente les marchandises étrangères passant chez elle, à moins que celui qui les transportait ne préférât rebrousser chemin. C'était une sorte de droit d'entrepôt réel, mais exagéré par le droit de vente publique. Bruges, factorerie hanséatique, avait ce privilége pour toutes les marchandises en vertu d'un acte de Louis de Crécy [2]. Dordrecht avait des priviléges analogues. Il y avait un certain nombre d'étapes spéciales pour le blé : Amsterdam pour la Hollande et la Zélande, Anvers pour le Brabant, Douai pour l'Artois et le Hainaut, Gand pour la Flandre. La base de ce privilége dont l'origine est immémoriale, ne peut être que dans les nécessités d'approvisionnement de la ville. Les villes furent de bonne heure le rendez-vous naturel des producteurs des environs, ou plutôt c'est le marché même, provoqué par quelque circonstance, qui donna naissance à la prospérité de la ville. Les seigneurs, voyant les avantages économiques de ces réunions, en concédèrent souvent l'érection. Le droit de se réunir en marché était précieux; la ville en profitait autant que les producteurs. Quand les relations s'étendirent et se facilitèrent, les marchés devinrent moins nécessaires; les villes qui y trouvaient un avantage, cherchèrent à les conserver [3], et leur puissance leur permit toujours, soit d'imposer l'étape à tous les producteurs de la banlieue, soit même d'arracher le privilége d'étape sur la circulation générale, aux princes du territoire.

A Gand, dont nous prendrons ici le régime pour type, le blé déposé à l'étape, y restait pendant huit ou quinze jours. Les

[1] V. Gaillard, *Anciennes institutions commerciales. Privilége d'étape*, Mess. des sciences hist. de Belg., p. 232, 1849. — Baron de Reiffenberg, *L'état du commerce, etc., des Pays-Bas au XIVe siècle*, passim.

[2] En 1323, confirmé par Louis de Male en 1358. Texte dans Gilliodts-van Severen, *Inv des arch. de Bruges*, sect. 1, série 1, t. III, p. 12. — Cf. Blanqui, *Hist. de l'économie politique*, t. I, p. 220.

[3] G. de Molinari, art. *Céréales*, du *Dictionnaire d'économie politique* de Coquelin et Guillaumin, t. I, p. 334, éd. 1853.

bourgeois pouvaient venir s'en approvisionner pour leur consommation, mais non pour le commerce. Après ce terme la vente et le transport redevenaient libres. Ce privilége, respecté longtemps par les princes, grâce aux réclamations des intéressés, fut insensiblement réduit par des règlements successifs. Enfin en 1734 un règlement administratif de Gand supprime comme inutile l'office de garde-étape [1].

En dehors de ces restrictions, le commerce était libre. L'article 6 de la Joyeuse Entrée de Brabant consacre pour tout Brabançon la liberté du commerce. « Chacun peut commercer librement et paisiblement en payant son tonlieu légitime [2]. » Ce principe ne fut pas toujours respecté, mais il resta néanmoins un principe, auquel, en général, on ne touchait qu'à regret.

Tel était le régime normal du commerce des grains à l'intérieur des Pays-Bas; quel était le régime extérieur; quelles furent les restrictions apportées au libre commerce des grains avec l'étranger?

Deux principes dominaient à cet égard notre régime commercial avant le XVIe siècle. Le premier : que le commerce avec les étrangers est libre et quitte de toute imposition; le second, issu du droit des gens : que, en cas d'hostilités avec une puissance voisine, tout rapport mercantile se trouvait interrompu entre elle et la Belgique [3]. Cette liberté avait existé pour tout le commerce, et notamment pour le commerce des grains, sauf quelques dispositions temporaires des ducs de Bourgogne, jusqu'à l'ordonnance de 1522 pour la Flandre [4]. « Vu la disette et la cherté des denrées, disait Charles-Quint en son préambule, vu les fréquentes et fortes exportations, vu les achats faits au plat pays par des spéculateurs en vue de conserver ces grains jusqu'au moment où ils pourront satisfaire leur avidité déréglée, nous défendons l'exportation des grains et leur achat hors du marché. » Cette ordonnance, sans doute mal observée, fut renouvelée plusieurs fois, et Phi-

[1] V. Gaillard, op. et loc. cit.

[2] Edm. Poullet, *La Joyeuse Entrée de Brabant*, p. 71.

[3] Conseiller Delplanck, *Mémoire sur les douanes*, MS. cité par P. De Decker, op. cit., p. 236.

[4] *Placards de Flandre*, t. I, p. 632, liv. II, rubr. 19.

lippe II en étendit le dispositif à tout le pays en 1573 [1]. Les grains étaient donc francs à l'entrée, mais la sortie en était interdite. Les considérants de l'ordonnance impériale de 1522 révèlent l'esprit qui la dicta. Ce sont les intérêts supposés des consommateurs nationaux qui préoccupaient le législateur. On semblait ne pas comprendre encore que personne n'est tenté d'exporter le grain, quand le marché national lui-même offre au vendeur un prix rémunérateur.

Une institution célèbre allait bientôt altérer complétement l'esprit de notre régime commercial. Philippe II, suivant d'ailleurs l'ancien principe national, avait établi l'interdiction de sortie vers le pays ennemi pour toutes les marchandises, pendant les guerres qui signalèrent son règne. Mais, il crut devoir y apporter un tempérament et permettre la sortie sauf à obtenir de l'administration, concession de passe-port ou *licente*, pour un droit fixe. Les grains n'étaient pas soumis à ce régime. Leur exportation n'était pas prohibée seulement en pays ennemi, mais par toute frontière et par mesure d'intérêt public. On ne pouvait donc racheter le droit de les exporter [2]. Philippe II, sur ce point eut de la peine à faire exécuter ses ordonnances; les fraudes se faisaient sur un grand pied avec la complicité des fonctionnaires [3]. La prohibition de sortie des grains semble cependant être restée le principe, sauf à être plus ou moins sévèrement maintenue dans la pratique d'après le prix des denrées alimentaires. Quand les prix baissaient on tolérait l'exportation, mais si la cherté reparaissait, on *republiait*, *rappelait* les anciennes ordonnances pour les remettre en vigueur [4].

[1] *Placards de Brabant,* t. I, p. 390, liv. III, tit. III, ch. I.

Le système commercial de Philippe II et ses édits sont vantés par Jean Bodin, au point de vue des intérêts nationaux. *Les six livres de la République,* livre VI, ch. II. Beaudrillard, *Jean Bodin et son temps*, p. 485.

[2] « Graen in t'uytvaeren verboden, ende innecomen vry » dit l'ordonnance du 31 août 1597 organique des licentes. *Placards de Brabant,* t. I, p. 416. Ce système était né sous Charles-Quint, en l'édit de 1542. A. Wauters, *Un essai de libre échange,* loc. cit., p. 183.

[3] A. Pinchart, *Inv. arch. de la Cour des comptes,* t. IV, rubr. *Licentes.*

[4] Ordonnance du 15 novembre 1630. Les anciens édits contre l'exportation

Mais si la sortie resta en principe prohibée, l'entrée ne demeura pas franche. C'est ici que nous allons voir se produire la modification importante, qui en changeant nos principes économiques, vint grever l'importation des grains. La guerre entre l'Espagne et les Provinces-Unies était la raison apparente du maintien des licentes. Par leur nature et par les déclarations des princes, créées pour la durée de la guerre, elles devaient cesser avec elle. Malgré les protestations des États, la continuation des hostilités donnait à ce régime un air de légitimité. Mais dans le fond, la protection du commerce n'était que le prétexte, c'était le revenu qu'on poursuivait. Et de fait, ce revenu était considérable. Le traité de Munster, signé le 30 janvier 1648, supprima le prétexte, et sur les réclamations des États belgiques, trois déclarations de la même année suspendirent les licentes [1].

Cette suppression fut de courte durée. Nous ne pouvons entrer dans le détail des débats constitutionnels et des démarches diplomatiques auxquels donna lieu cette intéressante question [2]. Sa solution seule importe au commerce des grains. Cette solution est consignée tout entière dans le célèbre placard de Philippe IV, du 12 octobre 1654. Le roi considère que la surcéance des droits n'a pas abaissé le prix des denrées, que le commerce n'en a pas bénéficié, que la suppression profite surtout aux sujets étrangers, puisque les États voisins lèvent des droits analogues et que la réciprocité est manifestement un droit, enfin que ces droits sont une source de profits considérables pour l'État, et compensent ainsi par une contribution équitable et facile à lever, une foule de charges lourdes et parfois immodérées. « Ce serait, dit-il, choquer les principes de la conservation des États, de retrancher un moyen public, si ancien, si invétéré et si peu onéreux aux sujets [3]. »

L'ordonnance royale, on le voit, était un plaidoyer en faveur

« Sullen worden van nieuws ghepublieert ende vercondicht; ende gheproce-deerd tegen de transgresseurs. » *Placards de Brabant,* t. I. p. 324.

[1] P. De Decker, op. cit.— Comte de Wynants, *Origine des licentes et droits d'entrée,* 1730. Bibliothèque nationale, MS. n° 12541.

[2] Texte dans De Decker, ibid.

[3] A. Wauters, *Un essai de libre échange,* loc. cit., relate les démarches du magistrat d'Anvers en faveur de la liberté.

des impôts indirects, qu'elle promettait d'ailleurs de lever avec modération. Il est incontestable que ses arguments ont un fond sérieux de vérité économique. Sans doute, Philippe IV violait les franchises de nos provinces en s'attribuant la faculté de lever à son gré les droits de douane; mais s'il a eu tort de faire un coup d'État au point de vue du vote de ces charges, on ne peut le blâmer de les avoir maintenues et d'avoir introduit dans le budget ordinaire des ressources royales ces impôts de consommation qu'on considère à bon droit comme les plus conformes aux grands principes économiques.

Malheureusement, et ce fut son erreur, le gouvernement ne se borna pas selon sa promesse, à frapper la libre consommation, « les inutiles venant du dehors. » Il imposa l'entrée et la sortie des choses de première nécessité [1]. Ce fut l'occupation française que le fit entrer dans cette voie funeste. Quelle était avant cette époque l'idée économique qui présidait à la distribution des taxes? A l'idée de remplacer les anciennes charges par des impôts indirects, se joignait semble-t-il l'application d'un principe commercial; ce principe est énoncé très-clairement dès 1632 dans une instruction de Philippe IV au Cardinal-Infant. » Modérer les droits de licentes sur les matières crues (matières premières), qui viennent du dehors pour être travaillées au pays, et augmenter celles qui en sortiront pour être travaillées ailleurs au-dessus des licentes des premières; modérant aussi les manufacturés du pays pour l'étranger et augmentant ceux qui viennent du dehors, dont le pays peut se passer en usant de ceux qui se fabriquent [2]. »

[1] A. Wauters, ibid., p. 188. « Sur les victuailles nécessaires au peuple, dit le mémoire cité des magistrats d'Anvers, il est bon d'y mettre nulle ou petite imposition, le tout, afin que pouvant vivre à bon marché, il puisse tout meilleur marché donner des aunages et pour par ce moyen en avoir bonne isçue, aultant ou plus que ses voisins. » On voit que les industriels du XVIIe siècle comprenaient les lois économiques.

[2] 1632. Texte dans N. Briavoine, *Mémoire sur l'état des Pays-Bas,* p. 31. Cette théorie avait été préconisée dans l'adresse du magistrat d'Anvers, qui la faisait dériver de la célèbre doctrine de la Balance du Commerce. Wauters, ibid., p. 187.

C'était l'application exacte du principe économique de Colbert. Louis XIV envahissant nos provinces ne fit qu'en accentuer la rigueur en édictant le tarif général de 1670 qui servit de base à toute la législation ultérieure [1]. Ce tarif frappait les grains de droits très-élevés. C'est un vrai régime de protection. On lui fit subir bientôt d'importantes modifications. On comprit, dans les régions officielles, qu'il était de l'intérêt de l'agriculture d'avoir pour ses produits un grand débouché; on favorisa « le débit et traite foraine des grains qui sont en grande abondance. » Ces principes firent concéder à peu près complétement la libre sortie des grains, par l'ordonnance de 1686, inpirée par le marquis de Castanaga, qui montra toujours une sagace intelligence des intérêts de nos provinces. Le tarif de 1697 proclama la franchise des grains à la sortie; mais l'entrée resta imposée. L'abondance cependant ne dura pas toujours. La cherté revint. On sentit la nécessité d'une augmentation de denrées sur le marché et on en revint à l'ancien système des Habsbourg : liberté d'importation, interdiction de sortie, par les édits combinés de 1709 et 1713. Charles VI voulait, disait-il, permettre aux habitants du pays de s'approvisionner à des prix modérés et empêcher les étrangers de venir s'approvisionner sur notre marché [2].

A partir de cette époque les principes économiques ne se modifièrent plus. Le gouvernement appliqua une sorte de régime d'échelle mobile, ouvrant ou fermant les portes d'après les prix des grains. Sous Marie-Thérèse, on se réglait sur le prix moyen du marché de Bruxelles, et si le froment dépassait le *prix raisonnable* de 65 à 70 sous la rasière, on l'arrêtait aux portes [3].

Joseph II, pénétré des idées économiques de son temps, disciple de l'école des physiocrates, voulut la liberté absolue. Ce prince fut le Turgot des Pays-Bas. Arrêté quelque temps par les conseils du prince de Kaunitz, il rendit enfin sa célèbre ordonnance de 1786. « Pleinement convaincu, dit-il en son préambule,

[1] J.-M. Wouters, *Livre des tarifs,* ou des placards émanés depuis 1670 pour la conservation des droits, etc. Bruxelles 1737.

[2] Ibid., pp. 292, 302, 29**.

[3] Gachard, *Législation des grains au XVIIIe siècle en Belgique,* loc. cit.

qu'une entière liberté dans le commerce des grains est le seul moyen d'entretenir constamment dans le pays, le prix le plus avantageux de cette denrée, tant pour le propriétaire et le cultivateur que pour le consommateur, » il proclame la pleine liberté pour chacun, d'acheter et de vendre les grains où bon lui semblerait. Mais la transition était trop brusque; dès l'année suivante la liberté fut limitée; restaurée un instant par Trautmansdorf, elle fut restreinte définitivement par trois édits de 1789 qui restèrent en vigueur jusqu'à la conquête française.

§ 3. L'industrie meunière.

Le premier procédé de mouture fut la trituration à la roue manuelle. On a trouvé des traces de moulins à bras dans les fouilles archéologiques de nos provinces [1]. Les Francs apportèrent l'usage du moulin à eau [2]. Enfin les moulins à vent s'élevèrent à partir du XII[e] siècle, mais ils furent pendant longtemps assez rares [3]. Les seigneurs s'empressèrent d'élever des moulins dans chacune de leurs *villæ*. C'était là que les cultivateurs des environs venaient moudre leur blé [4]. L'usage du moulin seigneurial leur était indispensable : aussi le seigneur faisait-il payer une redevance pour le service qu'il rendait à tous. Le seigneur en érigeant son moulin faisait acte de sage administration ; il est en effet dans le rôle économique du propriétaire, d'ériger des usines où les cultivateurs trouvent un débouché pour leurs matières premières. Le seigneur conservait parfois son moulin en régie; plus souvent il l'inféodait et l'affermait avec le droit exclusif de moudre sur ses domaines. Les concessionnaires étaient tenus de

[1] Belpaire, *Mémoire sur les changements de la côte d'Anvers à Boulogne*, Mém. de l'Acad. de Brux., t. VI, p. 36. — Galesloot, *Le Brabant sous l'empire romain*, Revue d'histoire et d'archéologie, t. I, p. 188.

[2] Les moulins à eau devaient être l'objet de concessions seigneuriales, parce que les cours d'eau étaient censés appartenir au seigneur. Taillar, *Recueil d'actes*. Introd. p. ccxlvii.

[3] A. Wauters, *Jean I*[er], p. 342.

[4] Raepsaet, *Analyse*, n[os] 253 et suiv.

respecter les usages du moulin, et de se contenter d'une quotité du grain qu'on portait à la mouture [1].

A l'origine l'érection du moulin banal avait été un service rendu aux populations; mais quand les moulins libres s'érigèrent, que les communications devinrent plus faciles, la *banalité* se transforma en un monopole odieux et gênant. C'était encore une fois un privilége purement gratuit qui ne rémunérait plus aucun service. Il n'y avait jamais eu là d'usurpation; mais la raison d'être du droit ayant disparu, il était naturel qu'il disparût avec elle. Aussi cherchait-on à s'y soustraire par tous les moyens et les cours foncières évitaient d'en consacrer le droit [2]. Il subsista cependant quoique battu en brèche de tous côtés et sans doute souvent éludé, jusqu'à l'abolition des droits seigneuriaux.

SECTION II. — Production du vin [3].

La production du vin est aujourd'hui une des industries les moins importantes de notre pays. Autrefois cependant elle n'était pas la dernière. On ne pourrait préciser la date de l'introduction dans nos provinces de la culture des vignobles. Elle semble inconnue aux premiers habitants de nos contrées. Non-seulement Varron atteste que la vigne ne croissait pas au nord des Gaules, mais César dit que les Nerviens ne permettaient pas même l'importation du vin, de peur que son usage n'énervât leur vigueur. Domitien ordonna d'arracher tous les vignobles des Gaules; cette défense fut levée en 282 par Probus. Peut-être pourrait-on attribuer à la réaction que provoqua cet édit la plantation de vignobles

[1] Exemple. Infeodation : 1302, à tel mouture qu'il est useit et accoustumeet kemunement en Haynnau, ains au vintieme. Devillers, *Cartulaire du comte de Hainaut,* t. II, p. 287. — Bail : mouture au seizième. F. de Potter, *Gesch. der gem. Oost. Fland.*, p. 12. Deurle (1561). — Cf. Taillar, *Recueil d'actes,* etc., pp. 412, 430, 452. — Namêche, *Histoire nation.*, t. III, p. 119.

[2] Comte de Villermont, *Couvin et sa châtellenie,* p. 163.

[3] L. Torfs, *Fastes des calamités publiques,* p. 279. Les vignobles en Belgique. — A. Schayes, *Sur la culture de la vigne en Belgique,* Mess. des Sciences historiques de Belgique, 1833 et 1843.

jusque dans les provinces les plus éloignées. Nous n'avons guère de détails sur les premiers progrès de cette culture; nous en constatons la présence au IXe siècle, au monastère de Mont-Blandin à Gand [1]. Les abbayes flamandes continuèrent cette exploitation qui était pour elles d'un très-grand rapport; l'exemption de tonlieux dont jouissait en Allemagne, l'abbaye de Saint-Bavon lui avait même assuré le monopole du commerce des vins à Gand, commerce qui s'exerçait par commissionnaires [2]. La vigne entrait pour beaucoup dans la culture des terres de Saint-Bavon; les tenanciers devaient même parfois payer en redevance une certaine mesure de vin récolté sur leur domaine [3]. Cette culture avait été étendue aux domaines du comte par Baudouin le Pieux [4].

Le Brabant fut célèbre au moyen-âge par ses vignobles. Il en existait certainement dès le XIe siècle [5], et dès le XIIe à Louvain et à Bruxelles. Cette dernière ville en faisait un grand commerce au XIVe siècle, et dès lors on s'ingéniait à le frelater, ce qui provoqua les lois pénales les plus sévères [6]. Les crûs de Louvain et de Bruxelles figuraient avec honneur à la table des ducs; et d'ailleurs le vin du pays (*landswyn*) était d'un usage très-répandu.

Ces vins étaient-ils bons? Il serait difficile de le dire, mais cela est peu probable. Sans doute, les ducs s'en servaient, mais ce pouvait être pour encourager l'industrie nationale. Rohault le dit rude et verdelet, et Ortelius assure que le vin de Louvain n'est pas dangereux pour le cerveau des élèves de l'Université.

A partir du règne de Charles-Quint, on s'aperçut qu'il était plus avantageux de cultiver le grain que la vigne. Les vignobles furent donc extirpés insensiblement; au XVIIe siècle, ils le sont presque

[1] *Chronique du Mont Blandin,* édition Van de Putte, pp. 71-86.

[2] Warnkönig, *Histoire de Flandre,* trad. G., t. II, p. 360.

[3] Van Lokeren, *Histoire de St-Bavon,* p. 169.

[4] Baron Kervyn de Lettenhove, *Histoire de Flandre,* 2e éd., t. I, p. 125.

[5] L. Galesloot, *Le Brabant sous l'empire romain,* Revue d'hist. et d'arch., t. I, p. 363. — Cf. Tarlier et Wauters, *Belgique ancienne et moderne,* canton de Tirlemont, pp. 9, 144 et passim.

[6] Henne et Wauters, *Histoire de Bruxelles,* t. I, p. 161.

partout. Il n'en reste plus guère que dans la province de Namur, parce que le terrain où on les conserve n'est pas propre à la culture des grains [1]. En effet le produit de ces vignes était très-incertain, les frais étaient considérables; leur culture dut être abandonnée dès que la facilité et la sécurité des communications permit aux vins étrangers d'entrer sans grands frais de transport dans le pays [2].

Les essais de reconstitution des vignobles ont depuis lors toujours échoué [3].

SECTION III. — Production du bétail.

Rien de plus obscur que son histoire. A l'origine de notre civilisation, le bétail vivait en abondance à l'état libre, presque sauvage. A l'époque de la grande culture intensive des premières races, les troupeaux constituaient la grande richesse nationale [4]. Les lois barbares comminent en effet des peines sévères contre ceux qui entament cette richesse, contre ceux en particulier qui volent des animaux [5], et surtout des reproducteurs. Toute idée d'élevage proprement dit n'était pas étrangère aux Francs [6]. Nous voyons que le choix des étalons est pour eux une question importante et

[1] Lettre de M. de Nény, 1758, dans *la Paix*, 1878.

[2] E. de Laveleye, *Économie rurale de la Belgique*, p. 277.

[3] La bière remplaça bientôt le vin dans la consommation usuelle. Elle fut très-répandue dès longtemps. A chaque manse dominical était annexée une *camba* (brasserie). Nous ne pouvons pas ici analyser les méthodes de fabrication de ce breuvage. Nous devons le signaler parce qu'il fait partie intégrante du régime populaire et que sa composition en fait un objet de l'industrie agricole. Les méthodes belges, depuis les temps anciens, ont été analysées par Vrancken, *De cerevisiæ elaborandæ arte*. — Cf. J. Cartuyvels et Stammer, *La bière et le malt*. Introduction.

[4] Ut jam trans fluvium. . . . .
Pascat *belga pecus*, mediumque ingressa per alvum
Gallica francorum montes armenta perrerant

Claudien, *De landib. Stilicon.*, liv. I, v. 224.

[5] Moke, *Belgique ancienne*, p. 402.

[6] E. Langethal, *Gesch. der deutsch. landwirth*, t. I, p. 33.

que les propriétaires de troupeaux s'associent même pour s'en procurer [1]. Les riches magnats de l'époque franque veillaient avec un soin jaloux à l'entretien de leurs troupeaux, et leurs fils eux-mêmes étaient parfois chargés de les garder [2].

Quand l'agriculture devint intensive, qu'on entra dans la période semi-pastorale ou pacagère, nous avons expliqué comment le bétail conserva toute son importance, tant en lui-même que pour la restauration des terres cultivées. Son entretien et sa multiplication étaient plus faciles en Flandre que dans le reste du pays, car elle avait en abondance les riches et gras pâturages. Aussi était-elle couverte de bétail : bœufs, moutons, chevaux [3]. La race flamande avait dès lors le type qui la caractérise encore aujourd'hui [4]. Il y avait en Flandre de très-nombreux marchés de bestiaux, et de Bruges on exportait beaucoup de chevaux [5].

Les Flamands ne se servaient guère que de chevaux pour la culture ; mais ceux-ci étaient recherchés comme chevaux de guerre pour leur taille et leur force [6]. Les bêtes à cornes, outre leur utilité générale dans l'économie rurale, servaient à la production du lait. L'industrie laitière et fromagère était une des grandes richesses de la Flandre, et le commerce du beurre et du fromage

[1] *Lex salica*, tit. III, art. 7. « Si quis taurum gregem regentem furaverit qui de tribus villis communes vaccas tenuerit, hoc est trespellius... »

[2] Taillar, *Mémoire sur la formation des villages*, p. 335. — Bollandistes, mars, t. III, p. 559 ; juin, t. II, p. 82.

[3] « Terra pascuis uberrima et armentis et pecudibus plena.» Bartholomœus anglicus (Glanvil), *Tractatus de proprietatibus rerum*, liv. XV, ch. LVIII. — « Multis in locis, pascuis Flandria ac pratis quam arvo melior est. » — Meyerus, *Rerum Flandric*, tom. X, p. 39, Bruges, 1531. — Rohault, *Description univ. des Pays-Bas*, 1608.

[4] Rohault, ibid. Le pays abonde en bestial domestique de toute espèce. Les bœufs y sont très-grands, spécialement en Hollande, où on dit y en avoir qui pèsent 2,000 livres. — En Hollande, Frise, Gueldre et Flandre, sont des chevaux en grande abondance, grands, robustes et forts, principalement pour la guerre.

[5] Verhoeven, *État de l'industrie et du commerce en Néerlande*, Mémoire de l'Académie de Bruxelles. Prix de 1777, p. 128.

[6] Voir la note 4. — Joinville avait à la Croisade d'Afrique un « ronciu » (roussin) flamand. *Vie de St Louis*, éd. de Wailly, n° 229.

était international au moyen âge [1]. Les troupeaux de mouton servaient la matière première aux métiers de drapiers, soit dans les villes voisines, soit à la ferme même, car cette industrie fut longtemps domestique [2].

Le Brabant eut plus de peine, vu la nature de son sol, à constituer un bétail riche et suffisant [3]. Nous avons vu comment les abbayes ont contribué aux progrès du bétail, des procédés d'élevage, et comment elles s'y prenaient pour remplir leurs étables à l'avantage général [4]. L'usage des prés communs permit aussi à beaucoup de petites exploitations d'avoir une étable assez bien montée, et nous avons dit déjà que peu de manses étaient privés du grand avantage qui en résultait [5]. Mais si beaucoup de petites tenures jouissaient du bénéfice d'une étable, et des profits qui en sont inséparables, il leur était impossible d'entretenir un reproducteur. Aussi fallait-il pourvoir d'une manière générale à cette nécessité de l'élevage. Nous voyons, en effet, le seigneur se réserver parfois le droit de garder dans son étable un taureau, qui pourrait parcourir librement toutes les terres de la seigneurie, mais qui en compensation, servirait à la monte des vaches de la commune. Ce droit appartenait tantôt au seigneur, tantôt au décimateur [6]. Il y avait là sans doute un privilége pour le propriétaire

[1] E. de Laveleye, *Économie rurale de la Belgique*, p. 17. — « Flandre, terre de lait et de beurre. » Abbé Mann, *Hist. nat. des Pays-Bas maritimes*, nº 4, Mémoire de l'Académie roy. de Bruxelles, t. IV, p. 126 — Warnkönig, *Fland st. u. R. gesch.*, Bd. III, abth. II, p. 63 (1170). Le monastère d'Ardenbourg constitue une rente en beurre au chapitre de St-Martin de Tournai. Considérants très-curieux.

[2] Il en était de même du tissage de la toile. *Cartulaire du Mont Blandin*, p. 72. Obligation de *Camsilem facere*. — Van den Abeele, *Gesch. der stadt Deinze*, p. 55. — Raepsaet, *Notice sur l'origine de la fabrication des toiles de lin*, Mess. des Sc. hist. de Belg., p. 213, 1827-1828.

[3] A. Wauters, *Environs de Bruxelles*. Introd., t. I, p. XXII.

[4] Voir plus haut la section relative aux moines, p. 107.

[5] Voir plus haut les sections relatives aux communaux et aux périodes agricoles pp. 177 et 204.

[6] Wauters, *Environs de Bruxelles*, Introd., t. I, p. XLVIII, nº 3. — *Analectes pour servir*, etc, t. I, p. 342. — *Cartulaire de St-Trond*, t. I, p. 71.

qui nourrissait son taureau pour rien, une charge pour les tenanciers dont les récoltes pouvaient être menacées de certaines avaries par la libre pâture de cet animal, mais il y avait aussi pour eux un avantage immense à avoir à leur disposition un étalon, capable de fortifier la race animale qui était une partie importante de leur pécule agricole.

Les soins d'amélioration de la race n'étaient d'ailleurs pas négligés. Les seigneurs ne l'oubliaient pas. C'est à Thomas de Savoie que nous devons l'acclimatation en Hainaut de la race des bœufs savoyards, qu'il fit transporter à l'état sauvage dans la forêt de Mormal [1]. C'est de cette importation du XIIIe siècle, que date sans doute notre commerce de bestiaux avec la Savoie dont on retrouve la preuve deux siècles plus tard dans le transport de bœufs et vaches de Savoie en Hainaut pour compte du duc Philippe le Bon [2].

L'engraissage était une industrie particulière, qui donnait lieu aussi à un commerce de bestiaux avec l'étranger. Ainsi au XVIIe siècle, nous constatons le transport de bœufs maigres du Danemark vers les Pays-Bas, d'où on les exporte ensuite engraissés [3]. Aussi en vertu du principe commercial de Colbert, que nous avons vu appliquer dans nos provinces, faisait-on au point de vue des tarifs une différence entre l'entrée des bestiaux maigres ou gras. A la fin du XVIIe siècle l'importation était devenue considérable. Par ordonnance de 1632, « Son Excellence étant informée que l'introduction du grand nombre de bétail à cornes, provenant des pays étrangers, a tellement diminué le prix et rapport des pâturages et terres de ces provinces qu'elle avilirait entièrement la valeur d'icelles au préjudice de l'État, et désirant de donner moyen aux sujets du Roy de jouir de l'utilité, de la multiplication et nourriture du même bétail, » frappe de droits d'entrée assez élevés le bétail importé. Cette ordonnance,

[1] *Jacques de Guyse,* t. XIV, p. 478, cité par Ch. Duvivier, *Recherches historiques sur le Hainaut ancien,* p. 63, XIIIe siècle.

[2] Comte de Laborde, *Les ducs de Bourgogne,* t. II, p. XI, n^e 2 .

[3] Lettre du conseil des finances 1635, dans A. Pinchart, *Inv. des arch. de la Cour des comptes,* t. IV, p. 82.

renouvelée l'année suivante, stipulait cependant que le bétail maigre ne payerait que pendant les quatre derniers mois de l'année [1]. Pendant tout l'ancien régime, le gouvernement se montra fort soucieux des intérêts de l'élevage. Le comte de Wynants en exposant les principes de répartition des charges personnelles [2], recommande « qu'on prenne garde de ne pas décourager ceux qui nourrissent le bétail, car le bétail fait une partie de la richesse du village. »

L'épizootie de la race bovine et la maladie des chevaux, connue sous le nom de morve, envahirent nos provinces à la suite des guerres du règne de Charles VI. Elles donnèrent l'occasion de se manifester, à la sollicitude de l'administration centrale [3]. Le premier acte de police sanitaire émana de Charles VI en 1714. Il exigeait de tout animal vendu un certificat d'origine et de santé. Marie-Thérèse, reprenant la lutte administrative contre le fléau, provoqua en même temps des mesures sévères pour le combattre, et l'étude des moyens propres à le vaincre. L'ordonnance de 1744 fut complétée pour les Flandres, par le remarquable édit additionnel de 1770, vrai code de police sanitaire, renfermant les dispositions les plus minutieuses et les plus efficaces pour l'abattage des bêtes atteintes, la désinfection de tout ce qui était capable de transmettre la contagion, le pacage des bestiaux sains dans les lieux non infectés, les défenses d'entrée ou de sortie. En même temps les travaux de l'abbé Needham, du médecin van Elsaeker, de de Berg, éclairaient le comité chargé de l'exécution de l'édit [4]. La législation sanitaire austro-flamande fut très-complète et très-sage. Il est probable que c'est elle qui a inspiré les rédacteurs des ordonnances françaises contemporaines, dont les Français eux-mêmes ne méconnaissent pas l'infériorité [5].

[1] Wouters, *Livre des tarifs depuis 1670.*

[2] *Traité des aides,* MS. fol. 165.

[3] Ch. Piot, *Le règne de Marie-Thérèse*, p. 253.

[4] Ibid.

[5] Mauguin, *Études historiques sur l'administration de l'agriculture en France,* t. I, p. 258, nº 1 expose et compare longuement les deux législations.

SECTION IV. — Du régime de la chasse [1].

Les abus du droit de chasse n'ont pas été un des moindres soucis des cultivateurs du moyen-âge. Nous devons donc examiner si en Belgique ces abus ont été graves et ruineux pour les campagnes.

A l'origine de la féodalité, le droit de chasse était un accessoire de la propriété foncière, mais il ne tarda pas à être considéré comme un attribut de la hauteur et seigneurie. Cependant ce droit ne reçut pas dans toutes nos provinces une organisation identique.

En Brabant, on en sait peu de chose avant la Joyeuse Entrée de Jeanne et de Wenceslas, de 1355. Il semble qu'il fût un accessoire du domaine direct. et que les vassaux ne pussent en jouir que moyennant une concession spéciale. Cette charte, au contraire, accordait à tout Brabançon le droit de chasse à titre personnel. Ce droit n'était restreint que par le privilége de garenne. Garenne était l'étendue de terrain que le souverain ou le seigneur réservait à sa chasse personnelle. Or les souverains pouvaient concéder indéfiniment des érections de garenne à des particuliers. Ces concessions eussent détruit le privilége des Brabançons, aussi Antoine de Bourgogne, en sa Joyeuse Entrée de 1406, promet de ne laisser de garennes que celles qui étaient de droit.

Les garennes ne compromettaient pas seulement le fameux droit des Brabançons; elles étaient encore préjudiciables à l'agriculture : le gibier des garennes se répandait dans les campagnes environnantes et en rongeait à merveille les récoltes. Philippe le Bon ne maintint les garennes que « pourvu que les gens n'en souffrent pas un dommage déraisonnable, » et introduisit le principe des indemnités pour le dommage causé aux champs par le gibier.

[1] A. Faider, *Histoire du droit de chasse et de la législation sur la chasse*, Mémoire cour. de l'Acad. de Belg., in-8°, t. XXVII. Ce Mémoire étant extrêmement complet, nous n'avons pu mieux faire que d'en extraire les notes générales utiles à notre sujet.

En Hainaut malheureusement la situation était moins belle. Les seigneurs pouvaient chasser en toute leur seigneurie. Le droit de chasse était exclusif et les laboureurs éprouvaient même à son occasion les plus lourdes exactions. En Flandre, la chasse se présente plutôt sous la forme de droit régalien. En principe, le droit de chasse n'y appartenait à personne sauf autorisation du prince.

La situation de principe différait donc de province à province; mais en fait, sauf le privilége brabançon, elle se ressemblait partout. Dans la réalité, jouir de la chasse et de la pêche faisait partie des droits utiles des seigneurs hauts-justiciers. La concession devait émaner d'eux, mais la seule chose qui leur fût interdite, c'était de concéder à quelqu'un la chasse sur le territoire d'autrui. En un mot le droit de chasse, régalien en principe, était seigneurial en fait et s'exerçait d'une façon plus ou moins étendue selon la qualité de la personne qui en usait. Le seigneur justicier chassait par toute sa seigneurie, le vassal ne le pouvait hors des limites de sa juridiction.

Nous ne pouvons entrer ici dans le détail de l'histoire et de la législation du droit de chasse. Disons seulement deux mots des mesures dont il fut l'objet en faveur de l'agriculture pendant l'ancien régime. La chasse exerçait, nous l'avons dit, des ravages sérieux sur les propriétés rurales, tant par la voracité du gibier que par les courses des veneurs dans les champs.

Le gouvernement, qui n'oubliait pas que la chasse était un droit régalien dont il permettait l'exercice, prit diverses mesures protectrices de l'agriculture dont « l'intérêt a droit à la sollicitude des gouvernants [1]. » Nous avons signalé la garantie contre les dégâts du gibier. Une autre mesure importante limite le temps de la chasse, primitivement libre. La chasse était interdite pendant que la terre était couverte de ses fruits. Cette durée variait de province à province. Le terme moyen en était du 15 mars au 15 août. Des peines sévères frappaient les personnes chassant en temps prohibé.

[1] Placard du 26 juillet 1677.

Le droit de chasse des seigneurs avait d'inévitables inconvénients. Ils le protégeaient avec un soin jaloux et parfois avec cruauté. Sans doute la répression ne se faisait pas attendre, mais les faits mêmes étaient exorbitants. Ces faits, il est vrai, devinrent de plus en plus rares dans nos provinces. Le gouvernement central sut prendre de bonne heure une attitude énergique et répressive. L'abolition du droit de chasse par la législation révolutionnaire, ne fut donc pas pour notre pays un soulagement très-appréciable. Dans le régime définitif établi par le droit nouveau, le principe sans doute est changé. Le droit de chasse est devenu patrimonial, mais la pratique, la réglementation et la police ont été bien peu modifiées.

NOTES JUSTIFICATIVES.

A. — LES GILDES [1].

On a signalé depuis longtemps l'esprit d'association comme un des traits caractéristiques de la civilisation germanique. Les *gildes* furent une de ses plus importantes et plus curieuses manifestations. Les peuplades qui se fixèrent sur le littoral flamand étaient constituées en groupes de familles, liées par la religion et obligées de s'entr'aider dans toutes les difficultés et dans tous les dangers. Cette union de familles, souvenir de l'ancienne vie patriarcale, était tout à la fois une alliance militaire et une société de secours mutuels. Dans les cantons du littoral, les Flandres proprement dites et le *mempiscus pagus,* la défense contre les inondations, la construction et la réparation des digues, étaient les objets les plus importants de leur assurance réciproque.

Ces unions n'avaient rien de professionnel; elles étaient d'ailleurs antérieures à la division des industries. Elles se composent d'un certain nombre de familles n'ayant d'autre but que de s'unir et de s'entr'aider [2]. En y entrant, les nouveaux affiliés promettaient de se soumettre à la loi commune, et de contribuer, par un versement quelconque, à l'existence matérielle de l'association. De cette contribution (*gildan, geld*) naquit le nom de gilde [3].

La gilde est une institution plus spécialement saxonne; c'est à

[1] Voir p. 55.

[2] Ces gildes n'ont que le nom de commun avec les gildes industrielles. Il y a entre elles de très-grandes différences et aucun rapport de filiation. Pycke, *Mémoire sur les corporations connues sous le nom de métiers,* Mém. de l'Acad. roy. de Bruxelles, t. VI, p. 16.

[3] Moke, *La Belgique ancienne,* p. 267.

ce titre que nous la retrouvons dans les vieux poëmes scandinaves [1], que l'Angleterre en fut couverte, et que nous la voyons puissante et combattue dans le *Littus saxonicum,* pays des *Flemengs,* d'où elle se répandit dans le Nord de la Gaule [2].

Cette institution étrangère, secrète, païenne, consacrée par le serment, fit peur aux rois francs. Charlemagne et Louis le Débonnaire la condamnent avec énergie, et surtout interdisent sévèrement la prestation de serment aux *gildones.* Le second de ces princes charge expressément les seigneurs d'empêcher leurs serfs de contracter de pareils liens [3]. Cette politique était toute différente de celle des rois anglais. Loin de chercher à détruire les gildes, ils les avaient protégées et christianisées [4]. Il faut reconnaître que les princes Anglo-Saxons connaissaient intimement la nature de ces unions; tandis que les rois Francs luttaient en aveugles contre un ennemi mal connu.

Les gildes, par la naissance du régime agricole et sédentaire, avaient pris un caractère foncier. L'association de familles était devenue en même temps une association de voisins. Soumises aux mêmes règles que les gildes primitives, les gildes agricoles avaient leurs magistrats, leurs règlements, leurs juges, leurs propriétés. La gilde était en même temps une bourgade. Les gildes libres du littoral flamand firent renaître naturellement dans cette région le système germanique de la marke. Gilde et marke, dans l'ordre foncier, sont deux termes faits pour être unis. Il y eut donc dans les Flandres des types de la marke germanique. C'est là que la propriété communale a revêtu le type germanique primitif. Mais

[1] E. de Laveleye, *Les sagas des Niebelungen,* passim. Wilda, *Das gilden wesen im Mittelalter.*

[2] C'est toujours en Flandre qu'elles furent le plus vivaces, mais on en trouve ailleurs. Kempeneers, *De oude vryheid Montenaeken,* t. II, p. 240. — A. Wauters, *Libertés communales,* p. 137. — A. Thierry, *Considérations sur la France,* ch. V.

[3] Les actes législatifs sont cités dans Wauters, op. cit., pp. 138 et 139.

[4] Hallam, *L'Europe au moyen-âge,* trad. Borghers, éd. Bruxelles, 1840, t. III, pp. 235 et suiv. — E. Varenbergh, *Histoire des relations diplomatiques entre le comté de Flandre et l'Angleterre au moyen-âge,* pp. 34 et suiv.

toutes les gildes n'étaient pas des gildes libres; il y eut des serfs qui en formèrent. Les serfs des *villæ* flamandes s'organisèrent en gildes assermentées [1].

Nous ne pouvons pas entrer dans le détail de l'organisation des gildes. Trois traits les caractérisaient. Association jurée. Règlement commun. Magistrature administrative et judiciaire, propre et élective. Cette institution résista aux législations impériales. Impuissance ou plutôt tolérance, les seigneurs la laissèrent subsister [2]. Sans aucun doute, ce secours mutuel, cette administration propre devaient faire aux *gildones* une situation supérieure à celle des serfs des contrées voisines; mais cette organisation ne leur assurait pas la liberté. Pour être gildones, les paysans n'étaient pas moins des serfs. Nous avons vu les circonstances qui vinrent donner aux gildes territoriales une puissance nouvelle et un essor extraordinaire. Le mouvement d'émancipation eut pour résultat d'émanciper les gildones, et de garantir en outre par charte, les anciens règlements de leurs associations. La gilde, modifiée et fortifiée par l'association de paix, devint donc le germe de la commune jurée.

C'est ainsi que la gilde devint commune; elle a gagné à cette transformation, l'émancipation personnelle de ses membres, et la consécration officielle de ses *keures*.

Le mouvement communal ne détruisit pas la gilde; il ne fit que l'émanciper et la reconnaître. La comparaison des statuts avec les chartes est à cet égard d'une démonstration convaincante [3]. La gilde se survit donc à elle-même dans la commune. Nous ne pouvons l'y suivre, et y analyser le développement de ses institu-

[1] Capitulaire de 821 de Louis le Debonnaire : « De conjurationibus servorum. » — *Cartulaire du Mont Blandin*, p. 73. Une terre avec 50 geldingi.

[2] Dans le Roman de Rou, les milices rurales sont appelées *gildons*, v. 1307.

La furent li boen chevalier
. . . .
. . . .
Li boen archier, li boen *geldon*.

[3] Raepsaet, *Analyse*, n° 428. — Hallam et Thierry, op. et loc. cit. — Baron Kervyn de Lettenhove, *Histoire de Flandre*, éd. 1874, t. I, p. 146.

tions, qui tantôt se fondent dans les institutions communales, tantôt et presque partout, coexistent à côté d'elles.

La solidarité et l'association intime des membres de la gilde se maintint aussi. Cette solidarité, ce secours mutuel, avait été pour beaucoup dans le premier développement économique de la Flandre. Grâce à elle, à l'union des travailleurs, la population flamande a réussi, aux époques primitives, à lutter avec avantage contre les éléments, et à se préserver des inondations qui menaçaient son sol.

C'est sans doute à cette union aussi, à cette entente dans les travaux, accrue peut-être par sa propre nécessité locale, que nous devons les premiers progrès de notre agriculture flamande. C'est par elle que s'est formée cette race forte et vaillante, à laquelle nous devons la mise en culture des sauvages terrains du *littus saxonicum*.

Cette solidarité des paysans flamands se manifesta notamment au moyen-âge, par l'existence dans nos campagnes de sociétés d'assurance mutuelle pour les cas d'incendie, d'épizootie, dont nous trouvons des traces au XIIIe siècle dans le pays de Furnes [1].

Les chartes d'émancipation n'avaient pas toujours respecté exactement les anciennes divisions des gildes rurales. Plusieurs d'entre elles s'étaient souvent réunies en une gilde supérieure, dont elles reconnaissaient la loi, tout en conservant leur existence distincte et particulière. C'était cette grande gilde qui était dotée de la keure [2]. Mais l'existence locale des gildes partielles ne disparut pas; des traces en subsistèrent longtemps. Warneton a conservé ses sept gildes locales [3], et dans les *voisinages* de Gand qui ont survécu à toutes les transformations de notre régime municipal, on est tenté de retrouver un souvenir des anciennes gildes locales, dont l'union aurait fondé la grande cité flamande [4].

[1] Wauters, *Libertés communales*, p. 139, n^{e} 2.

[2] Baron Kervyn de Lettenhove, op. cit., t. I, p. 144.

[3] Wauters, op. cit., p. 140, n^{e}.

[4] E. Varenbergh, *Notice sur les voisinages de Gand*, Bull. de l'Acad. roy. de Belg., 2e série, t. XXVI, p. 364. — Cf. Klimrath, *Histoire du droit public et privé de la France*, t. I, p. 445.

B. — LA FAMILLE CONSIDÉRÉE COMME UNITÉ SOCIALE [1].

La famille est la vraie unité sociale. C'est elle qui fut le berceau de l'humanité; c'est d'elle que la société naît et renaît chaque jour. L'homme ne se forme que dans son sein. Par elle surtout il a une influence sociale. Elle est donc vraiment l'unité, la monade du corps social. Nous avons dit que le moyen-âge avait compris cette vérité, et que les détails administratifs, comme les habitudes sociales démontrent que l'esprit de famille et le respect du foyer y dominaient. Nous étudierons bientôt quelques-unes de ces habitudes de famille qui prouvent la vigueur de la tradition. Au point de vue administratif, signalons un fait remarquable, qui prouve que l'individu isolé, le prolétaire était au moyen-âge politiquement inconnu. La distribution de l'impôt et le recensement se font par *feux* [2]. Le feu est le foyer, le siége de la famille. La capitation proprement dite est inconnue, comme la statistique individuelle. Pour être une unité numérique et contribuable, il faut avoir intérêt à la conservation sociale. Il faut être attaché à la patrie et à son sol, par les liens matériels et autres du foyer domestique. Tant de foyers, tant d'unités. On ne comprend pas au moyen-âge d'autre statistique; le chiffre des personnes occupant chaque foyer importe peu, la communauté a autant de centres de vie, d'activité, d'intérêts; c'est l'essentiel, c'est ce qui se compte.

Quelle est donc la composition de la famille, de l'unité sociale? Constitue une unité tout ménage vivant ensemble du même pain. Il ne faut pas croire que le moyen-âge conçoive la société indépendamment des intérêts spirituels. Au contraire; l'esprit social y est éminemment chrétien. Aussi le ménage se conçoit-il en dehors du mariage; le célibat voué au culte, à la religion donne à l'homme ou à la femme un caractère supérieur, qui le rattache

[1] Page 92.

[2] Voir la section relative aux charges publiques.

aux intérêts majeurs de la société. Le prêtre, les communautés religieuses, les familles, voilà donc les unités sociales.

La famille se compose de son chef naturel et de tous ceux qu'il abrite et nourrit sous son toit. La famille, c'est le *consortium*. C'est l'unité de vie et d'intérêts qui en constitue la communion. Le père et la mère de famille ne font qu'un avec les jeunes garçons et les jeunes filles qui sont restés au foyer de la famille. Si même les enfants se marient et s'établissent au foyer paternel, s'ils sont héritiers associés, c'est encore l'unité du foyer qui fait l'unité civile. Il n'y a qu'un foyer; il n'y a donc qu'*un* [1]. C'est ce principe qui a favorisé, en France, la constitution des communautés de famille si nombreuses et si vivaces au moyen-âge. Là tous les enfants mariés ou non, avec leur postérité restaient ensemble au foyer paternel, et formaient, sous la direction du père de famille, de l'aîné des frères à son décès, une communauté fraternelle. Cette société se constituait de diverses manières, mais notamment par an et jour de vie commune, en *compagnie*, c'est-à-dire en « vivant ensanble à un pain et à un pot. » Ces sociétés paisibles, réunissaient les capitaux et les forces de toute une famille sur une exploitation étendue, étaient soumises à une charge unique, et échappaient à la mainmorte par leur caractère de perpétuité [2].

Existait-il en Belgique des communautés de ce genre? Jusqu'ici on n'en a pas signalé; il n'y a dans les sources que de rares et vagues allusions, qui ne peuvent autoriser une conclusion générale. Peut-être arrivera-t-on à en constater l'existence : peut-être

[1] Chascun feus« delle ville doit .... sauf les vives dames qui n'ont point de terre, le varlet et les damoiselles à marier. Bormans, *Livre des fiefs du comté de Namur*, 1er livr., p. 36. — Redevance à payer par « femina omnis de pane proprio vivens (1207), *Bull. de la Comm. roy. hist. de Belg.*, 2e série, t. IV, p. 251. — Chaque *consortium* (ménage) paye un cens : à savoir ceux « qui proprium panem comederint, » non pas ceux « qui ad unum focum manserint, vel panem communem manducaverint » (1222), A. Wauters, *Libertés communales*. Preuves.

[2] Dareste, op. cit., p. 231. — H. Doniol, op. cit., pp. 74 et 177. — E. de Laveleye, *Des formes primitives de la propriété*. — Troplong, *Introd. au traité du contrat de société*. — Beaumanoir, *Coutumes de Beauvoisis*, édition Beugnot, t. I. Introd. p. xx. — Compagnie (cum panis).

aussi cette forme transitoire du travail agricole n'a-t-elle pas paru dans nos provinces. Faut-il attribuer cette différence à la trempe énergique de notre caractère national, qui a su, au sein même du servage, développer sa richesse et son initiative? La marche rapide de nos libertés civiles, la perfection tout à fait prématurée en Europe de notre agriculture, semblent confirmer cette réponse toute à l'honneur de la vieille patrie belge [1]. Le chef de famille, le père ou à son défaut la mère qui, nous l'avons vu, occupe un rang élevé et respecté au foyer, voilà l'unité statistique, administrative, civile, même politique [2].

Nous avons dit que le célibat religieux était aussi honoré. Les institutions de mainmorte réunissaient ceux qui y étaient voués. Nous ne pouvons nous étendre ici sur la haute portée sociale de ces asiles religieux. Abstraction faite de leur action religieuse, des congrégations apostoliques et militantes, les asiles offraient un refuge pieux, une vie sérieuse et respectée aux célibataires que la vocation religieuse n'entraînait pas dans le cloître ou que les circonstances éloignaient de leur famille.

C. — LES PAPIERS DOMESTIQUES [3].

Aucune source plus précieuse pour l'histoire interne des familles, et partant pour celle de la société tout entière que les archives privées. Cette mine de renseignements sur la vie privée, sur les idées, sur les habitudes, sur la vie quotidienne du foyer avait, aux siècles passés, un caractère que les papiers contemporains sont loin de présenter. Autrefois on voyait, dans les notes domestiques, se retracer la vie de famille elle-même; on y voit les événements qui la troublent, les accidents économiques heu-

[1] Brants, *La mainmorte féodale*, Revue catholique de Louvain, t. I, p. 462, 1879.

[2] E. del Marmol, *Notice sur Warisaulx*, Ann. de la Soc. arch. de Namur, t. IV, p. 238.

[3] Page 105.

reux ou malheureux qui s'y passent, l'influence qu'y exercent les faits extérieurs militaires ou politiques. Aujourd'hui les archives ne se composent plus guère que d'actes officiels ou de papiers timbrés constatant un fait, ou garantissant un droit dans le style monotone des officiers publics. Il est certain que cette différence en dénote une plus importante dans l'esprit même des familles. Sans exagérer les conclusions, tâchons d'analyser la composition des archives de quelque famille de l'ancien régime.

Nous y trouvons d'abord des notes et chroniques faites par quelques membres de la famille. Avant la découverte de l'imprimerie, et même longtemps après, dans les familles patriciennes ou bourgeoises, on possédait des chroniques du pays ou de la ville. Ces chroniques étaient souvent, pour les commencements, la copie de quelque chroniqueur local. Puis venaient s'y joindre une continuation et des réflexions personnelles du copiste, pour les faits dont il avait lui-même le souvenir. De là viennent ces innombrables chroniques de nos villes si répandues partout [1]. Mais les particuliers ne donnaient pas toujours à leurs relations la forme savante et régulière d'un mémorial. Nous trouvons aussi de nombreuses annotations éparses sur divers registres. Ce sont là des chroniques pour le fond, mais dont les éléments sont éparpillés sans ordre ni trame. Les notes sont inscrites soit dans les livres de comptes, soit en marge de quelque livre usuel de l'individu qui les écrit, soit même souvent dans les registres publics dont la rédaction lui est confiée. Elles se rapportent soit à l'histoire locale, soit aux incidents économiques ou atmosphériques ; contiennent des réflexions sur les faits et les hommes, l'expression des sentiments divers qui animent leur auteur, et enfin des faits de sa vie privée et domestique [2]. Ces notes, qui doivent se

[1] P. Ruelens, *Bull. de la Comm. roy. d'hist. de Belg.*, 3e série, t. IX, p. 232. C'est surtout au moyen de ces petites chroniques que L. Torfs a composé ses *Fastes des calamités publiques*.

[2] L. Torfs, op. cit., passim. — J. Borgnet, *Cart. de la commune de Fosses*, annexe IV, p. 323. Ces petites chroniques sont mélangées de pièces de vers, sentences, boutades que les auteurs consignaient là, ne disposant pas des faciles moyens de publicité que nous possédons aujourd'hui. — Cf. Eug. Van Damme,

trouver en grand nombre, pourraient faire l'objet d'une étude bien curieuse. Rien ne vaudrait, pour la connaissance de l'esprit d'une époque, le dépouillement de ces réflexions journalières faites sous l'impression de quelque événement, exprimées sans réticence et sans détours. Ce sont là des sources précieuses pour l'histoire économique, morale et même politique des localités.

Mais si les papiers domestiques sont précieux pour l'histoire locale, ils le sont surtout pour l'histoire de la famille elle-même. Étudier les familles dans leur vie intime et quotidienne; analyser les sentiments qui inspirent ses membres; c'est le seul moyen de connaître une société et une époque, de la faire revivre et de la juger sagement. Ce sont les archives privées qui renferment ces trésors qu'elles conservent avec un soin trop jaloux. En France, un publiciste éminent est parvenu à y puiser à pleines mains, et ses patientes mais fructueuses recherches ont ouvert à la science sociale des horizons nouveaux [1]. La Belgique possède-t-elle de ces richesses? Nous n'en pouvons douter, mais elles sont encore inconnues du public. Tâchons de dire en quelques mots ce qui existe et peut faire espérer de trouver encore.

Au premier rang des papiers domestiques, citons les *cachereaux*. Le cachereau est un registre où le chef d'une famille annote ses dépenses et ses recettes. C'est le livre de raison (*liber rationum*) dans sa notion primitive. Mais en Belgique le livre de raison semble n'avoir jamais existé qu'à l'état élémentaire. Voici ce que nous y trouvons de plus caractéristique : En tête, un résumé généalogique qui porte le nom de *stock,* sans réflexion, ni histoire. Parfois cependant le fils, en commençant son registre, retrace sommairement les grands traits de la vie de son père.

Histoire de Chiny et d'Orval, p. 25. — M. de Ribbe a signalé des écrits curieux d'un genre analogue, *Un Nostradamus du XVe siècle.*

Le poëte Adrien Wils, d'Anvers (1600), annotait dans ses manuscrits de poésies les naissances et décès des membres de sa famille. Bibliothèque royale, MS. n° 15663. (Coll. Van Hulthem, 200.)

[1] M. Ch. de Ribbe, *Les familles et la société en France avant la Révolution ; La vie domestique, ses modèles et ses règles; Une famille au XVIe siècle; Le livre de raison.*

Viennent ensuite les recettes et dépenses journalières selon l'ordre de leur date. Mais à ces renseignements sont entremêlées des indications de famille et en particulier l'état civil de ses membres. Naissances, mariages, décès y sont consignés ainsi que les faits principaux intéressant chacun d'eux [1].

Dans les familles nobles, on tenait souvent des livres de famille spéciaux; c'étaient là de vraies annales domestiques dont les tribunaux, à défaut d'autres renseignements, admettaient quelquefois l'autorité [2].

Cet usage de tenir ses comptes, et de faire l'état civil de sa famille prêtait naturellement à la rédaction de cahiers qui, par leur forme, leur contenu très-hétérogène, le caractère parfois original, parfois édifiant de leur rédaction, devenaient de vraies histoires intimes de la famille, en relatant les joies et les misères, les fêtes et les drames. Cependant les exemples en sont rares dans nos provinces, ou du moins, il y en a peu de connus.

Prenons un exemple. Le livre de compte du ménage s'ouvre le jour du mariage. On y inscrit la date, le nom de la mère de famille, le montant de sa dot. L'un de ces livres s'ouvre ainsi [3] : « Honori previa virtus (devise de la famille). 1691. Sit nomen Domini benedictum. Nous nous sommes mariés le jour des âmes à midy, à l'église paroissiale de Sainte-Gudule. Dieu bénisse notre mariage que nous avons contracté à son honneur et de la Vierge. » Suivent les dispositions ou *covenances* de mariage que l'auteur *accorde* avec son beau-père « à la bonne foi et devant Dieu. » Il énumère ensuite la série de ses enfants: il a laissé à cet effet un espace libre en tête du mémorial, qu'il remplit au fur et à mesure des naissances. Le corps du livre comprend l'histoire économique de la famille; le récit est entrecoupé de comptes et de calculs. Cette histoire est très-dramatique. La succession de son beau-père est l'objet de mille difficultés qui prouvent peu, il faut en

[1] Sources aux Archives privées : Familles de T.; de F.; de N. de P.; etc. Cf. le catalogue des MS. généalog. du fonds Goethals à la Bibliothèque royale.

[2] Baron de Reiffenberg, *Essai sur la statistique ancienne de la Belgique*, Mém. de l'Acad. roy. de Belg., in-4°, t. IX, p. 31.

[3] Livret de Ch. de B., de Bruxelles, Bibl. roy., Fonds Goethals, n° 1913.

convenir, pour la paix qui régnait dans la famille. L'auteur de notre mémorial est seul victime des injustices de ses copartageants et il supporte son malheur avec une chrétienne résignation. « Après cela, dit-il, est venue l'horrible tempête, quand tous ensemble voulurent la (sa femme) faire sortir de la maison paternelle avec une rente de 22 florins par an. Qui nous a fait ce tort, nous a fait une tempête si cruelle que nous ne pensions pas comment cela pourrait tomber en tête à un barbare. Cependant sit nomen Domini benedictum. Deus providebit. »

Ce manuscrit d'un grand bourgeois de Bruxelles du XVII[e] siècle respire les sentiments chrétiens et pieux. Mais par son histoire, il semble que ses contemporains n'aient pas tous même piété ni même désintéressement.

Quels étaient à cette époque les sentiments de la noblesse. Nous avons signalé au commencement du même siècle le remarquable exemple du prince Charles de Croy écrivant lui-même le minutieux règlement de son ménage. Le mémorial de deux seigneurs flamands, intitulé *livret* par ses auteurs [1], nous fournit quelques traits intéressants. Le père se marie en 1590 « et ses nopces furent franches nopces. » Il prie Dieu de bénir son union. « Le Seigneur Dieu donne la grâce que soit au nom du Seigneur Dieu et au salutaire de notre âme. » Mais ces formules religieuses contrastent étrangement avec les relations du fond, et nous font apparaître sous un jour bien curieux la société noble du XVI[e] siècle. Mais si la vie privée n'est pas sans tache, il semble que ces fautes ne soient que bagatelles; l'aveu n'en coûte pas, et la bonhomie qu'y met l'auteur prouve qu'il n'y avait là rien d'extraordinaire à son époque. La foi subsistait cependant; et le vieux soldat qui écrit le *livret* invoque avec piété les patrons de ses enfants. « Mon fils, dit-il à la naissance de son aîné, mon fils portait le nom de mon grand'père lequel je prie Dieu qu'il veuille garder de mal et fortune, et lui vouloir faire participant de sa sainte grâce au royaume des cieux. »

[1] Messires Marcus de C., marié en 1590, et Engelbert de C., marié en 1646. Tous deux sont Brugeois. Archives privées.

Dans le livret de son fils, pas de traces religieuses; l'auteur du second livret, quoique conseiller au conseil de Brabant, nous offre un type curieux d'incroyance superstitieuse. L'astrologie, faut-il croire, était de mode parmi les incrédules du grand monde au XVIIe siècle, à moins que l'attention qu'y accorde le docte magistrat ne constitue chez lui une manie peu juridique. Toujours est-il qu'à la naissance de ses enfants, il substitue au nom des patrons la mention détaillée de l'état du ciel au jour de la naissance, du *signe* sous lequel ils sont nés, de la disposition du firmament; il a soin d'indiquer pour l'un d'eux que « Vénus, Jupiter et le Soleil sont en trigone et qu'on est sous le signe du Sagittaire. » Ce livret n'est sans doute qu'une curiosité dont il y a peu d'éditions et son auteur nous paraît atteint de bizarrerie. Rien là qui ressemble au mémorial simple, mais calme et digne, d'un autre magistrat, vivant un siècle plus tôt, avocat au grand conseil de Malines [1] qui commence en 1538 par des annotations qui se rapprochent du type que nous avons analysé d'abord.

L'habitude des mémoriaux nous est attestée au XVe siècle par des annotations retrouvées sur des registres publics, mais qui constituent à coup sûr les éléments d'un livret, car ils nous initient aux détails intimes de la vie privée de leur auteur [2]. Aux traits de sa vie domestique, joignons la relation du départ de son frère. Elle nous montrera dans les familles plus d'union que n'en révèlent les querelles successorales de notre auteur bruxellois du XVIIe siècle. « In nomine Domini. Le merquedy, 15e jour de février, l'an 1447, Lambillon, fils légitime de feu Noel, cui Dieu pardoint, se party de la maison son frère où il avoit demouré depuis le trespas de son dit père, pour s'en aller demourer en la ville de Bruges et illec apprendre et proufiter au mieulx qu'il pourra. Notre Seigneur-Dieu, par sa saincte et digne grâce,

[1] Gérard le Prince, *Arch. jud. de Mons,* cité par Alex. Pinchart, Mess. des sc. hist. de Belg., p. 228, 1851.

[2] Jehan Taillefier de Fleriux, greffier de l'échevinage de Namur, aux registres aux transports de la Haute Cour de Namur, cité par J. Borgnet, *Mess. des sc. hist. de Belg.*, pp. 65 et suiv., 1851.

le veuille conduire et préserver et garder de mal et de tous périls. Amen, amen, amen. »

On voit qu'il y a dans les papiers domestiques des trésors d'histoire sociale? De quelques traits épars, on ne peut rien conclure, mais l'abondance de renseignements analogues constituerait le fond d'une histoire morale aussi remarquable qu'utile, telle que celle dont déjà des études semblables ont doté la France. Quelle est donc l'importance des livres de tradition au point de vue social. Quel esprit révèle dans une famille l'habitude même d'en posséder? Nous ne voulons pas exagérer nos conclusions. Les notes généalogiques étaient d'une grande utilité au moyen-âge quand les archives publiques et l'état civil mal organisés faisaient courir aux particuliers le danger de manquer de preuves [1].

La relation des comptes, des actes, des recettes et dépenses avait des avantages analogues, quoique moins considérables, car les registres des cours féodales et les actes scabinaux furent de bonne heure tenus avec grande régularité, comme le prouvent ceux que nous conservons.

Si donc les circonstances expliquent dans certaine mesure la tenue des recueils que nous signalons, celle-ci cependant démontre aussi la vivacité de l'esprit de famille et une préoccupation constante de ses intérêts. Le contenu des archives prouve à cet égard les sentiments de leurs auteurs, et l'utilité même de leur rédaction n'enlevait pas à leur usage leur influence sur l'esprit de famille. Quand chaque membre de la famille est obligé pour conserver ses droits ou du moins pour les assurer, d'en consigner par lui-même les preuves et d'en rassembler les éléments, il se pénètre naturellement davantage de l'esprit même de la famille.

[5] Sur l'état civil. Baron de Reiffenberg, op. et loc. cit. Une importante étude de L. Gilliodts-van Severen, *Inv. des arch. de Bruges* Introd. pp. 283 et suiv. — En France, A. Babeau, *Le village au moyen-âge.* — Une curieuse étude sur les registres paroissiaux dans la *Revue des questions historiques,* avril 1879. — Sur les registres paroissiaux régularisés en Belgique, par édit du 28 mai 1567. P. Claessens, *Des paroisses dans l'ancienne Belgique,* Revue catholique de Louvain, t. II, p. 443, 1879.

Il s'y attache. Forcé d'être prévoyant pour certaines choses, il l'est aussi pour toutes les autres.

Une preuve remarquable de cet esprit se trouve dans les testaments; les pères considèrent comme une sorte de devoir de veiller à la sauvegarde de leur patrimoine. Comme les Romains des premiers siècles, ils ne veulent pas mourir intestat [1]. Quel est donc le but de leur testament. C'est d'éclairer leurs héritiers sur les vrais intérêts de la famille et du patrimoine, et de réparer par les actes de dernière volonté les injustices qu'ils auraient pu commettre dans leur gestion. Dans les testaments on retrouve parfois la pensée sociale qui présidait à la rédaction des vrais livres de raison. Nous connaissons quelques testaments liégeois. « Acte religieux considéré comme l'accomplissement d'un devoir sacré, le testament porte l'empreinte de ce double caractère [2]. » Il commence au nom de Dieu à qui on recommande son âme à l'entrée de l'éternité [3], puis on ordonne la réparation de tous les torts qu'on peut avoir causé [4] sans restriction et sans

[1] Messire G. de F., ne voulant mourir intestat.... (1726). Archives privées. — « Cupiens ne intestatus decedat. » Testament de maître H. Wellens (1433), *Analectes pour servir*, etc , t. VII, p. 223. — On met presque sur la même ligne l'obligation de tester et celle de se confesser avant de mourir. E. de Ryckman, *Le testament d'après les faits*, Annuaire de l'économie sociale, t. III, p. 191.

[2] E. de Ryckman, *Un testament liégeois au XVI[e] siècle ; Essai sur la pratique de la liberté testamentaire*, Revue catholique de Louvain, 1877.

[3] Ceci était commun à presque tous les testaments. Mais si la formule était : « In nomine Domini; » les formes diverses que les testateurs donnent souvent à cette pensée, prouvent qu'ils pensaient à ce qu'ils disaient. Testament, cité de M. Wellens. — Testament de Nicolas de Esche (1562), « In N. D. N. J. C. Imprimis animam meam pecatricem infinitæ bonitati ... omnipotentis Dei commendo, » *Analectes pour servir*, etc., t. VII, p. 383. — Testament d'Anne Gerard, servante (1626), « recommande son âme a Dieu le Créateur, â la benoîte Vierge Marie, à Madame S[te] Anne sa patronesse et à toute la cour Céleste, » *Ann. de la Soc. archéol. de Namur*, t. VI, p. 81. — Beaumanoir. *Coutumes de Beauvoisis*, éd. Beugnot, t. I, p. 209 donne la formule générale des testaments.

[4] E. de Ryckman, op. cit., Testament de Jean Duche, bourgeois de Namur (1318). « Je velts et devisse qne me detes soient paiées et mi tor fait rendut, si

même recourir aux exceptions du droit civil [1]. Puis en règle au point de vue des intérêts spirituels, on descend à l'ordonnance du patrimoine, que le Seigneur a voulu aussi qu'on gère fidèlement et avec diligence. Dans ce nouveau règlement on a en vue le bien et la prospérité de la famille. Le testateur cherche avant tout à maintenir le respect et l'autorité au foyer domestique, en faisant à la mère de famille, la compagne de sa vie, l'associée de son blason, la mère de ses enfants, l'héritière de ses devoirs et de ses droits, en lui faisant une position digne et élevée. Nous l'avons vu, les mères de l'ancien régime étaient dignes de leur rôle. On veillait à ce qu'elles pussent le remplir [2].

Le testateur ensuite disposait de quelques biens « pour Dieu et en pure aulmône », c'est la part des pauvres, celle de l'Église; puis en faveur de divers légataires. S'il avait des enfants, il partageait les biens entre eux [3]; à Liége souvent on créait un fidéicommis destiné à maintenir le nom, la dignité, la splendeur de sa maison [4]. Nous ne pouvons entrer dans le détail de ces dernières dispositions [5]. Bornons-nous à les signaler avec l'esprit

nus en y at, selon se forme et à l'ensengnement de sainte église, » *Analectes pour servir*, etc., t. VII, p. 496. — J. Béthune, *Un testament au XIVe siècle*, Mess. des sc. hist. de Belg., p. 45, 1879.

[1] Messire G. de F., Testament cité, défend d'opposer l'exception de prescription. — On voit souvent dans les actes, les contractants renoncer aux arguties de légistes pour faire annuler éventuellement le contrat. « Omnibus cavillationibus, cautelis et subterfugiis » (1280), *Cartulaire de St-Bertin de Poperinghe*, p. 126. — Ibid., passim renoncent à toute exception de dol, violence ou lésion. Remarquons que ces renonciations impliquent un accord presque général et probablement une certaine complicité des magistrats du premier ressort.

[2] E. de Ryckman, op. et loc. cit.

[3] Les avis de père et mère jouaient ici un grand rôle. Ils sont éminemment utiles à prévenir les difficultés successorales. Sur l'importance des partages d'ascendants : Claudio Jannet, appendice à l'*Organisation de la famille* de M. Le Play, 2e éd., p. 323.

[4] *Fidéicommis liégeois,* Méan. Obs. 649, n° 4. Voir à cet égard les mémoires juridiques récents relatifs à une affaire de fidéicommis devant la Cour d'appel de Liége, L. de Monge, Mémoires 1878 et 1879.

[5] Une histoire complète du régime testamentaire et un examen détaillé de

qu'elles révèlent, et espérons que nos vieilles archives s'ouvriront pour édifier les contemporains par les beaux exemples qu'elles nous pourraient révéler.

D. — APERÇU STATISTIQUE.

La statistique éclairée par le raisonnement et l'observation sociale est le clou de jauge des progrès économiques d'une société. Malheureusement sa constitution pour les siècles passés exige une série de travaux longs et difficiles, qui n'ont pas encore été entrepris pour notre pays. Pour établir la corrélation nécessaire entre le prix de la main-d'œuvre, celui des denrées et la valeur des métaux précieux, il faut connaître exactement la valeur relative des types monétaires qui circulaient aux diverses époques de l'histoire. Aux travaux de Gérard [1], de Heylen, de Gaillard [2], de Chalon [3] et autres savants [4], il manque un complément économique et synthétique fixant cette relation de valeur entre les monnaies successives [5]. La déterminer est l'œuvre d'un numismate économiste, et nous espérons que l'éminent M. Chalon voudra bien un jour en doter son pays. En présence de l'insuffisance des études de ce genre sur les antiquités monétaires des provinces

nos actes privés fourniraient les éléments d'une admirable et instructive histoire du droit et de la société belgiques. Notre cadre ne nous permet ici que de les signaler.

[1] *Recherches sur les monnaies des Pays-Bas,* Mém. de l'Acad. de Brux., t. V, partie historique.

[2] *Recherches sur les monnaies des comtes de Flandre.*

[3] *Les monnaies des comtes de Hainaut,* etc.

[4] Voir les articles épars dans la *Revue de numismatique belge.* Nous avons exposé plus haut quelques-unes des difficultés de la question.

[5] Sur le système employé avec tant de succès en France, voir notamment Guérard, *Polypt. d'Irminon.* — Leber, *Essai sur l'évaluation de la fortune privée au moyen-âge.* — Delisle, *Les classes agricoles en Normandie.* — Cibraris, *L'économie politique au moyen-âge,* pour l'Italie, et le résumé de la théorie par P. Clément, *Jacques Cœur et Charles VII ou la France au XVe siècle,* t. I, pp. LXI et suiv.

belgiques, on comprendra sans peine pourquoi notre aperçu statistique est nécessairement incomplet et pourquoi il présente des difficultés d'évaluation et de comparaison. Ceci posé, réunissons les renseignements principaux que nous avons recueillis.

Le prix des terres, leur valeur locative, et le taux du revenu foncier nous sont mal connus.

Au XIII[e] siècle, le bonnier de terres arables se vendait 10 marcs en Flandre [1], le prix du bonnier de pré était triple [2]. Quel revenu représentait le bonnier? A Namur, au XIII[e] siècle le rapport du journal de pré était évalué à 4 sous esterlins [3]. Au siècle suivant, en Brabant, le bonnier de terre cultivée valait 10 livres et donnait au propriétaire un revenu d'un muid; or le muid se payait 20 sous ou 1 livre [4]. Le revenu était donc de 10 p. °/₀ du capital foncier; ce qui est considérable. Au XIII[e] siècle encore, la moyenne des cens dus au comte de Hainaut s'élève à 3 setiers d'avoine et 3 chapons [5] au demi-bonnier [6], tandis que dans le pays de Waes la moyenne est de 6 sous de Flandre au bonnier [7]. Au XV[e] siècle, on décide dans le pays de Gand que la verge ne pourra être évaluée plus de 6 deniers de revenu imposable [8]; le prix de location est alors de 7 sous gros le bonnier en Brabant, de 1 livre gros en Flandre; dans le quartier de Louvain en par-

[1] Serrure, *Cartulaire de S[t]-Bavon*, pp. 213, 214, *a*° 1231.

[2] 1230. Wauters, *Table chronologique, a*° cit. — De Smet, *Corpus chronic. Flandr.*, t. II, p. 861.

[3] S. Bormans, *Les fiefs de Namur*, 1[re] liv., p. 26.

[4] A. Wauters, *Le règne de Jean I[er] de Brabant*, pp. 357 et suiv., passim.

[5] L. Devillers, *Cartulaire des cens et rentes du comte de Hainaut*, passim, t. I, p. 59.

[6] Le chapon est évalué de 4 à 10 deniers.

[7] Chevalier de Schoutete de Tervarent, *Livre des feudataires de Waes*, passim.

[8] Van Lokeren, *Cartulaire de S[t]-Bavon*, p. 143.

Wauters donne pour le Brabant les chiffres suivants:

XIII[e] siècle. . . .	10 marcs de Cologne ou 16 livres.
XVI[e] siècle. . . .	150 florins,
Joseph II.	600 à 1,800 florins,

(*Environs de Bruxelles*, t. I, p. XVIII.)

ticulier l'hectare semble avoir rapporté 4 ½ muid de seigle au propriétaire, soit 27 à 30 sous [1].

En Flandre le prix de location de 10 escalins la mesure, semble avoir peu varié du XVe au XVIIe siècle.

Le prix de la mesure étant de 8 à 12 livres, il en résulte que le revenu foncier était au chiffre encore élevé de 5 p. % [2]. A partir du XVIe siècle, il semble descendre à 3 ou 4 p. %; ce revenu même ne se maintint pas et au XVIIIe siècle il n'était plus que de 2 ½ à 3 p. % [3]. Mais cet abaissement, comme dans tout pays prospère, se manifeste par l'augmentation rapide de la valeur foncière.

Pour juger sainement des progrès de la valeur locative des terres, il faut comparer les baux successifs d'un même domaine. Nous en possédons de très-rares éléments [4]; il serait à désirer qu'à l'avenir les auteurs des monographies s'attachassent à ce point de vue spécial de l'histoire locale [5].

Dans le pays de Liége au XIVe siècle on loue le bonnier un florin d'or [6] et on le vend 40 écus [7]; au XVIe siècle, notamment dans la franchise de Montenaken, le prix moyen du bonnier est d'un muid; relevé au XVIIIe siècle à 1 ½ et presque 2 muids. Le

[1] Edm. Poullet, *Sire Louis Pinnock,* ch. VIII, p. 110.

[2] *Tresoir van de Maten:* sorte d'annuaire statistique, éd. 1590. Cf. E. de Laveleye, *Économie rurale de la Belgique,* p. 275; éd. 1668, p. 301.

[3] Bacon, *Commerce des Pays-Bas en 1765,* MS. de la Bibliothèque royale, cité par Briavoine, *Mémoire sur l'état des Pays-Bas,* p. 120.

[4] Ex. Ferme de Bochoute, louée en 1476 pour 24 livres; en 1535 pour 38, J.Broekaert et de Potter, *Gesch. der gem. Oost-Vlaanderen,* 1ste reek, 1ste deel. Dikkelvenne, p. 9. — Item., ferme dite Goet ten Broeke, louée en 1375 pour 50 livres parisis, au XVe siècle pour 27 nobles, en 1650 pour 66 livres gros, en 1778 pour 70 livres gros; ibid., *Afsnée,* p. 4.

[5] Un exemple remarquable de ce travail a été donné en France pour la ferme de Villeroy, appartenant à l'hospice de Sens par M. Lallier, *Bulletin de la Soc. archéolog. de Sens,* 1857. Cf. Mauguin, *Histoire de l'administration de l'agriculture en France,* t. IV, p. 369. — Marquis de Dampierre. Rapport fait à l'Assemblée nationale, en 1875, *Sur la création d'une École supérieure d'agriculture,* Annales de l'Institut agronomique de Paris, t. I, p. 51.

[6] Bail de 1364. Piot, *Cartulaire de St-Trond,* t. I, p. 578.

[7] Acte de 1352. Schoonbroodt, *Chartes de St-Martin,* no 236.

prix courant est monté à 70 ou 100 écus et le prix de location à 20 ou 30 [1].

Nos renseignements relatifs au produit brut sont encore moins précis, car les chartes ne nous en parlent pas même indirectement. Il n'y a que quelques indications éparses. Le règlement des usages de Crombrugghe, au XII[e] siècle, porte que l'on y sème 4 *haelsters*, soit 15 litres, au bonnier [2], mais nous ignorons le rendement total. Au XVI[e] siècle, la mesure flamande donnait 7 $^1/_2$ *hoet* de blé [3], mais ce produit n'était pas uniforme, car d'autres indications le rabattent à 5 *hoet* [4]. La petite culture devait d'ailleurs donner un produit brut plus fort que la grande.

Nous trouvons épars dans divers ouvrages des tables du prix des choses aux diverses époques de l'ancien régime [5]. Avant la confection du travail monétaire dont nous avons signalé l'utilité scientifique, il ne peut être que d'un intérêt assez médiocre de consulter ces tarifs. Le fait le plus saillant qui ressort de la statistique des denrées agricoles, est la violence des fluctuations qu'eut à subir leur prix. Ce fait, nous l'avons déjà signalé; et nous lui avons assigné ses causes probables. Espérons que l'on pourra bientôt tirer des conclusions plus étendues des tarifs conservés, et apprécier plus exactement l'état de la fortune privée au moyen-âge belge.

[1] Kempeneers, *Montenaken*, t. I, p. 223; t. II, p. 426, n[e].

[2] Diericx, *Charterboekje*, p. 74.

[3] *Tresoir van de Maten*, éd. 1590.

[4] Ibid., éd. 1668.

[5] Signalons parmi les tarifs imprimés : Le prix des choses à Louvain (1145-1427), éd. B[on] de Reiffenberg, *Messager des sciences historiques de Belgique*, p. 119, 1840. — Prix des grains à Gand, Bruges, etc. (1384-1404), éd. Gérard, *Recherches sur les monnaies des Pays-Bas*, Mémoire de l'Académie de Bruxelles, t. V, Partie hist., p. 178. — Tarif des grains à Bruxelles (1500-1699), éd. Christyn, *Costuymen van Braband*, t. I, p. 242. — Luxembourg (1595-1873), éd. Prat, *Histoire d'Arlon*, t. II, p. 396. — Marché de Courtrai (1692-1794), éd. J. Colens, *La Flandre*, p. 125, 1876, etc., etc.

TABLE ANALYTIQUE.

TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE II.

L'ÉCONOMIE SOCIALE DE LA BELGIQUE AU MOYEN-AGE DEPUIS LE XIe SIÈCLE.

NOTES JUSTIFICATIVES.

(1)

GESCHIEDENIS

VAN DEN

BELGISCHEN BOERENSTAND

TOT OP HET EINDE DER XVIIIe EEUW

DOOR

FRANS DE POTTER en JAN BROECKAERT.

Ken-spreuk : *Nosce patriam.*

(Bekroond met de gouden eermedaille door de Klas der Letteren der koninklijke Academie van België, in zitting van 10 Mei 1880.)

(2)

GESCHIEDENIS

VAN DEN

BELGISCHEN BOERENSTAND.

INLEIDING.

Nosce patriam! Met recht meenen wij deze spreuk te mogen aan het hoofd stellen dezer verhandeling, waarin de lotgevallen worden beschreven van het aanzienlijkste deel onzes volks, hetwelk tot heden zoo weinig bestudeerd, zoo weinig gekend is. Zonderling, voorwaar! duizenden geslachten, millioenen familiën hebben elkaar op het veld en in het bosch, aan moeras en duin opgevolgd, met dezelfde strevingen als de stedebewoners, deelende met hen in den roem der overwinning op uitheemsch geweld, genietende de vruchten derzelfde beschaving, door hun gemeenschappelijk vernuft verworven, en de zegeningen der vrijheid, met allerlei rampen, tranen en bloed gekocht; men heeft alle hoeken van 't verledene streng, nauwkeurig onderzocht; doorgedrongen in de duistere middeleeuwen, ja, de verste tijdstippen der geheimzinnige aloudheid getracht te doorgronden en de levenswijze en zeden der allereerste bewoners van ons vaderland tot aan den huiselijken haard, we willen zeggen tot in het naakte berghol, dat hun tot schuilplaats diende, zorgvuldig uitgepluisd; « er is geen punt schier van 't veelbewogen leven onzer voorvaderen, hetwelk niet langs zijne verschillige zijden is onderzocht en opgehelderd; wij kennen de geschiedenis onzer onderscheidene gewesten, kastelnijen en steden, kloosters en heerlijkheden, neringen en gilden; wij lezen het verhaal van groote veldslagen en woedende volksoploopen, van schitterende ridderfeiten en schandelijke verwoestingen; maar tot heden heeft geen enkele schrijver zich ter take gesteld meer bepaald de bewoners der velden in hun doen en verlangen, in hunnen strijd der eeuwen na te sporen. »

En nochtans — hoewel één van streven met het andere deel des

volks, leefden de landbouwende geslachten niet in dezelfde omstandigheden als de poorters der steden, genoten zij dezelfde veiligheid niet als deze, die door vestingen en bolwerken verschanst en door muren en poorten ingesloten, steeds aan meerdere weelde, pracht en gemak gewend waren. Beider handelwijze en behoeften waren, gelijk zij altijd zijn zullen, zeer verschillig, zoodat die levensbeschouwing ook den wijsgeer en denker geen gering belang mag opleveren.

Oppervlakkig ingezien, zou het allicht anders voorkomen en schijnen dat de geschiedenis van den boerenstand, altijd de rustigste van alle, even eentonig is als de gewone dagtaak, die hij te vervullen heeft; maar men vergete niet in welk innig verband hij staat met de machtige stad, die den toon geeft, en met den vorst, die de wet voorschrijft. Het dorp is niet enkel de gemeente : 't is ook de parochie, en was, zelfs vóor deze ontstond, de heerlijkheid of eenig deel daarvan; — ziedaar zijne aaneenschakeling met de kroon en met het overige des lands. — Zet men 't onderzoek voort, dan ontdekt men de trapsgewijze, langzame ontwikkeling des dorps, tot den dag, waarop het, nagenoeg aan de stad gelijk in recht en vrijheid, rijp is geworden voor de ontvoogding.

Onder bloot stoffelijk opzicht zelfs biedt de geschiedenis van het buitenvolk een groot belang aan. Is het niet leerrijk, nuttig en aangenaam tevens te weten, hoe de menschelijke kunst hier de woeste, onvruchtbare natuur heeft overwonnen, daar hare sluimerende kracht wist op te wekken en tot rijkere oogsten wist dienstbaar te maken? Is de landbouw, eindelijk, niet bij ieder volk de hoofdbron aller welvaart, en ondersteunt deze niet ten krachtigste de beschaving? Ja, is 't geen overal waar te nemen verschijnsel, dat in die landen, waar de akkerbouw op gelukkige wijze wordt beoefend, de algemeene verlichting niet achterwege blijft?

De geschiedenis van het land zal niet volkomen gekend zijn, als men die der landbouwklasse — de talrijkste — verwaarloost. Heeft de adel heerlijke tijden beleefd en zich door glansrijke daden beroemd gemaakt; verhief zich de burgerij, eerst na den hoogen en lagen stand opgekomen, door onverpoosde werkzaamheid en de beoefening aller wetenschappen tot eene nog grootere hoogte — ook de boerenstand had zijne verdiensten, zijne glorie.

« De geleerden (zoo erkent Le Play in zijne *Réforme sociale*), die den voormaligen toestand der Europeesche boeren hebben bestudeerd, zonder zich te laten misleiden door de staatkundige driften onzer dagen, zijn allen tot hetzelfde besluit gekomen. Deze getrouwe tafereelen van 't verledene toonen ons de boeren, zelven uitspraak doende over hunne burgerlijke en crimineele zaken, geringe lasten betalende en zonder toezicht de taksen vaststellende betrekkelijk de plaatselijke uitgaven; hebbende, eindelijk, jegens hunne heeren eene zekere onafhankelijkheid, als welke geene andere klasse des vastelands thans tegenover de Europeesche bureaucratie zou durven nemen. » — Zoo is 't, en wij zullen in den loop van ons werk meer dan eens de gelegenheid hebben aan te toonen, dat de boer ten onzent, reeds gedurende de middeleeuwen, het oneindig beter had en in beschaving verder was gevorderd dan zekere schrijvers, zonder het minste bewijs, hebben beweerd.

Meer redenen zullen er wel niet noodig zijn, dunkt ons, om de belangrijkheid te bewijzen van het onderwerp, door de koninklijke Academie tot prijsvraag gesteld, en ook om onze verwondering te wettigen, dat er tot hiertoe geene geschiedenis is geschreven van den boerenstand in België, waar de landbouw van vóor honderden jaren reeds een zoo schitterend standpunt heeft genomen, dat hij door tal van geleerde, bevoegde mannen anderen volken tot voorbeeld is gesteld geworden. Het ontbrak ons nochtans niet aan opwekking: Frankrijk, Noord-Nederland, Duitschland en Engeland, om maar van de rijken te gewagen, welke in onze nabijheid liggen, stapten ons voor en kennen reeds, de eenen volledig, de anderen op tamelijk voldoende wijze, het verledene hunner landbouwers. Zoo kunnen wij onder de voornaamste uitgegeven schriften van dien aard, of met het onderwerp onmiddellijk in verband staande, opnoemen:

J.-B. Rougier de la Bergerie, *Histoire de l'agriculture française, considérée dans ses rapports avec les lois, les mœurs et le commerce, précédée d'une notice sur l'empire des Gaules et sur l'agriculture des anciens.* Paris, Huzard, 1815, in-8°.

— *Histoire de l'agriculture des Gaulois*, Paris, 1829.

Grégoire, *Essai historique sur l'état de l'agriculture au*

XVIe siècle (p. LXXXIII-CLXV du tome du THÉATRE D'AGRICULTURE D'OLIVIER DE SERRES, publ. en 1804).

DE MARIVAULT, *Précis de l'histoire générale de l'agriculture.* Paris, 1837, in-8°.

C. DARESTE DE LA CHAVANNE, *Histoire des classes agricoles en France, depuis saint Louis jusqu'à Louis XIV.* Paris, Guillaumin et Cie, 1854, in-8°, XV, 527 bl.

LÉOP. DELISLE, *Étude sur la condition de la classe agricole en Normandie.* Évreux, 1851, in-8°, LI, 758 bl.

WILBERT, *Des anciennes coutumes du Nord de la France et de leur influence sur la première organisation communale de ces contrées.* Lille, 1846, in-8°, 24 pp.

E. BONNEMÈRE, *Histoire des paysans, depuis la fin du moyen âge jusqu'à nos jours (1200-1850) précédée d'une introduction, an 50 avant J.-C. jusqu'à 1200 après J.-C.* Paris, 1876, in-8°, 2 vol. Seconde édition (illustrée), 1877, Paris, librairie de la Sorbonne, 1 vol. in-4° à 2 col., 464 pp.

C. LOUANDRE, *Du travail et des classes laborieuses dans l'ancienne France* (REVUE DES DEUX MONDES, 1850, IV.)

BOUTHORS, *Études sur les origines et le principe de la ruralité* (REVUE HISTORIQUE DU DROIT FRANÇAIS ET ÉTRANGER, I, 1855).

— *Les sources du droit rural, cherchées dans l'histoire des communeux et des communes.*

LOYSEAU, *De l'abus des justices de village.*

A. LEYMARIE, *Histoire des paysans en France.* Paris, 1849, 2 vol. in-8° (2e édit., 1856).

J. SIMONNET, *Coup d'œil sur l'histoire de la classe agricole en France.* Paris, 1857 (LE CORRESPONDANT, nouvelle série, V).

H. DONIOL, *Histoire des classes rurales en France et de leurs progrès dans l'égalité civile et la propriété.* Paris, 1857, in-8°.

V. CANCALON, *Histoire de l'agriculture depuis les temps les plus reculés jusqu'à la mort de Charlemagne.* Limoges, 1857, in-8°.

TERRIER DE LORAY, *Histoire des paysans* (3e édition). Paris, Leclère et Cie, 1877, in-24, 135 pp.

A. BABEAU, *Le village sous l'ancien régime.* Deuxième édition, revue et augmentée. Paris, librairie académique Didier et Cie, in-12, 393 pp.

Louis de Baecker, *Histoire de l'agriculture flamande en France depuis les temps les plus reculés jusqu'en 1789.* Lille, Danel, 1858, in-8°, 158 pp.

Ortille, *Coup d'œil sur la vallée de la Lys.*

Arthur Young, *Voyage en France.*

Mengy, *Essai de géologie pratique sur la Flandre française.*

H.-J. Koenen, *De Nederlandsche boerenstand, historisch beschreven.* Haarlem, Kruseman, 1858, VIII — 156 bl.

G.-H. van Soest, *Geschiedenis van het cultuurstelsel,* 1869, 2 deelen in-8°.

Anton, *Geschichte der Deutschen Lantwirthschaft, von den ältesten Zeiten bis zum Ende des 15ten Jahrhunderts.* Gösl., 1799-1801, 3 Bde in-8°.

Jacobi, *De rebus rusticis veterum Germanor. Lips.,* 1833, in-8°.

Garve, *Ueber den Charakter der Baueren und ihr Verhältniss gegen den Gutsherrn und die Regierung.* Bresl., 1786.

L.-A. Sloet, *Overzicht van den landbouw in Duitschland, van de vroegste tijden tot het midden der IXe eeuw* (in Nijhoffs Bijdragen, VIII, bl. 81 en vlg.)

A. von Wersebe, *Ueber die Niederländischen Colonien.* Hanover, 1816.

E. Langethal, *Geschichte der Teutschen Landwirthschaft.* Jena, 1850.

Ersch en Gruber, Encyclopédie. Art.: *Bauernstand,* VIII, 160 ff.

Thaer, *Einleitung zur Kenntniss der Englischen Landwirthschaft,* 3 Bde, Hann., 1816 [1].

In België — 't zou onrechtvaardig zijn het te verzwijgen — zijn in deze orde van gedachten ook reeds verschillige proeven geleverd; eenige wetenschappelijke mannen hebben bijdragen bezorgd voor de geschiedenis van ons landvolk en van onzen landbouw, en van de meeste mag men getuigen, dat zij niet zonder verdienste, verscheidene zelfs, in hunnen aard, belangwekkend zijn. Onder deze noemen wij :

[1] Verscheidene der hooger opgenoemde werken, zelfs de voornaamste, hebben wij in geene enkele openbare bibliotheek onzes lands kunnen aantreffen.

Du Rondeau, *Mémoire sur les questions : quel était l'habillement, le langage, l'état d'agriculture, du commerce, des lettres et des arts chez les peuples de la Belgique avant le VIIe siècle.* Bruxelles, 1774, in-4°. — Hetzelfde werk overgezet in het Vlaamsch.

Adr. Heylen, *Historische verhandeling over de voornaemste opkomste en voortgang der landbouwkonst in de Kempen.* 's-Hertogenbosch, 1789. — Tweede uitgave, onder den titel : *Historische verhandeling over de Kempen.* Turnhout, Brepols en Dierckx, 1837, in-8°, 237 bl.

J. Thys, *Historische verhandeling over den staet van het Nederland.* Mechelen, 1809, 2 deelen in-8°.

Stephen, *Essai sur l'état de la culture belgique et sur les moyens de la perfectionner.* Londres, 1784, in-8°.

Ph. Aubry, pastoor te Bellevaux, in Luxemburg, schreef in 't begin dezer eeuw vijf verhandelingen over den landbouw, waaronder een *Aperçu du progrès que l'agriculture avait réalisé depuis cinquante ans dans le duché de Bouillon* (1808). — Gezonden naar een landbouwkundig Genootschap van Parijs en in Hs. gebleven.

A.-G.-B. Schayes, *Recherches sur les causes du développement de l'agriculture et sur celles de l'origine et de l'accroissement des villes de la Belgique* (La Belgique et les Pays-Bas, 2e vol., app.).

— *Notice sur le défrichement des bruyères et sur la formation des colonies agricoles dans les Ardennes* (Mémoires et publications de la Société des sciences du Hainaut, V-VI).

H. Eltz, *Ueber den früheren Kulturzustand der Ardennen, und das geschichtliche Leben des Landmannen im Luxemburger Lande.* Luxemburg, 1865, in-4°.

J.-F. de Lichtervelde, *Mémoire sur les fonds ruraux du département de l'Escaut.* Gand, 1815, in-8°.

— *La Bèche ou la mine d'or...* 1826.

Ch. Steur, *Précis historique du régime des campagnes en général...* (Mémoires de l'Académie, 1827, VI).

A. Eenens, *Mémoires sur la fertilisation des landes de la Campine et des Dunes.* Bruxelles, Hayez, 1849, 330 bl. in-8°.

C.-A. Lincke, *Die belgische und flanderische Landwirthschaft...* Leipzig, 1843, in-8°.

Em. de Laveleye, *Essai sur l'économie rurale de la Belgique.* (Overgezet in het Vlaamsch door F.-A. Boone, onder den titel : *De landbouwkunst in de Nederlanden. België.* Uitgave van het Willemsfonds, n° 50.)

Edm. Poullet, *Les juridictions et la propriété foncière au quinzième siècle dans les quartiers de Louvain* (Mémoires de l'Académie royale de Belgique).

A. de Hoon, *Mémoire sur les poldres de la rive gauche de l'Escaut et du littoral belge.* Bruxelles, Hayez, 1853, in-8°, 114 pp.

J.-L. van Aelbroeck, *L'agriculture pratique de la Flandre.* Paris, 1830, in-8°. — Supplément. Paris, 1835. (Overgezet onder den titel : *Werkdadige landbouwkunst der Vlamingen.*)

J.-N. Schwertz, *Anleitung zur Kenntniss der Belgischen Landwirthschaft.* Halle, 1807-1811, 3 Bde, in-8°.

Ch. van Hulthem, *Discours sur l'état ancien et moderne de l'agriculture dans les Pays-Bas,* 2e édition. Gand, Van der Haeghen, 1837, in-8°, 76 pp.

P. Podesta, *La Flandre occidentale.*

H. Kervyn, *Entretien d'un instituteur avec ses élèves, par un ami de l'enseignement primaire et de l'agriculture.* Gand, H. et I. van der Poorten, 1869, in-8°.

Samuel Hartlib, *A discourse of husbandry used in Brabant and Flandres, shewing wonderfull improvement of land there and serving as a pattern for our practice in this common wealth.* London, 1650, in-4°.

— *His legacie or an enlargement of the discourse of husbandry used in Brabant and Flanders.*

Gelijk men bij den eersten oogslag ziet, zijn de meeste schriften over de Belgische toestanden hoofdzakelijk aan den bodem en de teeltwijze, niet aan de landbouwers toegewijd. Wij weten het : voor 't schrijven zulker geschiedenis komen vele moeilijkheden voor : de oorkonden, waarop men steunen moet, zijn op verre na zoo veelvuldig niet als bij voorbeeld die der steden, waar men doorgaans eene menigte charters, privileges, rekeningen en andere documenten aantreft, die over elke zijde van 't gemeenteleven licht verspreiden. Wie de geschiedenis van den boerenstand

schrijven wil, kan zich niet tot een enkel gewest bepalen, maar heeft wijd en zijd opzoekingen te doen, 't geheele land te doorkruisen en alles te vereenigen wat strekken kan om het tafereel van de gebeurtenissen, van den aard en de zeden des volks zoo volledig mogelijk te maken. Wij hebben getracht zulks te doen en durven betrouwen op de welwillendheid onzer rechters.

Voor het eerste tijdvak — het voorhistorische, dat wij meenden niet te mogen achterwege laten, zijn volstrekt geene geschrevene oorkonden, maar wij hebben ons bediend van een ander slag van getuigenissen, door de wetenschap in onzen tijd uit onderaardsche grotten en spelonken aan het licht gebracht. Wat het leven en den arbeid, de uitspanningen en de beschaving onzer Keltische en Germaansche voorzaten betreft, daartoe heeft men de geschiedverhalen van Cæsar, Tacitus, Strabo en anderen, en zoo komt men tot de Frankische overheersching en Karel den Groote, na wien de bronnen allengs milder en talrijker worden. Eene daarvan hebben wij, tot betere kennis der toestanden in de middeleeuwen, bij voorkeur geraadpleegd, namelijk de aloude wetgeving van de verschillige gewesten onzes lands. Wij beschouwden deze als eene der zuiverste en zekerste bronnen voor de geschiedenis des volks, daar men in de wetten den geest, den trap van beschaving in iedere eeuw, de zeden en begrippen der natie onvermomd terugvindt. Het onderwerp alzoo behandelende, is er mogelijkheid zelfs van den nederigen boerenstand een belangwekkender beeld te schetsen dan door 't bloote verhaal van gebeurtenissen is te bekomen. Eindelijk hebben wij ook hier en daar het woord gelaten aan schrijvers, die buiten het historische vak werkten, te weten aan de dichters, wier hekelingen of loftuitingen veelal niets zijn dan de weergalm van de uitingen der menigte, en dezer neigingen en behoeften, even klaar als de geschiedschrijvers, veropenbaren.

Wij achten onnoodig er bij te voegen dat wij ook in de voornaamste archiefverzamelingen des lands de stukken hebben opgezocht, welke wij dachten ter behandeling van het onderwerp niet te kunnen ontberen.

EERSTE HOOFDSTUK.

—

Bewoners van België in de verste oudheid. — Keltisch tijdvak. — Germaansch tijdvak. — België onder de Romeinsche overheersching; — onder de Franken. — Invoering des Christendoms.

—

§ I. — *Bewoners van België in de verste oudheid.*

Het is gekend dat België ettelijke eeuwen vóor de tegenwoordige tijdrekening reeds bewoond was. Hoe dicht het floers ook zij, dat over den grijzen, geheimzinnigen voortijd gespannen hangt, toch schemert er hier en daar een flauwe lichtstraal door, genoegzaam om den oplettenden navorscher toe te laten eenen blik te werpen op het huiselijk en openbaar leven der allereerste bewoners onzes vaderlands.

Dank aan de voorhistorische wetenschap [1], sedert eenige jaren

[1] Men kent het ontstaan der evengemelde wetenschap; deze dagteekent slechts van 1829, wanneer Dr SCHMERLING, een der geleerdste natuuronderzoekers onzer eeuw, zijne merkwaardige ontdekkingen in de rotskloven van het Luiksche begon en er, onder eene menigte dierenbeenderen en vuursteenen, de overblijfselen van den mensch aantrof, hier geleefd hebbende in eenen tijd, welken men overeengekomen is het tijdvak van den mammouth, van het rendier of het steenen tijdvak te noemen.

De opzoekingen in de grotten der provincie Namen, ten jare 1864, op last van het Belgische Staatsbestuur, door eenen anderen beroemden geoloog, M.-E. DUPONT, ondernomen, kwamen het stelsel van Dr SCHMERLING bevestigen. De drie grotten, door hem aanvankelijk onderzocht, waaronder degene ten dorpe van Furfooz, op vijf kilometers ten zuiden van Dinant, aan de boorden der rivier de Lesse, leidden tot de ontdekking in vier opeenvolgende aardlagen, van een aantal Keltische, Romeinsche en Gallische oudheden, overblijfselen van dieren- en menschenbeenderen, welker ligging, te midden van eenen hoop steenen, geweldig door de kracht eens watervloeds dooreengeschud, het onomstootelijk bewijs opleverde dat hier het menschelijk geslacht leefde op het tijdstip dat eene laatste overstrooming den bodem gansch van gedaante veranderde.

Andere bergholten, in de zoo bij uitstek schilderachtige omstreken van

hier te lande met gelukkig gevolg beoefend, zijn wij inderdaad er toe gekomen het vaderlandsche geschiedboek met een geheel nieuw hoofdstuk verrijkt te zien. Met behulp der ontdekkingen op dit gebied, waarvan de uitslagen eene wezenlijke omwenteling in de studie der geschiedenis en oudheidkunde hebben te weeg gebracht, zijn de duisternissen van het verledene gedeeltelijk opgeklaard en hebben wij leeren kennis maken met het geslacht, dat in overoude tijden, toen westelijk Europa nog in zijnen oorspronkelijken natuurstaat lag, den Belgischen bodem bewoonde.

Wij laten het wetenschappelijk vraagpunt, tot welk ras de eerste bewoners onzes vaderlands behoorden, ter zijde, om ons alleenlijk met de van hen gekende bijzonderheden, in verband met hunne levenswijze, hunne zeden en gewoonten, bezig te houden. Dit volk was ruw en onbeschaafd in den vollen zin van het woord; het had geene andere schuilplaats dan de donkere holen onzer bergen, kende noch landbouw, noch veeteelt en leefde bijna uitsluitelijk met de opbrengst van de jacht, zonder van wat de natuur hem verder aanbood het minste denkbeeld te hebben. Hunne wapens bestonden aanvankelijk in niets anders dan scherp gemaakte kei- of vuursteenen (*silex*), van verschilligen vorm en grootte, alsmede van rendierhoornen, in houten stelen gevat, waarmede zij zich niet ontzagen de vreeselijkste dieren der wildernis, als den beer, de hyena, het everzwijn, den rhinoceros, tot zelfs den reusachtigen olifant aan te vallen. De boog schijnt hun, althans in het eerste tijdvak, evenals het metaal, onbekend te zijn geweest.

Dinant, werden opvolgendlijk met hetzelfde doel opgespoord en brachten eene verbazende menigte voorwerpen aan het licht, welke het eventijdig bestaan van den mensch en den mammouth, het rendier en andere sedert lang uitgestorvene of uitgewekene diersoorten in België ten overvloede aantoonden. 't Zijn de uitslagen dezer geologische waarnemingen, door genoemden geleerde in zijn werk : *l'Homme pendant les âges de la pierre dans les environs de Dinant-sur-Meuse*, bekend gemaakt, welke ons de stoffe leveren voor dit deel onzer verhandeling over de levenswijze der allereerste bewoners onzes vaderlands.

Zoodra het dier gedood was, gaven zij zich niet eens de moeite het naar hunne spelonk te sleuren; zij sneden het ter plaats met hunne vuursteenen messen in stukken, droegen alleenlijk, boven het vleesch, de huid, den kop en de mergbeenderen mede, en lieten al het overige, als hun geen nut kunnende opleveren, onaangeroerd. Het merg der beenderen en de hersenen waren hun, gelijk thans nog bij de Laplanders en de Groenlanders, eene geliefkoosde lekkernij. De aanwezigheid van talrijke dierenoverblijfselen in de grotten van Montaigle, onder andere, door den oudheidkundige Dupont vastgesteld, geeft ons te kennen op welke wijze de aldaar verbleven hebbende wilden het merg uit de beenderen wisten te halen; zij bedienden zich daartoe van snijdende en pletterende werktuigen, eveneens van steen, welke beenderen, door eenen geweldigen hamerslag van hun bovendeel ontdaan, zij daarna openkliefden en, na geledigd te zijn, ordeloos in hunne nabijheid overhoop lieten liggen. Of zij 't vleesch rauw of door 't vuur gezengd opaten, is niet nauwkeurig kunnen worden opgemaakt; de kracht van het vuur althans was voor hen geen geheim, daar in meer dan éene grot overblijfselen van haardsteenen en verkoolde beenderen, te gelijk met hoopen asch, zijn ontdekt, onwederlegbare getuigenissen dat de mensch van dit tijdvak zijn verblijf in de bergholten hield.

Hoe ellendig het gesteld was in zulke woningen, beroofd van het vriendelijke, opwekkende zonnelicht, hoeven wij ons slechts voor te stellen. Onder dit opzicht leefden onze voorzaten al niet beter dan thans nog de van alle beschaving verstokene Eskimo's, 't is te zeggen in den staat van den mensch der natuur, wien geene andere behoeften bekend zijn dan zich te voeden en zich te verdedigen tegen de vleeschvretende dieren der woudstreek. Hunne spelonken te reinigen, door de overblijfselen hunner maaltijden buiten te werpen, daarmede bekreunden zij zich niet, hierin als het ware gelijk aan de dieren zelve, welke nochtans beter dan de mensch tegen de verpestende uitwasemingen van rotte, in ontbinding zijnde dierlijke overblijfsels gehard zijn. Ook, ware 't niet wetenschappelijk bewezen dat de zomers hier toen minder heet waren dan tegenwoordig, derwijze dat die

uitwasemingen door eenen koudercn luchtstroom getemperd werden, zou het verblijf in zulke sombere holen niet uit te houden zijn geweest. Of, gelijk sommige schrijvers hebben beweerd, onze grotbewoners zich vergastten aan menschenvleesch, zal wel moeilijk te bewijzen zijn.

Het geslacht, dat hier in die verwijderde eeuwen zulk leven leidde, was klein van gestalte en kleedde zich met de huiden der wilde dieren, op de jacht buit gemaakt; het vervaardigde deze kleeding bij middel van beenen naalden en peesachtige draden, getrokken uit de beenpijpen van het rendier, vermoedelijk ook wel met paardenhaar, en benuttigde, denkt men, het merg als vetachtige zelfstandigheid om er de huiden mede te bestrijken en deze alzoo zachter te maken. Het schier onnoemelijk getal vuursteenen krabbers, in de verschillige rotskloven gevonden, leidt tot de veronderstelling dat die gebruikt werden om de vellen te ontharen, waardoor hunne kleederdracht een minder dierlijk uitzicht vertoonde. De huidenbereiding zal derhalve een hunner eerste nijverheidstakken geweest zijn.

Te oordeelen naar de in overvloed ontdekte versieringsvoorwerpen, als doorboorde schelpen, spiegelsteenen en tanden, waarmede zij zich optooiden, waren zij in hooge mate pronkzuchtig, hetgeen overigens bij de meeste wilden wordt waargenomen, terwijl 't voor bewezen te houden is, dat zij zich het lichaam met rood ijzerstof beschilderden, — een gebruik nog ten huidigen dage bij de Indianen van Noord-Amerika bestaande.

Ook de eigenlijk gezegde huiselijke voorwerpen waren aan de wilde bewoners van ons vaderland niet ten eenemale onbekend, alhoewel de kennis der kleibewerking, ter vervaardiging van potwerk, bij hen eerst opkwam gedurende het rendierentijdvak, hetwelk op dat van den mammouth reeds van eenen zekeren vooruitgang getuigt. Het staat, inderdaad, vast dat hunne wapens en andere gereedschappen toen reeds beter waren en van meer onderscheidene vormen, wij gingen haast zeggen, gemaakt met eene zekere kunst, welke zij op hunne tochten naar Champagne, alwaar zij hunne vuursteenen haalden, zullen geleerd hebben. Zelfs kent men uit het evengemelde tijdvak eenige voorwerpen

met ruw doch niet onaardig snijwerk, welke te recht de aandacht der oudheidkundigen hebben opgewekt en als de oudste bewijzen van de beoefening dezer kunst mogen aangemerkt worden.

Te gelijk met hunne gehechtheid aan den huiselijken haard (want een zwervend leven schijnen zij niet geleid te hebben), hadden onze grotbewoners eenen grooten eerbied voor hunne dooden; zij begroeven die in de diepte der eene of andere rotskloof, afgezonderd van hunne gewone schuilplaats, en hielden daarbij zekere plechtigheden, waaruit men geneigd is af te leiden dat zij op een toekomstig leven hoopten en derhalve eenig begrip van de godheid hadden. De Voorhoofdbeen-grot (*Trou du frontal*), in de nabijheid der Nutonsgrot op het grondgebied van Furfooz aangetroffen, levert de duidelijkste kenteekens eener dergelijke grafplaats op, volkomen gelijk aan degene van Aurignac, departement der Haute-Garonne, in Frankrijk [1]. Men vond er niet min dan zestien menschelijke geraamten, overblijfselen van mannen, vrouwen en kinderen, en daarnevens, te midden van een aantal vuursteenen en mergbeenderen, potwerk en doorboorde schelpen, eenen dikken platten steen, die geheel en al in de opening der grot paste. De ligging dezer voorwerpen in eene plaats die oogenschijnlijk niet tot het verblijf van den mensch diende, laat inderdaad vermoeden dat deze alleenlijk bestemd was voor de lijkplechtigheden, waaronder het doodenmaal is te rekenen, hetwelk men in alle tijden en bij alle volkeren terugvindt.

Naarmate het rendierentijdvak ten einde liep, om vervangen te worden door dat der gepolijste steenen, ontstond er in de levenswijze der oudstgekende Belgische bevolking eene nog al merkelijke verandering. Het waren nu niet meer uitsluitelijk de bergholten, die den mensch tot verblijf verstrekten; de geschiktste plaatsen in de opene lucht, meestal de verhevenste, omtrent eene rivier, werden met dit doel door hem uitgekozen en bij wijze van verschansing ingericht, zooals in Condroz, alwaar niet min dan tien zulker standplaatsen zijn ontdekt, ongeminderd eene menigte andere, in de verschillige gedeelten van België, tot

(1) H. Lehon, *L'homme fossile en Europe*, 5e édition, bl 79.

zelfs aan den boord der Schelde te Rupelmonde, opgespoord [1]. Deze omstandigheid, gevoegd bij de betere bewerking der vuursteenen, in grooten getale uit laatstgemeld tijdvak tot ons gekomen, laat met grond vermoeden dat een nieuwe volksstam, geheel en al van levenswijze met die onzer grotbewoners verschillende, zich middelerwijl in deze gewesten was komen nederzetten. Of deze nieuwe bevolking, welke weldra de machtigste was en de spelonkmannen onderwierp, zoo niet uitroeide, hier den akkerbouw en den huisdierenkweek invoerde, is met geene zekerheid te bepalen, evenmin of zij tot het bijna fabelachtige geslacht der Cimmeriërs behoorde, welke als de eerste bewoners van noordelijk Europa doorgaan. Hare vestiging in de vlakten, gevoegd bij de ontdekking aldaar van verscheidene voorwerpen, met de bewerking des gronds in verband staande, laten evenwel toe te veronderstellen dat de jacht en de vischvangst haar niet uitsluitelijk bezig hielden, maar dat zij, door de kennis van de kracht des bodems, dezen tot haar lichaamsonderhoud zal hebben weten te benuttigen, waardoor de eerste baan op het gebied des menschelijken vooruitgangs langzaam maar zeker gebroken werd.

§ II. — *Keltisch tijdvak.*

Verschillige streken onzes vaderlands waren alzoo gedurende ettelijke eeuwen reeds bewoond geweest, toen uit het noorden van Azië een ontzaglijke volksstam naar Europa afzakte en zich in het wijd uitgestrekte land tusschen den Rijn, den Oceaan, de Middellandsche zee, de Alpen en de Pyreneeën nedersloeg. Dit volk, onder den algemeenen naam van Kelten of Gallen bekend, nam bijgevolg ook bezit van de streek, het tegenwoordige België uitmakende, en legde er, hoe barbaarsch ook men 't hebbe afgeschilderd, de grondslagen eener tot dusver onbekend geblevene beschaving.

De Voorzienigheid, die deze machtige uitwijkelingen het verre

[1] J. van Raemdonck, *Le pays de Waas préhistorique*, bl. 111.

Oosten had doen verlaten, kon hen voorzeker naar geene gunstiger plaats hebben geleid voor de ontwikkeling van een groot volk, en men kan het hun niet euvel opnemen dat zij zich meester maakten van eenen grond, welks bewoners weinig of niets gedaan hadden om eenige aanspraak op bezit te kunnen doen gelden.

De Grieksche en Romeinsche schrijvers, bij welke men moet te rade gaan om over hunne levenswijze te worden ingelicht, stellen ons de Kelten voor als een bij uitstek strijdzuchtig, fier en kloekgebouwd volk, in hunne weergalooze stoutmoedigheid door geene hinderpalen tegen te houden, en van zoo groot eene gestalte, bij schrikverwekkenden aanblik, dat zij als de verdelgers der menschheid werden aangezien [1]. Hunne buitengewone lichaamskracht wordt door Cæsar bijzonderlijk toegeschreven aan de eenvoudigheid van hun voedsel, de gedurige oefeningen, waaraan zij zich overgaven, hunne kuischheid en de onbeperkte vrijheid hunner handelingen van in de eerste jaren huns levens. De vrouwen waren merkwaardig van schoonheid en even kloek en dapper als de mannen [2].

Wat het karakter der Kelten betreft, dit was, volgens de evengemelde schrijvers, eene zonderlinge mengeling van goede en slechte hoedanigheden. Zij waren hoovaardig en trotsch, lichtgeraakt en grammoedig, gierig, onbescheiden en bijgeloovig. Hoe groot hun moed ook was, wanneer zij de bovenhand hadden, zag men hen niet zelden bij den minsten tegenslag tot moedeloosheid vervallen, gelijk het mede van hen gezeid wordt dat zij in zekere mate zouden meineedig geweest zijn, arglistig en wispelturig, waardoor zij zich bij de vreemdelingen hatelijk maakten. Een ander hun eigen groot gebrek was de dronkenschap; die drift was bij hen zoo diep ingeworteld, dat zij voor eene kruik wijn soms niet alleenlijk eenen slaaf, maar zelfs hunne eigene vrijheid afstonden; ook verhalen Titus Livius en Plutarchus van de Kelten dat, toen zij de eerste maal den wijn van Italië hadden

[1] Annæi Flori, *Epitome*, lib. I, cap. 13.

[2] Diodor. Sicul. lib. V, cap. 32.

geproefd, deze hun zoo verleidend voorkwam, dat zij zonder vertoef in dichte gelederen naar dit land optrokken, en het ten grootsten deele veroverden [1]. De neiging tot den drank was hun in meer dan één geval ten uiterste noodlottig.

Van eenen anderen kant onttrekt men hun den lof niet, dat zij goedhartig, edelmoedig en van eene groote eenvoudigheid van zeden waren; herbergzaamheid oefenen aanzagen zij als eene natuurlijke plicht en verleenden zij aan iedereen, zonder te vragen wie hij was of waar hij heenging; ook was de vreemdeling, dien zij aldus hadden onthaald, zoo heilig in hunne oogen, dat zij hem bij zijn vertrek door eenen of meer der hunnen deden vergezellen, om hem tegen allen vijandelijken aanval te verdedigen, en er bestond zelfs eene wet, die den moord, op eenen vreemdeling begaan, met de dood strafte, terwijl dergelijke misdaad jegens eenen inboorling maar de verbanning van den dader voor gevolg had [2].

Naast deze aartsvaderlijke deugd der Kelten, die tegen de grootste hunner gebreken ruimschoots opwoog, roemt men nog hunne onderlinge verkleefdheid en hunne vriendentrouw, die hen aanzette tot de edelste zelfopoffering. Wars van bedrog en onrecht, duldden zij niet den minsten smaad, hunnen bloedverwanten of vrienden aangedaan, en zouden zij zich onteerd geacht hebben, dien ongewroken te laten. Een ongelukkige in het lijden te zien noopte hen tot hulp en bijstand, terwijl men voorbeelden aangehaald vindt dat zij zelfs tegenover hunne vijanden in het ongeluk grootmoedigheid toonden.

Maar waardoor zij zich onder al de volkeren der oudheid onderscheidden, was hunne onversaagdheid in den strijd, de buitengewone dapperheid en moed, welke zij aan den dag legden wanneer 't hunne vrijheid en onafhankelijkheid gold; dan ontvlamde in hunne ziel het vuur der heiligste vaderlandsliefde en

[1] Tit. Liv., V, 33. — Plutarch. *in Camillo.*

[2] Diodor. Sicul. V. — Nicolas Damas, *apud* Strobæum, *Anthol.* serm. 145. — Schayes, *La Belgique et les Pays-Bas*, I, 151.

zwoeren zij niet te rusten, vooraleer over hunne vijanden te hebben gezegepraald.

In den beginne droegen de Kelten, zoo het schijnt, geene andere kleeding dan dierenvellen. Later, evenwel, toen zij de wol en het vlas hadden leeren bewerken, vervaardigden zij zich kleederen van weefsels, die de bewondering der meer beschaafde volkeren van het Zuiden gaande maakten. Hunne gewone dracht werd van dan af de *sagum* of krijgsmantel, dien zij, met eenen haak of gesp vastgehecht, om de schouders wierpen; daaronder kwam de kleurenrijke borstrok, *galnabis*, uit, terwijl hunne beenen in de *bracca* staken en hun schoeisel uit houten voetzolen bestond, welke zij met lederen riemen om den voet bonden. Het hoofdhaar, waaraan zij met pommade van geitenvet en beukenasch eene glansrijke tint wisten te geven, zwierde hun in lange golven over de schouders.

De kleeding der vrouwen was die der mannen nagenoeg gelijk, met dit verschil dat hun onderkleed iets langer was en van eene fijnere stof, gewoonlijk linnen, met bloemen en stikwerk vervaardigd ; de mannen beschilderden hun aangezicht in het blauw, de vrouwen bestreken het met eene soort van gist of bierschuim, om er meer glans aan te geven, wat hunne pronk- en praalzucht doet uitschijnen, hoezeer ook door de natuur onder 't opzicht der huidskleur, die uitermate wit was, bevoorrecht. Het hoofddeksel der Kelten bestond in eene puntachtige muts of kap, in 't latijn *bardocucullus* geheeten.

De aanzienlijken uit den stam vergenoegden zich echter met de bovenbeschreven kleeding niet, maar verrijkten die met allerhande kostelijke versieringen, als gouden armbanden en ringen, halssnoeren en dergelijke; ongetwijfeld zullen deze bewijzen van hun schoonheidsgevoel niet zonder invloed op hunne verdere ontwikkeling gebleven zijn. Eindelijk zijn de geschiedschrijvers het eens om hunne zindelijkheid te prijzen, zoodat het eene zeldzaamheid was iemand, hoe arm ook, in lompen te zien gehuld gaan [1].

[1] Ammian. Marcell., lib. XV, cap. 12.

Toonden zich de Kelten pronkzuchtig en aan zekere weelde verslaafd, hunne woningen, daarentegen, waren uiterst eenvoudig : 't waren hutten van hout en leem, met een puntachtig stroodak, hebbende noch verdiep noch vensters, dan alleenlijk eene deur, langs welke het licht binnendrong, in 't geheel bijna volkomen gelijk aan degene der negers en wilden van Amerika [1]. Hunne optimmering eischte niet veel arbeid, daar STRABO verzekert dat twee dagen daartoe voldoende waren. Huisgerief was er niet veel in aan te treffen; eenige aarden potten, zitbanken en kleine houten tafels, en voor slaapsteden op den grond uitgespreide dierenvellen of eenige bussels stroo, ziedaar alles, indien men op het woord van den evengenoemden geschiedschrijver mag voortgaan [2].

De hutten stonden van elkander afgezonderd, gewoonlijk te midden der onmeetbare bosschen, waarmede België te dien tijde en nog lang daarna overdekt was; ook wel in de nabijheid eener bron, beek of rivier, om niet op te verren afstand het onmisbare water te moeten halen; 't is genoeg te zeggen dat er toenmaals geene steden bestonden, zooals door sommigen is gemeend geworden, ten ware, bemerkt SCHAYES, men die benaming wilde toepassen aan de vormlooze vereeniging van ellendige woningen, zonder de minste regelmatigheid hier en daar opgebouwd, naarvolgens het in den zin kwam der bevolking die voor haar verblijf uit te kiezen. In tijden van oorlog was het wat anders : toen trok ieder met alles, wat hem toebehoorde, naar eene veilige schuilplaats, beschut door paalwerk en grachten, soms wel door eene dubbele rij steenen muren, en welke alzoo eene wezenlijke versterking uitmaakte, door CÆSAR en anderen met den naam van *oppidum* bestempeld, maar die spoedig, zoodra het gevaar geweken was, verlaten werd [3].

Naar de getuigenis van de meeste schrijvers over de Kelten was de landbouw, die hoofdbron der menschelijke beschaving, alvroeg een hunner voornaamste bestaanmiddels geworden. Dit

[1] SCHAYES, *Hist de l'architecture en Belgique*, I, 7.
[2] STRABO, IV. — POLYB. II, 17. — DIOD. SIC. V, 2.
[3] SCHAYES, *La Belgique et les Pays-Bas*, I, 70.

is zoo waar, dat PLINIUS, die hen op zijne reizen door Gallië bezocht (schoon het noordelijk gedeelte toen reeds door de Germanen was ingenomen), met den meesten lof van hunne landbouwkennis gewaagt. Een bewijs van de waarheid dezes gezegden, hetwelk wij des te gereedelijker op de Keltische bevolking van België toepassen, daar de vruchtbaarheid van den bodem hier niet zooveel krachtinspanning vorderde, is de verstandige manier, hun uitsluitelijk eigen, om bij middel van den mergel, de kalk en de assche den grond te bemesten; ook is 't bekend dat de Romeinen meer dan ééne wijze van bebouwing hunner velden, als beter en verkieslijker, navolgden. Zij waren insgelijks bedreven in het aanleggen van weiden, gaan door als de uitvinders van den ploeg, de egge en de sikkel, en waren bekend met verscheidene andere landbouwgereedschappen, als de kar, den buidel, de pik, den vlegel en een ander door PLINIUS beschreven werktuig op wielen, waarmede 't graan werd geoogst [1]. De voornaamste hunner veldvruchten bestonden in tarwe, rogge, gerst, haver, spelt en boekweit; hunne boomgaarden leverden vooral appels (*spadonia*), krieken, mispels en perziken op, terwijl hunne groenselplanten uit ajuin, pastenaken, knolrapen, roode wortels, melde en salade bestonden.

Eenen goeden veestapel te bezitten stond bij de Kelten hoog aangerekend. Zij bezaten koeien, stieren, geiten en schapen, hadden uitmuntende paarden, doch hielden het meest van varkens, welke zij niet eens opsloten, maar met groote benden in de bosschen lieten loopen. Het vrijgeweid was in streng bepaalde grenzen omschreven, en wie 't schenden dorst werd met de dood gestraft [2].

Doch niet alleen de akkerbouw en de veeteelt was bij de Gallische bevolking hoog in aanzien gestegen : ook verscheidene andere nijverheidstakken en handgedaden waren haar bekend, als het zout- en zeepmaken, de metaalbewerking, de glasvervaardiging, de scheepsbouw enz., maar bijzonderlijk het linnen-

[1] PLINIUS, XVIII, 30.
[2] DIODOR. SICUL. V.

en wolleweven, waarin zij naar de getuigenis van Plinius en anderen uitmuntten [1]. Alleen in 't potbakken schijnen zij niet zeer gevorderd te zijn geweest.

Wij repten hooger reeds een woord over hunne spijzen; deze bestonden voornamelijk, behalve in het wild en den visch, dien zij door de jacht en de vischvangst opdeden, in gezouten varkensvleesch, melk, brood en honig, alsmede in de groenten en boomvruchten, welke zij hadden leeren aankweeken. Zij zaten op geene stoelen, maar plat op den grond, 't zij op hooi of vellen van wolven of andere wilde dieren, en brachten hunne spijzen eenvoudig aan den mond met de handen, zonder zich van eenig ander gerief te bedienen dan kleine messen, die zij in eene scheede aan den gordel droegen. De gerechten werden opgediend in groote aarden schotels, bij de rijken in zilveren of vertinde koperen, veelal ook in tinnen korven, en smaakten hun opperbest, hoewel ze met boter noch olie, slechts met zout en azijn waren gereed gemaakt. Als 't feest was, of eene groote plechtigheid hen vereenigde, dronken zij elkanders gezondheid uit eenen buffelshoorn, ofwel uit de bekkeneelen hunner vijanden, die zij van 't slagveld hadden medegenomen. Die zonderlinge drinkschaal, met wijn of bier (*cervisia*) gevuld, ging rond van de eene hand tot de andere, te beginnen met den voornaamste des gezelschaps, en dit bleef gewoonlijk aanhouden tot allen in staat van dronkenschap verkeerden; dan, bij 't minste verwijt, vielen zij elkaar weleens aan het lijf en gingen tot bloedige worstelingen over. De grooten uit den stam deden zich bedienen door jonge knapen en meisjes en waren aan tafel geschikt, ieder volgens zijnen rang en zijne waardigheid. Elke gast was vergezeld van twee zijner wapenlieden (*soldurii*), waarvan de eene achter hem recht stond en zijn schild vasthield, terwijl de andere rechtover zijnen meester zat, met dezes lans in de hand [2].

In al de groote aangelegenheden des levens speelden de banketten, als bij ons nog, eene voorname rol; zelfs de huwelijken

[1] Plinii, lib. XIX, cap. 1. — Diodor. Sicul lib. V, cap. 30.

[2] Ahenæi, *Dipnosoph*, V, 13. — Diodor. Sicul, V, 20.

werden aan tafel besloten. Gebeurde het dat verscheidene jongelingen naar de hand eener zelfde dochter dongen, zoo werden allen door den vader ten zijnent uitgenoodigd, en de eerste, wien zij den nap, gevuld met water, te drinken aanbood, was de uitverkorene. Van dan af ook was de verloving als voltrokken beschouwd en werd de dag bepaald op welken de plechtige vereeniging zou gevierd worden. De daarmede vergezeld gaande plechtigheden zijn ons niet bekend, doch men weet dat de dochter eenen bruidschat van haren vader ontving, waarbij de man gehouden was evenveel te voegen, hetwelk het gemeenschappelijk bezit uitmaakte, dat met de aanwinsten tijdens het huwelijk verkregen, werd geërfd door den langstlevende [1]. De vrouw at nooit met den man en bleef, gezamenlijk met de kinderen, onder dezes streng uitgeoefende voogdij. Ook was het bij de Kelten, inzonderheid bij degenen langs de boorden van den Nederrijn gevestigd, een gebruik, dat de mannen dezen vloed raadpleegden om te weten of, in geval van verdenking, hunne vrouwen hun getrouw bleven : zoodra hem een kind geboren werd, legde de echtgenoot het op zijn schild en trok er mede naar het water; indien 't kind bovendreef, was 't een teeken dat hij er de vader van was, zoo niet, dan liet hij 't maar onderzinken, als onwaardig om in den schoot des gezins te worden opgenomen [2]. Alleen den grooten schijnt het toegelaten te zijn geweest meer dan éene huisvrouw te bezitten.

Zoolang de kinderen niet in staat waren de wapens te behandelen, mocht de vader er niet mede in 't openbaar te voorschijn komen. Middelerwijl leerde hij hen te paard rijden en de werpspies slingeren, met meer andere krijgskundige verrichtingen, en eerst wanneer zij daarin genoegzaam geoefend waren, gespte hij hen om de lenden het zwaard, dat hen tot in de hoogste jaren des levens bijbleef. De grootste betrachting der moeders was hare zonen eenen heldendood te zien sterven.

[1] Cæsar, lib. VI, cap. 19.

[2] Claudian. *in Rufinum*, lib. III, v. 110-112. — *Anthologiæ Græcæ* Epigr. XXXII, uitg. Jacobs, IV, 127.

Er waren vier standen in den stam : de priesters of druiëden, de vrijen en de slaven; de twee eerste hadden alles te zeggen en hielden de teugels van het bewind; het volk was aan allerlei lasten onderworpen en geheel en al in de macht der bestuurders.

Ieder der talrijke volksstammen was verdeeld in een meer of min aanzienlijk getal kantons, en bestuurd door eenen overste of koning, aan eenen of twee kiesbare opperhoofden (*principes*) ondergeschikt. Dit opperhoofd, dat men *vergobret* noemde, mocht gedurende zijne ambtsbediening zich buiten de grenzen zijns lands niet begeven, en in oorlogstijd oefende hij een onbeperkt gezag uit.

De federatiegeest, dien wij later tot eenen zoo hoogen graad bij de Germanen zullen ontwikkeld vinden, maakte het voornaamste machtbestanddeel der Kelten uit. Elke volksstam leefde gewoonlijk onder zijne eigene wetten; maar dreigde hen een nakend gevaar, aanstonds werden er tusschen de verschillige takken der natie uitgebreide bondgenootschappen gesloten.

Alvorens den veldtocht te openen, vereenigden de bondgenooten zich in algemeene vergadering om het mannental te bepalen, dat elke stam ter gemeene verdediging op de been te brengen had. Al de manspersonen, de jaren hebbende om de wapens te dragen, waren gehouden die vergadering bij te wonen, en wie er de laatste aankwam, werd, in tegenwoordigheid der vereenigde menigte, zonder genade ter dood gebracht. Het was ook daar dat men de legerhoofden koos. Het voorzitterschap dezer vereenigingen behoorde aan de druiëden, en de orde werd er gehandhaafd door een soort van provoost, die, met het zwaard in de hand, het recht had de stilzwijgendheid op te leggen aan hen, die dengene, welke het woord bekomen had, onderbraken of stoorden [1].

De druiëden waren, zoo uit hoofde hunner heilige bediening als der wereldlijke macht, welke zij uitoefenden, van groot aanzien en zeer invloedrijk : zij verrichtten de offeranden, bewaarden de geheimen van den godsdienst, deden voorspellingen uit de

[1] Cæsar, lib. V, 66. — Strabo, lib. IV.

ingewanden van geslachte dieren, beoefenden de sterrenkijkerij en meer andere wetenschappen, en voerden de wetten en het gerecht uit. Wanneer een veroordeelde weigerde zich aan hunne uitspraak te gedragen, werd hem niet alleen in het vervolg alle recht ontzegd, maar tevens verboden nog ooit deel te nemen aan hunne offeranden, hetgeen, zegt Cæsar, de grootste straf was welke iemand kon worden opgelegd. Die deze verdienden, werden aanzien als goddeloozen, als booswichten en van iedereen verlaten, ja verafschuwd, alsof zij door eene besmettende ziekte waren aangedaan. Dieven en baanstroopers werden verbrand, moordenaars uit het land gebannen.

Eene der voornaamste leeringen der druïeden was de onsterfelijkheid der ziel en de verhuizing van de zielen der afgestorvenen in andere menschelijke lichamen. De hemellichten en hunne bewegingen, de grootte der aarde, de natuur der dingen, de macht der onsterfelijke goden, dit waren, vervolgt Cæsar, de voornaamste onderwerpen huns onderrichts.

Hebben wij het noodig te zeggen dat een volk met zulke denkbeelden uitermate dweepzuchtig was? In de ernstige ziekten, vóor het gevecht, of in welk gevaar ook, ging hunne dweeperij zoo verre, dat zij menschen slachtofferden of de gelofte aflegden hun eigen leven ten offer te brengen.

De slachtofferingen van dieven of andere groote misdadigers werden als de aangenaamste aan de goden beschouwd, maar bij gebrek aan zulke werden er ook onschuldigen geslacht [1].

Evenals de meeste volkeren der oudheid vereerden de Kelten verscheidene goden, welke in twee groepen waren gesplitst: de oppermachtige goden en de ondergeschikte. De hoogste godheid was *Theus* of *Theutates*, de uitvinder der kunsten, de geleider der reizigers en de beschermer der kooplieden; daarop volgden *Hesus*, de geduchte of de oorlogsgod; *Bel* of *Belenus*, die de zon verpersoonlijkte; *Taran*, de dondergod; *Dis* of *Dit*, de god der duisternissen; *Ogham*, zinnebeeld van de kracht der welsprekendheid, en *Belisana*, de godin der wijsheid, der kunsten en

[1] Cæsar, lib. IV.

nijverheden. Hunne mindere goden waren *Andarta*, *Epona*, *Nehalennia*, *Nefyd*, *Arduinna*, *Cernunnos* en meer anderen. Zij hadden ook hunne goede en kwade geesten (*dusii*), vereerden boomen en waterbronnen en richtten, ter bediening hunner godsdienstige plechtigheden, groote steenen altaren op, welke onder den naam van *dolmen*, of *hunnebedden*, thans nog in verscheidene streken van Nederland, inzonderheid in 't landschap Drenthe, vrij talrijk worden aangetroffen [1].

Hunne lijkdiensten waren prachtig en kostelijk. Alles wat de overledene bemind had, tot de dieren toe, werd daarbij verbrand; ja het gebeurde niet zelden dat ook slaven en vrijgemaakte slaven met zijn lijk in het vuur werden geworpen, en dat zijne naaste magen en vrienden zich vrijwillig te midden der vlammen wierpen om den afgestorvene op zijne reis naar de eeuwigheid te vergezellen [2].

Wat de geestesontwikkeling der Kelten betreft, deze schijnt vóor de Romeinsche overheersching niet ver gevorderd te zijn geweest. Zij konden noch lezen noch schrijven, maar hunne *barden* vervaardigden gezangen, die zij, onder begeleiding van de harp of *chrotta*, in hunne vergaderingen en bij feesten zongen en de geschiedenis van hun land of den lof hunner helden en goden ten onderwerp hadden.

§ III. — *Germaansch tijdvak.*

Wij hebben uit de geschiedenis geleerd hoe de Kelten of Gallen, na gedurende een drietal eeuwen onze gewesten bewoond te hebben, voor eenen anderen machtigen volksstam, de Ger-

[1] In België schijnen zulke steenen min dan elders te zijn opgericht geweest; ook kan men er slechts een drietal van opnoemen, te weten : de beroemde *Brunhildesteen* (*pierre Brunehault*) op het grondgebied van Hollain, nabij Doornik; de Duivelsteen, welke nog geene halve eeuw geleden te Namen werd gezien, en de derde te Braye, bij Binche, vernietigd in 1753.

[2] Pomp. Mel., lib. III, cap. 2.

manen, de plaats moesten ruimen. De eerste inrukking dezer zwervende volkeren had, volgens sommigen, plaats omtrent het jaar 450 na de stichting van Rome (324 vóor Christus); volgens anderen slechts in 't jaar 280 vóor de tegenwoordige tijdrekening.

Toen ongeveer 60 jaren vóor Christus, Julius-Cæsar hier op zijne beurt gewapenderhand inviel en, na eenen hardnekkigen tegenstand, de bevolking grootstendeels tot onderwerping dwong, was de streek tusschen den Rijn, de Seine, de Marne, den Oceaan en de Waal gelegen, door vier en twintig verschillige volksstammen, alle van Germaanschen oorsprong, bewoond, welke men Belgen noemde, en die door hunne dapperheid onder al de volkeren van Gallië uitmuntten. De voornaamste dezer volksstammen, in het hedendaagsche België gevestigd, waren: de *Eburonen*, op de boorden der Maas, in het Limburgsche en Luiksche; de *Atuatieken*, aan de hoogere Maasoevers, in het Luiksche en Namensche; de *Trevieren*, in het Luxemburgsche; de *Nerviërs*, ten oosten der Schelde tot aan de Samber, in Henegouw, Brabant en het land van Aalst, en de *Menapiërs*, tusschen Maas en Schelde, in de Kempen, en tusschen de Schelde en de Noordzee, in Vlaanderen.

Zooals wij bij Tacitus en andere schrijvers der oudheid geboekt vinden, was de levenswijze dezer verschillige volkerschappen, op enkele uitzonderingen na, geheel anders dan die hunner voorgangers; vooral hunne staatkundige inrichting, gegrondvest op de beginsels, die door de werking der eeuwen heen, thans nog onzen maatschappelijken staat beheeren, was die van een vrij en zelfstandig volk, zoodat zij de Kelten, ondanks dezer betrekkelijk meer gevorderde beschaving, oneindig vooruit waren. Ook waren zij niet weinig trotsch op hunne afkomst en hechtten zij het grootste belang aan het behoud hunner eigene wetten en gebruiken, welke de alverwinnende arenden van Rome niet bij machte geweest zijn te veranderen.

Wat de Grieken en de Romeinen, toen zij voor de eerste maal een Germaansch leger zagen, het meest verbaasde, was de reusachtige lichaamsbouw dier mannen van 't Noorden, tegen

welke de kleine gestalte der zuidervolkeren zonderling afstak [1]. Zij waren niet min merkwaardig door de blankheid hunner huid, de levendigheid hunner blauwe oogen, en inzonderheid door hun blond en goudgeel haar, dat hen, evenals bij de Kelten, onafgesneden op den rug hing of in den nek of op het hoofd met eenen knoop was vastgebonden.

Hun woest karakter en dreigende blik boezemde eenen zoo grooten schrik in, dat, verhaalt Cæsar, verscheidene zijner krijgers, vooraleer tegen hen op te rukken, hunnen laatsten wil lieten opstellen, zeker, als zij bijna waren, het tegen hen niet te kunnen volhouden [2]. Geen wonder dan ook, dat de sterkte en de hooge gestalte dier mannen aanleiding gegeven hebben tot de traditie, dat wij van reuzen zijn voortgekomen : geen ander volk op aarde kon hen in moed en onversaagdheid evenaren.

Of, zooals door Pomponius Mela en Tacitus bevestigd wordt, de kinderen der Germanen gewoonlijk naakt gingen en de volwassenen zelven in hunne woningen ongekleed waren, is een punt, dat, met inachtneming van ons klimaat, grootelijks te betwijfelen valt. De meesten trokken dierenvellen om het lijf of eenen korten mantel, dien zij met eenen haak of doorn, gelijk de Kelten, vastmaakten. Bij sommigen was de huid van den kop der dieren derwijze over hun hoofd getrokken, dat zij door de ooggaten uitzagen. Zij gingen veelal met ongedekten hoofde, droegen voetzolen van hout of leder en eene soort van broek, die slechts tot aan de knieën kwam. De vermogendsten onderscheidde men aan eene om 't lijf geslotene kleeding, vervaardigd van grof linnen en gekleurd, terwijl zij in 't midden eenen gordel, aan den wijsvinger elker hand eenen ring en om den hals eene ijzeren of koperen ketting droegen. De kleeding der vrouwen was nagenoeg gelijk aan die der mannen; alleenlijk lieten zij den hals en de armen geheel naakt en droegen zij linnen van purpere kleur.

Evenals de Kelten besteedden de Germanen eene uiterste zorg aan het hoofdhaar, dat zij voor niets ter wereld zouden hebben

[1] Cæsar, II, 30.

[2] *Id.*, I, 39.

afgesneden, daar de dracht van lang haar bij hen een teeken van vrijheid was; daarentegen hielden zij den baard altijd kort, zich alleenlijk bepalende bij groote neerhangende snorrebaarden, welke er niet weinig toe bijdroegen om hun mannelijk uitzicht nog vreeselijker te maken. Hunne wapens, welke zij schier nooit aflegden, waren voornamelijk : het *sparum*, eene soort van lange, lichte werpspies; het *gesum* (schicht), de oorlogsbijl en het zwaard. Hun schild, uit gevlochten wissen, boombast of hout bestaande en met eene dierenhuid overtrokken, niet zelden met allerlei afbeeldingen van dieren beschilderd, was lang genoeg om het geheele lichaam te bedekken.

Wat wij van de woningen der Kelten zegden, is op die der Germanen mede toepasselijk; 't waren voor de meesten eenvoudige hutten van hout en stroo uit dunne palen, met rijs doorstrengeld en met blinkende kleiaarde, soms van verschillige kleur, bestreken, nauwelijks groot genoeg om de leden van 't gezin eene plaats om den haard te verschaffen, en die, voor den vorm, niet slecht aan eenen grooten bijënkorf geleken. De eenen bouwden ze aan den boord of te midden der bosschen; de anderen, vooral de Menapiërs, op door de natuur of menschenhanden gevormde hoogten, *terpen* of *torpen*, naderhand *vliebergen* geheeten, ten einde zich, bij gebrek aan dijken, daardoor te beveiligen tegen den vloed, en vooral tegen de overstroomingen, waaraan deze landen gedurig onderhevig waren. De hut bestond slechts uit één vertrek, en had noch vensters noch schoorsteen, daar zij veelal maar diende tot nachtverblijf of bij guur weder, en 't gezin meest in de opene lucht vertoefde. Zij hadden ook kuilen in de aarde, waarin zij hunnen voorraad konden bergen en zich desnoods verschuilen [1]. Het is genoeg te zeggen dat de Germanen, welke men heeft afgeschetst als in den beginne een zwervend leven te hebben geleid, nu hier dan daar hunne hutten opslaande, noch steden noch eigenlijk gezegde dorpen hadden, en dat, wat Cæsar aanvoert van de *oppĭda* der Nerviërs en der Atuaticken, deze enkellijk bestonden uit in tijd van oorlog opge-

[1] Tacit., *Mor. Germ.*, cap. 16.

richte verschansingen, bestemd om er hunne vrouwen, kinderen en grijsaards, huisraad en vee in op te sluiten, terwijl de strijders tegen den vijand optrokken. « *Oppida ut circumdata retiis busta declinant,* zegt Ammianus Marcellinus. Dit woord van den Romeinschen geschiedschrijver bevestigt ten volle datgene van Tacitus, wanneer hij schrijft : « *Nullas Germanorum populis urbes habitari satis notum est, ne pati quidem inter se junctas sedes; colunt discreti ac diversi, ut fons, ut campus, ut nemus placuit.* »

Intusschen leefden de Germanen hier, niettegenstaande hunne afzondering, in gemeenschap met de leden van hunnen volksstam en met de naburige volkeren. Geene natie was ooit guller in gastvrijheid en onthaal; ieder huismeester nam den aankloppenden reiziger in en dischte op naar zijn vermogen. De kuischheid stond op hoogen prijs, en wie daartegen zondigde, werd noch om jeugd noch om schoonheid verontschuldigd. Hadden de aanzienlijken meer dan éene vrouw (veel min uit wellustigheid, dan om den wille van hunnen hoogen stand, waarmede zekere grootschheid gepaard ging), de huwelijkstrouw werd streng nageleefd. Nooit gingen zij echtverbintenissen aan met vreemde volkeren, en het was eene misdaad slechts een bepaald getal kinderen te willen hebben en nieuwgeborenen om 't leven te brengen. Zij waren ongeveinsd, rondborstig en hadden maar éen woord. Daarbij hadden zij eene groote liefde voor de vrijheid en den geboortegrond, en lieten zij zich eerder, gelijk de Nerviërs, tot den laatsten man in stukken kappen, dan zich te onderwerpen.

Daarentegen hadden zij ook wel andere dan prijsbare hoedanigheden : zij waren uitermate bijgeloovig, beminden de werkeloosheid en sleten gaarne den tijd, buiten de jacht, met slapen, eten, drinken en spelen. Soms brachten zij dag en nacht in den drank over, zonder zich dit tot schande te rekenen, hierin gelijk met hunne voorgangers, welke, gelijk wij gezien hebben, zoo zeer aan die ondeugd waren verslaafd, dat zij van den drank, als 't ware, hunnen god hadden gemaakt. Met de teerlingen en de bikkelen spelen was hun grootste vermaak; daar gaven zij zich zoo driftig aan over, dat zij, na al hun bezit verloren te hebben,

somtijds hunne vrijheid zelve vertuischten, hoewel zij die meer achtten dan het leven. Deze drift naar drank en spel was oorzaak dat er dikwerf hevige twisten onder hen oprezen, waarin men gewoonlijk van woorden tot daden overging, en waaruit niet zelden doodslagen volgden.

De disch, nochtans, waarbij ieder zijnen eigen stoel en tafel had [1], was eenvoudig en zuinig; het voedsel bestond meestal uit wilde vruchten, vleesch, visch, eieren en gestremde melk, doch hunne meest geliefkoosde spijs was varkensvleesch. Moeskruiden of groenten schijnen hun zooveel als onbekend te zijn geweest, en wat hunne dranken betreft, deze bestonden uit een afkooksel van garst of koorn, dat naar ons bier geleek; uit mee, voortkomende uit de gisting van honig, gemengd met water, en, naar men wil, ook uit jenever [2].

Het gebruik, uit buffelshorens te drinken, ofwel uit de schedels van verslagene vijanden, was bij de Germanen insgelijks in zwang; zij lieten ook nooit na hunner gasten gezondheid voor te stellen onder het uitspreken van : *wacht heil! drink heil!* en men had hun smaad aangedaan, daarbij niet eerst van den aangeboden drank te proeven, ten teeken, waarschijnlijk, dat er noch verraad noch bedrog onder schuilde.

Hoewel niet van geestesgaven ontbloot, maakten zij weinig werk van verstandelijke oefeningen; zij kenden noch kunsten noch wetenschappen; het gros des volks leerde noch lezen noch schrijven, maar van kindsbeen af hardden zij hun lichaam tegen de vermoeinissen en de guurheid des weders. Zij hielden veel van zwemmen, te paard rijden, jagen en de speer werpen. Bij deze en dergelijke oefeningen bepaalde zich geheel hunne oefening.

Zoolang de zonen der Germanen minderjarig waren, telden zij voor niets in de maatschappij; zij stonden onder het toezicht van den vader, die hen in den wapenhandel oefende; doch eens den vereischten ouderdom bereikt hebbende, leidde men hen in de volksvergadering en ontvingen zij schild en lans, waardoor zij

[1] Tacitus, *Mor. Germ.*, cap. 22.

[2] Anton, *Geschichte der Deutschen Landwirthschaft*, I, 32.

ophielden alleen den gezinne te behooren en mondig werden verklaard.

Niet vóor de jongeling twintig jaren was geworden en getoond had in staat te zijn om het vaderland te verdedigen, koos hij, met goedvinden zijner ouders, eene echtgenoote, waarbij deugd en onschuld vooral zijne aandacht vestigden. De dochters hadden geene vrije keuze, maar moesten zich den jongeling laten welgevallen, dien hare ouders, of na dezer overlijden, hare broeders of verwanten haar oplegden. Ook bracht de vrouw geenen bruidschat aan den man, maar deze aan de vrouw. Deze bruidschat bestond gewoonlijk in een opgetuigd paard, een paar ossen, benevens een schild met framei en zwaard. Hierdoor kon de vrouw zich steeds het mannelijk bestuur herinneren, waaraan zij zich onderwierp en waarnaar zij luisteren moest, evenals een getoomd paard naar zijnen berijder; den arbeid, welken zij met haren man, tot onderhoud van het gezin te verrichten had, evenals een koppel ossen, die te zamen den ploeg trekken, en eindelijk het gevaar dat zij, zoowel als de genoegens, met hem te deelen had, zonder hem daarin te verlaten. Door het wapentuig, dat de vrouw dan ook gemeenlijk aan den bruidegom gaf, werd deze daarentegen herinnerd wat zijne roeping was, en wat zijne gezellin, die zich aan hem overgaf en toevertrouwde, van hem eischen en verwachten kon [1]. Eens de overeenkomst gesloten, had de trouwbelofte of ondertrouw plaats, hetgeen geschiedde met de verwisseling der ringen, waarna ten bepaalden dage de echt werd gevierd in 't *mallum* of gouwding, ten bijwezen der magen en vrienden van de verloofden.

's Anderdaags gaf de echtgenoot aan de vrouw een geschenk, geheeten *morgengave*, en kwamen bloedverwanten en vrienden haar insgelijks met geschenken vereeren. Zoohaast de vrouw die ontvangen had, werd heur haar gevlochten en opgebonden; van dan af begon hare taak van huisvrouw en bleef zij haren man in alles ondergeschikt.

[1] Van der Aa, *Aardrijkskundig woordenboek der Nederlanden*, I, algemeen overzigt, bl. 6.

Het schijnt niet dat vóor de invoering des christendoms onze Germaansche voorouders de trouwbeletselen kenden : immers nog in 534 zien wij Radwig, koning der Warners (een heidensche volksstam in Friesland), zijne schoonmoeder huwen, terwijl nog in de X[e] eeuw de bewoners van 't eiland Walcheren met hunne zuster, en ja met hunne eigene moeder trouwden [1]. Het gebeurde zelden dat de huwelijksplichten overtreden werden : wanneer dit bij de vrouw plaats had, onderging zij dan ook eene voorbeeldige bestraffing : de echtgenoot sneed haar de haarlokken af en joeg haar, in de tegenwoordigheid harer bloedverwanten, gansch naakt uit den huize, zonder er nog naar om te zien. De echtscheiding kon niet dan om zware redens, als overspel, onvruchtbaarheid der vrouw en onvermogen des mans, soms ook wel door den vrijen wil beider echtgenooten, worden uitgesproken. Het was zeldzaam dat de vrouw, weduwe geworden, een tweede huwelijk aanging.

Er waren drie, of liever vier standen bij de Germanen : de adel, de vrijgeborenen, de vrijgemaakten en de lijfeigenen. Het opperhoofd of de koning, die een zeer beperkt gezag uitoefende, werd uit den adel gekozen, en wel voornamelijk uit diegenen, welke door schranderheid, beleid en doorzicht boven anderen uitblonken. Zoodra de keuze gedaan was, werd de verkozene op een schild gezet en door uitgelezene jongelingen in de hoogte geheven. De daarop volgende oversten droegen den naam van hoofdrechters of opperhoofden; deze hadden, ieder in zijne landstreek, te beslissen over zaken van gewoon belang, terwijl de groote aangelegenheden werden verhandeld op landdagen of volksvergaderingen, waar ieder vrijgeborene spreken en stemmen mocht. Deze vergaderingen, welker bijwoning niet verplichtend was, werden in de opene lucht, bij nieuwe of volle maan, gehouden, en eindigden gewoonlijk met een gastmaal. Aan iederen der genoemde hoofdrechters werden, op dezelfde wijze, honderdmannen (*centenarii*) toegevoegd, die een rechtsgebied van minderen omvang hadden, hun tevens tot raden verstrekten en hunne verrich-

[1] Wagenaar, *Vaderlandsche historie*, I, 316.

tingen gezag bijzetteden. Deze laatsten dienden den opperhoofden in vredestijd tot luister, en in tijden van oorlog tot bescherming, want elk ijverde om het naast bij zijn opperhoofd te zijn en hem in manhaftigheid te evenaren, zoo niet te overtreffen.

De vrijgeborenen hadden, als de edelen, de uitgestrektste persoonlijke vrijheid en onafhankelijkheid; allen hadden gelijke rechten en gelijk stemrecht in de volksvergaderingen, behalve dat de edelen na den koning het woord voerden en de bestuurlijke ambten hun bij voorkeur werden opgedragen. Deze stand, die, evenals de edelen, geene belasting betaalde, maakte de aanzienlijkste macht der natie uit.

De vrijgemaakten waren zulken, die slaaf geweest waren en hunne vrijheid bekomen hadden, 't zij om bijzondere getrouwigheid of om eenige uitstekende daad in den krijg. Zij mochten geene getuigenis afleggen noch openbare ambten bedienen, en vormden alzoo eene klas tusschen de vrijen en de lijfeigenen, nagenoeg gelijk aan de *lidi* der Salische wet en aan de laten der middeleeuwen.

De slaven, of lijfeigenen, eindelijk, waren zonder rang in de samenleving. Alhoewel geheel en al in de macht hunner meesters, zonder wier toestemming zij zelfs niet mochten in den echt treden, waren zij echter niet, gelijk bij de Grieken en de Romeinen, aan ruwe mishandelingen blootgesteld. Zij verrichtten den huisdienst of het landwerk, bewoonden afzonderlijke hutten in de nabijheid van de hoeve hunner eigenaars en wisten voorts wat zij dezen in vergelding der hun overgelatene gronden, in koorn, vee of kleedingstukken, hadden op te brengen. Het waren derhalve geene slaven in den vollen zin van het woord, maar veeleer dienstbaren, aan hun kort gesneden haar en bijzondere kleeding van de vrijen en de vrijgemaakten te onderscheiden. Dusdanigen waren de kinderen der onvrijen; de krijgsgevangenen; degenen die door spel, hongersnood of andere ongelukken hunne vrijheid verloren hadden, alsmede dezulken, die hun verschuldigd weergeld niet konden betalen.

Gelijk men eenige regelen hooger gezien heeft, was de volksmacht bij de Germanen zeer uitgebreid. Dit uitvloeisel hunner

vrijheidszucht blonk vooral uit op de algemeene landdagen, waarop vrede en oorlog of andere belangrijke zaken aan het gemeen goedvinden onderworpen werden. Indien het gedane voorstel mishaagde, werd dit met algemeen gemor afgekeurd; behaagde het, dan werd zulks door het schudden der speren aangetoond. De door hen gekozene oversten hadden geen meerder gezag dan de onderdanen, maar moesten zich naar de meerderheid voegen; zelfs den koning werd geen meerder voorrecht toegekend dan hen ten oorlog te geleiden en hunne vergaderingen voor te zitten; zoodat hunne politieke inrichting, nagenoeg gelijkende aan die van Zwitserland, als de grondslag onzer hedendaagsche instellingen, beheerscht door het princiep der volkssouvereiniteit, mag worden aangemerkt.

Wij zien in de boeken van Cæsar en Tacitus dat de grondeigendom bij de Germanen door gansch andere wetten, als later ten onzent in voege gekomen, beheerd werd. Niemand van hen, zegt Cæsar, had vaste, bepaalde akkers, maar elk moest zich te vreden houden met hetgeen de kantonrechters jaarlijks onder de verschillige familiehoofden ter bebouwing aanwezen, indervoege dat dezelfde grond nooit gedurende twee achtereenvolgende jaren in iemands bezit bleef. De oorzaak van dit gebruik schrijft hij daaraan toe, dat men wilde beletten dat het volk, zich te veel aan het plaatselijke leven der landbouwers hechtende, zijnen oorlogsgeest zoude verliezen; dat de toenemende vergrooting eens grondeigendoms eindigen zou met de rijken machtig genoeg te maken om de armen te verdrukken, en dat de bezittingsgeest, tot eene noodlottige begeerlijkheid aanleiding gevende, twisten en oneenigheden zou doen ontstaan en het gevoel der gelijkheid vernietigen [1].

Naarmate een volksstam zich in eene onbewoonde landstreek kwam nederzetten, kreeg elk honderdtal familiën, waaruit de gemeente was samengesteld, een deel grond, dat in loten of kavels gesplitst, tusschen ieder van hen werd onderverdeeld. Deze loten waren min of meer beduidend, volgens het aanzien

[1] Cæsar, VI, 22.

en den rang der familiehoofden, welke ze, op hunne beurt, aan hunne dienstlieden of lijfeigenen afstonden, om door dezen, mits de hooger aangeduide vergelding, tot den vruchtenkweek te worden aangewend [1].

Het aldus verworven eigendomsrecht kon niet worden vervreemd dan met inachtneming van streng nageleefde bepalingen. Kwam de vader te sterven, zoo verviel zijne bezitting van rechtswege op den oudsten zoon of, indien hij geene mannelijke erfgenamen achterliet, op den naasten vaderlijken bloedverwant, want de vrouwen waren van alle bezitrecht uitgesloten. In vergoeding werden aan de andere zonen nieuwe loten in de gemeentegronden afgestaan, waardoor zij gelijke rechten in den Staat verkregen en bijgevolg gelijkelijk bedeeld werden[2]. Het opvolgingsrecht was in volkomene overeenstemming met de inrichting der familie; het had zijnen grondslag in het princiep dat de onroerende goederen om zoo te zeggen eene massa uitmaakten, welke toebehoorden aan de familie, als gerechtelijke gemeente beschouwd. Binnen zijn leven kon de bezitter dezer goederen er niet vrijlijk over beschikken; de bloedverwanten hadden het recht zich tegen de ontvreemdingen, die hij zonder hunne toestemming deed, te verzetten. Na zijne dood kwam het bezitrecht zich in den persoon van den erfgenaam vereenigen, met de rechten, die hem te voren, in zijne hoedanigheid van lid der familie, waren toegekend. Hij volgde den overledene op in zijne goederen, gelijk hij hem opvolgde in de plichten van bescherming en familiewraak, die er mede verbonden waren [3].

Het strafstelsel der Germanen was even weinig ingewikkeld en gansch in overeenkomst met hunne staatkundige inrichting. Alleen tegen de verraders, de overloopers, de lafaards en de eervergetenen, zegt Tacitus, werd de doodstraf uitgesproken; al de andere misdrijven en overtredingen werden slechts als persoonlijke beleedigingen aangezien, welker bestraffing men over-

[1] Tacitus, *Mor. Germ.*, cap. 26.

[2] Ph. Blommaert, *Aloude Geschiedenis der Belgen*, 180.

[3] Ganser, *Le droit coutumier* (Belg. jud., X, 150).

liet aan degenen, die in hunnen persoon of goederen waren te kort gedaan. Het was zelfs eene plicht voor iedereen het hem toegebrachte leed niet ongewroken te laten, gelijkmede voor elk lid der familie van den beleedigde het recht van wraakneming, dat men *faidha* noemde, uit te oefenen. Dat hier misbruiken uit sproten, is te begrijpen, en 't was dan ook om die te keer te gaan, dat de Germaansche wet op den duur een bevredigingstelsel invoerde, door de zaken van dien aard aan het oordeel der rechters te onderwerpen. Deze bepaalden derhalve het bedrag der boete, door den misdadige op te brengen, en waarvan de twee derden, of het eigenlijke weergeld, aan den verongelijkte of dezes familie, het overig derde aan den vorst of aan den staat toekwam.

De grootste misdaden, als doodslagen, brandstichtingen en diefstallen konden alzoo, gelijk de lichte beleedigingen, door het weergeld worden afgekocht, maar de verzoeningsprijs verschilde natuurlijk naar gelang van het misdrijf of de overtreding. Wanneer de boetplichtige niet voldoen kon, bleef er hem niets anders over dan met zijne vrouw en kinderen in dienstbaarheid te treden, of wel gebruik te maken van het hem toegestane voorrecht, de hem opgelegde plicht « van zijnen nek te schudden » en er zijne naastbestaanden mede te belasten. Dit zonderling gebruik, *chrenechruda* geheeten, en dat eerst in 595 door koning Childebert kon worden afgeschaft, bestond hierin : de veroordeelde riep zijne bloedverwanten bijeen, nam met de linkerhand een weinig aarde uit de vier hoeken zijns huizes, ging zich vervolgens op den drempel der woonst plaatsen, met het gelaat naar binnen gekeerd, en wierp de aarde over de schouders zijns naasten bloedverwants, die daardoor met de betaling van het weergeld belast bleef. Daarna ontkleedde hij zich tot op het hemd, sprong blootshoofds en barvoets, met eenen stok in de hand, over de haag, die zijn eigendom afsloot, na vóor twaalf getuigen te hebben gezworen dat hij boven of onder de aarde niets meer bezat, dan hij had aangeboden. Dit gedaan, kon hij voor de op hem drukkende boete niet meer vervolgd worden, tenware de verschillige leden zijner familie, op welke hij alzoo beurtelings de *chrenechruda* toepaste, niet betalen konden, in welk geval de boet-

plichtige, na viermaal door den klager te zijn aangemaand geweest, de doodstraf onderging [1].

Alhoewel heidenen, hechtten onze voorouders een groot belang aan hunne godsdienstige plechtigheden; zij oefenden die bij voorkeur op de heuvels en in het dichtste der wouden, aan bronnen of rivieren, en hadden een zeer hoog begrip van de godheid, welke zij, gelijk Tacitus ons leert, niet vatbaar geloofden om in tempels te worden opgesloten. Evenals hunne hutten was de offerplaats afgesloten door een gracht of paalwerk, en daar te midden, naar de oostzijde, stond het outer van steenen blokken, hetwelk doorgaans rond en bedekt was. Rondom deze plaats waren loofhutten van boomtakken met banken, waar men de godsdienstige feestmalen hield. Dat zij naderhand ook tempels bouwden, blijkt uit de levensbeschrijving van St. Elooi, waarin men vindt dat deze geloofsprediker, in Menapië gekomen, daar vele tempels vernielde : *fana nonnulla destruxit,* waar Thor, Woden en Freyr werden aanbeden.

Hunne godenleer was niet min uitgebreid en ingewikkeld als de mythologie der Grieken. Hun grootste god was *Woden*, bij Cæsar en andere Romeinsche schrijvers door *Mercurius* aangewezen, en, als de schepper van het heelal en het menschelijk geslacht, ook wel *Alfador, Alfadur, Alvader* genoemd. Daarop volgden *Thor*, de god des donders en der luchtgesteldheid, en *Freya,* Wodens echtgenoote, als de godin der liefde, des huwelijks en der vruchtbaarheid vereerd. Voorts hadden zij *Niord,* den god der winden, der zee en des vuurs; *Tyr* of *Dys*, in de *Edda* als de dapperste der goden, naast Woden, beschreven; *Bragi,* beroemd wegens zijne wijsheid en welsprekendheid; *Heimdallr,* ook de witte god genoemd, van wien men zegt dat de negende maand (November) hem is toegewijd; *Balder, Vidar, Loki* en meer andere goden, asen en asinen, die ieder de eene of andere deugd of hoedanigheid verpersoonlijkten. Ook wil men dat de nog tegenwoordig bij ons gebruikt wordende namen van de dagen der week aan de namen hunner godheden ontleend zijn. De twee eerste waren, namelijk,

[1] Schayes, *La Belgique et les Pays-Bas,* I, 238.

aan de Zon en de Maan, door hen mede als godheden vereerd, toegewijd; de derde werd naar Dijs, den dapperen strijdgod, genaamd; de vierde naar Woden; de vijfde naar Thor; de zesde naar Freyr of Freya, terwijl de laatste, naar men wil, zou afgeleid zijn van de Romeinsche godheid *Saturnus*, die ook bij de Kelten werd vereerd.

Het *Walhalla* was de plaats, waar de zielen der op 't slagveld gesneuvelden door zekere goddelijke maagden of witte vrouwen, Nornen en Walkuren geheeten, werden opgenomen : aldus eene soort van heldenhemel, in tegenstelling met *Helheim*, de onderaardsche verblijfplaats van de zielen der anders gestorvenen.

Boomen, waterpoelen en bronnen, ja tot koeien, paarden en vogelen werden door onze voorouders insgelijks vereerd; inzonderheid den eik, dit zinnebeeld van macht en grootheid, schreven zij eene geheimnisvolle kracht toe; zij beschouwden hem als den stamvader der menschen en des menschelijken geslachts, in wiens kruin zich de godheid bij voorkeur verborgen hield, en voor niets ter wereld zouden zij hunne bijl er hebben aangeslagen, zelfs dan, wanneer hij door ouderdom vergaan was of een storm hem had neergeveld.

Ter verrichting der godsdienstige plechtigheden had men priesters, zangers en priesteressen; de eerstgenoemden, met eene buitengewone macht bekleed en bijzonder invloedrijk, waren de offeraars bij gewone feesten en vergaderingen, raadpleegden de goden bij algemeene onheilen en landsrampen, bewaarden de onschendbaarheid der heilige wouden en offerplaatsen, hielden de orde in de volksvergaderingen en bij het leger en voerden de doodvonnissen uit. De zangers of *skalden* zongen den lof der goden, beurden door hunne liederen den strijdlust bij het volk op en maakten deel van den geestelijken stand; terwijl de priesteressen of *alrunen* niet alleenlijk profezeerden, maar ook de geneeskunde beoefenden. Eene dergelijke priesterin was *Velleda*, die in den krijg der Belgen tegen de Romeinen, onder Civilis, haren landgenooten heil en Romes ondergang voorspelde. — Wichelaars en waarzegsters bezaten ook grooten invloed, dewijl deze in alle belangrijke omstandigheden werden geraadpleegd.

De offers bestonden in alle slag van vee en gewassen, vooral paarden, ossen en stieren, welker vleesch gezoden en onder de gildegenooten (want de Germanen waren tot gezamenlijke offerande en wederzijdsche verdediging genootschappelijk vereenigd) werd uitgedeeld. Het bloed van het geslachte dier werd in bekkens of vaten verzameld, waarmede men den heiligen disch en het outer bestreek en de deelnemers besprengde. De eerste beker werd Woden toegedronken voor des konings zege en het landsheil; dan ter eer van Niord en Freya, voor den zegen over de vruchten der aarde en den vrede; de andere bekers, ter gedachtenis van beroemde helden of der afgestorvene bloedverwanten. De wijze, waarop onze Germaansche voorvaderen bij het offeren te werk gingen, was, zoo men ziet, eenvoudig en stichtend, en niet zoo wreed als bij de Gallen, die hunne offers op eene waarlijk onmenschelijke wijze ombrachten.[1] Het dient evenwel niet verzwegen te worden, dat groote misdadigers of gevangenen somtijds ook, tot bedaring van den toorn der goden, werden geslachtofferd.

Even eenvoudig doch indrukwekkend was hunne begravingswijze. Nadat het lijk gedurende drie dagen en drie nachten door magen en vrienden bewaakt, en de overledene door lofliederen was bezongen geworden, droeg men het naar de grafplaats, dichtbij het gewijde woud. Daar werd het lijk op eenen houtstapel tot assche verbrand en de asch in eenen aarden pot of lijkbus verzameld, welke men daarna met graszoden overdekte. Dit gedaan zijnde, hield men het doodenmaal en dronk de zoon *sin faders minne;* hoe meer daaraan medehielpen, hoe grooter eer den overledene bewezen werd. De lijkbrand had gewoonlijk plaats bij ondergaande zon, wanneer het tot weemoed stemmend tafereel der in rust zijgende natuur nog den indruk van het treurige tooneel kon vergrooten. Bij den lijkbrand van vorsten of andere aanzienlijken des geslachts verbrandde men ook de voorwerpen, die de afgestorvene meest had geliefkoosd, als zijn paard, den hond en soms den slaaf van den held. Weeklachten en tranen hielden spoedig bij hen op.

[1] Diodor. Sicul. lib. V.

Veelvuldig waren de plaatsen, waar de verbrande overblijfselen der overledenen aldus werden bijgezet. Die grafheuvelen (*tumuli*), zooals men er hier te lande thans nog verscheidene aantreft [1], waren gewoonlijk eenen halven tot vier voet hoog en hadden van 6 tot 20 schreden in den omvang. Nevens de gemelde asch- en beenderurnen werden somtijds kleinere geplaatst met spijs en drank voor de afgestorvenen, niet zelden ook met allerlei andere voorwerpen, als : metalen ringen, armbanden, halsversiersels en dergelijke.

Wij zegden hooger dat onze Germaansche voorouders ongemeen bijgeloovig waren. De antwoorden hunner waarzeggers werden als godspraken geëerbiedigd; men gaf acht op het geluid en het vliegen der vogelen en op het gehinnik van witte paarden, tot dat einde in eene afzonderlijke plaats gevoed. Zocht men den uitslag van eenen moeilijken oorlog te kennen, men liet eenen vreemden krijgsman met eenen eigen landgenoot in het strijdperk gaan en de uitslag werd als een voorteeken opgenomen. Het vuur kende men eene heilzame kracht toe; zelfs de rook had een wonderbaar vermogen, terwijl de asch met de handen weggedragen en op de akkers gestrooid werd, in de hoop van eenen goeden oogst te bekomen.

Ondertusschen geloofde men vrij algemeen aan een opperwezen en aan zijne alomtegenwoordigheid; men verwachtte een onsterfelijk leven in Wodens paleis, het prachtige Walhalla, waar de zaligen oud bier zouden drinken uit de schedels der verslagene vijanden, hetgeen ons de twee groote trekken van den aard der Germanen te kennen geeft : eene voortreffelijke gave — de dapperheid; eene groote ondeugd — de dronkenschap.

Aangaande hunne godsdienstige feesten is 't een opgemerkt feit, dat die tevens als volksvermaken waren ingericht. Die feesten hadden vooral den eerdienst der natuur tot grondslag en de jaargetijden speelden daarin de hoofdrol. Dusdanig waren de vier groote jaarlijksche feesten of offerdagen onzer voorouders, welke

[1] Namelijk in de omstreken van Ronse, te Roeselare, St.-Denijs-Westrem, Merendre, Melle, Dikkelvenne, Mespelare, Waasmunster, Baasrode, Astene (in Vlaanderen), te Rethy, bij Postel (Antwerpen), te Saventhem (Brabant), te Ampvin, Avesnes (Luik) enz.

nog heden ten dage omtrent dezelfde tijdstippen, doch onder andere benamingen en met andere strekkingen, gevierd worden. De eerste dezer plechtigheden, het Joel-of Midwinterfeest genaamd, was verreweg de belangrijkste en ingesteld ter verheerlijking der nieuwe zon, waarbij de goden op de aarde neerdaalden om den menschen heil en vreugde aan te brengen. Zij ving aan wanneer de zon, aan den zuiderkeerkring gekomen, hare terugreis tot ons schijnt te hernemen, dus in den nacht van den 21 December, waarmede de eerste maand des jaars begon en een nieuw licht en leven opging. Dit feest, dat bij de invoering van 't Christendom in 't Kerstfeest overging, duurde twaalf dagen en werd op de luidruchtigste wijze, onder zingen, spelen en drinken, bij nachtelijke vreugdevuren en feestmalen gevierd. Den dertienden dag werd het gesloten, en die dag werd daarom Dertiendag genoemd, zooals nog heden in vele streken Driekoningendag, de dertiende dag na Kerstdag, Dertiendag wordt geheeten. Gedurende het Joelfeest werd alle grof werk opgeschorst; de misdadigers waren alsdan voor de vervolgingen des gerechts bevrijd, en alle twist of gevecht werd uitgesteld. Men bracht zijnen vrienden bezoeken, deed elkaar geschenken, en zoo men met iemand in oneenigheid had geleefd, men poogde zich weder te verzoenen.

Het tweede groote feest, dat gevierd werd bij de lenteëvening en met den voornaamsten der algemeene landdagen samenviel, droeg den naam van het Oosterfeest. Dan voerde men het beeld des doods of des winters naar den vloed of de grens van de gouw en bracht het sierlijk gehulde beeld der herlevende natuur jubelend in de plaats.

Het derde, dat Midzomerfeest werd geheeten, viel op het tijdstip dat de zon haar hoogste standpunt aan den hemel bereikt, dit is rond 20 Juni. Dien dag, evenals op het Oosterfeest, werd het *Noodvuur* aangestoken, ter herinnering aan den dood van Balder en den wereldbrand.

Het vierde der groote jaarlijksche feesten, eindelijk, had plaats bij de herfstevening en droeg den naam van het Oogstfeest.

De Germanen voerden ook in plechtige optochten hunne goden door de gouwen rond, opdat ze hun eenen rijken oogst zouden

schenken en andere gunsten en voordeelen aanbrengen. Dit geschiedde op den gewijden wagen, die overdekt was met een kleed en voortgetrokken werd door witte paarden, of somtijds door koeien, als 't symbool der vruchtbaarheid.

Een onmisbaar vermaak bij de Germaansche feesten was 't dansen om vuren en 't springen door of over de vlammen; ook hadden zij hunne schouwspelen, doch maar van éene soort, te weten den zwaardendans : naakte jongelingen wierpen zich met eenen sprong tusschen zwaarden en dreigende frameeën, en hadden van die oefening eene kunst gemaakt, welke met bevalligheid gepaard ging. [1] Dat zwaarddansen, gelijk wij verder zullen zien, bleef tot het einde der middeleeuwen, ja in Vlaanderen tot aan onzen tijd nog in den smaak, al sprong men niet meer naakt en op 't einde door stokken of houten zwaarden.

Onder de andere spelen, die tot lichaamsbeweging en tijdverdrijf strekten, waren het steenwerpen, 't spiesslingeren en 't springen de meest geliefkoosde, en de vrouwen vermaakten er zich mede zoowel als de mannen. Koningin Brunchilde, in 't Nevelingenlied, was in die spelen zoo behendig, dat zij geenen vorst tot echtgenoot begeerde, of hij moest haar daarin overtreffen. Nog hadden de Germanen de bolspelen, wedloopen en 't klimmen, ongelukkiglijk, zoo wij zegden, ook het dobbelspel, waarbij zij zelfs, als alles verspeeld was, hunnen eigenen persoon op het spel zetteden.

Om nu deze schets van de zeden en gewoonten, het huiselijk en openbaar leven onzer Germaansche voorouders te volledigen, hoeven wij er nog eenige woorden bij te voegen in verband met het hoofdzakelijkste deel dezer verhandeling : hunne landbouwkennis en hunne handels- en nijverheidsbetrekkingen.

Dat, in de eerste tijden hunner bezetting van onzen grond, de Germanen zich niet, gelijk hunne voorgangers de Kelten, op den akkerbouw toelegden, is een punt dat ons door de oude schrijvers te wel is bewezen, om het te mogen in twijfel trekken. Om hen echter, gelijk men gedaan heeft, af te schetsen als geenen landbouw drijvende, of ten minste als zich daar weinig mede ophou-

[1] Tacitus, *Mor. Germ.*, cap. 24.

dende, zouden wij gegronde redens moeten hebben om de getuigenis der ouden tegen te spreken. Inderdaad wij lezen bij Cæsar, dat de Belgen zich in onze gewesten nederzettende, daartoe waren aangelokt door de vruchtbaarheid van den bodem : *propter loci fertilitatem,* en toen Titurius en Cotta hunne legioenen in de gouwen der Menapiërs leidden, wordt er gezeid dat zij de korenvelden verwoestten, terwijl dezelfde Cæsar verhaalt dat hij, het overrijnsche Germanië ontvluchtende, waar zijn leger gebrek aan levensmiddelen zou gehad hebben, zijne troepen op de vruchtbare velden der Eburonen en Nerviërs terugbracht.

Een ander geloofwaardig schrijver, Plinius, na gemeld te hebben hoe zij hunne korenlanden bewerkten, voegt er bij dat de Trevieren, toen hun koren in eenen buitengewoon strengen winter door de geweldige koude bevrozen was, hunne landen in de maand Maart opnieuw bezaaiden en aldus eenen zeer rijken oogst bekwamen. Eindelijk Cerealis, zooals Tacitus schrijft, noemt ditzelfde land, en *Gallia Belgica* in 't algemeen, *fœcundis simum solum;* bewijzen genoeg, meenen wij, dat de velden van Vlaanderen, Brabant, Limburg, Henegouw en Luxemburg, hoewel doorsneden door uitgestrekte bosschen en moerassen, voor een groot deel door de bebouwing waren vruchtbaar gemaakt.

Wij willen aannemen dat de landbouw toen echter nog maar in zijne kindsheid was : de aangehaalde oude schrijvers bewijzen het; doch waar rogge, garst, haver, vlas, boekweit en meer andere veldvruchten groeiden en een aanzienlijke veestapel de voornaamste rijkdom der natie uitmaakte, zulk land, neen, kan niet worden voorgesteld als eene wildernis, en de verschillige volksstammen, die er, onder de schaduwe der vrijheid, hunnen zetel hadden opgeslagen, kunnen geene barbaren geweest zijn.

Onder de hooger genoemde volkeren van den Germaanschen stam, die in Cæsar's tijd België bewoonden, waren de Menapiërs de meest beschaafden, en degenen die een min zwervend leven leidden. Alhoewel in een bij uitstek ongunstig oord gevestigd bebouwden zij hunne velden met zorg en kunde en hadden geleerd het slijk en de mergel der rivieren met het dorre zand van duin of heide tot meerdere vruchtbaarmaking te vermengen. Zij gingen

uit op de jacht en op de vischvangst en verzorgden eene aanzienlijke ganzen- en veeteelt. De ganzen zonden zij met geheele kudden naar Rome, alwaar die, evenals het rund- en varkenvleesch, dat zij bijzonder smakelijk wisten te bereiden en te rooken, als lekkernijen gezocht werden. Zij dreven handel met de bevolking der kusten van Groot-Brittanië, en bezigden daartoe schepen, getimmerd van eiken balken, die door groote ijzeren nagels waren bevestigd en voorzien van ankers, kettingen en zeilen, — deze laaste gemaakt uit goed bereide, slappe dierenvellen. De vrouwen sponnen de wol der schapen, weefden laken, vervaardigden de kleederen en voorzagen in de huiselijke behoeften.

De Nerviërs, daarentegen, bemoeiden zich zooveel niet met den landbouw en dreven in het geheel geenen koophandel; zij gedoogden zelfs op hun grondgebied de tegenwoordigheid niet van vreemde kooplieden, uit vrees dat de wijn en de pracht hunne krijgers zouden bederven en verweekelijken.

Ten opzichte der geheele natie was de nijverheid nog in hare wieg en bepaalde zich bij het maken der voorwerpen van allereerste noodzakelijkheid. De vervaardiging hunner wapenen, van hunne nog onvolmaakte landbouwwerktuigen, van grove stoffen voor hunne kleeding en van wat huisgerief, waaronder grof pottenwerk, eenige gelijkenis aanbiedende met dat wat ons van hunne voorgangers, de Kelten, is overgebleven, ziedaar waarin, vóor de Romeinsche overheersching, de nijverheidsvlijt der Germaansche Belgen bestond, terwijl, wat hunnen koophandel betreft, buiten dengenen, dien wij hiervoren hebben geschetst van de Menapiërs en de Morienen, deze zich insgelijks bepaalde bij de eerste levensnoodwendigheden, althans ons niet genoegzaam bekend om er meer, dan wij hier doen, over uit te weiden.

§ 4. — *België onder de Romeinsche overheersching; — onder de Franken. — Invoering des Christendoms.*

De in de voorgaande bladzijden geschetste zeden en gebruiken onzer Germaansche voorouders bleven voor het grootste deel in zwang onder en zelfs nog na de heerschappij der Romeinen, die België, gelijk men weet, eene halve eeuw vóor de tegenwoordige tijdrekening veroverd en in eene Romeinsche provincie hervormd hadden. De pogingen van keizer Augustus en zijne opvolgers om deze gewesten geheel en al op zijn Romeinsch in te richten, stuitten op de diep gewortelde gehechtheid hunner bewoners aan alles, wat hun eigendommelijk was, en hadden alleenlijk voor gevolg hen in zekere mate te bedwingen, zonder de aloude zucht naar vrijheid en zelfstandigheid in hunne ziel te versmachten.

De meeste schrijvers zijn het op dit punt volkomen eens, dat de Romeinsche beschaving hier te lande weinig of niet doordrong; ten hoogste schijnt zij haren invloed meer of min te hebben doen gevoelen in de groote centrums der bevolking, als te Trier, te Bavai, te Doornik en te Tongeren, gelijkmede misschien in het oostelijk en zuidelijk gedeelte des lands, alwaar de bewoners met de er zich nedergezet hebbende Romeinen in aanraking kwamen en dezer meer gevorderde beschaafde levenswijze van lieverlede zullen hebben aangenomen; overal elders, zoowel ten noorden als in 't westen van België ondergingen de voorouderlijke zeden schier geene verandering en bleef de Germaansche volksgeest zijn eigenaardig karakter behouden.

De aardrijkskundige Strabo, die omtrent 70 jaren na de verovering van Gallië schreef, schildert de Belgen nog onder dezelfde trekken af als de groote Romeinsche veldheer-geschiedschrijver. In Tacitus, die eene halve eeuw na Strabo leefde en in wiens keurige geschiedenis zooveel merkwaardige bijzonderheden over Belgisch Gallië en zijne bewoners voorkomen, treft men slechts eene enkele plaats aan, waar van het toenmalig bijzonder leven der Belgen wordt gewag gemaakt, dáar, namelijk, waar bij

van den Germaanschen oorsprong der Nerviërs en Trevieren sprekende, te kennen geeft dat het woest karakter en de ruwheid van de zeden der voorouders nog bij de afstammelingen, althans voor een gedeelte, wordt teruggevonden.

En dit is niet te verwonderen, wanneer men, met de eventijdige schrijvers in de hand, eenen blik werpt op de geheele Belgische landstreek, welke slechts eeuwen na den val van het Romeinsche rijk, ten gevolge van gansch andere oorzaken dan de macht der wapenen, van uitzicht begon te veranderen. STRABO en PLINIUS, en na hen DIO CASSIUS, schilderen Vlaanderen af als een armoedig, onvruchtbaar en verlaten gewest, gehuld in nooit opklarende nevelen en koude, onvoorzien van groote volkrijke steden en vlekken, met hier en daar wat ellendige hutten in heide en moeras, waar de jager, de herder, de visscher of de landbouwer zich zeker over geen benijdenswaardig lot verheugen mocht. Nog in de IVe eeuw hing de H. Paulijn geen ander tafereel op van Menapië; tweemaal daags bedekten de zeegolven de lage vlakte tot verre in het land, zoodat de bewoners dier streek telkens genoodzaakt waren zich op hoogten, door de natuur of menschenhanden gevormd, te beschutten. Het oude land der Nerviërs vertoonde gedurende de geheele Romeinsche overheersching éene woeste, moerassige landstreek, met hier en daar eenige openliggende bouwlanden in de nabijheid der rivieren, terwijl Taxandria en omstreken bijna éene heivlakte uitmaakte en het overige des Belgischen bodems schier geheel en al door het Koolwoud (*Silva carbonaria*) was bedekt.

De staatkundige inrichting en de maatschappelijke toestand der bevolking werden, het is waar, merkelijk gewijzigd. Niet alleen legden de overheerschers de hand op eene groote uitgestrektheid landerijen, de beste welke zij maar konden aantreffen, en die zij ten voordeele van den Staat verhuurden, of ter belooning van bewezene diensten aan hunne vrienden en beambten wegschonken; niet alleen werd de bloem der jongelingschap bij de Romeinsche legers ingelijfd en kwam de lijfeigenschap, onder den vorm eener wezenlijke slavernij, tot stand; maar geheel 't inwendige bestuur, de ziel der natie, werd op vreemden leest geschoeid,

ongeminderd een gansch hatelijk stelsel van belastingen, welke tot onderhoud der legers en bezoldiging der talrijke bedienden moesten worden opgebracht.

Deze belastingen bestonden vooreerst uit het hoofdgeld, of de schatting op de ingezetenen ten voordeele van den keizer, van welke alleen de onderjarigen en, naar 't schijnt, ook de ouderlingen waren vrijgesteld. Dit hoofdgeld, door den veroveraar van Gallië het eerst in voege gebracht, beliep onder het stadhouderschap van Julianus tot niet min dan 26 goudstukken per persoon, hetgeen in hedendaagsche geldwaarde op ongeveer 300 franken neerkomt. Vervolgens had men den grondlast, of *jugeratio*, die volgens een nauwkeurig kadaster in ieder gewest geregeld was en gelicht werd op al de landen zonder onderscheid, zelfs op die welke door den Staat waren verpacht, deze laatste voor den jaarlijkschen cijns van het tiende deel der veldvruchten, van het vijfde deel der boomen en van eenen gestelden prijs voor iederen kop van groot of klein vee in de weilandstreken. Waar noch geld noch bouwland was, gelijk bij de Friezen, werd de tol gesteld op het vee en betaalde men met ossenhuiden. Doch nog drukkender belastingen waren die op het zout en de verschillige eet- en koopwaren, op de erfgoederen, op de beroepen en ambachten, in één woord op alles wat eenige waarde had of arbeid vertegenwoordigde. Alle vreemde waren moesten inkomende rechten geven, welke soms tot het achtste der gansche waarde klommen : al de grenzen, al de rivieren, al de groote banen waren bezet met tollenaars. Voor de eetwaren, op de openbare markten gebracht, betaalde men soms den honderdsten, soms den veertigsten penning; de soldaten alleen waren daar vrij van, voor zooveel echter zij niet méér kochten dan voor hun gebruik noodig was. Men voege daarbij de rechten op nalatenschappen en de ergiften (5 ten honderd), het vijf en twintigste gedeelte der koopsom van iederen slaaf en het honderdste voor alle andere verkochte goederen — dit alles uitwijzens een tarief, voor de overwonnene provinciën in Gallië vastgesteld [1], en men zal zich een gedacht kunnen vormen van

[1] Des Roches, *Hist. ancienne des Pays-Bas*, II, 299-302.

het ontzaglijk inkomen der Romeinsche schatkist, ten nadeele onzer bevolking, en van de gegrondheid der klachten, welke een dergelijk regeeringstelsel, gegrondvest op het recht van den sterke, uit den schoot der verdrukten deed opstijgen.

Van eenen anderen kant, wij zouden ongelijk hebben het niet te bekennen, voerden de Romeinen hier verscheidene werken van openbaar nut uit, welke het algemeen uitzicht des lands eenigerwijze verbeterden. Zoo rezen er in talrijke plaatsen, versterkte posten en *villas* op, betrokken door Romeinsche veldoversten en bestuurders, en legden deze, het land door, groote en gemakkelijke wegen aan, in verbinding met de volkrijkste steden en vlekken, die van lieverlede opkwamen — het eenig wezenlijk beschavingselement, zegt een schrijver [1], door hen ten onzent, al was 't ook meest maar met een krijgskundig doel, ingevoerd.

Daarenboven bewezen de keizers, met het oog de onder hun gebied staande volkeren aan de vreemde meesterschap te gewennen, wel hier en daar eenige persoonlijke voordeelen, door onder andere aan de voornaamste familiën het Roomsch burgerschap te verleenen, met het recht van openbare ambten te mogen bekleeden, — eene gunst, welke zij zóo vrijgevig, daar ze hun niets kostte, uitdeelden, dat omtrent het midden der eerste eeuw, onder keizer Claudius, al de vrije inwoners van Gallië dit burgerschap bekomen hadden.

Ook schijnt de Romeinsche overheersching onzen landbouw niet ongunstig te zijn geweest; het gebruik van den ploeg, den vlegel en de pik, dat zij mogelijk van de Kelten hadden geleerd, werd door hen, misschien met eenige verbetering, voortgezet. In westelijk Europa, en bepaaldelijk in ons vaderland ook, schijnen de voornaamste woorden op landbouw en veeteelt betrekking hebbende aan de taal der Romeinen ontleend, het zij deze wezenlijk die voorwerpen hebben ingevoerd, het zij ze, die aantreffende bij de Gallen, zulke benamingen gegeven hebben [2]. Zoo werd

[1] L. Hymans, *Hist. populaire de la Belgique*, bl. 21.

[2] Grimm (*Geschichte der Deutschen Sprache*, I, S. 15 ff., 28 ff., 53-70), bewijst dat er vroeger echt Germaansche bewoordingen voor landbouw en veeteelt in gebruik waren: « Pflügen und malen (zegt hij) haben Deutsche und

het Latijnsche *ager* tot onzen *akker;* zoo hoort men 't Romeinsche *satum* in ons *zaad;* de *furca* der Romeinen werd onze *hooivork;* hun *jugum* ons *juk;* 't oude *vannus* klinkt nog weer in ons *wan;* van 't *flagellum* der ouden maakte men ons *dorschvlegel*, van hun *secula* onze *sikkel*, en van hun *spatha* onze *spade*. « Zoo ook, merkt Koenen aan, schijnen de Westersche benamingen van *graan* (*granum*), *wikken* (*vicia*), *kool* (*caulis*) en andere voortbrengselen van onzen land- en tuinbouw, met de kunst van die te kweeken, tot de nieuwere volkeren te zijn overgekomen. »

De teelt der tarwe en eenige andere gewassen werd hier zoo goed verzorgd, zegt ergens een schrijver, dat, twee eeuwen na de verovering, onze landbouw geene mindere achting genoot dan die van Italië. Geheel Gallië, volgens de getuigenis van Strabo, bracht eene aanzienlijke hoeveelheid tarwe, gerst en eikelen op en was heinde en ver om zijnen veekweek bekend. De vlasteelt werd niet minder op prijs gesteld en maakte van dan af een der bijzonderste bestanddeelen uit van den nationalen rijkdom. Ook verscheidene nieuwe soorten van tuinvruchten en fruitboomen werden onder de Romeinen hier uit vreemde streken overgeplant, terwijl men bij Plinius gewag gemaakt vindt van den plataan, die vooral gekweekt werd bij de Morienen, en er zelfs reeds ten tijde van Augustus pogingen werden aangewend om hier den wijngaard te doen wortel schieten.

Deze uitbreiding van den landbouw moet echter niet in te hoogen zin worden opgenomen. De uitdelgingsoorlog, door Cæsar ondernomen, had het land een groot deel zijner bevolking doen verliezen, tot zooverre dat zijn opvolger de geheele verlatene streek tusschen Maas en Rijn ter wederbevolking aan andere Duitsche volksstammen afstond, hetgeen later opzichtens andere gedeelten van België, ten voordeele van Romeinen, meest uitgediende soldaten, plaats had. Ook mag deze colonisatie der vruchtbare streken onzes vaderlands door de Romeinen als een

Slaven weder von einander noch von Römern und Griechen erlernt, aber neue Arten des Getraides, volkommnere Weisen der Ackerbestellung mögen durch Mittheilung dahin und dorthin, früher oder später, verbreitet worden sein. »

hunner grootste werken worden beschouwd, welke op de ontwikkeling onzer bevolking en ja, voor de beschaving, niet zonder invloed gebleven zijn. Doch de eigenlijk gezegde klas der landbouwers had er niet het minste voordeel bij; immers, met het verlies hunner onafhankelijkheid en de berooving van wat hun rechtmatig had toebehoord, al bestond dit slechts uit het onontbeerlijke om door de wereld te geraken, waren de oude bewoners des lands, die niet tot de begunstigden behoorden, werktuigen geworden in de handen hunner nieuwe meesters, oprechte slaven, wier taak het was den grond, aan welken zij om zoo te zeggen waren vastgekluisterd en die met hen werd verkocht, voor hunnen arbeid te bevruchten, zonder voor al hun zwoegen en zweet eenige aanspraak op belooning te mogen doen gelden. Van de vreemde meesters toch was geene lotsverzachting te verhopen. Zegde de Romeinsche wet niet: « *Non tam vilis quam nullus* » — de slaaf is zelfs niet *vil*, hij is niets? Nu, dit beginsel was enkel de bekrachtiging van den tijdgeest, uitgedrukt in de schriften van de wijssten en vroomsten der oudheid. Aristoteles leerde immers dat er vrije menschen waren, en schepselen, voor welke het nuttig en rechtvaardig is in slaafschheid te leven, daar deze maar van de dieren verschillen door het begrip, dat zij bezitten, van 't verstand bij de vrije mannen, zonder voor hen zelven daarvan 't gebruik te hebben. Cato, de deugdzaamste man der oudheid, raadde aan, de oude slaven, gelijk een oud paard, te verkoopen, en Plato zelf, die verhevene denker, schreef dat de slavernij door God gevestigd was, terwijl de dichter Lucanus, in een bekend vers uitriep: « Het menschelijk geslacht is gemaakt voor enkele mannen! » — Met dergelijke begrippen in eene machtig ingerichte maatschappij, konden, eilaas! de overwonnenne en dienstbaar gemaakte volkeren geene hoop hebben op verzachting van hun lot, en zij lieten dan ook geene pogingen onbeproefd om het dwangjuk van zich af te schudden, getuigen de onlusten, door Julius Florus, een Trierenaar, onder keizer Tiberius verwekt, en bijzonderlijk de opstand der slaven, laten en cijnsplichtige landbouwers in 't midden van Gallië, welke door het onderdrukkend bestuur der Romeinsche machthebbers getergd,

de hoofden te zamen staken en, onder den naam van Bagauden, in dorpen en steden eene ijselijke verwoesting aanrichtten.

Doch, evenals alle menschelijke instellingen, begon het reuzengebouw der Romeinsche overmacht weldra op zijne grondvesten te wankelen om al spoedig in duigen te storten. Met de derde eeuw onzer jaartelling geraakte geheel Europa in eenen bajert van verwarring door de invallen der Barbaren. Ontelbare zwermen van woeste volken, uit het noordwesten van Azië afgezakt, vielen als een stortvloed op Europa neder, alles op hunnen doortocht verwoestende en verdelgende. Alom vernielden zij de gedenkstukken van kunst en wetenschap, alom werden de oude bewoners of uitgeroeid of verdrongen, en de overblijfselen versmolten onder de overwinnaars. De stad Rome zelve viel in de handen der Barbaren, en toen tegen het einde der V^e eeuw deze geduchte omwenteling voltooid was, bleef er van het ontzagwekkend Romeinsche rijk nog slechts eene schaduwe over.

Ook in ons vaderland had er intusschen een geheele omkeer in de bestaande orde van zaken plaats gegrepen. De gelegenheid te baat nemende, welke de verzwakking van Rome zoo gelukkig aanbood, hadden een groot getal Duitsche en Kimbersche volksstammen, in de geschiedenis bekend onder den naam van Franken, een verbond aangegaan om het juk der Romeinsche overheersching af te schudden. Zij toefden niet hunne verdrukte broeders in Gallië ter hulp te snellen en bezit nemende van den grond, die voortaan hun nieuw vaderland bleef, mochten zij er in gelukken den gemeenen vijand uit zijne bezittingen te jagen.

De vestiging van het rijk der Franken, dat nu begon, kon niet anders dan door de inboorlingen met vreugd en hoop op eene betere toekomst onthaald worden; immers de eenen zoowel als de anderen waren van hetzelfde bloed, loten van denzelfden Germaanschen stam, met dezelfde neigingen, zeden en gewoonten, en het viel derhalve het nieuwe bewind gemakkelijk zijne heerschappij over deze gewesten als eene weldaad te doen beschouwen.

Het ligt in ons bestek niet, hier de staatkundige hervorming te doen kennen, welke de opneming van ons land in het Frankische

rijk voor gevolg had. Deze had overigens een gansch Germaansch karakter, gegrond op den geest van vereeniging en wederzijdsche bescherming, die de Germaansche volkeren zoo in het oog loopend kenmerkt, en had voor bijzonder uitwerksel op eene bijna volledige wijze de slavernij te vernietigen, op den voet, zooals zij door de Romeinsche wetgeving was ingevoerd geworden. Men zag zelfs welhaast onder dit nieuw beheer de landbouwklassen een deel van den politieken invloed herwinnen, dien zij op een ander tijdstip bezeten hadden, en eene meer of min overwichtige rol spelen in de gebeurtenissen, die alsdan voorvielen.

Waren niet al de leden der natie onder de Franken gelijk, hunne maatschappelijke inrichting toch draagt de sporen van eenen zekeren democratischen geest en huldigde het princiep der volkssouvereineteit, waardoor het gezag des konings aan streng bepaalde rechten en plichten onderworpen was. Evenals onder de Germanen vóor de Romeinsche overheersching had ieder gewest of kanton (*pagus*) zijne bestuurders, gekozen door de vrijen of stemgerechtigden, en welke de zoogenoemde rechtbanken der *rachimburgi* uitmaakten, voorgezeten door eenen overste, met den titel van graaf (*comes*), als vertegenwoordiger des konings, en die door dezen naar willekeur mocht worden afgezet. De uitoefening der rechterlijke en burgerlijke justitie was aan de zorgen dezer bestuurders opgedragen, terwijl er ook, als bij de Germanen, algemeene volksvergaderingen bestonden, waarop alles, wat tot nut en voordeel des lands strekte, verhandeld werd.

De invoering der Salische wet [1], die de Nederduitsche Franken of Saliërs beheerde, droeg er niet weinig toe bij om de uitoefe-

[1] De Salische wet dagteekent van vóor de bekeering der Franken tot het Christendom, vermoedelijk tijdens de regeering van Clovis. Naar de meeste waarschijnlijkheid werd zij opgesteld in Brabant, waar de eerste Salische Franken woonden, en zoo was België niet alleen de wieg der Frankische monarchie, maar ook de bakermat hunner nationale wetgeving. Deze wet draagt de sporen eener ontkiemende beschaving bij een volk, dat nog maar weinige wetten bezat. De crimineele strafbepalingen zijn er overheerschend : GUIZOT telt er 343 zulker artikels in, en enkel 65 nopens andere onderwerpen. Het eigenlijk burgerlijk recht was bij de Franken nog in de wieg. Uitwijzens

ning der justitie, en in het algemeen de maatschappelijke rechten der bevolking, op vaste grondslagen te vestigen, gelijk de nieuwe inrichting tevens het bezitrecht des grondeigendoms regelde, totdan toe bij de Germanen verwaarloosd, zoo niet verstooten gebleven.

Er waren drie soorten van grondgoederen bij de Franken : de *allodiale*, of onafhankelijke goederen, de *beneficiaire* en de *cijnsbare* goederen.

De allodiale eigendom, die uitsluitelijk in handen der grooten was en het volkomen beschikkingsrecht over grond en bodem, met het hooge en lage gerecht over de er op wonenden begreep, kon alleen, als nauw met het landsbestuur verbonden en tot den krijgsdienst verplichtende, den vrijen in den Staat toebehooren en mocht door den bezitter verkocht of op alle andere wijze vervreemd worden, zonder de toestemming van eenigen overheer te moeten inroepen. De vrouwen waren van het bezitrecht zulker gronden uitgesloten.

De beneficiaire landgoederen, welke later onder den vorm van leenen overgingen, waren zulke, die door den vorst, ter belooning zijner getrouwen, werden weggeschonken, en keerden gewoonlijk na den dood des begiftigden tot de kroon terug, hierin gelijk met de ambten en waardigheden, welke onder dezelfde voorwaarden, dit is onder den titel van benefice, werden uitgegeven.

De cijnsbare gronden, eindelijk, waren landerijen, welke de groote grondeigenaars aan de lijfeigenen of ook wel aan landbouwers, die vrij waren, tegen zekere lasten en verplichtingen ten titel van cijns afstonden. De houders van zulke gronden, welke de groote klas der landbewerkers vormden, noemde men *laten* of *gasten*, in 't Latijn *hospites*. Sommigen hunner moesten de helft der vruchten van hunnen akkerbouw afstaan; anderen hadden een schaap, een varken, een hoen, een dozijn eieren, een brood of

de korte inleiding dier wet blijkt, dat de Salische wet door het volk zelf werd opgesteld, en namelijk door hunne rechters (*proceres*), die er zich minder op toelegden een eigenlijk wetboek samen te brengen, behelzende al de deelen van het recht, in eene logische orde, dan wel de bestaande oude costumen na elkander te schrift te stellen.

andere voorwerpen van dien aard te leveren; eenigen stonden ten karweidienste, moesten spitten, maaien, voeren; het meerendeel echter waren slechts gehouden tot de betaling van eenen geringen jaarcijns, die van lieverlede, naarmate de waarde van het geld verminderde, onbeduidend werd [1]. De betaling geschiedde gewoonlijk tweemaal 's jaars: in de lente en in den herfst, tenzelfden tijde als de groote volksvergaderingen, wanneer den vorst, naar oud landsgebruik, geschenken werden aangebracht [2].

De zoo even vermelde uitgiften van beneficiën en grondvereijnzingen werkten gunstig op den landbouw en hadden de vermeerdering der hoeven (*mansi*) voor gevolg, welke in *mansi ingenuiles* en *mansi serviles* bestonden en over 't algemeen twaalf bunder gronds bevatten, toereikend om eenen ploeg met twee tot vier ossen of evenveel paarden aan den gang te houden. De gewone manse der Frankische soldaten (*mansus ingenuis*) bestond uit eene woning, eene schuur, stallingen en andere gebouwen, in de oude oorkonden bekend onder den naam van *castica*, en met de omliggende landerijen binnen hagen en grachten, gelijk bij de Germanen, besloten. Er waren evenwel ook hoeven van mindere uitgestrektheid, ten gebruike der onderhoorigen van den grondbezitter, en welke uit dien hoofde dan ook minder dan de andere in de rijksschattingen, die weldra in voege kwamen, werden aangeslagen. Deze landbouwgebruiken hadden gewoonlijk zes bunder grootte en stonden in de nabijheid der *mansus dominicatus*, de woning, het hof (*curtis*, *aula*, ook de *zaal*, *vroonhof*, *dinghof* genaamd) des landsheeren, die na verloop van tijd zijne bezittingen op eene aanzienlijke wijze zag aangroeien.

Ongelukkiglijk voor den landbouwenden stand, was deze vermeerdering van den rijkdom der grooten de oorzaak, dat zij tot een wezenlijk misbruik van gezag werd aangewend. Nog was de herinnering aan den grooten Clovis, den grondlegger der

[1] A. de Vlaminck, *De stad en de heerlijkheid van Dendermonde*, in de *Gedenkschriften van den Oudheidkundigen Kring der stad en des voormaligen Lands van Dendermonde*, IV, 19.

[2] Blommaert, *Aloude Geschiedenis der Belgen*, bl. 184.

Frankische monarchie, niet uitgestorven, of het land werd in verschillige burgeroorlogen gewikkeld, die 't in zijnen zoo heilzaam begonnen vooruitgang tegenhielden en 't bestuur met verlamming sloegen. Hiervan gebruik makende, eigenden de heeren zich met eene weergalooze onbeschaamdheid allerlei rechten en voorrechten aan, welke de regeering, die met hen had te rekenen, scheen te gedoogen, althans niet bij machte was hun te ontnemen. Schier overal werden de veldbewoners door de rijke grondeigenaars ongestraft beleedigd en verstooten, met belastingen gekwollen en ten onder gebracht, zoodat het arme landvolk, door zijne wettige beschermers verlaten, op den duur geene de minste rechten noch vrijheden meer bezat en, met de berooving zijner zuurgewonnen have, welhaast voorgoed in de ketenen der dienstbaarheid werd geklonken...

Midderwijl was er in het Oosten een beschavingslicht opgegaan, dat, beter dan de zegepralende wapenen der Romeinen, ook het volk van deze gewesten uit de barbaarschheid zou trekken en zijne toekomst verbeteren. Wij bedoelen de stichting des Christendoms, die groote gebeurtenis in de geschiedenis der menschheid. Het staat niet met volle zekerheid aangeteekend wanneer de godsdienst van Christus het eerst in België is bekend gemaakt; alleenlijk schijnt het, dat de Belgen de eerste begrippen des geloofs ontvingen van de Christene soldaten, welke zich onder de legers bevonden die Rome, op de oevers des Rijnstrooms, tegen de invallen der Duitschers onderhield. Wat er van zij, stellig is het, dat reeds in de tweede eeuw eenige kerkgemeenten in het oosten onzes lands bestonden, en dat men in de derde eeuw, niettegenstaande de vervolgingen der Romeinsche prefecten, het Christendom in de voornaamste streken van België gevestigd vindt. Tot de bekende geloofspredikers van dien tijd behoorden de heiligen Piatus en Eubertus, bij de Nerviërs, en Chrisolius, in West-Vlaanderen. Zij vielen als martelaren voor de edele zending welke zij zich hadden opgelegd. Ongelukkiglijk deed de Christelijke leer gedurende de vier eerste eeuwen weinig voortgang en werd de godsdienst in het begin der V^e^ eeuw door de invallen der Barbaren zoo goed als uitgedoofd.

't Was ook eene lastige, bijna onuitvoerbare taak de Belgen tot eenen anderen godsdienst te bekeeren; immers, wij hebben gezien met welke hardnekkigheid zij aan hunne voorouderlijke zeden en gewoonten gehecht waren, en welke moeite de hen overheerschende vreemdeling te vergeefs inspande om hen van levenswijze te doen veranderen, de kiemen eener mildere beschaving in hunne harten te doen opschieten; ook stonden zij schier overal op tegen de missionnarissen, die hun het woord van 't Evangelie kwamen brengen, en aanvaardden zij dit eerst voorgoed onder de regeering van Dagobert en zijne opvolgers, die de heilverkondigende leeraars van Christus in hunne zending krachtdadig ondersteunden. Zoo noemt de schrijver der St.-Medardslegende de Menapiërs, welke het slechts den H. Amandus, omstreeks 628, gelukte tot het Christendom te bekeeren, een woest volk, hardnekkig aan den dienst zijner afgoden verkleefd [1]. Deze getuigenis wordt in de volgende eeuw vernieuwd door St. Ouaan opzichtens de bewoners der streek van Antwerpen, en door de levensbeschrijvers van den H. Ursmar voor de bevolking van Luxemburg en het omliggende. De H. Livinus, die in dezelfde eeuw zijnen apostolieken iever met den marteldood bekocht, schetst de inwoners van den *pagus Bracbatensis* af als Barbaren, gedompeld in de duisternissen van het heidendom, zich kenmerkende door allerlei ondeugden en buitensporigheden, als het overspel, den doodslag en den roof, door geweldenarijen, meineedigheden en andere hatelijke misdaden, welke, zoo schreef bisschop Bonifacius, slechts door hunne wetten en landsgebruiken, die er hen toe machtigden, eenigerwijze kunnen gerechtvaardigd worden [2]. Nog in de gemelde eeuw waren de heidensche dweeperij en de ruwheid der Taxandriërs zoodanig dat niet éen Christen geloofsprediker, vóor den H. Lambertus, bisschop van Tongeren, dit

[1] « Ferocem Flandrensium gentem suae noviomensi ecclesiae sociavit. — Erat enim gens ipsa fera et indomitabilis, durae cervicis populos et implacabilis, pravis admodum subditus obsequiis idolorum et cum multa obstinatione suorum defendens culturum deorum. » (FORTUNAT, *Vita S. Medardi.*)

[2] *Acta SS.*, II, 458-459.

ongastvrij gewest, welks inwoners als onhandelbare barbaren worden afgeschilderd, had durven bezoeken.

Deze volharding van het meerendeel der Belgen in den godsdienst hunner vaderen, ondanks de strenge bevelen door de Christene keizers tegen het heidendom uitgevaardigd en in 554 door Childebert vernieuwd, zou alleen toereikend zijn om den geringen invloed te bewijzen der Romeinsche denkbeelden in een groot gedeelte van noordelijk Gallië, en de soort van onafhankelijkheid, die er de bevolking weten te bewaren had. Ook zou die afkeer onzer voorouders voor de nieuwe begrippen nimmer overwonnen geweest zijn indien, gelijk wij zeiden, de wereldlijke macht er niet ware tusschen gekomen. De waarheid behaalde echter in dezen strijd, vol van opofferingen en geduld, de zegepraal; doch, zoo de Belgen er eindelijk in toestemden den eerdienst hunner goden te verzaken en kinderen der beschaving verspreidende kerk van Christus te worden, niet al hunne godsdienstige gebruiken en bijgeloovigheden konden worden uitgeroeid.

De bekende herderlijke aanspraak, door St. Eligius tot de bewoners van de tegenwoordige provinciën Antwerpen en Vlaanderen, moge dit bevestigen; hoe groot ook zijn apostolieke iever was, toch gelukte de moedige bisschop er niet in de heidensche gewoonten uit te wortelen, en de geloofspredikers, die na hem kwamen, hadden dezelfde bijgeloovigheden, vooral de eikvereering en den boomdienst in het algemeen te bestrijden. De canons van 't in 743 gehouden concilie van Leptines (bij Binche) treffen met den banvloek eene menigte bijgeloovige volksgebruiken, waaromtrent men het document, getiteld : *Indiculus superstitionum et paganiarum*, door Schayes en door de schrijvers der *Histoire des Carolingiens* bekend gemaakt, met vrucht raadplegen kan. Ook Karel de Groote en verschillige pauzen moesten er tegen ijveren, doch konden evenmin ten volle in hunne pogingen gelukken. Nog op het einde der XIIIe eeuw, zegt Lodewijk van Velthem, was een eik tusschen Sichem en Diest het voorwerp der openbare vereering, hetgeen niet te verwonderen is, als men weet dat nog in onze eeuw eenvoudige buitenlieden in ons land zekeren boomen eene bijzondere heilkracht toeschrijven. Het land van Chimay, onder

andere, schijnt gedurende verscheidene eeuwen na de prediking des Christendoms de aloude overleveringen bewaard te hebben, terwijl de meeste onzer tegenwoordige feesten op den buiten, als het Vastenavondfeest, het St.-Pietersvuurmaken en dergelijke, in het heidendom onzer voorouders hunnen oorsprong vinden.

IIe HOOFDSTUK.

—

Sedert de vestiging van het Christendom tot aan de verbrokkeling des rijks van Karel den Groote. — Vrijmaking der dienstbaren. — Staat der beschaving. — De kloosters leggen den grondslag van den akkerbouw in ons land. — Bestuur van de landelijke bevolkingen.

Het lot der lijfeigenen ging onder den onweerstaanbaren invloed der edelmoedige gedachten, door Christus in de wereld verspreid, verzachten. Welke rechtschapene ziel, welk edeldenkend mensch zou weerstand hebben geboden aan eene leering, die 't licht bracht in de duisternis des verstands, die broederlijkheid en liefde predikte, in plaats van onderdrukking en geweld, en van wiens verkondiger de wereld wist dat zijne onmetelijke liefde voor de menschheid met een weergaloos lijden en eenen schandigen dood was bezuurd. Hoe zouden vooral de ongelukkigen, die verreweg 't grootere getal uitmaakten, dien schitterenden dageraad eener gansch nieuwe wereld niet met geestdrift hebben begroet, wanneer hun uit den mond der predikers van 't nieuwe geloof de blijde mare toeklonk : « Er zijn onder u geene Joden en Grieken, geene vrijen en slaven, maar gij allen zijt één in Christus. » Geen wonder, dat door dergelijke beginselen de grondslagen der heidensche samenleving, welke niets kende dan macht en slavernij, ondermijnd en ten laatste geheel verdelgd moesten worden.

Het werk vorderde echter maar langzaam, ja, er zouden eeuwen noodig zijn alleer de laatste slaaf tot den stand van een vrij man zou verheven zijn; maar den gang der gedachte te stremmen, het vermolmd gebouw der vroegere maatschappij recht te houden — daartoe zou al de macht van een harteloos dwangbestuur niet in staat zijn. En al kostte het, ook in ons vaderland, menigen verkondiger der blijde tijding het leven, uit het bloed der gemartelden schoot het zaad der nieuwe beschaving veelvuldig en welig op.

De Kerk ging niet met overhaasting, maar met wijze omzichtig-

heid te werk. De canonieke wetten verzekerden den lijfeigene opvolgendlijk de vrije uitoefening zijner persoonlijke rechten, en ook het burgerlijk gezag moest, van zoohaast het de richting volgde, behoedzaam te werk gaan. De banden der lijfeigenschap toch waren vroeger uit staatsbelang vastgesnoerd, en deze nu in eens los te maken kon niet, zonder de maatschappelijke inrichting in gevaar te brengen. Wij zien derhalve in de IIIe en IVe eeuw onzer jaartelling nog een aanzienlijker getal dienstlieden dan vrije mannen, maar deze laatsten waren omtrent het einde der V^e^ eeuw reeds merkelijk vermeerderd. Toen St. Remigius, bisschop van Reims, ten jare 481 Clovis geluk wenschte over zijne verheffing op den Frankischen troon, schreef hij hem : « Zie u thans in het bezit van geheel de fortuin uws vaders (Chilperik); bedien er u van om slaven te koopen en hun de vrijheid te schenken [1]. » En de Kerk, de daad voegende bij het woord, ontvoogde een aanzienlijk getal lijfeigenen, waarvan velen tot den geestelijken stand werden opgeleid, de anderen aan den landbouw bleven.

Er was bij de Franken eene tweede klasse van dienstbaren, die, hoezeer aan den grond gekluisterd, zoo men 't heet, toch eenige vrijheid genoten en zelfs de wapens mochten dragen. Eene derde klasse bestond uit mannen, die, aanvankelijk vrij, wegens misdaad tot slavernij waren veroordeeld. Deze laatsten noemde men « lijfeigenen van den fiscus » ; ook zij beploegden het veld of arbeidden aan de openbare wegen.

Wil men den toestand der landbouwers van dit tijdvak kennen, dan is 't noodig eenen blik te werpen in de wetten, welke hen beheerden. Een Capitularium van koning Childebert, van 595, bepaalt in het 13° artikel, dat de lijfeigene van de kerk of van den fiscus, voor 't verhelen eener diefte, gestraft zal worden met de dood; dat het zondagswerk zou te keer worden gegaan met eene boete van 3 gouden stuivers (ongeveer 30 fr. onzer huidige munt), en bij gebrek van betaling, met de geeseling. — De capitularia

[1] Dubos, *Histoire critique de l'établissement de la monarchie française dans la Gaule* (Paris, Giffart, 1741, IV, 320).

van 630 bepalen in 't 440e artikel, dat de lijfeigene, die zijnen meester aanklaagt van eene misdaad, welke strafbaar is met de dood, op staanden voet zou worden omgebracht. — Eene lijfeigene dochter, bij charter of vóor de kerk in vrijheid gesteld, en nadien trouwende met eenen lijfeigene, valt, door dit huwelijk, weder in dienstbaren staat (18e hoofdstuk). — Wat de lijfeigenen in volle dienstbaarheid, de slaven, betreft, met dezen mochten geene zaken aangegaan worden (74e hoofdstuk) [1].

Bij de Franken omtrent den Rijn werd de lijfeigene, overtuigd van diefstal, gehangen, maar een, die 's nachts had brand gesticht, ontkwam het met eene boete van 56 gouden stuivers (ongeveer 600 fr. onzer munt), boven de herstelling der schade. Daarentegen werd degene, die eenen lijfeigene van 't leven beroofde, tot gelijke boete veroordeeld, en mocht een vrij man zijnen dienstbaren niet meer dan drie slagen toebrengen. Voor elken slag meer betaalde men eene boete van 1 gouden stuiver, terwijl de geestelijke of koninklijke bediende, wegens zulke overtreding, driemaal meer moest betalen. Eindelijk eenen lijfeigene 't been te breken werd beboet met 9 gouden stuivers (nagenoeg 145 fr.)

Wanneer men deze strafbepalingen vergelijkt met de volle meesterschap, welke de slavenbezitters onder 't Romeinsch beheer genoten, mag men zeggen dat de Franken in de VIe en VIIe eeuw het lot hunner lijfeigenen merkelijk hadden verzacht. Men denke, onder andere, aan het *res mancipi*, waar de Romeinsche slaaf staat ingeschreven nevens de huisdieren.....Overigens, hier hadden de lijfeigenen, hoezeer ook vernederd en bedwongen, het recht des huwelijks en het genot der familie.

De bezorgdheid van den Frankischen wetgever voor den landbouw blijkt duidelijk uit de Salische wet, waarbij in het 48e artikel den bezitters van vrij-eigene goederen (*alleuds*) wordt verboden de plaats, welke zij bewoonden en tot cultuur brachten, te verlaten, ten einde daardoor den lijfeigenen geen slecht voorbeeld te stellen. Indien bijgevolg de bezitter eens vrijen gronds zijne verblijfplaats verliet en naar een ander oord ging wonen, werd

[2] BALUZIUS, I, 50-62.

hij gestraft met eene boete van 30 stuivers, en bleef hij in zijne nieuwe woonplaats, de boete verhoogde, tenzij er wederzijdsche overeenkomst bestond (*de villa ad villam*). Om dezelfde reden was het in 't algemeen den grondbezitters verboden hunne lijfeigenen te verkoopen met het doel zich elders te gaan vestigen.

De verzachting van den toestand der landbouwers gedurende het Frankische tijdvak blijkt nog duidelijker uit het 57e artikel der hoogergemelde wet, bepalende dat een eigenaar zijnen dienstbaren de vrijheid mocht schenken vóor den koning [1], hetzij door zich zelven, hetzij door eenen derde, op voorwaarde nochtans dat het goed des ontvoogden aan de schatkist komen zou, ingeval hij kinderloos kwam te sterven. Dit vermogen om slaven vrij te maken was evenwel nog onder Karel den Groote, ingevolge zekere bepalingen van 't Romeinsch recht, beperkt [2].

Hoeveel prijs er aan de bevrijding der lijfeigenen werd gehecht, blijkt uit de plechtigheden, welke daarbij plaats vonden. Behoorden de dienstbaren tot de kerk of verlangden zij in den dienst der kerk te treden, dan werden zij doorgaans in eene talrijke vergadering van geestelijken gebracht, of in den tempel, ten bijwezen des bisschops, van priesters en edelen, vrijgemaakt. De vrijbrief, gewoonlijk vóor het altaar gegeven, moest bezegeld zijn niet alleen door den kerkvoogd, die de plechtigheid voorzat, maar door al de aanwezige heeren, priesters en leeken, en den naam behelzen van dengene, die ontvoogd werd. Geschiedde de vrijmaking namens den koning of eenen aanzienlijken leek, dan bracht men den lijfeigene, naar inhoud der Salische wet, voor den vorst; daar, rechtstaande of knielende, bood hij eenen penning aan tot afkoop of rantsoen der slavernij, welke penning de koning of een zijner dienaren, of de eigenaar des dienstbaren, hem uit de hand sloeg, aldus te kennen gevende dat de slavernij vernietigd was. Daarop verleende de vorst, of de voormalige meester, eenen vrijbrief, die aanving met eene vrome aanroeping [3].

[1] Baluzius, I, 40.

[2] *Idem*, I, 260.

[3] « In nomine S. Trinitatis, Odo... rex... notum sit omnibus... quia nos ob anorem, Deo aeternorumque remunerationem... servum juris nostri, nomine

Het verleenen eener beperkte vrijheid geschiedde met minder plechtigheid. Den half ontvoogden werd in de hand of op het hoofd gelegd eene charter, inhoudende dat zij wel ontslagen waren van dienstbaarheid, maar tot andere in 't schrift uitgedrukte diensten verplicht bleven. Doorgaans had de vrijmaking van lijfeigenen plaats op godsdienstige feestdagen, ofwel op heuglijke tijdstippen van 't familieleven, zooals ter gelegenheid van een huwelijk, eene geboorte, of door kranken op hun doodsbed. Zoo moet het niet verwonderen, dat de charters der vrijmakingen meest eene godsdienstige beweegreden daartoe opgeven, zoo als : « *pro remedio animae, pro retributione aeterna, pro remissione peccatorum,* » voor de zaligheid der ziel, voor de eeuwige belooning, voor de vergiffenis der zonden. Edoch, er kwamen voor 't bevrijdingswerk ook andere gedachten op. De ervaring had geleerd , dat de arbeid der vrijen beter was dan deze der mannen, die, aan den grond gekluisterd, noch recht, noch levensgeluk kenden, maar weinig beter dan 't redelooze dier werden behandeld en derhalve niets kenden dat hunne eigenliefde en moed tot aanprikkeling kon dienen. Gedwongen, met geheimen weerzin, vervulde de dienstbare de zware dagtaak, onbewust of hij geene mishandelingen zou bekomen in stede van belooning, zonder de minste vergelding voor 't meedeelen en toepassen van zijne waarnemingen en bevindingen omtrent de gesteltenis van bodem of lucht, de behoeften der staldieren, de inschuring of bewaring der oogsten, al hetwelk den eigenaar alleen voordeelen verzekerde. De meester wist het : liefde doet wederliefde ontstaan ; door mildere behandeling zijner lijfeigenen verkreeg hij meer en beter werk, overvloediger vruchten, rijkere winsten, en dit alles vermeerderde naarmate de landbouwer daarvan een grooter deel verkreeg. Zoo geleidde de vrijmaking der mannen tot die van den bodem, en de grondafstanden, na in den beginne gansch voorwaardelijk en beperkt geweest te zijn,

N.... astantum in conspectu nostro et fidelium procerumque nostrorum manu propria e manu ejus excutientes denarium secundum legem salicam... libertum facimus atque ad omni vinculo servitutis absolvimus.... praecipientes charta an. 887.... » (Ducange, V, *manumissio*).

(zooals bij voorbeeld voor eenen zekeren tijd, met bepaling van 't deel der opbrengst van den landbouwer) veranderden van lieverlede in het volle bezit, tegen betaling van eenen jaarlijkschen cijns en enkele dienstplichten, welke men karweien heette. Het onderscheid tusschen den vorigen toestand en den nieuwen was dus, dat de lijfeigene, die het hofgoed zijns meesters had bewerkt, maar éénen dag ter week had voor de verzorging zijner eigene zaken, terwijl de vrijgemaakte gehouden was twee of drie maal 's jaars zijn werk op den akker of de hoeve te onderbreken, om de heerlijke karwei te gaan kwijten. Dit was en bleef, nog eeuwen lang, eene herinnering aan den staat der slavernij, een overblijfsel van het recht des meesters om alléén over den arbeid des lijfeigenen te beschikken, maar de nieuwe toestand bracht eene te groote lotsverzachting mee dan dat de lichte dienst, welke van den ontvoogde gevergd werd, niet met geduld — wat zeggen wij? — niet met erkentenis en genoegen zou verricht worden.

Zelfs de onvolledige vrijheid, na den staat van volkomene dienstbaarheid, was den landbouwenden staat allerheilzaamst. Voortaan rechtstreeks belang hebbende in de meerdere opbrengst van den bodem en het grootere getal staldieren, zal hij zijne beste lichaamskrachten en al de gaven van zijnen geest te werk stellen om het best mogelijke resultaat te bekomen. Nu eerst begint voor hem het huiselijke leven in de volheid der genietingen, want hij weet nu, voor wie hij zwoegt, terwijl de liefde voor zijne huisgenooten zijne kracht en moed verdubbelt; nu eerst heeft de plaats, waar hij geboren is of hij zijnen rang verkrijgt naast de andere stervelingen, voor hem eene blijvende waarde, vermits hij weet, dat geene wet of recht hem er uit mag drijven, en hij die mag overlaten aan zijne kinderen. En tenzelfden tijde met het huisgezin ontstaat opvolgendlijk het buurtgilde, de gemeente en de kerkelijke parochie, met nieuwe wetten, nieuwe rechten, veelal ook met privileges en andere gunsten, die nieuwe middelen van stoffelijken vooruitgang doen ontstaan en alzoo weer den grond leggen tot eene meerdere beschaving. De arme veldeling staat niet langer afgezonderd; deel makende

van een talrijk over de vlakte verspreid gezin, begint voor hem het maatschappelijke leven, streeft hij met honderden of duizenden natuurgenooten naar een zelfde doel, met hem in dezelfde vreugde en denzelfden zegen verbonden, deelgenoot van de eigene rampen en beproevingen, met allen te weer in den eigen nood. Op zijne beurt gevoelt de landbouwer dat hij een vaderland heeft.

De ontvoogding der lijfeigenen was niet enkel een zegen voor den landbouw, voor de veeteelt en bijgevolg voor de volksvoeding, maar de overvloed der veldvruchten en de behoefte aan talrijke voorwerpen voor de landbewerking deden weldra nieuwe nijverheden geboren worden en eenen uitgebreiden handel ontstaan, al hetwelk vroeger door de lijfeigenen meest op rekening van hunnen meester werd verricht. De middelstand, die zonder den kleinen eigendom onmogelijk was geweest, kwam op deze manier te voorschijn.

Maar met welke trage schreden de maatschappelijke hervorming ook gekomen was, toch vond zij al de mannen, die zij bevoordeeligde, er niet gansch rijp voor. Bij velen waren geaardheid en zeden niet verbeterd, wat pogingen ook de moedige geloofszendelingen in ons land aanwendden om meerdere beschaving te vestigen. Het oud Germaansche gilde heerschte nog in zijne volle kracht, en de offerdagen gaven dikwijls aanleiding tot groote uitspattingen en zedeloosheid, zelfs tot samenzweringen tegen het gevestigde gezag. Dat daardoor de arbeid minder geregeld en niet zoo goed verricht werd als wel behoorde, zal men licht begrijpen. Vooral in de VIIIe en IXe eeuw, toen de Carlovingische heerschappij zoo uitgestrekt en moeilijk te beheeren was, zag het bewind zich genoodzaakt strenge maatregelen tegen de gilden te nemen en Karel de Groote eindigde met ze ten eenenmale te verbieden, zelfs diegene, welke een menschlievend doel betrachtten en de deelgenooten tegen brand en schipbreuk verzekerden. Dit verbod werd vernieuwd in een capitularium van 794, en ook door het concilie van Nantes en den aartsbisschop van Reims, Hincmar. Edoch, 't was moeilijk het gilde te dempen. Nog in 821 moest Lodewijk de Goedige er tegen opkomen in 't capitu-

larium van Diedenhoven (Thionville), rechtstreeks gericht tegen de bewoners van Menapië, aan de Vlaamsche zeekust. Daar leefde, inderdaad, een Saksische stam, samengesteld uit landbouwers, visschers, wevers of handelaars, waarvan de meesten zich nooit tot dienstbaarheid hadden verlaagd, en die zich nu en dan vereenigden in samenzweringen, die uitliepen op onlusten en muiterijen tegen de vorstelijke ambtenaren [1]. In de geschiedenis bekend onder den naam van *Kerels,* leefden zij onder eigene wetten, onderhielden hunne oud-Germaansche zeden en wilden aanvankelijk niets weten van het christen geloof, hoewel, reeds in 743, de kerkvergadering van Leptines voor hen eene formuul tot afzwering van het heidendom en van 't gilde had opgesteld [2]. Lodewijk de Goedige beval den oversten dier weerspannige lieden elk verbond of gilde onder deze te beletten, hen zelven dreigende met eene boete van 60 stuivers, ingeval er eene overtreding mocht vastgesteld worden [3].

Het waren evenwel de Kerels alleen niet, die de heidensche gebruiken bleven aanhangen : verreweg het meeste getal bewoners onzes vaderlands, hoewel christen gedoopt, schijnen er aanvankelijk niet te hebben kunnen van afzien. Dit geldt vooral het doodenmaal, hetwelk magen en vrienden op het graf van de afgestorvenen plachten te vieren. De vele misbruiken, daaruit

[1] Pertz, *Leges*, 238. — Baluz., I, 775.

[2] Uit dit formuul blijkt dat de Saksen de Dietsche taal spraken :

« *Ec forsacho diabolae end allum*
(Ik verzake den duivel en allen
diabol-gelde, end allum diaboles wercum,
duivelsgilde, en allen duivels werken,
Thunaer ende Woden, end Saxonote end allem
Thor en Woden, en Saksenot en alle
them unholdum, the ira genotas sint. »
de onheiligen, die hunne genooten zijn.)

(Lebrocquy, *Analogies linguistiques.* Bruxelles, 1845, 52bis.)

[3] Pertz, *Monumenta Germania historica*, I, 230. — A. Wauters, *Les gildes communales au XIe siècle* (Bulletins de l'Académie, 2e série, t. XXXVII).

gesproten, hadden reeds in 398 het concilie van Karthago, in 566 en 567 hetgene van Tours, in 745 dat van Leptines, bewogen, om met kracht daartegen op te komen; maar toen Karel de Groote de onmogelijkheid zag van gemeld gebruik uit te roeien, poogde hij er eene godsdienstige kleur aan te geven door de bevelen, dat er maar één doodengerecht zou zijn, namelijk ten dage der uitvaart, en dat dit zou worden voorafgegaan van missen voor de zielsrust des afgestorvenen [1]. Bovendien moest de keizer verbieden licht te ontsteken vóor boomen, steenen en bronnen, waar men eene goddelijke kracht aan toekende, en andere gebruiken uit den tijd des heidendoms. Men moet niet verwonderd zijn over dit standhouden van verouderd geloof, dewijl dit op verschillige tijdperken in de hand was gewerkt, vooreerst door de invallen der Franken, nadien door de vestiging van Saksische koloniën in onderscheidene gewesten van België, en waar men hardnekkig aan het oude verslaafd bleef. Leefden reeds in de IV[e] eeuw (uitwijzens eene oorkonde van keizer Theodosius) de hoogergemelde Saksen aan de westergrens, welke van hen hare benaming verkreeg (*littus Saxonicum*), later kwamen er andere stammen omtrent de zuidoostelijke grens, bepaaldelijk in de Ardennen, waar hun spoor teruggevonden wordt in verscheidene plaatsnamen, zooals *Sassenheim*, *Sachsenhauzen* enz. Hier en daar worden nog overblijfsels van volksfeesten uit die tijden opgemerkt. *Loupville* (provincie Luxemburg) was onder 't Romeinsch beheer eene *villa*, en reeds op 't einde der VIII[e] eeuw een dorp met eene kerk, zooals in eene bulle van paus Leo III (795-816) is te zien. Te dier plaatse is een *tumulus, la Hoquette* (hoogte, heuvel) geheeten, en waar tot op het laatst der vorige eeuw ieder jaar een volksfeest werd gevierd, dat opklimt tot den nacht des tijds. Op den kermisdag namelijk vereenigde zich al het volk der gemeente rond den grafheuvel, en danste er, wat men de *Hoquette* noemde. Speellieden en dansers kregen er, sedert onheuglijken tijd, eene gift, die verstrekt werd uit het

[1] Vandaar de *dertigste*, alsook de missen, welke in de Vlaamsche streken de *derde* en *zevende* worden genoemd.

inkomen der kerk. Deze jaarlijksche dans hield maar op met de Fransche revolutie, wanneer de gift niet langer werd betaald. Geen twijfel, of dit gebruik dagteekende van de voorchristelijke tijden, en zal, gelijk menig ander, door de Kerk moeten gedoogd geworden zijn nadat men 't eene christelijke bediedenis had gegeven. En echter, Karel de Groote verwaarloosde niets om de beschaving te verbreiden, zelfs onder de geringste volksklasse. Vóor hem waren er geene andere dan geestelijke scholen, hoofdzakelijk bestemd tot de opleiding van priesters en andere kerkdienaren; de beroemde vorst legde er zich vooral op toe, de letterkunde en de wetenschap algemeener te maken. Bij zijn capitularium van 789 noodigde hij namelijk de bisschoppen uit om twee soorten van scholen te houden, de eene voor 't leeren lezen en schrijven aan de kinderen, de andere voor 't onderwijs der wiskunde, taalkunde en den psalmzang. Dat hieraan gevolg gegeven werd bewijst het capitularium van Theodolf, bisschop van Orleans, tot de hem onderhoorige geestelijkheid gericht, waarbij hij haar aanmaant openbare scholen op te richten, niet alleen voor de bewoners der steden, maar ook voor die der buitengemeenten. « De priesters (zoo schreef hij daarbij) zullen school houden in de steden en dorpen, en zoo een der geloovigen hun zijne kinderen wil toevertrouwen om hen in de letteren te bekwamen, dat zij hen niet weigeren te ontvangen en te onderwijzen, maar daarentegen ze met eene volmaakte liefde opleiden, zich herinnerende dat er geschreven staat : zij, die geleerd zullen geweest zijn, zullen schitteren gelijk de starren des firmaments; en zij, die er velen in den weg der rechtvaardigheid zullen onderwezen hebben, zullen in alle eeuwigheid blinken als starren. » De kinderen leerende, zal men daarvoor geene vergelding vragen en niets aanvaarden dan 't geen de ouders hun vrijwillig en uit genegenheid geven zullen [1]. »

De groote keizer bepaalde zich niet tot het stichten en begiftigen van scholen, maar maakte van de geleerdheid eene aanbeveling tot het bekomen van eerambten. Hervormer op geheel

[1] Theod., *Capit.* § 20.

het verstandelijk gebied, verbeterde hij ook de bijzondere wetten en de rechtspleging, strenge straffen bepalende voor misdaden, welke totdan toe met geld waren geboet geweest. In alles liet hij zich richten door den geest des Christendoms, overtuigd dat die godsdienst niet enkel een doel, maar ook een middel was om de barbaarsche volkeren te beschaven en te verzedelijken [1].

Als het eerste en nuttigste voertuig der beschaving werd door Karel den Groote de volkstaal vereerd. Deze vaste regelen te geven, haar te verbeteren en te verfijnen, met het oog op een volkomen begrip der wetten, was hem eene aangename taak. Hij stelde zelf eene spraakkunst op, gaf Dietsche namen aan de twaalf maanden des jaars en aan de windstreken, welke hij in twaalf verdeelde, en legde alzoo den grond niet alleen van het letterkundige Dietsch, maar meteen van het eigendenkend geestesleven zijner land- en stamgenooten [2].

Eindelijk, den lust voor de eigen taal nog meer, en op eene bestendige wijze, willende bevorderen, deed hij de heldenzangen en volksliederen der oude Germanen opzoeken en te schrift stellen, trachtende daarmede de groote deugden der voorgangers in den geest der nakomelingschap te bewaren [3]. Jammer, dat de *Capitularia* van latere Frankische koningen niet alleen den geestelijken, maar ook den leeken het zingen van wereldsche

[1] Warnkoenig et Gérard, *Histoire des Carolingiens*, I, 372.

[2] 't Is ongeveer van dien tijd, of weinig vroeger, dat onze gemeenten en gehuchten hunne benaming kregen, hetzij naar een dier, het zij naar eene beek of rivier, berg of dal, veld of laar, broek of weg, doorgaans in den uitgang aangeduid. Voorbeelden zijn hiervan : *Beveren*, *Evere*, *Rosmeer*, *Wolverthem*, *Wambeek*, *Lippeloo*, *Buggenhout* (beukenbosch), *Linden*, *Eikevliet*, *Assche* (Esch), *St-Lievens-Essche*, *Boondale*, *Moere*, *Roermond*, *Schelderode*, *Koekelberg*, *Scherpenheuvel*, *Zoetendale*, *Ertvelde*, *Zandvliet*, *Edelare* en dergelijke meer.

Het *sele* (in Zele, Bekkerzeel, enz.) wijst terug op een oud *sala* of kasteel ; *hem* of *heim* (in 't Fr. *hameau*) duidt eene woonplaats aan, bepaald door 't eerste deel des woords ; *ing*, overeenkomstig met het Fransche *ignies* (*Bouvignies*), *ognies* (*Gognies*), *egnies* (*Trazegnies*) en met het *agne* en *ogne* der Ardennen (*Mortagne* en *Bastogne*), bediedt gemeenteweide, enz.

[3] Einh., *Vita Karl. imp.*, c. 29.

liederen verbood; dat Lodewijk de Goedige, door al te vurigen godsdienstijver aangezet, de gezangen der voorchristelijke voorouders deed vernietigen en uit de scholen verbande, alzoo elke rechtstreeksche gemeenschap met de Germanen der vorige eeuwen afbrekende en voor altijd de bron dempende, waaruit de volle kennis van hun leven, karakter, zeden en begrippen onvervalscht en onvervreemd vloeide.

Dit is de oorzaak, dat slechts weinige Nederduitsche gedichten uit de verre tijden tot ons gekomen zijn, en zonder de boeken der Scandinavische godenleer, de *Edda*, zou men heden weinig of niets van de begrippen en den graad van beschaafdheid onzer heidensche voorouders weten, tenzij uit de schriften van Romeinsche geschiedverhalers, wier gegevens zeker niet alle den toets der waarheid kunnen onderstaan. Een stuk nochtans, gelukkiglijk een hoogst merkwaardig, kwam tot ons, ten minste wat den geest betreft, maar de vorm (eene Hoogduitsche vertaling uit het Dietsch) behoort tot de XIIIe eeuw. Wij willen spreken van de *Goedroen*, in hoofdzaak neerkomende op het volgende :

Goedroen, eene koningsdochter, levende op het eiland Wulpen, aan de Vlaamsche kust, wordt geschaakt door eenen koning der Noordmannen; de maagd blijft evenwel getrouw aan den geliefde uit eigen stam, verduurt liever alle vernederingen en ontberingen dan meineedig zich over te leveren aan den woesten schaker, en wordt ten laatste door haren broeder en haren verloofde, aan de spits eener groote heirmacht, bevrijd en aan hare betrekkingen terug gegeven. — Ziedaar een treffend beeld van de zuiverheid en trouw der Germaansche vrouw!

Het bestaan van dichterlijke traditiën onder de Franken van Zuid-Nederland wordt nog bewezen door 't even bekende *Nevelingenlied*, geboren aan den Nederrijn, doch hetwelk in tegenstelling der zachte gevoelens, welke in *Goedroen* de overhand hebben, kracht, haat en woestheid ademt.

Na de vernietiging der oude letterkunde werd, een tijd lang, eene nieuwe beoefend, namelijk in de kloosters; want de monniken, na den grond te hebben gelegd van den huidigen landbouw, lieten van lieverlede de bebouwing hunner akkers over aan

leekebroeders of andere dienstlieden, ofwel zij gaven de door hen ontgonnen gronden in cijnspacht uit om zich toe te leggen op de ontginning van een ander veld, dat nog meer zorg vereischte, maar geen minder rijken oogst voor de samenleving zou opleveren; het menschelijk verstand zou door hen ontwikkeld worden en de vruchten hunner ernstige studie als nieuwe zaden voor wetenschap en beschaving heinde en verre verbreid worden.

Was de aloude volkspoëzie vernietigd, eene nieuwe moest in de plaats treden, en 't was de geestelijkheid, die ze leveren zou; maar in hare handen kon die geene andere dan de kerkelijke richting volgen. Hier nochtans deed zich eene groote moeilijkheid voor de nieuwe volksschrijvers op : wel was er eene gesprokene, echter niet eene geschrevene taal, althans nog geene, die voor de letterkunde geschikt was. Die te vormen kostte veel moeite, omdat, gelijk Dr Jonckbloet te recht opmerkt, de geestelijken, die ze schrijven wilden, in hunne Latijnsche geleerdheid niet eens de noodige teekens vonden om de Duitsche klanken uit te drukken en uit dien hoofde genoodzaakt waren eerst de taal zelve te leeren [1]. Overigens, de spraakkunst van Karel den Groote zal wel niets dan eene proef geweest zijn, onvolmaakt, daar na hem de Benedictijnermonnik Otfried, der abdij van Weisenburg, die verbeteren moest.

Omtrent hetzelfde tijdperk werd ook het Romaansch gevormd. Uit de mengeling van deze taal in het Dietsch was de taal der Franken ontstaan, of het Fransch, hetwelk op den duur het Dietsch in een deel van Noord-Frankrijk verdreef; dit Fransch, in zijnen oorsprong ruw, gaf zelf het aanzijn aan onderscheidene dialecten, namelijk het Waalsch, dat de sporen behield van zijne Keltische, Latijnsche en Dietsche oorsprongen [2].

De vruchten der nieuwe letterkunde werkten heilzaam op het gemoed des volks; zij bevorderden, van den eenen kant, het onderwijs van den godsdienst, door eene menigte schriften tot

[1] Dr Jonckbloet, *Geschiedenis der midden-Nederlandsche letterkunde*, I.
[2] Wachter, *Gloss. Germ. præfatio*, § 49. — Ernst, *Histoire du Limbourg*, I.

verbreiding en opwekking des geloofs, terwijl zij, van den anderen kant, den smaak louterden en door zachtere gevoelens de aangeborene ruwheid van 't Germaansch karakter temperden. In deze orde van gedachten zullen wij ons bepalen te wijzen op het oudst bekende stuk, waarin men den Nederlandschen taalvorm terugvindt, namelijk eene prozavertaling der psalmen, opklimmende tot den tijd van Karel den Groote, en op den *Hêljand* (*Heliand, Heiland*) een fragment, wil men, eener volledige bijbelvertaling, door Lodewijk den Vrome aan eenen Saksischen dichter opgedragen. Uit dit tijdvak hebben wij nog een volksgezang, in Vlaanderen door eenen monnik ter eere van Lodewijk III vervaardigd, en handelende over de schitterende zege diens konings, in 881 bij Saucourt en Vimeux behaald. Hier ziet men, hoe groot de weg reeds is, op verstandelijk en zedelijk gebied sedert de voorchristelijke tijden door het volk afgelegd. De ruwe Germaansche toon is verdwenen; den dichter bezielt geen woeste strijdlust, geen dorst naar wrake meer; Lodewijk zegepraalt omdat hij zijn vertrouwen op God stelt, en God de weezen in zijne hoede neemt. Vergelijkt men daarbij een oud Scandinaafsch heldenlied over Ragnar Lodbrog, den beroemden bevelhebber der Denen, welk een verschil neemt men waar! De heidensche zanger, de wapenfeiten der noorderbenden in de velden van Vlaanderen (*j Flæmingja veldi*) verheffende, eindigt met den kreet van woeste vreugd : « Den wolven werd veel voedsel gegeven! » (*mörg thà or tafu fèkst vorgum*); het *Lodewijkslied* daarentegen sluit met een gebed : « De Heer behoude hem (Lodewijk) door zijne genade! » (*Gehalde inan truhtin bi sinan ergrehtin.*)

Omtrent dien tijd moet ook het *Roelandslied* (*la Chanson de Roland, la chanson de Ronceveaux*) gedicht zijn, een algemeen gekend en geliefkoosd volksgezang der middeleeuwen, dat de Frankisch-Germaansche heldendeugd in Karel den Groote vereeuwigt en door de innigheid van 't godsdienstig gevoel, dat er in uitgestort is, den vromen geest der pasbekeerde heidensche bevolkingen in hooge mate bevredigen kon. Eeuwen lang zou dit lied in de Dietsche en Fransche taal, gelijk in 't Hoogduitsch, door minnestreelen bewerkt en opgesierd, tot de nakomelingen

der koene Germanen spreken van de eer en grootheid hunner helden :

> « *De Carlemagne et de Rolant*
> *Et d'Olivier et des vassaux*
> *Qui moururent en Rainscevaux.* »

Wat de Romansche letterkunde betreft, de oudste stukken in deze gaan ook tot de IXe eeuw, maar van gedichten is er eerst sprake in de XIe eeuw.

Dat de volkstaal wezenlijk beoefend en in de scholen van de plattelandsgemeenten uitsluitelijk aangeleerd werd, is men geneigd op te maken uit het feit, dat de kennis van 't Latijn in de IXe eeuw ten onzent zoozeer verminderd was, dat de kerkvergaderingen (onder andere die van Tours, in 813) den pastoors bevolen onder de mis het epistel en het evangelie aan de geloovigen voor te lezen in de taal, door het volk gesproken. Overigens, het Latijn werd dan nog enkel beoefend in de kloosters en stedescholen, maar niet meer zooals voorheen. De taal van Rome verbasterde hier weldra tot de zoo geheetene *basse latinité*, in welk dialect voortaan de charters met betrekking tot kloosters, parochiekerken, gemeenten of lijfeigenen werden opgesteld, een gebruik dat algemeen in zwang zou blijven tot het midden der XIIIe eeuw.

Als maatstaf der Frankische beschaving onder stoffelijk opzicht, en van de huiselijke weelde, hebben wij een vrij aanzienlijk getal sieraden, welke in begraafplaatsen van dien tijd ontdekt zijn. Uit menige *tumuli* werden, benevens landbouwwerktuigen en wapens, voorwerpen opgegraven, die laten zien dat de Romeinsche zeden in Haspengouw evenzeer als in Vlaanderen hadden wortel geschoten. De wet der XII tafelen, waarbij verboden was gouden of zilveren voorwerpen bij de asch der aflijvigen neer te leggen, werd stiptelijk nageleefd, maar men treft er daarentegen andere voorwerpen van pracht en weelde, uit Italië, Griekenland of zelfs uit Egypte hier aangebracht, in groote hoeveelheid aan, benevens fleschjes in gekleurd glas, vergulde bronzen vazen, lampen, gelijkende aan degene welke men bezigde ij den eeredienst van Appolo, munten, drijfwerk met figuren,

waarvan de oogen met zilver waren geïncrusteerd enz.[1]. Elders treft men kralen aan van rooden amber, die dienden voor halsbanden, en ongelijk van vorm en grootte; witglazen perels met sporen van verguldsel, oorringen van wit glas, in den vorm eener peer, en meer bewijzen van de ijdele praalzucht der menschenkinderen[2]. Tevens gaf de lust naar weelde zich bij de Franken lucht in 't oprichten hunner grafplaatsen, die grootsch en duurzaam waren in tegenstelling der eenvoudig van aarde en graszoden opgeworpen terpen, waaronder men de asch der oudere Germanen terugvindt.

Deze meerdere weelde doet natuurlijk het vermoeden ontstaan, dat in de tweede helft der VIIIe en de eerste der IXe eeuw de bevolkingen onzes lands onder stoffelijk opzicht tot een zeker welzijn waren gekomen. Inderdaad, Karel de Groote had niet enkel getracht verbetering te brengen op verstandelijk gebied, maar zijne bezorgheid uitgestrekt tot den landbouwenden stand. Het grootste deel zijner bezittingen uit groote hoven (*curtes*) bestaande, wilde hij dat daar de woonplaatsen der veldwerkers, alsook de stallen, schuren, hagen en grachten steeds goed onderhouden werden , en ieder hof voorzien zou zijn van een bed met pluimmatras en dekens, onverminderd kleine bedden voor de kinderen, lakenen kleeren, tafels en zitbanken. — Zou de geringe boer der XIXe eeuw het wel veel beter hebben dan zijn voorganger van over duizend jaar?

De huizen der hoeven waren van hout getimmerd en bestreken met klei; de verblijven der dienstlieden, stallen en schuren waren bezijden. De grootere hoeven (*villae*) in welke men den oorsprong der latere dorpen en steden te zoeken heeft, bevatten akkers, weiden, bloemperken en eenen boomgaard. Men vond er alle slag van werklieden, althans volgens de *Capitularia* van den keizer, *de villis*, moesten er in de hoven, van de kroon afhangende, hoef- en goudsmeden, kleermakers, wagenmakers, draaiers, wapensmeden, brouwers van bier en mee, bakkers, vogelvangers, zeepmakers enz. gevestigd zijn.

Gemeld capitularium *de villis*, hetwelk te recht de bewonde-

[1] Aldus, o. a., te Walsbets (Hemelrijk), te Montenaken en op andere plaatsen.

[2] Gelijk te Vedrin (prov. Namen), te Lede (Oost-Vlaanderen) enz.

ring van MONTESQUIEU heeft gaande gemaakt, is inderdaad ten hoogste belangrijk om den staat des landbouws in het begin der IXe eeuw te doen kennen. Men vindt er nauwkeurig eene opgave van al de voortbrengselen in graangewassen, groenten, huisdieren, wild enz., welke op bevel des grooten keizers ter markt moesten gebracht worden en ook te dien tijde de voornaamste inkomstenbron des rijks uitmaakten.

Reeds ten tijde van Karel den Groote had de ooftteelt hier eene groote uitbreiding verkregen. Op zijn bevel werden in de *villa's* verschillige soorten van appelen, peren, pruimen, perziken en kersen aangekweekt, ook mispels, kwee, hazel- en walnoten. In 794 deed de vorst den prijs vastellen der voornaamste gewassen, en dit wel op den volgenden voet: 1 mud haver werd gesteld ten prijze van 1 denier; 1 mud garst op 2 deniers; 1 mud rogge op 3 deniers; 1 mud boekweit op 4 deniers; twaalf brooden van boekweitmeel kostten zooveel als 15 van rogge, 20 van garst en 25 van haver [1].

Het vee stond niet hoog in prijs. Bij de Ripuarische Franken, bij voorbeeld, had een gehoornde os, gezond en niet blind, dezelfde waarde als een schild en een lam, en zes maal minder dan een goed harnas of een afgerichten valk; eene gezonde koe werd geschat op de helft van eenen os, welke, uitwijzens een capitularium van 't einde der VIIIe eeuw, 10 schellingen gold, gelijkstaande met 60 mud koorn. Volgens de wet der Rijnfranken gaf men eenen goeden hengst in ruiling tegen eenen versierden helm of twee harnassen, of tegen eenen valk, waarmee men op jacht kon gaan naar den kraanvogel. Een merriepaard had de helft dezer waarde. Omtrent dienzelfden tijd gaf men twee hennen voor eene gans, twee ganzen voor een speenvarken, drie kalveren voor eene koe enz.

Ook de geestelijkheid trok zich het lot der landbouwers aan. Wij weten reeds hoe zij ijverde voor de vrijmaking der lijfeigenen; in 858 had er eene vereeniging plaats van bisschoppen der

[1] Tijdens eenen hongersnood in 806 werd per mud betaald : haver, 2 deniers; garst en spelt, 3 deniers; rogge 4, en boekweit 6 deniers.

provinciën Reims en Rouaan (onder welke kerkvoogden verscheidene tot in onze gewesten geestelijk gebied hadden), en daar werd met toestemming des konings vastgesteld, dat de vorstelijke ambtenaren zich bepalen moesten te waken op den landbouw en de aan den fiscus toebehoorende gronden, namelijk op zulke wijze, dat de werkzaamheden bij tijds konden verricht worden en de opgelegde taak de geschiktheid of de krachten der arbeiders niet te boven mochten gaan (14e artikel).

Hadden de eerste landontgingers bij voorkeur de vruchtbaarste plaatsen uitgekozen, bepaaldelijk zulke, welke, doorsneden van beken of in de nabijheid eener rivier of kreek, en omtrent een bosch, den meester het genot van jacht en vischvangst verzekerden, geheel anders gingen doorgaans de kloosters te werk, die reeds op 't einde der Romeinsche heerschappij, doch voornamelijk in schuts der Frankische koningen opgekomen, liefst de woeste, dorre en afgelegene plaatsen opzochten [1]. Zoo geraakten alle streken van ons vaderland langzamerhand bevolkt. Het taaie geduld der monniken, afgezonderd van 't gewoel en de zorgen der wereld, geene andere bekommering kennende dan met betrekking tot hunne dagelijksche taak, gelukte er overal in om de aanvankelijk woeste natuur te herscheppen tot vruchtbare akkers en lachende weiden, hier en daar bezet met zindelijke gebouwen, welke van lieverlede vermenigvuldigd, tot dorpen, en vele zelfs tot steden zijn uitgebreid [2].

Over het algemeen mag men zeggen, dat de boer, die klooster-

[1] De eerste kloosters in ons land schijnen opgericht te zijn in de IVe eeuw, door St. Vitricius, leerling van St. Marten, en namelijk in het zuidwestelijk deel der streek, die later Vlaanderen werd genoemd.

[2] Men denke slechts aan de kloosters van Sint-Truiden, Sint-Omaars, Fosses, Leuze, Ronse, Gent, Nijvel, Marchiennes, Lobbes, Saint-Ghislain, Soignies, Bergen, Maubeuge, Aulnes, Malmédy, Doornik, Stavelot, Sithiu (Sint-Bertijn) en menige andere, in den loop der VIIe eeuw tot stand gekomen.

Wat de dorpen betreft, deze waren reeds talrijk in de IXe eeuw : men vindt er verscheidene honderden opgenoemd in de lijst der plaatsnamen van 't eerste deel der *Table chronologique des chartes et diplômes imprimés, publiée par* ALPH. WAUTERS.

land beploegde, daar verschillige voordeelen bij vond, welke andere pachters misten; wij zullen hier enkellijk wijzen op de gunstige omstandigheid, dat hij geene verandering van eigenaar had te duchten, en zijne pacht derhalve duurzaam was. Het klooster toch wist hij een bezitter te zijn, die nooit stierf; hij was zeker, dat de eiken van het bosch, toen deel makende van schier elke groote landhoeve, in Brabant en Vlaanderen evenzeer als in de Ardennen of het Henegouwsche, niet bedreigd waren door de bijl van eenen geldzuchtigen of spilzieken eigenaar, en zoo werd de huraar nooit gekwollen door een ontmoedigend vooruitzicht, eene kwellende onzekerheid, welke den ijver en de zorg van andere pachters dikwijls verlammen moest. Wie « onder den staf » wilde arbeiden, mocht zich zelf als 't ware bezitter achten van het landgoed, dat hij bewerkte, in dezen zin, namelijk, dat hij er blijven mocht voor geheel zijn leven, althans zoo lang de toestand zijns gezins en de bevrijding van groote rampen, die niet kunnen voorzien of vermeden worden, hem zouden vergunnen de voorgeschrevene plichten te kwijten. De kloosterlingen, niets voor hen zelven mogende bezitten of anderen opdragen, als verbonden door den eed, het eigendom der Kerk tegen elke vervreemding of berooving te zullen beschutten, waren dus maar enkel vruchtgebruikers van het goed, dat der instelling was geschonken, en 't is aan deze omstandigheid te danken, dat meer dan éene en dezelfde familie honderd jaren en meer het kloostergoed bewoonde, hetwelk vier of vijf opvolgende geslachten van eigen bloed met hun zweet hadden bevochtigd.

Er blijft ons nu nog, aleer dit tijdvak te sluiten, te spreken over de bestuurlijke en rechterlijke inrichting, welke de Franken, vooral onder Karel den Groote, beheerde.

Tot aan dezes komst was er aan het bestuur in de rechtspleging weinig verandering toegebracht. De *pagi* bestonden nog; de graven, oudtijds eenigerwijze oversten van den stam, waren allengs agenten des opperbestuurs geworden, in wier handen de krijgsmacht, de politie en het bestuur uitsluitelijk vereenigd waren, en die tevens de rechterlijke macht uitoefenden, ten

minste daarop het hooge toezicht hadden. In vergelding daarvan hadden zij het genot van eenig landgoed of domein [1].

Karel de Groote bracht aan de inrichting der justitie gewichtige veranderingen toe, namelijk door het instellen van het schependom. Wel is waar vindt men, hoewel slechts enkele malen, reeds vóor hem melding gemaakt van schepenen [2]; maar eigenlijk weet men niet wat soort van bediening deze uitoefenden. Stellig was 't de groote keizer, die het college of de bank van schepenen, als bestendig rechterlijk korps, in voege bracht, en wel ter vervanging der voormalige *rachimburgi* van elk *pagus*. De oorzaak dezer hervorming is niet onbekend gebleven. Een capitularium van Lodewijk den Vrome (829) zegt uitdrukkelijk dat de vicarissen en honderdmannen de gedingen te zeer hadden vermenigvuldigd [3], veeleer uit begeerlijkheid naar de boetgelden der afwezigen, dan in het belang der gerechtigheid; nu, om dit misbruik te keer te gaan en het volk van langduriger kwelling te bevrijden, verbood hij tot die gerechtszittingen op te roepen al wie er geene zaak te verhandelen had, ter uitzondering der zeven schepenen, die er altijd moesten aanwezig zijn. De wijziging in 't justiciebeheer was derhalve eene nieuwe weldaad van Karel den Groote, waarbij hij, steeds met het oog op het welbegrepen volksbelang, nog bepaalde dat geen graaf ter gerechtsplaats zou komen, tenzij nuchter zijnde en kalm van zin [4]; dat de zittingen niet te kortstondig mochten zijn en de graaf er 't genot der jacht en der tafel voor verschuiven moest [5]; dat ieder bisschop, abt of graaf eenen goeden griffier zou hebben, schrijvende eene leesbare letter [6].

[1] Zie het capitularium van 803, cap. V, c. 19.

[2] De geleerde Warnkoenig ontdekte in het staatsarchief van Gent eene charter van 745, voortkomstig van de Sint-Bertijnsabdij, en waarin, naast andere handteekeningen, die is te lezen van *Gumbarii scauuini* (zie: *Flandrische Staats-und Rechtsgeschichte*, I, *appendice*, 9-11, en de Fransche uitgave (met een *fac-simile*).

[3] Baluzius, I, 671.

[4] *Capit. Caroli Magni*, anno 803, cap. 15, ap. Baluzius, bl. 393.

[5] *Idem* ann. 807, cap. 4; *ibidem*, I, 459.

[6] *Idem*, ann. 805, c. 4; *ibidem*, bl. 421.

Eindelijk, de uitvoering van deze en meer andere wijze verordeningen willende verzekeren, stelde Karel de *missi dominici* in, die tot last hadden viermaal s' jaars de verschillige graafschappen des rijks te doorloopen, de misbruiken van allen aard te verbeteren en hem verslag te doen van hunne bemoeiingen [1].

De *missi* kregen eene bepaalde macht, toen Karel de keizerskroon had opgezet. Het land werd verdeeld in groote districten, waarvan ieder verschillige graafschappen en dioceezen bevatte. Onmiddellijke vertegenwoordigers van den vorst, kregen zij een uitgestrekt gezag, niet alleen over de graven, maar zelfs over de bisschoppen, abten en abdissen, wier openbaar en bijzonder leven zij moesten trachten te onderzoeken. Tevens was hun opgelegd, te waken op de goede verstandhouding der burgerlijke en geestelijke overheden, op het goed van kerken en kloosters, dat zij tegen de aanmatigingen der booze inpalmers en tegen de aanslagen van ruwe overweldigers beschutten moesten. Vooral was hun aanbevolen een oog in 't zeil te houden, opdat de graven goed recht zouden oefenen, en waar dit niet geschiedde, zelven recht te plegen totdat de graaf zijnen plicht weer kwijten zou [2]. Ook de *missi* plachten vier maal 's jaars zitting te houden, waar zij de klachten des volks aanhoorden en recht verschaften.

Boven deze inrichting stond de regeering, welke Hincmar, aartsbisschop van Reims, volgenderwijze naar de bekende beschrijving van Adalhard doet kennen :

Het hooger of middenbestuur bestond uit den keizer, bijgestaan door zijnen bijzonderen raad en door eene algemeene vergadering : *placita generalia* of *generales conventus*. Deze bijeenkomst had tweemaal in het jaar plaats, te weten in de lente (Mei) en in den herfst, en werd verdeeld in twee sectiën : eene voor de geestelijke, de andere voor de burgerlijke zaken. De bijzondere raad zetelde bestendig.

Op de herfstvergadering bracht men de giften bijeen voor den

[1] *Capit. Caroli Magni*, ann. 802, c. 25. — Baluzius, I, 370. — Pertz, *Leges*, I, 96 ; II, 16.

[2] Warnkoenig et Gérard, *Histoire des Carolingiens*, I, 340-341.

vorst; men onderzocht er de zaken voor het volgende jaar, als 't noodig was, en de *missi* kwamen er verslag doen van alles, wat zij namens den vorst hadden verricht of wat zij belangrijks hadden opgemerkt. Deze *placita* waren de voorloopers der Algemeene Staten, later opgericht, alsmede van de parlementaire instellingen, welke nog heden in voege zijn.

De algemeene vergaderingen werden op verschillige plaatsen gehouden. Tijdens de regeering van Karel den Groote telde men er vijf en dertig, waaronder evenwel slechts twee op Belgischen bodem : in 771 te Valensijn (later aan Henegouw ontweldigd) en in 812 te Boulogne (nadien van Vlaanderen afgescheiden).

Zooals wij tot nu toe den toestand van het landvolk deden kennen — veiligheid voor have en goed, verzekering van recht, rust in het binnenland, bescherming van den arbeid — zou men allicht tot het besluit komen dat het lot des landbouwers in de VIIIe en IXe eeuw gunstig, ja benijdenswaardig was. En evenwel, den toestand goed onderzoekende, vindt men eene keerzijde.... Er waren toen ook openbare lasten, die de menigte, vooral op het platteland, tegen de borst moesten stooten, omdat ze vooral op haar drukten. De bisschoppen en abten waren gehouden den keizer en zijn talrijk gevolg op zijne veelvuldige reizen te herbergen, eene verplichting, die ook den graven was opgelegd, doch welke laatsten in zulke gevallen zorgden, zich door den armen boer te doen vergoeden. De belasting, hun uit dien hoofde gevraagd en de *adventu regis* geheeten, was ongelukkiglijk de eenige niet, die van de vruchten des nijveren landbouwers werd afgeperst; ook het voeder, noodig voor de uittrekkende krijgslieden, moest door hen worden verschaft en vermoedelijk ook wel de wagens en 't gespan, om het te vervoeren. Hoe zwaar deze belasting toen reeds op den geringen man drukte, kan men afmeten naar de bittere klachten, die in de volgende eeuwen tegen de dikwijls herhaalde opeischingen van dien aard door de buitenlieden werden geslaakt.

IIIe HOOFDSTUK.

—

Verdrukking van het landvolk. — De zwakken zoeken bescherming bij de kloosters. — Ontwikkeling der persoonlijke vrijheid, gevolgd door de ontvoogding der gemeenten. — Uitbreiding van den landbouw. — Verbetering van zeden en beschaafdheid.

Toen Karel de Groote, na een langdurig streven ten nutte der menschheid, het moede hoofd ter rust had gelegd, openbaarden zich twee richtingen in den staat, gansch strijdig met elkander. Aan den eenen kant de zucht om het geringe volk uit de banden der lijfeigenschap los te maken, aan den anderen eene bepaalde strekking onder een aantal machtige grondbezitters om zich ten koste des armen landzaats door allerlei afpersingen, zelfs door geweld en misdaad, te verrijken en weder onder 't juk te brengen. Beide stroomen gingen naast elkander op, verwarring brengende in de hooge en lage standen der samenleving, terwijl ook in de regeeringskringen begon wanorde te komen. De wijze wetten, door Karel den Groote uitgevaardigd, werden niet loyaal uitgevoerd of bleken niet alle doeltreffend te zijn. De openbare ambtenaren hadden een uitgebreid gezag, hetwelk zij gemakkelijk tot eene volstrekte meesterschap wisten te maken, doordien hun, te gelijk met hunne bediening, groote landgoederen waren afgestaan; de instelling der *missi dominici* was ontoereikend om de uitvoering der wetten te verzekeren en de orde te handhaven; de nationale vergaderingen waren slecht ingericht, hunne betrekkingen met het koninklijk gezag al te onbepaald. Verschillige opperhoofden streefden om zich onafhankelijk te maken van de kroon en zich in het hun toevertrouwde gewest als vorst te doen erkennen. Deze en meer andere oorzaken werkten mede om de ontbinding des weleer zoo machtigen rijks te verhaasten, die eindelijk plaats had ten jare 843.

Karel's opvolger had, na vier en twintig jaren zonder glans te hebben geregeerd en op 't laatst door zijne eigene kinderen, die zich tegen hem gewapend hadden, gevangen te zijn genomen, drie zonen achtergelaten, die het keizerrijk in drie deelen splitsten.

Lodewijk kreeg de landen ten westen van den Rijn; Karel bekwam degene ten westen der Schelde, en geheel de streek tusschen beide rivieren viel te beurt aan Lotharius, die aldus het gebied verkreeg over de meeste onzer provinciën.

Ondertusschen vielen andere gebeurtenissen voor, die eenen tijd lang alle pogingen om aan de wanorde in den staat een einde te stellen, dwarsboomden. De noordsche barbaren, de zwakheid der regeering en de verdeeldheid onder 't volk te baat nemende, waagden nieuwe invallen in ons land en vonden geenen ernstigen tegenstand. Had Karel de Groote hen aanvankelijk door de kracht der wapenen gestuit, zijne afstammelingen paaiden hen met goud.... Hierdoor stouter geworden, verdubbelden zij hunne invallen, maakten zich meester van al de steden en abdijen, welke van hunne kostbaarheden werden beroofd en daarna in asch gelegd, en rantsoeneerden of verdreven de veldbewoners, alom schrik en verdelging, dood en rouw verspreidende. Die hachelijke toestand duurde nagenoeg eene halve eeuw, namelijk totdat de Noordmannen omtrent Leuven eene bloedige neerlaag leden en hunne strooptochten ophielden.

Die betrekkelijk lange aanwezigheid der barbaarsche benden op den bodem van België was zeker niet geschikt om het werk der vrijmaking te bevorderen: integendeel, de woestaards, die in dezen benarden tijd, en lang nog nadien, het arme volk van den buiten op allerlei wijzen onderdrukten, volgden maar in hunne geringe omgeving na wat de Noordmannen op breede schaal hadden verricht; en mogelijk waren er onder de bewoners der kasteelen, die op menig punt van België ter verdediging der bevolkingen na de eerste invallen waren opgericht, ruwe zonen uit het noorden zelven, die de oorspronkelijke bezitters hadden verjaagd of gedood en van uit de overrompelde sterkten het weerlooze landvolk ongenadig onder het ijzeren juk hielden. Daaruit ontstond, in de XIe eeuw, eene algemeene zucht naar vrijheid, het rusteloos woelende gedacht der menschelijke gelijkheid, dat nog in onze dagen naar eene oplossing zoekt. Maar zware hinderpalen kwamen de zelfs gedeeltelijke uitvoering dezes ontwerps verijdelen. Geene pen zal ooit bij machte zijn in het geschiedboek

der menschheid de hopelooze pogingen en bittere crisissen aan te teekenen, welke dien harden langdurigen kamp kenmerkten. Reeds in 't jaar 1000 stippen de kroniekschrijvers samenscholingen aan van boeren, aan wie het onverdraagzame juk der grooten zal herinnerd hebben, dat ook zij menschen waren, met de vorsten en rijken der aarde gelijk vóor God, zooals het Evangelie leert. Elke proef, nochtans, stuitte op de sterkere macht en 't geweld der gebieders, en er bleef den ongelukkigen niets anders over dan den geboortegrond vaarwel te zeggen, waar zij noch recht noch vrijheid genoten, en waar van den anderen kant onophoudelijke overstroomingen, herhaalde pestziekten, hongersnood en andere volksrampen het leven allerlastigst maakten.

In 't midden der XIe eeuw gingen Vlaamsche landbouwers zich vestigen op de grenzen van Walles en Schotland, dàar geroepen door Willem den Rosse. Onder de regeering van den Luikschen bisschop Wazon begaven honderden Luikenaren, vluchtende voor den hongersnood, zich naar Hongarije, alwaar koning Andreas I hun ten jare 1046 eene vruchtbare landstreek in 't diocees van Erlau tot vaste woonplaats had aangewezen.

De faam der Vlaamsche landbouwers was aldaar in den beginne der XIIe eeuw reeds in verre landen en over de zee verspreid. Hendrik Beauclerc lokte er een groot getal naar de graafschappen van York en Pembroke, terwijl nagenoeg op hetzelfde tijdstip Nederlandsche boeren waren uitgeweken naar 't bisdom van Bremen, in Holstein, naar Meisen, Mecklemburg en andere gewesten van Duitschland, ja naar 't comitaat Zips, waar zij door koningin Helena geroepen waren, alsmede naar 't comitaat Ugocsa enz.

Maar ofschoon de vreemde vorsten onzen boeren groote voordeelen deden aanbieden, ten einde de uitgestrekte heidegronden van hun rijk door ervarene en wakkere handen op korten tijd in vruchtbare akkers en lachende weiden herschapen te zien, denken wij toch dat er eene sterkere drijfveer moet hebben gewerkt om de Belgen zoo ver uit het land hunner geboorte te lokken en hun een heil te doen zoeken te midden van bevolkingen, van welke zij door taal en zeden gansch verschilden.

En evenwel waren onze uitgewekene landgenooten niet allen

gelukkig, vooral de Vlamingen die zich niet uitsluitelijk aan den landbouw hielden, maar niet vergeten konden dat zij afstamden van dappere krijgers. Zij verleenden in Duitschland onderstand aan de Saksen en Turingers, tegen de Slaven, en in Engeland aan de Anglo-Normandiërs tegen de Galliërs, maar eilaas! ten koste van hunne rust en geluk. Zij, die op uitnoodiging van Hendrik van Saksen, toen deze een groot deel der Baltische kust had overweldigd (1161), zich aldaar, en in andere hem toebehoorende gewesten, gingen neerzetten [1], werden eenigen tijd nadien door een Slavisch opperhoofd te Mecklemburg onvoorziens overvallen. Zich niet willende overgeven met verlies van have en goed, werd de plaats belegerd, ingenomen, in asch gelegd, nadat al de weerbare mannen vermoord, de vrouwen en kinderen als slavinnen weggevoerd waren... [2]

De Vlamingen, die zich in 't diocees van St.-David hadden gevestigd, hadden eenen harden kamp uit te staan tegen de oude bewoners van dat gewest; de Galliërs kwamen in opstand tegen Hendrik I en verwoestten het grondgebied, door de Vlamingen betrokken [3].

Wat degenen betreft, die in 't vaderland gebleven waren, aan tegenstand was niet te denken; overigens het lot der Fransche boeren kon zekerlijk weinig geschikt zijn om de onzen tot gewapend verzet aan te sporen. Dáar was elke opstand tegen verdrukking bloedig gekastijd geworden en een verschrikkelijk voorbeeld gegeven, vooral aan de bewoners van Normandië en Bretanje. De Normandische kroniekschrijver Guillaume de Jumièges eene dier pogingen tot bevrijding verhalende, hangt van de straf het volgende ijzingwekkend tafereel op :

« Ten jare 997 vereenigden zich de boeren op verschillige plaatsen en besloten algemeenlijk te leven volgens hunnen wil, verklarende dat zij, zonder bekommernis aangaande hetgeen door

[1] .... « Qui etiam de Flandria adduxit multitudinem populorum et collocavit eos in Magkelenburg et in omnibus terminis ejus... »

(Hermanni Corneri, *Chronicon,* bl. 719.)

[2] *Idem*, bl. 723.

[3] Zie Ordericus Vitalis, *Historia ecclesiastica*, kal. 941.

de wet was verboden, zich zelven naar eigene wetten beheeren zouden, en ten einde deze te bekrachtigen, zond elke groep van dit woedende volk twee afgevaardigden naar eene algemeene vergadering der stammen, om die wetten aldaar te erkennen. Maar niet zoodra was dit feit ter ooren gekomen van den hertog of hij zond graaf Rudolf en eene menigte krijgslieden tegen de boeren op, met last dezen opstand te dempen en het landvolk uiteen te drijven. De graaf maakte zich meester van al de afgevaardigden des volks en vele andere lieden, deed hun handen en voeten afkappen en zond die ongelukkigen alzoo naar hunne stamgenooten terug, om dezen te ontraden nog dergelijke proef te wagen en, door hun droevig voorbeeld, hen voorzichtiger te maken, opdat hun niets ergers zou overkomen. De boeren, op zulke vreeselijke wijze onderricht, zagen inderdaad van hun ontwerp af en keerden terug tot den ploeg [1]. »

In België nochtans was er een stam, die niet kon ten onder gebracht worden. In den uitersten westhoek leefden nog altijd de ruwe Kerels, wier trots en overmoedigheid, even groot als hunne zucht voor vrij en onafhankelijk bestaan, zelfs de weerwraak der leenheeren moet hebben gaande gemaakt, tot zoo verre dat deze tegen hen een lied dichtten, hetwelk over Vlaanderens vlakten als een scherpe oorlogskreet den stouten Saksenkinderen zal hebben in 't oor gedreund :

« Wi willen van den kerele zinghen :
  Si sijn van quader aert;
Si willen de ruters dwingen;
  Si draghen enen langhen baert.
Haer cleedren die zijn al ontnait;
  Een hoedekin up haer hooft ghecapt,
tCaproen staet al verdrayt,
  Haer cousen ende haer scoen ghelapt.
Wronglen, wey, broot ende caes,
  Dat eit hi al den dach;
Daer omme es de kerel so daes,
  Hi etes meer dan hijs mach. »

[1] *Collection de chroniques nationales*, Guill. de Jumièges, livre V, ch. II. — Traduction de Guizot.

Uit deze strophe leeren wij den toestand der Kerels kennen. Schitterend was die voorwaar niet : gelapte kleederen, sobere spijs, maar toch moed, zelfs overmoed en, mogen wij den adellijken zanger of den zanger van den adel gelooven, eene neiging om de toen zoo machtige heeren de wet te stellen. Moet dit niet strekken tot een betoog, dat in die tijden de strijd tusschen kapitaal en arbeid, tusschen bezit en gebrek al even vinnig was als tegenwoordig?

« Enen groten rucghinen cant
  Es harde wel sijn ghenouch,
Die neimt hi in sijn hant
  Als hi wil gaen ter plouch.
Dan comt tot hem sijn wijf, de vule,
  Spinnende met enen rocke,
Een sleter ontrent haer mule,
  Ende gaet sijn scuetle brocken... »

Uit deze en de overige strophen blijkt hoe diep de afkeer was, welke de adel voor den minbeschaafden, niet te bedwingen Kerel koesterde. Er waait uit deze verzen waarlijk geen milde walm van liefde en mededoogen voor den man, die, zonder zijne schuld, nagenoeg aan de laagste sport der maatschappelijke ladder stond.

« Ter kermesse wil hi gaen,
  Hem dinct datti es een grave;
Daer wil hijt al omme slaen,
  Met sinen verroesten stave.
Daer gaet hi drincken van den wine,
  Stappans es hi versmoort;
Dan es de werelt sine,
  Stede, lant ende poort... »

De Kerel ging dus, in minachting voor de wet, gewapend. « Een verroeste stave, » maar zeker wel sterk genoeg om, als 't nood deed, den ridder daarmee door 't harnas te slaan. Als 't feest was, had hij 't beter, dan dronk hij ook zijnen beker wijn. 't Nederlandsch spreekwoord : « Eénmaal kermis is niet altijd armoê, » zou tot den tijd der Kerels wel kunnen opklimmen.

« Wi willen de kerels doen greinsen,
Al dravende over tvelt;
Hets al quaet dat si peinsen,
Ic weetse wel bestelt.
Men salse slepen ende hanghen,
Haer baert es al te lanc;
Sine connens niet ontganghen,
Sine dochten niet sonder bedwanc... [1] »

Deze laatste strophe getuigt van eene woestheid en wraakzucht, die zekerlijk niet stroken met den verheven geest der wetten, welke den middeleeuwschen ridder voor al zijne daden waren voorgeschreven. Onze dichter spreekt van vervolgen en verdelgen — omdat de arme Kerel mogelijk wat trotsch was en onhandelbaar, nu en dan zich in den wijn vergat — maar zeker toch niet meer dan de edelman? — en in dien toestand nog minder te temmen was. Edoch, zou de middeleeuwsche slotheer in 't uur der dronkenschap minder baldadig geweest zijn dan de arme dorper, dien hij wenschte uit zijnen weg te drijven?

« Sine dochten niet sonder bedwanc, » zoo besluit de dichter. 't Kan waarheid geweest zijn, maar « slepen en hangen » is het werk van barbaren, niet van menschen.

Er was nochtans een schild tegen het geweld der grooten, en dit vonden onze voorouders in de schuts der kloosters. Wel is waar moesten zij zich afhankelijk maken van het sticht, in welks hoede zij begeerden te staan, doch dit had niets vernederends; ware het zoo geweest, er zouden van de VIIIe tot in de XIIIe eeuw niet zooveel lieden geweest zijn die zich cijnsplichtig maakten van eene abdij, en men zou de nadeelige voorwaarden wel in de akten van opdracht terugvinden. De oudstbewaarde oorkonde van dien aard — deze, waarbij zekere Erembert twee zijner lijfeigenen afstaat aan de abdij van St.-Pieter, te Gent [2], verschilt in vorm en

[1] *Nederlandsche Dichterhalle, volgens dichtvakken en ouderdom gerangschikt door* J.-F.-J. Heremans, I, 57.

Dit lied behoort, wat den vorm betreft, tot de XIVe eeuw, maar ongetwijfeld leefde het toen reeds lang in den mond des volks.

[2] Zie A. van Lokeren, *Chartes et documents de l'abbaye de Saint-Pierre*, I, 23.

bepalingen weinig van de latere, en de opdrachten en afstanden hielden ongeveer drie honderd jaren aan. Bedoelde akten behelzen niets dat doet denken aan slavernij, of zelfs aan karwei; maar degene, die door zijnen gebieder aan een klooster werd afgestaan of, reeds vrij zijnde, zich zelven onder de schuts eener godsdienstige vereeniging stelde, had enkel eenen jaarlijkschen cijns, somtijds (doch dit was zeldzaam) een bepaald deel zijner veldvruchten jaarlijks op te brengen. Daarvoor was hij zeker van zijne veiligheid en die zijner huisgenooten en goederen, want het klooster stond onder de hoede en bescherming van pauzen en vorsten, en de middeleeuwsche overweldigers dachten er tweemaal aan aleer zich den banvloek der eenen en de strenge kastijdingen der anderen door 't aanslaan van kerkelijke goederen op den hals te laden.

Zoo weinig vernederend was het toen zich afhankelijk te maken van den staf, dat vermogende, ja zelfs adellijke lieden openlijk daartoe overgingen [1]. Het doel is klaar en duidelijk uitgedrukt in eene akte van opdracht, ten voordeele van gemelde St.-Pietersabdij te Gent ten jare 1155 afgeleverd; men leest daarin namelijk, dat eene vrouw zich cijnsplichtig had gemaakt *pro indefinenti libertate optinendâ*. Geen twijfel dus, of de toevlucht tot een klooster was toen schier noodzakelijk om zich eene volkomene vrijheid te verzekeren [2], hoewel er enkele voorbeelden zijn aan te halen van oneerlijke grooten, die zich meester maakten van cijnsplichtigen, tienden of andere bezittingen der abdijen, zoodat de kloostervoogden weleens genoodzaakt waren

[1] Oorspronkelijk stuk in 't Staatsarchief te Bergen, gedrukt in de *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 2e série, IV, bl. 257.

Voorbeelden hiervan zijn genoeg voorhanden. Wijzen wij slechts op de volgende: « Hec ego Vergine de Wenlina attendens cum ex ingenuis et *nobilibus parentibus* procreata essem... » — Vrouwe Geertruid... « quod quedam *nobilis matrona* Gertrudis nomine... cum esset libera et liberis parentibus oriunda, tributarium se constituit..., » benevens vele andere, inzonderheid gedurende de XIIIe eeuw. (Zie Van Lokeren's beroepen werk).

[2] Zie Van Lokeren, *Chartes et documents de l'abbaye de Saint-Pierre*, I, 23.

het ontweldigde vóor de vierschaar te gaan opeischen, hun recht bezwerende op de Evangeliën. Alzoo deed, onder anderen, de abt van St.-Pieter ten jare 1170, toen de nakomelingen van zekere Gerlinde, die zich onder de bescherming van dat klooster gesteld had, namens den graaf van Vlaanderen Philip van den Elzas waren afgevorderd; alzoo moest diezelfde vorst in 1183 aan de abdij van St.-Bavo een aantal lijfeigenen afstaan, welke hij zich had aangematigd, doch die beweerden vrije lieden te wezen [1].

Ten bewijze, dat het wel de zwakheid was, die bescherming zocht bij den machtige, kan dienen dat, op weinige uitzonderingen na, al de bedoelde afstanden, welker akten men aantreft in de charterboeken der abdij van St.-Pieter, gedaan werden door of namens vrouwen.

Het is nog altijd meest in naam van den godsdienst, of voor 't geestelijk welzijn der bevrijders, dat de opdracht aan een klooster of altaar geschiedt. Jan, heer van Lens (Brabant), stelde zijne lijfeigenen den vrijdag vóor « Pâques fleuries (1304, o. s.)... pour Dieu et en aumousne... » (zegt hij) « pour le salut de mon asme et la remission de mes pechies et de mes ancisseurs, » in de hoede van « Dieu et medame saincte Waldrut de Mons [2]. » Boudewijn, ridder en heer van Fontaines, twee lijfeigenen de vrijheid schenkende in 1327, verklaart dit te doen « pour Dieu et pour le salut de nostre ame et de nos ancisseurs et a le prière de noble dame no tres chiere et amee compaingne medame Alyneor de Kevrens. » — De vrijmaking van drie lijfeigenen door Willem, graaf van Henegouw en Holland, ten jare 1334 (o. s.) ten voordeele der abdij van Hasnon, gaat vergezeld van de verklaring dat het gebeurt « pour Dieu, purement et en aumosne et à le pryere nobles hommes le signeur de Boussut et Henry de Liedekerke, chevaliers [3]. »

[1] Serrure, *Cartulaire de l'abbaye de St-Bavon*, 64, 65.

[2] Bij de plechtigheid dezer bevrijding waren aanwezig Izabella de Wallenghien, Izabella de Cupigni, Margareta de Barbenchon, Joanna de Bayus, Catharina de Wildeberghe en Joanna d'Angherial, kanunnikersen van Ste-Walburga te Bergen, benevens vier leenmannen van graaf Willem.

[3] Er zijn meer voorbeelden op te noemen dat vorsten zelven de veiligheid

Van des te meerdere waarde moest de bescherming eener machtige abdij den zwakken, weerloozen lieden zijn, daar er, in wedervergelding, zoo weinig van hen geëischt werd. Inderdaad, de hun opgelegde belasting was licht om dragen; de drie lijfeigenen, door genoemden graaf Willem aan de kloostergemeente van Hasnon afgestaan, waren enkel verplicht twee deniers in 't jaar, en bij den dood zes deniers aan den abt op te brengen. Welk verschil er ook in de op te brengen som was, deze was toch overal gering, en 't erfenisrecht, dat de vrije lieden van onzen tijd den Staat geven moeten, drukt zeker wel zwaarder en is niet minder hatelijk dan de zoogenaamde « sterfcoop. »

Het is natuurlijk dat de vrijgemaakten, opgeleid tot de priesterlijke bediening, van alle cijnsbelasting ontslagen waren; maar ook leeken, afhangende van eene geestelijke gemeenschap, werden op den duur bevoordeeligd. De boeren van Xhoris, namelijk, die cijnsplichtig waren van de abdij van Stavelot, zagen ten jare 932 de hun opgelegde belasting verminderen [1], en van zulke edelmoedige trekken, ook vanwege leeken, zijn verschillige voorbeelden aan te halen. De gedachte : de toestand der geringe klasse moet verbeterd worden, won dagelijks veld; er bestond slechts verschil in de manier om die tot daad te maken. Wanneer Margareta van Constantinopel in 1245 het lot harer onderhoorige dienstbaren, in hare avouerie van Henegouw, verbeterde, besprak zij voor zich en hare nazaten het beste voorwerp, dat in

erkenden, welke de lieden, afhangende van de kloosters, genoten. Reeds in 954 had Adela, gravin van Vlaanderen, twee harer dienstbaren mits eenen jaarlijkschen cijns aan de abdij van St.-Pieter te Gent afgestaan (Diericx, *Appendice aux mémoires sur la ville de Gand*, bl. 72, in nota); in 1130 geschiedde de opdracht van een groot getal lijfeigenen aan 't sticht van den H. Bavo ter genoemde stad, door graaf Dirk van den Elzas. Laatstgemelde afstand, beginnende met de aanroeping : « *Sanctus Livinus...* » was gedaan « ob memoriam et salutem meam et praedecessorum meorum quedam mancipia mea quorum nomina subscribuntur cum omni sobole sua et posteritate sancto Livino precioso martyri in Gandensi ecclesia sancti Bavonis libera et absoluta traditione coram hominibus et baronibus meis praesente abbate... » (Serrure, *Cartulaire*, bl. 34).

[1] Ritz, *Urkunden zur Geschichte des Niederrheins*, bl. 27.

't sterfhuis van elken dier lijfeigenen zou worden aangetroffen, wat eene aanzienlijke verzachting voor de weinig begoeden was, daar zij vroeger, bij het overlijden, de helft hunner goederen aan den vorst moesten afstaan [1]. Minder edelmoedig ging, in 1304, gemelde Jan, heer van Lens, te werk; de verklaring afleggende dat hij voor altijd afzag van alle soort van dienstbaarheid en afpersing ten voordeele van drie zijner lijfeigenen, vorderde hij van hen 2 blanke deniers 's jaars, 12 stukken van dezelfde munt bij hun huwelijk en evenveel bij den dood, alles ter gunste van de Ste-Waltrudiskerk te Bergen.

Aangaande de lijfeigenen, welke nog niet tot het genot der vrijheid werden geroepen, ook dezer toestand verzachtte onder den invloed der machtige beweging, die aan alle zijden tot de ontvoogding aanspoorde. « Ter uitzondering van een klein getal (zegt A. Wauters) [2], die tot den huisdienst bestemd waren, en wier bestaan meer afhing van de grilligheid des meesters, was de groote meerderheid aan 't bewerken van den akker en enkel met eenen bepaalden cijns belast; zij konden niet aan den geboortegrond ontrukt noch aan den vreemde verkocht worden;

[1] Ziehier een uittreksel uit de daartoe betrekkelijke charter, verleend door Margareta in uitvoering der begeerte van hare zuster, de gravin Joanna, uitgedrukt « en sa plaine santé » :

... « Ke totes les gens de sainteur (*servitude*) de tote la terre de Hainau, ki estoient de s'avoerie, qui ele avoit partis a moitiet à le mort, fuscent al mellor chatel à le mort, kar preudomme li avoient soventes fois dit ke partir ne pooit seurement tels gens, ne al salut de s'ame. Et, por çou ke nos trovames, al consel de nos haus homes de Hainau, à qui nos en demandames por le chose plus fermement assummer, ke tot cil de sainteur, sicom il mius creoient, devoient estre al mellor chatel à le mort, et ke, par acoustumance de ballius plus ke par autre droit, avoient esté parti des chi a ore, nos, par le volente et la promesse nostre chiere seur Jehane devant dite a acomplir, et par nostre greanche (*gré*) et nostre assentement ke nos tres donc a ceste chose avuec sa volente mesimes, et encor i metons, por nos et por nos oirs ki apres nos venront, volons etc... »

(Oorspronkelijk stuk in het Staatsarchief te Bergen, medegedeeld door Gachard in de *Bulletins de la Commission royale d'histoire,* 2e série, IV, 255-256.)

[2] *Histoire des environs de Bruxelles*, II, 10.

wel is waar leverde hun bestaan niets schitterends op, en was er voor hen geene hoop tot lotsverzachting, maar dank aan het nationaal karakter en den invloed van den godsdienst, gewende men zich er aan, hen op zachte wijze te behandelen. Somtijds zelfs bezaten zij grondgoederen en werden zij bekwaam en waardig geacht om in de plaats van hunnen meester in openbare plechtigheden op te treden. » — Inderdaad, wij lezen bij Hemricourt (*Guerre d'Awans et de Warous,* § 3, bl. 329) van eene lijfeigene vrouw, levende in de XIIe eeuw, « *et qui estoit riche de moibles et d'yretage,* » terwijl ten jare 1095 een dienstbaar man, Steypo geheeten, in naam van zijnen afwezigen meester eene gift overbrengt aan 't klooster van Jette. Voor 't overige men vergete 't niet : de dienstbaarheid is geene vinding der middeleeuwen, gelijk al te lang beweerd werd, maar eene merkelijke verzachting der slavernij, die het heidendom, bij de Kelten en de Germanen evenzeer als bij de Romeinen, had tot stand gebracht. Dienstbaar of enkel cijnsplichtig, was de landman in de vroege middeleeuwen ten onzent niet ongelukkig, althans hij had het beter dan in menig ander rijk van Europa, waar de lijfeigene minder edelmoedig werd bejegend en, bij gemis van burgerlijke rechten, enkel de rechten der menschelijkheid kon inroepen, welke hem nog niet altijd waren gegund. Hier was de vrijheid van den huiselijken haard gewaarborgd, en als de Luiksche poorter in 1200 met trots liet hooren : « Povre homme en sa maison roy est, » sprak hij een woord, dat weldra voor schier de algemeenheid der Belgen zou waarheid worden.

Alzoo beschouwd, komt het eenigszins vreemd voor, dat Jacob van Maerlant, die in de XIIIe eeuw leefde, den val der oude feodaliteit of, wil men, van de macht der slotheeren, beschouwde als eene groote overwinning, een oordeel, dat later werd bijgestemd door verreweg het meeste getal geschiedschrijvers, die tot op onzen tijd de feodale inrichting als eenen vloek voor het volk brandmerkten. Waar Maerlant het oude stelsel als eene strekking tot tirannij, zelfzucht en ongelijkheid der menschen afkeurde, was hij zeker niet gansch bezijden de waarheid; immers de feodaliteit herschiep het land in geen Eldorado, voerde de boeren niet

terug tot den gulden herderstijd, zoo gemoedelijk door THEOKRIET in de oudheid en door GESSNER in de vorige eeuw bezongen; het kasteel, ja, beheerschte, met de kerk, gansch het dorp, en weerklonk weleens van den jammerkreet eens ongenadig verdrukten dorpers. Maar, onverlet gelaten dat de landbouwer het idealisch leven nog in onze XIXe eeuw niet heeft gevonden, mag men, bij de beoordeeling van middeleeuwsche toestanden, niet uit het oog verliezen dat onder de schuts der schietgaten van die geduchte sloten eene massa dorpelingen leefde, en daar bij vijandelijken aanval niet enkel hunnen persoon, maar ook hun goed beveiligen mochten; dat de adel, door zijnen ridderlijken geest, veel heeft bijgedragen tot verzachting der zeden, ter bevordering van beschaving, en aan het hoofd der middeleeuwsche gemeenten staande, onzeglijk veel heeft meegewrocht om deze in macht en sterkte en luister op te voeren, totdat eindelijk het uur der burgerij zoude slaan.

En de beweging voor de volksontvoogding werd inderdaad zoo groot, dat niets in staat was dien stroom van richting te doen veranderen of te stutten; het zijn nu niet langer alleenstaande personen meer, met een betrekkelijk gering vermogen en invloed in de samenleving, die de zoete vruchten der vrijheid aan medemenschen te genieten geven, ook de Staat acht het uur gekomen om de machtige beweging te volgen, en aan geheele bevolkingen, gansche gemeenten wordt ineens, de eene na de andere, het burgerlijk recht geschonken, minder uit eenen geest van godsdienstigheid, gelijk weleer, dan in 't belang der landheeren, of wel om staatsredenen. 't Was onder de groote regeering van Boudewijn van Rijsel (1036-1067), een even sterken en dapperen als vromen, wijzen en zachtzinnigen vorst, dat de Vlaamsche steden begonnen ontvoogd te worden, maar 't zou eerst in de volgende eeuw zijn, dat aan de dorpen van dit gewest de vrijheid werd vergund. De beweging strekte zich uit tot de verste streken van het noorden. Ten jare 1171 komen een groot getal bisschoppen te Armagh (Ierland) samen, en verklaren, in den name Gods, al de slaven van het land vrij. Eene halve eeuw te voren, bepaaldelijk in 1125, had de prins-bisschop van Luik dezelfde verklaring, in voordeel

van al de mannen onder zijn gebied en dat zijner geestelijkheid staande, met zijn zegel bekrachtigd. Uitwijzens eene overeenkomst, in 't jaar 1212 tusschen Hendrik, hertog van Brabant, en Godfried van Breda gesloten, werd kort te voren de dienstbaarheid afgeschaft in Oosterwijk, Arendonk, Herenthals, Turnhout, Hoogstraten, Busk (?), Lier en Sichem [1]. Onder de gemeenten van het Waalsche land, welke al vroeg teenemaal van dienstbaarheid werden ontslagen, is Frasne te noemen, een groot dorp op ongeveer drie uren van Charleroi. Godfried III, hertog van Lotharingen en graaf van Leuven, gaf die plaats in 1160 een aantal rechten, welke zelfs menige opkomende stad haar toen benijden mocht [2]. Haspres, in Henegouw, kreeg zijne keure in 1176, en werd daardoor met eene schepenenbank begiftigd [3]. Arnout Landras, heer van Eine, bij Oudenaarde, bevrijdde al zijne lijfeigenen in 't jaar 1222; Aleida van Boelare de hare op Witten Donderdag 1238; Hugo, kastelein, en zijne gemalin ontvoogden hunne dienstbaren uit het land van Waas ten jare 1243, en Godfried van Breda de zijne in 1246 [4].

In dit edel werk waren de landheeren doorgaans de vorsten voor, en deze laatsten schijnen de beweging maar al tastende, met aarzeling gevolgd te hebben; althans het Vrije van Brugge bekwam zijne keure maar in 1224, en toen Margareta van Constantinopel in 1268 de bewoners van Desteldonk, Sleidinge en Lovendegem met eene keure begiftigde, zonderde zij van de vrijmaking hare eigene lijfeigenen uit [5]. Het moet evenwel gezeid zijn dat deze vorstin eenige jaren vroeger, bepaaldelijk in 1252, het lot harer lijfeigenen merkelijk verzacht had [6]. Ook enkele landheeren handelden op weinig edelmoedige wijze.

Ogy en Isières, in Henegouw, verkregen hunne keure in 1283. Arnout, die ze voor deze zijne heerlijkheden bekrachtigde, was

[1] Miræus, *Opera diplomatica*, I, 563, 574.
[2] *Annales de l'Académie d'archéologie de Belgique*, XI, 64.
[3] Jos. de Saint-Genois, *Monum. anciens*, 479.
[4] Miræus, *Opera dipl.*, II, 313, 321, 755, 764.
[5] Diericx, *Mém. sur la ville de Gand*, I, 117.
[6] Warnkœnig, I, 358.

zoon van Gijzelbrecht van Oudenaarde en van Richilde van Mortagne, doch 't was niet zonder tegenstand dat de heer van Oudenaarde de vrijheden vergunde; men moest, om dezen afstand van hem te bekomen, een arbitraal vonnis uitlokken van de kerk van Kamerijk, waarbij deze hare rechten op genoemde plaatsen deed gelden [1].

De geheele XIII[e] eeuw was getuige van den ongestuiten voortgang der volksontvoogding, in 't noorden als in 't zuiden, in 't oosten gelijk in 't westen van België; wij willen hier een bewijs van bijbrengen door de aanhaling van een aantal bevrijdingsakten uit dit tijdvak, ten voordeele van dorpen afgeleverd en waaronder vele vergezeld waren van eene keure [2].

109*. Steenwerk, door graaf Robrecht den Jonge (vernieuwd in 1160 door Dirk en Philip van den Elzas; ook voor Berkin).
1154. Brogne, in 't graafschap Namen.
1159. Mont-Saint-Guibert, door Godfried, hertog van Lotharingen.
1160. Frasnes en Baisy, door denzelfde.
1161. Reninghelst, door Dirk en Philip van den Elzas.
1163. St-Amand, door Philip van den Elzas.
1174. Favril.
1175. Brusthem, door Geeraard III, graaf van Loon.
1178. Oberchicourt en Pocquencourt, door Boudewijn van Henegouw.
1180. Quesnoy (Kanoot), door Albert van Beieren.

[1] De oorkonde, gedagteekend van 21 Januari 1233, besluit aldus :

« ... Pronontiamus, ut ecclesia B. M. Camer. possidet altam et bassam super hospites, suos in villis de Ogy et de Isier justiciam itae possideat ipsum D. Arnulphum super perturbatione praedicta per eamdem sententiam condempnantes et inhibentes eidem Arn. de Aldenardis ne possessionem ipsius ecclesiae in alta et bassa justicia apud Ogy et apud Isier de caetero perturbet, ducendo hospites ecclesiae in angarias, vel in exeritum, vel leges aut bannos super hospites ecclesiae proponendo vel instituendo, sed ipsam ecclesiam sua possessione altae et bassae justiciae super hospites apud Ogy et apud Isier libere et pacifice gaudere permittat... »

(*Bulletins de la Société historique et littéraire de Tournai,* VI (1860).

[2] Hierbij zijn een aantal plaatsen uit het noorden van Frankrijk, weleer deel makende van een der zuidelijke Belgische gewesten. Wij troffen ze aan bij Arth. Dinaux, *Archives,* 3[e] série, 10.

1191. Ramousée, door Wouter, heer van Avesnes.
1195. Ten Hamere, bij Biervliet, door Hendrik, broeder des graven van Vlaanderen.
1197. Haspres (Henegouw), door Boudewijn, graaf van Henegouw.
1202. Solesmes, door Walter, voogd van Solesmes.
1204. Marilles, bij Geldenaken, door Hendrik I, hertog van Brabant.
1205. Déchy en Férin, door de abdij van Sint-Amand.
1206. Halen, door Hendrik I, hertog van Brabant.
1209. Beauraing, door Thiebault, graaf van Bar.
1211. Neerijsche, door Hendrik I, hertog van Brabant.
12**. Croisettes, door de abdis van Meesen.
» Ham-lez-Lillers, door den abt van Ham.
» Harnes, Annay, Loison, door den abt van St.-Pieters, te Gent.
1213. Vorst (Forest), door den hertog van Brabant.
» Leeuw of Zout-Leeuw (*Léau*), door denzelfde.
1215. Jamoigne, door Hugo de Rumigny, heer van Florennes.
1216. Oisy, door Jehan, heer dier plaats.
» Dongelberg, door Hendrik I, hertog van Brabant.
1218. Frévent, door G. van Châtillon, graaf van St.-Pol.
1219. Pont-de-Loup en Châtelet, door Boudewijn, avoué van Châtelet.
» Sommaing, door de abdij van Cisoing.
1220. Trazegnies, door Otto, heer dier plaats.
1222. Chapelle-lez-Herlaymont, door Otto, heer van Trazegnies.
» Rosières, bij Wavre, door Hendrik I, hertog van Brabant.
» Fauquemberge, door Willem IV, kastelein van St.-Omaars.
1223. Avioth, door Lodewijk, heer van Chiny.
1225. Grimbergen, door Geeraard, heer dier plaats, en Agnete, zijne vrouw.
1226. Incourt (bij Geldenaken), door den hertog van Brabant.
» Duisberg, door denzelfde.
1228. Gouy-en-Ternois, door Hugo van Châtillon, graaf van St.-Pol.
» Courières (deel van Familleureux), door Hendrik I, hertog van Brabant.
122*. Geel, door Hendrik Berthout, heer dezer plaats.
1229. Hénin-Liétard, door Boudewijn II, heer van Hénin.
» Baasrode (Mariakerke), door Hugo, kastelein van Gent.
1230. La Hulpe, door Hendrik, hertog van Lotharingen.
» Richebourg, door Jan, abt van St.-Vaast.

1231. Neufville en St.-Amand, door Fernand van Portugal en Joanna van Constantinopel.
1232. St.-Oedenrode (Rode), door Hendrik I, hertog van Brabant.
1233. Rocourt, door denzelfde.
1234. IJssche, door denzelfde.
1236. Gedinne, door Boudewijn, heer van Orchimont.
1237. Valincourt, door den heer dier plaats.
1238. Vicq en Escaupont, door Gillis, heer dier plaatsen.
» Marquion, door den heer van Oisy en Marquion.
» Breux en Esclapy, door Arnout, graaf van Loon en Chiny, en Hebrant de Breu.
1239. Montmédy, door Lemzone, heer dier plaats.
1239. Beeringen, door Arnout, graaf van Loon en Chiny.
1240. Pietre, door Bertoul, heer van Belle.
» Charvency, door Arnout, graaf van Loon en Chiny.
» Curange, door Arnold, graaf van Loon.
1241. Famiers en Curlu (?), door de heeren dier plaatsen en den abt van Arouaise.
» Revogne, door Robrecht, bisschop van Luik.
» Wymi, door Walter, heer van Avesnes.
» Kaprijke, door Thomas van Savooie en Joanna van Constantinopel.
» Het Land van Waas, door dezelfden.
1242. Corbion, door Hugo, ridder, heer van Corbion.
» Proisi, door Hugo, abt van Mouson.
» De Vier Ambachten, samengesteld uit de dorpen Assenede, *Ertvelde*, *Kluizen*, *Wachtebeke*, *Winkel*, *Zelzate*, *Hertinge*, *Hugersluis*, *Moerkerke*, *Nieuwerkerke*, *Pereboom*, *Steeland*, *Vroondijk*, *Willemskerke*; — Boekhoute, *Basseveldc*, *Oost-Eekloo*, *Piete*, *Wevelswale*, *Koudekerke*; — Axel, *Zuiddorpe*, *Moere*, *Westdorpe*, *Beoostenblijde*, *Zaamslag*, *Othenee*, *Aandijke*, *Triniteit*, *Terneuzen*, *Boschkapelle*; — Hulst, *Hontenisse*, *Ossenisse*, *Heinsdijk*, *St.-Pauluspolder*, *Lamswaarde*, *Namen*.
1243. Sirault, door den abt van St.-Amand, met tusschenkomst van Willem van Brakel en andere heeren.
1245. Marvilles, Taisnières, Noyelle-sur-Sambre, Morbaix.
» Lalleu, door den abt van St.-Vaast, te Atrecht, en Robrecht van Bethune, avoué van St.-Vaast.

1245. Oudegem, bij Dendermonde, door Robrecht, heer van Bethune en Dendermonde.
1246. Ellegnies, door Jacob van Condé, heer van Belle.
1247. Onnaing en Quarouble, door 't kapittel van Kamerijk.
» Vloedgat (bij Oost-Duinkerke), door Margareta van Constantinopel.
1248. Lombardzijde, door dezelfde.
» Berg en Neder-Okkerzeel, door den hertog van Brabant.
» Estroeungt, door Jan van Avesnes en zijne vrouw Alix.
» Langle (land van), door Robrecht II, graaf van Artois.
12**. (1e helft), Waalhem, door de Berthout's, heeren van Duffel en en Geel.
1251. Merchtem, door den hertog van Brabant.
1253. Montigny-sur-Sambre, door Godschalk, heer van die plaats.
1258. Saucoive, Geonsan, Morthomme en Nessoulaix, door den abt van Orval.
1260. Saint-Mard en Vieux-Virton, door Arnout en Lodewijk, graven van Loon en Chiny.
» Menthon en Clémency, door Arnout, graaf van Loon en Chiny.
126*. Hoboken, door de heeren van dit dorp.
1261. Zaffelare, door den abt van St.-Pieters, te Gent.
1263. Ghlin, door Nicolaas van Condé.
» Arleux-en-Gohelle, door 't kapittel van St.-Pieters, te Rijsel.
1264. Moorsel, Gevergem, Wieze, door Robrecht, heer van Bethune en Dendermonde.
» Signy, Vaux, Montlibert, door Lodewijk V en Jan, prior van Vaux-lez-Moines.
1265. Ziesele, door Margareta van Constantinopel.
» Piete, bij Boekhoute, door den abt van St.-Pieters.
1266. Baasrode (St.-Amands-), door Robrecht, zoon des graven van Vlaanderen, den abt van St.-Amand en Leo van Aa, heer van Grimberge.
1268. De dorpen van de kastelnij des Oudenburchts, omtrent Gent.
» Desteldonk, Sleidinge en Lovendegem, door Margareta van Constantinopel.
» Orges en Herbeumont, door Jan van Rochefort.
1271. Moiry, door Geeraard, heer van Chavency.
1273. Bonne-Espérance, door Jacob, heer van Chaumont.
1275. Marquain, door Jan, heer van Mortagne.

1280. Oignies, door Hugo van Antoing, heer van Epinoy.
1283. Liedekerke.
1284. Vance, door Aubert, heer van Vance, met zijne beide zonen.
» Olizy, door Geeraard van Loon, heer van Chauvency.
1291. Bray, Estinnes-au-Val en Estinnes-au-Mont, door Jan van Avesnes.
1301. Torgny (Luxemburg), door Hendrik, graaf van Luxemburg.
1302. Sichem, door Godfried van Brabant.
1303. Waalwijk, door Jan II, hertog van Brabant.
1304. Meerhout, door denzelfde.
1323. Moilly, door Raoul van Chauvency, heer van Moilly en Olizy.
1331. Belleren (Haut-Bellain), door Jan den Blinde.
1344. Tonneletil, Tonnelle en Bavier, door Arnout, graaf van Loon en Chiny.
1366. Herbevaux, door Wenceslaus van Bohemen, hertog van Luxemburg enz.

In den loop der XIIIe eeuw hadden Brabant, Limburg, Vlaanderen en Luik van de dienstbaarheid niets bewaard dan den cijns, eenige banaalrechten voor molens, markten, brouwerijen enz. Hier en daar, nochtans, waren door de heeren bij 't verleenen der vrijheid en keure zekere bepalingen gemaakt, die bewijzen dat zij niet gemakkelijk van de verouderde denkbeelden, de volle meesterschap konden afzien. Zoo leest men in de akte waarbij Lodewijk, graaf van Chiny, en Jan, prior van Vaux-lez-Moines, de dorpbewoners van Signy, Vaux en Montlibert onttrekken aan de wet van Beaumont [1] en stellen onder die van Montmédy, dat dit duren zal « tant que le comte de Chiny le vouldra souffrir; » zoo verbiedt de ontvoogdingsbrief voor Malendry aan de ingezetenen dier heerlijkheid te gaan wonen « en aulcune ville ou chasteau

[1] De keure van Beaumont is bijzonder merkwaardig door hare mildheid en duidelijkheid; ook werd zij door verscheidene vreemde steden, staande onder 't rechtsgebied van den aartsbisschop van Reims, aanvaard. Men vindt ze ingeschreven in 't register der charters van 't hertogdom Luxemburg, (Januari 1600, n° 3, litt. pp. fol. 367) en in afschrift ter Bibliotheek van Burgondië, n° 12,376; zij werd gedrukt in de *Histoire de Lorraine*, door D Calmet, II, 537, en o. a. besproken door Merlin, *Répertoire* (art. *Loi de Beaumont*).

appartenant au comte de Chiny, » en Aubert, heer van Vance, schreef voor, dat diegenen zijner onderhoorigen, welke gehuwd waren, in het dorp verblijven moesten; dat al degenen, welke zich elders wilden vestigen, vóor hun vertrek hun goed verkoopen of afstaan moesten aan andere ingezetenen, en dat, bij verzuimenis daarvan, de goederen van den vertrokkene ter beschikking zouden blijven van meier en schepenen. De heer van Vance behield zich 't gebruik voor van de bosschen en weiden zijner heerlijkheid, voor 't geen zijn huis of veekudde mochten noodig hebben, met de bepaling, evenwel, dat bijaldien zijn vee eenig nadeel zou veroorzaken aan 't goed of de vruchten zijner boeren, hij dit verlies zal vergoeden zonder nochtans te kunnen geboet worden. De heerlijkheid bleef onder de afhankelijkheid der graven van Bar en Chiny, aan wie de heer van Vance de helft der rechten en der boeten voor misdaden en overtredingen afstond; — van hunnen kant verbonden zich de beide graven, met toestemming van den heer van Vance, de dorpelingen in 't genot te laten der hun toegekende privileges, zelfs tegen den heer van Vance [1].

Gelijk de vrijmaking van eenen enkelen landman doorgaans moest vergolden worden met eenen jaarlijkschen cijns, zoo werd dit ook gevraagd bij de ontvoogding van eene gansche gemeente; edoch, aan menige plaats werd daarbij het een of ander voorrecht geschonken, zooals het vrije genot eener weide, van een bosch enz. De hertogen van Brabant en de heeren van Aa, te Anderlecht, gaven daar een schoon voorbeeld van. Hendrik van Brabant, tweede van dien naam, gaf in Maart 1228 (o. s.) den inwoners van Anderlecht den eigendom van een moeras, of liever van eene weide, zich uitstrekkende tot aan Kuregem [2]. Wanneer Jan van Avesnes, graaf van Henegouw, de lijfeigenschap afschafte voor de dorpen Bray, Estinnes-au-Val en Estinnes-au-Mont, verleende hij den bewoners dezer plaatsen een vrij geweid, en de graaf van Henegouw vergunde in 't jaar 1200 aan de gemeenten, welke

[1] *Annales de l'Institut de Luxembourg*, X, 255-257.

[2] Archieven der Rekenkamer. Reg. n° 435 (gedrukte Inventaris). — A. WAUTERS, *Histoire des environs de Bruxelles*, I, 32.

't zoo geheeten *Alloët de Binche* vormden, het recht van gebruik te maken van al de bosschen, in genoemde heerlijkheid gelegen. De heer van Wiltz deze gemeente in 1457 — laattijdig genoeg! — de vrijheid gevende, ontsloeg haar van de verplichting, de muren en wallen der sterkte aldaar te herstellen en te onderhouden; hij verbond zich om nooit iemand tot den staat van dienstbaarheid te zullen terugbrengen, tenzij met toestemming van den burgemeester, van de schepenen en het volk; gaf iedereen op zijn heerlijk goed het recht van te gaan wonen, waar 't hem lustte, en beloofde geenen ingezetene van Wiltz in hechtenis te zullen nemen of zijne goederen aan te slaan tenzij den gevatten persoon onmiddellijk aan zijne natuurlijke rechters te zullen overleveren.

Alzoo kwam, met langzame schreden, de vrijheid in alle gewesten en gouwen van ons land zich vestigen, hier minzaam, daar met achterdocht, elders met tegenzin onthaald, maar toch vroeger dan in de ons omringende landen, waar de bevolking nog lang nadien om verzachting naar haar lot zou wachten.

Dat, inderdaad, van hier uit de weg werd gebaand tot de ontvoogding des volks in westelijk Europa, is door de geschiedenis bewezen en door de geleerden reeds lang erkend. « *Les Flamands ont été nos maîtres* » (zegt Bouthors, een Franschman, in zijne *Étude sur les origines et le principe de la ruralité,* waar hij gewag maakt van de opkomst der gemeenten); « nos pères ont appris d'eux à conquérir les priviléges de la liberté civile, mais ils n'ont pas su les imiter dans la colonisation, la protection des intérêts ruraux. »

En dat is waarheid! Met de ontvoogding der gemeenten ging gepaard de uitbreiding van den landbouw, en de XIII[e] eeuw was, ook in de bloot stoffelijke orde, een tijdvak van verbazende ontwikkeling en bloei.

Wij hebben gezien hoe Vlaanderen in de eerste eeuwen onzer tijdrekening het uitzicht eener woeste, armoedige, schier onbewoonbare streek aanbood, bedekt met bosschen en moerassen, terwijl de zee bij iedere hooge tij de laag gelegene gronden onder water zette. Oorkonden uit de vroege middeleeuwen schilderen dit gewest met geene mindere sombere kleuren af, tot

zooverre dat het den weinig vleienden naam van « Woud zonder genade, » bevolkt met roovers, ontving [1]. Gansch de streek tusschen Gent, Brugge en Torhout, alsook omtrent Maldegem, was nog in de VIIe eeuw een ondoordringbaar bosch, en de zuidkant niets dan zandige heide en kreupelhout. Het woud van Wijnendale grensde aan dat van Torhout, en tusschen IJperen en Poperinge strekte zich het *Thigubusca* uit, begrensd door moerassen; in 't oostelijke deel van Vlaanderen en in Brabant had men de bosschen van Liedekerke, Mechelen, Rotsbergen en andere, zich uitstrekkende tot het ontzaglijke Ardennerwoud, terwijl andere vlakten ook hier gedurig aan overstroomingen blootgesteld waren [2]. Zoo was het ook in 't Namensche en in een groot deel van Limburg, Luik en Luxemburg. De gedichten van VENANTIUS FORTUNATUS, in de VIe eeuw geschreven, noemen, als de Ardennen bevolkende : den beer, den eland, den wilden stier, os en ezel, en geen twijfel of deze dieren werden toen ook in de andere boschstreken van België aangetroffen. Wat de Kempen betreft, die op sommige plaatsen reeds in de IVe eeuw door menschen waren bewoond, dit gewest was gedurende de acht eerste eeuwen onzer jaartelling nog eenzamer en treuriger dan Vlaanderen en Brabant.

Deze droevige toestand was omtrent het tijdstip van de vrijmaking der gemeenten reeds aanzienlijk verbeterd, ja het land der aloude Belgische volksstammen gansch van uitzicht veranderd. Niet alleenlijk daar, waar in de jongstverloopen eeuwen een geestelijk sticht was opgerezen, werd nu groei en bloei, leven en beweging waargenomen, maar de monniken, om de talrijke arms, waarover zij beschikken konden, te benuttigen en hun ontginningswerk te spoediger te kunnen voortzetten, hadden op vele plaatsen, zelfs verre van hun klooster, eene groote hoeve gebouwd, eene kapel daarnaast, en weldra eene proosdij of priorij aldaar ingericht, waar rondom eene bloeiende gemeente was tot stand

[1] MILO, *Vita metrica S. Amandi*, BOLAND., I, Febr. 880.

[2] Ruisbroek, Melsbroek, Willebroek enz. herinneren ons de vroegere gesteltenis dezer plaatsen.

gekomen [1]. Uitgestrekte bosschen waren langzamerhand verdwenen [2]; heiden beploegd, moerassen droog gelegd, het geweld der Zee bedwongen, ja de Zee achteruit gedreven! Eene lange strepe lands, ongeveer twee uren breed, werd op de zoute golven afgewonnen en herschapen in polders, die de rijkste beemden en de weelderigste akkers werden. En dieper in het land, waar het zeewater bij elke hooge tij over de vlakte gestroomd, en kreken, poelen en meren gevormd had, werden deze afgedijkt en door grondige kennis en aanhoudende arbeid tot een land vol zegen gemaakt.

Deze groote werken, bestuurd door mannen van kennis, moed en volharding, uitgevoerd als plicht en regel [3], deden den vader-

[1] Men denke hier slechts aan de proosdijen van Papingloo, te Maldegem; van Eename, te Kluizen; van Drongen, te Nevele en Tusschenbeke; van St.-Amand, te Kortrijk; van Corbie, te Huise; aan de priorij van Kluizen, te St.-Gillis, en de groote kloosterhoeven van St.-Pieters, te Gent, opgericht in Vlaanderen, namelijk te Idegem, Smeerhebbe, Mater, Dikkele, Letterhouten, Crombrugge (Merelbeke), Desselgem, Meilegem. De monniken van Terkameren, bij Brussel, hadden eene groote hoeve te Houthem enz.

In de proosdijen en priorijen waren 't meest broeders, die de gronden bewerkten en zelfs aan de groote vrouwenkloosters waren dergelijke broeders-landbouwers verbonden.

Toen de H. Bernardus in de XII[e] eeuw den bisschop Stephanus, van Doornik, verslag deed over zijnen tocht in Vlaanderen, schreef hij... « ivi apud sanctum Amandum, ubi inveni patres, non multum amabiles, tum adivi Frigidum montem, ubi, vide, Frigidos fratres. » Deze *Frigidi fratres*, gezonden naar Froidmont, in 't Doorniksche, waren niet anders dan broeders-landbouwers.

[2] Uit een capitularium van Lodewijk den Goede (823) blijkt dat de uitroeiing der bosschen bij de koningen van het eerste en tweede ras een voorwerp van groote bezorgdheid was. Reeds in 630 had Dagobert aan de abdij van St.-Amand het bosch van Elnon (Pevele) ter ontginning afgestaan. (Miræus, *Opera diplom.* I, 123; II, 1158, 1240). Koning Sigebert droeg aan de abdij van St.-Remacle de landen en bosschen op van Malmédy enz. — Het ontginningswerk werd onafgebroken voortgezet. De abdij van Cambron begon ten jare 1177 de ontginning van het woud van Geterlau, bij Lombisœul (Henegouw), alsook de zeer beboschte omstreken der gemelde plaats.

[3] De regel van St. Benedictus, hier aanvankelijk in de kloosters gevolgd, hield een kapittel in, getiteld : *De labore manuum quotidiano.*

landschen akkerbouw met reuzenstappen vooruitgaan. De oude werkwijze werd verbeterd, de verdeeling der vruchtwinning geregeld, de oude waterwegen hersteld en nieuwe geopend, en, dank aan de kruisvaarten, nieuwe gewassen, groenten en vruchten ingevoerd [1]. De noodzakelijkheid der vette werd hoe langer zoo meer gewaardeerd en als bestanddeel eener goede cultuur overal aangewend. De oude charters leeren ons, dat de Cisterciënsers, die landbouwers bij uitmuntendheid, aanzienlijke kudden onderhielden, welke natuurlijk eene groote hoeveelheid voortreffelijken mest verschaften [2], terwijl de ervaring hun al de voordeelen had doen kennen, welke uit de acclimateering van goede dierenrassen voortspruit. Wijd en zijd over Europa verspreid, gedurig met elkaar in betrekking, was 't hun gemakkelijk zich de diersoorten te verschaffen en verder wonende broeders aan te bevelen, die onder 't opzicht van voortteling, gezond en smakelijk vleesch, melkopbrengst enz., de meeste voordeelen opleverden.

Toen, op 't laatste der XIIIe eeuw, de groote dichter Dante niet langer de lessen aan de Parijzer Sorbonne van zijnen beroemden meester Zeger van Kortrijk (of van Brabant) mocht hooren, deed hij eene reis naar Vlaanderen en zag daar de schoone en breede dijken, die de lage landen tegen de overstroomingen van zee en rivieren beschutten. Hij kon zich niet weerhouden zijne bewondering uit te drukken over zulk aanzienlijk werk, dat het genie der Vlaamsche landbouwers, in strijd met de krachten der natuur, zoo heerlijk deed uitschijnen, en die kamp tegen de golven trof hem zoo zeer, dat hij hem grootsch genoeg achtte om te dienen

[1] Tot het tijdvak der kruistochten doet men de invoering in België opklimmen van de boekweit, door Dodoens *flos Constantinopolitanus* geheeten. Eene oude traditie, door Faipoult herinnerd in zijn *Tableau statistique du département de l'Escaut,* wil dat in de kerk van Zuiddorpe het gebeente rust van eenen kruisvaarder, die, uit Azië teruggekeerd, zijn vaderland met de kostelijke boekweit begiftigde.

[2] In de middeleeuwen waren er abdijen, die tot 1,000 schapen, 500 koeien, 3,000 zwijnen, geiten en paarden in evenredigheid op stal hadden. (*Études sur les abbayes Cisterc. des XIIe et XIIIe siècles.*)

tot een beeld in eene zijner heerlijkste beschrijvingen van zijn ontsterfelijk gewrocht :

« Quale i Fiamminghi tra Guzzante [1] e Bruggia,
Temendo 'l fiotto, che in ver lor s'avventa.
Fanno lo schermo perchè 'l mar si fuggia,
E quale i Padovan lungo la Brenta,
Per difender lor ville, e lor castelli,
Anzi che Chiarentana il caldo senta... [2] »

De beschaving hield gelijken tred met de vrijheid en de ontwikkeling van den landbouw; hiervan hebben wij een schoon bewijs in den uitslag, aan de grens van westelijk Vlaanderen, verre van groote steden, bekomen. Daar had in 1107 een vrome heremiet het klooster van de Duinen gesticht, op eene plekke gronds, onophoudelijk door de baren der zee bestookt en te midden van eene echt barbaarsche bevolking, die de Romeinsche dichter de meest verachterde van de wereld noemde... Eene eeuw was nauwelijks sedert de stichting vervlogen, of de abt der Duinen, Nicolaas van Belle, getuigde : « *Ecclesia de Dunis est quasi mons argenteus indeficiens si tamen a sapientibus gubernetor.* » En inderdaad, dank aan de vruchtbare bedrijvigheid, welke 't kenmerk is der groote Cisterciënserskloosters, was er te midden van dat woeste volk, in eene uiterst zandige streek, een brandpunt van wetenschap en beschaving gekomen, en er is niet aan te twijfelen, of de daar overheen verspreide menigte zal den heilzamen invloed van dit edel werk hebben onderstaan. Toen waren er niet min dan honderd twintig monniken en twee honderd veertig broeders, die allen ijverig en arbeidzaam, de meest verscheidene werken uitoefenden. De meesten, landbouwers, maakten de dorre zandvlakten vruchtbaar; andere verwerkten hout of ijzer of zaten aan het weefgetouw om de gemeenschap van kleeren te voorzien. Philip van den Elzas en andere Vlaamsche vorsten stonden hun moeren af, tusschen Veurne en Bergen, en vertrouwden hun 't bestuur

[1] *Guzzante* of liever *Gazzante,* Cadsand, volgens Guicciardini.
[2] Uit den XVen zang der *Hel.*

der sluizen toe, op het grondgebied van Veurne en Nieuwpoort gebouwd [1]. Dit was een gelukkig gedacht. Om de duinen vruchtgevend te maken was er water noodig, en de moeren moesten droog gelegd zijn om er den ploeg te kunnen op stellen. Er was dus enkel 't overtollige water uit de meren en poelen naar de zandstreek te leiden, waar er ontbrak, en 't evenwicht was hersteld. De monniken begrepen het, en de heerlijkste uitslag bekroonde hunne pogingen. Het water der moeren deed gras in de duinen opschieten; de weide werd bevolkt met vee, het vee leverde mest, en door behulp van den mest verkreeg men de rijkste oogsten. Overvloed en weelde vervingen aldus, op nauwelijks honderd jaren, de onvruchtbaarheid en de armoede, tot zooverre, dat een geschiedschrijver de pracht en de buitensporige uitgaven van den abt, in 1265, vermeldt.

De vorsten ook toonden zich zeer genegen voor den landbouw, niet alleen door den afstand van uitgestrekte heiden, moeren en bosschen aan de kloosters, welke zij wisten die woeste gronden op korten tijd te zullen veranderen in vruchtbare landouwen, maar tevens door ontginningen op eigen last uitgevoerd. Zoo kenmerkten zich de graven van Vlaanderen Dirk en Philip van den Elzas, in de tweede helft der XIIe eeuw, door verschillige edelmoedige daden ten beste van land en volk. De streek *Vrijen of s' Wallen vrijen*, in de kastelnij van Veurne, vormde toen nog eene uitgestrekte woestijn, die door genoemde vorsten in 1161 werd afgestaan aan ieder, die er zich vestigen wilde, vragende alleenlijk eenen nederigen cijns in haver en hofgevogelte. Zij riepen er ook lijfeigenen van heeren uit het omliggende, voor wie zij de vrijheid verzochten en die zij kwijtschelding gaven van alle lasten en diensten, waartoe de overige bewoners der domeingronden gehouden waren, hiervan alleenlijk de heirvaart tot 's lands verdediging uitzonderende [2]. Acht jaren nadien beval Philip van den Elzas werken, tusschen Watten en Burburg, die de openbare

[1] Miræus, *Opera dipl.*, III, 61; IV, 211.

[2] Sanderus, *Flandria illustrata*, III, 126. — Mallebranche, *de Morinis*, lib. II, c. 89.

gezondheid en de uitbreiding der landbebouwing hoogst moesten bevorderen : een moeras van niet minder dan 758 hectaren uitgestrektheid, en waar geen ploeg kon op gebracht worden, werd door hem tot uitmuntend land en weide gemaakt ten koste van zware geldsommen en lastigen arbeid : « *feci sumptibus meis cum expensa multi sudoris,* » gelijk de begiftigingscharter zich uitdrukt. — Geen twijfel, of overal waar zulke noeste vlijt werd aangetroffen en zulke schoone voorbeelden van overleg en werkzaamheid gegeven werden, heerschte orde, naast stoffelijke welvaart, en had de beschaving geene moeite om in de menigte door te dringen.

IVe HOOFDSTUK.

—

De boerenstand onder 't leenstelsel gedurende de middeleeuwen. — Betrekkingen tusschen heeren en leenmannen. — Wet en justitie.

Inmiddels had de feodaliteit, met of korts na Karel den Groote, in de maatschappelijke betrekkingen, vooral der veldbewoners, eene groote omwenteling gebracht. Zij werd voor verscheidene eeuwen de sociale wet in Europa, en heeft uit dien hoofde hier in hare wording, wezen en werking met vluchtige trekken geschetst te worden.

Ten einde zich zelven en hunnen nakomelingen de oppermacht te verzekeren, hadden de Frankische koningen de gronden, die weleer aan de Romeinen of hunne aanhangers hadden toebehoord, mits zekere verplichtingen onder hunne vrije weermannen verdeeld; edoch, de verdeeling was zoo willekeurig geschied en had tot zulke groote ongelijkheid onder de Franken aanleiding gegeven, dat daaruit langdurige twisten ontstonden, die eindigden met de onderwerping der zwakken aan de sterkeren, welke laatsten, op hunne beurt, eenen nog machtigeren grondbezitter, den vorst zelven, als heer en beschermer, te erkennen hadden. Uit die staatsinrichting sproot dan de feodaliteit, of het leenstelsel, waarbij de eene mensch ondergeschikt was aan den anderen, echter niet, zooals men lang geschreven heeft, op eene verlagende of onteerende wijze. Integendeel, die toestand, beschouwd van 't standpunt der vroege middeleeuwen, toen hij in 't leven werd geroepen, is veeleer als eene weldaad te beschouwen, daargelaten de misbruiken en buitensporigheden, die deze instelling, gelijk welke andere ook, hebben gekenmerkt.

Augustin Thierry, in zijne *Considérations sur l'histoire de France*, erkent zonder omwegen dat het feodaal beheer, kalm en onpartijdig onderzocht, te achten is « comme une révolution » nécessaire, comme un lien naturel de défense entre les seigneurs

» et les paysans voisins, lien qui avait pour origine le don et la » reconnaissance, le serment et la fidélité. »

LITTRÉ geeft ook eene gunstige getuigenis over de feodaliteit, waar hij zegt : « Il est digne de remarque que l'origine de la » féodalité, ainsi que le prouvent les documents, avait laissé dans » le peuple des souvenirs favorables. » Een andere Fransche schrijver, DARESTE, verklaart « que la féodalité a commencé par être populaire et que cela est fort simple; car le système féodal, dans les circonstances où il a eu lieu, loin d'avoir été une oppression, fut plutôt une délivrance. » Eindelijk de feodaliteit, volgens de alleszins gepaste uitdrukking van ALPH. WAUTERS, vormde in de XIII[e] eeuw « un réseau immense, qui, partant des sommités de la société, s'élargissait sans cesse à mesure qu'il descendait vers les classes inférieures [1]. »

Het hoofdbeginsel van het leen was eene overeenkomst van wederzijdschen bijstand en getrouwheid; al de verplichtingen, waartoe die overeenkomst den vazal voor den dienst van zijnen leenheer onderwierp, gingen samen met plichten van bescherming, door den leenheer jegens zijnen leenman te vervullen.

De bezitter der heerlijkheid of van een groot leen bewoonde op den buiten een hof of kasteel, bevattende de heerenhuizing en 't neerhof voor den pachter. Aanvankelijk waren beide woningen slechts van hout getimmerd en door paalwerk en wallen beschut; maar in de XII[e] eeuw werden die licht verdelgbare woningen vervangen door steviger gebouwen, echte kasteelen met torens en ophaalbruggen en andere verdedigingsmiddelen. Zelfs het neerhof werd eenigerwijze versterkt, hier met een of meer torentjes op de hoeken en insgelijks door eenen wal beschut. De ambtmannen en dienstlieden van den heer woonden rond het kasteel en leefden doorgaans van de opbrengst der landen, hetzij deze hun op cijns of in leen gegeven waren [2].

Uit de bescherming, welke de leenman van den leenheer genoot,

[1] *Le duc Jean et le Brabant sous le règne de ce prince*, 1267-1294 (*Mém. couronnés de l'Acad.* (in-8°, XIII, 246).

[2] A. WAUTERS, *Histoire des environs de Bruxelles*, I (Introduction).

en uit de hulde, die deze van genen ontving, sproten voor beiden zware verplichtingen. De beschermer had de voogdij over de minderjarige kinderen des beschermden, alsmede het recht dezes dochter uit te huwelijken; hij mocht zijne onderhoorigen noch krenken, noch vernederen, noch verdrukken, terwijl de leenman verplicht was zijnen heer bij te staan met raad en daad, hem in den oorlog te volgen, tenzij er wettelijk beletsel mocht zijn, en bij de eerste opeisching verschijnen moest vóor het leenhof, waar alle zaken met betrekking tot de leenroerigheid geoordeeld werden.

De wijze, waarop in de middeleeuwen de feodale plicht tusschen den leenheer en den leenman, bij de inbezitneming van het goed, werd gekweten, is meldenswaardig. De leenman verscheen vóor hem met ontdekten hoofde en gekleed met den maliënkolder; op de knie gezeten, legde hij zijne handen in die van den leenheer, die hem den mondzoen gaf, tenzij de vazal een monnik, of het leen in bezit was eener vrouw. Daarop sprak de leenman : « — Heer, ik breng u, als een trouw vazal, hulde voor mijn leven. » — « Ik aanvaard die, » gaf de leenheer ten antwoorde, en sloeg den vazal op den schouder, of legde eene greep aarde of een stuk hout in zijne hand, als zinnebeeld van 't afgestane leen. Dan sloot de leenman de plechtigheid met de woorden : « Van heden af word ik uw man, van lid en leven, tot aardscher eere, en zal u getrouw zijn en loyaal. » Van zijnen kant beloofde de heer zijnen leenman in alles te zullen beschermen [1].

In bezit komende van een leen, betaalde men *kamerlinggeld*, of recht voor 's leenheeren kamerling, en een ander voor het leenverhef bij 't feodaal hof, welk laatste doorgaans bestond in de opbrengst van één jaar of een deel van 't jaar. Wat het cijnsgoed, ook erfelijk goed geheeten, betreft, hiervoor betaalde men enkel eenen jaarlijkschen cijns, die dubbel was bij 't overlijden van dengene die 't bezette.

Aan zekere leenen waren verplichtingen gehecht, welker zonderlingheid het vreemd of vroolijk karakter hunner bezitters doet

[1] Capefigue, *Histoire de Philippe-Auguste*, I, 30.

kennen; andere waren uitermate geschikt om goede, ja minzame betrekkingen tusschen den leenheer en den vazal te onderhouden, wat voornamelijk geschiedde op de buitengemeenten.

Een der drolligste leenen van België was dat van Heduint, afhangende van Templeuve en Dossemetz, in het Doorniksche. Onder andere verplichtingen, den leenhouder voorgeschreven, was deze, dat hij bij 't verhef van zijn goed den heer, aan tafel zittende, eene hesp van Metz, met gesuikerden mostaard gekookt, moest aanbieden, onder 't zingen van een zedeloos lied, getiteld *Regnault de Montauban* [1].

Het dorp Momalle, in Haspegouw, afhangende van 't kapittel van St.-Lambert, was verplicht ieder jaar het oudste en leelijkste wijf der gemeente, met eene gans, naar de kapittelheeren te zenden, welke zij eenige oogenblikken verlustigen moest door het trekken van drollige gezichten. Verschillige leenen van den graaf van Vlaanderen, te Boezinge, in de kastelnij van IJperen, verplichtten tot het geven van een paar handschoenen en een paar witte sporen, andere tot drie *schachten*, of tot eene lans, eenen pijl en eene werpspies. — Te Vinderhoute (bij Gent) was een leen van twee gemeten land, waarvan de houder, op St.-Jansmisse, den heer dier plaats de beste vruchten en eenen rozenhoed moest brengen, namelijk wanneer de leenheer op gezegd tijdstip in Vlaanderen was. — Den heer van Coppensdamme, te Evergem, moesten verscheidene laten, op zijne gronden gevestigd, telken jare een mes, eenen riem en een paar zokken geven, « alzulc als de heeren van Loos draghen. » — Te Aalter was een leen, bestaande uit akkers en vijvers, en dat bij ieder verhef twee pond wassen tafelkaarsen gaf. — De abdij van Echternach gaf weiden in leen, die jaarlijks de aanzienlijke som van 1,500 tot 2,000 pond opbrachten en den houder, onder andere verplichtingen, dwong tot het plaatsen en wegruimen der zetels van den abt en zijne monniken, telkens dat de eerste plechtstatig officieërde [2]. — In de gemeente Zingem was

[1] Registre intitulé : *Rapports et dénombrements des fiefs tenus de la salle de Lille* (1615), p. 130.

[2] Frans de Potter, *Aardigheden uit den ouden tijd.*

een kampioenleen der St.-Pietersabdij, dat wil zeggen, dat de houder daarvan verplicht was de kampioen te zijn van den prelaat des genoemden stichts, wanneer deze vóor 't krijt was geroepen [1]. Dezelfde abt bezat te Merelbeke « diversche... schoone leenen, waervan dat den erfachtigen schuldigh is soo wanneer mijnheere den prelaet uytsent volck van waepenen met onsen gheduchten heere, ofte anderssins, den balliu van de mannen een paer nieuwe tamelijcke spooren te spannen [2]. »

De leenverplichtingen verschilden tot het oneindige, om zoo te zeggen, al naar de gril des leenheeren, of naar de behoeften der plaats, of naar de omstandigheden van den tijd, waarop zij eerst ingesteld werden. *Le livre des feudataires des comtes de Flandre au pays de Waes, aux XIVe, XVe et XVIe siècles,* uitgegeven door den ridder de Schoutheete van Tervarent, toont aan dat den leenmannen in die streek meest wapens en uitrustingen voor mannen en paarden werden gevraagd. Deze moest dienen « met eenen paerde van III liber parisis, ende met eenen zweerde ende met eenen porpointe; met eene plate, met een beckencele, met eenen baerde en met twee ijseren anscoen, alse de heere oorloghet met sinen mannen [3]; » gene moest dienen « met eenen paerde van stave, met twee scapenen anscoen [4]; » een derde diende « met eenen paerde van 100 schellinghen parisis ende met eenen hoede, met eenen baerde ende met eenre jacken [5]; » een andere moest « sijn bedient, soe wanneer de... grave oorloghet met sijnen mannen, met eenen paerde van 100 schellinghen parisis, met eenen breydel ende met eenen sadele [6]; » elders was 't « met eenen ijseren hoede ende met twee crabben » enz.

Dergelijke verplichtingen vinden wij in de kastelnij van IJperen op de leenen, die den graaf van Vlaanderen tot heer erkenden. In Paschendale, bij voorbeeld, moesten een aantal laten hem in den

[1] *Spieghel der Eerw. prelaeten van St.-Pieters.* Hs. in 't Staatsarch. te Gent.
[2] *Idem.*
[3] *Le livre des feudataires* enz., bl. 3.
[4] *Idem*, bl. 6.
[5] *Idem*, bl. 61.
[6] *Idem*, bl. 136.

krijg volgen met een paard en eenen halsberg (*haubert, harnais*); te Boezinge waren de manschappen schuldig ieder jaar drie schachten (*javelot, dard, flèche*), een paar handschoenen en een paar blanke sporen. — Anderen gaven op Nieuwjaarsdag een paar handschoenen van schapenleer en in den oorlog twee paarden « om zijn harnasch te voerne. »

Er zou een boek te vullen zijn met de opsomming der zonderlinge leenplichten tijdens de middeleeuwen, vooral van buitenlieden gevergd, en die niets anders bewijzen moeten dan dat de heeren in dien tijd nog al hielden van de pret, voorzeker! maar ook, dat op het einde der middeleeuwen de feodaliteit al den glans had verloren, waar zij bij haren oorsprong mee praalde, toen al de leenen uit schoone landen en heerlijkheden bestonden. *Le livre des feudataires de Jean III, duc de Brabant,* door GALESLOOT in 't licht gegeven, behelst er een groot getal, die vrij aardig zijn; andere waren vooral profijtig voor den heer. Het hof van Auwen moest jaarlijks te Luxemburg 22 malder rogge leveren voor « wechterhorn » (slot- of torenwachters?) en 6 voeder hout aan 't Grunewald ten dienste der kalkovens.

Te Beauffort moest iedere burger, door den heer opgeëischt, op 't kasteel komen waken gedurende zes weken en drie dagen, en was de heer in den krijg gevangen genomen, dan moesten de ingezetenen hem helpen en rantsoeneeren. — De meier van Munte genoot het recht in die gemeente, krachtens zijne bediening, welke hij in leen hield, gedurende gansch het jaar eenen beer en stier te laten rondloopen, iets waarmee de boeren natuurlijk bitter weinig in hun schik konden zijn, en de vrouwen en kinderen evenmin. De laten van Chacoux, Nassogne, Ulez, Linciaux en Tiègnes (Namen) moesten de ten strijde trekkende burgers van Ciney voorzien van eenen wagen, bespannen met een hoorndier en vier paarden, om hunne mondbehoeften te vervoeren [1]. — De heer van Familleureux (Henegouw) eischte twee oude grooten en een paar handschoenen van elk, die zich op zijn gebied in 't huwelijk begaf, een recht dat nog den 30 December 1623 door de sche-

[1] *Cartulaire de Ciney*, bl. 10.

penen van Nijvel werd bekrachtigd. — De heer van Sebourg had jaarlijks van elke haardstede ongeveer 't achtste deel van eenen hectoliter haver, en ieder stuk land, waar zooveel graan op werd gezaaid, was den heer eene belasting schuldig van 12 blanken; wie minder land beploegde stond aangeschreven voor 12 deniers, welke som nog op de helft verminderd was voor den boer, op wiens land enkel een half wittel kon worden gezaaid, en zoo in evenredigheid voorts. Ziedaar eene gunst, den kleinen eigendom reeds in de XIIIe eeuw toegestaan [1].

Iets bijzonder kluchtigs was de leenplicht, waartoe zekere Lodewijk Varin, heelmeester te Crèvecœur, gehouden was jegens den kastelein dier plaats, ridder Jacob van Montmorency. Deze verleende hem namelijk den 18 Juli 1606 een stuk grond, twee peertsen lang en evenzoo breed, met last er, binnen den tijd van twee jaren, een huis op te bouwen, en daags vóor Kerstfeest en Paschen de baarden en het haar van den kastelein en zijne edellieden te komen snijden. Deze dienst was verplichtend voor al de opvolgers van den leenman en slechts door eene boet van 12 deniers te ontgaan [2].

[1] « Ly sires a à touttes maisons où on fait le feu, le mois d'Aoust, se francquise ne l'en hoste, un wittel davaine de poursoing.

» Chascune wittelee de terre, hormis les francques, ou jugement de Sebourg, doit au seigneur douze blans de taille à le quinzaine de led[t]. Remy. Et quiconcques n'a tant de terres que pour paier XII blans de taille, il est a XII deniers des dousaines; et qui n'en auroit que demis wittel, il ne seroit que a VI deniers, et ensy de desoubt et de deseure en deseure. »

(*Staatsarchief van Bergen.*)

[2] « A tous ceux qui ces lettres verront ou orront, R. Lommelon, sieur de la Patoudière et de la Vrillaye, garde du sel aux obligations de la vicomté d'Auge, salut. Savoir faisons que pardevant Jehan Mauchon et Gilles Lechartier, tabellions royaux en ladite vicomté au siége de Crèvecœur, fut présent hault et puissant seigneur messire Jacques de Montmorency, chevalier, etc... seigneur et châtelain de Crèvecœur en Aulge, lequel de sa franche et libérale volonté bailla en pure vraie et perpétuelle fieffe et rente, afin d'heritage tant pour lui que pour ses hoirs, à honnête homme maestre Loy Varin, chirurgien, demeurant au bourg dudit lieu de Crèvecœur, présent preneur pour lui, ses hoirs et ayant cause, c'est à scavoir une portion de terre assise audit bourg, contenant deux perches de long et deux perches

Vele der middeleeuwsche leenplichten doen ons, mannen van beschaafder, verlichter tijden, schokschouderen; edoch 't getal derzulke, welke als vernederend of hatelijk voor den vazal waren te beschouwen, telde men niet veel, en verreweg de meeste werden in de XVIe eeuw door eenen geld- of vruchtencijns vervangen [1]. Aan verschillige leengoederen daarentegen waren verplichtingen verbonden, die eenen gelukkigen invloed moesten hebben op het karakter en de levenswijze des landmans, door hem veeltijds in betrekking te stellen met zijnen landheer, en, daardoor, hem zedelijke genoegens en ook wel stoffelijke voor-

ou viron de large : jouxte d'un côté et d'un bout ledit seigneur, d'autre côté Jean Gilles, maréchal et dans la rue dudit lieu; à la charge par ledit Varin d'y faire construire et bastir une maison dedans deux ans de cejourd'hui.

» La présente fieffe faite pour le prix et somme de sept sols six deniers tournais et ung chappon... à la charge aussi par ledit Varin *de faire la barbe, cheveux dudit seigneur et de ses gentilshommes deux fois l'an, à savoir, aux vigilles des jours de Noël et Pasques,* et en cas qu'il y auroit fille de chambre ou autre servante pucelle, demeurant audit chateau, icellui Varin, chirurgien, sera tenu le jour que cette fille de chambre ou servante sera mariée... * et à faute de faire la barbe, cheveux dudit seigneur et de ses gentilhommes, icellui Varin sera tenu de payer de rente audit seigneur par chacun an au terme de Noël, douze deniers...

« Ce fut fait et passé au château dudit lieu de Crèvecœur, avant midi, le 13e jour de juillet l'an mil six cent et six. » (*Charterboek van Crèvecœur.*)

[1] Menige adellijke leenman zelfs, afhangende van eenen machtigen leenheer, werd onder 't feodaal stelsel vernederd. Een voorbeeld moge volstaan om dit te bewijzen :

Jan, heer van Oudenaarde, bekomt in 1248 van Albert, abt van Ende, een goed in Woodeke en Kain, omdat hij erkend heeft man der abdij te wezen en van haar in leen te houden de avouerie van Ronse, Kain, Hoorebeke, Elzele, Brakel, Woodeke en Acren. De leenhouder krijgt tot last, elken nieuwen abt, die naar Vlaanderen komt, te begeleiden van uit zijn sticht naar de stad Ronse en hem aldaar hulde te doen, terwijl de abt te paard gezeten is. Als de prelaat van 't paard komt, moet de heer van Oudenaarde den stijgbeugel houden, dien hij bekomt tot belooning, terwijl zadel en breidel voor den abt zijn. (*Eerste Charterboek van Henegouw*, n° 112. — *Rood Charterboek*, bl. 72)

* De hier volgende bepaling laten wij, uit eerbied voor onze lezers, weg.

deelen te verzekeren. Aldus bezat de abdij van Sint-Baafs te Rijsbergen (meierij van Breda) eene kleine heerlijkheid en proosdij, met name Sombeke; den 23 October van ieder jaar was de proost, of een vertrouwd man, verplicht met zes paarden zich naar Zundert te begeven, ten einde daar de laten af te halen, met welke de rechtszitting zou gehouden worden. De proost moest die mannen daar onthalen op een goed banket, samengesteld uit al de spijzen des seizoens, begoten met eenen behoorlijken teug wijn. Den volgenden ochtend was het de beurt van den proost of van zijnen gezant, om op een lekker maal te worden vergast; was hij gekomen met honden en vogelen, wat hij doen mocht, ook deze kregen hun kermismaal, en opdat de zes paarden 't hunne zouden hebben, werd hun een viertel Brabantsche gerst voorgezet. Na den disch ontving de proost 18 stuivers, Lovensche munt, waarop men naar Rijsbergen reed, waar de rossen gestald werden en ieder van hen eenen roggeschoof ontving. De pachter of leenhouder van het hof te Rijsbergen diende dan eene aan 't spit gebraden gans op, met twee brooden en eenen stoop bier, boven 18 deniers zakgeld voor den proost. Na afloop der zitting te Rijsbergen keerde men met paarden, vogelen en honden des avonds terug naar Zundert, alwaar den laten dezelfde spijzen als daags te voren werden opgedischt [1].

[1] In Sente Severijns daghe, de welke valt op den XXIIIsten dach van October, es te vaerne de proest van Sombeke ofte siin seker bode tote Zondert, met ses parden, dar es Gherart van Tiechelt, Byxtus sRoden.... ende dandre late, diere toe behoeren haren cost te doene savons ende hereleke tontfane beide van wine ende van spisen ende van andren dinghen als men elken goeden man es te doene. Op den andren dach smorghiins es de proests ofte sine boede te varne tote den persoen met VI parden ende met haren wert, dar sij tsnachts mede laghen, ende de persoen es hem den proest oft sinen boede ende haren wert heerleke tontfane van wine ende van spisen, alsoe alsemen elken goeden man es te doene al quame hij met vogelen ende met honden, dat hii doen mach of hii wille. Als men gaet eten es men sculdich te ghevene sinen parden ene virtaele ghersten van dien lande; als men gheten heeft es de persoen hem te ghevene XVIII st. lovensche. Dan sitsij up ende varen ten goede te Rijsberghe; dar set men hare parde in den stal; dar es men sculdech te ghevene elken parde enen rugghen scoef. Dat goed

De meeste groote abdijen onzes lands hadden leenhouders of pachters waar zij, op hunne reizen afstapten, den maaltijd namen en voor éenen of meer nachten uitrustten. Naar hun voorbeeld werden door de edelen en rijke poorters ook zulke besprekken in de huurcontracten of leendenombrementen bepaald, en op die wijze verkregen de betrekkingen tusschen den nederigen landbouwer en den machtigen grondbezitter eene innigheid, die sedert lang niet meer bestaat.

De boer, zijnen heer dienende met al den eerbied, dien dezes stand en vermogen vergde, in volle vertrouwelijkheid met hem neergezeten, had aldus eens of meermaals 's jaars gelegenheid om zijne naarstigheid en zorg voor 't hem toevertrouwde land te doen waardeeren, terwijl van zijnen kant de heer al de wenschelijke verbeteringen aan huis en hof door zich zelven leerde kennen.

De boer zag in den dorps- of leenheer niet enkel eenen gebieder, bekleed met gezag en vermogen, maar, gelijk wij reeds de gelegenheid hadden op te merken, eenen beschermer in alle nooden; hij wist dit niet alleenlijk door de bepaling der feodale wetten, maar telkens dat een nieuwe heer in 't dorp werd ingehuldigd klonken hem, bij eene indrukwekkende plechtigheid, gevierd met al den luister der Kerk, de beloften van bescherming van 't altaar tegen, terwijl op sommige plaatsen deze verplichting zelfs ten hoofde der costumen geschreven stond. Zoo leest men op de eerste bladzijde van de *Usages de la ville et de la terre de Sebourg en Haynault*[1], *suivant une charte de la contesse Mar-*

es dan sculdech te gevene ene gans rou ghepluct ane enen spet ende II broet ende enen stoep biers, ende XVIII den. lovensche; tsavonts so varsij weder te Zondert up de late met haren parden ende met haren voghelen ende met haren honden, dar sij de vorseide late haren cost sculdech te doene gelikers wijs dat sine tsavons te voren daden; als enech van desen laten oft enech van den laten, dien behoren te desen goede, sterft, soe es men sculdech dat goet te versoukene ane den proest van tSompeke, ofte ane sinen sekeren boede tot tSompeke, gheliker wijs dat andre laten van tSompeke hare goed versouken ane den proost van tSompeke ofte ane sinen sekeren boede... » (*Archieven van Sombeke.*)

[1] Sebourg, een zeer oud dorp en heerlijkheid tusschen Valensijn, Bavai

gheritte (XIIIe eeuw) : « Premiers, est-il assavoir que quant les hoirs qui doit estre sires de Sebourg se voelt apparoir et monstrer comme sires, il le doit laissier scavoir à Sebourg, par aucuns de ses lieutenans, à une journée nommée qu'il luy plaist à y estre. Et à cellui journée doit estre tous li communs de le ville de Sebourg assemblez au moustier (*église*) ou en l'attre (*cimetière*) de cellui, et chiux qui doit estre leur sires avecq yaulx (*eux*).

« Liquels sires doit aller au grant auteel du moustier, et jurer sour les sains et evangilles et par se foy, qu'il maintenra les gens de ce lieu, tant qu'il en sera sires, bien et par loy, et à tous les bons usages, comme ont fait sy devantrin. Et sy homme le doivent recevoir a seigneur et jurer qu'il lui seront bon homme et léal. »

Moge de feodale band op sommige plaatsen meer dan op andere gekneld hebben, dit hing meer af van de grillen of geaardheid des leenheers dan wel uit de wet zelve, en er zijn voorbeelden dat, in volle feodaliteit, dorpen zich aan 't gezag van leenheeren wisten te onttrekken, zich voorrechten deden geven, ja zich vrij maakten van alle belastingen jegens wie ook, al heette de vorst of graaf van Henegouw, of hertog van Brabant, of prins-bisschop van Luik.

Virginal of Verzenault, op de grens van Brabant en Henegouw, nauwelijks een honderdtal bunder groot en drie tot vier honderd ingezetenen tellende, was zulk eene gemeente, en had, met steedsche fierheid, die overwinning in haar wetboek — haar eigen wetboek ! — ingeschreven, hoewel aanvankelijk twee machtige gebieders, in plaats van éen, voor zulk gering plekje gronds elkaar het gezag hadden betwist [1]. Men leest daar, inderdaad :

« Tous et chacuns bourgeois sont esté de tout temps immé-

en Quiévrain. Deze plaats heeft hare geschiedenis : *Histoire de la terre et vicomté de Sébourg, jadis possédée par les comtes de Flandre et de Hainault...* par Pierre le Boucq, Bruxelles, J. Mommaert, 1645, in-4°.

[1] In 655 werd het dorp door Ste Reinilde gegeven aan de abdij van Lobbes. De prelaat van dit sticht benoemde eenen avoué om de rechten der abdij op Virginal te bewaren, maar van lieverlede eigenden de avoués zich zelven heerlijke vermogens toe, zoodat ten slotte de jurisdictie tusschen de abten en de avoués verdeeld was. De toestand werd in 1545 door eene wederzijdsche overeenkomst bekrachtigd.

morial francq de toutes tailles, gabelles, mandements du roi, princes, ducq de Brabant, comte de Haynault ou aultres provinces qu'on pourroit nommer (§ 47). »

« Sy sont encoire lesdits mannants et bourgeois du mesme lieu francqz et exempts des morte mains et de congé aux deux seigneurs, ne les recognoissant seulement que de leurs cens et rentes seigneuriales et foncières sur les biens de chascuns bourgeois, en conformité de leurs registres et cartulaires pour les dits cens faits (§ 56) [1]. »

Ziedaar wel een echt democratisch beheer, en geen uitzonderlijk geval. Erkende men op de meeste plaatsen de rechten van den heer, hetzij deze tot den geestelijken of tot den leekenstand behoorde, elders had het volk zich zelven weten te beheeren en alle heerlijke voogdij van de hand gewezen. Zoo geschiedde, onder andere, te Fologne (Veulen) in Limburg, en in verscheidene andere plaatsen van dit gewest. De ingezetenen vergaderden er telken jare hetzij op de openbare plaats, hetzij in 't wethuis, en kozen eenen dorpsmeester en vier schatmannen (raadsheeren). De burgemeester ontving de belastinggelden en deed de gestemde uitgaven, na ieder dienstjaar openbaarlijk rekening doende van zijn beheer. Het genot dezer gemeentelijke vrijheden, tot het uiterste gebracht, hield slechts in 1796 op.

Dat de leenroerigheid den toestand der vrije mannen zeer moet gewijzigd hebben, daaraan valt niet te twijfelen, maar het is geoorloofd te denken dat in de Vlaamsche gewesten de eigenaars van kleine vrije goederen (*alleux*), gelijk er overal werden aangetroffen, zich vroegtijdig hebben moeten vereenigen om het gevaar af te wenden, waaraan hunne afzondering in de nieuwe staatsinrichting hun blootstelde. Indien men op verschillige plaatsen personen ontmoet, die niets hadden op te brengen, dit spruit voort uit de omstandigheid dat een aantal vrije mannen, zich vereenigd hebbende om eene bepaalde streek te ontginnen of tegen 't zeewater af te dammen, van de vorsten privileges hadden

[1] Het geheele stuk komt voor in de *Histoire de Virginal*, par STROOBANT (1858).

bekomen ter vergoeding van de aanzienlijke gelden, welke die waarlijk reusachtige werken van openbaar nut hadden verslonden. Van zulke vereenigingen zijn, inderdaad, menige voorbeelden aan te halen : de polder van Kalloo, in de XIV[e] eeuw door eene groote overstrooming geteisterd, werd in 1431 heringedijkt door Joost Triest, Jan Vijt, Simon van der Banc, Colaard Lefebvre, Jan Losschaert, Jacob Biese, Philip Wittebroot en anderen; de polders van Melsele en Beveren werden in de eerste jaren der XV[e] eeuw aan de wateren ontweldigd door eene vereeniging, samengesteld uit Steven van Liedekerke, Lodewijk van der Moere, Philip Steenlant, Jan Sersanders, Joost Vijt, Hendrik Symoer, Geeraard Brijssinc en Jan Oste.

Wij weten het, er is eene schaduwzijde van het leenstelsel; het was niet altijd bescherming, die de boer vanwege zijnen heer genoot; er was geene vrijheid om den eigen akker tegen de vraatzucht van het heerlijke wild te vrijwaren, hoewel in zekere gewesten toch meer dan tegenwoordig [1]; de banmolen dwong

[1] In Brabant, onder andere, genoot het volk een waarlijk uitzonderlijk voorrecht in zake van jacht. *De blijde incomste* van 1355 verzekerde iedereen het recht te jagen « hayr met hayr ende pluym met pluym, » wat men zegde te zijn : « jagen op edele wijze. » Men leest aldaar in de 29[e] en 30[e] artikelen :

« Item, accordons à nos sujets brabançons que chacun puisse garder ou faire garder ses biens propres, et dans ce but, avoir des chiens les jarrets non raccourcis, sans calenge; et s'il arrivait qu'un chien tuât ou blessât quelque pièce de gibier, qu'on laisse ladite pièce sur les lieux; et si le chien la mange, que le propriétaire ne soit pas inquiété de ce chef.

» Et accordons que tout homme puisse chasser aux lièvres et aux renards par tout le Brabant sans être calengié. »

Een ander artikel dezer gulden keure liet elkeen toe te jagen naar hazen en vossen, maar 't groote wild was alleen voor de edelen, behoudens in de vrije waranden, welke waren de bosschen van Soniën, Saventerloo, Grootheist en Meerdale.

Krachtens eene charter van 1333, verleend door hertog Jan III, was geheel het dorp Willebringen, in zijne palen tusschen Meldert, Op- en Neervelp, Beauvechain, Vertrijk en Kumptich, tot eene bijzondere jacht of garenne gemaakt, waar Jacob van Limminge en zijne erfgenamen, hunne jagers en ook de hertog van Brabant en zijne officieren 't uitsluitelijk recht hadden te jagen. (Tarlier et Wauters, *Géogr. et hist. de la Belgique,* I, 266.)

hem, elders niet dan dáar zijn koorn te doen malen; er was op vele plaatsen ook eene banaalbrouwerij, of een banaaloven, waar hij 't bier en 't brood zijner tafel moest halen [1]; duiven mocht hij niet houden; de visscherij op gansch het heerlijk gebied behoorde uitsluitelijk den heer; beambten, zelfs leengoederen, hadden 't recht om eenen stier, eenen os of beer (zwijn) vrij en vrank op al het land der heerlijkheid te laten rondloopen [2]; er waren tienden en karweien...

Het hooge justitierecht ging doorgaans gepaard of was, zoo men wil, gekenmerkt door het recht van den heer op de nalatenschap der vreemdelingen, op 't gebied der heerlijkheid overlijdende; op het goed der bastaarden, stervende zonder afstammelingen; op de openstaande goederen, de voorwerpen op den oever der zee of rivieren, zijne heerlijkheid bespoelende, gestrand; op de schatten, in de heerlijkheid uit den grond gedolven enz. Ook was het bedrag der boeten, in de vierschaar uitgesproken, te zijnen voordeele, alsmede het verbeurd verklaarde goed der misdadigers; doch de kosten der justitie waren te zijnen laste. Dit was reeds veel, maar echter nog maar 't geringste deel van het hoogheerlijk vermogen. Wie de justitie in den hoogsten graad oefende, had het recht, politieverordeningen af te kondigen; karwei te vragen aan zijne onderhoorigen; zich eigenaar te noemen der wegen en daarop geplante boomen; tol te heffen te water op alle vaartuigen, en doortochtrecht te lande op voetgangers, rijtuigen en koopwaren.

Zekerlijk, verscheidene van deze rechten moesten der plattelandsbevolking zeer onaangenaam zijn, en strookten in 't geheel niet met den geest van vrijheid en zelfstandigheid, welke de gemeente beheerschte en in de keure was uitgedrukt; doch, verscheidene van die impopulaire wetsbepalingen werden langzamer-

[1] De heerlijkheid van Schubbeke te St.-Pieters-Rode had zulken banaaloven; ook in 't Luxemburgsche waren er verscheidene.

[2] *'t Hof te Sichem,* bij Leuven, bezat zulk een recht, in de leendenombrementen uitgedrukt: « Deen jaer eenen verre ende dander jaer eenen beer op de gemeynte gaende. » (*Register des leenshofs van Brabant,* n° 92.)

hand minder drukkend, gelijk de banaalrechten, die met den aangroei der bevolking, met de verbetering en de ontwikkeling der gemeenschapswegen moeilijk konden gehandhaafd worden. Voor 't overige, nog heden, in onzen zoo beschaafden, verlichten tijd zijn al de heerlijke rechten niet teenemaal afgeschaft, niet al de grieven geweerd, waarover de middeleeuwsche landbouwer zich met reden bedroefde. — Bestaat er heden eene vrije jacht, eene vrije vischvangst? Geniet één Belgische burger thans het recht, dat de Brabander in 't midden der XIV[e] eeuw verkreeg?

En de karwei — de rechtsgeleerde Raepsaet merkte het reeds in 't begin dezer eeuw op : indien er een heerlijk recht is, waartegen lang en luid, als een barbaarsch dwangmiddel, werd uitgevaren, dan is 't zeker wel de karwei, die men beschouwde als een teeken van onteerende dienstbaarheid. En evenwel vergat men, dat de karwei juist een bewijs van ontslaving was, eene overeenkomst tusschen den bevrijder en den vrijgemaakte, tusschen den grondeigenaar en den pachter; men dacht er niet aan, dat in geval de laatste weigerde den gevergden dienst te verrichten, in verreweg de meeste plaatsen de heer niets daartegen vermocht, maar de uitspraak aan de natuurlijke rechters van den landbouwer toekwam; men vergat dat de karwei eene belasting was, welke de boer oneindig liever met zijnen arbeid (of met zijne vruchten, gelijk de tiende) kwijt, dan met klinkende penningen; vooral hield men geene rekening van de omstandigheden, onder welke de karwei was ingevoerd. Had de heer die aanvankelijk gevraagd uit willekeur en tirannij, om zijn recht of macht te staven, om den onderhoorige de herinnering te doen bewaren van zijnen dienstbaren staat? Geenszins. Toen de edelman in 't bezit kwam van het dorp, en daar nog zoo menige uitgestrekte plek gronds bemerkte, die woest en dor en onbeploegd lag, last bijbracht in stede van voordeel, toen lustte het hem, natuurlijk, die te ontginnen, eensdeels om daardoor eene meerdere vrucht- of cijnswinst te bekomen, anderdeels om zijn domein aangenamer, gezonder, beter te maken en de bevolking er te zien aangroeien. Nu, hoe dit gedaan in de vroege middeleeuwen, wanneer de handen zoo schaarsch, de arbeid zoo duur waren? Geen beter, of

liever geen ander middel om de vruchtbaarmaking des bodems te bevorderen dan de opgelegde dienst, de licht te doene karwei, de minst impopulaire belasting die toen kon ingevoerd worden. Zonder dit middel was de vaderlandsche landbouw gedurende de middeleeuwen stellig niet zóo vooruitgegaan, dat hij toen reeds den lof der beschaafde wereld verdiende; ja zouden nog heden in menige streek van België even dorre en woeste plaatsen worden aangetroffen als men vindt in het Kempenland.

Beschouwt men de karwei van dichtbij, het is moeilijk er dat hatelijk karakter aan toe te kennen, hetwelk een lichtvaardig oordeel er aan gegeven heeft. Laten wij ze in 't kort eens onderzoeken.

Onder het Frankisch beheer was elke hoeve van 't *alleud* te St.-Pieters-Leeuw (boven de jaarlijksche belasting van 5 stuivers, een mud haver, eene hen en zeven eieren) verplicht tweemaal 's jaars vier mud tarwe, of vijf mud rogge, of zes mud haver te voeren tot aan de Zennebrug, te Brussel, uit welke brug een balk werd geschoven om door de opening het graan te gieten in vaartuigen, welke de opbrengst vervoeren moesten naar Keulen (St.-Pieterskerk). Nog waren de bewoners van gezegd domein ieder jaar verplicht gedurende éenen dag de landen te helpen bezaaien en eenen anderen dag te helpen inoogsten. Voor degenen, die de landen bewerkten (te weten negen dagen : drie in de lente, drie in den zomer en drie in den herfst) was de op hun hof gelegde cijns verminderd tot 50 deniers. Al de arbeiders kregen op de karweidagen brood en bier in genoegzame hoeveelheid om behoorlijk gevoed te zijn ; weigerde men hun dit loon, dan mocht de arbeid ontzegd worden [1].

Ogy en Isier, twee dorpen van welke wij reeds gesproken hebben, hadden volgens hunne keure van 1234 drie karweidagen 's jaars, namelijk in Mei, Juni en Juli. Op elk van deze tijdstippen moest de landbouwer, die geen paard gebruikte, éenen dag voor den dorpsheer werken, te weten van zonsop- tot zonsondergang. De boer met ploeg en paard was insgelijks daartoe verplicht;

[1] Alph. Wauters, *Histoire des environs de Bruxelles*, I, 85.

doch niemand moest in persoon verschijnen, ieder had het recht of eenen arbeider, of een paard met ploeg ter aangeduide plaats te zenden. Deze laatste omstandigheid was reeds eene merkelijke verzachting voor den opgelegden dienst, maar zelfs van dàt kon men zich ontslaan : mits eene geringe belasting (vermoedelijk den huurprijs van man, paard en ploeg verbeeldende), was men van 't een of 't ander vrij. Men gaf voor elke karwei, te verrichten zonder paard, 5 deniers, Artezische munt; de bezitter van paarden, al hadde hij er vier of meer op stal, gaf, naar verhouding van zijn vermogen, van 5 tot 18 deniers. Men ziet, er bestaat in 't geheel geen dwang, geene de minste willekeur, geene ongelijkheid; de rijkste boer der gemeente werd opgeroepen evenals de armste dorper [1].

Schier altijd en overal, uitgezonderd in 't Luxemburgsche, was de karwei gevraagd in 't belang van den landbouw, te weten voor 't werk met den mest, met den ploeg (zomer- en winterkoorn) het hooi, den houtvoorraad; enkele malen vindt men ook gewag gemaakt van dorschen, 't bedienen van den metser, schaliedekker of timmerman, werkende aan 't pachthof enz. De laten des heeren van Nevele (Oost-Vl.) waren zekere dagen in 't jaar

[1] « Jo Ernols arai trois coruees en lan des ostes de le glise a Ogi et a Ysier tenans maisnie, lune en mai, lautre ghieskerech (juin) et lautre en fenerech (juillet), en tel maniere ke li hom ki nara point de keval doit servir à mi un jor en mai, un jor en ghieskerech et le tiers en fenerech et mouvoir de sen ostel de soleil levant et repairier a sen ostel de soleil luisant. Et se li hom ne velt u ne puet servir en se propre persone, u par autre soufisant, il me doit doner cinc deniers artisiens a chascun jor kil devroit faire la coruee; et se li hom a kerue, de se kerue me doit servir un jor en may, un jor en gieskerech et un jor en fenerech chascun an; se li hom ne veut u ne puet çou faire, il me doit donner, par le jor quil ne volra servir, dis wit deniers artesiens, sil a quatre kevaus, por lui et por ses kevaus; et sil a mains de kevaus, il en paiera mains au vaillant, fors tant ke cil a un keval, sil ne veut u il ni puet aler, il paiera cinc deniers artesiens por lui et por sen keval. Et quant je deverai avoir les coruees, ci com dit est, mes serjans le dira au serjant de le glise, et li sergans de le glise les semonra et fera ens venir, si com il est devant dit... »

(*Bulletins de la Société historique et littéraire de Tournai*, VI (1860).

verplicht met wagen en paard hem te dienen, zoo voor het uitvoeren van den mest als voor het inoogsten van het hooi en 't verzamelen van het brandhout. De laten, die wagen noch paard bezaten, moesten den mest helpen laden en op 't land uitwerpen, het hooi verzorgen enz. Op elken karweidag was de heer van Nevele hun eenen maaltijd schuldig [1].

De boer, die in België den heer op zijn land diende, had het doorgaans beter dan in Frankrijk, waar de werker gewoonlijk zelf voor zijne voeding te zorgen had en daarom dikwijls tegen den heer in proces ging. De parlementen van Parijs, Metz en Toulouse moesten in de XVII[e] eeuw, wanneer de meeste karweien ten onzent al lang waren afgeschaft, tusschen beiden treden, ten einde de heeren te verplichten de op hunne akkers of hooivelden zwoegende laten spijs en drank te verschaffen [2].

In 't graafschap Wiltz (Luxemburg) moesten de karweimannen den wijn, op de heerenvelden gewonnen, voeren van de Saar en Moezel tot aan het kasteel te Wiltz. Op hunne beurt waren de gemeenten Goesdorf en Heiderscheit verplicht de wegen, langswaar de wijnoogst vervoerd moest worden, in goeden staat te houden. — Het dorp Asselburg verzorgde den weg, dienende tot het vervoer der tiendevruchten van den graaf naar Linster, en de karweiers gingen insgelijks den wijn opladen, dien de heer te Diekirch op de Moezel en de Saar oogstte. Voor het laatste werk ontvingen zij, bij 't vertrekken, een brood voor den voerman en eenen bundel haver voor het paard. — De boeren, die daar aan den mest werkten op 't land des heeren, ontvingen eene « sop, und eine schussel mit musz. » 't Was weinig, maar wanneer er aan den oogst te werken was, hadden de boeren het beter; des morgens ontvingen zij « ein sop, ein stuck kees und ein stuck brots geleich den kees grosz, und ein becher mit bier; nachtmittages aber, einem jeden ein schussel mit musz, ein schussel mit erbesen, ein stuckelgen specks, ein stuck kees, jederem ein weisz und ein rocken mütsch, den stalen gleich so man von alters

[1] *Geschiedenis van Nevele,* door De Potter en Broeckaert.

[2] Albert Babeau, *le Village sous l'ancien régime,* bl. 188.

hat [1]. Item einem jederen ein becher mit biers und ein becher mit weins und weiters nicht... [2] »

Dit was nu bijzonder wel, ja we zijn geneigd te gelooven, dat de boeren van Asselburg naar den heerlijken karweidag verlangden als naar eene dorpskermis! 't Is waar, overal ging het niet zoo wel. Te Mamer, bij voorbeeld, gaf 't klooster van St.-Maximijn alleenlijk « ihre zemlich kost als arbeitsleutten eignet [3]. » — Te Lintgen gaf het klooster aan de karweiers de spijs « und borns genug [4]. » — Wie te Lorentzweiler voor de abdij van Echternach arbeidde, werd behandeld naarvolgens de volgende stichtsverordening : « Ein herr zu Echternach sei einem jeden pflugh und darzu gehorenden fronern ein brott, wie man dasselb den hirten auszer dem gotteshaus Echternach zu geben, in gewohnheit zu handtreichen verpflicht. »

De ingezetenen van Wiltz waren verplicht den heer niet enkel in bepaalde gevallen van oorlog, maar zelfs op de jacht ten dienste te staan. Dit was de karwei van 't nuttige en noodige landbouwwerk uitgestrekt tot het enkel genot van den heer; maar de heeren van Wiltz vergden nog meer van hunne laten : deze moesten aanvankelijk ook het kasteel en de omheining des parks onderhouden. Zijne hooiers kregen twee pond brood en éen pond kaas, of twaalf stuivers : zeker een hoog dagloon voor dien tijd. Uit deze en vorenstaande mededeelingen leeren wij de gewone voeding der boeren kennen, in den tijd, dat er nog geen sprake was van aardappelen.

Wanneer de karweiers van Rollingen in 't hooi wrochten voor den heer van Schœnfeltz, gaf deze hun eenen *sackpfeiffer,* wien hij voeding verschafte. De dorpelingen hadden tot plicht de schapen van den heer te wasschen en te scheren, maar 't scheerslijpen was ten koste van den heer.

[1] Dit is, de mitsch moest zoo groot zijn als 't model, dat vanouds op het kasteel werd bewaard.

[2] WEISTHUMER, bl. 445.

[3] *Idem,* bl. 476.

[4] Prof. WEIS.

In 't Luxemburgsche waren karweien van bijzonderen aard, welke elders in België weinig werden aangetroffen. Zoo moesten de boeren van St.-Jansberg [1], die heerlijk goed beploegden, het hout en de ladder bijhalen wanneer de heer het hoog gerecht uitoefende; zoo waren de ingezetenen van Greesch verplicht elken ter doodveroordeelde te geleiden tot aan de brug van Ansemburg, waar andere laten hem in hunne hoede namen en brachten tot op de strafplaats van Luxemburg.

In de gemelde heerlijkheid van St.-Jansberg was nog eene andere karwei, welke wij niet zóo zwaar in Brabant, Limburg of Vlaanderen hebben aangetroffen. Wanneer de heer ten strijde trok, of uitreed ter slechting eener veete, waren de leenhouders genoodzaakt hem gedurende zes weken en drie dagen met wapens en paard te volgen, maar de voeding was ten koste van den heer. Had, na verloop van dien tijd, de heer nog hunne hulp noodig, dan waren zij verplicht bij hem te blijven « parmi les gages qu'on donne à d'autres soldats. » Verders waren al de onderhoorigen, niemand uitgezonderd, gehouden de kasteelen van Dudelingen of St.-Jan te bewaren, welke verplichting ieder gezin, waar eene haardstede was, kon afkoopen mits 20 beiers in 't jaar. Eene weduwe betaalde maar de helft zooveel [2].

Gaan wij nu naar 't graafschap Namen, wij vinden daar andere karweien, zelfs door vrouwen te doen, hetgeen ons doet veronderstellen, dat daar nog minder mannelijke werklieden te bekomen waren dan elders; althans wij lezen in een record nopens de heerlijke rechten van Geeraard van Bossu, als proost van Couvin, op 't jaartal 1454 :

« Item at desus ledit seigneur corrueez de chevalz à tous les ahanniers [3] de Boussut. C'est assauvoir à chescun ahannier II cor-

[1] De heerlijkheid van St.-Jansberg bestond uit de dorpen Dudelange, Burange, Budersberg.

[2] De feodaliteit drukte zwaarder in 't Luxemburgsche dan in de Vlaamsche gewesten. Bovengemelde verplichting werd nog vernieuwd ten jare 1575. (*Publications de la Société pour la recherche, etc., des monuments historiques dans le Grand-Duché du Luxembourg,* II, 55-56.)

[3] *Ahanniers,* landbouwers. Dit woord komt van *ahannière,* Waalsche uit-

rueez de wayen (*regain*) l'an, de otteil puissance de chevalz de quoy ils font leur labeur. Et ossy se aulcuns en y auroit qui eusisse chevalz ung ou deux se dige qui doyent coruecz comme les ahanniers. Et tous aultres bourgois doyent coruecz de bras unne l'an, et les femmez pareillement de teille mestier qui se mellent [1]. »

In de heerlijkheid Celles (Namen) vinden wij, boven eene belasting op den ploeg, de verplichting om voor den heer in het hooi te werken; de boeren, die de vracht naar 't kasteel voerden, kregen vier brokken brood en een stuk kaas; zij, die 't hooi in den meersch verzorgden, een stuk kaas en twee stukken brood. Maar beide gemeenten hadden, bij 't instellen van de karwei, van den heer een voordeel bekomen, dat wel tegen den last des arbeids kon opwegen : zij hadden namelijk eene gemeene weide tot hun gebruik gekregen met het daaraan palende water, voor den geringen cijns van zes blanke deniers 's jaars [2].

drukking, waarmee men bediedt een beluik, palende aan 't pachthof, en bestemd voor de teelt van teere groenten en gewassen.

[1] Comte de Villermont, *Essai historique sur Couvin et sa châtellenie*, in de *Annales de la Société archéol. de Namur*, XII.

[2] « Chesque charues du village de Gendron doibvent au seigneur de Celle XIIII patars et I gros escheans à payer iceulx chacun an au jour St. Remy, premier jour doctobre qu'on dit les grandes assizes, saulf ceux qui doivent masuuage; iceulx doibvent seulement pour et à raison dudit masuuage XI patars et III gros, et à faulte de payement audit jour, pouvoir par le sergeant dudit lieu faire déferer leur errer *; et ne poudront faire aucunement labourer, n'est que premièrement ils ayent payé et satisffaict ladite assize...

» Les manans et habitans de Gendron, excepté les laboureurs, doibvent au susdit seigneur par chacun an, chacun un pattar et demy... Les laboureurs du village de Gendron doibvent par chacun an charier et mener aux fenaulx mois en la grange du château dudit Celle les foing des deux preitz de dessoubz Weve.

» Et les autres mannans aussy dudit Gendron sont tenus les fenner de

* C'est-à-dire enlever le fer de leur charrue (errer) pour qu'ils ne puissent plus s'enservir.

In de Brabantsche streken waren de meeste karweien toegepast op den landbouw. Te Diegem, Etterbeek, Machelen, Peuthy, Melsbroek, Nossegem, St.-Stevens- en St.-Lamberts-Woluwe, waar de hertogen van Brabant aanzienlijke eigendommen bezaten, waren de laten, die met paard en wagen werkten, verplicht eene vracht hooi te voeren naar Brussel, Tervuren of Vilvoorde; de andere landbouwers moesten éénen dag in 't jaar aan den hooioogst werken [1].

In het hertogdom Limburg herinneren verscheidene karweien aan den wijnbouw, welke gedurende de middeleeuwen aldaar veel werd uitgeoefend. Tot de erfelijke diensten, door de bewoners der bank van Geleen voor den heer van Valkenberg te verrichten, behoorde dat de landbouwers, « die wagen ende peerd hebben, sculdich sijn te voeren die wyngartstekken van den bossche [2] naer den wyngart, soe vele als men daertoe verorbert [3]. »

De heer van Sebourg, in Henegouw, mocht er zich in de XVIIIe eeuw op beroemen, nagenoeg de meeste karweidagen te

bon temps et heure, tellement que le dit seigneur n'y ait intérest, autrement seront tenus restituer audit seigneur autant de foing.

» Les mannans et habitans du village de Weve sont tenus de les mettre en la grange dudit Celle, et entasser les devant dits foings, parmy par ledit seigneur donnant aux dits laboureurs mennans lesdits foings à chacun quattre miches de pain avec chacun une pièce de fromage, et aux fenneurs fennans les foings desdits deux preitz chacun deux miches et chacun une pièce de fromage.

» Les laboureurs de la terre de Celle, exceptés ceux de Gendron, sont tenus mener et charier en la grange du château dudit Celle les foings d'un preit communément nommée et appellé « le preit al saulx, » etc.

... » Encore avons nous donnet et donnons ces poëstez des dites villes, pour leur commun usaige, Houduintries, les pastures entour atenans et ajoignans li auwe et les aaisemens des dittes poëstez absolutement, a tenir de nous et de nos hoirs contes de Haynnau perpétuellement, parmy six deniers blans de cens a payer à nous chascun an à la Nativité Sainct Jehan Baptiste. »

(*Annales du Cercle archéolog. de Mons*, XV, 191.)

[1] Alph. Wauters, *Histoire des environs de Bruxelles*, 98.—Zie ook bl. 84.

[2] Bosch, *'s Heerenbosch*, nu *Ravenbosch*, bij Valkenburg.

[3] Oorkonde in het Rijksarchief te Brussel.

hebben, te weten negen, buiten de maanden Maart, Juni en Augustus, voor al de mannen zijns gebieds. De dienst was evenwel af te koopen, naar beliefte van den heer, en degene, die met kar en paard opgeroepen werd tot de karwei mocht, de gestelde dag hem te onpasse komende, het werk den daarop volgenden dag verrichten. Kwam hij dan evenwel niet, zoo mocht de heer een gespan huren gelijk aan dit, hetwelk gevraagd was, en dat de afwezige betalen moest. De karwei mocht maar zoo lang duren dat de arbeider nog bij zonnelicht op zijn hof kon terug zijn [1].

Hooger deden wij reeds eene karwei kennen uit de Vlaamsche streek; ziehier nog eene andere, welke bewijst dat de arbeid voor den heer aldaar ook gevorderd werd in 't belang van den akker-

[1] « Ly sires a à tous les manouvriers qui sont manœvres de leurs bras, ou jugement de Sebourg, hormis march, wain (*foin, oogsttijd*) et laoust, trois coruwez lan, se prendre les woelt; et sil est que ly manouvriers ne puist ou voeille aller à la coruwée, ly sires puet faire prendre wage (*gage*) pour chascune journée, dont le manouvrier seroit en deffaulte, de quattre blans.

» Ly sires a encores trois coruweez l'an, hormis aoust, march et wain... (*de tous ceux*) qui se sceunt mesler d'aucune marchandise; et sy ne le puellent racatter, se ly sires ne voelt. Et se chil manouvrier et chil marchant nen sont poursievyt dedens l'année, on ne les puet jamais poursuivyr ne demander nulle chose de chou que passet seroit.

» Ly sires a encores a tous cheulx qui sont ou jugement de Sebourg, qui ont chevaulx trayans, III coruweez lan, hormis march, aoust et wain, de le campz que on ahanne.

» Et s'il est ainsy que ungs preudommes ait chevaulx, et ly lieutenans du seigneur viengne et l'appelle par son nom et lui die : il vous convient demain venir à le coruwée le seigneur? Ly preudons poel dire s'il voelt : je ne puis demain aller. Se ly lieuxtenans du seigneur lui dise dont : y venez apres demain; se chiux ne va à le coruwée, ly sires peut leuwer ung harnas (*attelage*) ossy souffissant que chiux a; et le doit, chix qui fauroit (*manquerait*) à le coruwée, payer.

» Et sy ne poelt li sires tous harnas qui vont à ses coruweez, ne tous autres manouvriers et marchans, se besongne en avoit, mener sy loncq, ne tenir tant qu'il ne puissent revenir de solleil luisant en leur maison. Et sil ne sont poursuiwoit devens (*dans*) l'année, ensy que dit est pardevant, on ne les puet jamais poursieuwer de l'année qui passée seroit. »

(*Staatsarchief te Bergen.*)

bouw en niet ondoenlijk was. Ter gemeente Afsneê was eene heerlijkheid, met name Darupt, gering van omvang (zij had slechts 10 bunder 140 roeden) en bewoond door laten, die penning-, hoender- en eene kleine rogge- of kapoenrent hadden op te brengen. Deze waren vrij van karwei, maar de landbouwers, die jaarlijks 33 halster rogge moesten leveren — dus de meestbegoeden — waren voor ieder mud in den mest- of oogsttijd verplicht éenen dag met paard en wagen te arbeiden, of de waarde van dezen dienst te betalen, volgens keuze van den heer. Bovendien had deze, uitwijzens het denombrement zijner heerlijkheid, eenmaal 's jaars recht op « twee maeyers ende de dry deelen van eenen maeyer; vier hooyers ende de dry deelen van eenen hooyer; dry waeghediensten ende de dry deelen van eenen waeghedienst in de meslaede, elcken waeghen met twee paerden ende eenen meslaedere [1]. »

Karweien, aan geheele districten en 't jaar door opgelegd, waren ook niet zeldzaam. Zoo bestond er eene in de ambachten van Assenede en Boekhoute, volgens welke al de landbouwers dezer streken verplicht waren elken maandag den graaf van Vlaanderen te dienen met paard en wagen, zeker geen geringe last in eene streek, alwaar de wegen in de middeleeuwen slecht of niet gebaand waren. Deze uitzonderlijke karwei werd ten jare 1242 door Thomas van Savooie en Joanna van Constantinopel, tot groot genoegen van de Vier-Ambachtsche boeren, afgeschaft [2].

Uit al het bovenstaande heeft men gezien, dat de tijdstippen en het getal dagen voor de karwei om zoo te zeggen van heerlijkheid tot heerlijkheid verschilden.

Te Oisy (Namen) was, volgens de keure van April 1216, elke ingezetene verplicht tot zes dagen; elders was 't eenige meer of eenige min. In Luxemburg moest de karwei den boer lastig zijn; immers dit land bracht niet genoeg voor zijne eigene behoeften op, uit hoofde der uitgestrekte bosschen en woeste gronden, welke men er aantrof, en van 't klein getal arbeiders, waardoor

[1] *Geschiedenis van Afsneê*, door De Potter en Broeckaert, bl. 28.

[2] Zie het laatste § der keure, bij Scarp, *Geschiedenis van Axel*.

nieuwe ontginningen gedurende verscheidene eeuwen onmogelijk waren. Ook is er op te merken dat de karwei, voor werken van openbaar of plaatselijk belang gevorderd, met minder genoegen werden verricht dan zulke, die in 't belang van den dorpsheer gevorderd waren, mits in dit laatste geval de arbeiders schier allemaal de voeding kregen, bij oude keuren of verordeningen vastgesteld. Dit mocht beschouwd worden als eene verzachting, die teenemaal ontbrak wanneer er hoefde gewrocht te worden aan straten, beken, bruggen of gebouwen.

Ten overige, er was recht voor degenen die onbehoorlijk werden behandeld. De Brabantsche boeren hadden in 't begin der XVe eeuw reden tot klagen, en Antoon van Burgondië, de misbruiken der karwei willende beteugelen, bepaalde bij charter van 9 Juni 1404 « om de ondersaten vanden platten lande in rusten ende in vreden te houden, » dat er geene karwei meer mocht opgelegd, maar deze door geld zou afgekocht worden [1].

Ziedaar eene korte, doch onzes inziens voldoende schets van de heerlijke karwei in de verschillige gewesten van België. Vindt men daarin over het algemeen zooveel hatelijks, zooveel verlagends en onteerends voor de bevolkingen, die er aan onderworpen waren? Onze voorouders beschouwden die met zulke leede oogen niet als wij, ja, wel verre van daar kwaad in te zien, aanvaardden zij de karwei in hunne pachtakten voor goederen, die niets feodaals hadden, zooals wij verder gelegenheid hebben zullen te bewijzen. Waren dergelijke voorwaarden toen inderdaad hatelijk geweest, het is zeker dat de landbouwer al het mogelijke zou beproefd hebben om er aan te ontkomen, dat de grondeigenaar zou getracht hebben dergelijke diensten door andere middelen te verkrijgen.

De maatschappelijke toestand der boeren gedurende de middeleeuwen was dan ook, zoo al niet benijdenswaard, dan toch minder droevig dan men langen tijd heeft gemeend. Delisle erkent dit, onder andere, in zijne schoone *Étude sur la condition de la classe agricole en Normandie,* waar hij zegt : « A part

[1] *Register van charters der Rekenkamer, te Brussel,* n° C, 13^v^.

quelques faits isolés, nous avons vainement cherché dans la Normandie les traces de cet antagonisme qui, suivant les auteurs modernes, régnait entre les diverses classes de la société au moyen âge. Les rapports des seigneurs et de leurs hommes n'y sont point entachés de ce caractère de violence avec lequel on se plaît trop souvent à les décrire. De bonne heure, les paysans sont rendus à la liberté; dès le onzième siècle, le servage a disparu de nos campagnes. A partir de cette époque, il subsiste bien encore quelques redevances et quelques services personnels ; mais le plus grand nombre sont attachés à la jouissance de la terre. Dans tous les cas, les obligations tant réelles que personnelles sont nettement définies par les chartes et les coutumes. Le paysan les acquitte sans répugnance; il sait qu'elles sont le prix de la terre qui nourrit sa famille, il sait aussi qu'il peut compter sur l'aide et la protection de son seigneur. »

Wat meer is, wij zegden 't reeds : indien de heer rechten mag doen gelden, heeft hij ook plichten te vervullen; hij is hulp en bescherming verschuldigd aan zijnen leenman, en de feodaliteit onderhield tusschen al de leden van den Staat, van den eersten tot den laatsten, van den vorst tot den armsten dienstbaren laat eene bestendige wederzijdsche wisseling van bewezen en ontvangen diensten. Zijn de laten verplicht, om reden van den grond, welke zij ter bebouwing ontvangen, een gedeelte van hun koorn, van hun vee of van hunnen arbeid aan den heer te geven, deze is op zijne beurt gehouden hunne akkers, wijnbergen, kudden, hunnen eigenen persoon en familie te verdedigen, en hen in hunne verliezen, rampen en ongelukken bij te staan.

Wij kennen tot hiertoe den toestand der landbouwers ten opzichte van den leenheer, maar er blijft nog eene andere zijde van zijn openbaar leven te beschouwen, namelijk in welke verhouding hij stond tot het bestuur der heerlijkheid en der justitie, hoe beide op het dorp werden uitgeoefend.

Elk volk, dat het land bewerkt, trek- en andere dieren onderhoudt en voor de bewaring zijner oogsten zorgt, heeft wetten noodig voor den eigendom, de openbare orde en tucht. De lan-

delijke wetten zijn nagenoeg zoo oud als de menschheid; men vindt er sporen van in oud-Egypte, en Pastoret duidt in zijne *Histoire de la législation* (III, 283 en volgg.) Israëlitische verordeningen aan voor drinkputten, fonteinen, wegen, eetwaren, jacht en vischvangst. Geen wonder derhalve dat de Franken er ook hadden, niet verzameld in geschrevene wetboeken — maar ons land, gelijk de plakkaten zeggen, was « coutumier, » in andere woorden : de justitie werd er van oudsher geoefend naar een aantal gebruiken (costumen), welke door eene lange reeks van uitspraken verplichtend waren geworden. De gebruiken van gewest tot gewest, van district tot district verschillende, zoo is 't niet te verwonderen dat de wettelijke voorschriften daaromtrent niet overal gelijk waren. Zij droegen (gelijk De Gryse opmerkt) den stempel hunner afkomst en verbeeldden door hunne eigenaardigheid de verschilligheid der streken, waar zij, gelijk planten uit den grond ontschoten en gegroeid waren [1].

Aanvankelijk waren de Costumen dus niet te schrift gesteld; het geheugen der rechtsplichtigen, de getuigenis der oudsten van het volk dienden den rechteren in twijfelachtige zaken tot richtsnoer. Daaruit volgde, dat alles onbepaald bleef, zoowel de vorm der overeenkomsten als de uitlegging en uitvoering der wet. In Henegouw, waar men reeds in de V[e] eeuw sporen van costuumrecht ontmoet, moet men afdalen tot de inrichting der *pairs* te

[1] *Eene rechtsquestie van vaderlandsch belang.* — Op de algemeene wet die de Franken beheerde (de Salische wet) hoeven wij hier niet terug te komen. Buiten deze was er nog eene voor een gedeelte van België, namelijk de wet der *Ripuaires* of Oost-Franken, die de Rijnoevers bewoonden en welke tusschen de jaren 511-534 werd opgesteld. Deze wet getuigt reeds van eene meer gevorderde beschaving; het burgerlijk recht heeft er eene ruimere plaats dan in de Salische wet, en zelfs vindt men er eenige schikkingen in, ontleend aan 't Romeinsch recht. Heylen (*Mém. sur l'usage du droit romain en Belgique*, 1782), D'Hoop, in zijne verhandeling over het recht in België gedurende de VII-XIII[e] eeuwen (1776) en Raepsaet (III, IV, V) betoogen klaar dat de wetten der Salische en der Oost-Franken hier tot de XII[e] eeuw kracht hadden, ja dat de keuren en costumen van ons land, inzonderheid voor Vlaanderen, sporen van 't oud Frankisch recht vertoonen.

Bergen, onder Richilde (1080), ten einde de eerste regelmatig ingestelde rechtbank te ontdekken [1].

Wanneer een rechtsgebruik of costuum niet door eene lange en aanhoudende praktijk als rechtsleer was erkend, moest het, om een onbetwist gezag te kunnen hebben, eerst en vooral door eene turbe (*turba*, menigte) goedgekeurd zijn. Dit gebruik, den Romeinen nageleerd, bestond hierin, dat tien of twaalf der oudste en vroedste mannen der plaats of des kantons hunne zienswijze nopens het betwiste punt deden kennen; echter was de proef niet volkomen, zoolang de beslissing niet door eene uitspraak in gelijken zin bekrachtigd was.

Wie deed die uitspraak, wie gaf het vonnis in de eerste tijden? Ongetwijfeld eene rechtbank, insgelijks samengesteld uit ouderlingen, die erkend waren als wijze en rechtvaardige lieden. Dergelijke volksuitspraak, men beseft het licht, moest in menig geval gebrekkig en willekeurig zijn, want in dien tijd, gelijk op onze dagen, liet de menigte zich licht door bekrompene, eenzijdige beweegredenen leiden. Er kwamen dus misbruiken, om welke te voorkomen en te verijdelen men in de XIIe eeuw het besluit nam de oude costumen te schrift te stellen.

Deze eerste proef moet natuurlijk zeer onvolmaakt, maar toch een vooruitgang geweest zijn op het rechtsoefenen volgens traditie. En nog geschiedde dit maar in Henegouw en Vlaanderen, op last van Boudewijn van Constantinopel (1194-1204). Weinig tijds nadien bracht de wetenschap aan het Belgisch costuumrecht eene groote ontwikkeling toe door de invoering van het Romeinsch recht.

Onder den invloed der staatsinstellingen konden de gemeenten zich goed ontwikkelen. De steden bekwamen uitgebreide rechten en privileges, doch de vorst bleef meester om hun die te ontnemen; de dorpen verkregen geene gemeentecharters of keuren, maar de heeren, die er gezag over voerden, hadden hun, bij de afschaffing der dienstbaarheid, min of meer belangrijke voordeelen afgestaan, zooals eene schepenenbank om hen te besturen en

[1] Declèves, *Historique de la législation.*

te oordeelen, niet in name der wet, maar van den heer. Niet elk dorp of stad stond op zich zelve; men vond er, die afhingen van den vorst, eene abdij of eenen bijzondere, en die gezamenlijk of éene heerlijkheid uitmaakten of in 't gemeen door eigene magistraten, naarvolgens eene keure, werden beheerd. Zoo had men in Brabant de schependommen van Zandhoven en Ukkel [1], van St.-Pieters-Leeuw [2], het rechtsgebied van Wezemaal [3] enz.; in Vlaanderen, Veurne-Ambacht en de Vier-Ambachten (Assenede, Boekhoute, Axel en Hulst).

Ook kon een geheel district (*pagus*) onmiddellijk afhangen van den vorst, en in zulk geval vormde het eene gemeenschap, welker inrichting nagenoeg overeenstemde met die der steden, zooals het *Vrije van Brugge, 't Land van Waas* enz. [4]

De meeste dorpen hadden eenen heer, wiens erfgenaam hem opvolgde en die 't recht had de heerlijkheid te vervreemden. Voor de bereddering der burgerlijke zaken, gelijk voor 't uitoefenen der justitie, had men eene schepenenbank, met den baljuw, als vertegenwoordiger van den heer, tot opperhoofd, namelijk nadat de rondreizende rechtbanken van vroeger, gekend onder den naam van *duerginghe, doorgaende waerheyt*, waren afgeschaft. Uit de overgeblevene dorpskeuren der middeleeuwen leeren wij gemakkelijk de betrekkingen kennen, welke tusschen den heer en de onderhoorigen, opzichtens de wet, bestonden. Zien wij, onder andere, de *Usages de la ville et de la terre de Sebourg en Haynault, suivant une charte de la comtesse Margheritte*

[1] Het schependom van Ukkel bevatte de ammanij van Brussel, behoudens eenige dorpen, waar men de costumen van St.-Pieters-Leeuw en Rode, van Nijvel, Brussel of Leuven volgde, alsmede eenige dorpen van Waalsch-Brabant en 't kwartier van Leuven (A. Wauters, *Histoire des environs de Bruxelles*, III, 606.

[2] 't Oud schependom van St.-Pieters-Leeuw bestond uit deze gemeente, met Vlesenbeek, St.-Laurens, Berchem, Oudenaken en Elingen (*Idem*).

[3] Samengesteld uit Wezemaal, Westerloo, Toelen, Zoerle, Gindel en Hulshout (Ed. Poullet, *Les juridictions et la propriété foncière au XVe siècle dans le quartier de Louvain*. (Mém. de l'Académie, in-8°, t. XVIII).

[4] Zie Warnkoenig, I, 307.

(XIII[e] eeuw), wij vinden daar de manier beschreven op welke het magistraat uit het volk gekozen werd :

« Et tantost apries ce fait (*de inhuldiging van den nieuwen dorpsheer*) ly Sires doit appeler ung homme souffisant à faire maieur. Chiux maires doit estre mis à serment et jurer par le foy de son corps quil wardera les droix le seigneur et les droix de le ville, lophêne (*l'orphelin*), le vesve, et fera loy hastive à lensengnement des esquievins, à toutes les fois qu'il en sera requis.

» Et quant chiaux maires sera faix, ly sires doit appeler deux de ses homes de le ville, preudommes souffisans a faire eschevins chil doy (*deux*) eskievin doivent estre mis a serment qu'il warderont les droix le seigneur et les droix de le ville, lofene et le vesve; et feront loy hastive avoeq leurs compagnons, du plus tost quil en seront sage.

» Et quant chil doy esquievin sont fait, ly sires ne sen doit plus mesler; ains doivent chil doy esquievin, par le conseil ly ungs de lautre, appeler ung homme preudomme de le ville, souffisant pour estre eskievins, et faire faire ottel serment que li autre esquievin ont fait pardevant.

» Et quant chieux tiers esquievins est faix, il doit appeler ung aultre homme de le ville par le conseil de ses compagnons.

» Et quant chiux quors esquevins est faix, il doit appeler le chincqysme esquievin par le conseil de ses compagnons.

» Et quant chiux chincqysme esquievins est faix, il doit appeler le VI[e] esquievin, preudomme souffisant, par le conseil de ses compagnons.

» Et quant chiux VI[e] esquievins est faix, il doit appeler le VII[e] esquievin, preudomme souffisant, par le conseil de ses compagnons.

» Et doivent faire chil esquievin ottel serment que ly doy premier eskievin. Et leur doit le sire faire avoir tels hommes que ledit esquievins avisent pour le mieulx. Et ne puet nuls hommes le seigneur refuser à y estre esquievins; mais li maires le refuse bien sil voelt...[1]. »

Men mag dus voor Sebourg zeggen, dat het magistraat uit en

[1] Staatsarchief van Bergen.

door het volk werd gekozen. Hetzelfde had nagenoeg plaats in het noorden van Vlaanderen. In de Vier-Ambachten mocht niemand dezer streek zelve tot baljuw of onderbaljuw aangesteld worden. Het schependom werd er jaarlijks volgender wijze vernieuwd: de graaf van Vlaanderen benoemde vier mannen uit de gemelde ambachten, die zich bij hem moesten begeven en zweren, ieder eenen anderen persoon te zullen kiezen « die heurlieden oorboirlixt ende prouffitelixt dincken totter officie. » Wie een jaar schepene geweest was, mocht binnen de drie volgende jaren niet weder benoemd worden. Elk ambacht had zeven schepenen. Kon men iemand door drie schepenen overtuigen dat hij de bediening had verkregen door omkooping, hij werd gestraft met eene boete van 10 pond (eene betrekkelijk zware som voor dien tijd) en mocht daarna niet meer in bediening komen. Niemand mocht zijn ontslag geven gedurende zijn schependom, maar degene, die bevonden werd een valsch vonnis te hebben gegeven, werd door zijne medegezellen afgesteld.

Uit deze mededeeling mag blijken, dat de landman der Vier-Ambachten tegen willekeur en onrecht in 't uitoefenen des bestuurs en der justitie voldoende gewaarborgd was; de keure houdt daaromtrent zelfs een bijzonder artikel in, vaststellende dat bijaldien een ingezetene door den baljuw « tscependom gheweygert oft ontzeyt, » en zulks bekend was aan drie schepenen, de geheele wet van 't ambacht moest « uphouden ende cesseren van recht te doene, totter tijt dat dieghene, die tscependom ontzeyt was, dat verereghen zal hebben. » Laten wij het maar bekennen : zóoveel waarborg van goed, degelijk recht geniet de burger der XIXe eeuw niet!

Uit het vorenstaande zien wij dat de justitie op het dorp gansch in de handen was van den heer, die den baljuw of oppersten ambtenaar benoemde, naar goeddunken afstelde, en deze bediening of voor eenigen tijd verkocht of in pacht gaf. Maar niet iedere groote leenheer bezat het volle justitievermogen, dat is het hoog, middelbaar en laag gerecht; de eene had enkel 't laatste, of grondrecht, dit wil zeggen dat hij alleenlijk zaken mocht beoordeelen welke betrekking hadden met den grondei-

gendom en strafbaar waren met geldboeten; een andere had daarbij het middelbaar of correctionneel recht, namelijk over civiele zaken, ook strafbaar met geldboeten, benevens over personeele en reëele actiën; eindelijk de groote leenheer bezat bij de twee gemelde rechtsgraden daarbij de hooge justitie, te weten « waer lijf ende let an cleeft, » dit is : waarvoor gestraft werd met het verlies van een lid des lichaams of met de dood, « door put ende galghe. » Hier echter waren eenige misdaden uitgezonderd en de uitspraak overgelaten aan den vorst, als te weten : brandstichting, schaking of verkrachting van vrouwen, moord en diefstal, onder de generieke benaming van *causae arduae* in de oude documenten aangeduid.

Wat de behandeling der bloot burgerlijke zaken betreft, zooals het sluiten van wettelijke overeenkomsten aangaande het verkoopen, verpachten, berenten of wegschenken van onroerende goederen (bij testament of *inter vivos*), deze geschiedde nu eens vóor de schepenenbank, dan vóor het laat- of cijnshof : de aard der gronden wees de bevoegdheid van het hof aan.

De beërving of onterving van een allodiaal of vrij goed gebeurde vóor den vorstelijken of heerlijken beambte en de schepenen, bijgestaan door twee andere allodiale pairs. Eindelijk het beleenen van grond werd verricht in 't feodaal hof, door den heer of zijnen baljuw, in bijzijn der leenmannen, met al de oude plechtigheden van hulde en manschap [1].

Met betrekking tot de bestuurakten op den buiten mogen wij niet vergeten melding te maken van de wettelijke pleegvormen en gebruiken, die bij 't verkoopen of afstaan van een eigendom waren in acht te nemen. Dit geschiedde namelijk met zinnebeeldige teekenen, iets wat men 't symbolisch recht of de poëzie van 't recht zou mogen noemen, en dat ook, althans gedeeltelijk, tot het laatst der vorige eeuw is bewaard gebleven.

Volgens de Salische wet moest een onroerend eigendom in het plechtig *gouding* of in de vergadering van de besturen der kantons, waarin deze eigendom lag, verkocht worden. Er waren

[1] POULLET, *Les juridictions et la propriété foncière au XV[e] siècle etc.*

daartoe drie zittingen en drie werpingen noodig. Was er geen tegenzeg gedaan en achtte men den aangeboden prijs billijk en vergoedend, dan werd de koop met eenen hamer of stok toegeslagen. Die slag of klop moest evenwel van al de aanwezigen kunnen gehoord worden, dewijl er geene geschrevene overeenkomst van dien overgang des bezits werd opgemaakt. De slag of klop was dus eigenlijk de verkoopakte, en aanstonds bracht de aannemer een offer aan de goden, opdat die overeenkomst door hen mocht beschermd worden. Voor kleine eigendommen bestond dit offer doorgaans in het plengen of drinken van den eenen of anderen drank.

Vóor het invoeren der schriftelijke overeenkomsten (welke slechts van de XIIIe eeuw dagteekenen) waren bij de verkooping van groote eigendommen een zeker getal getuigen noodig, waaronder eenige kinderen, welke laatste men gewoonlijk eene buitengewone behandeling, hetzij goede of slechte, deed ondergaan, opdat het feit, waarbij ze tegenwoordig waren, beter in hun geheugen zoude geprint blijven.

De verschillige symbolen bij de overdracht eens eigendoms waren niet willekeurig, maar veranderden volgens den aard van het te verkoopen voorwerp. Wilde iemand zijne familie onterven of zijne goederen « uter warmer hant » wegschenken, dit geschiedde vóor den rechter van het gouw in plechtige vergadering. De onterver verscheen er met vier kleine elzen stokjes, brak die op zijn hoofd in vier stukjes en wierp deze in 't midden der zittingszaal. Was dit rechtsgebruik volbracht, men beschouwde den onterver als vreemd aan zijne familie, die bijgevolg geene aanspraak op het bezit van den eigendom meer maken kon. Vandaar het spreekwoord : de *vriendschap breken*, met nog meer andere uitdrukkingen van alouden oorsprong, tot heden bij ons volk in zwang gebleven.

De bedoelde symbolen kunnen omtrent de XIIe eeuw, wanneer de kennis van hunnen oorsprong verloren geraakt was, willekeurig geworden zijn; toch werden ze, volgens de getuigenis van D. DEVAINES in zijn *Dictionnaire diplomatique*, meestal zorgvuldig in 't archief der parochiekerk bewaard. Men toonde

aldaar de graszoden, stokjes, stroohalmen, boomtakken, handschoenen, messen, ringen, kelken, kruisen, kandelaren en wat dies meer, die bij de eigendomsoverdrachten gebruikt geweest waren. Die symbolen, zegt Ducange, strekken tot bewijzen der traditie.

De meeste symbolen bleven ook na de invoering der schriftelijke akten in zwang. Op sommige plaatsen werden er verscheidene te gelijk in acht genomen, zooals, onder andere, bij eenen verkoop van gronden te Ertvelde, in het jaar 1405, vermeld staat: « .... Aldaer es comen Heindric Plasch, ende es te buten ghegaen van al deser voors. erfven, merschen ende landen, *met handen* [1], *met monde* [2], met halme [3] ende met werpinghe...; in Brabant « met russche ende met rijse, ochte met clepele ende met clinken. »

Hetzelfde greep plaats in de heerlijkheden toebehoorende aan de machtige St.-Pietersabdij van Gent, zooals wij zien uit het charterboek, n° 5, bl. 90 : « Sij ghinghens ute ende worpens ende daden d'toe met *alm, hande ende monde,* al dat sij sculdich waren te doene om hemlieden daeraf tontervene. »

De oude wijze om koopen symbolisch toe te slaan is behouden door de Vlaamsche notarissen, die vóor elke toewijzing zeggen : *eenwerf, anderwerf, derdewerf.* Ook bij openbare veilingen van roerend goed wordt nog in vele plaatsen elke koop met den hamerslag, en die tusschen bijzonderen met den handslag, bevestigd.

Schepene zijn op een dorp was eene belangrijke, gewichtige bediening, waartoe al de begoede en vroed erkende ingezetenen om zoo te zeggen bij beurt werden opgeroepen. Het getal was in de denombrementen der heerlijkheid doorgaans aangeduid : drie, vijf, zeven of negen. Er waren echter ook eenige plaatsen, waar eigenlijk geene schepenen met den schout of baljuw te recht zaten, en daar, gelijk de keure luidt: « ghebiedt » de hooge ambtenaar zijne « drie mannen, » welke hij noodig heeft. « Gebieden » is het woord. De eerste de beste, die hij vinden kon, deed hij « manen, » zonder te vragen of zij te huis, of op den akker, of aan

[1] Met handslag.

[2] Met eenen zoen.

[3] Oud charterboek.

de brouwkuip, of op den molen gemist konden worden. Natuurlijk viel de keus doorgaans op de besten en vroedsten van 't ambacht, en wie opgeroepen was, moest verschijnen op zware boete, juist als tegenwoordig de gezworenen onzer assisenhoven.

Maar niet alleen de begoede lieden der dorpen waren door de wet verplicht de belangen van het algemeen ter harte te nemen, ook de geringste landman was, op boete, daartoe gehouden. Te Méhaigne (Namen), om geene andere plaatsen op te noemen, had driemaal 's jaars de algemeene volksvergadering plaats, aangekondigd op den predikstoel, alsmede door 't geluid der klok, en nadat al de ingezetenen te hunnen huize waren verwittigd geworden. Gewoonlijk ving de zitting aan met de ondervraging der aanwezigen of zij eenige klacht wisten voor te brengen, hetzij van bijzonder belang, zooals betrekkelijk den staat der wegen, politie, drinkhuizen enz. De klacht mocht mondelijk en schriftelijk gedaan worden; zelfs door tusschenkomst van de zonen of vrouwen der klagers. Ziedaar wel niet de volksregeering, maar toch eenigerwijze de deelneming van 't algemeen in 't bestuur der openbare zaken, — en dit in de XIIIe eeuw [1] !

Het geding werd meest gehouden op den dinsdag, maar toch was dit niet uitsluitelijk zóo; men gaf acht op 't belang der partijen, en iedere dag der week was even goed om rechtszitting te houden als de dinsdag. Men vergaderde ten minste eens op de veertien dagen, een gebruik dat opklimt tot de verste oudheid [2]. De schepenen van Ukkel vergaderden den vrijdag, volgens de akte van Philip den Goede, gedagteekend van 1431.

De heer had van zijne schepenen niet te duchten dat er tegen zijn belang of dat de verplichtigen eenige samenspanning zou gebeuren; in schier al de schependommen was 't regel en wet, dat niemand langer dan een jaar moest schepen zijn, en weder-

[1] Omtrent het midden der voorgaande eeuw hadden de algemeene wetsvergaderingen te Méhaigne plaats in de schepenenkamer. (Zie Eug. del Marmol, *Notice sur le village de Méhaigne*, in de *Annales de la Société d'archéologie de Namur*, II.)

[2] Tacitus, *de Mor. Germ.* cap. II.

keerig kon niemand van zijne bediening afgezet worden tenzij voor gevallen, als hooger vermeld. — Zoo bezat het geringste dorpje van ons land wat de geleerden der oudheid beschouwden als de beste inrichting eener gemeente [1] : de krachtige leiding door éenen, den raad der besten en bekwaamsten, en, in hoogst gewichtige bestuurzaken (als voor 't verdedigen des grondgebieds tegen den vijand en 't heffen van nieuwe belastingen) de beslissing door al de ingezetenen bevestigd, en afgekondigd door het van allen geëerbiedigde hoofd, den vorst of diens plaatsvervanger [2].

Nu denkt men allicht : zekerlijk, niemand verdiende meer vertrouwen voor rechterlijke uitspraken dan de meestbegoede, de onafhankelijke lieden van het dorp, bekend als van rijpen rade en ondervinding te wezen; maar — waar bleef de rechtswetenschap? Was elke boer, hoe rijk bemiddeld en eerlijk ook, « de eerste de gereedste, » bevoegd om in een gewijsde tusschen te komen?

De rechtswetenschap was in de meeste gevallen totaal overbodig. Immers, er was toen geen diploom gevergd, bewijzende dat men den leergang eener hoogeschool bijgewoond en met goed gevolg de examina afgelegd had, om als openbare beschuldiger, taalman, verdediger of rechter plaats te nemen in de groene vierschaar; de kennis van 't Latijn was niet noodig, want de leengebruiken hadden met de Romeinsche wetten niets gemeens. De schepenen kenden de plaatselijke « costuymen » en dit was genoeg voor de beslissing der eenvoudige zaken, die in 't dorp geschiedden : de keure had nagenoeg alles voorzien. En was er al een punt, hetwelk twijfelachtig voorkwam, of « dat men niet vroed » was, men ging te rade bij het algemeen of het landrecht, ofwel men riep de loffelijke gewoonte van een naburig baljuwschap of van eene daartoe aangeduide schepenenbank in [3].

[1] Cicero, *de Re publ.* lib. I, cap. 29, 39, 49 enz. — Tacitus, *de Mor. Germ.* cap. II, 7.

[2] H.-A. Van Berkel, *Een hollandsch dorp in de XIVe eeuw.*

[3] *Idem.*

De schepenen der Vier-Ambachten mochten « advijs halen » bij die van Gent; maar de reiskosten waren te hunnen laste.

Langen tijd hadden de dorpsheerlijkheden geen eigenlijk raadhuis, tenzij alleen eene archievenkamer in eene herberg of ten huize des griffiers; op vele plaatsen waren de oude oorkonden geborgen en bewaard in eenen koffer, staande op den toren of in de sacristij der kerk; de gerechtszittingen geschiedden, zelfs lang nadat er voor de andere bijeenkomsten der magistraten een raadhuis was opgericht [1], op het kerkhof, gelijk te Belsele nog in 1307, te Ukkel en te Meerbeke, bij Ninove (in deze laatste plaats nog ten jare 1220) [2], te Sinaai nog in 1361 (*inter duas portas monasterii de Bodelo*), of in de schaduwe van eenen ouden breedgetakten lindenboom, die 't sieraad en de roem was van het dorp of gehucht en veelal oprees tusschen de zetels van het tweederlei gezag : het geestelijk en het burgerlijk, namelijk de kerk en 't heerenslot. Daar ook kwamen des avonds, na de afgezwoegde taak, de ouderlingen der gemeente bijeen om in vriendelijk gekout algemeene of bijzondere belangen na te gaan, of vond de dartelzieke jeugd een groen en lustig dak om vrij en vroolijk het oude danslied te zingen of 't spel van het seizoen te spelen. Zoo had men in het Land van Waas den *Schaüboom*, die zich op 's heeren motte verhief, en de oefenplaats en te gelijk het zinnebeeld was der justitie. Daarom ook waren beide onschendbaar, diep geëerbiedigd, en volgens de Wasche keure onvervreemdbaar, in dezen zin, dat zij, evenals het opperhuis of de zetel der heerlijkheid, evenals de steenen duivenkeet, dat ander kenteeken van feodaal vermogen, bij den dood des vaders buiten de verdeeling der grondgoederen moesten blijven en den oudsten zoon als opvolger in 't heerlijk recht toekwamen [3].

Dat rechtsoefenen onder den blooten hemel had zekerlijk zijne gebreken, en wij, kinderen der meer beschaafde XIXe eeuw, gewoon aan al de gemakken, welke de weelde heeft uitgevonden, wij kunnen ons moeilijk voorstellen hoe 't spannen van de vier-

[1] Op sommige dorpen tot in 1793.

[2] Henne et Wauters, *Histoire de Bruxelles*, I, 54. — A. Wauters, *Histoire des environs de Bruxelles*, I, 312.

[3] *Costumen van het Land van Waas*, Rubr. II, § 19.

schaar in opene lucht gedurende zoo langen tijd heeft kunnen in zwang blijven; dáar toch waren rechters en verdedigers, evenals getuigen, betichten en nieuwsgierigen, blootgesteld aan al de guurheid en de wisselvalligheden van het weder. Maar had men dan geen prachtig justitiepaleis, versierd met kunstige zinnebeelden der eeuwige Gerechtigheid; geen zoo grootsch toestel van de openbare macht, en, in bijzonder belangrijke of recht afschuwwekkende gedingen, geen « uitgelezen publiek », dat op « voorbehoudene plaatsen » met koortsige spanning de debatten volgt en den tweestrijd van welsprekendheid tusschen de betichting en verdediging — toch bezat de dorpsjustitie in hare naakte armoede en uitersten eenvoud iets dat te prijzen valt, namelijk de groote openbaarheid met welke zij geschiedde. Wie wilde, was er bij, en in den breeden kring geschaard, kon men alles hooren en alles zien; de valsche getuigenis was minder te vreezen dan tegenwoordig, daar gansch het dorp gereed stond den meineedige op staanden voet te logenstraffen, waar 't zaken gold, die nagenoeg van algemeene bekendheid waren. « Houd uwe schare bare! [1] » klinkt het in 't volkslied der *drie Lantsheren*, en onze middeleeuwsche voorouders verzuimden niet dien wijzen raad na te leven, ook al kostte 't hun bijwijlen wat meer hitte of kou dan zij onder een schaliën- of ticheldak zouden hebben gewaar geworden.

Neen, de boer had in ons land geene reden om de groote stad haar prachtig gebouw, met van fraai beeldwerk en geschilderde glasramen voorziene zalen te benijden; hem moet het wel ter ooren gekomen zijn hoe ginds, achter het fluweelen of saaien kleed der trotsche rechters — adellijke heeren of rijkbegoede poorters — soms een hart schuilde dat niet altijd voor rechtvaardigheid en waarheid klopte, maar bezield met veete en partijschap, gedreven door gouddorst of wraakzucht, de onschuld bevlekte en schaamteloos onrecht pleegde. Men denke slechts aan de klachten

[1] *Schare*, voor vierschare; *bare* voor openbaar. — Zie het stuk in de *Gedichten uit de verschillige tijdperken*, door J.-A. Alberdingk Thijm, 1e bundel, bl. 152.

der Brugsche « meentucht » van 1280 tegen de schepenen dier stad [1]; aan de bedroevende openbaring gedaan door BOENDALE in *der Leeken Spieghel* (1330) over misbruiken in het gerechtshof, welke waarlijk erg moeten heeten :

« *Daer die raeds manne altoos spien*
Om haers selfs winnen ende baten,
Ende ghemenen oorbaer achter laten :
Want ghemenen oorbaer waerlike
Es voor arme ende voor rike,
Ende wie dit te brekene beghaert
En heeft die stat lief noch waert :
Ende die en soude [2], vrooch noch spade,
Ghenaken der stat rade. »

Nog scherper is, onder dit opzicht, de klacht, omtrent denzelfden tijd uitgebracht door JAN DE WEERT, den dichter van *die Niwe Doctrinael.* Deze zegt :

« Die ooc beleit hebben van steden,
Ende dan bi nachte van gierichede
Nuwe assisen ende scalke ocketten
Op tfolc visiren ende insetten
Opdat sire af ghenieten moghen ;
Of van den beleyders, die daer poghen
Dat si der ghemeenten goet van der poort,
Dat totten ghemeynen orboer hoert,
An haer selves bate legghen... [3] »

Was op den buiten alles dan altijd richtig? gebeurden er geene misbruiken, geene willekeur, geene buitensporigheden? Zekerlijk, en te lichter kon dit plaats hebben dewijl dáar de wethouders dikwijls menschen waren met weinige of geene geleerdheid, die den zitdag weleens beschouwden als eene gelegenheid om vroolijk samen te zijn en den beker te laten rondgaan. Maar daarom was in vele costumen voorgeschreven het recht te oefenen vóor den middag. Die van Stavelot, onder andere, maande den schepenen

[1] Zie WARNKOENIG en GHELDOLF, *Histoire de Flandre,* IV, 233.
[2] *Soude,* voor *moest.*
[3] Voormeld werk, v. 513-521.

aan om alle manier van overdaad te vermijden, zitting te houden in behoorlijke plaatsen, en niet in drinkhuizen of tusschen dronkaards, « comme souventes fois entendons arriver [1]. »

De meeste costumen bestonden nog tot in de XVIe eeuw maar in 't geheugen der menigte, hoewel de hertogen van Burgondië herhaalde keeren getracht hadden ze te doen boeken. Karel V dacht er ernstig aan, toen hij door zijne ordonnantie van 7 October 1531 voorschreef de costumen te schrift te stellen, en de bundel, te Brussel den 15 Maart 1533 afgekondigd, gaf aan eenige dier wetten eenen bepaalden vorm, wel is waar onvolmaakt, maar toch voldoende om ze met vrucht te raadplegen. De meeste gemeenten nochtans hadden de vorstelijke verordening alweer in den wind geslagen, mogelijk denkende dat het een nutteloos werk was in schrift te brengen wat reeds eeuw bij eeuw met goed gevolg, volgens traditie, was gedaan en wat eenieder zoo goed kende; misschien ook wel beducht dat er achter die herhaalde aanmaningen een of ander plan schuilde, strekkende om 't voorvaderlijk recht te kortwieken. Wat er van zij, negen jaren nadien verscheen er eene andere ordonnantie van keizer Karel, herinnerende zijne eerste opzichtens het boeken der costumen, « hetwelck overal niet gheobserveert, gheachtervolgt nochte ghedaen en is gheweest. » Deze nieuwe oproep werd almede maar weinig beantwoord, en er zouden een aantal jaren van de volgende eeuw verloopen eer de meeste Belgische costumen zouden geschreven, eenige gedrukt zijn.

Er zijn weinig zekerder bronnen voor de kennis der zeden en beschaving op het platte land dan die plaatselijke wetten; willen wij weten hoe de openbare orde en tucht onderhouden, de personen en eigendommen beschermd, de overtreding en het misdrijf gekastijd werden, wij zijn verplicht die bronnen te onderzoeken en met de strengheid der strafbepalingen de diepte van het heerschende kwaad te meten.

De geheele landelijke wet in al hare vertakkingen voor ieder misdrijf te doen kennen, is hier niet noodig, maar al wat tot het

[1] De Facqz, *Ancien droit Belgique,* I, 48.

openbaar leven in het dorp behoort, zullen wij uit de voornaamste costumen ophalen [1].

Beginnen wij met de

Openbare zedelijkheid, rust en goede orde.

In de kastelnij van IJper was het niet geoorloofd herberg te houden op weinig bewoonde plekken, maar wel rondom het kerkhof, en ter plaatse waar minstens acht huizen bijeen stonden of waar vanouds getapt werd [2].

Overal was het drinken in de herbergen verboden tijdens de hoogmis en vespers op zon- en heiligdagen; in 't IJpersche, alsook in eenige andere streken, waren hiervan uitgezonderd reizende lieden, en zulke, die drank noodig hadden. Herbergier en drinkers werden in geval van overtreding geboet [3]. — Gedurende

[1] Men telt in België meer dan honderd verschillige costumen. Brabant en Vlaanderen hadden er meest : daar had, om zoo te zeggen, iedere gemeente of groep van gemeenten haar wetboek, terwijl er maar éene algemeene keure was voor 't prins-bisdom van Luik, het land van Stavelot, de hertogdommen van Luxemburg en Limburg, Bouillon en Gelderland, de graafschappen Henegouw, Namen en Loon (Defacqz, *Ancien droit Belgique*). — Er is evenwel rekening te houden van eenige keuren, door abdijen of heeren van verschillige plaatsen verleend, en politieverordeningen bevattende. Tot deze soort behoorden, onder andere, de keure der heerlijkheid de la Rosière, gegeven door de abdij van Cambrai; die van Sebourg enz.

[2] « Que dors en avant on ne tiendra taverne en aucuns lieux dans le chastellenye que seulement au cimetière (*kerck-hof*) et au lieu ou d'ancienneté on a tenu taverne et aussy aux lieux où il y a un amas de huit maisons ou plus, à poine de l'amende de III liv. par. et chacun qui y boira III liv. par. »

(*Loix, coustumes, ordonnances etc. de la chastellenie d'Ypres*, ch. CXXIV.)

[3] « Item que personne, tel qu'il soit, ne boira en quelque taverne ou hotellery que ce soit pendant les temps de la grand'messe ou des vespres, tant aux jours de dimanche qu'aux jours de festes de commandement (*sondaeghs noch op heylige geboden misdagen*) sy ce n'estoit des gens passans ou aïant besoing, à poine de III liv. par. à encourir par l'hostelier, et chaque buveur à poine de XX sols par., ny pareillement ne joura aux fuseaulx à la paulme ny autres jeu ou jeux à peine de semblable amende. » (*Loix etc., d'Ypres*, chap. II, art. I.)

de wintermaanden bleef de herberg niet langer dan tot zeven, in den zomer tot negen ure 's avonds open [1].

« Quaede herberghe » mocht men nergens houden, « by daeghe noch by nachte, » zegt de keure van Nevele. Wat men daardoor verstond leeren ons ook de costumen van 't IJpersche : « Loger des gens bannis, des ruffiens (*puttiers*), des femmes de léger estat (*vrouwen van lichten state, van lichten levene*) ou de conditions douteuses, des belistres et d'autres mauvaises compagnies [2]. » Dergelijke gasten waren dan ook in de heerlijkheid van Nevele volstrekt niet gedoogd; van zoohaast men ze herkende, moesten zij voort [3].

Overigens was de politie der drinkhuizen met zorg geregeld. « Die anderen begote met wine, met biere ochte met enigen dranke, al willens, hi es om X sc. » geboet, zegt de keure van St.-Pieters-Leeuw, opklimmende tot 1284; en hij, « die anderen slaet met enen potte, hi es om III pont; bloede hi, hijs om C sc. [4]. »

Het hooge bedrag dezer laatste boete laat vermoeden dat het vechten vroegertijds geene zeldzaamheid was; en inderdaad de ruwe aard der oude Belgen was in de XIIIe eeuw nog weinig ver-

[1] « Item que personne tel qu'il soit, ne s'avanture de rester ny de boire en aucune taverne à scavoir depuis la St -Bavon jusques à Pasques, plus tard que jusques à sept heures du soir, et depuis Pasques jusques à la St.-Bavon plus tard que jusques a noeuf heures du soir, et quiconque feroit le contraire, chaque buveur ou restant en seroit à l'amende de III liv. par. et l'hoste ou l'hostesse, cabaretier ou cabaretière à semblable peine. Et sy lesdis buveurs restent beuvans plus tard qu'il est dit cy devant, malgré le cabaretier ou la cabaretière, ils paieront les deux amendes de III liv. par. »

(*Loix etc. d'Ypres*, chap. II, art. 2.)

[2] *Loix etc. d'Ypres*, ch. CXXII.

[3] « Item dat de rybauwen ende rybauwessen, hoeriers ende puttiers trecken uter vrihede van Nevele binnen zonneschine, ende waert zoo dat zij boven dien daer binnen bevonden worden, dat ware up haer upperste cleet, alzo dicwels als zy daerinne bevonden worden.

» Item dat niemandt ribauwen noch ribauderessen, hoeriers noch puttiers en herberghe, ende waert dat alzo yemandt dade, dat ware up de boete van XX s.p., alzo dicwels ende menichwaerf als zy daerinne bevonden worden. »

[4] *Belgisch Museum*, 1842, bl. 299.

zacht, in Brabant gelijk in Vlaanderen, in Luik gelijk in Henegouw [1].

Iemand met wapenen treffen, vooral kwetsen met het zwaard, werd streng gestraft [2]. Te Desteldonk en te Zaffelare (Oost-Vl.) was men bijzonder wreed voor het toebrengen van wonden : « So wie dat yemene wont met knive ofte met torkoise, kolve ofte boghe, met schihten of piken, *zal verliesen een hant*, en si dat hise verdinghe sgraven ghenade; maar hi moet teerst ghenouch doen den ghewonden, na de groote vander wonden, na scepenen wijsinghe [3]. »

Elders was men genadiger, maar dit sproot voort, denkelijk, uit de omstandigheid, dat men daar niet zooveel met het mes of den kolf speelde. Te Sebourg betaalde iedere vechter de boete van 10 stuivers; twee vechters, die bloed vergoten, 60 stuivers, nagenoeg gelijk in de heerlijkheid van *la Rosière*, toebehoorende aan de abdij van Cambron [4]. In de heerlijkheid van Loon werd een

[1] « Item quiconque frape un autre avec les poings ou des mains en son visage, ou le presse sur la poitrine à mauvais dessein, ou le pousse avec le pied, le tire par les cheveux, le mouille de boisson (*begieten met drank*) et à vouloir le faire boire malgré lui, et contre sa volonté, sera en l'amende de III liv. par. (*Loix etc. d'Ypres*, ch. XL).

« Die enen andren sloege met enen stock, sonder bloet reysen, hi waers om XX sc. versloghe hi ne oic ter eerden, sonder bloet, hi waers om XXX sc.; ende bloede hi sonder mincsele, ochte been uten hoefde te doene, hi waers om III pont; verminct hine, ocht gaen hem been uten hoefde van die colveslhage, hi waers om C sc. » (*Keure van St.-Pieters-Leeuw.*)

[2] « Wie een zweert trocke, andren mede te velne, sonder daet, hi waers om XX sc.

» Waer dat hire iemene mede sloege, dat hi bloede, sonder mincsele, hie waers om C sc.

» Ware oic dat sake dat iemene anderen vermincte, sonder met verloefde wapene, sonder let te verliesene, hi waers jegen den here om VII pont. » (*Keure van St.-Pieters-Leeuw.*)

[3] Keure van Desteldonk. — In de Vier-Ambachten enz. was dit ook zoo.

[4] « Item quiconques mettera main par ire sur aultruy, sans arme esmolue, ou baston affaictié, il escherra envers ladicte église en trente solz blancs de loix; et se s'est d'arme esmolues et de baston affaictié, soit quil y ayt sang ou non, soixante solz blancs... »

(Perkamenten rolle in 't rechterlijk archief te Bergen.)

vuistslag beboet met 7 schellingen, ten profijte van den heer, en met eene bedevaart naar St.-Joost, ter voldoening van den geslagene. — Eene « zijpende wonde » strafte men daar met eene bedevaart naar St.-Joost, voor den heer, en met eene andere naar Vendôme, voor de beleedigde partij. — Was er « wieckende wonde, » men betaalde 7 rijnsgulden aan den heer en men moest, ter voldoening des getroffenen, eene pelgrimage doen naar Roc-Amadour.— Eene verminking (« vinger oft teen aff ») werd gestraft met 8 rijnsgulden voor den heer en eene bedevaart naar St.-Jacob (van Compostella?); en was een hand of voet afgeslagen, of bleef iemand, ten gevolge der mishandelingen, mank of kreupel, dan eischte men, namens den heer, een tocht naar St.-Jacobs en namens de partij eenen anderen naar Cyprus. — Verre, lastige reizen? Ja, en de arme was wel verplicht den staf te nemen en de bedelnap, land en familie te verlaten voor weken of maanden, zonder te weten of hij onderweg niet van ontbering of door onheil zou omkomen. Daartoe was de arme boer verplicht, zeggen wij; maar de bemiddelde kon die bedevaarten afkoopen naarvolgens een bepaald tarief. Voor 't gemelde Loon was de « lantsoene » of pelgrimage vastgesteld : naar St.-Jacobs, op 20 realen; naar Vendôme, op 5 realen; naar St.-Joost, op 3 realen; naar Roc-Amadour, op 10 realen; naar 't eiland Cyprus, op 40 realen (elke reaal gerekend aan 30 stuivers) [1].

Over 't algemeen nochtans gold hier het woord van Mozes : « Oog voor oog, tand voor tand, » gelijk men in verscheidene keuren, bij voorbeeld die van Desteldonk, ziet uitgedrukt : « Die yemene hant, ofte voete, ofte oghe, ofte let afslaet, hij es sculdich een alsulck te verliesene, dat es let iegen let, oghe iegen oghe. » Te St.-Pieters-Leeuw ging 't nog erger : « Ware dat sake dat hi dlet verlore, let jegen let; storve hi, lijf jegen lijf ende 't goet sheren wille, half. » Zoo ook bepaalden de keuren van Incourt, Waalhem, La Hulpe en Gaasbeek.

Ook te Sebourg was doodstraffe voor doodslag, « se francquise ne l'en hoste, » maar met verbeuring van al de meubelen desgenen

[1] *Costumen van Loon.*

« qui seroit homicides. » Hier kon men zelfs de woning des moordenaars doen verdwijnen : « Et si il a la maison mannuauble, on lui art (*brûle*) se ly sires voelt. »

De groote afstand, die den middeleeuwschen boer van den edelman scheidt, is duidelijk te zien in de onderstaande artikelen der Brabantsche keure, waarbij straffen worden vastgesteld voor het dooden of mishandelen, ook zonder behulp van wapens, van adellijke personen. Men leest daar namelijk voor het eerste geval :

« Ende doet (*doodt*) een dorpman eenen ridder, hi ees om hondert scellinge, ende doet een dorpman eenen cnape[1], die van ridders aerde comen es, ende noch es cnape, hi ees om XX scellinge. »

Wat het mishandelen betreft : « Sloe die dorpman enen ridder mit handen, hi hadde die hant verloren. Sticte hine mit voete, hi hadde den voet verloren. Ende sloege een dorpman enen cnape, die van ridders aerde comen es ende noch es cnape, ochte stiete metten voete, hi waers om C scellinge. Viele die cnape ter eerden van dien slaghe, ochte stote die dorpman, waers om VII pond ende X scellinge. Bloede die cnape van dier daet, die dorpman waers om X pont. »

Er waren verschillige wapens, welke het niet geoorloofd was te dragen; in Brabant droegen zij den naam van *knijf* (eene soort van lange messen); *gepinde stave* (staaf met pinnen; goede-dag?); *geschut* (hand- en voetboog); *handaks; spafuut* of *paffuut* (soort van bijl); *giserme* (de *bipennis* der Romeinen); *schild met priemen*, dien men op den armen droeg enz. — De keure van Desteldonk noemt nog : *turkoyse* en *pike*, terwijl in degene van Rupelmonde melding gemaakt wordt van « dagghen, pijcken, glaiven, boghen met scerpen ghescutte ende hachen of valckebeecken. »

De talrijke strafbepalingen voor geweldddaden, welke men in de keuren der XIII[e] eeuw ontmoet, bewijzen wat wij hooger zegden : dat de zeden gedurende de middeleeuwen nog ruw waren, in Brabant vooral. Dáar mocht men « in dòetveede » (*doodveete*) en

[1] De knaap (edelknaap) was de gezel van den ridder en deelde met hem lief en leed.

« buten vreden » allerlei wapens dragen ten einde elk oogenblik gereed te wezen zijn leven te verdedigen [1]. De wet van Beaumont eischte de proef met het water voor ieder, die, in geval van zelfverdediging, eenen doodslag beging (17e art.). Hij, die eenen vrede verbrak, « sal men in vieren deelen, » ende vier stucken van 't lichaam « sal men doen setten op vier radere, » te planten aan de vier hoeken der heerlijkheid [2].

Diefstal en brandstichting werden met niet minder strengheid te keer gegaan. Beliep het bedrag van 't gestolene boven de 5 schellingen, dan was de plichtige « in sheeren macht van live en van goed, » behoudens dat zijne vrouw de helft der bezitting behield. Diefstal van min dan 5 schellingen werd te St.-Pieters-Leeuw zelfs met brandmerk gevonnist [3]. In het graafschap Chiny (Luxemburg) en overigens in al de dorpen, beheerd door de wet van Beaumont [4], werd ieder, die van diefstal was beticht, onderworpen aan de proef van het water.

Het koopen van gestolen goed werd dan evenmin toegelaten als tegenwoordig; wie zich daaraan plichtig maakte werd zelf als dief gevonnist [5]. In sommige streken, zooals in het hertogdom van Bouillon, waren al de ingezetenen verplicht de dieven en moordenaars achterna te zetten [6].

Een misdrijf, hetwelk in de middeleeuwen veel gestraft moest worden, was de lastertaal en 't kwaadspreken. Te St.-Pieters-Leeuw betaalde eene boete van 5 schellingen ieder « wie ande-

[1] « Voort es te wetene, dat elken toebehoort zinen lichame bescermene ende noodweerene, sonder eenich mesdaet, als hij dat doet sonder verbodene wapene. »

[2] Keure van St.-Pieters-Leeuw.

[3] « Die stale beneden V sc. men soudene tekenen ; van de menne geteekent, ende anderwarven stale, hi hadde dlijf verboert. Stalene iemen boven V sc., hi hadde dlijf verboert ende half tgoet sheren wille. »

[4] « Si quelcqu'ung est accusé de larcin sont conné, es s'il ne proeuve au contraire par la déposition de deux hommes non réprochables, sera submis au jugement de l'eau... » (45e art.)

[5] Keure van Zaffelare.

[6] *Règlement pour les mayeurs de village* (21 févr. 1322).

ren logestreept [1] ochte seget : *Godsat hebdi!* [2] ochte : *Geonneerd werdi!* ochte : *Ghi sijt een quaet,* met ſelheiden... » De costumen van Beaumont, die de wet werden van een groot getal Waalsche gemeenten, hielden voor de beleediging eene strafbepaling in, ontleend aan de Carlovingische zeden, en volgens welke de vrouw, die wegens 't beleedigen eener andere vrouw veroordeeld was geworden tot boete, en deze niet betaalde, gedwongen was den zondag in de processie te gaan, gekleed in haar hemd, en beladen met steenen, waarvan de zwaarte in verhouding was met het bedrag der boete.

Geene orde is er in de maatschappij mogelijk tenzij het magistraat geëerbiedigd worde; daarom werd het kwaadspreken van schepenen op de meeste plaatsen door groote geldboeten gestraft. « So wie scepenen wederseghet, alse dat zij quaet vonnesse gheseit souden hebben, ofte dat hem ne gheene wet was ghedaen, ofte eenich leelic woort ofte zwaer, hi boet elken scepenen III pont, ende den grave X pont. » — Te Deurne en te Kiel was de boete bepaald op 6 gulden en op kastijding vanwege den heer, indien de wethouders uit hoofde hunner bediening waren gehoond geweest. — Minder nochtans was 't in de heerlijkheid van La Rosière : « Item quiconques desdira à son tort l'ediet et ordonnanche renduz par les echevins, il escherra en six solz blancs. »

De straffen, uitgesproken tegen de godslasteraars, zullen niemand verwonderen die weet, in welke innige gemeenschap Kerk en Staat vroeger leefden. Toen de vrouwe van Hoboken, Felicitas van Traynel, bij akte van 8 December 1260 hare polders aan de ingezetenen van genoemde gemeente, mits eenen jaarcijns van 10 pond afstond, besprak zij daarbij eene boete van 12 deniers telkenmale in eenen twist het vloekwoord *Gotschat* zou gesproken worden, namelijk 6 deniers voor den heer der plaats en 6 voor den persoon, tegen wien het vloekwoord was uitgebracht [3].

[1] *Logenstrepene,* anders : logenstroopen, bij KILIAAN : *arguere sive insimulare.*

[2] Gods haat heb-di.

[3] Stadsarch. van Antw. : *Privilegieboek,* I, 273v. — KUYL, *Hoboken,* 230-231.

Te Deurne werden de vloekers gestraft met eene boete van 20 stuivers; was de blasphemie gezegd tot de schepenen, men betaalde het dubbel dier som, en door iemand van buiten het dorp, 80 stuivers.

In de heerlijkheid Lummen betaalde men voor eene godslastering ook 20 stuivers, maar men was daarbij verplicht in de kerk gedurende den zondagdienst twee toortsen te laten branden [1]. Die straffe was dubbel, wanneer men in 't misdrijf herviel, en voor de derde maal was bepaald « twelff uren aen de kaek te staen oft een gloyen eyser door syn tonge gesteeken te worden. » Ieder, die hoorde blasphemeeren, moest bij de justitie aanklacht doen.

Strenger nog was de straffe in het IJpersche; daar betaalde men voor de eerste maal, dat men van « sweeren ofte blasphemeeren » overtuigd was, de boete van 10 pond parisis en « arbitraire correctie » naar goeddunken der rechters; de tweede maal dubbel, en de derde maal werd men op een schavot gebracht en de tong met een gloeiend ijzer doorstoken, tenzij de schepenen eene andere voorbeeldige straffe nuttig oordeelden. In gemelde landstreek was de godslasteraar niet meer toegelaten tot den eed, tenzij na rehabilitatie [2].

Wat altijd veel aanleiding gaf tot twist en krakeel, was het tuischspel; ook spreken de meeste costumen en keuren boeten uit tegen degenen, die zich plichtig maakten aan « dobbel-, keghel- ende queecspel, » en dubbel wanneer het 's nachts was gebeurd.

Ook het doen van koopmanschap tusschen kan en beker had de bezorgheid van den rechter gaande gemaakt; immers in dergelijke

[1] *Cueren ende Statuten... van Lummene*, 1e artikel.

[2] « Quiconque jurera ou blasphemera le nom de Dieu, de Marie, sa sainte Mère, ou de ses Saints, en vain, encourera l'amende de x liv. parisis pour la première fois qu'il en sera repris, et de plus d'estre puni arbitrairement à la discrétion du juge. Pour la seconde fois double amende, et autre punition plus sévère arbitraire, et pour la troisième fois d'estre mis sur un esschaffaut et d'avoir la langue persée d'un fer rouge et ardent ou d'estre autrement puni à la discrétion de la loy et declaré inhabile d'estre receu à serment, sans réhabilitation. » (*Loix etc. d'Ypres*, chap. VI.)

gevallen gebeurde het meermaals dat de eene of andere partij, of ook wel beide te gelijk, het volle besef hunner handeling niet meer hadden. In de kastelnij van IJper was, volgens de keure, alle koopmanschap in de herberg onder dronkene lieden gesloten, nietig verklaard, tenzij de partijen drie dagen nadien, in nuchteren toestand, den gedanen koop hadden goedgekeurd [1].

De enkele bedreiging van mishandeling en geldafpersing door bedreiging werd in 't IJpersche streng gestraft [2]. De Brabantsche landkeuren gingen evenwel zoo ver niet. Onderscheiden in woordelijke en wezenlijke bedreigingen, beschouwde men daar de eerste als de gevaarlijkste en dienden deze in sommige gevallen tot een vermoeden van plichtigheid. De keure van La Hulpe, bijvoorbeeld, veroordeelde als brandstichter den man, die eenen anderen met vuur had gedreigd, namelijk wanneer bij den bedreigde een brand uitbarstte (3[e] art.). De landkeuren van Brabant en de keure van Gaasbeek waren misschien de eerste, die de woordelijke bedreiging kastijdden met boeten van 10 pond, den plichtige dwingende zijnen tegenstrever veiligheid en waarborg te geven (art. 61).

Misdaden, welke in de middeleeuwen ten onzent veel gepleegd werden, waren de vrouwenschaking en verkrachting; zij geschiedden mogelijk meer uit woestheid van aard dan uit bedorvenheid en wulpschen drift, maar de gekende zuiverheid der oudger-

[1] « Item par ce qu'il arrive journellement que beaucoup de sortes de marchés sont faits dans les tavernes d'où il en provient souvent des contestations et des procez, parcequ'ils ne pouvoient s'entendre l'un l'autre que fort mal au moïen de ce que de tels marchés sont faits pour la plus part apres que les deux partyes sont prinses de boisson, il est ordonné et statué que dores en avant tels contracts et marchés faits dans la taverne ou yvresse seront tenus pour nuls, sy ce n'est que les contractants, dans le troisiesme jour, estans à jeun, ratifient et conforment les dits contracts et marchés. »

(*Loix etc. d'Ypres,* chap. III.)

[2] « Item quiconque seroit trouvé qui menaçât quelqu'un, li fit craindre, ou luy fit donner quelque argent ou autre chose par menace, ou luy fit paier son es cot (syn ghelagh doen betalen) ou autrement, en quelque manière que ce fut, ce seroit a estre puni criminellement ou arbitrairement de la loi sous laquelle cela seroit arrivé. » (Eod. ch. XIV.)

maansche zeden was in onze wetgeving overgegaan, met dit onderscheid dat de enkele schaking niet overal even streng gestraft werd als de verkrachting. Te Zaffelare sprak men levenslange ballingschap uit tegen elke vrouw, die plichtig was bevonden van verleiding van jeugdige meisjes. De keure van St.-Pieters-Leeuw strafte de medeplichtigheid aan schaking met verbeuring van lijf en goed. De schaking strafte men te Zaffelare met 100 pond boete ten voordeele van den graaf, 100 pond aan de ouders der ontvoerde maagd, en 200 pond aan hem, die er verlies door leed, waardoor vermoedelijk de verloofde of de bruidegom werd bedoeld. In de Vier-Ambachten werden verkrachting en schaking gelijkelijk gestraft met verbeuring van lijf en goed [1]. In Brabant, evenwel, werd de verkrachting op de wreedste wijze te keer gegaan; wie zich aan dat euvel plichtig maakte zaagde men, met eene plank, het hoofd af [2].

In geval van schaking was de toestemming der vrouw geene oorzaak van verontschuldiging; bleef zij bij den ontvoerder, al haar goed kwam aan den fiscus, en dit voor zoo lang als de ongeoorloofde betrekking duurde. Na haren dood viel haar goed te beurt aan hare naaste bloedverwanten, ter uitsluiting nochtans van de kinderen, welke zij bij den schaker had gewonnen. Deze bepalingen waren zeker uiterst streng, maar men trachtte daarmede den handel te niet te doen, aandruischende tegen de wet en vooral tegen de openbare zedelijkheid.

Landbouwbelangen.

De groote, de bijna eenige nijverheid op het platte land moest in de keure en costumen bijzonderlijk beschermd zijn; geen wonder dus dat de wetsverordeningen der XIIe eeuw reeds bepalingen bevatten, door welke de eigendom en de arbeid des landbouwers tegen boosaardigen aanslag, schennis en roof werden beschermd. In de keure van Ukkel ontmoet men bepalingen met

[1] De Potter en Broeckaert, in de geschiedenis der gemelde gemeenten.

[2] Landkeuren van 1292, art. 14. — Keure van Waalhem enz.

betrekking tot het koopen en verpachten van land; in die van St.-Pieters-Leeuw staan boeten bepaald voor 't kappen van boomen, 't breken van hofafsluitingen, 't stelen van hooi, koren of andere veldvruchten, 't mishandelen van vee, en zelfs, wat wij in geene andere hebben teruggevonden, een artikel aangaande 't onderkruipen in zake van landwinning [1].

De grootste bezorgdheid des wetgevers in het noorden van Vlaanderen was geweest deze streek tegen doorbraak van duin en dijk te beschutten; niets natuurlijker, dewijl dergelijke ongevallen onberekenbare verliezen plachten te veroorzaken, uitgestrekte landen gedurende vele jaren aan landbouw en veeteelt onttrokken en ontzaglijke sommen gelds vorderden om het overstroomde weer droog te maken. De keure der Vier-Ambachten (rubriek : « nootsakelickheden van den lande ») bepaalt, dat er vóor schepenen vervolg mocht ingespannen worden wegens het verwaarloozen van « dijken, delven, herstraten, sluysen, waterganghen uutsetten, insetten ende van diergelijke saken, » daar waar ook de dijkwerken niet aan 't oordeel van kastelein of graaf, maar aan dat der schepenen waren onderworpen. Gemelde keure erkent het recht van visschen aan al de personen, door wier land een watergang werd gedolven, tenzij ze op eene andere manier vergoeding hadden gekregen.

In geval van dijkbreuk was iedereen in Vlaanderen, die in de Vier-Ambachten geen land bezat, verplicht aldaar te gaan werken met de spade, te weten drie dagen op hunne eigene kosten, en, was een langduriger arbeid noodig, dan ten koste dergenen, die in de Vier-Ambachten grond hadden. Ter vergoeding van dien arbeid mocht ieder, die in gemelde Ambachten geen land bezat, aldaar vrijelijk gaan visschen en gebruik maken van al de wegen, leidende naar de weiden, wat den grondbezitters aldaar niet geoorloofd was [2].

[1] « Voert willen wi Heinrec van Lovene, here van Herstal, dat (*die*) pointe ende die gewoente, die gheweest heeft in elcken dorpen van onsen lande te Leuwe ende elre, van lantwinninghen deen den anderen tonder gane, dat dat blive staende ter selver misdaet, diere men tote hare geplogen heeft. »

[2] De Potter en Broeckaert, *Geschiedenis van Assenede.*

De dorpswetten schreven ook voor, de straten en wegen op hunne behoorlijke breedte en in goeden staat te houden. De keure van Lummene, onder andere, zegt in 't 14e artikel : « Alle gebuerten sullen t' samen der handt comen alle saterdaghen, ten tijde alst gecondigt sal worden, omme de straten te maecken. » Men begon daaraan 's namiddags om twee ure, op 't geluid der bel en onder behoorlijke leiding.

Voor goede hofafsluiting werd ook overal gezorgd. « Alle heymselen ende thuynen (zeggen de costumen van Kiel en Deurne) tusschen twee gebueren erven staende, syn gemeyn ende moeten ten gelycken coste op de gerechtighe paelen van de twee erffven gemaeckt ende onderhouden worden, ten waere dat bleecke van eenighe servituyt ter contrariën... » (Xe titel, 1e art.).

Andere strafbepalingen, den akkerbouw betreffende, zullen verder, ter plaatse waar wij meer bepaald den toestand des pachters onderzoeken, beter te pas komen; zeggen wij hier, dat de keuren en costumen nagenoeg al de gewone misdrijven en overtredingen verhandelden, en dat, van zijnen kant, de rechtsplichtige waarborg had voor goede justitie. Was men van den eenen kant verplicht de uitspraak des rechters te eerbiedigen, van den anderen kant vindt men ook strenge straffen tegen de schepenen, wanneer het bewezen kon worden dat deze onrechtvaardig vonnis hadden gestreken. De wet van Beaumont, onder andere, veroordeelt zulke ambtenaren, in 't bewuste geval, tot de aanzienlijke boete van 100 stuivers. — Op die manier toch was én de onafhankelijkheid der rechters verzekerd én het misbruik dier onafhankelijkheid te keer gegaan.

Niet alle dorpswetten, evenwel, bleken proefhoudend te zijn; er waren er onder, die niet duidelijk de rechten en overtredingen vaststelden en den weg openlieten tot misverstand of willekeur. Zulk eene, onder andere, was de costume van Helkijn en St.-Denijs, twee dorpen die in de XIIIe eeuw afhingen van den bisschop van Doornik, en die zoo duister schijnt geweest te zijn... « selonc lequel usage li houns pierdoit une queriele par aucune raison, et par celi meisme raison wangnoit uns autres une semblant querile

et moult de gens se plainsiscent por cau... [1]. De bisschop van Doornik, het volk der genoemde dorpen gehoord hebbende, schafte de oude costumen af bij brief van 28 October 1235.

Wij kennen nog eene andere costume, die omtrent denzelfden tijd werd gewijzigd, namelijk degene van Sirault, doch hiertoe gaf de weerspannigheid der bevolking tegen den abt van St.-Amand, toen deze de avouerie des dorps had gekocht, aanleiding. Tot hoeverre 't verzet en de gewelddaden der bevolking jegens den prelaat van een machtig sticht gingen, kan men zien uit de onderstaande oorkonde, hoogst merkwaardig voor de kennis der middeleeuwsche zeden; de mannen van Sirault haalden even weinig voordeel als eer van hunnen tegenstand, want zij boetten dien met het verlies van 't gebruik der abdijbosschen, waar zij plachten hun vee te laten grazen, en met eene niet in hun voordeel gewijzigde keure [2].

[1] A. Wauters, *De l'origine et des premiers développements des libertés communales en Belgique...* bl. 130.

[2] « Sacent tout cil ki sunt et ki avenir sunt ke en lan del Incarnation Nostre Seigneur M. CC. et XXXVII, li abbes Watiers de Saint Amand vint a Syrau a se maison a Forest, la manda il les homes de le ville et il i vinrent; li abbés lor monstra quil avoit acquise lavoerie de Syrau al seigneur de Jauche qui avoes en est et pour lor bien lavoit il acquise et moult li avoit consteit. Si lor requist quil li fesissent aie a cel acat. Il respondirent communalment kil nen feroient nient; dont lor deffendi li abbes devant dis kil nalassens plus en ses bos ne en ses esteules, se il ne pooivent monstrer raison par le quele il i deussent aler. Il alerent a conseil et quant il revinrent, il disent ke li bos estoit leur et pour cou kil avoient clamé le treffons Saint Amant. Li abbes lor demanda kil dounassent pleges damender le clain kil avoient fait del treffons Saint Amant u de poursivre loi; il disent kil nen donroient nul. Li abbes les volt arrester, et il efforcierent labbe et laidengierent et ferirent apres lui, ensi kil ferirent sen palefroi, sour quoi il estoit, et brisierent sen paufit et a force en alerent. Li abbes pour cest forfait les fist aiourner a Syrau el moustier, en iour de diemence, par ses homes a quinsaine a Saint Amant au kief liu, ensi com il est acostume danciennete. Li abbes warda sen iour; il ni vinrent nient; il furent raiourné autre fie et tierce et quarte, et bien warda li abbes sis iours duskes a loi; et il ni vinrent nient. Quant ce vint al quint iour, li abbes coniura ses homes kil li desissent kel en avoit a faire; li home disent ki ne le savoient dire; mais il en forchast se court, u il les fesist mener au sens del pais; il

Over 't algemeen mag er gezegd worden, dat de dorpswetten, geschoeid op den leest der stadswetten, gelukkige uitslagen opleverden en meer orde, veiligheid en rust aan den landbouwenden stand verzekerden.

Eenige woorden thans over de belastingen, die in de middeleeuwen op den grondeigendom en den landbouw drukten.

Zooals nu, waren er gewone en buitengewone lasten. De gewone noemde men : bede (*aide*); de buitengewone : hulpgeld (*subside*); edoch toen, evenals nu, hadden de buitengewone lasten veelal niets dan den naam er van en werden zij allengs bestendig. Men noemde die ook : *twintigste,* omdat zij in het begin geschat waren op het twintigste deel van 't inkomen. Het aandeel van iedere gemeente werd vastgesteld door de vorstelijke ambtenaren van 't gewest; in Brabant *bedesetters,* in Vlaanderen *pointers ende setters* geheeten. Voor laatstgemeld gewest was de verdeeling onveranderlijk bepaald volgens den zoogenaamden « transport van Vlaanderen, » die gemaakt was in het begin der XIVe eeuw.

De leengoederen waren tot aan de inrichting der bestendige legers van de belasting uitgezonderd, onder voorwendsel dat elke leenhouder verplicht was tot krijgsdienst; ook waren van belasting ontslagen de heiden en woestijnen, onlangs tot cultuur

i furent mené et conterent le fait tel ke devant est dis. Li consaus kerka con les devoit fourjugier de cors, de loi et davoir, et mist hors ciaus ki adont erent hors del pais, se pius ne se raloierent a iaus... Li home revinrent a Saint Amant et li abbes lor mist iour de rendre lenqueste; li home vinrent a cest iour et li abbes les coniura kil desessent loi et il disent : Nous foriugons les homes de Syrau por le forfait devant dit, de cors, de loi et davoir, hors cels ki erent adont fors del pais, se puis ne se raloierent a els...

« Et quant cils iugement fu ensi rendu, il avint ke li abbes a se maison a Syrau, la vinrent li home de le vile, et quant il virent kil erent foriugiet de cors, de loi et davoir, ensi com dit est, il se misent en le volontet labbe del tout, et quant il si furent mis, li abbes lor deffendi kil nalassent plus en son bos con apele des Braies, ne menassent lor bestes. Et pour chou ke li abbes vit ken le loi de Syrau avoit a amender, il lamenda ensi com il est escrit apres... » (A. Wauters, *De l'origine et du développement des libertés communales en Belgique,* bl. 142-143.)

gebracht; de polders van Brabant en Vlaanderen, gewonnen op de schorren van Schelde en Zee; oude stokgoederen en gronden, toebehoorende aan kerken en geestelijke gemeenschappen, regelmatig geamortiseerd, alsmede zekere ambtenaren, die daarvoor al de exploiten ter inning van de gelden kosteloos moesten verrichten. De poldergronden bleven vrij van belasting gedurende eenen meer of min langen tijd, bepaald in het daartoe vereischt zijnde vorstelijk octrooi.

De lasten, die meer in 't bijzonder op den grondeigendom drukten, waren van onderscheiden aard. De feodale, waartoe de verplichte krijgsdienst behoorde, hadden hunnen oorsprong genomen in de bevrijding des bodems en der dienstbare laten, en werden, alle misbruiken daargelaten, geheven te wettelijken titel; hieronder waren begrepen de renten in hoenderen, kapoenen, ganzen, eiers, haver, inlandsche wijn, penningen, de derde, vierde of vijfde schoof, of de helftwinning, wat de naam genoeg te kennen geeft [1].

Dan had men nog de lasten voortspruitende uit oude overeenkomsten, zooals berentingen en andere schulden, en deze waren zeer talrijk; men mag zeggen dat de meeste gronden, vooral in Brabant en Vlaanderen, den eenen of anderen last, hetzij ten voordeele der behoeftigen, hetzij aan een klooster, kerk of godshuis, hetzij anderszins, te kwijten hadden. De abdij van St.-Truiden had sedert onheuglijken tijd in verschillige dekenijen van Luik eenen jaarlijkschen cijns van eenen penning op iedere haardstede, welke belasting, ook in zekere gedeelten van Brabant geheven, aldaar veel tegenstand ontmoette. Te Neerlinter wilde het volk er van af geraken en stond met dit doel een bunder land af, dat met 7 stuivers 's jaars, Leuvensche munt, werd belast.

De belasting, welke schier altijd en overal in natura werd

[1] De bijzondere lasten bestonden aanvankelijk in *natura*, bepaaldelijk tot de XIII[e] eeuw; toen was het geld minder schaarsch geworden en begon men overal de taksen van alle slag te eischen in munt. Wat de doode hand betreft, deze hatelijke belasting werd, evenals het niet minder gehate verbod van trouwen buiten de heerlijkheid, in de XII[e] eeuw in een eenvoudig mutatierecht en eene fiskale schatting veranderd.

gekweten, was de zooveel besprokene tiende. De bollandist Victor de Buck ziet daarin een overblijfsel van de contributiën, hier door de Romeinen ingevoerd en later door de Frankische vorsten in voege gehouden, terwijl andere schrijvers de invoering er van toeschrijven aan Karel den Groote, ten einde de geestelijkheid een behoorlijk bestaan te verschaffen. Hoe het zij, de beroemde keizer, die reeds in 779 en 794 de betaling der tiende verplichtend had verklaard, deed ze door eene ordonnantie van 801 in drie deelen splitsen, waarvan 't eene voor de behoeftigen, 't andere tot het ouderhoud en versiering der kerken, 't derde voor den dienstdoenden priester was bestemd [1].

Wanneer men al de hooger opgenoemde lasten te zamen neemt ziet men, dat de middeleeuwsche landbouwer eene harde korst te bijten had; doch er is in aanmerking te nemen dat niet al deze lasten op éene en dezelfde streek, op éen dorp, op elke hoeve wogen; dat er om zoo te zeggen, buiten de gewone contributie, — welke slechts drukkend werd wanneer de oorlog zware opofferingen kwam vergen, of uitzonderlijke rampen een gansch gewest kwamen beproeven, — verschil was van vorstendom tot vorstendom, van heerlijkheid tot heerlijkheid, en dat de landman over het algemeen het niet zoo slecht had als men, oppervlakkig beschouwd, zou meenen.

Dit hoofdstuk, dat te lang zou kunnen worden, eindigende, zullen wij, ter voltooiing van de schets des dorpslevens onder bestuurlijk opzicht, nog zeggen, dat het volk een groot aandeel had in het bestuur, en 't *selfgoverment* ten onzent reeds in de middeleeuwen een aangewonnen recht was. De schepenen waren uit het volk gekozen; ieder dorp had zijne eigene inkomsten en goederen; de rekeningen der gemeente, en voor vele parochiekerken, moesten in 't openbaar worden voorgedragen; de kerkmeesters werden mede door het volk aangeduid; de belastingen onder al de ingezetenen door eigene bedeelers vastgesteld. De behoeftigen genoten onderstand uit de H.-Geesttafel of den Disch, samengesteld uit begoede ingezetenen der gemeente, met den

[1] Baluzius, *Capitularia regum francorum*, I, 259.

pastoor tot hoofdman; de school, schier overal opgericht, stond onder het toezicht des herders, waar ze niet door hem zelven was gehouden; vele dorpen bezaten een godshuis of hospitaal, bediend door leeken, met eenen kapelaan, ofwel door kloosterlingen; in 't kort, er was doorgaans in alle groote behoeften des maatschappelijken levens voorzien.

Ve HOOFDSTUK.

—

Familie en eigendom, volgens de oude keuren en costumen.

De groote grondeigendom, dien wij in 't koninkrijk der Franken hebben opgemerkt, was, zoo wij zagen in de vorige bladzijden, overgegaan in heerlijkheden, welke gedeeltelijk in eenvoudige leenen werden verbrokkeld. Wat dus aanvankelijk toebehoorde aan den heer, en tot hem moest terugkeeren, was in handen des leenhouders erfelijk geworden, en deze, met zijne kinderen en kleinkinderen, vormde als 't ware eene associatie van landbouwers, die 't vruchtgebruik des bodems genoten. Stierf het hoofd des gezins, niets was veranderd : het recht des overledenen ging over tot de nagelatene betrekkingen. Edoch, tot verdere verbrokkeling des eigendoms, evenmin als tot scheiding der familie, leende zich de feodaliteit niet.

Familie en eigendom hangen aan elkaar en zijn niet te scheiden; als wij deze doen kennen, dan zal men ook een begrip hebben van de samenstelling van gene.

De invloed der christene denkbeelden op de wetten, die de familie gedurende de middeleeuwen beheerschten, blijkt duidelijk uit den toestand der vrouw, wier recht en vermogen als moeder erkend waren. Wees het Romeinsch recht 't gezag over de kinderen uitsluitelijk den vader toe, de costumen zeiden : de kinderen zijn en blijven in de macht en onder 't beheer van hunnen vader en moeder tot hun vijf en twintigste jaar, of tot den dag hunner ontvoogding [1]. Gedurende het huwelijk werd dit recht door den vader alléén uitgeoefend, als hoofd des huisgezins. — Een ander bewijs van den heilzamen invloed der christene gedachten op wet en samenleving was de bepaling dat de vrouw niet geheel meer

[1] *Costumen van 't Land van Dendermonde* (Rubr. XIII, 1e art.)

uit de vaderlijke erfenis gesloten bleef, wat men voor Brabant zien kan uit de costumen van St.-Pieters-Leeuw en Rode en deze van Nijvel. De huwelijksovereenkomst was niet alleenlijk vóor, maar in vele streken, onder andere in Brabant, zelfs na het sluiten van den echt toegelaten. In het bisdom van Luik moest het contract niet eens geschreven zijn.

De statuten voor 't prinsdom van Stavelot legden de verplichting niet op, het contract te doen goedkeuren; de verzuimenis dier goedkeuring was noch in het bisdom van Luik noch in het graafschap Namen eene reden tot nietigheid, maar zij beroofde de contractanten enkellijk van 't wezenlijke recht op de goederen, over welke de overeenkomst beschikt had.

De echtgenoot was de natuurlijke voogd zijner vrouw, had recht op 't beheer harer goederen, zonder die, buiten hare toestemming, te mogen verkoopen, en vorderde, zonder daartoe door haar te moeten gemachtigd zijn, de haar verschuldigde gelden in [1].

De vrouw mocht geene schuld leggen op het goed des echtgenoots [2], maar met dezes toestemming was 't haar toegelaten haar eigen goed te vervreemden [3]. In het prinsdom van Stavelot nochtans had de man het recht om de onroerende goederen zijner vrouw zonder hare goedkeuring te gelde te maken [4], wat niet gedoogd was in Luxemburg, 't graafschap Bouillon en 't kwartier van Leuven [5].

[1] « Item dat de man altijts is momboir van sijnder huysvrouwe, ende dat hij vermach alle heur schulden, actie ende credieten met rechte te heysschene ende te vervolghene, sonder authorisatie oft consent vander huysvrouwe, ten waere dat deselve man insolvent en waere bedegen, ende voor sulck hem voor sijne schuldenaeren hadde verborgen, oft dat hij andersints in prodigaliteyt en waere gestelt... »

(*Costumen der heerlijkheid van Kiel*, VII[e] titel, 1[e] art.)

[2] « Gheens mans wijf en mach maken commer op have en op erve sonder haren wettegen man. » (*Keure van Ukkel.*)

[3] « Een vrouwe mach haer ontgoeden op dat haer man willecoert voer de weth, met vremden momboer. » (*Idem.*)

[4] Namelijk tot in 1716, wanneer bij een edict anders werd bepaald.

[5] *Costumen van Luxemburg*, 8[e] titel, 7[e] art.—*Idem van Bouillon*, 11[e] kap. 8[e] art. — *Idem van Leuven*, 12[e] kap., 8[e] art.

Er bestond op de meeste plaatsen gemeenschap van goederen tusschen man en vrouw, zoowel van roerende als van onroerende; in verscheidene costumen was er enkel gemeenschap voor het goed, gedurende het huwelijk aangeworven [1], en hetgeen de echtelingen bezaten vóor hunne vereeniging bleef ieders bijzonder eigendom.

Dit laatste gold niet in 't prinsbisdom van Luik : daar brachten de costumen al het vrouwelijk goed onder de meesterschap des mans [2]; ja, vermeerderden dezer vermogen tot op de beschikkingen uit hoofde van het overlijden der vrouw. Evenwel had, volgens de meeste costumen, de echtgenoote haars mans toestemming niet noodig om bij uitersten wil over haar goed te beschikken [3].

In 't graafschap Henegouw was de man niet de tijdelijke bezitter van de goederen zijner vrouw; hij kon, na de ontbinding des huwelijks, die bekomen door verjaring.

In eenen tijd, dat de onroerende goederen 't voornaamste element van den rijkdom der familiën uitmaakten, werd hunne bestemming op 't oogenblik der huwelijksontbinding bepaald. De overlevende echtgenoot verkreeg het genot van beider erfgoed, doch kon zelfs niet over zijn eigen goed, ten nadeele hunner kinderen, beschikken.

Er was dus voor den overlevenden echtgenoot eenigermate onteigening. In de meeste costumen was die evenwel maar voorwaardelijk en hing zij af van 't overleven der kinderen of hunner nakomelingen [4].

In 't Luxemburgsche behoorden den overlevenden echtgenoot

[1] *Costumen van Limburg,* 9e titel, 5e art; 12e titel, 8e art.; 13e tit., 2e art.— *Idem van Namen,* 51e art. — *Idem van Luxemburg,* 8e titel, 3e art. — *Idem, van Leuven,* 12e kap., 7e art. — *Idem van Stavelot,* 11e kap., 15e art. — Record van 19 Mei 1705 voor 't graafschap Loon.

[2] *Costumen van Luik,* 1e kapittel, 1e art.

[3] *Costumen van Limburg,* 8e titel, 3e art.—*Idem van Luxemburg,* 10e titel, 7e art. — *Idem van Leuven,* 12e kap., 4e art.

[4] *Costumen van Limburg,* 11e titel, 3e en 4e art. — *Idem van Leuven,* 14e kap., 11e art.

al de roerende goederen der gemeenschap, alsook het vruchtgebruik der onroerende goederen, hetzij er kinderen waren of niet, « parmy entretenant lesdits enfans honnestement, selon ses facultés, et les mariant quand ilz seront venuz en eage compétant, et en payant les debtes et funérailles du premier trespassé, et entretenant lesdits biens en bon père de famille et payant le cours des charges réelles d'iceux. »

Anders was 't volgens de costumen van Namen en Stavelot : in die gewesten had de overlevende echtgenoot enkel 't vruchtgebruik zijner eigene goederen, en werden de kinderen er, bij de ontbinding des huwelijks, eigenaars van. De costumen van Rode en Leeuw, in Brabant, kenden den overlevenden gemaal het vruchtgebruik toe van de eene helft der goederen van de gemeenschap, terwijl de andere helft onmiddellijk 't eigendom werd van de erfgenamen des overledenen [1]. Te Desteldonk (Oost-Vlaanderen) kwamen de kinderen maar in 't bezit van de helft der goederen als zij meerderjarig waren. Elders volgden de kinderen op in den blooten eigendom zoowel der eigene goederen van den overledene als in de helft der aangeworvene. Dit recht kon men afstaan en overdragen, uitgezonderd in 't graafschap van Loon en 't prinsbisdom van Luik [2].

De vrouw, in 't graafschap Henegouw haren echtgenoot overlevende, maar geene kinderen hebbende, genoot het vruchtgebruik niet der goederen, den overledene eigen. Door de costumen van Rode en Leeuw komt het oudershuis ter beschikking van den langstlevende der echtelingen, ter uitzondering nochtans van de versterkte plaats « (tgheleghe sonder forteresse). »

Won de overlevende der echtelingen eenig goed na de huwelijksontbinding, dit vormde een nieuw, bijzonder erfgoed, hetwelk, in geval van een tweede huwelijk, 't aandeel werd der kinderen van het tweede bed, die niet erfden in 't onroerend goed van de eerste vereeniging [3].

[1] Gemelde Costumen, 5e art.

[2] *Record der schepenen van Vliermaal,* van 27 October 1657.

[3] *Costumen van Luik,* 11e kap, 28e-30e art. — *Records van Leuven,*

Onder Vlaanderens costuumrecht maakten de leenen, tijdens het huwelijk aangeworven, geen deel der gemeenschap, maar waren eigen aan dengene der echtelingen, die er in 't bezit van werd gesteld. Hetzelfde costuumrecht begreep de leengoederen niet in de algemeene schikking van al de goederen.

Te Leeuw ging een goed, dat de man alleen gekocht had, na zijn overlijden en wanneer hij geene kinderen had, onmiddellijk over aan zijne bloedverwanten of vrienden; maar het door de gemeenschap aangeworven goed kwam den weduwnaar in het volle bezit, terwijl de weduwe er niets van kreeg.

De ongelijkheid die men, in zake van erfenis, tusschen man en vrouw waarnam, bestond ook onder de kinderen. Voor al de leengoederen was de titel van mannelijkheid en van eerstgeboorte het heerschend beginsel der erfrechts. Hier zag men den oudsten, elders den jongsten zoon boven de andere kinderen bevoordeeligd. Aan den oudste kenden de costumen van Loon, behalve zijn aandeel naast de broeders en zusters, het ouderlijke huis toe, met eene strepe gronds daar rondom, waarop een ladder kon staan om het dak te kunnen herstellen, en met eenen behoorlijken moestuin [1]. Dit doelt op de stokgoederen, welke dezelfde costumen volgenderwijze omschrijven: « Item soe wes dat coempt van alder vader ende moeder oft van vader ende moeder, dat hielt men voor stockgoet..... » (21e artikel). — Stokgoederen keerden terug naar den stam, waarvan zij gekomen waren, maar te Kiel, Deurne en op eenige andere plaatsen mocht de eigenaar er anders over beschikken bij uitersten wil [2].

gedagteekend 16 April 1615, 10 Juli 1629, 10 September 1630, 7 Februari 1680. — *Costumen van Stavelot*, 11e kap., 5e art. — *Idem van Limburg*, 12e tit., 4e en 5e art. — *Idem van Namen*, 77e art.

[1] « Item als gesusteren ende gebruederen deylen stock goederen, alsoo verre daer hoffrijsinghe is (*huis met hof*).... een altste broeder sal die hoffrijsinghe voor uyt hebben, alsoo verre het gaet die plaetsen eender ledder, daer men die daecken mede decken mach, ende oock eenen redelijcken wermoeshoff, ende voorts sullen sij die erffguederen gelijck deylen. »

(*Costumen van Loon*, 26e art.)

[2] « Item dat alle erffelijcke goeden succederen ende gaen ten struycke waerts

De costumen der heerlijkheid van Mechelen zeggen : « Den outsten sone volght de heerlijckheyt mette stercke fortressen, collatiën ende ghiften van offitien ende tvoorder bedrijff van de heerlijckheyt, daertoe behoorende, midsgaders de twee derden deelen van de sekere ende ordinarisse inneconien, blijvende tresterende deel tot behoeff van de andere sonen gelijckelijck [1]. »

Dit eerstgeboorterecht was in de meeste landelijke wetboeken volkomen; in 't Luiksche, onder andere, hadden de jongere broeders geen deel in de feodale erfenis [2], maar in andere plaatsen werd het beginsel der onverdeelbaarheid enkel toegepast op 't oudershuis en de daaraan verbonden rechten [3]. — Waren er in 't graafschap Namen verscheidene leengoederen te erven, dan had daar de oudste zoon slechts de eerste keuze, en ieder der overige kinderen na hem, in orde van leeftijd. Al de dochters, evenwel, waren uit de leengoederen gesloten, ook al telde men van deze meer dan 't getal zonen bedroeg [4].

De costumen van Stavelot kenden 't leen toe aan den oudsten zoon, maar deze moest de andere kinderen behoorlijk vergoeden [5].

De ongelijkheid tusschen de kinderen was geheel anders te Rode, St.-Pieters-Leeuw, Laken, Ukkel, Valensijn en Grimbergen. Hier had niet de oudste, maar wel de jongste zoon het huis, waar vader en moeder gestorven waren, tenzij de erfenis zóo gering was, dat dit huis zelf moest in verdeeling worden gebracht. De daarbij gevoegde grond mocht eene uitgestrektheid hebben van een half bunder, wanneer de erfgenaam tot den stand der *meysseniers* behoorde, en van een dagwand, indien hij onder de

van daer die gecomen zijn, ten waere dat, bij dispositie testamentaire van den proprietaris, de selve achtergelaeten hebbende, (*anders*) en ware gedisponeert. » (*Costumen der genoemde dorpen*, 4e art.)

[1] 3e titel, 1e art.

[2] *Costumen van Luik*, 13e hoofdst., 1e art.

[3] *Costumen van Luxemburg*, 12e titel, 2e art. — *Idem van Bouillon*, 18e hoofdst., 11e en 12e art. — *Idem van Limburg*, 18e titel, 1e en 2e art.

[4] *Idem van Namen*, 103e art.

[5] Gemelde Costumen, 11e hoofdst., 1e art.

cossaten was gerangschikt [1]. Deze begunstiging van den jongsten zoon legt men uit door de omstandigheid, dat, aangezien in het feodale stelsel iedere leenman tot krijgsdienst was verplicht, de jongste zoon, in de meeste gevallen de zwakste, beter geschikt was ter bewaking van de voorvaderlijke woonst en..... daarmee ook de minste roem te winnen was [2]. Van den anderen kant was de oudste zoon door de feodale wet bevoorrecht in 't genot van de twee derde deelen der vaderlijke goederen en in gansch het rechtsgebied [3].

Heeft de feodale wetgever niet bij voorkeur de ongelijkheid betracht? Men zou het zeggen, wanneer men de honderd verschillige bepalingen in zake van grondeigendom, door hem gemaakt, in aandacht neemt. Ziehier nog eene andere : de « meysseniers » in Brabant hadden het vruchtgebruik van al het roerend goed der erfenis; de cossaten, daarentegen, genoten slechts de helft van de meubelen der gemeenschap, en werd het hun toegestaan de andere helft gedurende hun leven te behouden, dan waren zij genoodzaakt borg te stellen [4].

Kon de begunstiging des oudsten zoons onder 't opzicht van 't behoud des stams en van zijnen glans eenigermate gebillijkt worden in eenen tijd, dat men zulk eenen hoogen prijs hechtte aan afkomst, naam en blazoen, de natuur roept al de kinderen van hetzelfde bloed tot de ouderlijke nalatenschap, en het burgerrecht van schier al de beschaafde volken ging daar niet tegen in. In de vrije goederen (en hieronder begreep men ook de allo-

[1] De *meysseniers* en *cossaten* waren eertijds de bewoners eener heerlijkheid. Eerstgenoemden, de opvolgers van den ouden *mansionarius* (van *mansus*), hadden een landbouwbedrijf van 12 bunder; de *cossaten* (de *cassati* der oude oorkonden) wier naam is afgeleid van *casa* (hut) waren de dagglooners, de boeren van den laagsten stand, die gewoonlijk land bebouwden voor eigene rekening, maar in daghuur gingen arbeiden.

[2] Mettertijd werd deze bepaling niet overal meer in acht genomen. In Brabant, onder andere, was het oude voorrecht des jongsten broeders in de XVII[e] eeuw nog slechts te Grimbergen en te Laken in zwang.

[3] *Costumes féodales de Brabant*, art. 21.

[4] *Costumen van Rode en Leeuw*, art. 7 en 23.

diale) had ieder kind een gelijk aandeel [1]; in de leenen — wij zagen reeds hoe de mannelijke erfgenamen daar bedeeld werden. Maar nog erger stond het met de dochters : overal, waar deze naast mannelijke hoirs van denzelfden graad stonden, werden zij ongenadig uitgesloten. Het aandeel eener zuster in de ouderlijke bezitting bedroeg twee derden van dat eens broeders, wat men in de costumen van Loon in de volgende woorden omschreven ziet : « Voorts meer in deylinge tusschen susters ende broeders, twee gebroeders alsoo veel schuldigh syn te hebben als dry gesusters, dat is te verstaen; een broeder anderhalff deylinge tegen syn suster [2]. »

De dochter verkreeg geene grondgoederen, volgens de costumen van Rode en Leeuw, maar wel koornrenten, en in stede van huizen, weiden, meerschen, bosschen of vijvers, bekwam zij gelden bezet op een deel der erfenis [3]. — In de verdeeling der meubels kreeg ieder kind, zonder dat het geslacht in aanmerking kwam, een gelijk deel.

Ukkel's keure erkent aan de dochters geen hoegenaamd recht op cijnsgronden, en dit gold ook voor 't prins-bisdom Luik [4]. In Henegouw was men milder jegens de vrouwelijke erfgenamen : daar konden de leenen, met toestemming van vader en moeder, ook aan meisjes overgezet worden, en in Zandhoven, zeggen de costumen dezes dorps : als vader of moeder niets dan leengoederen nalieten, en zij evenwel kinderen, zonen of dochters

[1] « Item, dat naer de doot van vader ende moeder alle de kinderen, bij de selve twee gehuysde achtergelaeten, succederen even ende hooftgelijcke in alle de goederen, soo patrimoniale als geconquesteerde, bij den selven vader ende moeder achtergelaeten. » (*Costumen van Kiel*, 12e titel, 3e art.)

« Les alleux étaient primitivement, au pays de Liége comme ailleurs, des biens libres de redevances. Et quoique des seigneuries fussent comprises dans les biens allodiaux, il n'y avait, à l'égard de celles-ci, ni droit de masculinité ni droit d'aînesse. Tous les enfants succédaient également à cette sorte de biens sans distinction de sexe ni de primogéniture. »

(Defacqz, *Ancien droit belgique*).

[2] *Costumen van Loon*, 28e art.

[3] 29e artikel.

[4] Raikem, *Coutumes du pays de Liége*.

hadden, mochten deze bij middel van leenen, bij rade van bloedverwanten en vrienden, en volgens rechterlijke uitspraak, behoorlijk begiftigd worden [1].

De uitsluiting der dochters uit de erfenis der leenen was evenwel meer in schijn dan in wezenlijkheid; de ongelijke verdeeling der goederen onder de kinderen van eenen zelfden vader en eene zelfde moeder werd zoo weinig gunstig beoordeeld, dat de belofte, aan éen der kinderen gedaan, voldoende was opdat allen een gelijk deel bekwamen.

Evenals er ongelijkheid bestond onder de mannelijke erfgenamen, was er op verscheidene plaatsen ook onder de vrouwelijke. De feodale costumen van Mechelen bepaalden dat, bij aldien in 't sterfhuis niets dan dochters waren, de oudste dezer, ten nadeele harer zusters, éen of meer leengoederen erven mocht, in dezelfde verhouding als het voordeel, dat eenen oudsten zoon was toegekend.— Stierf in genoemde heerlijkheid de oudste zoon of oudste dochter, 't goed werd onder de andere broeders en zusters « totten lesten toe » verdeeld. (Art. 8.)

De rechten der kinderen van verschillig bed waren niet overal dezelfde. De costumen van Leuven sloten de kinderen van het tweede bed ten voordeele dergene van het eerste huwelijk, wanneer de tweede echt door hunnen vader was aangegaan; maar had de overlevende vrouw een tweede huwelijk aangegaan, dan volgden al de kinderen, gesproten uit de verschillige vereenigingen, hunne moeder te gelijken titel op [2].

Te Ukkel volgde men andere gebruiken : « Kinder van II bedden, al dat versterft van den eersten bedde hebben deerste van vaderleken erve alsoe lange als enich leeft. » — Verders : « Brueder en suster van II bedden, dat eerst compt uyt zijnen strucke, dat volght de struyck daer uyt comen es, al stervet sonder oer, dat gheerijcht uyt vremder hant, dat deylt dechterste metten eersten. » — Eindelijk vinden wij daar nog de bepaling : « Van vader erve en blijft den echtersten kinderen nijet no van der

[1] Gemelde Costumen, 94e art.

[2] 14e hoofdstuk, 12e en 13e artikel.

vorsten kinderen, al storven zij alle van den goede, dat van den vader compt. »

Wij hebben hooger gezien, dat de kinderen eigenaars werden van 't goed, door vader of moeder achtergelaten. Weinige costumen bepalen den tijd daartoe; volgens die van Zandhoven moest de scheiding in verdeeling des nagelatenen eigendoms door den overlevenden echteling, wanneer hij daartoe aanzocht was, geschieden binnen de zes weken na het overlijden.

Gehuwde kinderen, van deze wereld scheidende zonder afstammelingen, werden in 't bezit hunner goederen door hunne ouders opgevolgd, en waren deze overleden, door hunne nabestaanden [1].

Wanneer de kinderen stierven zonder afstammelingen, vóor eenen der overlevende ouders, dan zetteden zij geen erfrecht van den overledenen ouder voort, wiens bezit in dat geval verdeeld werd als had hij nooit kinderen in 't huwelijk gehad.

Bij ontstentenis van opklimmende lijn werden broeders en zusters tot de erfenis geroepen, maar de volle neef sloot de maagschap van vaders en moeders zijde uit. Dit voorrecht des dubbelen bands, welk men niet in het Gallo-Romeinsch recht noch in de Frankische wetgeving terugvindt, was, zegt Defacqz, het uitwerksel van den familiegeest, ingevoerd ter behoudenis van de eigene goederen aan den eigen stam. Aldus was de voorkeur voor de « naerhede van den bloede » (*retrait lignager*) verleend aan den vollen broeder, waaruit de voorkeur voor het erfdeel sproot.

Ouderlooze minderjarigen werden door de schepenen voorzien van eenen voogd; de wettige voogdij der Romeinen, dit is : de voogdij ingesteld krachtens volle recht en zonder tusschenkomst der wethouders, bestond in Vlaanderen niet.

De minderjarigheid duurde doorgaans tot het 25e jaar, « tenwaere dat sij (*de kinderen*) eer tot eenigen geestelijcken of weirelijcken staet gecomen en waeren, oft andersints dat (*sij bij*) de weth, door attestatie van heure naeste vrienden ende maegen, bevonden

[1] Keure van Desteldonk.

werden bequaem ende grootelijcx hen proffijt te wesene hunne goeden zelve te administereren [1]. »

De wet van Virginal bepaalt de minderjarigheid op 24 jaren, na welken leeftijd de jonge lieden hun goed mochten vervreemden, tenware hun zulks bij testament of huwelijkscontract verboden ware [2]. Voor Leeuw en Rode ving de meerderjarigheid zeer vroeg aan, te weten op het 15e of 16e jaar voor de jongelingen en op het 14e en 15e jaar voor de meisjes.

Dit was een overblijfsel der wet van de Frankische Rijnbewoners, hetgeen niet verwonderen zal wanneer men weet, dat de kerk van Keulen omtrent Brussel groote landgoederen bezat en zij den bewoners van deze eene wet zal hebben verleend, in verschillige deelen overeenkomende met degene, die aan de oevers van den Rijn in zwang was [3].

De eerste costumen in België hadden eveneens de meerderjarigheid op het volle 15e jaar bepaald, welk tijdstip ook de feodale ontvoogding medebracht; die leeftijd was behouden door de nationale wetten der XIVe en XVe eeuw, en zou door Karel V, bij zijne ordonnantie van 7 Juli 1551, op het 20e jaar worden gebracht, althans wat den leenman betreft. De wet van 3 Juli 1572 verschoof het tijdstip der meerderjarigheid tot het 25e jaar.

Eenieder mocht over zijn eigendom beschikken bij testament, hetzij voor de schepenen, hetzij, in later tijd, voor notaris. Te Wodecq, in Henegouw, mocht geen jongeling beneden de 18, geen meisje beneden de 16 jaar eenig goed bij uitersten wil toewijzen [4]. In 't land van Luik mocht men niet over zijne bezittingen beschikken tenzij voor de justitiehoven; evenwel mocht het ook op het doodsbed gebeuren. Lag de vrouw in den uitersten nood, dan was het den man niet geoorloofd een testament te maken, zelfs al had de vrouw, gezamentlijk met hem, schikkingen gemaakt; immers de vrouw kon niet beschikken over

[1] *Costumen van Kiel*, 13e titel, 7e art.

[2] *Idem van Virginal*, 2e art.

[3] A. Wauters, *Histoire des environs de Bruxelles*, I, 83.

[4] *Costumen van Wodecq*, 9e titel, 2e art.

eene erfenis, tenzij haar echtgenoot haar daartoe gemachtigd had vóor het hof van hetwelk die erfenis afhing. Zulke verklaring moest de man afleggen vóor het bevoegde hof, in volle gezondheid.

Eene wet van 12 October 1555 wijzigde de bovenstaande bepalingen in dezen zin, dat ook het testament, gemaakt in volle gezondheid, geldig was.

De costumen van Wodecq lieten niemand over meer dan een derde deel zijner bezittingen bij uitersten wil beschikken; was er meer besproken, het werd tot het derde deel verminderd [1].

De wet van Loon liet toe, dat men zijn erfgoed aan éen kind, ter uitsluiting der andere, vermaakte, edoch de schijn moest bijgebracht worden als had men voor het benadeelde bloed toch iets over : de vader, die zulk testament maakte, moest namelijk « alsullich kint yet cleyns uyt sijn erve laeten, oft hij moet in syn testament redenen allegeren, waerom hij alsullich kint niet laetende is [2]. » 't Moest waarlijk eene bittere spotternij wezen, voor het achtergestokene kind, wanneer het 't sterfhuis verliet met de kleinigheid, een voorwerp van geene of uiterst geringe waarde, terwijl broeders en zusters rijk bedeeld waren!

In 't graafschap Loon mocht men ook al zijne erfgenamen buitensluiten, want (zegt de costume) « een iegelijck is heer over dat sijne. »

Natuurlijke kinderen waren van geenen tel, maar in Loon mochten zij begiftigd worden; zouden zij echter het hun toegekende deel of de gift genieten, dan moest die onmiddellijk gedaan en den bastaard in de gelegenheid gesteld worden jaar en dag eigenaar te zijn, anders liep hij de kans door de wettige erfgenamen onteigend te worden. — Men mocht er ook een natuurlijk kind iets achterlaten bij uitersten wil, doch onder beding van wederschat, dat wil zeggen : dat de bastaard 't goed bezitten mocht tot zoolang de wettige erfgenaam hem den wederschat, of de waarde van 't geschonkene goed, had betaald. Was de som niet bepaald, het testament werd nietig en de bastaard kreeg niets.

[1] 3e en 4e artikel.
[2] 47e artikel.

Een testament mocht verbroken en door een ander vervangen worden. Het 46e artikel der keure van Loon stelt daaromtrent het volgende vast :

« Item oft eenich man sijn testament gemaeckt hadde, ende ten heyligen gesworen dat hij sijn testament niet wederroepen en soude, ende hij daer over sijn testament broecke ende wederriepe, ende liet een deel sijnre goederen die geestelicheyt, ende ontsette die sijne erven, questie es wellicht testament van werde soude gehalden worden, dat eerste oft dat leste? Antwort is : dat leste, want niemant hem soo hertelijck verbinden kan, hij en mach wel sijn testament hermaecken, ende dat voorste wederroepen, ende der geestlicheyt laeten om sijn siele te versien oft hij dies vergeten hadde. »

Den bastaard was 't niet gegund uiterste wilsbeschikkingen te maken : daartoe was een octrooi noodig van den vorst. — Natuurlijke kinderen werden uit volle recht wettig door het latere huwelijk van hunnen vader en moeder.

Onder het oude recht was de opzoeking der vaderschap niet verboden en men kon den staat van wettig kind inroepen om te voorzien bij 't gemis van de aanduiding des vaders in de geboorteakte of bij gemis der erkenning door dezen.

De kinderen tot tegenstrijdig betoog ondersteld zijnde wettig te wezen, zoo was het bewijs des huwelijks van vader en moeder niet noodig, mits in eene openbare akte, en in 't bijzonder in degene voortkomende van den priester, het kind erkend was als voortgesproten uit eenen vrijen man en eene vrije vrouw.

Vele punten onzer oude wetgeving moeten ons heden niet weinig zonderling toeschijnen, maar niet min zonderling is, dat eerst op het einde der XVIIIe eeuw de rechtsleer zooveel voortgang had gedaan, of wil men, machtig genoeg was geworden om, met behulp van de staatkundige reden, de burgerlijke wetten tot eenheid te kunnen brengen en te ontdoen van die eindelooze verscheidenheid van vormen, die de rechtswetenschap vroeger nagenoeg gelijk moest maken met eenen schier onuitkombaren doolhof.

VIe HOOFDSTUK.

—

Pachters, pachten en landbouw gedurende de middeleeuwen. — Andere dorpsnijverheden.

Wij kennen reeds den toestand der landbouwers onder het opzicht der leenroerigheid, maar de schets welke wij van hen ophingen, zou onvolledig blijven, indien wij de betrekkingen niet deden kennen welke buiten die wet tusschen eigenaars en pachters bestonden. Om daarin te beter te slagen en ook den toestand des akkerbouws te doen uitschijnen hebben wij de voorwaarden opgespoord van een aantal pachthoven uit Brabant en Vlaanderen, waar de landbouw te allen tijde niet alleen dien der overige streken van België, maar zelfs der andere Europeesche natiën vooruit was. Maar vooreerst een woord over de verschillige manieren, op welke de gronden door hunne bezitters aan de bewerkers werden overgeleverd.

Aanvankelijk schijnen de meeste landen door de heeren in cijns te zijn uitgegeven, hetzij voor geheel het leven, hetzij in erfpacht, hetzij voor eenen bepaalden termijn, aan akkerlieden van vrijen stand. In den beginne konden de gronden, evenmin als het beneficé, overgedragen worden, maar toen 't benefice ophield een levenslang vruchtgebruik te zijn, werden zij erfelijk. Zoo lang het bezit tot het leven des gebruikers was beperkt, waren de bedoelde gronden enkel maar onderworpen aan de gewone bepalingen van den pacht, maar wanneer zij bestendig, overdrachtelijk en erfelijk geworden waren, moesten in de contracten een aantal bepalingen worden gevoegd : 1° van burgerlijk recht, tot regeling van 't vermogen om er over te beschikken, voor de erfopvolging en de rechten des overlevenden echtgenoots; 2° van fiscale wetten, tot aanduiding der rechten van dengene,

die den grond afstond, en van hetgeen hij bij de mutatie van eigenaar vorderen mocht; 3° van staatkundige wetten, ten einde de diensten en verplichtingen te verzekeren waartoe deze bezitters zouden staan ten opzichte van den heer, of jegens elkander. De groote plicht was, dat de bezitter zulke gronden zelf bewonen en bebouwen moest [1].

Dat de vastheid der rent een krachtig middel was ter begunstiging van den landbouw, zal men licht begrijpen wanneer men nagaat dat al de verbeteringen, welke den landen toegebracht werden, ten uitsluitelijken voordeele bleven van den bebouwer. De kruisvaarten brachten veel bij om de erfpachten mits vaste rent te vermenigvuldigen en alzoo den algemeenen toestand der landbouwers ongemeen te verbeteren, ja al langer zoo voordeeliger te maken, doordien de waarde van het geld gedurigaan verminderde en de opbrengst, naarmate van de vlijt des bewerkers en den aangroei der bevolking, bestendig vermeerderde Zoo werd, op den duur, de eenmaal vastgestelde prijs eene waarlijk bespottelijke vergoeding voor den uitgever. Men betaalde, bij voorbeeld, eenige deniers per dagwand als onverjaarbare en onafkoopbare rente. Zulke toestand moest den ondergang der grondeigenaars, die niet zelven bij machte waren hunne landen te doen beploegen, ten gevolge hebben, en men liet ten laatste dit stelsel varen om den eigenlijken pacht in te voeren, welks prijs aanvankelijk deels in speciën, deels in vruchten te betalen was, ofwel men voerde 't beheer der zoogeheeten *terrage* in, onder hetwelk de landbouwer de vruchten van den hem toevertrouwden bodem deelde met den eigenaar, in eene verhouding, die volgens plaats en omstandigheden verschilde, maar schier altijd in verband was met de wezenlijke waarde der oogsten. Ook dit laatste stelsel moest den landbouwer zeer profijtig zijn; althans in de voorbeelden, welke wij er van aangetroffen hebben, had geene enkele terrage meer dan het zesde deel der vruchtenopbrengst aan den eigenaar der gronden te leveren [2].

[1] Bouthors, *Étude sur les origines et le principe de la ruralité*, I, 381.

[2] Zie Delisle, *Études sur la condition des classes agricoles et l'état de l'agriculture en Normandie au moyen-âge.*

Reeds op het einde der XII[e] eeuw waren de verpachtingen in Vlaanderen en Brabant de hoofdzaak; ongelukkiglijk zijn ons uit dien tijd en van vroeger weinige oorkonden overgebleven, waaruit de toestand der pachters is op te maken. Een der oudstbewaarde voorschriften betrekkelijk den akkerbouw in ons land wordt ons bekend gemaakt door den beroemden Eginhard, in zijnen brief aan de monniken der St.-Pietersabdij, te Gent, en waaruit wij zien, dat destijds zekere Foderik te Dordonet eene hoeve gebruikte, waarvoor hij jaarlijks 20 brooden, 30 pinten bier, een varken, het derde van een pond vlas, eene hen, 5 eieren en eene mud haver moest geven. Men ziet, hier is geene quaestie van munt, die in de IX[e] eeuw nog uiterst schaarsch was. — Dit stuk is 't eenige van dien aard uit de vroege middeleeuwen, dat te onzer kennis is gekomen, en van dan tot het begin der XIII[e] eeuw is ons niets van belang in 't oog gevallen. Ten jare 1210 gaf de abdij van St.-Baafs, te Gent, een bunder weide en 't derde deel van een bunder zaailand, te Wondelgem, in huur, en vroeg daarvoor 3 trachters (2 hectoliters) tarwe en 3 kapuinen, boven de helft van 't hooi, dat van den meersch zou komen [1].

Eene andere oorkonde der XIII[e] eeuw wordt ons medegedeeld door A. van Lokeren, in zijne *Histoire de l'abbaye de St-Bavon* (91-92); wij leeren daaruit, dat de abdijen, tot beter beheer hunner uitgestrekte landgoederen, in de dorpen meiers (*majores*) hadden aangesteld, die mede gelast waren met de rechtspleging namens de kloosterheerlijkheid en met de handhaving der algemeene rust. De bedoelde oorkonde heeft betrekking tot den meier van Gijzenzele en dagteekent van 23 Juni 1214; de beambte moest de abdijgronden aldaar op eigene verantwoordelijkheid doen ontginnen en bebouwen, de kosten van het zaaigraan, van den mest en het dagloon der arbeiders betalen en de helft der vruchten afstaan aan de abdij, met beding, dat dezer vruchten vóór de zijne moesten gedroogd en ingeschuurd worden. Ter vergelding voor die zorg en moeite mocht de meier de laten der abdij bezigen tot

[1] Zie Em. de Laveleye, *De Landbouwkunst in de Nederlanden*, I, 235 en 237.

den veldarbeid en had hij geene tienden te betalen. Evenwel stond het den abt vrij naar goeddunken te beschikken over de beploegde landen en hem diegene, welke slecht verzorgd bleken te zijn, te ontnemen. De meerschen moesten door gezegden ambtenaar onderhouden en door hagen en grachten omringd worden, alles ten uitsluitelijken profijte der abdij. 't Huis, dat de abt hem liet bewonen, moest hij zorgvuldig doen onderhouden, den tuin en boomgaard afsluiten met hagen en grachten enz.

Eene andere oorkonde uit dit tijdvak, voortkomende van de machtige en rijke abdij van St.-Pieters, te Gent, handelt over de meierij van Krombrugge, te Merelbeke, alwaar ook de vertegenwoordiger des kloosters den landbouw op groote schaal uitoefende. Hier, nochtans, vinden wij andere voorwaarden, hoewel het stuk mede tot de XIIIe eeuw (1263) behoort. De meier van Krombrugge mocht op het kloostergoed een huis bouwen of herstellen, voor eigene woning bestemd, en eene schuur optimmeren; de abdij zou hem in dit geval de twee derde deelen der kosten vergoeden; het stroo, noodig om huis en schuur te dekken, zou ook voor de twee derde deelen geleverd worden door de abdij; het stroo, op 't goed gewonnen, mocht niet verkocht, maar moest ten gemeenen profijte van 't hof gebruikt worden; de abdij levert den meier twee paarden, welke uitsluitelijk dienen moeten om 't land van Krombrugge te bewerken, maar de ambtenaar moet een derde paard leveren, van gelijke waarde als degene, welke de abt zal zenden; het zaad, voor de bezaaiing der landen noodig, is te leveren door den abt; éen bunder gronds moet met garst, een ander met haver bezaaid worden, beide ten voordeele eener prebende in genoemd sticht, terwijl een derde bunder, ook tot die prebende bestemd, braak zal blijven. Wanneer in oogsttijd de korengarven op het veld zullen staan, zal de dienstknecht of beambte van den abt dit deel garst en haver, toekomende aan den meier, aanwijzen. Tot het hof der meierij behooren zes bunder meersch, waarvan de helft, gedurende drie opeenvolgende jaren, door de laten der meierij moeten bezaaid worden met zaad, hetwelk insgelijks door den abt moet geleverd worden, terwijl de wederhelft moet blijven om tot weide te kunnen dienen. Dit moet gedaan worden op zulke

wijze, dat elke drie bunder van drie tot drie jaren in akker of weide verandere. Het tiende deel van geheel den oogst is ten voordeele des meiers, doch hij moet daarom het hooi maaien, 't koorn pikken, in de schuur tassen enz. De boomen en struiken, wassende op de nabij het hof gelegene heide, die twee bunder uitgestrektheid had, moet de meier bezigen tot afsluiting der landen en andere benoodigdheden; is het noodig daarop een halster zaad uit te strooien, dan moet dit door den abt geleverd worden. De vruchten, voor 't klooster bestemd, moeten in dezes schuur worden gebracht; de mest, die er verzameld wordt, moet strekken tot vette voor 't hofland en der prebendebunders. De meier moet twee dorschers in de schuur hebben, en een derde dorscher moet geleverd worden door eenen anderen man, die uit dezen hoofde recht heeft op een tiende der opbrengst. Eindelijk bespreekt de abt dat hij eenmaal 's jaars, op den dag zijner keuze, de herbergzaamheid in het meiershof genieten mag, maar dat de twee derden der kosten, welke daaruit voortspruiten zullen, uit zijne beurs te vergoeden zijn [1]. — Deze akte betrekkelijk de meierij van Krombrugge is vooral hierdoor merkwaardig, dat zij verscheidene bepalingen vervat, die in de latere middeleeuwsche pachtakten in stand zijn gebleven en misschien de grondslag is geweest, waarop het eigenaarsrecht en de pachtersplicht in Vlaanderen gevestigd werden.

« Helftwinningen » waren te dien tijde niet schaarsch. Walter en Lennoot, zonen van Willem Corthals, te Gent, gaven ten jare 1245 aan Arnout en Boudewijn, zonen van Onulf van Lanclare, in helftwinning 20 bunder 2 gemeten land te Stekene, mits 31 stuivers, Vlaamsche munt, in 't jaar, en onder de nagemelde bepalingen : op één bunder mogen de pachters hun huis bouwen en Wouter en Lennoot eene schuur; alles, wat de pachters op dat bunder zaaien zullen, behoudens groenten en vlas, zal tot de helftwinning gerekend worden; wat de overige gronden betreft, op deze zullen de pachters ieder jaar minstens de helft zomer- en de helft winterzaaiing doen, onder partijen te verdeelen [2].

[1] A. van Lokeren, *Chartes et documents de l'abbaye de St.-Pierre*, I.
[2] *Charters der abdij van Boudeloo.*

De abdij van St.-Pieters schijnt den landbouw ongemeen bevorderd te hebben, wat lichtelijk te verstaan is, doordien zij zulke uitgestrekte grondgoederen in bezit had en haar belang vorderde die eene rijke opbrengst te doen geven. Eene andere harer oorkonden van de eerste helft der XIIIe eeuw, bepaaldelijk van 't jaar 1246 en betrekking hebbende met een groot pachthof te Planken, bij Overboelare, leert ons hoe dit sticht toen zijne landen in huur gaf. De duur des pachts was vijftien jaren en de vruchten moesten tusschen den abt en den pachter verdeeld worden, met bepaling, dat het aandeel des kloosters door zijnen afgevaardigde zou gekozen worden. De inschuring moest verricht worden door den pachter en den schuurmeester van 't *Hof te Mushole,* in Deftinge (land van Aalst), en wel op laatstgenoemde plaats. De landen moesten bezaaid worden met het zaad des huraars, die tijdens den duur van zijnen pacht eene uitgestrektheid van vijf bunder vetten moest met mergelaarde en ieder jaar een half bunder met mest; jaarlijks moest hij op 't *Hof te Mushole* acht razieren tarwe leveren, geteeld op den « opstal, » die vroeger door zijnen vader was bewerkt geweest. Voorts moest hij er al de boomen planten, welke men er noodig zou oordeelen, geene uitroden en enkellijk de knotwilgen uitsnoeien om 't kloosterland op behoorlijke wijze af te sluiten [1].

Gemelde abdij, die te Hollain uitgestrekte eigendommen had, gaf aldaar in 1269 een pachthof in huur voor den tijd van vier en twintig jaren, mits de som van 214 pond parisis 's jaars, vijf mud graan en een stuk linnen van 14 ellen [2]. Omtrent eene eeuw later was de pachtprijs reeds geklommen tot 300 pond parisis, een klaar bewijs van den voortgang des akkerbouws en de vermeerdering der vruchtwinning.

Pachtakten van de XIVe eeuw zijn nog niet veelvuldig voorhanden, omdat de meeste schepenenboeken van 't grootste deel dezes tijdvaks niet bewaard zijn, maar men treft er eene groote hoeveelheid van aan in de schepenenregisters der XVe eeuw en

[1] *Derde Charterboek der abdij*, bl. 72 v°.
[2] 10^e^ *Charterboek van St.-Pieters*, bl. 34.

later. Niet alleen vinden wij hier menige punten van vergelijking tusschen de toestanden der verschillige gewesten, maar men mag zeggen door die akten ook de wetenschap te hebben van 't geen eene eeuw vroeger onder datzelfde opzicht werd geplogen, daar die huurcontracten, op weinige bepalingen na, gedurende langen tijd dezelfde zijn gebleven. Wij ontleden derhalve een tiental pachtakten uit gemeenten van de tegenwoordige provinciën Antwerpen, Brabant, Oost- en West-Vlaanderen, denkende hiermede genoegzaam de gebruiken en gewoonten onzer boeren aan 't licht te kunnen brengen [1].

De middeleeuwsche hofsteden, waarvan de meeste, die eene belangrijke uitgestrektheid hadden, van de mindere door eenen bijzonderen naam onderscheiden waren, bestonden gewoonlijk uit « winnende lant, meersch, bosch, water, ettinge ende heet » (*heide*), dikwijls ook uit de tienden dier landen, en met « woonhuus, schuer, stallinghe, » met de « cathylen, » waarbij de oude pachtakten somtijds eene duivekeet en bakhoven noemen.

De pacht werd aangegaan voor eenen meer of min langen termijn, uiterst zelden voor drie of zes, maar doorgaans voor negen, twaalf of meer jaren. De twee laatstgemelde termijnen komen veelvuldigst voor (in 't kwartier van Leuven meest twaalf jaren), en zijn in de huurvoorwaarden van 't Gentsch kwartier duidelijk uitgedrukt door de bewoordingen : « neghen vromen heffende ende neghen pachten geldende [2]. » Omtrent Mechelen ging men zelfs tot 18, ja tot 24 jaren. 't *Goed Oudenberge*, te Schille, werd in

[1] De stukken over de Antwerpsche dorpen zijn afgeschreven in 't archief van Antwerpen; degene over Brabant zijn ontleend aan de verdienstvolle verhandeling van EDM. POULLET, *Les juridictions et la propriété foncière au XVe siècle dans le quartier de Louvain;* diegene over Oost-Vlaanderen deelden wij mede in onze *Geschiedenis van de gemeenten der provincie Oost-Vlaanderen*, of troffen wij aan in andere openbare archievendepots; eindelijk eenige stukken over West-Vlaanderen zijn ontleend aan verschillige uitgaven over dit gewest, ter behoorlijke plaats aangeduid.

[2] *Statistische verhandeling over den voormaligen en hedendaagschen stoffelijken en zedelijken toestand der gemeente Nazareth,* door DE POTTER en BROECKAERT, bl. 35.

1395 voor 6 jaren, een pachthof te Deurne in 1394 voor 11 jaren in huur gegeven [1]. Zelfs zijn er voorbeelden dat de pacht verleend werd voor 't geheele leven des bewerkers, doch dergelijke afstand werd schier alleenlijk gedaan door de kloosters [2].

In 't Leuvensche behielden beide partijen zich het recht voor, den pacht op half termijn te breken, mits de eene den anderen daarvan bericht te geven zes maanden of éen jaar te voren. Het 87e artikel der costumen van Loon eischte dat te Gors-op-Leeuw de pachter zijn land opzegde vóor St.-Andriesmis, op straffe van den nieuw ingeganen termijn te moeten betalen.

De huur ging in ofwel met de maand Mei, ofwel met St.-Jansdag, ofwel te Kerstavond. Gebeurde het, dat de eigenaar eenen pachter ontmoette, die de middelen niet bezat om een zoo uitgestrekt goed als 't zijne te bewerken, of dat hem, beginneling, de noodige alm ontbrak om met voordeel den arbeid te kunnen aan-

[1] De akten worden verder medegedeeld.

[2] « Kenlic zij etc. dat broeder Loy Jacops, als prioer vanden convente vanden Augustinen in Ghend, broeder Jan de Kersmaker, onderprioer, broeder Lievin Storm, procurateur, broeder Jan van Biervliet, als costre, over e de in den name vanden ghemeenen convente vanden Augustinen in Ghend, sijn commen voer scepenen enz.; kenden ende liden dat sij hebben ghegheven in loyalen lijfpachte omme nutscap, orbore ende proffijt vanden voorn. ghemeenen convent, haerlieder goed, gheleghen in de prochie van Nazareth, groot sijnde ontrent 28 bunre lettel min of meer, onder lant, mersch, bosch, ettinghe ende heet, alsoet Simoen Alaert te besittene plach, sonder andere leveringhe, met allen den huusinghen ende catheylen diere up ghestaen ende gheleghen sijn, ten live van Janne Boye, fs Jans, van Eecke, ende Willeme ende Godeverde, alle beede sijne kinderen, omme hemlieden te ghebrukene haerlieder leven lanc ghedurende, ende den lancsten levende van hem drien gheel behoudende ende geheelen pacht ghevende... ende voert so es voerwaerde, waert dat Jane sijne vors. twee kinderen ontstorven ofte ontwilderden, dat hij twee andere van sijnen kinderen stellen mach in die stede, ende so wanneer dat Jan ende beede sijne kinderen sullen sijn ghevaeren van live ter doot, so sal tvoorn. convent hant slaen aen haerlieder vors. goed, alsoet zij dan vinden sullen, met allen den cattheylen diere op wesen sullen, hertvast ende naghelvast... Actum XXIII die Maij anno XIIIIcXIIII. »

(*Jaarregister van Gent*, 1414-1416, bl. 73. — De Potter en Broeckaert, *Geschiedenis van Nazareth*, bl. 9.)

vangen, de grondheer, bekend met de naarstigheid, vlijt en braafheid van den aanvrager, verstrekte dezen ofwel geld om 't een of 't ander te koopen, ofwel leverde hem het ontbrekende gereedschap.

De pachter van 't *Goed ter rooder Meeren*, te Lede, kreeg in 1450 van den eigenaar twee paarden, een veulen, drie koeien, drie kalveren, een wagen, eene ploeg enz., tot een bedrag van 6 pond 4 schellingen groote, te betalen op twee termijnen : de helft drie maanden na de ingebruiktreding des goeds, de wederhelft vier maanden nadien [1]. — Jan van Hoedevelde, wien in 1592

[1] « Kenlic zij allen lieden dat Jan Vitse, Jans zone, heeft genomen in zekeren voorwaarde en loyalen pachte ieghen Dieric den Vremde zijn *goed ter roeder meeren*, gheleghen in de prochie van Lede, groot zijnde in winnende lande, meerssche, bossche, watre en weede XXXII buendre luttel meer of min, daerof dat zij eens zijn van den maten, ende dit eenen termijn van neghene jare lanc.... omme de somme van XI ponden gr. tsiaers, te betaelne alle jare te twee payementen te wetene te Kerssavonde over deen heelft ende tsinte Jansmesse midszomer over dander heelft... Ende de vors. Dieric houd uute alle de bosschen, brouke ende watre, die den vors. goede toebehooren, zonder den pachter eenich recht daeran thebbene, noch ande weeden vanden bossche, uutgesteken de weeden vande bosschen ten windgate, ande nieugracht, ande breedstrate neven Piet van der Hulst, voor Claus Moens ende vanden bossche ontrent hof; es ook voorwaerde dat de voorn. pachter zijne beesten te wetene hoerenbeeste ende scapen niet en zal laten gaen in de bossche als zij gehouwen zullen zijn voor dat de scote oud zullen zijn twee jaer, ende de voorn. pachter zal dit vors. goed moeten laten ten hende van zijnen termine ghelijc dat hijt vant tsijnen ancomene, te wetene een half buendre up den coutre te Spexaert waert dat Griele van den Breemt was, item een dachwant ende een half boven tSmolsputte in den hove dat her Piets van Bussche was. Item $^1/_2$ dachwant op sNeckersdal, dat ooc svors. her Piets was. Item $^1/_2$ dachw. ende XXV roeden anden Ghalghedriesch, dat Zeghers Eghaelt was, item LX roeden op den Hevericxputte in een ₵ (*sic*) ove half buendre ande Hertsaghe, al besayt met tarrewen, item drie dachwant in den Heimrix putte, een half buendre in de putten te Soleghem, een half dachwant dat Matthijs Scrijnmakers was, een dachwant op de Haemsche vorre dat 's vors. her Piets was, LX roeden ande Hertsaghe, LXXV roeden ant Steene Stichele, ende VI dachwant XV roeden, al besayt met mestelluyn ende met rogghe na den heesch vanden lande.... Item zal de vors. pachtere eens binnen zijnen termine houwen de canthout hiernaer volghende.... Item moet de pachter alle jare zetten zijnen termijn gheduerende

het *Goed ter Biezen* te Nazareth toehoorde, leende zijnen pachter de som van 3 pond groote, Vlaamsche munt, welke hij slechts in de laatste zes jaren van zijne huur moest teruggeven [1]. Ook uit de pachtvoorwaarde van 't *Goed 's Riken*, te Nazareth (eene hofstede van 60 tot 70 bunder uitgestrektheid), blijkt dat men aanzienlijke landgoederen kon huren zonder bemiddeld te zijn. Daar ontving de pachter, tegelijk met het hof, alles wat er noodig was aan staldieren om de exploitatie te beginnen : twee paarden, vier koeien, vier kalveren, eenen wagen, ploeg en harnassuur, 18 hoenderen, en boven dit alles nog de som van 2 pond 16 schellingen

XXXI potten. Ende dit naervolghende zijn de thuine ende beheyninghe.... Item tvors. wintercoorne moet de pachter laten met viere ghetideghen voore wel bedreven en horelic ghemest ghelijc dat hijt vant tsijnen ancomene. Noch es voorwaerde dat de vors. pachter nieuwers en zal moghen comen noch houwen binnen zijnen termine an eenich upgaende hout. Item moet de pachter noch gheven alle jaren IIII steene vlas, IIII steen boteren, een vat boene, een vat erweten, een hondert eyeren, een lam ende II mandele stroes, dies moet hem zyn meester gheven elx jaers viere keerels, of voor elken keerle V s. gr. Item de voorn. Dieric houd themwaert zijn camere met de.... ende zijnen lochting ende de vivere, den rijstal met datter toebehoort.... Item zal Dieric hebben half de duven die up 't duufhuus vallen zullen ende de pachter dander heelft, dies moet de pachter de duven tetene gheven zonder Diericx cost.. Moet ooc de pachter dit voorn. goed bewaren van strate, waterganghe, balleuke ende dat daer toebehoort... ende gheschiede eenighe scade up dit goed bi onghevalle van brande uut verwaerloosheden vanden pachter, zijne wijve, bode of gheselscepe, dat soude deselve pachter uplegghen ende restitueren ten zegghene van goeden lieden.... Item de vors. pachter heeft gecocht de voorn. Dieric zijne meester II peerde, een vuelen, drie coyen, III calvers gheheeten jaerlinghe, eenen waghen, een plouch met alle hueren toebehoorten, omme de somme van VI l. IIII s. gr. te betaelne deen helft te Bamesse eerstcomende ende dander helft ten Vrouwedaghe Lichtmesse naervolghende. Item noch heeft denzelven pachter ghecocht jeghen den voorn. Dieric honderd ende XXX scape te XVII gr. tstuc, draecht de somme IX l. IIII s. II d. gr., die hij belooft heeft te betaelne te twee payementen enz... Actum XXVII Junij 1450. »

(*Schepenenboek van Aalst*, 1450, bl. 18.)

[1] ..... « Ende Jan van Hoedevelde heeft gheleend Willeme voorn. drie pont gr. in Vlaemscher nobelen, ende die sal Willem betalen binnen den achtersten ses jaren, elcx tsjaers tien scell. gr. den nobel over neghen scell. gr. of andersins in advenante. »

6 deniers groote in klinkende penningen — alles zonder intrest [1]. Het geld werd, wel is waar, doorgaans maar gegeven mits intrest, doch daarmede was het iedereen, bemiddeld of niet, maar de vereischte bedrevenheid, moed en ondernemingsgeest bezittende, mogelijk een aanzienlijk landbouwer te worden.

De hofhuizing moest door den pachter in goeden staat gehouden worden. Het onderste gedeelte was op vele plaatsen aan zijne zorg overgelaten, maar de groote herstellingen, gelijk het dak, bleven ten laste des eigenaars in Vlaanderen, evenwel, ook ter verzorging van den pachter. Omtrent Gent schijnt het onderhoud der huizing algemeen ten laste geweest te zijn van den pachter, ten minste in het begin der XIV[e] eeuw, want als de eigenaar van 't *Goed ter Beke*, in 't dorp Afsneê, ten jare 1323 eenen nieuwen pachter aanvaardde, schreef hij in de voorwaarde dat die « de husinghe houden (*sal*) te ghereke up sinen cost alsoe de pachtre sculdich es te houdene *metten rechte.* » Elders, gelijk in 't kwartier van Leuven, betaalde de eigenaar het dagloon der arbeiders, voor 't herstel gebezigd, maar was de bewoner verplicht het hout of andere bouwstoffen bij te halen en den werklieden eten te geven. Men duidde dit algemeenlijk aan met de woorden « te houdene in goeden ghereke van dake [2] » of « te ghereke van vursten [3]. » Vele pachtakten houden de bepaling in, dat er door den huuraar op het goed geene huizen mochten getimmerd worden of, ingeval dit geschiedde, de bezitter des gronds er eigenaar van bleef [4]. De schade, aan 't huis toegebracht,

[1] « ..... Comt de somme zeven lib. viertien s. gr., welke prise de vors. pachtere betalen sal ten afscheedene van sinen pachte ter weerden dat hijt ontfaen heeft.... »

[2] Pachtvoorwaarde van 't *Goed Oudenberge,* te Schille.

[3] Akte voor 't *Goed te Scheldevelde,* te Nazareth, in onze hooger vermelde *Statistische verhandeling.*

[4] « Kenlic zij allen lieden dat comen es voor scepenen vander stede van Aelst Arendt Boyens gheseyt de Ledersnijdere, kende ende verclaerde bij zijnen vrijen dancke ende eyghenen wille hoe dat hij in loialen pachte ende voorwaerden ghenomen hadde jeghen eerweerdeghe in gode vrauwe Margriete van Liedekerke, abdesse des godshuus van Vorst bij Bruessele, deszelfs

was door den pachter te vergoeden[1]; « geschiede an de husinghen eeneghe scade van brande bi den toedoene van den pachter

godshuus hof geheeten *thoff te Meerhem* oft *van Doorne*, metten huusen, schuren ende stallen, met ooc den duufhuse daerop staende, metten thienden, landen, bosschen, meersschen ende allen anderen zijnen toebehoorten, gheleghen in de prochie van *Lede* in den lande van Aelst, met ooc eenre thienden in de prochie van Hofstade gheleghen, alzo verre als die den godshuuse toebehoort, dat es te wetene deen derdendeel derzelver thienden, daeraf tnegenste deel der capelrijen van Hofstade toebehoort, ghelijck tselve hof met zijnen voors. toebehoorten Govaert van Miggherode gheheeten Govaerts ghehouden heeft... eenen termijn of spatie van twaelf jaren... omme vier en twintich ponden gr. vlaemsch... met voorwaerden ende conditien merckelicke hierinne ondersproken, dat de voors. pachter alle tstroo vanden lande des voors. hofs ende ooc vander thienden jaerlix commende, sal moeten bringhen in tselve hof ende dat met zijnen beesten slijten ende mest daaraf maken, ende dat daerenthenden vueren opt landt desselfs hoofs ten meesten proffijte, alzo wel op tverste vanden hove als 't naeste gheleghen. Item en mach de voors. pachtere gheen landt den voors. hove toebehoorende binnen den lesten drie jaren verandsaden of laten verandzaden; item zal de voors. pachtere laten int hende van zijnen voors. termijn de goede den voors. hove toebehoorende inde manieren hiernaer volghende... Item sal de voors. pachtere hebben ende ghebruycken tvoors. hof metten toebehoorten met alsulcke vrijheden als daer toebehooren, te wetene tselve hof metten bijvanghe vrij van vleeschthienden, item tvoors. winnende landt zo verre dat leyt in Lede vrij van thienden op den XXXII^en scoof, item ende dandere landt, zo verre dat leyt in Hofstade op volle thiende behoudelic hem des godshuus deel in dezelve thiende ghelijc voors. es. Item moet hij jaerlicx betalen op zijnen costen alsulcken pacht ende rente als tgodshuus zelve zoude moeten betalen, te wetene den honden van Vlaenderen twee sacke evenen ende XX gr. vlaemsch. Item en mach hij ooc tselve goedt in al of in deele nyemende overgheven noch verpachten zonder orlof ende consent van mer voors. vrauwen of hueren proost ten tijde wesende. Item alle de straten, weghen ende waterloopen toten voors. goeden behoorende zo verre die ligghen buyten den scependomme van Aelst moet de voors. pachtere maken, ruymen ende onderhouden zonder tgodshuus cost. Item in de opgaende houten die nu ter tijt op de voors. goeden staen of binnen desen termijne daerop wassen zullen, en sal dese pachtere gheen ghezach hebben. Item de truncboomen ende ooc tscaerhout van den bosschen mach hij truncken ten behoorlicken tijde omme die te latene ten eynde van den termijne ghelijc die voren ghescreven zijn. Item zo waer hij eenighen verdrooch-

[1] Zie de akte van 't *Hof te Meerhem* of *ten Doorne*.

of in tocoison van hem, of bi roukeloosheden van sinen mesnieden, die scade soude die pachtre... moeten betalen ende uprechten bij prise van goeden lieden vanden ghebueren, die sij an beede sijden daertoe kiesen souden...[1]. » Voor 't kloostergoed van Vorst waren tot de prijzij noodig « goeden mannen, hem dies verstaende. » Maar geraakte de huizing in brand door 't bliksemvuur of door den moedwil van oorlogslieden, dan was de schade te vergoeden door den eigenaar, die in deze gevallen dikwijls ook de beschadigde veldvruchten betaalde, zelfs tot beloop van één jaar pachtsom. Deze bij uitstek edelmoedige voorwaarde hebben wij alleenlijk voor kloostergoederen aangetroffen, gelijk, onder andere, voor 't *Goed te Scheldevelde*, te Nazareth : « Vielt so dat de husinghen vanden goede of de vruchten yet messchiede bij horloghen, tempeesten of van vlighenden viere, deraf soude de aelmoesenier den pachter instaen ghelijc costumen ende landrecht, maer niet voorder dan de pacht van een jare ghedraeght[2]. »

den boom afhuwet daervore moet hij twee poten vanden zelven aerde planten ende die houden groeyende. Item daerenboven moet de selve pachtere binnen desen termijne planten op den voors. goeden ten minsten hondert opgaande poten abbeelen ofte eycken ende die laten wassende ten eynde van desen termyne. Item de vloeghe moet hij laten wel gherect van nesten en gespijst met hondert paer duyven. Item den scaepstal moet hij laten ommegaens metten scaepsbennen ende ooc van schelfhouten al wel overschelft. Item want alle de husinghen opt voors. goede wesende den godshuuse toebehoorende, zo es voorwaerde dat de voors. pachtere op dezelve goederen gheenderhande huysen en maken mach, ende of hij daerop eeneghe huus maecte dat die huusen zullen blijven den godshuuse zonder rastoir of betalinghe daeraf te doene.... Item gheviele eeneghe scade van brande int voors. hof, dat God verhueden wille, die toequame bij ocsuyne van den voors. pachtere of zijnder familien, die scade zoude dezelve pachtere den voors. godshuuse moeten betalen na tauxatie van goeden mannen hem des verstaende, ende desghelijcx ghesciedde daer eeneghe scade van brande die toequame van des voors. godshuus weghen, die scade zal tclooster den voors. pachter insgelijcx moeten betalen, ende van ghemeene orloghen ende tempeesten op dat eeneghe gheviele daeraf sal tgodshuus den voors. pachter voorsien enz... Den XX^{ten} dach van Meije XV^{c} XVI. » (*Schepenenboek van Aalst*, 1516, bl. 10.)

[1] Akte van 1410 voor 't *Goed 's Riken*, te Nazareth.

[2] Akte voor 't *Goed te Scheldevelde*, 1430.

Voor zulke vergoedingen raadpleegde men doorgaans de plaatselijke gebruiken.

't Is ook zeer natuurlijk dat de iever des pachters, waardoor 't hofgoed onder zijn beheer verbeterd was, werd vergolden. De Laveleye, in zijn voortreffelijk werd over de *Landbouwkunst in de Nederlanden* (*België*), zegt dat, zoo verre men bij de opzoekingen in het verledene opklimt, men in het Vlaamsche land een gebruik in zwang vindt, dat, door de oude costumen bekrachtigd, den landbouwers eenige zekerheid nopens de vergoeding voor hunne moeite en arbeid geven moest, namelijk het pachtersrecht. Wij hebben, inderdaad, zulke voorwaarden gevonden in de akten van 't Leuvensch kwartier, gelijk in die van Antwerpen en van Vlaanderen; schier overal vindt men ten minste dat besprek, dat de pachter bij zijn afscheid 't land « moet laten.... besaedt ende ghewonnen als hijt vant tsinen aencommene [1]. » Maar « liete hijt argher, dat soude hij uprechten; liete hijt beter, daeraf soude hem sijn meester instaen ende uprechten alsoet behoeren sal. »

Met betrekking tot de betaling der pachtsom vindt men in eenige keuren bepalingen, die niet ten nadeele van den boer zijn. Aldus, bij voorbeeld, luidt het 86e artikel der keure van Loon, dat een pachter, die een hof gedurende vijf, zes, zeven of acht jaren bewoond en den pachter vergolden had nu eens in muntspeciën, dan eens in vruchten, niet verplicht was daarvan zijnen meester de rekening te doen, wanneer deze er eene mocht verlangen, tenzij alleenlijk van de drie laatste jaren des pachts. Had de boer twaalf jaren 't hof bewoond, zonder dat de eigenaar hem de rekening vroeg, dan was hij niet genoodzaakt die over te brengen en moest de heer zich voldaan toonen, aangezien hij 't gansch den duur van den pacht was geweest.

De prijs van den pacht was in de middeleeuwen niet altijd in éene som gelds voor gansch het goed vastgesteld; in 't kwartier van Leuven vindt men in de voorwaarden zorgvuldig aangeteekend wat de weide, het bosch of de vijver jaarlijks hadden op

[1] Akte voor 't *Goed ter Galeyden*, te Nazareth, in onze geschiedenis van dit dorp.

te brengen [1]; voor Vlaanderen hebben wij zulke bespreken niet ontmoet, tenzij in de pachtvoorwaarde van 't *Goed ter Galeyden*, te Nazareth, waar men leest, dat « de husinghen, up tgoed staende, uutgesteken de schuere, behoiren den pachtere toe ende mach er sijnen wille mede doen. » Wij gissen, dat er hier sprake is van een slecht, vervallen getimmerte, hetwelk de boer naar goeddunken tot zijn gemak herstellen of herbouwen mocht.

Evenals aanvankelijk de belastingen, mocht de boer zijnen pachtprijs in voortbrengelen van den bodem, in stroo, fruit, staldieren, hoenderen, eiers enz. voor een nog al merkwaardig deel, betalen. In de middeleeuwen was het geld nog schaarsch, terwijl, van den anderen kant, de heeren en rijke poorters toen hunnen hoogsten trots stelden in 't onderhouden van een groot getal dienaren en in welbezette stallingen.

De huurcontracten waren doorgaans zóo gerekend, dat de rijke grondeigenaar uit zijn land al, of een aanzienlijk deel van 't stoffelijk onderhoud zijner familie en dienstboden trok [2]. De pachter van het *Goed ten Torre*, te Zaffelare, was verplicht telken jare aan zijnen meester, den abt van St.-Pieters, te Gent, te leveren twee mud haver, 1,000 mutsaards, een vet varken (of de som van 10 grooten) eenen pot room en 26 pond 10 sch. groote. — Te Deurne betaalde de pachter van 't meergemelde goed aldaar in 1394 met 6 zester rogge, 10 motoenen, 27 gulden Vlaamsch voor den motoen, 5 kapuinen en 4 hoenders. — Den eigenaar van *'t hof te Oudenberge*, te Schille, was de huuraar in 1395 verplicht telken jare te geven 4 zester rogge, 4 zester ruwe haver, 1 halster boekweit en eene rent van 60 schellingen, waarmede 't goed bezwaard was [3]. In 't kwartier van Leuven vroeg men den boer

[1] Poullet haalt er een voorbeeld van aan : de pachter van den Leeuwerdriesch, te Tildonk, had zijn land in huur voor 13 razieren rogge; zijne « eenselen » voor 8 gulden van 42 « plekken »; 't woonhuis voor 2 mud rogge. (*Schepenenboek van Leuven*, 1434, 1[e] kamer.)

[2] Edm. Poullet, *Les juridictions et la propriété foncière au XV[e] siècle dans le quartier de Louvain*.

[3] « Jan Drake van Scille verhuerde ende gaf te pachte Wouteren Tymmerman van sGravenwesele tgoed gheheeten Oudenberghe inde prochie van Scille met

allerlei granen, maar ongedorschen : « met walmen ende vederen wel bereit. » Eindelijk in Fransch-Vlaanderen bedroeg de pachtprijs van het hof der abdij van Flines, te Coustices, slechts 5 mud haver, « acquitable à cense et à rentes, » doch de pachter moest daarbij de op 't hof gevestigde lasten kwijten [1], eene bepaling welke wij schier altijd in de Vlaamsche huurcontracten terugvinden.

De verpachting der weiden, bosschen en « eenselen » geschiedde in 't kwartier van Leuven voor muntspeciën van alle waarde, veelal herleid in stuivers van 3 plekken Brabantsch. In 't zelfde gewest moest de boer de pachtsom in natura leveren op St.-Andriesdag; de geldsom op St.-Martensdag (winter). Omtrent Antwerpen leverde men den rogge te Kerst- of te Lichtmisse, 't geld gedeeltelijk op eerstgemeld tijdstip, gedeeltelijk op St.-Jansdag « midsomere. » Dit laatste feest was ook bepaald voor de levering van 't hofgevogelte [2]. De Vlaamsche boer betaalde doorgaans

huysinghen, hoven, gronde, lande ende dat daer toe hoert, van Meye ingaende yerstcomende VI jaere lanc gheduerende, tsamen omme IIIJ sister roghs omme IIIJ sister ruw evenen ende omme I halster bocweyden, dandum Natalis vel Purificationis ombegrepen, tAntwerpen te leverne daer Jan Drake liefst sal hebben. Daer toe soe ghelyc hi Wouter dese jaerscharen lanc alle jaere te betaelne LX oude scillingen die de vrou van Liedekerke daer op heeft ende Jan Draken daer af ontheffen ende wel quiten sonder Jans pacht. Voerdane soe ghelyc hi de huysinghen die op tvors. goed staen sine jaerscharen lanc te houdene in goeden ghereke van dake ende van weeghen ende dlant in sine gherechte laghe ende alsoe te latene ten eynde van sinen jaerscharen ghelyc ende in al dier manieren dat een goed laet sculdich es te doene ende dlant ende de heyninghen wel gheloken ende bevreedt. Det es vorweerde dat hi Woutere ane de bossche oft ane dopgaende hout gheen recht hebben sal. Ende omme alle dese vorweerde ende ghelyc dese jaerscharen lanc wel ende volcomelic te houdene ende te voldoene in alder manieren voers soe heeft de vors. Wouter daer vore verbonden ende te pande gheset hem selven ende alle syn goed welkerhandt dadt es, dat hi heeft ende ghecrigen mach. XVIIJ die Marcii (anno XCV°.) (*Scabinale protocollen der stad Antwerpen*, 1394-1408, bl. 106v, in 't stedelijk archief aldaar.)

[1] Zie bijlage n° 1.

[2] « Rynier van Ypere gaf te pachte Gielys den Boc sijn hoeve ende goed binnen Doerne, met huysinghen, schueren, lande, hove, gronde ende met al datter toehoert, van Sint Jans daghe yerstcomende XJ jare lanc daerna, tsamen

op Kerstmis en op St.-Jansfeest, ofwel op laatstgemeld tijdperk en « 't Onzer Vrouwen Lichtmesse, » telkens bij helft. Behoorde het hof aan een klooster toe, dan was de tijd vastgesteld waarop het koorn, 't stroo, 't gevogelte, de vette zwijnen of schapen moesten ingebracht worden, 't geen veelal inviel met een van die banketten, welke men in de middeleeuwen bij de grooten, leeke of geestelijke persoonen, zoo kostelijk wist in te richten. Het geld moest altijd ten huize des grondeigenaars en in zijne handen, of in die zijns rentmeesters, worden overgeteld; maar 't koorn ging gewoonlijk naar 't kasteel of de stadswoonst van den heer, of, gelijk de eigenaar van 't *Goed te Oudenberge* vorderde, « tAntwerpen... daar hi liefst sal hebben. » De kloostervoogden deden somtijds het koorn, 't brandhout enz. voeren of naar de abdij zelve of naar het refugehuis.

De middeleeuwsche pachtakten leeren ons, welke vruchten in dien tijd gewonnen, bijgevolg welke de gewone voeding van den boer en steeman was. GUICCIARDINI schrijft ergens dat de Brabanders in de XVIe eeuw, buiten de granen, geene andere gewassen kenden dan de erwten, boonen en vitsen; dit is zeker mis.

omme VJ sister roghs X motoenen, XXVIJ guldenen Vleems vore den motoen, oft de weerde daer af ghelyc dat andere late haren pachtheeren vore gheliken motoen gheven sullen, ende omme V capoene ende IIIJ hoendere, dandum den rogghe te Kersmisse oft ter Lichtmisse ombegrepen, ende half tghelt te Kersmisse, ende de capoene ende hoendere ende dander helft vanden gelde tSint Jansmisse tAntwerpen te heerenchys. Ende allen anderen commer die daer meer uut syn mach die sal Reynier betalen ende Gielys daer af ontheffen alsoe dat hi niet meer dan den vors. pacht jaerlic daer af gheven en sal. Voerdane es vorweerde dat Reynier dese vors. huysinghen die opt goet staen den laet leveren sal custbaerlec te ghereke van dake ende van weeghen ende alsoe ghelyc Gielys sine jaerscharen lanc te houdene ende te latene ten eynde van sinen jaerscharen, ende ten eynde van sinen jaerscharen sal hi laten tderdendeel in braken vanden besten noch vanden archsten, ende alse hi vanden goede scheydt op dierste jaer soe sal hi opt goed laten XJ^c hoepe stroes. Ende omme alle dit voldoene soe verbint hi hem selven ende alle syn goed ende alle de have die hi op tvors. goed bringht oft heeft, ende tgoed hanteren alsoe 1 goed laet. Op alderkinderen dach (anno XCIIIJ). »

(*Scabinale protocollen* enz., bl. 58^v.)

Het is wel waar, dat de oorkonden van dien tijd, in betrekking met den landbouw, voornamelijk of zoo men wil alleenlijk spreken van rogge, tarwe, garst, spelt, erwten, boonen, rapen, koolzaad en, onder 't opzicht van vruchten, appelen, peren en krieken noemen [1], maar 't is buiten kijf dat reeds ten jare 1310 te Assche koolen werden gekweekt : « *ortus ibidem retro jacens, in quo caulæ excoluntur* [2]. » Vermoedelijk echter waren de moeskruiden en kleine groenten toen weinig in gebruik en werden zij alleenlijk geteeld hetzij op den boomgaard, hetzij in 't hofje bij de huizing, derhalve op geringe schaal; althans de boonen en erwten bleven (met den haring sedert het einde der XIVe eeuw) tot den tijd dat de aardappel hier werd ingevoerd en zijne groote populariteit verwierf, de voornaamste voedingsmiddelen in dorp en stad.

De pacht der wijngaarden werd gewoonlijk geheel *in natura* betaald, namelijk op het tijdstip van den oogst, met een gedeelte daarvan [3].

[1] Volgens een door Diericx medegedeeld extract (*Mém. sur la ville de Gand*, II, 119) verkocht men te Gent op de fruitmarkt in de XVe eeuw appelen, geheeten « oegelinghen, crolrettinghen, groeninghen en stininghen; » peren, onder den naam van « huwiers, craypeeren, keyserpeeren en Nevelsche surreelen. »

[2] *Charterboek der abdij van Affligem*, I, 294 (*Rijksarchief te Brussel*).

[3] De wijnteelt behoorde van de vroegste middeleeuwen tot het gewone landbouwbedrijf in een groot gedeelte van België. 't Was, beweren eenige geschiedschrijvers, keizer Probus die den wijnstok in Gallië invoerde, terwijl wij van den anderen kant weten, dat de vader der Belgische beschaving, Karel de Groote, in al zijne hoven en landgoederen wijnplantingen beval. 't Oud vaderlandsch bier werd echter niet verloochend, maar de wijn, hoe gering van hoedanigheid ook, verkreeg den voorrang bij plechtige omstandigheden. Inderdaad, onze middeleeuwsche volksliederen spreken in den regel weinig van bier, nooit van jenever, maar bij voorkeur van den « koelen wijn » en van den « nieuwen most. » Koelen wijn werd de onze geheeten om hem te onderscheiden van de producten des Franschen en Bovenrijnschen druifkweeks.

De voornaamste wijnlanden waren aan de Maas, in Luik, Namen en Luxemburg; men trof er ook aan in de omstreken van Beaumont (Luxemburg), alsmede in 't kwartier van Leuven (als te Roeselbergen, Galgenberg, Dorenberg,

Niet zelden deed de eigenaar door zijnen pachter een varken of een lam vetten, dat hem weleens op voorhand betaald werd [1]; voor 't *Goed ten Torre*, te Zaffelare, was de levering van 't varken begrepen in den pachtprijs. De monniken van St.-Pieters, te Gent, vorderden van den pachter van hun *Goed te Berchem* ieder jaar, vóor Kerstavond, niet min dan vier vette zwijnen, maar hij mocht er den prijs van eischen, die in 1465 vastgesteld was ter somme van 24 deniers parisis [2]. Elders, namelijk in 't kwartier van Leu-

Kesselbergen, Loobergen, Wezemaal, Neerijsche, Ste-Agatha-Rode). Eene charter der abdij van St.-Pieters, te Gent (9 Juli 942) gewaagt van wijnbergen aldaar, terwijl in verschillige andere documenten, hier kortheidshalve onvermeld gelaten, genoegzaam te zien is dat ook in 't nevelige en vochtige Vlaanderen de druif geteeld en tot wijn werd gemaakt. Een brief van Gervasius, aartsbisschop van Reims, aan graaf Boudewijn V (omtrent 1060), prijst dezen vorst voor zijne pogingen om den landbouw in Vlaanderen, en zegt onder andere: « 't Is u te danken, dat het volk de gaven van Bacchus, welke hem vroeger onbekend waren, heeft leeren waardeeren. » Hieruit zou men mogen opmaken dat Boudewijn V den wijnstok deed planten in 't westelijk deel van Vlaanderen.

De schrale bergen in den omtrek der stad Diest leverden reeds in de XIIIe eeuw eene groote hoeveelheid wijn op. De kannunik Heylen verzekert, dat er in 't land van Diest nog ten jare 1512 niet min dan 72 wijnakkers werden geteld, onder andere op de hoogten van Oostmaal, Mariënberg, Langeberg, Lazarijberg, Kluisberg enz.

Nog in 't midden der XVe eeuw was de landwijn in België het voorwerp van eenen niet geringen handel. 't *Schepenenboek* van Aalst over het jaar 1434 rept o. a. van den verkoop van 100 amen « landwijns, » ten prijze van 12 schellingen groote.

Men weet, dat er nog inlandsche wijn wordt gebouwd in 't Walenland, alsmede in de abdijen van Westmalle, Tongerloo, Averbode en Postel.

[1] Poullet haalt zulk een voorbeeld aan uit het schepenenboek van Leuven, 1^e kamer (Akte van 1 Februari 1433).

[2] « Kenlic zij allen lieden dat comen es voor scepenen Pieter Callebout, kende ende lijdde dat hij ghenomen hadde ende heeft in zekeren voorwaerde ende loialen pachte jeghen minen heere den prelaet ende convente des cloosters van Ste Pieters bi Ghendt huerlieder *goed te Berchem*, *metter watermolene* ende allen zijnen anderen toebehoorten, also dat ghestaen ende gheleghen is, eenen termijn van XII jaeren lanc gheduerende deen dander eenparelic vervolghende, omme XXV lib. X s. gr. ende VIIJ mudden tar-

ven, was er een eigenaar die tot beding maakte dat hij zal « tot sijnder gelieften moegen seynden alle jare op sijn voors. hof XVII

we... boven de rente ende den comere uute voors. goede gaende ende die de pachters gheploghen hebben te betaelne, te betaelne den voors. ghepacht te twee payementen te wetene deen helft telken kerssavonde ende dander helft telken Sent Jansmesse, danof deerste payement vallen zal enz .. item de voors. VIIJ mudden tarwen te leveren int voors. clooster tSente Pieters IX IIIJ d. van der bester telken kersavont.... Item zal de voors. pachter boven dezen noch leveren int voors. clooster ten voors. kerssavond een mudde arweten, item zal myn voors. heere den prelaet hebben int voors. goed elx jaers IIJ ghisten als hij se nemen wille en te ontfane zine boden of dienaren met alsulken spise als eenen pachter toebehoort. Item moet de vors. pachter jaerlix leveren voor kerssavond naer vrome viere vette varkenen weert wezende XXIIIJ d. p. of XXIIIJ d. p. daervore, XII ellen amelakenen ende XII ellen dwalen suffisant wesende te mijns heeren tafele of XII d. p. daervoren, ende $^1/_2$ C ghehuys van XXX coorden. Item moet de vors. pachter onderhouden ende maken de brugghen ende straten voor thof ende meer ander 't sinen coste ende insghelijx de dijken jeghen dwatere vanden molen, dies moet heme mijn voors. heer gheven ende doen wijsen te halen thout dat men ter voors. brugghen orboren zal. Item moet de vors. pachter voort onderhouden thof van den vors. goede naer loialen pacht ende den molen van alle reparatie diere an behooren zullen binnen zijnen termijne tot V s. p. ende onder, tsine costen, maer up dat anden zelven molen eenighe meerdere costen an ghedaen worden, dat sal wezen ten coste van minen voors. heere, uutghesteken denghene dat loialen pachter toebehoort. Item en zal de vors. pachter binnen zijnen termijne gheen stroo of mes van desen goede comende uuten zelven goede vueren, vercoopen noch ontvremden, nemaer moet dat sliten ende veranboren up tvoors. goed te meesten profijte. Noch en zal de vors. pachter binden lesten III jare van zinen termine tvoors. goed niet moghen veranzaden. Item moet de vors. pachter ten afscheedene van zinen termine laten XII bunder bezaedt met goeder tarwen ende V bunder met mestelune al bedreven met IIIJ ghetidighen voren ende ghemest alzoot behoort, item XV bundere met evene, II bundere met vitsen, boone ende arweten naer den heesch van den lande, al bedreven met twee ghetidighen voren..... Item ne mach ooc de voors. pachter dit goed niemende voort verpachten, ten ware bi consente van minen vors. heere. Ende omme den vors. minen heere den prelaet ende godshuse van Sente Pieters wel bewaert te zine van hueren pacht in allen voorwaerden voorsch. zoo heeft de vors. Pieter daervoren in zekere ende conterpande ghestelt de perceelen van eerven hiernaer gescreven : eerst eene stede groot zijnde $^1/_2$ dachwant metten husen ende woonsten, schuren ende stallen daerup wesende, gheleghen te Nieuwerkerken binden scependomme van

oft XX capuynen, om aldair te moegen gaen, behalven dat hij se sal doen meden met sijnen grane... [1]. »

Boter, kaas en eieren waren ook veel gevraagd, laatstgemelde niet alleen van den pachter, maar insgelijks van den leenhouder. Alph. Wauters spreekt in zijne *Histoire des environs de Bruxelles* (III. 695) van eene heerlijkheid, welke in de XIVe eeuw, onder ander inkomen, 58 kapuinen en 2,600 eieren had. De abdij van Park genoot ieder jaar uit haar *Hof van 's-Hertogendaal* niet min dan 500 « hanteasen » en eenen pot boter van 52 stuks (elk stuk wegende 7 pond). Het *Hof ter Meeren*, te Afsneê, leverde zijnen eigenaar in 1417 ieder jaar 2 steenen boter; 't *Hof 's Riken*, te Nazareth, 6 steenen; 't *Goed te Axele*, terzelfde gemeente, 16 steenen enz. 't *Goed ter Rooder Meeren*, te Lede, was onder andere jaarlijks gesteld op 100 eieren, een vat erwten, een vat boonen, vier steenen boter enz. Willem van Munte, die in 1448 het *Goed te Pelkem* bezat ter gemeente Gijzegem, vroeg jaarlijks van zijnen pachter onder andere zes steenen ingelegde boter, te leveren in Speltmaand. Zulke bepaling hebben wij elders niet gevonden. Omtrent Leuven bespraken sommige eigenaars ook eene zekere hoeveelheid rapen, boonen, erwten en koolzaad [2].

In Vlaanderen vinden wij eene gansch uitzonderlijke voorwaarde, volgens welke de eigenaar van 't *Goed te Brakele*, te St.-Martens-Laathem, telken jare aan zijnen pachter « 50 tonharincx ende 50 droechharincx » leveren moest [3]. De bedoelde pacht werd aangegaan in 1422, dus weinige jaren na de onschatbare vinding van Willem Beuckelsz, die aan de Nederlanden eene

Aelst... item 1/2 bunder land gheleghen up den berch... item 1 dachwant land gheheeten Trighelvelt... item 1 oud dachwant up tmolenvelt... Item zo heeft Jan Callebout gheleent den vors. Pietren zinen broeder ende in zekere ghestelt 1 dachwant lant luttel min of meer, gheleghen up Hovervelt.... item 1/2 dachwant lant gheleghen up Heerlinghevelt *enz*... Actum IIII Junij 1465. »

(*Schepenenboek van Aalst*, 1465, bl. 18v.)

[1] Edm. Poullet, voormeld werk.

[2] *Schepenenboek van Leuven*, 1e kamer, akte van 7 Januari 1435.

[3] *Geschiedenis van St.-Martens-Laathem*, door De Potter en Broeckaert, bl. 4.

overvloedige spijs en den handel eene onuitputtelijke goudmijn had verschaft.

Het fruit, dat in de middeleeuwen evenzeer gesmaakt was als tegenwoordig, moest natuurlijk elken eigenaar, die op eene keurige tafel was gesteld, voor een deel in de hand komen. Een groot getal pachtakten van 't meergemeld tijdvak houden dan ook de bepaling in dat de helft van 't op den boomgaard wassende ooft den eigenaars moest worden toegezonden, zooals ten opzichte van het *Goed ter Borch*, te Vinkt, voor het *Goed te Rehage*, te Wontergem, voor het *Goed ter Hellen,* te Zaffelare enz., terwijl de verhuurders eener hofstede te Deurle in 1450 zorg hadden te bespreken dat de pachter hun éen of twee fruitplukkers moest leveren. Hier en daar eischte een lekkerbek ook iets meer om te snoepen : de molenaar van Beaucaire, in de heerlijkheid van Moriensart, was verplicht jaarlijks op karnavaltijd aan den meier Lodewijk Pynnock eenen koek (*wastrau*) te zenden.

De groote hoeveelheid duiven, welke vroeger door onze heeren en boeren gekweekt werden, laat ons toe te onderstellen dat zulk een gebraden diertje mede tot de lekkernijen behoorde. De voorwaarde van vele pachthoven bepaalden het getal duiven, welke de boer te onderhouden had, gelijk die voor 't *Hof te Meerhem* of *ten Doorne,* te Lede, waar men leest, dat de « vloeghe » (keet) moest gelaten worden « wel gherect van nesten ende ghespijst met hondert paer duyven. »

De echtgenoote van den heer besprak ook haar aandeel in de voortbrengst, namelijk een deel van 't vlas; dit zegt genoeg dat de adel- en rijke poortersvrouwen, zelfs diep in de XVe eeuw, het zich niet tot schande rekenden het spinnewiel te draaien, net als hunne grootmoeders hadden gedaan. Het vlas, inderdaad, was, gelijk wij gezien hebben, in België reeds zeer vroeg een voornaam deel van den akkerbouw; eene oorkonde van 't jaar 1087, voorkomende in het *Chronic. Aldenb.*, bl. 84, rept reeds van eene vlastiende, en 't moet wel zijn dat er veel meer verwerkt dan geteeld werd, aangezien de Oosterlingen er sedert de XIIIe eeuw in Vlaanderen brachten. De pachter van 't *Goed te Steeland,* bij Kortrijk, moest in 1448 zijnen meester twee steenen vlas opbren-

gen voor ieder jaar zijns pachts [1], welke hoeveelheid ook te leveren was door eenen boer omstreeks Leuven, met dit onderscheid dat hij zelf geen vlas bouwde, maar dit op de markt der gezegde stad koopen moest [2]. Dáar, waar geweven werd, vroeg de meester somtijds eenige ellen weefgoed, gelijk bepaald was in de pachtakte voor 't hof te Hollain, hooger gemeld, alsmede voor 't meergemelde *Goed te Berchem :* « XII ellen amelakenen ende XII ellen dwalen suffisant wesende te mijns heeren tafele. » Dat de stoffe hier goed moest zijn zal men lichtelijk gelooven, wanneer met weet dat de eigenaar van 't hof niemand anders was dan de rijke prelaat der abdij van St.-Pieters; maar was de boer niet op 't weven gesteld, of voldeed het aangeboden goed niet, dit mocht ten prijze van 12 deniers parisis worden vergoed.

Het stroo, dat den heeren moest geleverd worden, diende niet alleenlijk voor de stallen, maar tevens voor het dekken der woningen, ook in steden. De abdij van Park vroeg ieder jaar van den pachter van 's-Hertogendaal 800 bussels stroo [3]. In Vlaanderen nochtans was dit besprek minder ingevoerd, dewijl de meeste pachters zelven met het onderhoud der daken gelast waren.

Nu hebben wij nog het hout; aan 't opgaande, of de hooge boomen, had gewoonlijk de pachter niets; aldus in 't kwartier van Antwerpen gelijk in dat van Leuven, in Vlaanderen gelijk elders. « 't Es vorweerde, » zegt de akte van Schille, dat de pachter « ane de bossche oft ane dopgaende hout gheen recht hebben en sal. » De keure van Ukkel bepaalde den tijd, waarop de boomen van verschillig gewas behoorden gesnoeid te worden; wilgen tronkte men het derde jaar na de planting, eiken het zesde, 't elsbosch het negende en 't eikenbosch het twaalfde jaar. Te Nazareth mochten de wilgen na drie, maar de eikenboomen na vijf jaren met bijl en snoeimes worden gedund [4]. Te Astene moest de

[1] Fr. De Potter, *Geschiedenis van Kortrijk,* I, 70.

[2] « Item es voerweerde dat de wijnne der huysvrouwe des voirs. Jans jairlijks sullen coepen te Loven, op de merckt, twee steenen goets vlas. »
(*Schepenenboek van Leuven,* 2e kamer, akte van 23 Januari 1496.)

[3] *Schepenenboek van Leuven,* 1e kamer, akte van 17 Mei 1484.

[4] Akte van 't *Goed ter Biezen,* 1410, bij De Potter en Broeckaert.

pachter 't hout « onderhouwen met ghetideghen houwe also verre alser haecx ende houmes over gheloepen heeft, dats te wetene, eekinhout te acht jaren, elshout te seven jaren ende wulghout te drien jaren [1]. » Overal wordt den pachter opgelegd rondom zijne akkers en weiden eiken, witte of Italiaansche poppelen of wilgen of abeelen te planten, soms, gelijk voor 't *Hof te Meerhem* te Lede, tot minstens 100 opgaande abeelen of eiken poten. De pachter der abdij van Flines, te Coustices, had er zelfs niet min dan 2,000 te planten « sur les waresques ou es plus necessaires lieux, et (*les*) tenir verdes tant quelles soient bien reprises [2]. »

Waar de pachter eenen dooden boom uitroeide, moest hij twee poten van hetzelfde gewas in de plaats stellen en aan den groei houden; maar 't dorre hout was voor hem. Aan vele pachters was 't opgelegd hun vee niet te laten in de bosschen gaan vóór dat de loten twee jaren oud waren.

Ook de boomgaard was het voorwerp van de aanhoudende bezorgdheid des eigenaars. In 't kwartier van Leuven moesten de wortels der fruitboomen om de drie jaren ontbloot en met mest belegd, daarna weer gedekt worden zooals 't behoorde. Dit bemestingstelsel onderhield men te Nazareth ook, met dit onderscheid, dat het er alle jaren werd verricht, wat minder verwonderen zal als men de dorheid van den bodem dier gemeente in acht neemt [3].

Te Eeke, op 't *Goed ten Bossche*, en in andere plaatsen mocht de pachter in den boomgaard « lochtinen metten spade, sonder plouch ende sonder beesten eeneghcrhande der in te doene [4]. »

Deze groote zorg voor de boomen hoeft niet te verwonderen : althans de huizen waren in dien tijd, in de steden evengoed als op het platte land, schier alle van hout getimmerd en eene andere brandstof werd weinig gebezigd.

[1] *Geschiedenis van Astene*, door De Potter en Broeckaert, bl. 5.

[2] Voormelde pachtakte van 1424 (1e bijlage).

[3] *Geschiedenis van Nazareth*, door De Potter en Broeckaert.

[4] *Id.* van *Eeke*, bl. 5 (1404).

De wegen en waterloopen op en rondom het pachthof moesten door den boer goed onderhouden worden; dit werd hem herinnerd in denzelfden volzin der pachtvoorwaarde, die 't onderhoud der daken beval. Men zonderde hiervan alleenlijk uit die wegen, welke op last der gemeente of des lands moesten gereinigd en hersteld worden [1].

De huurcontracten vermelden ook dikwijls hoeveel stuks vee men op 't hof onderhouden moest, en onder dit opzicht deelt Poullet in zijn vorenaangehaald werk een voorbeeld mee, dat nagenoeg de verhouding doet kennen, welke in 't Leuvensche tusschen 't getal staldieren en de grootte der cultuur was aanvaard. Jan van Netken (zegt genoemde schrijver) verplichtte ten jare 1433 zijnen pachter, die een hof van 46 bunder bewerkte, om altijd ten minste vijftien hoornbeesten op stal te hebben, benevens 100 schapen, 5 goede paarden en de andere dieren naar zijn goeddunken [2].

Over 't algemeen werd het belang van eenen goeden veestal door de boeren der Vlaamsche gewesten goed begrepen. De welstellende boer had een tiental ossen op stal, paarden naar evenredigheid, een twaalftal koeien, een groot getal schapen, verscheidene varkens en een talrijk hofgevogelte. 't Spreekwoord :

Armoede op stal,
Armoede overal,

is oud en gansch inheemsch, en elk legde er zich op toe om het verwijt en teeken van minachting, daarin opgesloten, te ontkomen.

De groote hoeveelheid mest, op het hof vergaard, kwam den boer des te meer te stade, aangezien overal, waar heidegronden te vinden

[1] « Item de voors. wijnne sal de vlieten veghen ende ruymen tot sijnen laste, alsoet ghewoenlic is, het en ware dat sonderlinghe gebode quame van ons genade heeren weghen, dat sal Willem (*de pachter*) doen repareren ende de voirs. jouffrouw (*de eigenares*) salt hem cortten ten yersten termijne, die hij sculdich sal sijn. » (*Schepenenboek van Leuven*, 1484, 1e kamer, akte van 6 September.)

[2] *Schepenenboek van Leuven*, 1433, 1e kamer, akte van 17 Januari.

waren, den pachter de verplichting was opgelegd ieder jaar eene zekere hoeveelheid grond te ontginnen. De abt van Park eischte van zijnen huraar te Lubbeek, dat hij jaarlijks een gemet heide tot vruchtgevend land zou omwerken; een ander schreef in het huurcontract, dat de pachter ieder jaar, gedurende acht dagen, eene woeste plek, welke hem aangewezen werd, zou ontginnen. Te Nazareth, zoo lezen wij in de geschiedenis van dit dorp, werd den pastoor in 1259 door de abdij van St.-Pieters eene voorwaarde verleend, met het beding dat hij ieder van de negen jaren zijns pachts twee bunder heide zou in cultuur brengen en wel bemesten, waarvoor de abdij hem jaarlijks 5 pond, Vlaamsche munt, zou betalen. Plaatsen, welke door water dienden bevochtigd te werden, moest de pachter doorsnijden van grachten : « elcx siaers doen delven LXX roeden grachts ten meesten proffijte ende orbuere van den selven goede; ende bij alsoe dat hij hieraf in ghebreke ware een jaer, dat hij dan den jaere daernaer doen soude; ende bij also dat de pachter meer dolve dan de LXX roeden, so soude (*men hem dat*) betalen deen heelt [1]. »

Om te beter de bemesting te verkrijgen en den boer daartoe te dwingen, bevolen de eigenaars dat al het stroo, op 't hof gewonnen, ook daarop met zijne dieren « gesleten » en alzoo tot mest gemaakt moest worden [2]. In 't Gentsch kwartier, evenwel, bijzonderlijk op plaatsen, welke meer of min vette bodems hadden, is dit bevel beperkt tot de laatste drie jaren van den pacht : « al dat God up dachterste drie jaer verleenen sal up tgoed, dat moeten sij (*de pachters*) up tgoed verteeren ende te messe bringhen met haren beesten» [3]. Van den pachter te Deurne eischte men dat hij bij 't afscheid 600 bundels stroo op 't goed moest achterlaten, terwijl de nieuwe pachter van 't *Goed ter Beken*, te Afsneê, in 1523 « te sinen incomene » vond « twaelf hondert s. stroos ende caf deraf, » wat hij ook op 't goed laten moest « te sinen utfaerne, » met « een bintvoeder hoys. »

[1] Akte voor 't *Goed te Axele*, te Nazareth (1450), medegedeeld in onze geschiedenis dier gemeente.

[2] Akte voor 't *hof te Meerhem* of *ten Doorne*, te Lede.

[3] Voorwaarde voor 't *Goed ten Bossche*, te Eeke (1405).

Bij 't verbod van stroo-uitvoeren was in de heerlijkheid van Montenaken nog bepaald, dat er geen verbrand mocht worden. De keure dier plaats zegt daaromtrent : « Dat men egheender hande vetgien van stroy, van thienden noch van anderen, noch mest vercopen sal (*om*) buyten der vrijheyt te vueren, ende dat noch briers (*brouwers*), noch beckers, noch teppers gheen winterstroy in den oefven verbernen en sullen. »

De hoeveelheid mest verschilde natuurlijk volgens de hoedanigheid van den bodem. Voor een hof te Nazareth moest men in de XV[e] eeuw op één bunder land van 't *Goed ter Galeyden* niet min dan zes en dertig voeren mest uitstrooien. Maar men bezigde nog ander mest : het slijk, door de vroege bewoners van ons vaderland tot bevruchting hunner akkers gebezigd, was nog in de XV[e] eeuw van tel, ja zeer gemeen, bijzonderlijk in 't kwartier van Leuven, waar, volgens Poullet, de meeste eigenaars hunne pachters bevolen een zeker getal dagwand van mergel te voorzien. Die vette werd betaald door den heer, doch de pachter moest ze op zijne kosten gaan halen en op 't land uitbreiden. — In 't Leuvensche waren verscheidene mergelputten, onder andere te Lubbeek.

Uit deze voorschriften blijkt genoeg dat de boer het hem toevertrouwde land niet mocht laten verslechten, maar wel « altoes te beterne ende niet te aergheren [1]; » ook was 't hem op de meeste plaatsen verboden het pachthof aan andere personen te verhuren, zonder toestemming van den meester; was hem dit geoorloofd, hij bleef verantwoordelijk voor de schade, die er aan 't hof mocht toegebracht werden.

Overal vond men in de middeleeuwen braakland en zaaide men veel in de stoppelen van den vorigen oogst; die geschiedde echter maar op zulke gronden, die niet telken jare moesten gevet worden. De pachtvoorwaarde voor 't hof te Deurne schrijft voor, het derde deel braak te laten « van den besten noch van den archsten, » terwijl Poullet eene akte aanduidt, waarbij de

[1] Pachtakte voor 't *Goed ter Augustijnen*, te Nazareth (1414), in onze geschiedenis van dit dorp.

pachter verplicht wordt tijdens den duur zijns termijns ieder stuk land tweemaal te bemesten en eens om de twaalf jaren te bemergelen [1]. In Afsneê vinden wij ten jare 1323 een uitgestrekt hof, waar de toen nieuw opkomende pachter « vant... ghemest ende ghesayet seven hondert roeden en al dander land so vant hij brake, » hetgeen hij, zegt de pachtakte, « sculdech es te latene ten hende van sinen pachte [2]. »

In 't Walenland was de groote cultuur gedurende de middeleeuwen verdeeld in een derde winterzaaiing, een derde zomerzaaiing en 't overige in braakland, steeds met elkaar afwisselend, zoodat ieder deel opvolgendlijk met koorn, met haver of in braak stond. De aldus geregelde landen noemde men *roies,* of stukken met éene vore doorploegd, van 't eene eind naar 't andere des akkers getrokken [3].

Het getal voren, tusschen welke iedere graansoort moest gestrooid worden, was zorgvuldig in de Vlaamsche gewesten bepaald of herinnerd : « vier ghetidige voren » waren gevergd voor de tarwe en masteluin op 't *Goed te Berchem* en in 't kwartier van Leuven; drie voren voor de garst enz. [4]. Ook de wijze om bij de trekking der voren met den ploeg om te gaan wordt in sommige akten aangeduid, zooals in degene betrekkelijk 't hof der abdij van Flines, te Coustices, alwaar staat dat de pachter zijne landen met rechte voren te bebouwen had : « maintenir les terres à droite roye, ainsi que elles ont esté accoustumées a copper a droite coppe et en saison. »

In sommige streken vroegen de meesters ook karweien van hunne pachters, verschillende weeral volgens de plaatselijke behoeften. In 't kwartier van Leuven zond men de boeren met

[1] *Schepenenboek van Leuven,* 2e kamer; akte van 6 Augustus 1497.

[2] Dierickx, *Gentsch Charterboekje,* bl. 195.

[3] Dit gebruik schijnt nog heden in een deel van Luxemburg te bestaan.

[4] « Item sal de voirs. wijnne... de voirs. landen wel ende loflijc wijnnen, werven ende besaeyen op sine getide voeren, dat es te weten, den rogge ende de terwen op vier ghetidegen voeren, den gherste op drie voeren ende de cueren op twee voeren. »

(*Schepenenboek van Leuven,* 1e kamer; 18 Mei).

paard en wagen tot aan Luik om kolen te halen, want toen waren er geene openbare voerdiensten zooals nu. De eigenaar van 't *Goed te Meerem,* in Afsneê, schreef ten jare 1417 in het huurcontract dat de pachter hem driemaal 's jaars met zijn gespan in eenen omkring van zeven mijlen voeren moest, ter plaatse, waar 't hem lustte, maar buiten zaad en oogsttijd. Op een ander pachthof van gelijken naam, te Nazareth, was de boer in 1450 verplicht « twee waerf siaers van Ghend te Nazareth ende weder thuus te voeren met zijne waghene ende perde, sonder (*'s eigenaars*) cost. » Dergelijke voorwaarden moeten in Vlaanderen veel in gebruik geweest zijn; de pachter van 't *Goed 's Riken* moest zijnen meester « ende sijn gheselscip eenwarf siaers halen ende weder thuus brenghen vanden goede met sijnen waghene ende peerden, alst (*den eigenaar*) ghelieven sal, » dus om 't even in welk seizoen. Deze voorwaarde is van 1417, maar later eischte de meester hem « te dienene, hem ende sin huusghesine, oft deghene, diet hem believen zal, te voerne met eenen waghene ende twee perden, vier daghe in elc jaer, behouden de costen vanden pachter ende zine perden, » die ten laste bleven van den eigenaar. Dergelijke bepalingen doen veronderstellen dat in de middeleeuwen vele pachthoven toebehoorden aan poorters, die er geen gespan op nahielden, en nu en dan met hunne familie of vrienden zich op den buiten kwamen verlustigen. Zoo werden de betrekkingen inniger tusschen heeren en pachters, die gewoonlijk een tijdje bij elkaar bleven : de heer van 't *hof te Meerem,* in Afsneê, behield voor zijn eigen gebruik « den grooten steen, » den nieuwen stal, de poort bij den wal, den oven enz.; die van een pachthof te Deurne alleenlijk de poort (vermoedelijk met een kamertje daarboven) en den paardenstal (1450); de eigenaar van 't *Goed 's Riken,* te Nazareth, « de nedercamere metten mantele, den solre daerboven ende de sponde tsinen aysemente, » terwijl de heer van 't *Goed ter Beken,* in Afsneê, in 1523 « eene camere, eenen solre ende eene stede in de scure » koos [1]. Ja, de middeleeuwsche poorters hielden zich op den buiten met weinig

[1] DIERICX, *Gentsch Charterboekje,* bl. 195.

te vreden en de lust bekroop hen niet om naast het kasteel van den dorpsheer een slot te bouwen, waarop ieder, die in onzen tijd fortuin bezit, licht is gesteld.

De kleinere diensten, welke de middeleeuwsche boer zijnen heer placht te bewijzen, werden door dezen ook met uiterlijke teekenen van dankbaarheid vergolden : telken jare, of om de twee jaren, kreeg de pachter van den eigenaar een bovenkleed of keerle, gelijk zijne dienstboden droegen, eene livrei die den Vlaamschen boer niet tegen de borst moet gestooten hebben, aangezien het gebruik eeuwen lang in zwang bleef. Een der oudste voorbeelden daarvan vinden wij aangehaald in de geschiedenis van 't dorp Astene, waar den pachter van zekere hofstee ten jare 1391 bij de voorwaarde beloofd werd « elcx jaers een froclaken ende spachters wijf... telken tween jaren viere ellen lakens van sestien groten delle[1]. » Een « froc van den saisoene » werd in 1404 toegezegd aan eenen der pachters van 't *Goed ten Bossche,* te Eeke, terwijl de tweede er eenen mocht doen vervaardigen « vanden selven teekene, up sijns sellefs cost. » Mogen deze laatste woorden niet voluit beteekenen dat het door den landbouwer der middeleeuwen meer als eene eer dan als eene vernedering werd beschouwd, een kleed te dragen dat zijne ondergeschiktheid aan een vermogend man maest betoonen? En dat er hier wezenlijk quaestie was van eene livrei blijkt genoeg uit de omstandigheid, dat in vele akten (o. a. voor 't meergemelde *Goed te Steeland*) duidelijk staat uitgedrukt dat de keerle, door den meester te leveren, geheel gelijk was aan 't kleed, welk diens bedienden droegen. De eigenaar van 't *hof ter rooder Meeren,* te Lede, gaf in 1450 niet min dan vier kerels of opperkleeren voor elk jaar van den pacht, of 5 schellingen parisis voor ieder, terwijl in 1432 de pachter van 't *Goed ten Bossche,* te Afsneê, eenen « keerle vanden sacysoene » der toenmalige eigenaars ontving, of daarvoor de som van 6 schellingen groote mocht vorderen. 't Kleed was overal voor den zon- en feestdag, waarom de pachter van 't *Goed te Axele,* te Nazareth, in 1451 dan ook « vier ellen scoone lakene » besprak.

[1] *Geschiedenis van Astene,* door De Potter en Broeckaert, bl. 3.

Om met de pachtakten te eindigen zullen wij nog zeggen, dat de eigenaren overal eene goede borgstelling eischten. Te Deurne verbond zich de pachter « hem selven ende alle sijn goed ende alle de have, die hi op tvoors. goed bringht oft heeft, ende tgoed hanteren alsoe een goed laet; » te Schilde « soe heeft de vors. Wouter daervore verbonden ende te pande gheset hem selven ende alle sijn goed welkerhandt dadt es, dat hi heeft ende gheerighen mach; » te Nazareth beloofde de pachter de aangegane voorwaarde « wel te vulcomene, up hem ende al tsijne, » of « up al zijn goet, waert ghestaen ende gheleghen es. » Veeltijds ook werden twee of meer begoede lieden gevraagd om voor den nieuwen pachter borg te blijven, zelfs tot acht, gelijk voor 't *Goed te Groeningen,* ten dorpe van Nazareth (1416).

Uit al het voorgaande zien wij duidelijk welke verplichtingen de middeleeuwsche boer ten onzent had waar te nemen en hoe 't met den akkerbouw toen gesteld was. Maar wij mogen ook niet vergeten op te merken dat de groote grondeigendom en de groote cultuur hoe langer hoe meer verminderden, of, om juister te spreken, dat de groote eigendom wel gebleven, maar met den voortgang der vrijheid en der beschaving de landbebouwing ongemeen verdeeld was geworden. Van deze verbrokkeling getuigen bijzonderlijk de menigvuldige benamingen van perceelen gronds, die men aantreft in akten van goederenverdeeling, verpachting, berenting en veiling, in de oude land-en rentboeken der voormalige kloosters en heerlijkheden. Die verbrokkeling wordt niet slechts op de cijns, — maar ook op de leenroerige en feodale gronden waargenomen. Poullet haalt eene schepenenakte van Leuven aan, gedagteekend van 1 December 1483, en waaruit te zien is dat eene groote hoeve te Humelgem destijds verdeeld was in 9 dagwand 11 roeden op 't veld, geheeten de *Mere*, liggende in onderscheidene perceelen, en in 25 1/2 dagwand, mede verbrokkeld, op *'t Hoogvelt;* een dagwand in *Nosseghemvelt;* 36 1/2 dagwand, weer gesplitst in verschillige stukken, op *Borchvelt;* een half dagwand op *Hocquenseele velt;* 4 1/2 dagwand op *Wijnloirsvelt* enz. Meer dan honderd jaren vroeger, te weten in 1355,

treffen wij omtrent Nieuwpoort, ter zijde van eenen « arveliken weghe » een groot getal perceelen lands aan van verschillige grootte en aan verschillige eigenaren toebehoorende, bewijs dat reeds dan de verbrokkeling der gronden in die streek, op groote schaal gedaan, een mogelijk lang voltrokken feit was [1]. Keerden

[1] Wij vinden in de desbetreffende akte namelijk :

« Een stickelkin lants, twelcke... Jan die Reghelare cochte jeghen Jan Urbane...

» Capelrie lant, comende vanden heere Salemoen Verdeboude...

» Dabdt en de convent (*van St.-Nicolaas*)... sal weghen over desen vorseiden wech .. met vichtiene ghemete een line ende vichtich roeden lants, ende alle diegene dies ghelike navolghende...

» Heinric van Meetkerken vorseit met elleve ghemeten...

» Jan Willard met twee ghemete lants.

» Willem van den Brouke met neghene ghemete...

» Michiel Vardebout... met VIII ghemete...

» Jacob Zigher, met XII ghemete...

» Clais Simoen, met VII ghemete...

» Maertijn Buninc, met VIII linen lants.

» De weduwe Jan Urbaens met VII ghemete lants...

» Jan Schierinc, met twee ghemete ende een half...

» Wouter Volkeraven, met een ghemete...

» Heinric Ghisebrecht... met viere ghemete...

» Pieter Baert, met een ghemete lants...

» Frans Zegheman, met vijf linen lants.

» Jan die Teghelaere, met een half ghemet...

» De weduwe ende die kindre Pieters Ghiberts, met twee ghemete...

» Roebrecht Vardebout... met een half ghemete.

» Jacob die Roemer, met drie ghemete...

» Die kinder Willem Kuckuuts, met een ghemete.

» Clais die Wreede, met VIII ghemete.

» Pieter Scierinc, een ghemete.

» Jan Jans sone, met III ghemete.

» Jan Pikepau, met drie ghemete ende een half.

» Jan die Zwaertvaghere, met drie ghemete.

» 't Gasthuus van der Nieuwerpoort, met drie ghemete...

» Den disch van der Nieuwer poort, met IIII ghemete.

» Die wedue ende die kindre Jan Vocx, met IIJ ghemete.

» Die disch van Oostduunkerke met anderhalf ghemete. »

(*Chronicon et Cartularium abbatiae S^ti Nicolai Furnensis,* 169-170.)

wij nog verder in de tijden terug, geen twijfel of wij vonden reeds in de XIII[e] eeuw den grond te allen kante verbrokkeld; en dit gold niet alleen de landen, maar zelfs de pachthoven welke, gelijk de huizen in de stad, soms in verschillige deelen waren gesplitst en verschilligen eigenaren toehoorden. Halen wij ten bewijze daarvan éen voorbeeld onder vele aan : Nicolaas de Vleeschouder en zijne vrouw Elizabeth bezaten in 1420, te zamen met Willem van Mooreghem, het vierde deel van den *goede ten Dale,* te Vliederzele en Zonnegem, en verkochten dit aan Boudewijn de Grutere, « ghelijc dat toebehoorende was der (*den heer*) Lauwerijns de Maech, pbr. » De andere drie deelen van gemeld pachthof waren destijds in 't bezit van Jan van der Hoeghenhuus, die ook zijn paart aan gezegden Boudewijn afstond [1]. — Drie eeuwen waren nauwelijks noodig geweest om de ontzaglijke domeinen der Frankische koningen in een eindeloos getal perceelen te verbrokkelen, en hiertoe hadden binnenlandsche oorlogen, kruistochten, 't feodaal stelsel, begiftigingen van kloosters, hospitalen, kerken en armendisschen krachtig medegewerkt, terwijl, met de ontwikkeling der kleine cultuur, de vermeerdering der dorpsbevolking daardoor ongemeen in de hand was gewerkt. Wij hoeven nauwelijks te zeggen dat aan die verdeeling van den bodem onze velden hunne groote vruchtbaarheid verschuldigd zijn.

Zekerlijk, de pachters van die tijden hadden zware verplichtingen na te komen, groote lasten te torschen, zuren arbeid uit te staan, maar zooveel armoede als later, en vooral op onzen leeftijd, trof men op den buiten zelden aan. De boer was niet teenemaal overgelaten aan de ongenadige hardheid van het lot en ongeval; hier en daar, zoo wij gezien hebben, kreeg hij vergoeding in groote rampen, en op verschillige punten van Vlaanderen, dat men niet ontkennen mag gedurende de middeleeuwen aan de spits der Belgische volksstammen te hebben vooruitgestreefd in de baan der beschaving, vindt men in de XIII[e] eeuw onloochenbare sporen van onderlinge verzekering tegen brandgevaar, en ja! tegen 't verlies van staldieren. Eene charter van 1241, welke wij overge-

[1] *Schepenenboek* van 1420-1422, bl. 27, in 't stadsarchief van Aalst.

schreven vonden in het *Cartularium abbatiae S^ti Nicolai Furnensis,* leert ons dat graaf Thomas van Savooie en zijne echtgenoote Joanna, met toestemming der schepenen en « ceurheers » van Veurne, aan de St.-Nicolaaskerk aldaar dezelfde voorwaarden en dezelfde bescherming verleenen als de leeken in de kastelnij van Veurne genoten, wat betreft de branden, welke tegen den wil des eigenaars plaats grepen, mits genoemd sticht, in verhouding zijner bezittingen, wilde bijdragen tot herstelling der schade, door anderen geleden [1]. — Wat de onderlinge verzekering aangaat tegen het verlies van vee, eene charter van 1292 laat ons duidelijk zien dat al de ingezetenen van Veurneambacht *verplicht* waren daartoe bij te dragen : « Il soit costume et usaigie dedens le dit tieroir de Furnes... que tout chil qui i dimorent et apartienent doivent payer *Hamelingh.* » Het verlies van de staldieren werd door de opbrengst dezer belasting gedekt, en deze moest toen reeds wel dagteekenen van overlang, aangezien de abt van St.-Nicolaas in de beroepen oorkonde verzekerde dat zij gestort hadden in de kas der « hamelinghen de sy loingtains dont il n'est memoire, et en ont argent paiet et leveit et en sont bien chartreit de nos tres chiers contes et contesses de Flandre [2]. »

Deze twee allernuttigste instellingen verwonderen ons niet : Veurne lag immers in 't hart van 't Kerelsland, waar de Germaansche geest van bond en gilde in de XIIIe eeuw nog niet kon uitgedoofd zijn. Misschien bestond er aldaar eene derde onderlinge verzekering onder de boeren, namelijk ten opzichte van 't verhagelen, verschroeien of in brand geraken van het koorn; immers eene charter van 1275 maakt ons bekend met eene belasting, *Musepeneghe* geheeten, en te betalen aan den Spijker van Veurne : « Ce est a savoir a chascun des trois termines de la recepte, de chascun hoet de fourment quatre deniers, et de chascun hoet davoine deux deniers de nostre monoie de Flandres [3]. »

[1] Zie de charters in 't *Cartularium,* blz. 99, 109 en 195.

[2] Zie de charter van 1292, bl. 195.

[3] *Id.*, bl. 110.

De boer, evengoed als de burger en de edelman, had in de middeleeuwen het volle bewustzijn van zijne waarde en nuttigheid in den Staat. Fier toch klinkt het XIVeeuwsche lied van *de Edele lantman* :

« Als ic aenmercke al dat de werelt hout bevaen
So gaet die landtman verre te boven
So mij dunct naer mijn verstaen
Hij is seer duechdelic van seden,
Dus moet hi prijs van mi ontfaen,
Want nacien, landen, sloten, steden,
Voet hi met sine sweetige leden.

» Den goeden landtman tot alder duecht verhit
So loyael diet wel ontknochte,
Hi eert, hi delft, hi haect, hi spit,
Als menich edelman leet op sijn bedde sochte,
Peynst, of die landtman niet en wrochte,
Wie soude ons dan met trooste laven ?
Pausen, coninghen, princen, graven,
Sullen si leven hi moet beslaven... »

Eigenlijke dagloоners kende men in de middeleeuwen hier weinig, althans de documenten zwijgen er van, en de prijs van hun dagwerk is niet aangestipt. Wie een hof bebouwde, hoe gering ook, kon met vlijt en spaarzaamheid de twee einden aan elkaar knoopen, zoo men 't heet, ja zelfs grondeigenaar worden, gelijk wij genoeg zien uit de oudste staten van goed en testamenten. Arme pachters vond men overal — ze zijn hedendaags, voorwaar, geene zeldzaamheden? — maar in den tijd, dien wij bespreken, had men ook vele buitenlieden die langzamerhand in aanzien wonnen en in goed, en wier afstammelingen later den kleinen landadeldom, of vervallen of uitgestorven, vernieuwen zouden.

En daar wij hier spreken van edelen, mogen wij niet nalaten op de diensten te wijzen, welke deze den landbouw gedurende de middeleeuwen bewezen. Men denke toch niet dat de heeren en ridders van die dagen, zooals meermaals werd geschreven, zich enkellijk bekommerden met den wapenhandel, gedurig uit-

trokken op oorlog en tournooi, of, toen deze ontbraken, op jacht gingen naar avonturen en den eenen of anderen adellijken buurman vóor de poort van zijn slot gingen uitdagen en in 't krijt roepen. Aanvankelijk kunnen er wel zoo geweest zijn, die elke andere bezigheid dan met lans en zwaard verachtten — maar de meeste, althans in de XIV[e] eeuw, en vroeger misschien ook — wisselden de kunst van oorlogen en vernielen, 't bedrijf van barbaarschheid, af met de beschavende kunst om de dorre natuur te bedwingen en hare krachten grooter en dienstbaarder te maken aan de samenleving. De heer van Naste (bij Bergen), ten jare 1337 overleden, was een dier edellieden, welke zich niet schaamden aan 't hoofd te staan van eene uitgebreide landbebouwing, in dier voege, dat hij op zijn hof te Beauvoir achterliet : 67 schapen, 68 hamelen, 21 lammeren, 14 koeien, 2 vaarzen, 1 stier, 6 veulens, 2 wagens met al hunne toebehoorten, 70 stuks hofgevogelte, 200 pond boter, 150 kazen, eene aanzienlijke hoeveelheid wolle, 16 mud 4 razieren koorn enz. Te Anderlues, Bièvene en Everbeke liet dezelfde edelman op de hem aldaar toehoorende landgoederen eene groote hoeveelheid graan van alle slag achter [1]. Men ziet het : de heer van Naste was een landedelman in de volle kracht des woords, en gelijk hij was, trof men er op alle punten des lands aan.

De gelukkigste onder de landbouwers waren de haag- of buitenpoorters, gelijk men de vrije boeren heette, die 't poortersrecht verwierven in eene stad, maar hun verblijf namen te lande, en de stedelingen, welke zich buiten de palen van hun schependom gingen vestigen, maar toch hun stadsrecht behielden. Waarom zij de voorkeur gaven aan 't verblijf op den buiten is licht te raden. 't Leven was er rustiger, beterkoop, gezonder dan binnen de enge stadsmuren en ongekasseide straten, terwijl de binnenpoorters vanouds het voorrecht bezaten allerlei bedrijf te mogen uitoefenen in den kring van eén uur rondom hunne stad. Dit werd zoo zeer op prijs gesteld dat het getal haagpoorters op korten tijd aanzienlijk toenam en de leenheeren begonnen te vreezen

[1] Zie bijlage n° 2.

door hen op den duur over 't hoofd te zullen gezien worden. Inderdaad, door hunnen handel of nering verwierven zich de stadslieden rijkdom genoeg om uitgestrekte grondgoederen te koopen, waartoe zij dan ook geene gelegenheid lieten ontsnappen; hoe meer dit geschiedde, des te nadeeliger werd het voor de dorpelingen, aangezien de poorters, gelijk de geestelijken, in zake van belasting grooten vrijdom van rechten genoten, en derhalve het aandeel van ieder dorp te zwaarder drukte op hen, die niet waren bevoorrecht. Zoo kwam het, dat de stadsburger langzamerhand meester werd van een groot gedeelte des bodems op den buiten, ook in Brabant, ofschoon daar eenige beperking aan gesteld werd door de keure van Gaasbeek (1284), welke de burgers verbood in die heerlijkheid grondgoederen te koopen zonder toestemming van den heer [1].

De Antwerpsche buitenpoorter genoot al de vrijheden der binnenpoorters, ter uitzondering van de vrijheid van tol en wagen in Brabant, en van drie der beden.

Wat de haagpoorters van Gent betreft, dezer getal werd in de XIVe eeuw merkelijk vermeerderd nadat graaf Lodewijk van Nevers, op verzoek van Brugge, IJper en Gent, den « vrijen steden van wette » alléen toestond het weefambacht uit te oefenen, zoodat een aanzienlijk getal wevers, in de dorpen gevestigd, gedwongen was ofwel hunne nering te laten varen, ofwel het steedsche poortersrecht aan te werven, ofwel te arbeiden voor rekening van eenen vrijen wever. De Gentenaars gelukten er in, de strengheid van bedoelde verordening te verzachten door, ten voordeele hunner wevers, hunnen omkring gedurig uit te breiden, 't geen ook werd gedaan voor de volders en molenaars [2], maar zij toonden zich weinig edelmoedig jegens hunne landgenooten op de dorpen buiten gezegden omkring, die, nu en dan het vorstelijk verbod overtredende, daarvoor herhaalde keeren werden aangevallen. De dorpswevers meenden te meer recht te hebben hun bedrijf te blijven uitoefenen, daar zij zegden al het

[1] Alph. Wauters, *Hist. des environs de Bruxelles.*

[2] Zie Meyerus, *Annal.*, an. 1342.

laken, dat van hun getouw kwam, ter markt te brengen van de stad, welke er dus 't voordeel van genoot. De Gentsche wevers, ten hoogste naijverig op hun privilege, zonden eenige hunner mannen gewapend naar buiten, met last de weefgetouwen, welke zij er zouden vinden, aan stukken te slaan of op wagens te laden en naar Gent te voeren. J. Huyttens geeft in zijne *Recherches sur les corporations gantoises* uit de stadsrekeningen de lijst van die gewapende tochten in de eerste helft der XIVe eeuw, en wij zien er uit, dat de wevers telkens vergezeld waren door eenen of meer schepenen, den hoog- of onderbaljuw, eenige volders of droogscheerders enz. Het Land van Aalst, de Vier-Ambachten, het Land van Waas, de streek tusschen Brugge en Gent waren meer dan eens getuige van zulke gewelddaden.

Elders, waar het weven niet verboden was, werd dit uitgeoefend op de dagen, dat het landwerk stil lag, en die tweede hoofdnijverheid, wijd en zijd vermaard wegens de deugdelijkheid en de waarde van het product, trok eenen regen van goud over onze gewesten, die aanhoudend door de groote kooplieden van Europa bezocht werden.

Eindigen wij dit hoofdstuk met eenige regelen over de andere nijverheden, welke de Belgische buitenlieden eertijds beoefenden.

In het voormalige Brabant en Limburg, alsook op Vlaanderens moerasgronden, placht het landvolk zich veel bezig te houden met het turfsteken, en daaruit ontstond, bijzonderlijk in de Antwerpsche Kempen, zooveel bezigheid en eene zoo groote handelsbeweging, dat verscheidene dorpen er hunnen oorsprong, andere de uitbreiding hunner bevolking aan te danken hadden.

Tusschen Nispen, Kapellen en Wuustwezel strekte zich een ontzaglijk heideveld uit, afhangende van de heerlijkheden van Kalmpthout en Esschen, 't huidige dorp Rozendaal en de Hollandsche gemeente Nispen. In 1299 verzekerde de hertog van Brabant aan de abdij van Tongerloo het volle bezit van de allodiale plaatsen Kalmpthout en Esschen, de ingezetenen en leenhouders der monniken ontslaande van de belastingen, welke zijne andere

onderdanen hem verschuldigd waren [1]. Krachtens dit privilege, dat later herhaalde keeren door de opvolgers van genoemden vorst bekrachtigd werd, verleende 't sticht in de XV[e] eeuw oorlof aan verscheidene personen om turf te steken uit het moeras van Esschen, alsook watergangen aldaar te delven, ten einde langs deze de producten der nieuwe nijverheid op platte vaartuigen verderop in Brabant, naar Rozendaal en Breda, te vervoeren [2]. Wij hoeven zeker niet te zeggen hoe uiterst voordeelig die vaarten voor de Kempen zijn geweest; men bedenke slechts, dat het turfsteken een groot getal arbeiders naar de streek moest lokken, te meer daar, boven de gelegenheid van een bestaan te vinden, het leven er minder hard was uit hoofde der gemelde voorrechten. Alzoo kwamen de gehuchten Wildert, Achterbroek, Nieuwmoer en Gooreind, misschien ook Wiekevorst, tot stand.

Tusschen Berg en Nederokerzeel was een groot turfbroek, dat in 1238 door Hendrik III van Brabant aan de bevolking dier streek werd afgestaan. Uitgestrekte turfputten en moeren vond men ook in 't noorderdeel van Vlaanderen. De gravin Margareta van Constantinopel verkocht ten jare 1278 een groot moeras tusschen Wulfsdonk (Moerbeke) en Kalve (Wachtebeke) aan de St.-Baafsabdij [3]; graaf Robrechts oudste zoon, in 1299, niet minder dan 180 bunder 2 gemeten 141 roeden moer ter beide laatstgenoemde plaatsen en te Assenede, aan zekeren poorter van Gent, met name Woitin van der Meere. Later (1330) kocht de abdij van St.-Baafs 25 bunder grond te Moerbeke, om turf te steken [4].

Dit alles vergde veel arbeid, vele handen, zoodat elk, die gezond van lijf en leden, geen vijand was van den arbeid, in de turflanden gemakkelijk bezigheid kon vinden. Eene aanteekening in 't handboek des heeren van Nevele, wel is waar van latere dagteekening, maakt ons bekend dat de stekers of delvers van turf, ter vergelding van hunne moeite, recht hadden op de helft van

[1] WILLEMS, in de *Brabantsche Yeesten,* I, 690.

[2] *Analectes,* X, 235.

[3] JOS. DE SAINT-GENOIS, *Monuments anciens.*

[4] A. VAN LOKEREN, *Histoire de l'abbaye de Saint-Bavon,* 118.

den turf, dien zij voortbrachten. Geen twijfel of dit loon was voldoende tot het onderhoud der werkers.

Nog belangrijker moet de steennijverheid geweest zijn, welke men niet alleen in de Waalsche gewesten, maar ook in Brabant, Limburg en zelfs in Vlaanderen van diep in de middeleeuwen uitgeoefend ziet. De groeven van Diegem leverden twee soorten van steenen, namelijk voor fondatiën van gebouwen, en hardere, voor dijkherstellingen; te Oudergem wrocht men op 't einde der XIVe eeuw, te Pamele reeds in de XIIIe, in groeven, die bouwsteen leverden; ouder nog zijn de groeven van Meldert, bewerkt in de XIIe eeuw, en wier voortbrengselen naar Holland en Duitschland werden gezonden tot in het midden der XVIIIe eeuw. De steen van Grimbergen diende voor 't bouwen van verschillige monumenten, als de kerk van St.-Rombout, te Mechelen, terwijl de producten der groeven van Affligem onder andere gebezigd werden tot de oprichting der O.-L.-Vrouwekerk van Antwerpen, de St.-Pieterskerk te Leuven, het stadhuis van Aalst enz. De oudstbekende groeven schijnen die van Loo, in Brabant, te zijn; immers men vindt geschreven dat ze de Gallen reeds benuttigden. Voorts had men nog de groeven van Elsene en St.-Gillis, tot het maken van kalk en 't kappen van steen voor gebouwen en dijken; van St.-Stevens-Woluwe, Asbeek, Rotselare, Saventhem, Dielbeek en Vilvoorde, in Brabant; in Vlaanderen : Balegem, met welker steenen de voornaamste monumenten der stad Gent gebouwd werden, Vlierzele, Oosterzeele en Lede; in Limburg : de groeven der omstreken van Maastricht; in 't Walenland : de groeven van Avesnes, die den steen leverden voor ons middeleeuwsch beeldwerk, van St.-Denis (Henegouw), Castiau, Doornik, Ecaussines en meer andere.

De kolennijverheid vergde ook, alvroeg, een groot getal werkers, gelijk zij aanleiding gaf tot eenen uitgestrekten handel. 't Is bekend dat die kostelijke brandstof omtrent 1198 ten dorpe van Plainevaux werd gevonden door zekeren hoefsmid, met name Hullos, wien men deswege de volgende legende toedicht.

Een grijsaard met sneeuwwitten baard en prachtig kleed wandelde vóor de smidse eens armen hoefsmids, dezen den goeden dag en eene goede winst wenschende.

— Winst, zegde de smid, wilt gij dat ik overhoude? Alles wat ik met mijn lastig werk verdien, wordt opgeslorpt door den aankoop der houtskolen, die thans schromelijk duur zijn.

— Goede vriend, zei de grijsaard, ik weet raad voor u. Ga naar den Monniksberg, krab de oppervlakte van den grond weg en neem de zwarte steenaarde, die gij er vindt. Dat is de beste brandstof, die gij wenschen kunt.

De smid dacht nog aan 't gezegde van den onbekenden ouderling, toen hij bemerkte dat deze verdwenen was, zonder te weten hoe of langs waar. Gansch verbaasd en over die wonderbare verschijning en over de woorden des onbekenden, begaf de smid zich naar de aangeduide plaats, begon er te graven, haalde inderdaad eene steenachtige aarde uit den grond en ging er de proef mee nemen. De uitslag was al wat hij kon wenschen. 't Goede nieuws werd aan buren en vrienden medegedeeld en op korten tijd was eene nieuwe nijverheid, een nieuwe handelstak voor 't volk van 't land van Luik geboren. Het moet ter eere onzer middeleeuwsche voorgangers gezegd worden: vrouwen werden niet door hen in de mijn toegelaten, maar enkellijk aan de oppervlakte gebezigd.

De aanzienlijke ontwikkeling van de nijverheid in de XIVe en XVe eeuw, eensdeels te danken aan den bloei en voorspoed der machtige gemeenten, anderdeels aan de vermenigvuldiging der groote jaarmarkten, kon niet nalaten eenen heilzamen invloed op den toestand der dorpen uit te oefenen. Dit bracht echter ook zijn kwaad mee. Overbevolking was er op den buiten nergens, zoodat, bij de invoering elker nieuwe nijverheid, bij de opening van elken nieuwen handelsweg van belang, arms werden onttrokken aan den akkerbouw, die er nooit genoeg had. Zoo kwam het dat, vooral na eenen oorlog, welken de dorpsbewoners eener streek op de vlucht gedreven en de cultuur tegengehouden had, de landen aldaar druk waren bezocht van wolven en andere schadelijke dieren, die de pogingen der akkerlieden verlamden wanneer, na de dagen van gevaar en beproeving, een nieuw tijdperk van werkzaamheid en vlijt was aangebroken. De overheid loofde wel premiën uit aan ieder, die eenen wolf of kraai vangen en inbrengen

wilde [1], doch hiermede verminderde de overlast van 't roofgedierte weinig. Niet alleen in de Ardennen, waar, tijdens de middeleeuwen, de meerdere helft des bodems met hout bezet was en tot schuilplaats diende der wilde dieren, maar ook in Brabant en Vlaanderen werd de boer door de onwelkome viervoeters bitter op de proef gesteld. Het Soniënbosch (zegt Alph. Wauters) was in de middeleeuwen bevolkt met wilde ossen, beren, wolven, zwijnen, herten en reebokken [2]. Het Brugsche Vrije was op het laatste der XIVe en in geheel de XVe eeuw verontrust door een aanzienlijk getal wolven en kraaien, die den landbouwer van die streek eene onnoemlijke schade deden [3].

[1] Men leest in het *Groot Gemeyn-boeck der stad Loven* op het jaartal 1433 · « *Van den wolffpanden.* Inder maniere hierna bescreven es getaxeert, bider stad Raide, xxix daghe in April, in tjaer XIIII^c^ XXXIIJ, den cost ghedaen aen de wolfspande liggende te Wesemale, die beliep op cj gripe, xl plecken voir elk gripe, op vueghe wouder enich van den dorpen hiernae bescreven hen met den voirscreven panden om wolve te vaen behulpen, dat sij die te Wesemale selen mogen halen, ende hoeren orber gedaen sijnde, daer wederbringhen, op dats elc van hen daer weten moghe te vijnden.

« Ierst in 't dorp van Wesemaele op. .	x	gripen.
Holsbeke	x	»
Cortelke.	x	»
Rode	x	»
Nuwerode	viii	»
Hondert.	x	»
Rotselair	x	»
Gheelrode	iiii	»
Wiltsele.	iiii	»
Herent ende Oesterhem	v	»
Lynden	iii	»
Libbeke	vii	»
Lovengoel	iiii	»
Cortbeke over Loe	iii	»
Pellenberch	iii	»

« Item, want dit der ghemeynder dorpen orber is, soe hebben dese vii (*laatste*) dorpen mede ghegouden ten onderwise ende beede van der Stat, behoudelic enen yegenliken sinen rechten. »

[2] Alph. Wauters, *Hist. des environs de Bruxelles*, I, 372.

[3] De bestuurders der genoemde kastelnij reikten ook belooningen uit aan

Nu zou nog de vraag kunnen gesteld worden : welk was de toestand der armen en gebrekkelijken op den buiten? Was er, naast de bron van voorspoed, den door 't lot begunstigden man ontsloten, ook eene toevlucht voor den zwaarbeproefde in de dagen van ontbering, ellende en ziekte?

't Is moeilijk op eene nauwkeurige en volledige wijze den toestand der behoeftige klasse, vooral van het platte land, gedurende de middeleeuwen te schetsen, maar was haar lot in verhouding met den staat der vermogenden van dien tijd, dan zal het zeker ellendig zijn geweest. Er blijkt uit de feiten en omstandigheden, door de geschiedenis bekend gemaakt, dat de eenvoudige burger onzer dagen een meerder zedelijk en stoffelijk welzijn genoot dan

de personen, die roofvogelen of wilde boschdieren vingen. Wij lezen in de rekeningen van 't Land van den Vrije, berustende in 't Staatsarchief te Gent, hieromtrent de volgende posten :

1309. « Ten selven jaere wierden ghevanghen elf wulfven, vijf wulfvinnen ende xxv wulfve jonghen.

1403. » In desen jaer ghevanghen twaelf wulfven, een wulfvinne ende xxv wulfve jonghen.

1411-1412. » Ten voorschreven jaer wierden ghevanghen veerthien wulfven, veerthien wulfvinnen ende zeven wulfven jongen.

1419. » Ten selven jaer wierden ghevanghen thien oude wulfven, acht oude wulfvinnen ende xxi wulfve jonghen.

1420-1421. » Ten selven jaere wierden ghevanghen elf oude wulfven, ses oude wulfvinnen, drije jaghende wulfven ende xxiiii jonghe wulfven.

1422. » Ten selven jare wierden ghevanghen acht oude wulfven, ses oude wulfvinnen, derthien wulfve jonghen.

1423. » ... seven oude wulfven, seven oude wulfvinnen.

1424. » ... acht oude wulfven, vijf oude wulfvinnen, vier jaghende wulfven ende twaelf wulfven jonghen.

1425. » Raeckende de wulfven ende wulfvinnen en sal voortaan gheene mense hier ghemaeckt worden ende es tselve hiervoren gheschiedt tot bethoone van de woestijne des lants.

1480. » Nota, dat ten desen jaer wierden ghevanghen $xix^{m}v^{c}iiii^{xx}x$ crayen (19,590) ende men gaf voor elck hondert, zesthièn stuvers.

1481. » In desen jare wierden ghevanghen thien duysent ende dry entzestich crayen.

1482. » Nota, dat ten desen jaere ghevanghen wierden acht duysent drij hondert ende zeventhien crayen. »

een landheer van oudtijds; dat de boer het zelfs beter had dan de op zijne vrijheid en voorrechten zoo fiere stadsbewoner. De honderd gemakken van het leven waren onzen voorouderen schier niet bekend; het tafelgereedschap, althans de vork, bestond niet, de straten der steden waren meestal zonder steenen, verzamelingen van vuilnis, moerassig in het regenseizoen, eng, donker en vervuld met bedorvene lucht. Eene eenvoudige roetkaars was nog in de XIVe eeuw een artikel van weelde. De slechte, ongezonde toestand der groote bevolkingsplaatsen gaf gedurig aanleiding tot groote, besmettelijke ziekten, die duizenden en tienduizenden wegmaaiden, gelijk de hongersnood na jaren van oorlog en onvruchtbaarheid. De geschiedenis haalt, onder de verschrikkelijkste pestziekten, welke in de middeleeuwen ons land teisterden, diegene aan van het jaar 1056 in 't graafschap Henegouw; van 1094, die de twee derden der bevolking wegmaaide; van 1129, 1150, 1192 et 1226, die vooral in Henegouw lang woedden; van 1272 en 1273, in hetzelfde gewest en die den landbouwenden stand zwaar beproefde door 't verlies der staldieren [1]; van 1315 en 1316 in 't markgraafschap van Antwerpen; van 1349, wanneer het vijfde deel van Europa's bevolking door de zwarte pest werd weggerukt; van 1359, wanneer te IJper, in drie maanden tijds, niet min dan 4,000 personen stierven; van 1409, toen de stad Doornik en het omliggende zwaar werden beproefd enz. [2].

De hongersnooden waren niet minder talrijk, hetgeen niet verwondert als men bedenkt, dat ons land geen koorn genoeg opbracht om zijne bewoners te voeden. In de XIe eeuw werden gewesten niet min dan zeven maal, gedurende de XIIe eeuw tot elfmaal toe door grooten hongersnood geteisterd.

[1] « Mil CC cens LX et douse
Vint une mors laide et hidouse
Qui pani (*par*) ces pays passa
Dont mains riches hom trespassa
Et des vacches lautre an apries
Fu li mortories (*mortalité*) tout chi pries. »
(*Oude handschriftelijke kroniek van Doornik.*)

[2] Zie Torfs, *Fastes des calamités publiques*, 1859.

Ten jare 1196, onder andere, viel er zooveel regen, dat de vruchten in de aarde bedierven en de prijs der levensmiddelen tot eene recht fabelachtige hoogte slegen : de maat koorn, die in gewone jaren ten prijze van 5 of 6 schellingen te koopen was, gold er toen 50 of 60, zoodat de arme lieden het brood missen moesten, en ratten, muizen en slechte kruiden al hun voedsel uitmaakten.

In de XIIIe eeuw was het gelukkiglijk onder dit opzicht beter gesteld; doch in de XIVe eeuw telt men alweder niet min dan vijf groote hongersnooden, waaronder degene van 1315 zóo rampspoedig was, dat een overgroot getal « schamele lieden zom thuys, zom up straten, ende eeneghe ooc in die portalen van der kercken van peuren hongher ende ghebreke smolten ende jammerliek verghinghen, dat Gode claghelick was [1]. »

De bedelarij moest alvroeg door wettelijke verordeningen beteugeld worden. Dit deed, onder andere, Karel de Groote, die de rijksgraven verplichtte de noodlijdenden bijstand te verleenen. Ook bestond toen reeds de armentaks. Na de ontslaving der dienstbare mannen nam de armoede ongemeen toe; de behoeftige dorper, ontvoogd, maar alleen staande in de wereld, zonder goed, zonder bescherming, verloor met zijnen meester het bij dezen gewaarborgde brood, hetwelk hij voortaan zoeken, doch niet altijd vinden zou.

Bij de beteugeling der bedelarij gingen alle vorsten evenwel niet met edelmoedigheid te werk. In den keurbrief voor de stad Brugge op het einde der XIIe eeuw door Philip van den Elzas verleend, leest men : Indien een bedelaar of bedelares (*scurra*), die bij u de gastvrijheid heeft genoten, weigert daags nadien uit uw huis te vertrekken, het is geene misdaad hem te verdrinken. — Dit was nu eigenlijk geene nieuwigheid : bij de oude Germanen werden degenen, die te lui waren om te werken, in 't water geworpen.

Op het laatste der middeleeuwen deed de ellende de zwervende

[1] DESPARS, *Cronijcke van den lande ende graefscepe van Vlaenderen*, II, 197.

bedelarij ontstaan, die zelfs eene maatschappelijke kwaal werd. In dorpen en steden zag men een groot getal armen ronddolen, die huis en arbeid hadden verlaten om ten koste der welhebbenden te leven. Regeering en plaatselijke besturen zagen zich genoodzaakt strenge verordeningen uit te vaardigen en hen zelfs uiterlijke kenteekens van hunnen staat te doen dragen.

Philip de Goede was de eerste onzer vorsten, die zich het vraagstuk van het pauperisme ernstig ter harte trok. Zijne ordonnantie van 14 Augustus 1459 schijnt evenwel machteloos geweest te zijn om de kwaal uit te roeien, doch bracht te weeg dat verscheidene kastelnijbesturen op hunne beurt maatregelen namen, welke evenwel door het steeds toenemend getal bedelaars en landloopers in de meeste plaatsen zonder uitwerksel bleven.

In die algemeene rampen bleef de christelijke liefdadigheid niet werkeloos; de armendisch, in iedere parochie des lands met de kerk zelve opgericht, kreeg talrijke giften en bezetten en reikte al de aalmoezen uit, waarover hij mocht beschikken, terwijl, in prangenden nood, de blok en de schaal in den tempel en de omhaling ten huize het te kort geheel of gedeeltelijk aanvulden.

Een groot getal dorpen werd begiftigd met een hospitaal voor arme lijders ofwel zij bouwden hutten voor de ongelukkigen, die met de ongenadige, verschrikkelijke ziekte der melaatschheid besmet, niet met de gezonden in aanraking mochten komen en de wezenlijke parias der middeleeuwen zijn geweest [1].

[1] Melaatschen werden, uit hoofde hunner afzondering op het veld, ook *akkerzieken* geheeten.

Enkele woorden zullen volstaan om den toestand dier ongelukkigen te doen kennen. Niet alleen was hun 't eigen huis, maar ook de kerk ontzegd. De melaatschen werden eenigerwijze buiten de wet gesteld. De leden der Grafelijke Audientie in Vlaanderen bezegelden ten jare 1372 eene verklaring, inhoudende dat eene akte, door eenen lazaruszieke onderteekend, zooals opzichtens grondgoederen, renten enz. van geener waarde kon zijn.

VIIe HOOFDSTUK.

—

Beschaving en zeden gedurende de middeleeuwen.

Een wonderbaar feit treft den denker, die de vaderlandsche geschiedrol voor het tijdvak der middeleeuwen doorloopt. Geen was zóo bewogen door inheemsche onlusten, bloedige volksoploopen, muiterijen en oorlogen van allen aard, waarbij steden en dorpen ontvolkt, geheele landstreken verwoest en verpestende ziekten verspreid werden; geen ander tijdvak was door het gemis aan veiligheid en rust minder gunstig ter ontwikkeling van beschaving, geleerdheid en kunst, ter uitbreiding van nijverheid en handel en wat dit alles dienstbaar kon zijn — en niet te min is er bezwaarlijk een tijdperk te noemen waarop elke kracht van den menschelijken geest zóo hoog te klimmen en zoo ver zich uit te breiden wist. De schilderkunst, de architectuur, de schoonschrijfkunde, de beeldhouwkunst schiepen wonderen, waarvan menige in de meer verlichte tijden niet overtroffen, zelfs niet geëvenaard zijn. Dichters stonden op, edele waarheidpredikers, die, groot van hart en hoog van moed, het verongelijkte volk den weg der wijsheid en der vrijheden wezen; kroniekschrijvers, die de glansrijke wapenfeiten in de volkstaal te boek stelden; wijsgeren, die den naam van hun vaderland op vreemden bodem beroemd maakten en, glansrijke lichten der Sorbonne, te Parijs, vóor hunnen leerstoel de wijssten onder de denkers en de geniaalsten onder de dichters — eenen Dante Alighieri zelf! — zich zagen komen neerzetten Alom werden scholen voor de volkskinderen en voor de studieminnende jongelingschap opgericht; godgeleerdheid, wijsbegeerte, genees- en rechtsleer werden grondig onderwezen; in één woord: de beschaving, door het wapengerammel en de woestheid der opgeruide menigte herhaaldelijk verdreven, werd ook telkens teruggevoerd, en de bewoners

onzer verschillige landstreken gaven in iedere eeuw bewijs van eene onbegrensde zucht tot kennis en veredeling, gelijkmede van volstandigheid en geduld, die alle wederwaardigheden verachtten en met glans te boven kwamen. De Belgen gingen op bloot verstandelijk gebied te werk gelijk de kust- of rivierbewoner die, na al zijne have en goed, zijn huis en dorp door de toomlooze golven te hebben zien aanranden en verzwelgen, na de eerste tranen van wee geschreid en het snerpendste leed der ontbering uitgestaan te hebben, met verjongden moed en versche kracht de spade in de hand nam, het vernielend element achteruitdreef, 't land hem voet voor voet betwistte, totdat eindelijk zijne noeste vlijt bekroond en de spade in den bodem was geplant ter plaatse van de oude afdamming, zoo niet verder op 't vroegere watergebied.

Was België de bakermat van duizenden kunstenaren en geleerden, tevens mag het de wieg heeten van millioenen helden. Geen plekje gronds toch, hoe gering ook, dat, inzonderheid gedurende de middeleeuwen, niet getuige geweest is van den heiligen kamp voor vrijheid en recht; dat niet het bloed heeft gedronken van de strijders en geheiligd is geweest als 't graf eens martelaars voor de goede zaak.

Men kan in dit geschiedkundig overzicht van onzen boerenstand niet vergen, dat wij het tafereel zouden schetsen van al de oorlogen, waarvan onze velden getuigen zijn geweest; edoch, zullen wij de hooge beteekenis van den verstandelijken vooruitgang tijdens de middeleeuwen op behoorlijke wijze doen uitkomen, zoo mogen wij niet nalaten in enkele breede trekken de voornaamste feiten te doen kennen, welke sedert den inval der Noordmannen tot aan het begin der nieuwere tijden bij machte geweest zijn dien te stutten of tegen te werken.

Het eerste feit, dat wij in deze orde te vermelden hebben, is de inval der Hunnen of andere barbaren, die omtrent het midden der X^e^ eeuw in het zuidelijke deel des lands het verdelgingswerk der Noordmannen vernieuwden. Omtrent dienzelfden tijd was Lorreinen het tooneel van eenen hardnekkigen burgeroolog tusschen twee partijen, waarvan de eene Fransch-, de andere Duitschgezind was. Nauwelijks was de XIe eeuw aangebroken, of

in Vlaanderen ontstond een krijg tusschen den vorst van dit gewest en den keizer van Duitschland, terwijl eene betwisting over Lorreinen de Brabanders en Henegouwers tegen Godfried van Ardennen in 't harnas joeg. Een veertigtal jaren nadien ontstond er een nieuw geschil over dezelfde landstreek tusschen hertog Godfried den Moedige en keizer Hendrik III, een oorlog die gevoerd werd tot in Vlaanderen, welks vorst tegen den laatstgenoemde in verbond was gegaan. Toen volgden de bloedige twist over Richilde van Henegouw, en de kruistochten naar het Oosten, welke de beste krachten des lands, de dapperste en vermogendste heeren en ridders met duizenden wakkere landbouwers den geboortegrond deden verlaten.

De XIIe eeuw was vooral een tijdvak van oorlog en veete. Zij zag eenen strijd tusschen Brabant en Limburg, eenen anderen tusschen Brabant, Namen en Luik, en de achttienjarige veete tusschen de Bertholds, heeren van Mechelen en Grimbergen, en den Brabantschen vorst; daarbij kwamen nog een oorlog tusschen Vlaanderen en Duitschland; de woeling in Vlaanderen, veroorzaakt door den moord, gepleegd op Karel den Goede; de krijg tusschen Godfried III van Brabant en den graaf van Namen en Luxemburg, verbonden met den graaf van Vlaanderen; tusschen Dirk van den Elzas en Boudewijn IV van Henegouw; tusschen Philip van den Elzas en den koning van Frankrijk, eenerzijds, en de hertogen van Brabant en Limburg, anderzijds. Een twist tusschen Boudewijn van Henegouw en Hugo van Edingen, door Godfried III aangevuurd, gaf aanleiding tot eenen oorlog tusschen den eerste en den laatstgenoemde, waaraan de vorsten van Vlaanderen, Namen en Luxemburg deel namen; eindelijk trokken Dirk van Holland en de hertog van Brabant tegen elkander op en geraakten de graaf van Vlaanderen en de koning van Frankrijk opzichtens het bezit van Artois slaags.

Ook de XIIIe eeuw bracht veel oorlogswee en jammeren over 't land. De Franschen vielen in Vlaanderen, bemachtigden het schier geheel en haalden duizenden strijders onder den kling Brabanders en Luikenaren trokken tegen elkander het zwaard. Een verbond tegen Frankrijk, nadat koning Philip-August schreeuwende

geweldenarijen had gepleegd, en in hetwelk Brabant, Luik, Vlaanderen en Duitschland vereenigd optraden, eindigde rampspoedig in de vlakten van Bouvines. Dan volgde de twist tusschen de Dampierre's en Avesnes, waarin men eenen zoon de wapens zag opheffen tegen zijne moeder, terwijl de vorsten van Namen in dit tijdvak gedurig door de graven van Luxemburg en Vlaanderen waren bedreigd, en ten laatste genoodzaakt waren het gewest aan Gwijde van Dampierre te verkoopen. De diefstal eener koe verwekte omtrent dien tijd eenen geweldigen krijg in 't zuidoosten van België en stortte het edelste bloed der Luxemburgers, Namenschen, Luikenaren en Brabanders, ten getale (zegt de kroniek) van 15,000... Korts nadien ontstond tusschen Reinout van Gelderen en Jan I van Brabant over het hertogdom Limburg een oorlog, die ook de Luxemburgers in het harnas joeg en te Woeringen ter eere van den Brabantschen vorst, maar ook, gelukkiglijk, ter ontwikkeling der volksvrijheden eindigde.

De XIV[e] eeuw, het glansrijkste tijdpunt voor de Belgische gewesten, begon in Vlaanderen gelijk de XIII[e] eeuw had geëindigd : met jammeren en beproevingen; — maar weldra werd het groote pleit tusschen de feodaliteit en de gemeentemacht beslecht op 't onvergetelijke Groeningerveld. Dan kwam, na nieuwe pogingen tot onderdrukking, een man uit het Kerelsland, de dappere Zannekin, die niet in zijne edele poging gelukte maar met zijne makkers den dood der helden stierf op den Kasselberg.

Ook aan martelaren voor de volkswelvaart zou 't niet ontbreken : tegenover den Franschgezinden vorst van Vlaanderen verrees de grootste burger van dit gewest, Jacob van Artevelde, wijs en beraden, kloek en onbeschroomd, maar die eilaas! zijne volks- en vrijheidsliefde met eenen verraderlijken dood moest bezuren.

In 't bisdom van Luik woelden de partijschappen der Awans en Waroux, van 1297 tot 1335, gelukkiglijk ook met dit gevolg, dat uit dien kamp de heeren verzwakt, maar de burgerij met grootere macht terugkeerden. Brabant werd geteisterd door de *Linfars*, eene bende landroovers, die het gewest prijs gaven aan verdelging en alle wegen onveilig maakten. Hieruit ontstond een oorlog tusschen Brabant en Gulik, alsmede tusschen laatstge-

noemde en Wenceslaus van Luxemburg, die, gevangen en op rantsoen gesteld, het geld eischte van zijne onderdanen en daardoor zware onlusten verwekte. Dan had Brabant nog eenen oorlog tegen den vorst van Gelderen, die in de Kempen viel, « roovende ende blaeckende, beroovende het arme lantvolck. » Eindelijk in Vlaanderen deden zich zware onlusten op onder Lodewijk van Male, gekenmerkt, onder andere gruwelen, door de moorderij der IJpersche burgers en door den ongelukkigen veldslag van Rozebeke, waar Philip van Artevelde en duizenden Gentenaren het leven lieten.

Even rampspoedig was het tijdvak, hetwelk nu volgde. De strijd om de erfstaten van Jacoba van Beieren en waarin de Brabanders, Luikenaren, Henegouwers en Vlamingen gemengd werden; de oorlog tusschen Frankrijk en Engeland, waarbij de hertogen van Burgondië waren betrokken, zeker niet ten voordeele van Vlaanderen; de opstand der boeren van 't graafschap Loon die, onder den naam van *Cluppelslaghers,* moegetergd door afpersing en willekeur, in 1461 hunne lang verkropte woede kwamen botvieren te Loon; de sluwe, verraderlijke staatkunde van Philip den Goede, die de kloekste en onverschrokkenste kampioenen voor de gemeentevrijheid op het slagveld door vreemde huurbenden deed vermoorden, of naar 't schavot deed slepen of, zooals in 't Land van Waas, zijne tegenstrevers van kasteel tot kasteel, van hutte tot hutte acht dagen lang ging opzoeken, hen over de kling halende en huizing en oogsten vernielende; eindelijk de val van Gent, de machtigste en beroemdste onzer middeleeuwsche gemeenten — ziedaar, in welke droeve omstandigheden de zon dier diepberoerde tijden ten ondergang neeg.

Wat al jammeren, wat al wee!

Voorwaar, er zijn stroomen bloeds vergoten, oogen blind geweend, gansche familiën en gehuchten weggemaaid, steden ontvolkt, dorpen uitgebrand en uitgemoord in die eeuwen van barbaarsch geweld, wanneer duizenden en tienduizenden menschenlevens harteloos aan de heerschzucht of den gril der grooten werden opgeofferd.

En toch, hoeveel moed heeft het volk van Maas en Schelde, van

Haine en Rupel, van Ourthe en Nethe aan den dag gelegd om de hooge plaats, die het in de rij der volkeren had gewonnen, te handhaven of weer te winnen!

Wat veel daartoe bijdroeg was de ontwikkeling van het onderwijs, vooral sedert het concile van Latran, in 1215, waarop het decreet werd uitgevaardigd dat de behoeftige kinderen van de weldaad des onderwijzes niet mochten verstoken blijven, en dat, overal uitgevoerd, de volksschool niet alleen in de steden, maar ook in de groote dorpen deed tot stand komen. Ook leekedichters spoorden daartoe aan. Jacob van Maerlant voegt in *Aristoteles' leer* den vorsten toe :

« In steden dire mogenthede
mac scolen, ende doe leren mede
de kinder van dinen lande [1]. »

De boerenjeugd kon zich dus in de meeste plaatsen bekwamen in de onmisbaarste kennissen, terwijl degenen, die gedreven waren door zucht naar studie, de kennis van het Latijn en het hooger onderwijs konden bekomen in de goedbezochte kloosterscholen. De burgerlijke besturen stonden de Kerk in hare poging bij; zij verleenden onderstand hetzij aan den leek, die onderwijs gaf, hetzij aan de uitstekendsten onder de leerlingen, die de middelen niet bezaten in den vreemde hunne studiën voort te zetten; en om de kinderen der volksklas naar school te krijgen, gaf men hun op vele plaatsen (zooals nog heden, onder andere bij de Trappisten, te Westmalle, geschiedt) het middagmaal. Zoo verre strekte zich de zorg voor de arme jeugd uit, dat Udalrik, in het IIIe boek der *Coutumes de Cluny,* verklaart, dat het moeilijk zou geweest zijn eenen koningszoon in zijn paleis met meer zorg op te voeden dan te Cluny het laatste der behoeftige kinderen was. Die toestand was geene uitzondering ter gunste van Frankrijk : ook in ons land werden gedurende de middeleeuwen, langen tijd nog na Karel den Groote, de kinderen der landwerkers en dorpers met die der edelen op de schoolbank vermengd.

[1] Vs. 725.

Men ontkent het niet : de godsdienst mag in dit werk van veredeling op een ruim aandeel bogen; waar men spreekt van « geloovige middeleeuwen » zegt men eene waarheid, die de eventijdige schrijvers bevestigen. Het volk geloofde diep en de geest des christendoms beheerschte alle inrichtingen en alle ondernemingen. De liefdadigheid verrichtte wonderen van zelfopoffering; iedere menschelijke ellende werd verzorgd en uit de stichtingsbrieven van hospitalen en godshuizen blijkt duidelijk genoeg dat de ontelbare weldaden vooral aan den geest van vroomheid zijn te danken. Jan Boendale, die in de eerste jaren der XIVe eeuw bloeide, leert ons die ontwikkeling van den godsdienstzin tegelijk met de meerdere eerbiediging van de wet, in de volgende verzen :

« ...Men siet tfolc bat gaen ter kerken
Ende te sermone daghelijx nu
Dant noyt dede, dat segghic u,
Ende ten aflaet wert lopen,
Ende oec missen horen met hopen,
En bringhen haer offerande
Met devotien tspriesters hande
Dant hier voermaels ye ghedede.
Aelmoessen gheeft men oec mede
In allen steden wel ter core,
In kerken, ter straten ende ter dore,
Ende kerken in elke stat
Sietmen versieren ende maken bat,
Ende capellen ende nuwe outare
Siet men fonderen hier ende daer ;
Nuwe gasthuse ende capellen
Machmen in lanc so meer tellen
Beyde in dorpen ende in steden,
Dit duncken mi al salighe seden.
tFolc en was nie so wel beset
Beyde int ghelove ende in die wet
Alst heden es op desen dach... [1] »

Het was, wij hebben 't hooger reeds gezien, het christendom geweest, dat de vrijheid der dienstbare laten bevorderde en de verheffing der vrouw had bewerkt; onverminderd de stoffelijke

[1] *Jans Teesteye*, uitgegeven door Snellaert, vii. 471-492.

voordeelen, welke daaruit voor de begunstigden ontstonden, was er ook eene meerdere zedelijkheid uit voortgesproten en eene verfijning van geaardheid en karakter. Foulques, bisschop van Toulouse, in de eerste jaren der XIIIe eeuw naar het land van Luik gekomen om er tegen de Albigenzen te prediken, kon den kardinaal Jacob van Vitry zijne bewondering voor de deugden en het geloof der vrouwen van 't Luiksche niet verzwijgen, en eene vergelijking makende tusschen de Luiksche en Fransche vrouwen, verklaarde hij het prins-bisdom « het beloofde land der vrouwelijke deugden » te zijn.

Men denke nu evenwel niet, dat de middeleeuwsche samenleving de volmaaktheid had bereikt of nabijkwam. Er is eene schaduwzijde aan het beeld, dat wij zooeven voorstelden; naast de deugden, die ons volk uit die tijden kenmerkten, zijn ook leelijke, groote gebreken te vermelden. Tegenover het geloof stond het bijgeloof, dat den geest verstompte en de ziel bedierf; tegenover de reine maagd, die in de enge kloosterpanden biddend en boetend omdwaalde of aan het veege bed der lijders een levenslang offer van verzoening plengde, had men de zoogenoemde tooverheks, verdacht met de helsche geesten om te gaan en door martelpijn en schandedood gekastijd; tegenover de verengelde menschenliefde, die waakte op den nood en 't lijden der bedrukten, had men nog de rechterlijke proeve, overblijfsel uit de tijden van barbaarschheid, en die duizenden onschuldigen moet overladen hebben met oneer en in den dood gejaagd; ook het domme, barbaarsche kampgevecht, hetwelk te beslissen had in menige veete, geschil en rechterlijke betwisting, en waartegen de Kerk en de burgerlijke macht beide langen tijd te vergeefs moesten worstelen [1].

[1] In de charter, waarbij Jan I, hertog van Brabant (gedagteekend van 1277, o. s.) aan den ridder Jan van Lier het dorp Wommelgem in leen geeft, vinden wij het bewijs, dat te dien tijde het rechterlijk tweegevecht nog volop in zwang was. Ziehier hoe de vorst zich daaromtrent uitlaat :

« Et sest asavoir sil avient chose que bataille de champ soit apelleie ou prise en la ville de Womelghem devant dite, mesires Jehans devant diz doit et puet ce camp mener par jugement de ses eschievins juskes au conbactre. Et quant

De oorspronkelijk ruwe geaardheid van ons volk was oorzaak, dat de beschaving nog altijd maar met traagzame schreden vorderde. Gevechten en doodslagen — wij zagen 't vroeger uit de strafbepalingen der keuren — waren hier gedurende de middeleeuwen niet zeldzaam. BOENDALE spreekt er van in zijn *Teesteye*, eenigerwijze met verschooning, als volgt :

« ...Dat tfolc nu ghewapent gaet
Ende deen den andren verslaet,
Ende vanden cledren de selsene sneden [1],
Ende meneghe andre selsene seden,
Diermen nu pleeght op desen dach,
Waendi datmen die noyt en sach
Hier voermaels noch noyt eer ?
Jaet, Wouter, vele meer...
In vechten, in striden noch in doetslaen
So en ligghen niet, sonder waen,
Verradenesse, valscheyt no loesheyt,
Maer onghetemperde haestecheyt ;
Want heeft mi een man mesdaen,
Ende gae ic dan heymelike staen,
Verholentlike vroech ende spade,
Na sijn ere, sijn lijf, sijn scade,
Dat es vele meerre valschede
Dan of icken selve bestrede
Ende doet sloeghe int openbaer... [2] »

De schuld van de voortduring dezes toestands wijt BOENDALE aan de heeren en rechters, die de oude keuren niet met streng-

ce venra au conbactre, mesires Jehans devant diz nous doit livrere les champions a coron de sa ville devant dite, et nous les ferons conbactre sour le nostre. » (*Reg.* n° 95, bl. 245, *Leenhof van Brabant*. — Rijksarchief.)

De keure van Desteldonk, uitgevaardigd in 1268, bewijst dat het tweegevecht ook in Vlaanderen in zwang was. Men leest daar namelijk : « Niemant ne orlooft andren binnen scependomme te beroupene te campe, en si bi harer beeder wille. »

[1] *Selsene*, zeldzame, zonderlinge.

[2] *Jans Teesteye*, voormelde uitgave, vn. 678-700.

heid, tot verminking des lichaams en doodstraf toe, toepasten, en zich door geld lieten verzoenen :

« ...Die gierecheyt der heren
Die doet den volke leren
Doet slaen, roven ende vechten,
Om dat si niet wel en rechten.
Namen si let voer let ende lijf om lijf,
Ende niet en spaerden des mans no wijf,
Ofte dat si meer int lant en quamen
Ende gheen ghelt daer vore en namen,
Het sticht nu menech overmoet
Die hem verlaet op sijn goet,
Hi soude dan vele ghemater sijn [1]. »

De groote schuld lag aan de heeren :

« ...Ende sider dat oec dat ghesciede
Dat de wel gheboren liede
Quade knechte over droeghen,
Die tfolc transeneerden ende sloeghen,
Ende die hilden over hare maghe,
So sijn ghemeerret die doetslaghe;
Want dien knechten dunct wel dat,
Dat sijs ghemint sijn te bat [2]
Van haren riken maghen
Dan ofte sijs niet en plaghen. [3] »

Toch was er, in den aanvang der XIV[e] eeuw, eene groote beternis gekomen in den toestand des boerenvolks. Hoort hoe Boendale in zijn *Boec vander Wraken* (I, 746-762) den voormaligen toestand schetst, die dan had opgehouden :

« Vormaels doen daer int lant saten
Mechteghe liede utermaten,
Alse ridders ende knapen menegherande
Die daer saten inden landen,

[1] *Jans Teesteye*, vn. 704-714.
[2] *Bat*, beter, meer.
[3] *Jans Teesteye*, vn. 716-725.

Verdructen si die mate also
Dat sijs dicke waren onvro.
Hadde yeman vanden gheburen,
Hoe zere dat hen wert te suren
Een vet scaep ofte een swijn,
Dat moeste mijns heren sijn.
Alse dwijfken boter sloech,
So waest mire vrouwen ghevoech;
Ja, waest kieken ofte gans,
Dat moeste aen mire vrouwen dans.
Dus sat dat volxken daer
Sere verladen menech jaer
Onder die mechteghe heren... »

Kon het anders, dat er misbruiken en misdrijven onder 't volk bleven, als de grooten 't voorbeeld gaven en de steden aan groote ongebondenheid waren overgegeven? Dáar toch, zelfs in de beste familiën, heerschte zedeloosheid en trof men een groot getal onechte kinderen aan, tot zoo verre zelfs dat niemand, de priester niet uitgezonderd, schaamte had vóor de schepenen te verschijnen om, door wettelijke akten, giften en geschenken aan zijne natuurlijke kinderen te doen [1]. In dien tijd waren geheele straten der groote steden aan de ontucht overgelaten, als bewoond door « vrouwen van lichten ende oneerbaren levene, » « *femmes communes* ou *filles de folle vie,* » die onder scherp toezicht moesten gehouden worden [2]. Overigens, de weelde, het uitvloeisel en

[1] Op den buiten deed men, schijnt het, heel anders. Er is eene scheidsrechterlijke uitspraak bekend nopens de verplichtingen der abdijen en kloosters van Aywiers, Florival, Valduc, Lerines en la Ramée, ten opzichte van de pasgeboren kinderen, welke aan de poort dier kloosters werden te vinden gelegd (1263). Het misdrijf moest veel gepleegd worden daar het de wettelijke overheid noodzaakte maatregelen tegen de gevolgen te nemen (Zie de *Annales de l'Académie d'archéologie de Belgique*, XI, 65-66).

[2] Reeds in de XIIIe eeuw was de gravin Margareta verplicht de ontucht in de stad Bergen te beteugelen (Vinchant, *Annales du comté de Hainaut* VI, 37). Te Antwerpen, Gent en andere groote steden beval men den ontuchtigen vrouwen hun verblijf te vestigen op daartoe aangewezene plaatsen. Zoo verre ging de zedeloosheid onder de regeering van Philip den Goede, dat deze vorst, bij bevelschrift van 5 Juni 1438, uitgevaardigd op verzoek der schepenen, der twee dekens en der drie leden van de stad Gent, strenge straf-

eenigermate de spiegel der beschaving zijnde, mag men daaraan den algemeenen toestand des lands in de middeleeuwen beoordeelen, de uitspattingen des volks aan het stoffelijk welvaren toeschrijven. Onze oude kroniekschrijvers erkennen dan ook zonder omwegen dat het weelderige leven het peil der openbare zedelijkheid deed zinken. Men leest in de *Mémoires* van PHILIPPE DE COMMINES (bl. 6), waar deze schrijver handelt over 't midden der XVe eeuw :

« Pour lors (1464) avaient les sujets de cette maison de Bourgogne grandes richesses, à cause de la longue paix qu'ils avaient eue, pour la bonté du prince, sous qui ils vivaient, lequel peu tailliait (*imposait*) ses sujets, et me semble que pour lors, ses terres se pouvaient mieux dire *terres de promission* que nulles autres seigneuries qui fussent sur la terre. Ils étaient comblés de richesses et en grand repos, ce qu'ils ne furent oncques depuis, et y peut bien avoir 23 ans que cecy commença. Les dépenses et habillement d'hommes et de femmes grands et superflus; les convis et banquets plus grands et plus prodigues qu'en nul autre lieu, dont j'ai eu connoissance; les baignoiries et autres festoyements avec femmes, grands et désordonnés et à peu de honte. Je parle des femmes de basse condition. En somme ne sembloit pour lors aux gens de cette maison que nul prince ne fust suffisant pour eux, au moins qu'il les sçust confondre et en ce monde n'en connais aujourd'hui une si désolée. »

Wat PHILIPPE DE COMMINES zegt van de buitensporige weelde in de kleederdracht sloeg inderdaad over tot zoo groote buitensporigheid, op den buiten evenzeer als in de stad, dat de vorsten zich meer dan eens verplicht zagen verordeningen daartegen uit te vaardigen. JAN DE WEERT, een IJperling, die omtrent het

bepalingen voorscheef tegen degenen, die eene vrouw zouden schaken of onteeren, aangezien (zegt hij) « pluseurs prinses, ravissemens, efforcemens et violences de pucelles et autres femmes aient esté soubz umbre de mariage faittes et commises par aucuns en nostre ville de Gand, par convoitise davoir leurs chevances et autrement, dont maulx et inconveniens irréparables se sont ensuivis et porroient encoires plus faire, se provision et remède convenable ny estoit par nous mis, si comme ilz dient... »

midden der XIVe eeuw zijnen *Niwe Doctrinael* schreef, meldt ons uit zijnen tijd :

« Men vint vele lude, die plien
Dat si ghemeine costumen vlien,
Ende ordineren niewe dinghen
Omdat si willen sonderlinghen
Dat niewe te kennen geven,
Om daer bi te sine verheven,
Ende prise ende siet hem na... [1] »

't Was ook zoo in Brabant en elders. BOENDALE sprak in der *Leken Spieghel* van lieden, die :

« ... in die kerke staen ghepoyt,
Ghelijc dat hem vrouwen poyen [2]
Met hoornen ende met sloyen [3],
Haer hooftslop [4] zo wide
Dat men in elke zide
Hare lijf scouwet an... »

De boeren bleven bij dit vertoon van weelde en pracht niet ten achter, maar hulden zich in rijke stoffen, die zij voerden met bont, gesneden als voor de heeren der stad en der kasteelen; in 't kort — zij trachtten, gelijk een Fransch dichter der eerste helft van de XIVe eeuw zegde,

« Pour les bien nobles ressembler, »

gevoelende dat zij vrij en rijk waren.

De beschaving werd ongemeen in de hand gewerkt door de

[1] Uitgave van PH. BLOMMAERT (*Oudvlaemsche Gedichten*, III, 77, v. 222-228.

[2] *Poyen*, opsieren.

[3] *Sloyen*, soort van vleugels of waaiers, van achter uitstekende aan de zoogenaamde hoornen, en met deze het hoofdhulsel der middeleeuwsche vrouwen uitmakende. Zulke hoofdsieraden treft men nog aan bij de boerinnen van zekere streken in Brabant en Vlaanderen.

[4] De opening van een vrouwekleed, waaronder het hoofd gestoken wordt, dus de hals van 't kleed.

beoefening der dichtkunst in de beide talen des lands. Het Latijn had, in 't midden der XIII[e] eeuw, schier overal als tale des bestuurs uitgediend [1], en 't Fransch was reeds in 1197, het Dietsch in oorkonden van 1249 [2] door onze wethouders gebezigd. Dit was te danken aan den invloed der burgerij, ondersteund door den kleinen adel, en aan 't gebruik der volkstalen door de dichters van dien tijd.

Een gansche ommekeer was in de letterkunde gekomen. Op de heldensagen der oude barden en de Karlovingische zangen was de berijmde roman of épopée en 't minnelied gevolgd, zoowel in het Dietsch als in het Fransch, maar meest, althans wat de gedachte betreft, van zuidelijken oorsprong. Die zangen verheffen het avontuurlijke leven en de dappere daden der ridderen, benevens de liefde, en maakten de schoone kunne tot een voorwerp van diepe vereering. Ongeveer twee honderd jaren bleef deze letterkunde in bloei, maar uitsluitelijk voor den adel geschapen en beoefend, den hoorder of lezer voerende naar eene overdrevene, onnatuurlijke gedachtenwereld, kwamen de geestelijke stand en de verstandige leeken ten laatste tegen haar in verzet, en er ontstond eene nieuwe school, welke, meer dan bloote uitspanning van de edele dichtkunst vorderende, het ideale of denkbeeldige leven verving door eene alledaagsche, practische werkelijkheid. De nieuwe school leverde, onder andere merkwaardige gewrochten, *Reinaert de Vos,* geschreven in 't eerste vierde der XII[e] eeuw, een echt meestergewrocht, waar geene vreemde letterkunde iets evenwaardigs vermag tegen te stellen. Ook Fransche dichters bewerkten de oude dierensage, en *le Couronnement de Renart,* alsook *Renart le Novel,* erkent men als allervoortreffelijkst.

[1] Behalve, evenwel, voor de stadsrekeningen, welke meest tot het einde der XIII[e] eeuw in 't Latijn opgesteld bleven. Maar misschien was dit eerder aan de gemeenteklerken, al mannen van studie in dien tijd, te wijten?

[2] Zie B. Dumortier, *Notice sur l'époque de l'introduction de la langue française dans les actes publics au moyen-âge,* voorkomende in de *Archives Tournaisiennes,* 302-304. — Zie ook de oudstgekende Fransche en Vlaamsche charter bij Serrure, *Geschiedenis der Nederlandsche en Fransche letterkunde in Vlaanderen.*

Met JACOB VAN MAERLANT vooral (geboren omtrent 1220, gestorven in 1300), verkreeg die dichterlijke leerschool eenen grooten invloed en deed de beschaving in ons land met reuzenschreden vooruitgaan. Hetzij « de vader der Dietsche dichter al gader » de veder opvat om te onderwijzen, of den roskam om te hekelen, of een vroom, stichtend lied aanheft, overal komt hij voor als een groote denker, een warme vriend des volks, een voorvechter van waarheid, wetenschap en wijsheid. Vooral was 't zijne betrachting, de menigte te onderrichten en den kennisschat te ontsluiten; de wetenschap, verborgen in de Latijnsche schriften, en alleen voor geestelijken en eenige weinige andere uitverkoornen, mede te deelen aan 't gemeen door behulp der moedertaal; den evenmensch zedelijk te verbeteren. Andere dichters schreven rijmkronieken [1], welke te zamen met de opkomende tooneelstukken van ernstigen en boertigen aard (de eerste aanvankelijk onder de godsdienstige plechtigheden vertoond) aanzienlijk bijdroegen tot vermeerdering der kennis van de kerkelijke en wereldsche geschiedenis. De Vlaamsche schrijvers inzonderheid beseften hunne maatschappelijke zending volkomen, en hunne kloek uitgewerkte poëzie had den heilzaamsten invloed op de vorming van het mannelijk, krachtig karakter der poorterij, die de macht der edelen wist te fnuiken. Zoo is het niet te verwonderen dat de democratische geest ten onzen zoo levendig werd, ja dat de strijd tegen 't onrecht weleens aanleiding gaf tot groote ontevredenheid en denkbeelden deed ontstaan, welke zich lucht gaven in schriften tegen de rijken. Zelden toch werden harder woorden gezegd dan door den Waalschen dichter eener satyre van de XIV[e] eeuw, die eenen goochelaar en monnik sprekend tot elkander doet optreden, en schimpt en geeselt, en hoewel hij zijne uitvallen door den priester doet verzachten, toch zegde wat hem op het hart lag; geen enkele stand, zelfs

[1] Noemen wij enkel JAN VAN HEELU, die den *Slag van Woeringen* schreef; de *Grimbergsche oorlog;* de *Brabantsche Yeesten* en *Van den derden Edward,* door BOENDALE, onder de Vlamingen; JEAN en GILLES LE BEL, JEAN D'OUTREMEUSE, GILBERT DE TOURNAI enz., onder de Walen.

de boerenstand niet, vond bij hem genade. — « Sire (zegt de dichter tot den pater) :

« — Sire, raisons est morte, ne m'en parlés jamais
Car je prains loyauté et tricherie lais [1]
Chevir [2] ne me porroie, car il n'est clers ne lais
Qui ne soit bareterres ou en dis ou en fais.

» — Amis, tu dis péchié; trop seroit grand damage
S'il n'estoit des preudomes. S'uns fox dit son outrage,
Ne pren pas garde à lui, mais aies bon corage :
Ensi conquerras-tu dou saint ciel l'iretage.

» — Par foi, je vous croiroie, se me saviés nommer
Mestier dont je me puisse chevir sans bareter
— Ge te l'ensaignerai : se te vés labourer
En terres ou en vignes, bien te porras sauver.

» — Certes se vous crérie, trop seroie musart.
Païzant de village scèvent plus de renart [3]
Que nulle gent qui vivent : trop sont de male part.
Vilain [4] seront preudome, quant chien venderont lart.

» — Amis, il ne sont mie tout d'une volenté.
Les loiax laboureurs taigne [5] Diex en sainté !
Quant de ce ne me crois, je me sui apenlés,
Que boulengiers de viegnes plain sont de loiauté [6]. »

Dezelfde gevorderde denkbeelden vinden wij terug bij eenen kroniekschrijver, te Aath geboren in de XIVe eeuw, en die den armen, deugdzamen boer verheft boven den ondeugenden edelman :

« Il te vault mieulx d'ung vilain estre
Engendré sage et vertueux,
Que d'ung noble home avoir prins estre
Et estre fol et vicieux.
Le fils d'ung noble home est ignoble
Et vilain, s'il vit vilement;
Mais le fils d'un vilain est noble
Et gentil, s'il vit noblement. »

[1] *Lais*, je laisse.
[2] *Chevir*, acquérir, se servir, s'aider.
[3] *Renart*, ruse.
[4] *Vilain*, dorper.
[5] *Taigne*, tienne.
[6] Hs. N° 10,576 der Burgondische Bibliotheek te Brussel.

Gedachten van enkele ontevredenen waren dit niet : de schriften van vele onzer middeleeuwsche dichters bevatten, zoo niet zulke bepaald socialistische beginselen, als hier staan uitgedrukt, dan toch, bij Maerlant onder andere, uitvallen tegen de grooten, ontstaan uit de heilige zucht naar recht en rechtvaardigheid, en die meer dan eens onze voorouders de wapens in de hand hebben doen nemen om verdrukking en willekeur te doen ophouden.

Intusschen, was de tijd der middeleeuwen onder stoffelijk opzicht somber en droef geëindigd, geheel anders was het op verstandelijk gebied : het eerste vierde der XVe eeuw had de rijke bron van algemeene verlichting, de boekdrukkunst, zien geboren worden een nieuwe dageraad brak voor de beschaving aan.

VIIIe HOOFDSTUK.

—

Nieuwere tijden. — Algemeene oogslag. — Religietwisten. — Toestand van den landbouw in de XVIe eeuw. — Zeden en beschaving. — Gilden. — Rederijkers. — Dorpskermissen. — Kleederdracht.

Nieuwe tijden, nieuwe begrippen, nieuwe toestanden; weldra nieuwe ommekeer in de maatschappij. Wij hebben den nacht der barbaarschheid zien opklaren voor de koesterende zon der christene beschaving; de feodaliteit zien wijken voor de opkomende macht der gemeenten; den ijzeren arm van den gebieder zien neervallen voor de liefelijke verschijning van de Vrijheid; maar nu wij nog slechts de schim en schaduw voor onze oogen hebben van de groote macht, die eeuwen lang de samenleving beheerschte en richtte, kost het ons niets te erkennen dat zij ook goeds pleegde en hare zending in de wereld heeft vervuld. Wij mogen het, inderdaad, der feodaliteit danken, dat zij de samenleving hoedde voor regeeringloosheid en den weg des vooruitgangs ontsloot; dat zij den familiegeest en 't eigendomsrecht, die twee groote grondslagen der maatschappij, versterkte, en elkeen het besef gaf zijner kracht, waardigheid en vrijheid, hetgeen de vorige tijden niet vermochten. Door haar waren de huiselijke zeden en meteenen het sociale leven gelouterd en ontwikkeld, althans de wapenlieden van hoogen stand, die 't gebied hadden en de leiding, had zij den degen omgegord en 't harnas aangegespt om de zwakheid en het recht te verdedigen, terwijl zij 't gevoel van eer tot het hoogste punt opvoerde. Zijn 't betere tijden, die wij nu zien aanbreken? Gaat de nieuwe beschaving eene meerdere ontwikkeling aan de vrijheid geven, zal de volkswelvaart, tijdens de middeleeuwen ten toppunt geklommen, vooruitsnellen met de gedachte?

Het eerste, wat wij nu opmerken, is de buitengewone versterking der vorstelijke macht, de inrichting eener bestuurlijke cen-

tralisatie, waarvan men in de middeleeuwen schier geen gedacht had. Wij hoeven niet meer te zeggen om te doen zien dat de bloeitijd der groote gemeenten ten einde, de gang der vrijheid hierdoor merkelijk gestremd was.

De beschaving, tot hiertoe uitsluitelijk gesteund en voorgelicht door het christendom, slaat nieuwe wegen in. Wonderbare zaak! De herstelling van de letterkunde der Grieken en Romeinen, door de kloosters voorgestaan en verbreid ten gevolge der duizenden afschriften, die daarvan gemaakt werden, bracht de zoogeheeten « renaissance » te weeg, niet enkel in de kunsten en fraaie letteren, maar tevens terugwerkende op staatkunde en zeden, en ten laatste allerwege den invloed der pauzen verzwakkende. De hervorming lag in het gemoed van velen lang vóor zij een feit werd, en 't is eene erkende waarheid dat zelfs de Roomsche geestelijkheid den weg voor haar baande : in de hooge sferen (zegt een katholieke schrijver) door het gemis aan grondige studie; in de mindere rangen door bedorvenheid. Alles scheen er toe mee te werken; de vorsten, totdan toe door den geestelijken schepter van Rome in hun gezag gekortwiekt, streefden naar onbeperkt gezag; de leiders vonden eenen machtigen steun in de boekdrukkunst, het uitstekendste middel van propagande; terwijl de rederijkerskringen zich door den stroom der nieuwe denkbeelden lieten medeslepen en er misschien de meeste van al toe bijdroegen om de gemoederen tot de nieuwe geestesomwenteling voor te bereiden.

De hervorming had evenwel niet alleen met de Spaansche troepen en vele gemeentelijke wethouders te worstelen, ook de boerenstand toonde zich, voor verreweg het grootste deel, vijandig aan de denkbeelden, welke gansch het stelsel, waaronder hij tamelijk vrij en gelukkig had geleefd, dreigden in den grond te boren [1].

[1] « Pergentes tamen illos (iconomachos) infestis armis undique aggrediuntur rustici, cæsisque eorum pluribus, reliquos fugant. » Zoo schrijft STRADA, (*de Bello Belgico*, I, 251). Reeds vroeger had hij ten aanzien der omstreken van Rijsel geschreven : « Obvi Seclinenses aliique ejus viciniæ coloni, raptis undique telis, paratos sese ad propulsandam religionis injuriam ostendunt. »

Wanneer de Staten van Holland nog in 1587 de verklaring aflegden, dat geen tiende deel der ingezetenen de hervormde leer aankleefden (in de dorpen vermoedelijk), dan was zulke verhouding der Belgische boeren tot die der steden zeker nog grooter [1].

Dien ontzagwekkenden kamp te beschrijven valt niet in ons plan; eenieder toch weet, hoe geweldig de schokken zijn geweest die het vaderland er door ondervond, maar wat misschien minder is gekend is de toestand, dien hij voor de plattelandsche bevolking in het leven riep. De rampen, welke vroeger op verschillige plaatsen, wel is waar dikwijls herhaald, maar toch meestal slechts voor korten tijd de bevolkingen hadden neergedrukt, hielden nu meer dan twintig jaren schier onafgebroken aan en wel over gansch de uitgestrektheid van België.... Wij moeten, om een denkbeeld van den toestand te geven, ons bepalen tot eenige breede trekken en enkele vluchtige schetsen, hier en daar uit de menigvuldige voorbeelden, die bij de hand liggen, gekozen.

Niet zoodra was het volk in beroering gekomen, of gewapende benden liepen het land af, verwoestende niet alleen de kerken en kloosters, met al de gedenkstukken der middeleeuwsche kunst en de onschatbare handschriften, welke de geschiedenis der eerste tijden van ons volk behelsden; maar plunderden en beroofden ook het arme landvolk en verjoegen het van 't ouderlijke erfgoed als de minste poging werd gewaagd om eigendom of personen te beschermen. Dan kwamen de koninklijke soldaten, die evenveel geweld pleegden en door allerlei afpersingen het lot der buitenlieden nog honderdmaal erger maakten. Wanorde in den staat, schrik en angst in elke gemeente, onrust en jammer

[1] Zie Groen van Prinsterer, *Handboek van de geschiedenis des Vaderlands*, § 199. Het bewijs hiervan is te zoeken in de vervolging der Hollandsche boeren door Sonoy, breedvoerig bij Hooft aangeteekend, alsook in de omstandigheid, dat, toen de Staatschen ten jare 1581 de boeren in Friesland onder 't krijgsvolk in slagorde stelden, zij bij de ontmoeting met de Rennebergschen, zonder slag of stoot af te wachten, met wapens en al over de slooten, beken en grachten sprongen en zelfs de overige manschappen in hunne vlucht medesleepten. (Van Meteren, *Nederlandsche Geschiedenissen*, III, 502.)

aan elke haardstede, verval en verwoesting alom — ziedaar in weinige woorden de geschiedenis van het hachelijke tijdvak, welke gansche boekdeelen beslaat, waarin men niets ontwaart dan tranen, bloed en vuur, galgen en brandstapels, slachterijen op groote en kleine schaal, haat, verdelging en vloek!

De schromelijke belastingen, door al de partijen geëischt, en de gedurig herhaalde strooptochten der zwervende krijgsbenden hadden alle kassen uitgeput; maar er was nog eene andere omstandigheid, welke den toestand der dorpelingen oneindig verergerde, namelijk de krijgskarwei, duizendmaal hatelijker dan de minst populaire dienstplicht der vroege middeleeuwen. Ieder dorp moest bestendig voorzien zijn van legerwagens, paarden en voerliên om 't reisgoed der troepen van de eene plaats tot de andere, ja van 't eene eind des lands tot het andere te voeren, en niet zelden waren de boeren nog van den eenen tocht niet teruggekeerd als reeds een ander bevel toekwam om nieuwe benden te volgen. Waren de troswagens niet gereed, dan kwamen de soldaten geweld plegen, het dorp op schatting stellen en de boeren, 't mes op de keel en de tromp op de borst, dwingen om spoed te maken. Wethouders, landlieden, geestelijken, de notabelste ingezetenen der gemeente werden veelmaals als gijzelaars weggevoerd en moesten dan te duren prijze door de overgeblevenen worden afgekocht [1]. In dien toestand, men begrijpt het licht, gingen duizenden en duizenden landlieden op de vlucht, om in de eene of andere stad persoonlijke veiligheid en meerdere rust te vinden; ook waren de meeste steden vol buitenlieden, die daar al hun tilbaar goed en hun vee gingen beveiligen, maar ook somtijds daar zoo veel overlast veroorzaakten dat zij door de wethouders werden gedwongen eene andere toevluchtsplaats te gaan opzoeken.

Niets meer bezittende, kon de boer niet voldoen aan de hem opgelegde belastingen en was de regeering wel verplicht de gemeenten gedurig geheele of gedeeltelijke vermindering van

[1] Kuyl, *Hoboken*, 51. De boeren van deze gemeente werden ten jare 1572 tot in Vlaanderen en Friesland gezonden.

contributiën te verleenen. Verzoekschriften, door de dorpen van Brabant aan de Staten dezes gewestes met zulk doel den 12 December 1587 toegestuurd, hangen een waarlijk treurig tafereel op van de ellende, waar toen het platteland in gevallen was. Ziehier den toestand van eenige gemeenten :

Esschen had geenen enkelen inwoner meer.

Kalmpthout, waar vóor 't uitbarsten der religietwisten 750 communicanten waren, telde nu geene 6 huisgezinnen meer.

Westmalle had van de 300 huisgezinnen er nog slechts 24, die schuilplaats gekregen hadden op 't kasteel.

Zandhoven telde maar 40 bewoners meer.

Halle (*St.-Marten*) was onbebouwd sedert 1579, na welk tijdstip er nog 16 dorpelingen werden geteld, die hun verblijf hadden moeten nemen in de kerk.

Oostmalle had zijne bevolking van 350 communicanten zien versmelten tot 35 schamele huisgezinnen.

Lille, met 700 communicanten, had er geene 60 meer.

Voorschoten (*Viersel*) was gansch afgebrand en verlaten.

Massenhoven telde nog enkel 6, *Herenthout* nog 60 bewoners.

Gansch de bevolking van *Wechel-ter-Zande* bestond uit 40 zielen.

Kasterle en *Loenhout* waren zoozeer door plundering en brand geteisterd, dat men er met moeite eenige dorpelingen aantrof.

Wuustwezel had nog eenige ingezetenen, die huis moesten houden in de kerk.

Meer had de vier vijfde gedeelten zijner bevolking verloren.

Minderhout bestond nog uit vijf zeer schamele hutten.

Wortel en verscheidene andere gemeenten waren gansch eenzaam en verlaten...

Bij Van Grasen (*Handschriftelijke kroniek*), lezen wij verder, dat de Staatschen den 4 Augustus 1583 een groot getal pachthoven en schuren, vol graan getast, te Hoeven en Boekhout, alsmede de dorpskerk van Vremde, in brand staken. 't Jaar nadien, zegt dezelfde schrijver, verergerden de soldaten hunne akten van barbaarschheid door een echt beulenwerk : zij staken 't vee in de stallen dood of voerden 't mee, braken de huizen af,

beroofden de lieden van kleeren en lijnwaad, sloegen eenigen armen en beenen aan stukken, of velden ze ter plaatse dood, en pleegden op vrouwen en dochters de laagste mishandelingen...Den 10 Juni verbrandden de Staatschen de kerk van Broekhem, den molen van Vremde en schier al de hofsteden daaromtrent. Den 24 Augustus werd Duffel aan de vlammen overgeleverd en vele ingezetenen doodgeslagen. Het jaar nadien werd de kerk van Heist-op-den-Berg afgebrand en bleef ook daar veel volk dood. Eindelijk den 26 Mei 1589 staken dezelfde troepen 't vuur aan de kerk en den molen van Wommelgem, waarbij weeral een groot getal boeren hun leven en hun goed verloren.

Dit alles geschiedde in gemeenten, welke zeker niet onder de rijkste des lands te tellen waren; wat moet het dan geweest zijn in de plaatsen, waar het volk door eeuwenlange werkzaamheid tot eenen hoogen trap van welvaart was gekomen en de boer er « warm » in zat? Het antwoord op deze vraag vinden wij gedeeltelijk in den toestand van 't bloeiende Land van Waas, waaromtrent de kroniekschrijvers verklaren dat die streek gedurende al den tijd der onlusten de groote voorraadschuur was van de legers, welke van Vlaanderen naar Brabant of Zeeland trokken......

Een niet min hatelijke dienstplicht als het gedwongen vervoer der legerbehoeften was het wachthouden in beslotene steden of aan de grens, den landlieden opgelegd, terwijl de dorpelingen wisten dat middelerwijl hun eigen goed weerloos was overgelaten aan de roofzucht der tuchtelooze troepen, hunne echtgenooten en dochters aan de woestheid der eervergetene krijgsbenden. Dergelijke verplichting werd, onder andere, in 1577 opgelegd aan de bevolking van Couvin en Boussu, welke laatste weigerde, doch dit verzet bezuren moest met het verlies van al het vee, dat er in de stallen gevonden werd.

Een Brabantsch klooster, dat altijd veel zorg had besteed aan zijn uitgestrekt landbouwbedrijf, namelijk de priorij van Bethleëm, te Herent, was door de partijen zoo zeer geplunderd geworden, dat de schoone inrichting schier te niet was geraakt. Jan de Cokere, prior, stelde daarover in 1594 de volgende verklaring op:

« In den yersten nopende ende aengaende die hertsteden die

gheleyhen zyn int syn quartier oft gehuecht van Oesterhem. rontsomme het clooster van Bethleem, onder Herent gheleghen, in den goeden tyt, wel geweest te hebben XVII huysghesinne en is ende datter int selve ghehucht doen ter tyt waren onder die voorschreve huysghesinne wel drye ploegen, daer nu niet een en is. Ende dit selffste godshuys doen ter tyt hadde drye ploegen daer sy nu maer een en hebben, qualyck gespannen.

» Item, 't voerschreve godshuys hadde, in den voerschreven goeden tyt, wel of daerontrent neghentich verckens, soe groet, soe cleyn, nu niet een.

» Item, noch doen ter tyt wel twee honderd, somtyds drye honderd scapen, nu niet een.

» Item, noch doen ter tyt wel achthien horne beesten, nu maar XII.

» Item, noch doen ter tyt wel hondert en XL hinne en hanen, nu maer sesse.

» Item, noch daerenboven hadde ons godshuys doen ter tyt drye treffelycke duyffhuysen die jaerlyck wel uitbrachten hondert duyven, nu teenemael ghedestrueert ende verbrant, soe datter niet een duyffhuys en is [1]. »

Het dorp Linden was in 1597 geheel en al ontvolkt. De meier Jan van Vlasselaer getuigde in een openbaar schrift « voer de rechtveerdige waerheyt, dat binnen den voerschreven dorpe ende heerlycheyt van Linden tegenwoordelycke niet en syn, noch in vele jaeren niet en hebben geweest, eenige huysen ot inwoonderen derselve, maer dat alleen de huyssen binnen den voerschreven dorpe ende heerlycheyt, voer de troublen, syn all te samen gheheelyck ende ganssehelyck affgebroecken, vervoert ende 't hout daeraff gecomen verbrant byden soldaten, ten tyde van 't groot garnisoen, anno LXXVIII ende LXXIX (1578-79) binnen der stadt Loven gelegen hebbende; sulx dat tselve dorp is geheelyck ende gansschelyck gedepopuleert van allen ingesetenen ende onbewoont, in sulcker vuegen dat in tselve dorp niet meer en is staende dan een huys van plaisance, toebehoirende joncker Peeter van der Tommen,

[1] Van Even, *Mengelingen voor de Geschiedenis van Brabant*, bl. 77-78.

gansschelyck geruineert ende uytgebroken, sulcx dat tselve is onbewoonbaer, mede eene desolate affgebrande kereke ofte capelle...[1]. »

Heverle, Oud-Heverle en Eigenhoven boden op 't einde der XVIe eeuw ook niets dan puin en wildernis aan. Daar waren, uitwijzens de verklaring der wethouders van 1598, negen en twintig hofsteden « geheelyck geruineert; » acht brouwerijen, zes herbergen, vier en zestig huizen van nering en handel, « ten gronde geruineert, » benevens een papiermolen en lusthuis. Vóor 't uitbreken der troebelen leefden daar in betrekkelijken welstand 550 communicanten, nu waren er enkele, die schuilplaats hadden gevonden op het heerenslot of in ellendige hutten vertoefden. De zeven kudden schapen van vroeger waren verminderd tot éene, het groot getal pachthoven tot twee [2]. Moesten wij de geschiedenis van Vlaanderen raadplegen, stellig vonden wij nog droeviger narichten omtrent den toestand des platten lands; éene, aangehaald door Kervyn van Lettenhove in zijne geschiedenis van Vlaanderen, moge dienen tot een staal daarvan: te Vinkem waren nog drie, te Wulveringem in 1584 nog slechts vijf ingezetenen; van Zomergem tot aan Brugge was gansch het gewest verlaten! [3]

Uit deze enkele voorbeelden is genoeg het diepe verval des landbouws, den bedroevenden toestand der boeren in de tweede helft der XVIe eeuw op te maken. Een gevolg daarvan was, dat gedurende dien tijd en lang daarna de schaarsch aan te treffen akkerlieden door eene groote menigte wolven en andere boschdieren grootelijks werden verontrust en erg beschadigd, vooral wat de staldieren en 't hofgevogelte betrof. In de Kempen waren de wolven zoo zeer vermenigvuldigd, dat men er de premiën voor 't aanbrengen dezer dieren verminderen moest; zelfs meldt ons Van Grasen dat zij de dieren ongedeerd lieten, maar bij voorkeur de menschen op het lijf vielen. De bevestiging van dit feit

[1] Van Even, voormeld werk, bl. 79-80.

[2] *Idem*, bl. 155-158.

[3] Kervyn van Lettenhove, VI, 341.

vinden wij in de *Geschiedenis van Vlaanderen,* door Kervyn van Lettenhove, waar men leest, dat er te Lokeren op één jaar niet min dan zeventien menschen door wolven werden verslonden [1], alsmede onder de brieven van den Raad van Vlaanderen (28 Januari 1586), waar er gesproken wordt van « vele wilde ende felle dieren, als onder ander meniehte van wolven, veslinghende (*sic*) peerden, coeyen, scapen ende ander bestial, tselfs jonge kinderen ende volwassen persoonen, mannen ende vrauwen. » Zóo groot werd het gevaar in de kastelnijen van Oudenaarde en Kortrijk en in het Land van Aalst en Geeraardsbergen, dat het eeuwenoude jachtrecht der heeren en van de kroon voor den tijd van drie maanden moest opgeschorst worden en elkeen vergund werd op boschdieren en roofvogelen jacht te maken [2]. Nog baatte het niet veel, want vóor het einde des jaars moest door het kastelnijbestuur van Oudenaarde eene groote klopjacht ten dorpe van Ansegem bevolen worden. Zij had plaats den 19 October 1586 en staat in eene handschriftelijke nota van Dr D.-J. Van der Meersch volgenderwijze aangeteekend :

« De heeren Hoogpointers der Casselrye van Oudenaerde, reeds menigvuldige klagten ontfangen hebbende over 't quaed, twelke door de wolven en wilde swynen gepleegd wierd op verscheyde prochien van hun grondgebied, hadden besloten een generale wolvejagt te doen, om op eenmael de rustige landslieden van het bezoek dezer schadelyke dieren te verlossen; ten dien eynde wierden alle de brakeniers of jagers der casselrye uitgenoodigt om zig op heden te laten vinden in 't bovengemelde dorp (Ansegem). Het getal jagers die aldaer byeenquamen beliep tot 70, met ontrent 200 uytgelezene honden. De jagt wierd aengevangen. Bovenloobosch en andere omliggende bosschen wierden doorkruyst: het gedruys der hoorens en het geblaf der honden was verbazend

[1] Kervyn van Lettenhove, VI, 341.

[2] Dergelijke vergunningen werden wel meer verleend. De boeren der Vlaamsche duinstreek in 1477 buitengewoon gekwollen door de wilde konijnen, kregen van Maria van Burgondië 't recht om gemelde dieren van hun land te jagen en hunne hollen te stoppen (Gilliodts-Van Severen, *Coutumes du quartier de Bruges,* II, 89).

groot en joeg zoodanig den schrik aen deze wilde dieren dat zy hunne schuylplaets verlieten en aldus de gewenschte prooy wierden. Men schoot op dien dag 11 volwassen wolven en 21 jongen, benevens 7 wilde swynen. Deze vernieling was een waerlyk belangryke feest, toen men ook de landslieden in zoo groote vreugde zag, want vele peerden, koeyen, schapen, verkens, waeren door deze razende gediertens verslonden geweest [1]. »

Ware het land niet gedurende twintig jaren door den burgeroorlog geteisterd geweest, mogelijk zou in geene eeuw de akkerbouw zooveel voortgang gedaan hebben als gedurende de XVI[e], uit hoofde van de maatregelen, door de regeering en verscheidene heeren genomen om de groote nijverheid te beschermen.

Dit doel wordt bereikt langs verschillende wegen, maar alle zijn de rechte niet; in de vorige eeuwen dacht men den landbouw te begunstigen door het stelsel van verbod van uitvoer en door eene tot het uiterste gedreven regeling van al de daarmede verbonden belastingen. Sedert heeft de staathuishoudkunde groote vorderingen gemaakt en de middelen afgekeurd, welke voorheen als doeltreffend werden beschouwd. Wij hoeven noch de eene noch de andere te onderzoeken, maar bepalen ons te doen kennen wat ten onzent geacht werd als het boerenbedrijf gunstig te wezen.

Uitvoer van verbod van granen, groenten, vee, paarden enz. werd bepaald telkens dat er gevaar was één dezer artikelen te kort te hebben; ook verplichtte men de boeren met al hun koorn en vee, dat zij verkoopen wilden, naar de markt te komen. Buiten deze bepalingen waren er ook andere wezenlijk nuttig en voordeelig en niemand hinderlijk. Het toebrengen van akkerschade en de schennis van 't boschhout werd bij plakkaat van

[1] De aanwezigheid van 't groot getal boschdieren in de kastelnij en van Oudenaarde en Kortrijk wordt nader bevestigd door de rekeningen dier gewesten, welke nog in 't jaar 1599 uitgaven inhouden, gedaan om de boeren van die lastige en gevaarlijke bezoekers te bevrijden (Zie de rekening n° 33,812, bl. 31, Rekenkamer, in 't Rijksarchief te Brussel). — De wolven verminderden naarmate dat de landbebouwing weer toenam; daar werden er evenwel nog gevangen in volle XVII[e] eeuw.

7 December 1536, uitgevaardigd door Karel V, en bij een later van 11 Januari 1548, met boete gestraft. Philip II toonde zich ook niet onverschillig aan den vooruitgang des landbouws; in 1564 liet hij eene ordonnantie afkondigen, waarbij de verkoop der assche, in de kastelnij van Kortrijk gebezigd tot het vetten der landen, geregeld werd, en een plakkaat van 25 Maart 1581, dat den landbouw hoog aanbeval en prees, stelde de boeren in de bescherming en hoede des konings, de soldaten, die hen geweld of overlast aandeden, bedreigende met de galg. Wij weten het: deze laatste verordening baatte ons landvolk weinig, en de schuld er van mag wel aan Philip II geweten worden, wiens tegenwoordigheid in België, tijdens de bloedige jaren van omwenteling en oorlog, mogelijk vele rampen hadde kunnen vermijden. De regeering beproefde verder de treurige verlatenis der dorpen te doen ophouden door bij plakkaat van 25 Maart 1581 uitzonderlijke voordeelen toe te staan aan ieder, die onbebouwde landen wilde bewerken, en liet hun die geheel en al over; zes jaren later verscheen een ander plakkaat, hetwelk verbood de wegens civiele zaken vervolgde veldwerkers, die vage landen tot cultuur brachten, in hechtenis te nemen.

Dergelijke maatregelen waren te meer noodig, daar ons land zich nog altijd bij vreemde natiën voor het ontoereikende zijner oogsten moest voorzien. De Meyere erkent dit, waar hij zegt dat een groot gedeelte van Vlaanderen te zijnen tijde meer tot weide dan tot akker was geschikt, en men daarom toevlucht nam tot Artois, Vermandois, het Kamerijksche enz. Er kwam ook koorn uit Denemark, Engeland en Spanje; maar de haver, garst, boonen, vitsen, kemp, vlas enz. wasten in Vlaanderen in genoegzame hoeveelheid, zelfs in overvloed. Men maakte olie van vlaszaad, noten en knolrapen. Frankrijk leverde ons zout, maar de Vlamingen verkochten 't geraffineerd. Zoutziederijen waren er vanouds aan de Vlaamsche zeekust. Holland leverde ons vele paarden, Friesland en Normandië ossen, hoewel de Vlaamsche paarden eenen goeden naam hadden en in Frankrijk zeer waren gezocht[1].

[1] *Rerum Fland.*, 39.

Men herinnert zich het vers van den Gentschen dichter JACOB VAN ZEVECOTE :

« Naer Drongen mette schuyt
Te varen heeft nu uyt,
Rontom de groene weyen,
Daer d'ossen, die het lant
Van Denemarcken sant,
Haer vetten en vermeyen. »

Het was ook in de XVIe eeuw dat het dagloon der veldarbeiders werd vastgesteld, een maatregel die zoowel het voordeel der boeren als der dagiooners tot doel had [1].

[1] Onder de ons bekende wettelijke voorschriften van dezen aard deelen wij hier degene mee van 1588, betrekkelijk de maaiers, dorschers en werklieden van allen aard :

« Manouvriers, moissonneurs et autres.

» Les paysans soieront et ameubliront les bledz, soilles, scorions, entilles et bosche ainsi qu'ilz ont accoustumé de faire de tous temps et ancienneté et ne pouront exiger plus grands salaires que le dixielme ou unziesme, selon l'ancien usage de chascun lieu où ilz besongneront.

» Et pour salaires d'amasser les avoines, ne pouront demander plus grand salaire que trois garbes à chascun cent, ou au lieu de ce se contenteront de deux boysseaux de bled pour chascune pair de moissonneurs.

» Pour faucher les avoines ne se pourra exiger pour la mencaudée. Quant icelles se fauceront par ceux qui soient et moissonnent les bleds des censiers, plus de v s.

» Et quand elles se faucheront par autres, non soians lesdits bleds, pour la mencaudée vi s.

» Et au regard de ceux que on y voudra emploier à journée ne pouront demander plus de xii sols.

» Faucheurs de foin pour jour six sols. . . . . vi s.

» Et pour la mencaudée. . . . . x s.

» Fouisseurs de terre par jour . . . . vi s.

» Les batteurs en grange n'exigeront plus grand gaignage que le xx, xxi ou xxii, selon qu'ils sont accoustumez gaigner ès lieux où ils besoigneront.

» Et en besoignant à la journée . . . . v s.

» Le jardinier par jour . . . . vi s.

» Et généralement pour tous autres manouvriers par jour . . iiii s.

» Faiseurs de glos de bonne gauge de chacun cent . . . . xii den.

» Et besoignant par jour tant ausdits glos qu'autres bois . . vi sols. »

(*Gedrukt te Dowaai, bij de wed. Boscard*, 1588.)

Naar het voorbeeld der regeering werkten ook vele dorpsheeren en gemeentelijke wethouders tot de uitbreiding en verbetering of wel tot bescherming des landbouws mede. Plaatselijke keuren of politieverordeningen (*Politieke ordonnantiën* noemde men die) getuigen daarvan. Philip, heer van Croy en hertog van Aarschot, deed in 1571 een reglement op de « champiage » afkondigen in het Henegouwsche dorp Rance, waarin wij onder andere lezen :

« ... Semblablement deffendant à tous fermiers, censiers, laboureurs de vendre ny transporter, ny mener au dehors dudit village aucuns fourrages.

» Pareillement est prohibé d'abbattre ny cociller pommes et poires sauvages avant les termes pour ce limités et désignés, si comme pour les poires avant le mois d'aoust, pour les pommes avant la St.-Remy [1]. » — De wilde vruchten, hiervoren vermeld, dienden doorgaans tot het vervaardigen van cider of appeldrank.

Dank aan de uitgebreide betrekkingen, welke onze middeleeuwsche handel met de verstgelegene landen van Europa onderhield, alsook de reizen, welke vermogende lieden uit bloote nieuwsgierigheid en zucht naar meerdere kennis tot in andere wereld-deelen, ondernamen, was in de XVIe eeuw de moeshof met verscheidene nieuwe groenten verrijkt, die de ontwikkeling der landbebouwing bevorderden, gelijk zij de tafel der grooten met nieuwe spijzen verrijkten. Op de groene kool van Milanen hadden onze boeren de spruit laten wassen, die, naar andere landen zelfs vervoerd, voor hen eene nieuwe bron van winst werd. Brabant leverde reeds ten jare 1597 de beste snijboonen, hier ingebracht door kooplieden, die in betrekking waren met Turkije.

Het schorsencerzaad werd hier ingevoerd uit Spanje op het einde der XVe eeuw. In 1597 bracht men te Antwerpen het zaad van den konkommer en de zurkel. Daarentegen vroeg Engeland ons op het laatst der XVe eeuw zaad van artichokken, meloenen, koolen, salade, benevens stekelbezië- en abrikoosplanten.

De andijvie werd hier gekweekt vóór 1548, maar de aardappel, in 1588 door Philip van Sivry, heer van Walhain en gouverneur

[1] *Annales du Cercle archéologique de Mons,* VIII, 208.

van Bergen, aan Clusius gegeven en door hem bekend gemaakt, zou nog ongeveer twee eeuwen moeten wachten vooraleer het brood der armen te worden [1].

Was in de XVIe eeuw de toestand van den leenhouder jegens den leenheer al veel veranderd, ten voordeele van eerstgenoemde, de betrekkingen tusschen eigenaar en huraar bleven nagenoeg gelijk als in de XVe eeuw. Eene pachtakte van 1539 betrekkelijk eene hofstede te Erondegem, en die samengesteld was uit land, bosch en meersch, ter grootte van 44 bunder, geeft op als huurwaarde 2 godspenningen en 150 Karolusgulden 's jaars, 100 pond boter, ingelegd in looftijd, vier steenen vlas, en een vet lam te Paschen of te Sinksen, ter begeerte van den eigenaar. De betaling moest gedaan worden bij helft, te weten op St.-Jans-en op Lichtmisdag. De eigenaar behield tot zijn gebruik de kamer boven de vout en gelastte den pachter met de herstelling en 't onderhoud van staken en leem, waaruit men mag opmaken dat toen nog aan de boerenhuizing geen baksteen werd gebezigd. Ieder jaar moest de pachter de daken beleggen met 100 pond stroo en 't hout der opgaande boomen mocht door bijl noch door snoeimes worden verminderd. Op bemest land mocht de pachter niet meer dan twee opvolgende vruchten telen, en ten einde den houtkweek te begunstigen werden hem 2 schellingen, Parijzische munt, toegezegd voor ieder eiken of wilgen plantsoen, dat hij stellen zou. De afgaande pachter leverde zijnen opvolger zeven bunder bezaaid met koorn, gewonnen in brake en in mest, alsmede zeven bunder linzen, gewonnen in rogge stoppels [2].

[1] De pauselijke legaat had twee aardappelen aan genoemden heer gegeven, en Clusius maakte de knollen door de gravuur in eene beschrijving bekend. (Zie Ch. Morren, *Notions des sciences naturelles, 4^e^ partie, Botanique*, 82.)

[2] « Den II^en^ dach van hoymaent anno XV^c^ ende XXXIX zo verhuerde Jan Tytgat doude an Andries Boston f^s^. W^s^., een zyn goet ligghende in Heedeghem, groot XLIII bunderen onder landt, busch ende meersch ende emmer alzoot Clays Vlerick ghebruuct heeft met twee godspenninghen, eenen pacht van XVIII jaeren wesende, twee pachten elc van neghen jaeren, wanof dese twee pachten innegaen zullen te Meye anno XV^c^ een en veertich eerstcom-

In 't kort, de meeste middeleeuwsche voorwaarden vindt men in de pachtakten der XVIe eeuw weinig of niet veranderd terug, tenzij dat de huurwaarde hoe langer zoo meer in muntspeciën werd gevraagd. Een pacht van verschillige partijen land bij Me-

mende, ende alzo voorts de voorn. XVIII jaeren lanck gheduerende, ende datte omme de somme van hondert ende vichtich karolus guldens tsiaers, elcken guldenen van werde van veertich scell. par., tstick, hondert ponden bueter innegheleyt, in de raepe looftyt, vier steenen vlas ende een vet lam, te betaelene desen pacht ten tween payementen in elc jaer, te wetene telcken St.-Jansmesse ende lichtmesse, wanof deerste payement vallen ende verschinen zal te lichtmesse anno XVc ende een en veertich teerste, ende dander payement te St.-Jans messe XVc twee en veertich daernaer volghende, ende alzo voorts van payemente te payemente, XVIII vromen heffende ende XVIII pachten gheldende, te betaelene ende leverne de voors. hondert pont bueter in den raeptyt ende tlam te Paeschen of Sinxene ten wille vanden voorn. Jan Tytgat, dies es bespreck dat den voorn. Tytgat of zyn huusvrouw ofte zyn hoirs ende naercommers thueren wille uuthauden de camere boven de vaute, den voorn. pachtere moet houden ende onderhouden alle de huusen ende stallen wesende op tvoorn. goet van staken ende leeme souffisantelic alzoot behoort, moet ooc legghen alle jaere op de voors. huuse hondert tarwen geleys oncost den voorn. Tytgat, den voorn. pachter en mach niet hauwen met haex noch haumes an eenige opgaende bomen wesende op 't voorn. goet, den voorn. pachter en mach maer sayen twee vromen in een mes, den voorn. Tydgat zal de huusen, boomen ende hau den pachter leveren ten aengaene van den pachte, die hy thenden pachte zo goet ende den nombre leveren moet by getale, den voorn. pachter zal hebben van elcken plantsoene tsy eecken ofte wulghen die hy planten oft zal op laeten groeyen synen pacht gheduerende op tvoorn. goet zal danof betalinghe hebben van den voorn. Tytgat ofte zyne hoirs ende ancommers II s. p. van elcken plantsoene becleven zynde, die hem afslach doen zullen thende pachte in minderinghe van zynder somme die hy sculdich wert ter causen vanden voorn. pachte, den voorn. afgaenden pachter zal leveren den voorn. Andries Boston in leeninghe den nombre van zeven bunderen coorens wel ghewonnen in brake ende in messe ende VII bunderen lenten ghewonnen in cooren stoppele, zal hebben ende ontfaen al de vette in den messincput tsynen prouffyt, zal ooc den voors. afgaenden pachter laeten VI of VII bunderen landts ghescyfelt alzoot behoort, twelcke den voorn. pachter thenden voorn. XVIII jaeren zo goet leveren moet alzoot behoort ghelyck voors. es, met conditien ende bespreken indien den voorn. pachter in ghebreke waere ende sculdich zynde twee gheheele jaeren vul ghevallen ende onbetaelt, in dat cas zo heeft den voorn. Jan Tytgat ver-

chelen werd ten jare 1524 aangegaan voor den duur van vier en twintig jaren, met besprek (in vele akten van den omtrek der genoemde stad voorkomende), dat de huraar daarop geene huizen mocht timmeren; dat de pachter of zijne nakomelingen de grachten der weiden behoorlijk onderhouden en afsluiten moest enz. [1].

huerder ofte zijne hoirs ende naercommers cause ende actie hebbende den voorn. pachter te priverene van zynen voorn. pachte ende obcie den voorn. pachter te doen verhuusene indient hemlieden beliefde, als dien by hem verhuert hebbende. Dit was ghedaen ter presentie van Willem Bostoen, Geeraert van den Ende ende van den voorn. Andries, Gilles Willems, Jan de Jonghe, f^s. Joos, Jan Noppe; hier of zo es borghe bedeghen den voorn. Willem Bostoen nopende den voorn. pacht ter presentie van Andries Nemegher ende Pieter Willems, scepenen van Haerlebeke. » (*Schepenenboek van Aalst*, 1539.)

[1] « Opten XXIII dach van Octobre anno XV^{c}XIIII soo heeft Jacob Robbyns voer hem selven synen hoys ende na commelinghen ghehuert ende te pachte ghenomen jeghen heeren Aerde van Diest, heeren Janne vander Aa, riddere, ende Janne Staes, alle rentmeesters van de stede van Mechelen, alsulcken diversche partseelen ende plecken van wijnnende lande gheleghen opten pas, met oock eenen beempdeken gheleghen neven dbollewerck, aandie beke aldaer, ende oock met eenen cleynen stucxken wynnens lants gheleghen over de brugghe aldaer, ende es driehoukich, ende dat in alle der manieren alsoo wylen Jan Wouters dat te houden ende te bedreven plach, eenen termyn oft spacien van vier en twintich jaren lanck gheduerende, deen naer den anderen vervolghende, elcx tsiaers, voor ende omme sesse peeters, elcken peeter voer IIII s. d. VI Brab. gherekent altijts vallende ende verschinende tot Kersmisse, daer af dat ierste jaer vallen ende verschinen sal tot Kersmisse int jaer XV^c ende vyfthiene ende alsoe vervolghende de voorts. XXV jaren lanck gheduerende, met vorwaerde ende condicien hier inne bevorweert ende ondersproken, als dat de voers. Jacob Robbyns ende sine nacommelinghen gheene huysen en sullen moghen setten oft doen maken op dat voers. lant, noch oock voer dat lant op der heeren strate; item voorts soe sullen de voers. Jacob ende syn nacommelinghen ghehouden syn alle dat voers. lant ende beempdeken te doen beheynen ende begraven tot haerlieder coste ende laste, alsoe sy daer af prouffyt willen hebben, sonder der stad coste ende last; item soe es vorwaerde waert bij alsoe dat in toecomende tijden de regeerders oft rentmeesters van der stad voers. eenighe stercten-wouden maken aen den pas voers. of daer omtrent, ende men daertoe behouven soude eenighe van den voors. plecken lants oft dbeemdeken, dat sullen de voers. rentmeesters daer toe moghen aenveerden van der stad weghen, daervore af cortende dat redelyck syn sal, altoes tot der discretien van den rentmeesters voers.; item es

Nagenoeg al hetzelfde vinden wij in de pachtakte van 't *Goed te Rijhove,* omtrent Ninove, en dat ten jare 1566 door Frans van de Kethulle, een der beruchte aanleiders der Gentsche hervormers, toebehoorde. Buiten de reeds vermelde voorwaarden met betrekking tot huizing en land eischte de heer van zijnen pachter dat hij hem tweemaal 's jaars met paarden en wagen halen en dan weer te huis voeren zou, op den tijd, dien de eigenaar beliefde te kiezen. Het pachtersrecht was besproken, maar daarentegen kreeg de huraar last om de onvoltooide ingangpoort van 't hof te doen voltrekken en daarboven een kamertje te bouwen, geheel en al op eigene kosten. Eene andere voor den boer ongunstige bepaling luidde, dat na zijn overlijden zijne vrouw noch kinderen op het hof mochten blijven [1].

oock voerwaerde soe wanneer dat men op Neckerspoele oft daer omtrent steeweghen wille, dat men als dan aldaer sal moghen savel halen aen deen syde daer men dat ghecostumeert ende gheplogen heeft te halen, ende om dat memorie sijn soude voer den toecomenden tijt vander voers. hueringhe, soe hebben wy rentmeesters voers. dit doen teekenen te jare ende daghe voerg. in den register gheheeten trootboeck. »

(Reg. N° 852, bl. 112, in 't stadtsarchief van Mechelen.)

[1] « Allen denghonen die dese presente lettren zullen zyen ofte hooren lesen, scepenen ende raedt der stede van Ghendt, saluut, met kennessen der waerheden doen te wetene dat hedent date deser hieronder ghenoopt, voor ons commen ende ghecompareert zyn in persoone, Franchois vander Kethulle, over een zyde, ende Joos de Mets, filius Cornelis, pachtere wonende upt *Goedt te Ryhove*, int landt van Nyenhove, ter andere, de voorn. Franchois vander Kethulle kende ende verclaersde in loyalen pachte, hueringhe ende voorwaerde ghegheven ende verhuert hebbende, ende de voorn. Joos de Mets ghenommen hebbende tvoorn. pachtgoedt in alder manieren dat tselfs ghestaen ende gheleghen es in huusen, hove, winnende landen, mersch ende hettinghe, metgaders een half bunder ende twintich roeden die plochte te hauden Jan Coppins, metten zelven goede ghevoucht, met noch een dachwant ghecocht wesende by mejoncvrouwe vander Kethulle, Franchois joncvr. moedere, van welcke gronden de voorn. Joos de Mets hem te vreden haudt, ende ditte eenen termyn van neghen jaeren, danof het eerste jaer inneghynck alf maerte zesse en tzestich, ende het eerste jaer naer vrome vallen zal te bamesse XV^c zeven en tzestich, betalende elc jaer in zuveren ghelde, den voorn. pacht gheduerende, vier en veertich ponden grooten tsiaers, van

Gaan wij nu naar West-Vlaanderen, dan vinden wij daar nagenoeg al hetzelfde, althans wat de hoofdvoorwaarden betreft. 't *Goed te Wingene,* ter gemeente Mouden (Moen), eene grootte hebbende van 24 bunder, werd in de XVIe eeuw verpacht voor de som van

welcke XLIIII l. gr. hem afslach doen zullen twintich scellinghen grooten tsiaers, uuten zelven goede gaende, ten proffyte vander capelrye van Pamele, te betalen ofte beweghen waer dat hy wonachtich of residerende werdt, zonder zynen cost, te betalene telcken bamesse, up pachtbrake indient den verhuerdere beliefde, met zulcken ghelde als telcken termyne cours ende ganck hebben zal binnen der stede van Ghendt ende C. Ma^t. betaelt zal zyn van zynen demainen. Es oick bespreken dat de voorn. pachtere leveren moet den wyn die men oirboren zal omme drie messen in elcke weke, van ouder fondacie, die men celebreert in de cappelle vanden voorn. hove, al spachters coste, ende voorts de messen besurgen dat danof gheen ghebreck en ghebuere. Item moet de pachtere alle de vromen, die onse heere God verleenen zal up het voors. goedt doe bringhen up tzelve goedt ende al tstroo te messen bringhen omme te voerene up tselve goedt ten meesten proffyte vanden zelven. Item de pachtere en mach dit goedt niet veransaden binnen den leste drie jaeren. Item en mach dit goedt niet splyten noch oock eenighe sticken, voorts verhueren nochte tselve gheel goet, zonder het consent vanden verhuerere. Item de pachtere moet oock wachten tgoedt van alle schade van beheymene, quade strate ende dierghelycke, alles tselfs pachters cost. Item moet planten vande snoyelinghen redelick ende tamelick zonder den cost vanden verhuerere, zonder oock de pachter eenich recht thebbene an dezelve upgaende boomen. Item moet de pachtere tvoors. goedt laten te zynen affscheedene in dricht, zade, messe, hoirten ende hoye de somme van zesthien ponden grooten, ende bovendien de grachten in de merschen redelick gheruumt. Item ghetydeghe tuynen ende ghetydeghe lueken. Item moet de pachtere voorts doen al dat loyalen pacht inhoudt ende begrypt. Item moet de pachtere onderhouden te zynen coste ende zonder afslach alle de huusinghen van reparatien, hoedanich die zyn ofte ghebueren mochten, ten ware dat eeneghe vande voors. huusinghen by ongheweerte ofte dierghelicke bedorven worden, zo dat men se niet en mochte helpen, dat zoude wesen ten laste vanden verhuerere, ende indien de pachtere neggligent waere van dezelve huusinghen te onderhoudene, zo zoude de verhuerere den pachtere daertoe moghen bedwinghen ofte tselve doen doen spachters coste, ende inden ghevalle dat eeneghe vande voorn. huusinghen by de scult ofte verzwynthede vanden pachtere ofte zynen huusghezinne by brande te nieuten ghynghe, dat zoude de pachtere moeten innestaen ten zegghene van goede mannen, hemlieden dies verstaende, die zy van beede de zyden daertoe zoude moeten nemen, twelck byder

9 pond groote, vijftien razieren tarwe, vier steenen vlas, of, in plaats van dit laatste artikel, het vierde deel van het op 't hof wassend fruit. Te Heestert verhuurde Joost van de Male in 1557 zijn hof mits de volgende voorwaarden : het derde deel des fruits is voor den eigenaar, te leveren in zijn huis te Kortrijk, benevens eene zekere hoeveelheid vlas en hout, 200 halster stroo, vijf ventstoopen warme melk, te leveren op St.-Martensavond, op Nieuwjaar-, Paasch- en Sinksenavond, vermoedelijk voor eenen wafelbak of rijstpap. De meester besprak voor zich het oostdeel van het huis, boven en beneden, en eischte van den pachter, boven de verplichting van geen ander land in huur te nemen, dat

gratien Godts gheen noot wesen en zal. Item voorts zo moet de voors. pachtere tweewaerf tsiaers commen halen den verhuerere met zynder huusvrouwe ende met zulk gheselscap alst hem believen zal, met waghene ende peerden, ende hemlieden thuus bringhen ende voeren zonder eenich verghelt thebbene, als den pachtere daertoe versocht zal wesen. Item hier nemende desen pacht zo quyt de pachtere alle zulcke reparatie als hy up tvoors. goedt zoude moghen ghedaen hebben, oick transporteert alle de huusinghen zo zy ghelegheu zyn, weder scade weder bate es, zonder prisantie, metgaders dat hy ghehouden es up te doen maken de poorte die hy begonst heeft met een camerkin daerboven, zonder daeraf eenighe recompense te begheeren. Item een reke kerseleers in een straetkin gheplant by den zelven pachtere, die zullen commen sverhuerers proffyte als gaende metten zelven goede. Item indien de verhuerere van zynne waere up het voors. goedt eenich huus ofte temmeraige te maken, zo zoude de pachtere ghehouden zyn dezelve materialen te voeren, ende vermach oock den verhuerere te beplantene tselve goedt waert hem believen zal. Ende indien de voorn. pachtere overlede deser werelt voor texpireren van zynen voorn. pacht, zo zoude den pacht gheexpireert zyn ende zyn weduwe ende hoyrs daeranne niet langer recht hebben dan tot alf maerte naer spachters overlyden, betalende den pacht vande voorledene vrome ende jaerschaere. In tonderhouden ende vulcommen van alwelcke de voorn. huerere verbonden heeft zynen persoon ende goedinghen, present ende toecommende, belovende oick voor tinhouden van desen zeker souffisant te stellene, dies van zynen meestere versocht zynde, int vulcommen van al welcken scepenen voorn. deze voors. comparanten, thuerl. verzouck ende begheerte, ghecondempneert hebben ende condempneren by desen. Ghegheven in kennessen der waerheden onder den zeghele van zaken der voors. stede van Ghendt, den eersten Juny XV^c zessentzestich. »

(*Oorspronkelijk stuk op perkament, in ons bezit.*)

hij geen mest, op 't hof gewonnen, wegvoeren, en twee magere varkens, die hij hem zou zenden, vetten zou [1].

De karwei was nog niet teenemaal vergeten en afgeschaft. Wanneer ten jare 1489 het *Goed te Meerhem,* te Afsnee, werd in huur gegeven, eischte de meester van zijnen pachter « hem ende sin huusghesine te dienene, oft deghone, diet hem believen zal, te vaerne met eenen wagene ende twee peerden, vier daghe in elc jaer... behouden de costen van den pachter ende zine perden », die ten laste des eigenaars bleven. Ook hier was 't gebruik in zwang gebleven van 't geschenk des kleeds, van zulke kleur als de eigenaar jaarlijks zijnen dienaar gaf, of 6 schellingen groote. Dit gebruik schijnt zelfs op verscheidene plaatsen nog uitbreiding te hebben bekomen, zoo als wij o. a. zien voor 't *Goed ter Meren*, te Nazareth, waar de pachtersvrouw ieder jaar van den meester vier « curslakene » kreeg, of de waarde daarvan, bestaande in 6 schellingen groote voor ieder kleed [2].

[1] *Schepenenboek van Kortrijk*, 1557. — Stadsarchief.

[2] Zie onze *Geschiedenis van Nazareth*, bl. 13. — De verdienstelijke schrijver van de *Landbouwkunst in de Nederlanden*, Em. de Laveleye, deelt, naar aanleiding eener statistische uitgave van 1590, eenige belangrijke opgaven mede nopens den landbouw in Vlaanderen gedurende de XVI[e] eeuw:

« Een gemet (44 aren) lichten grond, wel gelegen, werd in 1575 verkocht tegen 8 a 12 pond (het pond = 10 fr. 88 c.). De tarwe gold een pond (10 fr. 88 c.) per hoet van Brugge, bevattende 170 liters, dit is 6 fr. per hectoliter.

« Het gemet van 44 aren werd verhuurd tegen 10 schellingen (5 fr. 44), dit is een weinig min dan de waarde van 1 hectoliter tarwe. Deze prijs is lager dan de tegenwoordige, wanneer men rekening houdt van de kerkelijke lasten, die, gelijk men zien zal, het beloop der rente overtreffen.

» De kosten voor een bezaaid gemet kwamen op 20 schellingen (10 fr. 88) voor vette en bewerking. Men zaaide er eene mud en $^1/_3$ (60 liters), die 7 schellingen 6 deniers (4 fr. 05) waard waren. Men gebruikt tegenwoordig nog dezelfde hoeveelheid.

» Twee paarden beploegden op eenen dag 1 $^1/_3$ gemet (59 aren), en men betaalde het gespan met den knecht tegen 6 sch., dat is 4 $^1/_2$ sch. (2 fr. 45) per gemet. Men gaf dus voor het werk van 2 paarden een weinig meer dan eenen halven hectoliter tarwe, wat aan den tegenwoordigen gemiddelden prijs, 11 a 12 fr. zou wezen. Het is nog juist de som, die men thans betaalt.

» Het gemet gaf 500 schooven, die opbrachten 7 hoeten en half (12 hect.

Naast den landbouw ontwikkelden zich voortdurend andere dorpsnijverheden, hoewel de eerste altijd gebrek aan handen had. 't Zal altijd zóo gaan : niet alleen doen nieuwe behoeften en nieuwe vindingen, nieuwe bedrijven en handelstakken ontstaan, maar er zijn overal lieden wien de ouderlijke nering misvalt en die zich toeleggen op iets anders, dat zij met hartelust, en zeer dikwijls met voordeel waarnemen. Hoegaarden en Leeuw brouwden uitmuntend bier; La Bassée (Fransch-Vlaanderen), Keiem, Herve, Upen, Borchloon en meer andere dorpen waren bekend om hunne weverijën; Hoeke, Muiden en Monnikereede hadden talrijke visschers, handelaars in scheepsmasten, zout en granen; menige dorpen van Henegouw en Luik leverden zich over aan den handel in ijzer, steenen, lood, glas, kalk enz. In Namen en Luxemburg wrocht men op een aantal dorpen aan schaliën, marmer en andere delfstoffen; in Vlaanderen (te Bazel), aan de steenbakkerijën enz., terwijl de steengroeven in Brabant en Vlaanderen nog steeds aan talrijke arbeiders bezigheid gaven.

In de XVIe eeuw waren de zeden en levenswijze der buitenlieden weinig bij die der vorige veranderd. Wel was de diep godsdienstige zin onder de menigte der geloovige middeleeuwen hevig geschokt, maar de overheid liet geene gelegenheid voorbijgaan om den volke tot het oude geloof terug te brengen. Een edict der Bergensche wethouders, uitgevaardigd in 1515, na 't woeden eener hevige pest, geeft van die strekking een juist begrip. Men leest daar namelijk : « Considérant que ladicte contagion ne prend fin, il est ordonné à chascun de s'occuper en œuvres de miséricorde, jeusner, exercer aulmones et prières, faire supplications publicques et rien ne obmettre qui soit prouffitable à leur salut. »

Intusschen had de bedelarij eene geduchte uitbreiding genomen,

80 lit.). De Kerk nam hiervan 50 schoven, dat is 1 hect. 8 lit. tarwe, geldende 15 schell. (8 fr. 10), wat maakt een vierde meer dan de eigenaar. De landbouwer betaalde dus aan de Kerk en aan den grondbezitter ongeveer 2 hectol., dat is tegen den tegenwoordigen prijs, 42 fr. het gemet of nagenoeg 100 fr. per hectare. Men zaaide er 2 mudden en half tarwe (1 hect. 8 lit.). Men beploegde met 4 paarden en twee knechten tegen den prijs van 20 sch. »

tot zoo verre dat lieden, die gemakkelijk met den arbeid hunner handen hun brood konden verdienen, zich aan bedelen overgaven. Wijts, in een boek over de kwaal, dat ten jare 1526 in 't licht kwam, getuigt dat de meesters in de steden, noch de boeren op het land genoeg gezellen konden vinden om het werk te doen verrichten; de dienstboden, die van hunne meesters vaderlijk behandeld werden, gingen weg en... aan 't schooien! Die gewaande armoede werd een maatschappelijk problema, dat dringend oplossing eischte.

Wilde de samenleving rust, veiligheid en orde genieten, dan moest het misbruik, op korten tijd algemeen geworden, dadelijk en krachtig worden te keer gegaan. Vlaanderen, dat er meest door schijnt geleden te hebben, was er ook het eerst tegen gewapend. De wethouders der stad IJper gaven in 1530 eene verordening over 't onderhoud der bedelaars uit, welke weldra door een groot getal gemeenten, en 't jaar nadien door de regeering voor geheel het rijk aangenomen werd. Het parochiaal armenbestuur en een bestendig toezicht werden ingericht of liever voltooid; eene kas tot stand gebracht om in het te kort van den disch te voorzien enz. De regeering had de voorschriften der IJperlingen nagenoeg geheel en al tot de hare gemaakt, met bijvoeging evenwel van enkele bepalingen, welke den geest des tijds en de naïeveteit der regeerders betoonen. De arme liên (zegt de bedoelde ordonnantie) mogen ook weleens in de herberg gaan : « aucunes fois par récréation... boyre un pot de cervoise avec leurs femmes, sans toutesfoys eux enyvrer. » Overigens, de behoeftigen, die onderstand kregen uit eene openbare kas, droegen een uiterlijk herkenningsteeken : « Item que tous povres vivans de ladite aumosne de la charité seront tenuz de porter une marque sur leurs robes, à l'ordonnance des dis commis. » Het waren echter niet alleen de schaamtelooze armen, die de bezorgdheid des wetgevers gaande maakten; ook degenen die niemand hunnen nood dorsten klagen, mochten op hulp en bijstand rekenen. De ordonnantie van Karel V, gedagteekend 1531, schrijft voor dat « quiconcque sçaura qu'aucunes personnes de honte ou par simplesse n'ossassent découvrir leur nécessité, ils

en avertiront les commis à ce qu'informacion par eux sur ce prise, ils pourvoyent... » Waarlijk een edelmoedig voorschrift, waarom men Karel V prijzen mag.

De religietroebelen waren zeker niet geschikt om de bedelarij te beteugelen; ook werd toen 't getal schooiers, op den buiten gelijk in de stad, grooter dan ooit, en 't zullen wel lieden van zulk slag geweest zijn, die bij de uitbarsting der onlusten gereed waren om in kerken en kloosters, hospitalen en burgerswoningen de verwoestingen te plegen, door welke die tijden gekenmerkt zijn.

Mochten, bij de gelukkige verdwijning der melaatschheid, de meeste leprozenhuizen hier te lande gedurende de XVIe eeuw opgeheven en tot eene andere bestemming aangewend worden, de pest, die in de vorige eeuwen zoovele slachtoffers gemaakt had, bleef in de verschillige gewesten van België met eene ijzingwekkende hevigheid voortwoeden. Inzonderheid in de Kempen, waar de vreeselijke ziekte andermaal verscheen in 1503 en er gedurende 20 jaren lang heerschte, werden een groot getal personen er door aangetast. Ten bewijze hiervan zullen wij slechts aanhalen dat van 1518 tot 1521 in de Vrijheid van Turnhout alleen niet min dan 10,000 ingezetenen ten gevolge van de pest ten grave daalden. Ook in verscheidene andere plaatsen dompelde zij de bevolking in de uiterste verslagenheid, met des te meer reden dat de wetenschap schier geene hulpmiddelen kende om de kwaal te doen ophouden. Waar ze verscheen werden door het bestuur evenwel eenige meer of min doeltreffende maatregelen genomen. De « gisle Gods » in 't Land van Waas zich hebbende vertoond, vaardigden de wethouders der gemeente St.-Pauwels in 1557 eene ordonnantie uit, die 't verkeer der gezonde met de besmette lieden verbood, de huisgenooten van deze laaste verplichtte op straat te gaan met eene lange witte roede in de hand, en uit de woning, waar een of meer zieken lagen, gedurende zes weken eenen bussel stroo te hangen. Ook werd er bevolen, de dooden gedurende den nacht ter aarde te bestellen, geen bloed of pleisters in grachten of op straat te werpen enz. Deze maatregelen, zoo men ziet, mag men zeggen ingegeven te

wezen door de voorzichtigheid, maar weinig edelmoedig was de bepaling, dat de ingezetene, die na de zes weken, gedurende welke de bussel stroo aan 't besmette huis gehangen had en daarin trad om dat huis te bewaken, verplicht werd daar » te bliven zonder uit te gane veerthien daghen lanc gedurende, om niemant anders te bederven oft besmetten [1].

De XVI[e] eeuw levert nog andere beklaaglijke feiten op, welke, ongelukkiglijk, nog lang nadien tot bedroevende, ergerlijke tooneelen zouden aanleiding geven. Was het oud geloof verzwakt, het bijgeloof, vooral aan heksen en tooveraars, won onder de geringe klasse van den buiten veld. In elke oude, behoeftige, eenigszins afgezonderd levende oude vrouw zag het volk eene tooverheks, vooral wanneer zij leelijk was en misvormd. De bijgeloovige menigte schreef aan die dubbel ongelukkige wezens doorgaans een bovennatuurlijk schadend vermogen toe, terwijl de vrouw, door haar teeder, zenuwachtig gestel, alsmede door de lichtheid, waarmee hare inbeelding tot overspanning en ontvlamming geraakt, bij alle volken en in alle tijden voorkwam om de droomen des bijgeloofs voedsel te geven. Geen gewest van België bleef aan die heillooze dwaling vreemd, en mag men geloof hechten aan eene oorkonde, die in 't archief der stad Gent wordt bewaard, dan zouden de heksenprocessen in ons land de verschrikkelijkste gevolgen gehad hebben. Men leest in het bedoelde document, gedagteekend van 14 November 1664, doch op vorige tijden terugziende : « De irreguliere proceduren in het stuck van tooverye zyn voor een groot deel ghevonden van sulck een quaede ghevolgh, dat men heeft ghesien gheheele gemeenten uytbranden ende de eerlyckste ende onnooselste persoonen in perykel stellen [2]. » Er is stellig overdrijving in deze woorden, maar toch moet de kwaal groot, de vervolging verschrikkelijk zijn geweest, aangezien de scherprechter van Duinkerke, met name Jan Noorman, in een open schrift verklaarde « wel ghevi-

[1] *Annalen van den Oudheidkundigen Kring van 't Land van Waas*, IV, 261.

[2] Aangehaald in eene notice van Em. van den Bussche, getiteld : *Un procès de sorcier de Bailleul, en 1659* (*La Flandre*, 2[e] série, I).

siteert ende ghejusticiert te hebben ontrent de vyf ofte zes hondert tooveraers ofte tooveressen, » en eene ordonnantie van Philip den II, gedagteekend 8 November 1595, de verklaring aflegde, dat de « pratiques diaboliques étaient tellement répandues dans les Pays-Bas, qu'on pouvait compter dans certains villages de quinze à seize sorcières exécutées par la justice. » De gemeenten, waar zulke beklagenswaardige feiten plaats grepen, zijn ons niet al bij name bekend, maar wij weten dat er te Angre en te Roisin (Henegouw) ten jare 1565 negen van tooverij betichte personen op den brandstapel gebracht, te Hollain, in 1590, zeven andere door strenge kastijdingen getroffen werden. In 1585 was eene tachtigjarige weduwe te Kasterlé, beschuldigd van omgang met den duivel, op de pijnbank gelegd en zoo vreeselijk gemarteld, dat zij aan de gevolgen daarvan bezweek. In 't kort, de registers der crimineele sententiën onzer voormalige vierscharen en hoogere gerechtshoven zijn vervuld met vonnissen, die zoogenaamde tooveressen veroordeelen tot levenslange ballingschap of tot den brandstapel, schier alle na door de ijselijkste folteringen der pijnbank eene schuldbekentenis afgeperst te zijn. Hoe zeer steken deze sombere tooneelen af tegen de anders veel verzachte strafwetten der middeleeuwen, toen men nog volop radbraakte en veroordeelde [1], en 't zoogeheeten « oordeel Gods » of rechterlijk tweegevecht, hoe fel door geestelijke en burgerlijke overheden bekampt, nog de oorspronkelijke ruwheid van 't Germaansch karakter al te zeer herinnerde.

Maar wenden wij de blikken naar bemoedigender, aangenamer tafereelen, waar wij den landman zien verpoozen van zijnen harden arbeid en drukke zorg, en waar hij verademing en nieuwe krachten gaat zoeken om, na de enkele dagen van ontspanning en vermaak, weer met frisschen moed en verlevendigde hope de taak te hervatten; volgen wij den boer op de parochiekermis, waarvan hij, nog min dan de steedsche poorter en de edelman, een vijand is.

[1] In de XVI[e] eeuw nog slechts zelden; op vele plaatsen paste men de doodstraf meest toe met het zwaard.

Guicciardini bevestigt, dat men het te zijnen tijde zoo hoog op had met die jaarlijksche feesten, dat men eene reis deed van 25, 30 uren en meer, om op eene bepaalde plaats zich in 't gezelschap van goede vrienden te verlustigen [1]. Laat dit nu ook eenigszins overdreven zijn — het reizen ging in de XVI[e] eeuw zoo gemakkelijk niet als heden — 't is toch waar dat onze kermissen druk werden gevierd, soms eene week lang, ja, dat de wetgever er dikwijls met beperkende bepalingen moest tusschenkomen om de baldadigheden, die er veeltijds 't gevolg van zijn, te keer te gaan. Zoo zullen wij wijzen op eene ordonnantie van Karel V, gedagteekend 7 October 1531, en waarin men een artikel leest, dat duidelijk de noodzakelijkheid der bemoeiing van de overheid aantoont :

« Conséquemment pour remede aux desordonnées beuveries et yvrogneries qui se font en nos Païs de par deça en divers cabarets, tavernes et logis qui se tiennent en lieux detournez hors villes, bourgs et villages, au dehors des grands chemins et en autres lieux en dedicasses, festes et kermesses, et pour remedier aux debats d'homicides et autres inconvénients qui en procedent, Nous avons statué et ordonné, statuons et ordonnons que toutes les festes, kermesses et dedicasses, en chacun de nos dis païs, se tiendront sur un mesme jour, tel que par Nous ou par très chere et très amée sœur la Royne régente en Nostre absence, vu l'advis des gouverneurs, consaulx et juges provinciaux d'iceux païs, leur sera en dedans quatre mois aujourd'huy déclaré et ordonné et que les dites dedicasses et kermesses ne dureront qu'un seul jour, à peine pour ceux et de chacun d'eux qui tiendroient lesdites kermesses et dédicasses, hors et plus longtemps que le jour à ce ordonné, comme ceux qui se trouveroient, et sy souvent que ce aviendroit, de XXX liv. par. pour chacun contrevenant. »

De beteugeling der dronkenschap en andere baldadigheden was een wijs werk, maar het bevel om al de parochiekermissen van een geheel gewest op eenen en denzelfden dag te houden, onverstandig, in dezen zin, dat het hoogst nadeelig was aan den handel

[1] *Descrittione di tutti Paesi Bassi.*

en de belangen van iedere gemeente, onverminderd nog dat de gewoonten, sedert de oudste tijden bestaande en trots alle wederwaardigheden, lotsbestemmingen en toevallen in zwang gebleven, niet uit de roeien zijn. Het bevel deswege, nog bij placcaat van 22 Juni 1589 vernieuwd, kon evenmin steek houden als toen omtrent het einde der XVIIIe eeuw keizer Jozef II eene gelijke verordening uitvaardigde.

En 't was niet enkel op de kermisdagen, dat het er ongemeen lustig en vroolijk toeging, maar bij ieder bijzonder feest in 't gezin wisten de boeren uiterst goede sier te maken, te spelen en te dansen, te zingen en te brassen dat het een aard had. Ook hiertegen moest de wetgever herhaalde keeren de stem doen hooren, wilde hij de openbare tucht en orde niet in gevaar zien komen. Voor de kastelnij van IJper schreef men daarom in de oude costumen een beperkend en beteugelend artikel van den volgenden inhoud :

« Item que dores en avant dans la chastellenye d'Ypres, on ne tiendra aucune assemblée soit de noces, de ventes, de jeux du soir (*avondspelen*), de jeux de jour, de distributions de pain (*spinderijen*) ou autre assemblée sans le consentement du bailly, à peine de l'amende de III livr. parisis, saulf qu'aux nopces le père, la mère, les frères, les sœurs de chascun costé et les proches pouront y venir et s'assembler [1]. » Het verbod, meer dan twintig personen tot een bruiloftsfeest uit te noodigen, bestond voor geheel het land, gelijk men ziet uit de ordonnantie van 1531 :

« Que ceux qui tiendroient nopces par tous nos païs et seignouries de par deça ne pouront prier que leurs plus proches parents et amis d'un costé et d'autre et ce au nombre de xx personnes au plus haut, et que la feste desdites nopces ne pourra durer plus que le principal jour d'icelles nopces, et lendemain jusqu'après midy, à peine d'encourir par ceux qui feroient le contraire, tant ceux qui tiendroient les nopces que ceux qui y viendroient en plus grand nombre et ne seroient les plus prochains parents et aussi ceux qui y seroient plus longtems que dit est, par chacun d'eux l'amende de XX carolus d'or. »

[1] *Rubr.* XXIII, art. 1-4.

Wanneer wij eenen blik werpen op de kermisvreugd onzer XVIe eeuwsche voorvaderen, dan kennen wij ook de verschillige spelen, die hun destijds tot oefening en uitspanning dienden, want de tappers van dien tijd waren niet onbehendiger dan die onzer dagen, en wisten, vooral op de kermis, het volk naar zich te lokken door 't uithangen van prijzen, met het een of ander spel te verdienen. Gaan wij dan eens rond in de parochie, waar op den toren de traditionneele « mey » uitsteekt en de speelman de vedel doet klinken.

't Voornaamste, 't deftigste vermaak, dat den baljuw, de wethouders, zelfs den kapelaan, pastoor en dorpsheer bij elkander brengt, is dat met den boog, hetzij men naar de gaaien schiet op de hooge stang, hetzij men met den zwaren voetboog naar de doelen mikt. Het gilde trekt er heen met trom of fifer, met vliegend vaandel, geschilderd blazoen, en wie er eenen zot op nahoudt, wordt het meest door jong en oud toegejuicht. Onze groote dorpen hadden meestal een schuttersgilde, sommige zelfs van in de middeleeuwen, en wel voornamelijk daar, waar een heer zijn kasteel had en hij gaarne met leenhouders en pachters in betrekking was. Op vele plaatsen was er zelfs een tweede gilde, ontstaan in den schoot van 't oude, en hoewel samengesteld uit jonkheden (waarom men het noemde : *jong gilde*), onder het toezicht der oudere schutters.

Wat verder, op de dorpsplaats (maar niet op het kerkhof, dat verbieden de keuren streng!) wordt de bal geslagen. Dit spel is ouder dan de XVIe eeuw, maar 't werd in dit tijdvak meer algemeen, vooral op den buiten [1]. Dit placht doorgaans 't geliefkoosde spel te zijn van de jonkheid met kloeke armen en vereelde handen, want er is kracht en sterkte noodig om den bal goed uit te werpen en vooral om dien goed terug te slaan :

> « Voorwaar een aardig tijdverdrijf
> Tot oefening van koude leden. »

rijmt Westerop in zijn *Hoorns Buitensingel.*

[1] De helden van Homerus verlustigden zich met den bal, en de Romeinen ook, die 't vermoedelijk leerden aan onze Germaansche voorouders. Vinchant (*Annales de Hainaut*) zegt dat het in dit gewest reeds bekend was in de

Op 't pleintje vóor of achter de tapperij (zelden langs den heirweg) zijn de bedaagder mannen te zamen met dezulke, die niet van te groote vermoeienis houden, en zij staan rond de bollebaan. Mede een oud spel, want in 't *Boeck der exploicten van justitien int lant van Watrelos* (1440-1460) staat er te lezen : « hij cam (quam) te Doornicke, daer hij ghijne spelen in de bollebane... » De prijsbollingen waren in de XVIe eeuw, even goed als de rederijkersbijeenkomsten en andere, verdacht, en daarom schreef de ordonnantie van den hoogbaljuw des Lands van Waas, in 1596, aan zijnen stadhouder gericht : « Item en sult niet toelaeten dat men sal eenighe schietspelen om prijs, bollerijen, loterijen ofte andere ghelicke saecken doen, daer vergaderinghe van volcke gheschiet, tenzij bij consente van den hove... » Dan was de overheid daar, om verboden redevoeringen en gesprekken te beletten, maar op de kermis is die voorzorg noodeloos; de boeren geven dan den bras van politieke twisten.

Ginder is eene andere kermisvreugd, als men 't redelijk zoo mag noemen : het schoone, teedere geslacht vermaakt er zich met gansknuppelen, — rijden of trekken. Een touw is gespannen tusschen twee boomen, en aan die touw hangt, den kop naar beneden, eene levende gans. Is er quaestie van trekken, dan besmeert men den uitgerekten hals van 't arme dier met vet, en al loopende trekt elke mededingster de gans bij hals of kop — als zij kan. Moet men slaan, dan geschiedt dit met eenen goeden knuppel, die een fatsoenlijk man niet gaarne op het hoofd zou krijgen..... Is er nu eene der mededingsters — tot dit spel waren onze XVIe en XVIIe eeuwsche grootmoeders bekwaam — zoo « gelukkig » den kop af te trekken, dan wordt er eene tweede gans opgehangen, en zoo voorts, wel tot vijf of zes.

Daarnaast staat een kramer, reeds heesch geschreeuwd, omringd van eene menigte kinderen tusschen de zeven en de twintig jaren oud. Hier is een koek te kappen met een mes, maar in éens, en wie dat kan (na eerst zijnen duit op de kapbank gelegd te hebben) krijgt den koek; en die mislukt? wel de kramer

XVe eeuw. In al de groote steden waren « caetsspelen », pleinen of huizen, waar men zich ging oefenen.

moet ook leven! — Dit spel behaagde de wethouders niet overal; immers het *Gebodboek* van Antwerpen (anno 1604) houdt eene ordonnantie in, bevelende « cremers met peperkoek niet voorts te staen noch te laten kappen op de Meire, op de vesten of andere publieke plaetsen. » Geen twijfel of 't koekkappen werd ook wel op vele dorpen verboden, want « een ongeluk is gauw gekomen » zegt de volkswijsheid, en met « messen spelen is gevaarlijk. »

Meer lawijt en geroep gaat er op aan de kegel-, beugel- of kolfsbaan. 't Kegelspel is niet ouder dan de XVe, en werd gemeen in de XVIe eeuw; 't is een aardig spel, dat ook veel kijkers uitlokt en gejuich, als de middelste kegel, de « koning, » getroffen neerstort; maar men moest, vooral in Brabant, eene niet gemeen sterke hand hebben om den zwaren, grooten bal behoorlijk te kunnen doen vooruitgaan. Limburg, Brabant en Vlaanderen hielden daar veel van en de kegelaars vereenigden er zich in genootschap, juist als de rederijkers en de schutters. Maar in de kastelnij van IJper was het streng verboden [1].

In sommige streken van Brabant en Limburg speelde men ook op de beugelbaan om 't gelag, dat te zamen werd uitgedronken. Tergouw verzekert dat men in de genoemde gewesten « vroeger geen herberg vond, die haar beugelbaan niet had [2]. » 't Ging daar, zooals een « rijmer » van 1626 beschrijft:

« In het midden staat een beugel
Die met een gestaelde vleugel
Vast geplant is in der eerd,
En aen alle kanten keert.
Groote met haer groote stelen
Konstich door den beugel spelen,
Maer de kleyntjes in 't gemeyn
Bruycken spaentjes kort en kleyn. »

[1] « Item que nulles personnes ne tiendront ni poseront des quiles (*queeken ende kegelen*) ou ne les feront mettre ou tenir en aucun lieu dans la chastellenye, à poine de l'amende de X liv. paris. Chaque teneur de quiles ou chaque joueur, à poine de III livr. par., et de cecy nuls officiers n'en pourront donner consentement dans la chastellenye sous poine de pareille amende de X liv. par. envers son seigneur suzerain. » (CXIII^e^ hoofdst.)

[2] Tergouw, *De Volksvermaken*, 333.

't Kolfspel is meer een Hollandsch vermaak, en werd buiten 't noordelijk deel van Limburg weinig beoefend.

In 't herbergje ginder, aan den uitkant en verscholen achter de linden, wordt weinig gerucht vernomen; men viert de kermis daar op eene bijzondere wijze; daar zitten de tuischers stil bijeen, om de opmerkzaamheid niet gaande te maken van den baljuw of anderen dienaar des gerechts; immers er staat boete op het oneerlijke spel, en de lieden, die meest aan 't verboden spel verslaafd zijn, hebben doorgaans 't minste geld. Toch is het te vreezen dat er gedruisch zal komen, want de mannen drinken als Tempeliers en hiervan, gelijk van het tuischen, komt doorgaans gekijf en gevecht. Dan verschijnt de openbare macht, vertegenwoordigd door eenen meier, schout of anderen officier, en 't spel zal eindigen vóor de vierschaar [1].

In West-Vlaanderen was een bijzonder spel, dat op en buiten kermistijd veel beoefenaars vond : 't was de zoogenoemde *baarloop*, dat men gemeend heeft te beteekenen : « loopen achter de baar, » dus begrafenis, begrafenismaal enz., maar dat door eene oorkonde, berustende in het stadsarchief van IJper en gedagteekend 1527, heel anders word uitgelegd; men leest daar inderdaad dat er te IJper, buiten de Meezenpoort, een vrije baarloop of *worstelspel* plaats had « tusschen verscheyde mannen van eere en jonghe ghesellen. » 't Stond dus in verband met den oud Germaanschen zwaardendans of 't zwaardrijden, tegenwoordig in gemeld gewest tot eenen onnoozelen « koekezondag » of prijsspel met de kaart overgegaan.

Als 't avond begint te worden, dan stemt de speelman zijne vedel of fluit en roept de danslustige jonkheid onder den lindeboom of de leeggemaakte schuur bijeen; wie niet van deze pret

[1] « Item d'autant qu'il arrive chaque jour plusieurs batteries et des désordres aux nopces et dans les festes de villages dites dédicasses, il est ordonné que quiconque se battera aux nopces et dans les dédicasses, l'agresseur sera en l'amende de LX liv. par. et chaque complice de X liv. par. en cas qu'il ne s'ensuive point d'effusion de sang; et au cas que l'effusion de sang s'ensuyve, chacun des complices encourera aussi LX liv. par. »

(*Costumen der Kastelnij van IJper*, LIe hoofdstuk.)

houdt, en liever op 't gemak zijne kan ledigt (al is die ook menigmaal opnieuw gevuld), die vormt met de eensdenkenden een « tafeltje » en zingt de oude of nieuwe kermisdeuntjes: Gebrek is er niet! Wie in 't naastbijzijnde klooster ter school heeft « gelegen, » hield een liedjesboek bij, waar al wat moois en aardigs, dat gezongen kan worden, opgeschreven is; hier en daar is er al een, die eenen gedrukten bundel uit den zak te voorschijn brengt, maar dat is in dezen tijd nog weelde en alleen in de handen van rijke boerenzonen, die ofwel den steedschen boekhandelaar of wel den Antwerpschen schipper daarvoor hebben aangesproken. Maar wat men zingt, 't is meest deftig, en al komt er in van vrijen en trouwen (twee zaken, welke nooit uit het gebruik zullen gaan) de deernen, die mee aan tafel zitten, zullen er weleens om lachen, nooit om blozen moeten.

Op eene andere plaats van het dorp zijn de rederijkers vergaderd om hunnen vrienden en voorstanders eene nog edeler tijdkorting te geven. Welke verandering aan het tooneel sedert de voorgaande eeuwen! 't Spel in de kerk is reeds lang, althans op de meeste plaatsen, opgehouden; in de processie gaat het maar zelden meer mee. Men vertoont het nu meest op wagens, op de straat, in de herberg op eene tafel of in eene overdekte tent. Brabant en Vlaanderen zagen reeds eene menigte tooneellievende gezelschappen tot stand komen, ook in de dorpen, want bij den strijd der gedachten op godsdienstig en staatkundig terrein vinden zij stoffe genoeg voor hun vernuft en voor hunnen haat of liefde... Na de bevrediging des lands gaat het echter heel anders : geene spotternijen meer tegen Rome, tegen de monniken, tegen de plechtigheden als vóór den beeldenstorm in de steden, groote en kleine, placht te geschieden. Alles is, meer dan ooit te voren, aan toom en band, ten einde de godsdienstige overtuiging der burgers en den godsdienst van den Staat geenen aanstoot te geven. Het gildewezen wordt niet gestremd, maar mag zich vrijelijk ontwikkelen, want de godsdienst beheerscht elk genootschap, hetzij van nut, hetzij van uitspanning, en heeft den voorrang in al zijne feesten; van zijnen kant vereert het gilde elke godsdienstige plechtigheid met zijne tegenwoordigheid, voorzien van al zijne teekenen van

eere; ook, overal waar de nieuwe school van volksbeschaving en kennis oprijst, wordt zij door pastoor en dorpsheer, door wethouder en boer om te zeerst beschermd. Er is, na de bevrediging der religietwisten, geen gevaar meer dat de stukken kettersche denkbeelden en leerstellingen zullen verkondigen : de pastoor ziet het handschrift, aleer 't van buiten wordt geleerd, nauwkeurig na. Verscheidenheid is er genoeg, te meer daar de voorstellingen gedurende het jaar niet talrijk zijn. Nu eens wordt een *esbattement* opgevoerd, dat de middeleeuwsche *boerte* vervangt, en gispt en hekelt, spot en smaalt met dwaling en misbruik, lot en toeval; dan wordt men gesticht en onderricht door een *sinnespel*, waarin soms een wijsgerig denkbeeld ter sprake komt. De « gesellen vander conste » vinden veel bijval en worden hoe langer hoe meer populair; ook komt men van de naburige gemeenten om het te zien, gelijk men uit het dorp zelf naar de stad zal trekken, wanneer daar het « spel op den wagen is [1]. »

Ziedaar eene kleine, vluchtige schets van de vreugden, welke de XVIe eeuwsche boerenkermis te genieten gaf; maar wij vergeten nog iets : de kleederdracht, welke op die pronkdagen zeker wel iets merkwaardigs moest aanbieden? Minder dan men denken zou, want Sluper, geboortig van Herzele en die in 1572 eene reeks van kleederdrachten bezorgde, gedrukt en gesneden te Antwerpen, leert ons dat de Vlaming van dien tijd geheel en al onverschillig was aan de nieuwe snee :

« Si du flamand veut scavoir la vesture
Sa courte robe, et sa manière aussy,
Tu le verras par ceste pourtraicture
Changer d'habit ce n'est point son soucy. »

[1] « De guldebroeders van thelich Gheestgilde alhier verchierende de processie met diversche verthooninghen uyter heylige Scrifture, waer duere diversche lieden van buyten alhier vergaderen, in hoofschede ghepresenteert IX lib. XII s. p. »

(Rekening van Oudenburg (West-Vl.), 1560. — Medegedeeld door Edm. van der Straeten, *Le Théâtre villageois en Flandre.*)

Hoe was die kleeding? Sluper beschrijft ze volgenderwijze :

« Effen lijf, uitgaande in een onderkleed, gesloten aan de lenden met eenen riem; eene korte pijpkraag, ondersteund door eene andere, kleinere kraag; baard en knevels net afgesneden; 't haar kort, bedekt met eene platte vouwmuts; spannende korte broek, opgaande tot onder het onderkleed tot aan de heupen; spannende mouwen, aan 't einde met een geplooid bekleedsel versierd. 't Bovenkleed gestoffeerd en open, met blaasmouwen, aan den elleboog gespleten, om den arm en voorarm te laten zien; 't overige der valsche mouw met het bekleedsel van passementwerk naar onder vallende. Tot schoeisel eene lederen zok, ietwat over den voet gehaald in den vorm eener muil. »

Dit was nu zeker 't kermis- of zondagskleed van den Vlaamschen man, want voor het werk was de oude eenvoudige kerel wel genoeg. Maar zien wij ook eens naar de vrouw :

« Au vif tirée est ceste pourtraicture
D'une flamende ainsi expressément,
Et sur les lieux vous n'allez, sa vesture
Est peinte ici laborieusement. »

't Is het beeld der Vlaamsche boerin; zij draagt « eenen langen rok, eenen witten voorschoot, een hoog opgaande en aan den hals gesloten keurslijf; ter nauwernood ziet men er eene kleine pijpkraag boven uitsteken; aan de borst is hij gehaakt met ringkussens aan de knoopsgaten. Verders linnen mouwen, opgevuld, bekleed met kleine aan de handgewrichten toegesnoerde handmouwtjes; lijfsnoeren met hangstukken van voren; kleine platte muts, puntig op het voorhoofd staande met twee vleugelen, die de ooren bedekken. »

In de kleederen was verscheidenheid en schilderachtigheid door de kleur en de stoffe, en hierin kwam weelde. De rijke boer en boerin konden immers niet te voorschijn komen in 't zelfde pak als het gezin van den armen dorper, die maar éene magere koe op stal had? Dit was nog al natuurlijk, maar dan was er ook schier geen afstand meer tusschen den rijken boer en den

landedelman, en ook dat mocht niet gedoogd worden; een plakkaat van 27 Mei 1550 verbood den dorpsbewoneren zijden kleederen te dragen. Met dergelijke bepalingen waren vermoedelijk de steedsche zijdehandelaars al even weinig in hun schik als de pronk- en behaagzuchtige boerenvrouwen.

IXe HOOFDSTUK.

—

De landbouw en de landbouwers in de XVIIe en XVIIIe eeuw. — Het geheele land door de vreemde legers uitgebuit. — De Boerenkrijg.

Eene vrij belangrijke wijziging wordt in den toestand onzer landelijke bevolking van de XVIIe en XVIIIe eeuw, vergeleken bij dien der vorige eeuw, opgemerkt. Zachter zijn de zeden, hooger is de trap van ontwikkeling, beter de huishoudelijke toestand, al is er, over 't algemeen, weinig in het lot, gelijk in het openbaar leven der boeren, veranderd. Buiten de zon- en feestdagen, op welke nog altijd veel gedronken wordt, voeren zij eene sobere, men zou zeggen strenge levenswijze, minder uit reden van armoede dan uit eenen geest van zuinigheid, die overal als een eerste inkomen wordt beschouwd. De taak is even zwaar en lastig als voorheen; — de oorlogen — wij moeten er straks van gewagen — zijn langduriger, verwoedender, uitputtender dan ooit; maar de landman vindt thans, zoo niet eene vertroosting of bemoediging, dan toch eene reden minder om bittere klachten te uiten, wetende dat hij niet alleen meer aan zware beproevingen onderworpen is; dat ook de stadsbewoner, hoewel in mindere mate, lijdt in den algemeenen nood, en, zoo hij de blikken wendt naar de kasteelen van zijn dorp, ook dáar niet alles voorspoed, rijkdom, vergenoegdheid en zegen is. Opbeurend is het thans voor hem te weten, dat de vruchten van zijnen arbeid niet strekken om den kasteelheer te verrijken, maar het vaderland voor schandelijk verval, ondergang en vreemde overheersching te behoeden.

Gaat men de geschiedenis van dit nieuwe tijdvak na, dan doet zich een belangrijk verschijnsel op. De wakkere, voorzienige boer, niettegenstaande oorlogsrampen zonder einde, weet den welstand te handhaven of zelfs uit te breiden, terwijl men een tal van edele, feodale familiën ziet stappen naar hunnen ondergang. Vele

omstandigheden werkten tot dit laatste mede. In de eerste plaats de vermindering der inkomsten, door het onvermogen der kleine pachters om de verplichtingen van het huurcontract na te leven; verder de schier jaarlijks herhaalde krijgscontributiën, brandschattingen enz.; de hooge justitiekosten, door den leenheer te dekken zonder dat het heerlijk inkomen in dezelfde verhouding stijgt; het onderhoud der wegen en bruggen op vele plaatsen zelfs, waar een deel der tienden in wereldlijke handen is overgegaan; 't onderhoud der kerk, terwijl het dubbel verblijf — stad en dorp — de verzorging en de opleiding der kinderen enz. 't beste deel der inkomsten opslorpen, ja vele heeren noodzaken hun erfgoed met schuld te bezwaren. Wel is waar, 't vroeger bestaande verbod aan den adel, om handel te drijven, is afgeschaft [1], maar de handel is niet meer wat hij in de XVIe eeuw was en — drijft geene koopmanschap wie wil. Menige familie, in de onmogelijkheid den alouden rang op te houden, beducht van eenen aanstaanden val, zendt hare zonen naar het leger, de dochters naar het klooster, en sterft uit.

Maar hoe weinig gunstig de omstandigheden waren om de stoffelijke ontwikkeling te bevorderen, toch verzuimde de regeering geene gelegenheid om de belangen der landbouwers voor te staan. De vroeger afgekondigde ordonnantie nopens het beschadigen der akkervruchten werd door haar vernieuwd den 19 November 1605, en de straffe bij decreet van 3 November 1629 en 30 Januari 1744 telkens verdubbeld. De akkerdieven werden volgens een plakkaat van 30 Juli 1740 als straatroovers gestraft, namelijk met de dood [2]. Het verbod van uitvoer kreeg in tijden van oorlog en schaarschte nieuwe bekrachtigingen, bepaaldelijk den 6 Februari 1694 voor de boonen, vitsen, erwten enz.; den 17 December 1711 voor de garst; den 15 October 1740 en 18 Januari 1757 voor de aardappels; den 12 Januari 1735 voor de houtassche (Vlaanderen), en den 20 September 1741 voor de boter. — De regeling der pachtersrechten werd in de kastelnij

[1] Decreet van 30 November 1690, 13 Juni 1736 en 11 December 1754.

[2] Zóo was ook bevolen door Karel V, den 30 Juni 1546.

van den Oudenburg in 1671, voor 't Land van Aalst in 1675 afgekondigd; die der navette door kalkassche, in de kastelnij van Kortrijk, werd bepaald bij decreet van 1703, terwijl eene verordening van 13 November 1712 het houden van schapen regelt in 't Land van Aalst, de kastelnijen van Kortrijk en den Oudenburg, eene andere, van 13 Augustus 1621, betrekking heeft met de hoppe, een gewas, dat toen reeds voor Vlaanderens landbouw het grootste belang opleverde. Melden wij in deze orde van gedachten nog eene schikking opzichtens de maatregelen, tijdens 't woeden van veeziekten in acht te nemen: voor Veurne-Ambacht in 1744, voor 't bisdom van Luik in 1755. In 't kort, geen belang van eenigszins algemeenen aard kon in gebreke of gevaar komen of de regeering waakte om zooveel mogelijk ieders verplichting te bepalen.

Het hertogdom van Bouillon, onderhoorig aan den bisschop van Luik, genoot het recht van vrije jacht en visehvangst, wat den burgers dier stad en rijke boeren wel zeer aangenaam, maar den geringen landbouwer ten hoogste schadelijk en hinderlijk was. Reeds had men de vrije jacht verschillige keeren verboden, maar zonder gevolg, daar de wethouders van Bouillon ijverden voor 't behoud des ouden privileges. Eindelijk toch werd het in 1673 afgeschaft en de desbetreffende verordening van den bisschop getuigt van eene levendige belangstelling in het lot der kleine landbouwers : « pour le plaisir de quelques particuliers, » leest men daar, « il ne doit point être fait préjudice au pauvre laboureur et nuire à ses labours. »

De pachtvoorwaarden zijn op de meeste plaatsen gewijzigd in dezen zin, dat de huurprijs doorgaans in klinkende penningen wordt gevorderd [1], de heer afziet van 't gebruik van een deel des

[1] In 't Walenland niet overal. De laten der heerlijkheid van Celles moesten in de XVIIe eeuw aan hunnen heer jaarlijks opbrengen : 2 mud haver; die van het daarvan afhangend dorp Haibaille 9 retz (?); die van Tressoigne 1 mud enz. « à raison du pasturage des vaches es bois oudit seigneur. » De cijnzen en renten bestonden aldaar nog meest *in natura :* hoenders, kapuinen, spelt, vlas, haver enz. (*Rijksarchief te Brussel*, *Cartulaires et manuscrits*, n° 928 B).

Bij den verkoop of de verpachting van landgoederen werd doorgaans een

pachthofs, geene dieren ter verzorging zendt, het onderhoud der gebouwen op zich neemt, geene zoo langdurige pachttermijnen gelijk vroeger toestaat. De Waalsche gewesten zijn onder menig opzicht verre bij de Vlaamsche provinciën ten achter. Hier toch is schier nergens spraak meer van eene bijzondere erkenning des heerlijken vermogens, door middelen, welke men uitzonderlijk mag noemen; in Limburg en Luxemburg houdt de karwei nog stand, zelfs tot het einde der XVIIIe eeuw. Een der drolligste leenplichten, die wij voor België hebben kunnen opsporen, en welke men zou zeggen uit de lucht gegrepen te zijn — zoo ongehoord komt het voor — wordt nog in de XVIIe eeuw geëischt door den abt van St.-Hubert, als heer van Anseremme, telkenmale dat hij aldaar op 't heerlijk slot vernachten komt :

« Est à scavoir qu'à chasque venue du seigneur tous et chascun manants d'Anscresme sont tenus, à la semonce et commandement de l'officier ou sergeant, d'apporter en la mayson seigneuriale le meilleur lict, traversin, oreillier, linceulx et couverte qu'il ont, pour coucher la-dessus ledit seigneur et ceulx de sa suite, pour tant et si longtemps qu'il y séjournera.

» Item que ceulx qui tiennent la terre au raynes (*grenouilles*), ou partie d'icelle, comme les représentans Léonard Blanche, sont tenus de battre l'eaue pour faire taire les raynes (*grenouilles*) affin de laisser dormir le seigneur quand il est au lieu, et qu'il leurs faict commander par le sergeant [1]. » Misschien kwam de abt van St.-Hubert niet veel naar Anseremmes? 't Was wel te hopen voor de boeren dier plaats, want als zijn eerwaarde gaarne rustig sliep — zijne laten ook, mag men veronderstellen?

geschenk voor den eigenaar, zijne echtgenoote of dienaars besproken. Constant van Schynghem, heer van Singelbaanst, handelende over zijne moeder, verpachtte in 1703 aan Norbert de Bree 't *Goed van Coudenberg*, groot 114 gemeten, in Eggewaartskapelle, Avekapelle en Pervijze, mits de somme van 19 dobbelen « te Gode » (*godspenning*), 1 patacon voor den knecht des eigenaars, 2 pistolen voor een hofkleed en 11 pond Parijzische munt 's jaars, boven alle lasten.

[1] *Registre des Centz, rentes, etc. de l'église et monastère de St.-Hubert...* à Anseremmes (1639). — Archief der *Société d'archéologie de Namur.*

Te Veulen (Fologne), in Limburg, treffen wij nog eene karwei aan, ook geheel overeenkomstig met degene die gedurende de middeleeuwen in zwang waren. Het leenregister dier plaats, dagteekenende van 1621, maakt ons bekend dat in geval de heer door den vorst ten krijgdienste wordt geroepen, zijne laten op hunne beurt hem dienen moesten « met vier goeder peerden, om des heeren van Veulen tente daerop te voeren. » Verder vinden wij er de bepalingen :

« ... Soe wanneer den heere van Veulen eerstwerf heer wordt, ridder geslagen, of een wyf neemt, in houwelycke jaere, oft oock gevangen wordt, alsdan syn hem syne ondersaeten schuldig een redelycke bede te geven.

» Item alle degene die ackerpeerden hebben tot Veulen syn sculdig een voeder colen elcken waegen te doen alle jaere, sooals wanneer sulcx hun geboden wordt metten schautet oft metten vorster, ende den heere van Veulen thuys te brengen, en wie dat niet en dede als hun bevolen waere, die soude verbeuren aen den heere een rhynsgulden, alsoo dickwerf als sy ongehoorsaem waeren; maer den heer moet hun den redelyken kost doen. »

Eindelijk waren de boeren van Veulen nog tot den hooidienst verplicht : wie paard en wagen had, moest het heerenhooi naar de schuur voeren; de anderen arbeidden op het veld.

Ook te Gedinne (Luxemburg) werd het heerenrecht gelijk in volle middeleeuwen uitgeoefend, en zelfs, wat wij nergens elders aangetroffen hebben, jegens kinderen, die nog aan de borst lagen :

« Item (*le seigneur*) a droit de reunion dans laditte terre de Gedinne et de faire partager les bois contre ses subjets; chacun bourgeois en laditte terre de Gedinne doit au jour St. Estienne deux chapons et neuf liards et un gigot de bourgeoisies, excepté que ceux de Patigny et Malvoisin doivent dix liards de bourgeoisies et pour fournage payent de trois testes un patars jusques aux enfans à la mamelle [1]. »

Wij mogen 't echter zeggen : verplichtingen als deze, zelfs in

[1] Denombrement der heerlijkheid van Gedinne (1693). — (*Annales de la Société archéologique de Luxembourg*, IV.)

het Walenland, behoorden tot de zeldzaamheden, en over 't algemeen was de toestand der landbouwers zeer voldoende, in allen gevalle oneindig beter dan in de naburige landen, waar de welstand op de dorpen verre te zoeken was.

Dan, de toeneming der bevolking tijdens de rustige régeering van Albert en Izabella (1599-1633), maar vooral in de XVIIIe eeuw, deed uitzien op de aanwinst van nieuwe gronden voor landbouw en veeteelt. De gesteltenis der Kempische en andere Brabantsche dorpen wekte bijzonderlijk de aandacht des bestuurs, en de statistieken uit dien tijd bewijzen, dat die bezorgdheid alleszins gegrond was. Naarvolgens eene oorkonde van 1598 lagen te Rotselaar « ledich bat dan twee hondert bunderen beempt, weyde, enssels, daervan geen profyt en is commende, doer dien allen deselve allen d'jaer deur staen int water, ende meestendeel maras zynde, beset met les, hegghe, haghen enz., daervan men het water nyet en can doen affloopen, deor dien de beempden en landen liggende te Rymenam, Meerbeeck, Hevere ende daer ontrint, nyet en worden gekuyst, noch de grechten, waterloopen noch revieren dier ane liggende nyet en worden uytgeleet.

» Item zijn onder Rotzelaer quaede schavyen ende savelachtige landen ende bosschen bat dan hondert bunderen, daeraff oock geen proffyt en is commende, noch en can gecommen, toebehoerende Zyn Excellencie den Hertoghe van Aersschot [1]. »

De landbouwer leed in die streke nog het nawee der vorige beroerten. Wij lezen in hetzelfde document nog :

« Staet alsnoch te considereren dat alhier zyn gestelt XLIX ploeghen, dewelcke naer het out gebruyck maer en behoiren genomen te worden voer de hellicht vande ploeghen, doordien men in den voorgaenden goeden tyt met een ploech meer landt te labeur brochten ende pachters in labeur hadden dan men alsnu doet met twee ploeghen, daertoe oock dat de persoonen twee peerden hebbende hen meestendeel gheneren om loon te varen, soe van hout aen te voeren als der goeder lieden landt voer loon te helpen opdryven [2]. »

[1] Ed. van Even, *Mengelingen*, bl. 103.

[2] *Idem.*

Wij leeren den toestand van het Antwerpsche Kempenland kennen uit eene andere oorkonde, behoorende tot de XVIIe eeuw en zijnde eene opgave van de uitgestrektheid der bouw- en weilanden, bosschen, heiden, vijvers, moeren enz., voor de gemeenten der « zeven quartieren van Antwerpen. » Deze belangrijke bijdrage tot de kennis der genoemde streek laat zien dat te dien tijde in een groot getal dorpen het derde of vierde deel der geheele uitgestrektheid onbeploegd lag [1].

Krachtige maatregelen ter ontwikkeling van den landbouw werden in de provinciën Antwerpen en Limburg in de XVIIe eeuw niet genomen, en de pogingen, die honderd jaren later met dat doel beproefd werden, gevoegd bij hetgeen in onze eeuw door edelmoedige menschenvienden werd verricht, hebben de Kempen nog niet gemaakt zooals men ze gaarne zoude zien.

Op een ander punt des lands was eene groote uitgestrektheid stilstaand water, namelijk tusschen de steden Veurne, Duinkerke en St.-Winoksbergen, en vormende twee meren, waar men schepen met volle zeilen zag heen- en weervaren. Een Antwerpsche bouwmeester, Wenceslas Coeberger, beproefde die watervlakte, voor de gezondheid der bewoners van 't omliggende hoogst nadeelig, droog te malen en den landbouw met een nieuw veld te verrijken. Zijne pogingen gelukten; begonnen ten jare 1620, was de Moere — gelijk men de plaats heette — twee jaren nadien reeds grootendeels, in 1627 geheel en al in 't vruchtbaarste wei- en akkerland, ter grootte van ruim 7,098 gemeten, gewonnen [2]. Dit reusachtig werk was het eenige niet, dat in Vlaanderen in de twee laatste eeuwen ter ontwikkeling van den akkerbouw tot stand werd gebracht; de hertog van Arenberg, wien een aanzien-

[1] Zie bijlage nr 3.

[2] Nadien maakte de zee zich verscheidene malen van deze vlakte meester, onder andere in 't laatste vierde der XVIIIe eeuw, wanneer de gebroeders Herwyn het gedeelte der moeren op Belgischen bodem gelegen en nagenoeg 1,000 hectaren groot, weder aan het water ontweldigden. Opnieuw met groot voordeel bebouwd, kwam de vlakte in 1794, tijdens de belegering van Nieuwpoort, onder water, de nieuwgebouwde hofsteden en pas aangelegde bosschen gansch vernielende. Toen bleef de bebouwing er twaalf jaren opgeschorst.

lijk deel der Wasche polders toebehoorde, maakte in 1785 en 1786 meer dan 600 bunder moeras tot uitstekend bouwland, hetgeen hem meer dan 600,000 gulden kostte.

In de andere provinciën onzes lands werd de ontginning der bestaande heiden en houtkanten eerst omtrent het midden der XVIIIe eeuw ernstig aangevangen. Voor Henegouw had de regeering in de jaren 1755, 1757 en 1762, voor Brabant in 1772 en 1773 maatregelen voorgeschreven, die de landelijke besturen verplichtten de heiden en vage landen te gelde te maken, aanzienlijke voorrechten verleenende aan de koopers die ze zouden in cultuur brengen, zooals in Henegouw vrijdom van belasting gedurende tien, en van tienden gedurende twintig jaren; in Brabant vrijdom van een en ander voor niet min dan dertig jaren en de helft daarvan gedurende dertig andere jaren. De verdeeling was niet gelijk, ziet men, maar de Kempen hadden ook op verre na zooveel hulpmiddelen niet als van bemesting, vervoer, gemeenschap enz.

Evenveel wenschte het staatsbestuur te doen voor de onbeploegde landen in de provincie Namen, bij de voordeelen, aan Brabant beloofd, nog een ander voegende, hetwelk wel van aard was om den ijver der boeren op te wekken. Een edict van 15 September 1773, namelijk, stelde vast, dat in ieder dorp de tot cultuur te brengen plaatsen verdeeld zouden worden in perceelen, door het lot onder de huisgezinnen te verdeelen; dat deze rechtmatige eigenaars zouden zijn der aldus toegewezen gronden, op beding evenwel deze te ontginnen binnen de tien jaren na den afstand; dat de ontgonnen landen vrij zouden wezen van tienden en contributiën gedurende de dertig eerste jaren, en voorts van tienden, gedurende de dertig daaropvolgende jaren.

Hoe aanlokkend deze voordeelen ook waren, de bijval was maar gering. Vele dorpen wilden van de voorstellen niet hooren, uit vrees dat zij 't weirecht zouden verliezen op de ontgonnen gronden, en zoo moesten de Staten van Namen zeven en twintig jaren later (namelijk tijdens den opstand der Belgen onder Jozef II) het bedoelde edict intrekken, evenwel zonder terugwerkende kracht.

In Vlaanderen ging de akkerbouw goed vooruit, maar 't kostte veel moeite om de gevolgen der langdurige twisten en verlatenis, tijdens de vorige beroerten, te boven te komen. Het taaie geduld van den Vlaamschen boer gelukte er in alle hinderpalen, belemmeringen en lasten, zoo uitnemend zwaar in de XVIIe eeuw, het hoofd te bieden, en zoo mocht dit gewest den roem verwerven, België, gedurende de verschillige oorlogen, welke op zijn grondgebied werden gevoerd, door den rijkdom zijner oogsten van eenen gewissen ondergang te redden. En toch was een aanzienlijk deel der genoemde provinciën, Veurne-Ambacht vooral, uithoofde zijner nabijheid aan de duinen, in de eerste jaren der XVIIe eeuw evenzeer als op het einde der XVIe, door wolven en kraaien geteisterd [1], terwijl 't elders, gelijk in 't kwartier van Leuven, krioelde van vossen [2].

Toen Dérival in de jaren 1782-1783 zijne reisbrieven over België in 't licht gaf, vond hij den toestand van onzen akkerbouw schier overal uitmuntend en spaarde er dan ook zijnen lof niet voor. Die getuigenis van eenen vreemdeling mogen wij inroepen, want zij brengt de bevolking van ons platteland de meest ongeveinsde, de bestverdiende hulde. Van Brabant sprekende zegt de schrijver :

« Les terres de Brabant ne se reposent jamais; elles ne sont pas généralement grasses, mais elles sont toutes fertiles, parce qu'elles sont toutes cultivées avec le plus grand soin et fumées

[1] Uit de kastelnijrekening van Veurne-Ambacht, voor 1600-1601, blijkt dat er dat jaar gevangen werden een 40tal wolven en ongeveer 8,000 kraaien. — Men kan denken welke verwoesting deze dieren op het land en op het neerhof van den Veurschen boer hebben aangericht, aleer in 't net of onder het schot van de jagers te komen.

Op het einde der XVIIe eeuw werd het duinland ook bezocht door wilde zwijnen; voor één zulker schadelijke dieren werd door het bestuur in 1692 de som van 36 p. p. betaald.

[2] « In dit jaer eenen sekeren landtsman niet verre van Loven heeft soo vele vossen ghevanghen en gheschoten, dat hy met het geldt van de vellen ghecoght heeft een alf bunder landts » (1624).

(*Handschriftelijke kroniek van* Justus Billet, toebehoorende aan baron Philip Kervyn van Volkaarsbeke.)

avec la plus grande profusion. Les légumes qu'on cultive dans le Brabant sont excellents; ils ont plus de goût et de saveur que ceux des environs de Paris [1]. »

De hooge verdienste van den boer uit Vlaanderen ontging den opmerkzamen geest van den Franschen schrijver niet :

« Les terres sont généralement bien cultivées dans toute la Flandre autrichienne; si elles sont d'un bon rapport, quoique beaucoup plus chargées d'impôts que celles des autres provinces, c'est que celles-ci n'ont pas autant de débouchés pour les productions de leurs terres qu'en a la province de Flandre. L'assurance qu'a le cultivateur Flamand de vendre avantageusement les productions de sa terre, l'encourage; il est laborieux, mais il manque d'industrie; il en a moins que le cultivateur brabançon et est aussi plus que lui attaché à ses anciens procédés; pour les lui faire abandonner, il ne faut pas avoir recours au raisonnement; il faut faire ce qu'on veut qu'il fasse, et s'il voit que la nouvelle manière qu'on emploie réussit, il abandonne la sienne pour prendre celle qui auparavant lui repugnoit le plus...

» Les cultivateurs flamands laissent rarement reposer leurs terres, mais aussi ils leur prodiguent les engrais. Celui du fumier et des cendres de tourbe sont ceux dont ils font un plus grand usage. La grande quantité de bestiaux qu'ils élèvent leur donne une grande abondance de fumier et dans les cantons où la tourbe forme leur chauffage, le cultivateur a une grande quantité d'excellentes cendres. »

Wij mogen volle vertrouwen stellen in deze regelen : het oordeel over den boer uit Vlaanderen komt met den aard en het karakter van dien landzaat gansch overeen. Het is juist, wat Dérival zegt : de veldeling der Lei- en Scheldeboorden wilde nooit, al was 't ook zedelijkerwijze, gedwongen worden deze of gene doenwijze te laten varen en door eene andere te vervangen; overpraten liet hij zich weinig, maar ervaring van anderen wist hij zich, zonder overijling, wijselijk te nutte te maken. Zóo is, over 't algemeen, de Belgische boer ook in zijne genegenheid : door bluf zal hij zich zelden laten overrompelen en overtuigen;

[1] Dérival, *Le voyageur dans les Pays-Bas autrichiens*, I, 127.

de vriendschap wordt langzaam bij hem aangekweekt, maar is die eenmaal in zijn hart vastgeworteld, zij is even duurzaam als oprecht.

Dérival zegt nog van Vlaanderen dat er daar elk jaar een derde meer vruchten werd gewonnen als voor de voeding van dit gewest noodig waren, en dat er een ontzaglijke veestapel bestond. De boeren gingen magere staldieren koopen in Artois en Picardië, aan kleine prijzen; lieten de dieren vetten en maakten er dan groot geld van. De overvloed van melk liet toe eene aanzienlijke hoeveelheid boter te vervaardigen, die naar alle gewesten des lands, ja naar den vreemde verzonden werd.

Opzichtens het Land van Waas maakt de schrijver bekend, dat deze streek, voor 't groote deel samengesteld uit magere, door zich zelf onvruchtbare gronden, meer granen en vlas opbracht dan eenige provincie van Nederland — een heerlijke triomf, door de kunde en vlijt van de boeren dier streek op de dorre natuur behaald.

Dérival maakt weinig melding van de groenten, en nochtans werden hier, sedert de XVIIe eeuw, allerlei moeskruiden met voordeel aangekweekt. De tabaksplant was hier ingevoerd omtrent 1600; eene halve eeuw nadien vinden wij in een vonnis van den Raad van Vlaanderen tegen de abdij van St.-Pieters, te Gent [1], opgenoemd : salade, spinagie, warmoes, radijs, ajuin, wortelen, pastenaken, koolen en de aloude boonen, erwten en rapen. — De teelt van den moerbeziënboom en der zijdewormen werd beproefd onder Maria-Theresia, rond het midden der XVIIIe eeuw, en door Karel van Lorreinen opnieuw aangewakkerd, terwijl de hoppekweek in de aan Brabant palende dorpen, zoo wel als omstreeks Poperinge, met goed gevolg vooruitging en tot eenen zeer belangrijken handelstak in die gewesten aanleiding gaf.

Een Fransch advocaat, die in 1617 eene reis deed in België, Bergeron, spreekt in zijn reisverhaal van de Mechelsche krieken, door de boeren van 't omliggende gekweekt en naar al de gewesten van Nederland verzonden : « Tout ès environs de Malines ce ne sont que *cérisaies* qui fournissent des cérisses tout le reste des

[1] A. van Lokeren, *Chartes et documents de l'abbaye de St.-Pierre,* II.

Païs-Bas. » Ook in 't Brugsche was in die fruitsoort een aanzienlijke handel.

De vorderingen van den akkerbouw waren in Waalsch-Brabant, Henegouw en Namen niet zoo groot als in de evengemelde provinciën; men hield zich daar maar al te zeer aan 't nuttelooze braakland, terwijl de gronden, die van natuur vruchtbaarder waren dan die in Vlaanderen, slechter bebouwd en minder gemest, dan ook geringer oogsten opleveren.

Alhoewel, sedert de middeleeuwen, de grondeigendom van ons land altijd meer en meer was verbrokkeld geworden, bestonden er in de XVII[e] en XVIII[e] eeuw nog zeer vele landbouwgebruiken van groote uitgestrektheid, en de openbare besturen ijverden onophoudelijk tot eene vermindering van deze en van zooveel gelijkheid mogelijk bij de verdeeling te wege te brengen. Eene verordening van Maria-Theresia, van 2 December 1755, bepaalt aldus op 60 bunder zaailand en 10 bunder meersch, elsbosch en moestuin, die in het Henegouwsche door eenen enkelen pachter mochten gebruikt worden. Meer andere voorbeelden zouden daarvan tot staving kunnen worden aangehaald. Zoo mocht een pachter, die niet ten minste 10 bunder land hield, geene duiven houden, en was het allen landbouwer, die niet een zeker getal bunder land onder den ploeg had, verboden schapen te kweeken. Dit feit wordt ons bewezen door een schriftstuk van de XVIII[e] eeuw, waarin door landbouwers van zekere gemeente, met het oog op misbruiken, die daaromtrent moesten ingeslopen zijn, het advies van rechtsgeleerden gevraagd wordt. Dit advies luidde : dat « niemand en vemocht met sijne schapen te weyden op de straten ten sij hij houdt 9 bunder labeur binnen de prochie, als wanneer hij mach houden 50 schapen, en degone 18 bunder labeur houdende, mogen weyden met 100 schapen, en alsoo augmenterende naer advenante van 50 schapen van elke 9 bunder, in welck cas sij geen consent van den heer en moeten versoecken noch recognitie betalen [1]. »

[1] Men zie deswege het *Reglement ende Ordonnantie raeckende het houden van schaepen* (17 Juni 1647), voorkomende in de *Costumen van Eekloo,* Gent, P. de Goesin, 1775, bl. 159.

Intusschen was er ten onzent een nieuw voedings- en handels-artikel gekomen, bestemd om eene volkomene omwenteling in de volksspijzing tot stand te brengen : de aardappel was eindelijk, vooral sedert 1750, op groote schaal gekweekt en verdrong alom de erwten en boonen, totdan de dagelijksche tafelspijs van werkman en burger [1]. Eene eerste plaag onder deze kostelijke knolvrucht ontstond in 1782 [2], maar schijnt gelukkiglijk geenen grooten invloed gehad te hebben op den prijs der levensmiddelen. Erger was 't met de veeziekte, in 1769 uit Holland naar de Limburgsche Kempen overgebracht en van daar in geheel Brabant en Vlaanderen verspreid; deze deed ongelukkiglijk een ontzaglijk getal staldieren verloren gaan en zonder de krachtige tusschenkomst der regeering ware mogelijk de geheele Belgische veestapel verloren geweest. Dank aan de door haar genomen maatregelen, in decreten en plakkaten aangeduid, « werd den wortel van deze plaeg geheel weggenomen langs de kanten van Antwerpen, in den omvang van Diest, in het Land van Waes, omtrent Gend, in de Casselrijen van den Auderburg, alsook in het Land van

[1] In 1700 was de aardappel nog weinig geacht; men teelde dien in de hoven eeniger Brugsche rijken. De pachter Antoon Verhulst, door vaderlandschen ijver gedreven, deelde kosteloos eene groote hoeveelheid aardappelen uit aan verschillige boeren, onder beding dat zij zouden meewerken om den knol te verspreiden. Dit doel werd bereikt en men ondervond dat de aardappel goed was voor menschen en dieren. De eerste aardappelen verschenen op de markt in 1740 en sedertdien deed de kweek aanhoudenden voortgang. De Engelsche soldaten aten hier de aardappelen reeds in 1715, maar konden 't gewas niet populair maken.'t Waren de monniken van St.-Pieters, te Gent, die de knollen in grootere achting brachten door hunne pachters te bevelen hun de tienden in aardappelen op te brengen, die regelmatig op hunne tafel kwamen.

[2] Wij kennen ze slechts door eene brochure, te Dordrecht gedrukt bij Blussé en zoon, onder den titel : *Prysverhandeling om de ontaerding der Aerd-appelen, dat is den aerd en oorsprong verklaerd van het quaed, waerdoor het loof van den Aerdappel zig inkrimpt, ofte krolt, benevens den hulpmiddel om dezelve te verbeteren, op koste der kasselrye van Audenaerde door de Keyserlyke en Koninglyke Academie van Wetenschappen te Brussel in het jaer 1779..... met den dobbelen Eer-Prys beschonken, door* P.-J. van Bayeghem.

Aelst, in welke plaetsen dese plaege geenen voortganck meer gehad heeft [1]. »

Het groote middel, door de overheden aanbevolen, was het afmaken der besmette dieren; maar de boeren van West-Vlaanderen, bijzonderlijk der kastelnij van Veurne, wilden van dit middel niet hooren en de plaag zette er hare verwoestingen voort. Zoo was ook de nalatigheid der boeren van St.-Pieters-Leeuw, om de beginselen der ziekte te bevechten, oorzaak, dat het grootste gedeelte van Brabant zijne stallen aangetast zag.

Dat ondertusschen de voortreffelijke uitslagen, door onze boeren en den landbouw verkregen, voortdurend door den vreemdeling waren gewaardeerd, zal niemand verwonderen. Al de reizigers, welke ons land bezochten, maakten als om strijd de lofrede van 't geen zij op onzen buiten bewonderen mochten; de faam der Vlaamsche en Brabantsche boeren werd de beschaafde wereld door verbreid en België geroemd als het klassieke land des akkerbouws. Hadden de Engelschen in de XVIe eeuw hunne landwinning geheel en al naar de onze ingericht, in de XVIIe en XVIIIe toonden zij op de hoogte te willen blijven van de vorderingen, ten onzent in de onontbeerlijkste aller wetenschappen gedaan. SAMUEL HARTLIB, in 1650 [2], ARTHUR YOUNGH, in de vorige eeuw, bewezen hun vaderland eenen gewichtigen dienst door het de werkwijze onzer boeren bekend te maken.

Was de landelijke bevolking in de Waalsche gewesten bij die van 't overige des lands onder landbouwopzicht ten achter, bij haar werd eene groote uitbreiding waargenomen der andere nijverheden in betrekking met het mijnwezen. De eerste hooge smeltovens, waar de ijzererts in geutijzer werd veranderd, en

[1] *Verhael van den oorsprong en voortgank der behaelyke siekte onder het Hoornvee in de Oostenrijksche provincien der Nederlanden.*

[2] HARTLIB gaf o. a. uit : *A discourse of husbandry used in Brabant and Flandres, shewing wonderfull improvement of land there and serving as a pattern for our practice in this common wealth* (London, 1650, in-4°). — *His legacie or an enlargement of the discourse of husbandry used in Brabant and Flanders* (London, 1651, in-4°). — Zie verder de *Bibliotheca botanica* van SEGUIER, 's-Hage, 1740, bl. 367.

gedurende de XVIe eeuw eerst gebouwd, vermenigvuldigden alom. De mijnen van Henegouw kregen meer belang in de XVIIe eeuw en lokten de medewerking uit van groote kapitalisten. Van dergelijke ondernemingen wordt er zeer omstandig gesproken in eene statistiek, opgemaakt krachtens bevel van Lodewijk XIV. Maar te dien tijde waren de koolmijnen in de omstreken van Charleroi nog niet in exploitatie gebracht; slechts geschiedde dit op eene uitgestrektheid van 7 mijlen lengte op 2 breedte, tusschen Quiévrain en Mariemont. Een reiziger van de XVIIe eeuw, pater Du Molinet, der orde van de reguliere kanunniken van St.-Augustijn, bezocht in 1682 ons land en verliet de stad Luik niet zonder hare koolmijnen bezocht te hebben, die toen reeds voor de hoofdstad van 't prins-bisdom eene der voornaamste bronnen van haren rijkdom waren. « Ce que j'y remarquai de particulier, » merkt de reiziger op, « c'est la pompe qui en extrait l'eau, qui se meut par le moyen d'un moulin que la rivière fait aller, qui est quelquefois à plus de 300 pas de la pompe. » De kalksteen,- leer- en schaliënijverheden wonnen mede hoe langer hoe meer in belang.

De lakenweverij, die weleer in Brabant en Vlaanderen zoo welig tierde, maar door de oorlogen deels verjaagd, door de Engelsche mededinging deels gedood was, hernam gedurende de XVIIIe eeuw in de provincie Limburg, waar toen meer dan 30,000 personen daarmee hun brood verdienden. De vervaardiging van « groote gemeyne laeckens, » aldaar in 1713 vervallen, werd vervangen door die van fijnere stoffe, welke men verfde, en waartoe bekwame droogscheerders uit Holland, Saksen en Frankrijk werden ontboden. In de heerlijkheid van Eupen telde men ongeveer 400 zulker vreemde werkgasten en hunne producten kwamen zoo zeer in gunst dat de fijne Limburgsche lakens niet alleen in geheel Nederland, maar in Duitschland en zelfs in Italië als de beste artikelen der markt waren geprezen. Onder stoffelijk opzicht beleefden Eupen en 't omliggende toen waarlijk goede dagen, maar de vreemde gasten, meest jong en ongehuwd, gaven zich dikwijls over aan buitensporigheden en werkstaking. Zij hadden (zegt eene oorkonde, deel makende van 't hooge hof

van Limburg) « somwylen seekere schaedelycke maximen en notantes als wanneer sy sonder redenen de winckels van de kooplieden vuyl syn maeckende en tot dien eynde hun te saemen vergaderen en imponeren groote straffen van tien, twintig tonnen bier, van daerop te wercken, » wat beteekenen wil, dat de werkstakers in dien tijd niet alleen andere gezellen verboden aan den arbeid te gaan, maar deze tamelijk zware boeten oplegden in geval zij 't wagen dorsten zich van de oproerige bende los te scheuren. Het was na eene dier werkstakingen in de fabriek van de heeren Fey en Pols, om nietige redenen begonnen, en toen de justitie eene vervolging had ingespannen, zag men dat meer dan 300 wevers uit Eupen vertrokken, en de andere dreigden hetzelfde te doen, wanneer de vervolgingen niet gestaakt werden. De burgemeester zelf zag zich genoodzaakt een dergelijk verzoek tot de justitie te doen, ten einde der gemeente geen nadeel te berokkenen, dat misschien onherstelbaar zou zijn geweest.

De handel op de dorpen nam in dit tweehonderdjarig tijdvak ook eene groote ontwikkeling; op vele plaatsen was eene week- of jaarmarkt, waar men van verre naartoe stroomde liever zelfs dan naar de stadsmarkten, aangezien (zegt de Gentsche kroniekschrijver Justus Billet) men in de dorpen heeft « soeten transport oft quote, vrij van soldaterije, van waghten, tochten, niet onderworpen aen tsluyten der poorten ende andere last, diemen in beslotene steden moet onderstaen. »

De trap van ontwikkeling, waartoe de boer in ons land, dank aan zijne inspanning en vlijt, geklommen was, ware echter nog aanzienlijk hooger geweest indien België in dit tijdvak niet de ijselijke rampen des oorlogs hadde moeten verduren. De reeks twisten, welke om en op den Belgischen bodem door het vuur en het zwaard moesten worden geslecht, is alleen voldoende om een volk eene geschiedenis te geven, rijk aan feiten van het grootste gewicht, maar, eilaas, ook aan jammeren en ellenden van allen aard. Inderdaad, niet zoodra was de eene oorlog ten einde, of een andere begon.

Van 1631 tot 1648 woedde een krijg tusschen Spanje en Frank-

rijk met Holland, die besloten werd door den vrede van Munster, welke aan laatstgenoemd rijk de op ons bemachtigde steden verzekerde.

Van 1648 tot 1658 vocht Spanje tegen Frankrijk voort, en het traktaat der Pyreneeën, waarmede het geschil eindigde, had voor gevolg dat een groot deel van ons grondgebied, waaronder verscheidene grenssteden van Vlaanderen, Henegouw en Luxemburg, aan Frankrijk werden afgestaan.

Nieuwe oorlog van 1667 tot 1668 tusschen Spanje en Holland tegen Lodewijk XIV, die beweerde recht te hebben op het bezit van Brabant. Hoewel tegengehouden door de mogendheden van het Noorden, bekwam hij door 't verdrag van Akenhet meeste deel der steden, die hij had overweldigd.

Een gelijke oorlogontstond in 1672 en duurde tot in 1678; het traktaat van Nijmegen, welk er op volgde, was weeral den Franschman gunstig, daar weer verscheidene plaatsen van ons land hem werden overgelaten.

Van 1688 tot 1697 voerde Lodewijk XIV andermaal krijg tegen Spanje, verbonden met Holland en Engeland; door den vrede te Rijswijk werd een deel van het vroeger op ons veroverde weder afgestaan, terwijl een aantal gemeenten van 't Doorniksche de bezittingen van Frankrijk andermaal vermeerderden.

De Erfenisoorlog tusschen Frankrijk en Spanje, van 1700 tot 1715, eindigde met het traktaat der Barrière, door hetwelk België werd afgestaan aan Oostenrijk, en Holland de vergunning kreeg in een aantal grenssteden van ons land bezetting te leggen.

Andermaal ontstond een twist in 1722, bepaaldelijk tusschen de regeering onzes lands en Holland over de stichting der Oostendsche Handelscompagnie; hij duurde tot 1731 en eindigde met het Weener-traktaat, hetwelk gemelde vereeniging, tot stand gebracht om den handel van België groote uitwegen te openen, te niet deed.

Van 1737 tot 1739 oorlogde Oostenrijk tegen Turkije. Ons land, rechtstreeks in dien twist niet betrokken, was echter verplicht den keizer met zware hulpgelden bij te staan. Zoo ook geschiedde van 1740 tot 1748, terwijl Maria-Theresia tegen Spanje, Sardinië,

Pruisen, Frankrijk, Polen en den keurvorst van Beieren te vechten had. Eindelijk, tot bekroning van zooveel bloedige geschillen, hadden onze vaderen de beroerde regeering van Jozef II (1780-1790), de betwisting nopens de Schelde, den inval en overrompeling van België door de Fransche republikeinen. — Zóo was, twee honderd jaren lang, geen enkel geslacht van België vrij van 't oorlogswee; men streed ten onzent of rantsoeneerde ons, en was de kamp verre van hier, onze vaderen moesten een aanzienlijk deel daarvan bekostigen : altijd was ons land het slagveld en de prijs der victorie.

De schets van den toestand der landelijke bevolking zou niet volledig zijn, indien wij de onheilen, welke die onophoudelijke geschillen over ons land riepen, stilzwijgend voorbijgingen. Eenige tooneelen uit de verwoestende plundertochten, gepaard met afgrijselijke gruwelen op het weerlooze boerenvolk zelf, door ruwe krijgsknechten, die in den waan verkeerden dat hun alles vrij stond tegen de vijanden van den « zeer christelijken koning, » zullen den lezer best in staat stellen te beseffen in welke diepe ellende de akkerbouw en veeteelt gedurende al dien tijd verzonken lagen.

In den eersten grooten krijg, hierboven vermeld, werden de boeren van het Kempenland op eene ongehoorde wijze door de troepen des prinsen van Oranje geplunderd, op fourrageering gesteld, en wat nog erger was, op recht onmenschelijke wijze mishandeld. De nood was algemeen, de droefheid en wanhoop ten hoogste; vier jaren had de geesel geduurd, toen de billijke verontwaardiging des volks zich lucht gaf in verschillige schriften, waarin de overmoed en baldadigheid der vreemde stroopbenden in krachtige bewoordingen zijn uitgedrukt. Zoo zegt een boer in den *Ombijt van Loven* (1635) over den prins van Oranje :

« 't Is een koey-dief in zijn hert,
Een brant-stichter van steden,
Nochtans van 't Frans verovert wert
In schelmery van zeden.
't Is waer, hy heeft Thienen verbrant
Haer huysen en haer kercken :
Maer 't Fransken heeft de vrou vermant
De maeght vercracht in 't perck. »

De schrijver durft de gruwelen niet verhalen, die het peil der Fransche zedeloosheid moeten doen kennen, maar de weinige woorden, welke hij er over meedeelt, zijn ontzettend van boosheid en woestheid. Alzoo spreekt hij van « dorpen bloot » en van tienjarige meisjes, dood gevonden — « waerom? kont ghy wel mereken. » — Nog bitterder weeklachten worden aangeheven door den dichter van *Een droevigh beklagh van een Thiensche Maeght, over de Tiranny van de Fransoisen ende Hollanders, alle hun schelmstucken verhalende met bloedighe tranen* (1635). Hier leest men niet alleen van

... « Maeghdekens van thien en elf jaeren »

die 't

... « helsch ghebroet noch gheensins willen spaeren »

maar zelfs van « nonnekens, diegheen aen Godt hadden belooft haer suyverheyt, » werden door de baldadigen onteerd; ja,

« Dit was hun niet genoech, noch dese fielen dorsten
» 't Onnoosel kinders bloet al aen des moeders borsten,
» Sy wierpen se om hoog en vinghens op hun pyck. »

Nooit, merkt de schrijver er bij op :

« Noyt hoordmen tiranny van Turcken dees gelijk. »

Even bitter laat zich de schrijver uit der *Boeren-Litannie, ofte Clachte der Kempensche Land-lieden over de ellenden van dese lanckdurighe Nederlandsche oorloghe*, geschreven in 1640, dus negen jaren na het uitbreken des oorlogs :

« Ach wee ons arm Land-volck! waer sullen wij ons keeren
In desen langhen crygh? Sal 't noch geen eynde syn?
Sal de vremde soldaet dan steeds ons bloet rotteeren
End roepen : *Or sa, Jehan Vilain, or sa coquin !*

» Soo wie hun dan niet flucks van alles voor en stellen,
Wy worden met de lont gedreyght, in brant gestelt,
Oft moeten stracks tot boet hun een cluyt oft twee tellen.
Elck onder syn telloor, ende coopen soo met gelt.

» Int sweet ons aengesichts wy d'armen cost besuren
Na d'aerde vroegh en laet neerbuygend' onsen neck,
Doch voor den vremdeling wy tassen onse schuren
Ja selfs ons huysgesind lydt dickmaels brootsgebreck.

» Het dorre Kempen-land met pyne wy bevruchten
Tot 's eygenaers genot end noot van wyf end kindt,
End hopend, op het lest te beuren onse vruchten
Eylaes! het slaet ons mis, want alles stracks verslindt.... »

Toen de krijg in Brabant had uitgewoed, begon de verwoesting in Vlaanderen. De prins van Oranje maakte zich gereed met zijn leger daarheen te trekken en de enkele aankondiging van dien inval was genoeg om schier de gansche bevolking des Lands van Waas naar Antwerpen en Gent te doen vluchten... Ook hier was de verwoesting ontzaglijk, evenals in de kastelnij van Kortrijk, waar de troepen des konings van Frankrijk in 1645 en 1646 de gruwelijkste buitensporigheden bedreven. Eene officiëele opgave der verliezen, door de dorpen van die streek onderstaan, komt tot het cijfer van 6 millioen 866,537 pond, waarin voor Harelbeke 283,304 pond, « ce qui at causé la totale ruine; » 1,750,038 pond voor Kuurne; 146,060 pond voor Zwevegem; 108,081 pond voor Waregem; 121,521 pond voor Ingelmunster; 225,172 pond voor Tielt, waar de oogst vernield, en de kerk, benevens een zestigtal huizen, werden in brand gestoken; 272,000 pond voor Meulebeke, waar ook de kerk en 25 huizen door de vlammen werden vernield; 264,100 pond voor Ruiselede, waar de soldaten van den « katholieken » koning insgelijks de kerk en een groot getal gebouwen verwoestten. Voorts leed Wakken een verlies van 116,564 pond; Kanegem 116,000 pond; St.-Baafs-Vijve, 112,957 pond; Aarsele, 270,400 pond; de stad Deinze, 164,000 pond; Gullegem, 100,654 pond; Wevelgem, 185,124 pond; Geluwe, 117,000 pond; Izegem, 282,560 pond enz. Verscheidene millioenen, op nauwelijks twee jaren tijds, in een gewest van nauwelijks enkele uren omvang verloren!

Twee jaren nadien was Luxemburg het tooneel des oorlogs. Dit gewest had twaalf jaren te voren reeds het bezoek der Franschen gehad en zijne bevolking met honderd duizend menschen door

hongersnood en ziekte zien wegmaaien. De provinciale Raad had in April 1636 den gouverneur des lands een ijzingwekkend vertoog van den toestand des gewestes meegedeeld, waarin men o. a. leest : « ... Tout est en brigandaige et pillaige, corps et biens des subietz, pis que ne pourroient faire les plus inhumains ennemys sans soucy, sans respect, sans retenue, ombre ny apparence d'aulcune justice... » Het verhaal der mishandelingen, die de Luxemburgsche boeren te onderstaan hadden, komt schier ongelooflijk voor, zóo afschuwelijk, zóo barbaarsch was het gedrag der troepen tegenover gansch weerlooze lieden.... « Le paysan (leest men verder) par tous les quartiers n'a plus ni grains, ni fourraiges, outils d'agriculture, chevaulx, bœufs, vaches, brebis, agneaux, ni aulcune sorte de bestail, vestement ny habit, ny aultres meubles, nul moyen de faire labouraige. . et n'y a ainsy apparence de semaille en l'automne suyvant [1]. »

Even verschrikkelijk is het tafereel, dat de gedeputeerden van de Staten dezer provincie in 1648 den landvoogd aartshertog Leopold voorhangen, en waarin de toestand met de somberste kleuren is afgeschilderd. Men leest daarin dat « le pauvre peuple de cette province est sy extenué et sy bas qu'il est très difficile de le pouvoir assé exprimer, quoyque peult estre des personnes non pas informees de l'estat puisse faire entendre le contraire, nous ayans esté tesmoings oculaires, comme ung chascun aussy l'at veu, et est notoire que des l'an 1636 la province endura une desolation sy horrible par une multitude demesurée de gendarmerie qui furent jettés sans règle, que par la famine, peste et maladies, qui s'en suivirent, *il y moururent miserablement des personnes par cent et cent mille et ny resta pas la dixieme ame vivante;* tous biens et bestaille furent enlevez, perdus et destruicts, et depuis le petit reste qui est demeuré à continuellement esté travaillé, fatigué et surchargé par des armées entières, passages, séjours, camps, contributions, corvées, fournissement d'esleuz, entretenement de gens de guerre, par dessus les brandschatz, voleries et ravages de l'ennemi, et est chose de très grande compassion de veoir et en-

[1] Reg. O, 594, 516-517. — Archief van 't Groothertogdom Luxemburg.

tendre leurs misères, les désolations, plainctes et doléances; aveeq se trouvent encore affligez par le fléau de la famine en la présente année, en laquelle par ceste extraordinaire continuation des pluyes sont faillyz les graines en ceste province et tous autres fruicts de la terre, tellement que l'on commence deia à crier la faim et de vivre d'avoine et de legumes.... [1] »

Het verzoek, in dit schrift uitgedrukt, werd niet ingewilligd; enkel beloofde men der bevolking dat de troepen niet langer dan drie maanden in 't Luxemburgsche zouden gebleven zijn. Drie maanden nog van diepe ellende, plundering, brandschatting en mishandeling!

Het volgende jaar was, eilaas! niet beter... Het graan ontbrak, de hongersnood heerschte in gansch Luxemburg, vele menschen bezweken van ontbering, en al haalde men het graan, dat rijke lieden en koophandelaars op zolder en in magazijn hielden, daaruit om ter markt verkocht te worden, de nood was weinig gelenigd, want geld was er schier niet meer.

Ook 't jaar 1650 was voor genoemd gewest een tijdstip van ellende. De legerkorpsen, die er verbleven, vooral der Lorreiners, alsmede de gedurige afpersingen door den gouverneur van Thionville, deden andermaal den nood ten hoogste klimmen. De Lorreiners, aangevoerd door graaf de Longeville, verwoestten de Moezeldorpen, plunderden die teenemaal leeg van vee, voeder en granen, en dreven ten slotte de geruineerde boeren van hun erf. Te vergeefs zond de provinciale Raad een in krachtige bewoordingen vervat smeekschrift tot den bevelhebber der barbaarsche krijgshorden [2]; Longeville bleef doof, liet de plunderaars ongestoord hunnen gang gaan en bracht alzoo gansch de streek tusschen de Moezel en de Jaar tot de uiterste armoede, tot de grootste verlatenis. Eindelijk riep de provinciale Raad de tusschenkomst in des gouvernements [3], en kwam er uit Brussel een bevel om de verwoestingen te doen staken.

[1] *Publications de la section historique de l'Institut de Luxembourg*, XXX, 205-206.

[2] Reg. R, 75 (14 Juli 1650) in 't archief van 't Groothertogdom Luxemburg.

[3] Reg. R, 80 (30 Juli 1650). (Id.)

Ziedaar handelingen van troepen, welke uitgezonden waren om onze voorouders te beschutten en te beschermen; wanneer deze zich aan zulke hemeltergende gruwelen plichtig maakten, wat moesten dan de vijanden des lands ondernemen?

De Franschen, nu ook in Luxemburg gevallen, zetteden inderdaad het werk der verdelging voort. Hoe erg het ging kan men opmaken uit het volgende vertoog, den 2 April 1650 door den provincialen Raad van Brabant aan den Staatsraad toegestuurd. Het document heeft te veel belang om het hier niet nagenoeg geheel over te nemen :

« .... Les misères, calamitez et oppressions publiques et continuelles du pauvre peuple de ce pays qu'il patit par les extorsions et violences des gens de guerre ont donné occasion à ceux des trois États de ceste province de les représenter à vos seigneuries, et pour le devoir de noz charges, mesmes de leur requisition ne pouvons obmettre d'y adjouster que par la licence et liberté des soldats et officiers de guerre *le peu de suiets qui restent* tant ez petittes villes que du plat pays, sont reduicts à une telle extrémité qu'apres que l'on leur a extorqué des sommes excessives en argent, qu'ils ont ramassé de ça et de là par la vente de leurs biens, ravy et enlevé les chevaulx et bestail, consommé leurs petites provisions de grains et fourages et maltraicté leurs personnes, tant hommes que femmes et filles qu'ilz ont esté constrainцts la plus part d'*abandonner leurs maisons et se retirer dans les bois et entre les rochers*, où ils ont enduré la rigueur du tems et la famine, en sorte que grande partie d'entre eux accablez d'ennuyz et de misères, meurent l'un sur l'autre, ainsi que l'on nous at informé que dans la seule mayerie du costé de St.-Vith il y en a mort plus de soixante personnes depuis un mois en ça, et les autres tous sont denuez de tout entretien, mesmes n'ont le simple pain d'avoine à manger, et avons entendu qu'une femme ayant ramassé un peu de grains pour sa nourriture et de ses enfants, et icelluy grains luy estant ravy par un soldat, elle jeta ses enfants dans la rivière et puis s'y précipita elle mesme : de sorte que c'est une chose déplorable et digne de compassion de veoir et entendre la misère du peuple poussé par les inhumanités

et déréglements des gens de guerre logez en ceste province, notamment de ces trouppes estrangères qui n'ayans pour but que la paye et point d'attention pour Sa Majesté, ni pour le peuple, ny pour le publicque, ne songent qu'a destruire et ravager et secouent toute obeyssance, s'accoustumans par le libertinage à faire les reveches aux temps et occasions que l'on aura le plus besoing de leur employ, et estans tels ny aura guerres d'apparence de pouvoir tirer d'eux service qui vaille; outre les passages et rentrées des trouppes Lorraines qui tousiours se conduisent à l'eur ordinaire et les invasions de l'ennemy en divers endroicts du pays : Mais le plus par les désordres de noz soldatz propres qui se gouvernent comme dict est et les excès sont aussy notables aux principaux officiers, lesquels n'ayans point le tiers des soldats qu'il font passer par les monstres, lèvent et exigent sur les pauvres gens et mesmes en leurs bourses toutes ces excessives rations, deniers, avoines et fourrages. Outre ce, constraignent le peuple de donner la nourriture aux soldats contre les ordres et réglemens de S. A. R. Et de plus intimidans les officiers et gens de loy du pays, se font promettre et donner audessus de tout cela des sommes excessives sous le tittre et pretexte de service, les uns de cent patacons par mois, outre de deux cens patacons et mesme jusqu'à demander vingt patacons par jour, soubs ombre de service, outre que desia logez et proufitantz de tous les excès des places vacantes ou volantes de soldats non effectifs, avec menaces et rudoyemens qui espouvantent les personnes et les contraignent de passer par leur volonté, tellement que l'on ne peut rien veoir de plus triomphant en ces temps deplorez que les coronels et tels officiers qui tiennent trains et table de prince, n'ayans cependant rien de leur patrimoine. Et d'avantaige susent de constraincte par la force des soldats, lesquels ils envoyent manger sur le peuple, soubs pretexte et tittre d'exécution militaire, que l'on n'at oncques veu ny ouy, moins pratiqué par le passé. Ces exécutaires sont de vrais ravageurs qui dévorent et mangent les pauvres gens, destruisent tous ou ilz entrent, havissent les chasteaux et biens et se font payer a tittre de vaccation autant de deniers qu'ils veuillent, comme pour sallaire de leurs exploicts. *Les vols sont en pleine licence, les*

outrages, pilleries, battitures, meurtres se commettent sans aucun chastoy; il n'y a nulle discipline ny ombre de justice, les chemins partout occupez et infestez, tout ce qu'ils rencontrent est volé; les eglises violez et forcez, enlevent les chevaulx de labeur, ostent l'agriculture et le moyen et espoir de grains et de moisson, voires tuent et massacrent les pauvres gens par pure meschanceté et les traictent pis que n'a faict l'ennemy, lorsqu'il a faict irruption et invasion dans le pays, le tout impunement sans chastoy, correction et sans aucun remède, nonobstant toutes les plaintes qui se font.

« Le pauvre peuple est désolé et abandonné, accablé de tant de maulx, se met au desespoir; les uns meurent et perissent de fatigues, travaulx, famine et mesaises; les autres se sauvent du pays, lequel ils acheveront de deserter....[1] »

De klacht bracht geen voordeel bij; de raad zond een nieuw vertoog den 4 Juni daaropvolgende, doch weeral zonder uitslag. Nu kwamen de ruiterijregimenten van Turenne de dorpen Limerlé en Steinbach bezetten, bleven er 29 dagen, en roofden er alles wat kon weggedragen, weggevoerd of weggesleept worden : tot zelfs de meubels der boeren, de oude schapraai, de nederige bedkoets, de tinnen tellooren, alles moest mee. De geschiedenis, deze schier ongelooflijke feiten door menschen op menschen gepleegd brandmerkende, bevestigt dat de helft der ingezetenen moest gaan bedelen!

Het hart krimpt ineen van verontwaardiging en toorn, wanneer men al de omstandigheden, die deze afschuwelijke gebeurtenissen vergezelden, nagaat, en men vraagt bij elke schrede, die men verder in het onderzoek doet, of de ijselijke rampen, welke ons vaderland in die dagen van diepen rouw te verduren had, ook de natuurlijke beschermers van het arme volk gevoelloos hadden gemaakt voor al zijne jammeren.

Vele klachten bleven te Brussel onverhoord, of 't duurde lang eer een antwoord kwam, dat al weinig bevrediging stichtte. De ongelukkige bewoners van Limerlé en Steinbach smeekten den

[1] Reg. R, 37, in 't archief van 't Groothertogdom Luxemburg.

provincialen raad om voor twee jaren vrij te zijn van den krijgsdienst [1]; deze vraag, zoo billijk, uit hoofde van de weergalooze ellende, die al de huisgezinnen dier genoemde plaatsen ter neder drukte, kon niet worden ingewilligd, op grond dat gansch het gewest door even zware beproevingen was bezocht. Het antwoord op den smeekbrief hield, o. a., in : « *Vu que la ruyne est générale* et esgale avec ceulx de tous aultres sujets du pays, tant francshommes qu'autres indifferemment et sans exception et tant par le faict desdites trouppes que par autres amyes et ennemys, qui depuis deux ans n'ont cessé de ravager ceste province et tous les endroits et particulièrement cette année plus que jamais, car lesdites troupes Turenaises se sont gouverné en effet hostilement en tous les endroits du quartier wallon depuis l'entrée du castel de Namur jusques à la rivière de la Saur et toute la largeur depuis les frontières de la France jusques aux terres de Stavelot et plus haut.

« *Étant obligé le peuple de vivre quatre mois entiers dans les bois comme sauvages, la plupart sans pain*, ny autres viande que celles des bestes. Et en tous les aultres quartiers y at en trouppes allantes et venantes et tousiours nouveaux ravages, en sorte que de tout le peuple restant au pays, il n'y a pas le quart qui depuis deux mois ayt eu le pain à manger...[2] »

Deze waarlijk akelige toestand duurde nog op het einde van 1650. Honderden, ja duizenden Luxemburgers verlieten het land hunner vaderen, waar zij geen bestaan, geen brood, zelfs geen onderkomen meer vonden. Een verzoekschrift door de kloosterlingen van Munster den gedeputeerden van de Staten van Luxemburg op 1 Februari 1652 toegezonden, vervat een beknopt tafereel der geledene verliezen, der bedroevende gesteltenis van de dorpen der provincie. Wij zien daaruit, dat te Rekingen en Roetgen, waar vóor den oorlog 16 onderhoorigen der abdij verbleven,

[1] *Recueil de chartes concernant le Luxembourg*, publié par M. Wurth-Paquet, Ms., ad anno 1651.

[2] *Cart. francs-hommes de Bastogne;* Wurth-Paquet, ad. an. 1651. (*Archieven van 't Groothertogdom Luxemburg.*)

er nu maar 5 meer waren, waaronder 3 geen brood hadden. Holtzem, vroeger met acht onderhoorigen, telde er nog 5, maar deze waren gansch geruineerd, met de omstandigheid, dat de troepen van Don Estauer Gamarra hen uitgekleed en gelaten hadden « *in puris naturalibus.* » Verder verklaarden de kloosterlingen dat zij vroeger te Mamern 6 onderhoorigen hadden, nu nog één, die bedelen moest; te Jarnich, vroeger, 7, nu nog één; te Merll, voorheen 33, thans niemand meer; te Ham, waar vóor den oorlog elf huizen stonden van de abdij, was alles vernield; te Rodenborn had het sticht vroeger 17 onderhoorigen, nu nog 5, waaronder 4 bedelaars; te Osselt et Rulingen telde zij er weleer 17, nu niemand meer; te Waldbredimus was er ook geen van de 3 mannen; te Roeth waren er nog 2 van 6, en één doodarm; te Contern 2 van 7, twee behoeftige weduwen, die met hunne kinderen om de aalmoes gingen; te Rollingen en Mersch schoten er nog 2 over van 27; te Ermsdorff, 2 arme lieden van 9; te Elvingen 2 van 7, en een der overgeblevenen moest om zijn brood gaan bidden; te Gandren was er niemand van de 5 onderhoorigen der abdij te vinden; te Enscheringen en Entringen, waar het sticht vroeger 80 manschappen telde, waren er nog 13 of 14 in de gevangenis van Thionville opgesloten. Eindelijk de pachthoeven van Burll, Hoendorff en Kroetelschener lagen geheel en al verwoest.

Die toestand duurde voor Luxemburg schier zonder onderbreking tot 1656, maar toen waren de tweederden, anderen zeggen de drievierden der bevolking of uitgestorven of in den vreemde omzwervend met den bedelstaf.

In 1657 was Luxemburg andermaal onder het beheer van den sabel, en vierden de regimenten van den prins van Condé er hunne woeste driften bot. Een in Frankrijk geschreven lied, voorkomende in de *Carabinage et matoiserie soldatesque*, door Drachier d'Armorny (Parijs, 1616) werd door de Fransche krijgslieden toen veel gezongen en drukt in eene schaamtelooze rondborstigheid de denkbeelden uit, welke hen in hunne strooptochten bezielden :

« Tant que la guerre durera
Le paysan nous nourrira,
Mais que le moule du pourpoint n'y demeure,
Mais que le moule du pourpoint n'y demeure point.

» Si le paysan a du bon vin
Son bon vin est nostre,
Le vaisseau à l'hoste,
Mais que le moule etc.

» Si le paysan a des poulets,
Les poulets sont nostres,
Et la plume à l'hoste,
Mais que le moule etc. »

Nu echter was het geduld van het klein getal overgeblevene Luxemburgers ten einde. De boeren hadden niets meer te verliezen dan het leven; zij konden nog de eer redden van hun land en hunnen naam. Zij grepen naar de wapens, gelijk de Hollandsche dorpelingen plachten te doen wanneer 's lands algemeen belang een kloek verzet tegen den vijand vorderde. Waar Huyghens den boer uit de noordelijke Nederlanden levendig en aanschouwelijk afschilderde, daar gaf hij ook eene trouwe schets van den Luxemburger akkerman in 1657 :

« Dan schept hy uyt den nood het hert van wederspannen,
Door boeren-buerenhulp. Soldaeten, kiest de wyck !
Elck vlegel wordt een roer, en elcke pols een pyck.
De wraek sit in syn hert, de wanhoop in syn handen;
En elck in yeder oogh; dan wenscht hy in syn tanden
Noch room noch schaepenkaes voor menschenvleis en bloet.
Soo wreed is die het is omdat hy 't wesen moet! [1] »

Het volk der heerlijkheden van Sept-Fontaines en Everlange, Vianden en Neuersburg stond in 't geweer en toog de vreemde verdrukkers te gemoet. Het bloed stroomde in geheel de provincie, en toen in Januari 1659 eene telling werd gedaan der haardsteden, bevond men dat 125 dorpen totaal verlaten waren, hetgeen met de hoeven, die mede onbewoond stonden, te zamen 380 ledige plaatsen uitmaakte. Op het cijfer der bevolking van het jaar 1624 had men nog slechts een derde of een vierde, in verscheidene gemeenten nauwelijks het tiende der zielen over. Luxemburg was anderhalve eeuw vervallen en verarmd!

[1] *Korenbloemen*, II, 151.

En hoe was het inmiddels in Vlaanderen gesteld? Ook dit gewest verkeerde in eenen hachelijken toestand, welke nog verergerde in de jaren '60. De landbouw was op vele plaatsen verwaarloosd; tusschen Gent en Brugge bleven talrijke woningen onbetrokken; in verscheidene straten, waar vroeger drukke handel werd gedreven, graasden de paarden; 6,000 Gentsche huisvaders ontvingen pasport; de vermogende lieden gingen vrede en rust zoeken aan de overzijde van Schelde en Maas.

Ten jare 1675 deed de markies d'Humières eenen inval in 't Land van Waas, dat reeds verschillige keeren door den markies van Chamilly doorloopen en geplunderd was geworden. Hij verbrandde er meer dan 2,000 huizen en kasteelen en trok niet eer verder dan nadat hij er niets meer te vernielen vond.

Dat helsch verwoestingswerk herbegon in 1677 op bevel van Louvois, minister van Lodewijk XIV. Koelbloedig, als gold het eene alledaagsche, gansch natuurlijke zaak, ja, met trots en zelfvoldoening lieten de Fransche opperbevelhebbers der regeering weten tot welken staat van ellende zij het werkzaamste en bloeiendste gewest der wereld hadden gebracht.

« Nous brûlâmes au nord de Gand les plus beaux villages qui se puissent voir au monde. » — Zoo schreef de markies d'Humières aan Louvois, weinige dagen na de inneming der stad Gent door de Fransche troepen. Die woorden waren, eilaas! geene Fransche grootspraak om den minister van Lodewijk XIV te believen, maar volle waarheid. Een spoor van bloed en vuur doorslingerde al de dorpen van de Gentsche kastelnij: kerken, kasteelen, boerenhoven en molens, schuren en oogsten te velde, alles werd verwoest en verdelgd; overal waren rookende puinen, ontvolkte dorpen of jammerende bevolkingen. De verliezen worden niet geschat op honderd duizenden, maar op millioenen en millioenen gulden.

Men vindt de bevestiging der verschrikkelijke mededeeling van den markies d'Humières in onze *Geschiedenis van de Oost-Vlaandersche gemeenten*, althans wat de dorpen betreft in de omstreken van Gent. De cijfers der aangerichte schade zijn ontzettend hoog, andere verliezen onberekenbaar :

Melle. De Franschen steken hier den 27 September 1677 drie huizen in brand, en gunnen daarna den dorpelingen 't vermogen om zich van verdere verdelging vrij te koopen. De boeren geven aan den vijand 100,000 gulden.

Zaffelare. Reeds was dit dorp gedeeltelijk in brand gestoken ten jare 1675. Vier en twintig huizen en hofsteden kwamen in de vlammen om op 25 Augustus 1676, nadat men 10,000 gulden had betaald als brandschatting; vervolgens nog 136 huizen, 't wethuis, tal van andere gebouwen en gansch den oogst (28 September 1677). Er bleven slechts vier of vijf huizen in gansch het dorp recht.

Evergem en *Sleidinge.* In 1679 verbrandden de Franschen het meeste deel der huizen en hofsteden. De ingezetenen wenden zich verschillige keeren tot de regeering ten einde vrijdom van belasting te bekomen; er wordt hun inderdaad, uit hoofde der onderstane rampen, eene groote vermindering toegestaan.

Loochristi. De oogsten worden vernield, de hofsteden geheel geplunderd en daarna in brand gestoken. De voornaamste ingezetenen worden gevangen en weggeleid naar Doornik.

Heusden. In den nacht van 7 October 1675 staken de Fransche troepen 't vuur aan de huizen des dorps en vernielden 400 gebouwen.

Wondelgem. De kerk en een groot deel des dorps worden gansch leeggeplunderd in 1678.

Sleidinge. Grootendeels door brand verteerd in 1678.

Destelbergen. Tweemaal geplunderd en door de Franschen ten jare 1675 in vuur gesteld, werd dit dorp den 29 September 1677 totaal vernield. De kerk, de kapel van Bervelde en de prachtige kasteelen der baanderheeren van Rode, van Notax en andere werden in deze verwoesting ten grootsten deele vernietigd.

Hansbeke. De troepen van den markies de Créquy plunderen het dorp en de omstreken ten jare 1668. De ondergang is volledigd door allerlei krijgscontributiën.

Landegem ondergaat een dergelijk lot.

Meigem. De Fransche soldaten berooven al de boerenhoven en voeren alles mee.

Vosselare. Den 18 Augustus 1684 kwamen 6,000 Fransche ruiters zich alhier en in de omstreken nederslaan, om de ingezetenen, die met het opbrengen hunner belastingen verachterd waren, tot betaling te dwingen. De vijand, onder bevel van den markies de la Trouche, vernielde geheel den oogst en veroorzaakte onder de ingezetenen eenen zoo grooten schrik, dat zij met meubelen en vee naar de stad Gent vluchtten en er op zolders en stallen verbleven, totdat de Franschen waren afgetrokken. In 1688 werd de kerk tot tweemaal toe en in 1691 en 1696 door de troepen van Villeroy, die toen zijn kamp in de omstreken van Deinze had, uitgeplunderd.

Bachte-Maria-Leerne. Door de Franschen in 1696 schier totaal uitgeplunderd.

St.-Martens-Leerne. Dit dorp was in 1676 zoodanig uitgebuit dat het geene hoegenaamde belastingen meer kon opbrengen. In 1697 zat de burgemeester reeds sedert verscheidene jaren, als gijzelaar, in het gevang, en waren de voornaamste ingezetenen of in de uiterste armoede gedompeld, of op de vlucht.

Lovendegem. De Franschen rooven hier gedurende verscheidene jaren en leveren in 1691 de kerk aan plundering en verwoesting over.

Mendonk. In deze gemeente en daaromtrent worden 400 huizen de prooi der vlammen (1675). Het jaar nadien verslaan de Franschen de Hollanders bij de Vaart van Terneuzen en steken opnieuw 2,000 huizen in brand in de richting van Mendonk, Zaffelare en Sinaai.

Desteldonk. Dorp en kerk worden den 28 September 1677 volkomen vernield. De Franschen laten hier slechts vier huizen recht staan.

Moerbeke. 441 huizen worden in 1676 in assche gelegd.

Oostakker. Gansch het dorp is verwoest, de kerk geplunderd en gebroken door de Franschen, die ze doen dienen tot stalling voor hunne ruiterij.

Wachtebeke. Het grootste gedeelte door brand vernield na den doortocht der Franschen te Terdonk, in 1676. De brandstich-

tingen volgden elkaar op van Terdonk tot aan Zaffelare, zoodat er meer dan 2,000 huizen en hofsteden werden verdelgd.

Winkel onderstond hetzelfde lot op hetzelfde tijdstip. De pastorij behoort tot de afgebrande huizen.

Aalter. Onder de oorlogen van Lodewijk XIV worden talrijke pachthoven en schuren in brand gestoken. De gemeente verliest de helft harer bevolking.

Zomergem. Tijdens den Erfenisoorlog vernielen de Franschen door het vuur gansch het deel der gemeente, dat zich ten noorden der Vaart van Brugge uitstrekt, en dit uit wraak omdat de bevolking zich met de betaling der krijgscontributiën niet had gespoed.

Maldegem. In December 1685 aan de vlammen overgeleverd, onmiddellijk na de schier volkomene vernietiging van Zomergen en Waarschoot.

Waarschoot. De vijand komt de weerlooze bevolking overvallen en schier al de huizen der dorpsplaats aan de vlammen overleveren. Eene aanteekening van den eventijdigen pastoor van Waarschoot verzekert dat er van aan de kerk, tot een kwart uurs in 't ronde, geen enkel huis gespaard was gebleven, ter uitzondering van een « geneverhuis, waerin de soldaeten met dranck ghepaeit werden. »

Knesselare. Hier verbrandden de Franschen huizen en schuren tot beloop eener waarde van 5,481 pond, terwijl de leveringen van graan, vee en voeder niet min dan 5,026 pond bedroegen. Op min dan twee jaren werd er door de gemeenten Knesselare, Oostwinkel, Waarschoot, Sleidinge en Evergem in dien hachelijken tijd 532,223 pond betaald [1].

[1] « *Frais, despends et desgats souffert par le Vieuxbourg de Gand.*

Frais et pertes des villages, couverts des rivières :

Par l'incendie aux villages d'Oostwincle, Knesselaer, Waerschoot, Sleydinghe, Everghem et autres, au mois de Décembre 1683.	310,623
Payé pour leur accord à la France.	90,000
A REPORTER. . . .	400,623

Oostwinkel. Ook dit dorp werd door de Franschen omtrent 1684 geplunderd en in brand gestoken.

Ziedaar het lot van slechts een klein getal dorpen; kenden wij dat der overige gemeenten uit die dagen, hoeveel verschrikkelijker zou het tafereel der verwoesting en ellende zijn! Alom, waar de Franschen verschenen, deden zij, gelijk het volk zoo schilderachtig zegt, « den rooden haan kraaien », en hieven zij het juichlied der victorie aan in 't schijnsel van eenen ontzaglijken vuurgloed.

Was er ergens een winterkwartier zonder strijd? Alles, wat de boer voor zijn huisgezin had gespaard: 't beste linnen, de hoenders, eieren en boter, 't vleesch in de kuip, het geld in de kas, bestemd voor den hofheer, voor den koning of voor den ouden dag, alles werd opgeëischt, opgespoord, gestolen, en de ongelukkige boer was verplicht de barbaren te onderhouden, die hem tot armoede brachten en soms voor een woord van ongeduld,

REPORT. . . .	400,623
Logements, passages et repassages des troupes de Sa Maj[té] au mesme quartier.	75,600
Levé à crédit pour payer le subside courant	44,000
Payé, par exécution militaire selon l'ordre de monsieur l'Intendant sur le mesme subside	12,000
	532,223

Frais du quartier, qui est hors de l'accord.

Pour le fourrage au camp d'Harlebecq au mois d'Octobre 1683, livraison des vaches, chariots, campemens et pillages jusques au mois d'avril 1684.	244,987
Payé pour contribution et represailles en argent.	151,000
Courses des gens de guerre pour le moins	50,000
	445,987

Autres prétentions de la France à la charge dudict quartier.

La France prétend encor pour la seconde contribution.	86,270
Les quinze mandemens des represailles portent	550,542
	636,812
TOTAL.	1,615,022

(*Papieren van den Ouden-Burcht* in 't Rijksarchief te Gent.)

eenen blik van verachting of eenen verkeerd begrepen wenk mishandelden, uit zijn huis jaagden of doodsloegen.

In vollen vrede, namelijk gedurende de jaren 1680 en 1681, zocht Lodewijk XIV het Spaansch gouvernement zijne overweldigingen te doen erkennen, en zond met dit doel eene sterke ruiterij over de Belgische grens, met bevel iederen aanval, tegen haar gericht, af te slaan, en in afwachting breed te leven op kosten van den boer. Eenige maanden nadien, in Augustus 1682, komen 35,000 man in ons land met de bedreiging, dat bij het eerste vuur, uit weerwraak ontstoken op Fransch grondgebied, de maarschalk d'Humières vijftig dorpen rondom Brussel hetzelfde lot zou hebben doen ondergaan. Vlaanderen werd eene belasting opgelegd van 3 millioen gulden.

Lodewijk XIV had niet alleen de overmacht der wapenen te zijnen dienste tot uitvoering zijner veroveringsplannen, nog een ander middel beval hij te gebruiken, dat hij meende evenzeer te zullen baten: hij wilde, namelijk, geheel België prijs geven aan de verwoesting, en wel zoodanig, dat het voor langen tijd niets zou kunnen opbrengen aan den Spaanschen landvoogd, hetgeen, volgens 't woord van Louvois, « ne se peut faire qu'en y faisant beaucoup de désordres. » Wij zagen reeds hoe 't inzicht van den harteloozen Franschman bij voorbaat was gediend geweest, en Louvois zou voor 't vervolg eene volkomene voldoening erlangen. Uit eene oorkonde van 1681 zien wij, « que ces pauvres paysans furent persécutés jusques au fond des plus grandes forêts et déserts de l'Ardenne pour leur quitter la dernière bouchée de pain ; il y eut des paysans bâtonnés depuis la tête jusqu'aux pieds, jusqu'à leur arracher la barbe, les pendre à la cheminée, leur brûler les plantes des pieds. »

De armoede van den buiten was zóo groot, dat volgens een schrijven van den prins van Chimay, gouverneur der provincie, gedurende negen maanden geen enkele zak koorn in de stad Luxemburg was binnengekomen [1]. En toen de Spaansche troepen

[1] Zie, voor meer bijzonderheden, den bedoelden brief, gedrukt in de *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 3e série, X, 361-370.

die eerloosheden hadden beantwoord door op Franschen bodem krijgsschattingen te gaan lichten, verbood Lodewijk XIV zijnen onderdanen de geëischte geldsommen te betalen, op straffe van de galei, en beval hij vooreerst vijftig, vervolgens honderd dorpen in gloed te stellen voor ieder, dat door de Spanjaards zou in brand zijn gelegd.

Nog in 1681 werd de kastelnij van Kortrijk op hare beurt verwoest en uitgeplunderd, omdat de Spanjaards weerstand boden in Luxemburg. Twee jaren nadien onderstonden geheel de streek ten noorden der Brugsche Vaart en de dorpen van het Brugsch kwartier de ijselijkheden van den verdelgingskrijg. Honderden boeren werden gevangen genomen en op onmenschelijke wijze mishandeld; kortom, de Franschen verdienden maar al te wel den naam van « Christene Turken, » gelijk de Vlamingen van dien tijd hen noemden.

Een nieuw middel om het land te rantsoeneeren was door den gouverneur van Maubeuge uitgevonden. Deze had, namelijk, de dorpen wisselbrieven doen onderteekenen en gijzelaars gevraagd totdat de afgeperste verplichtingen waren voldaan. Louvois schrijft een woord van lof aan den gouverneur, maar daar de betaling, uit hoofde der uiterste armoede, niet spoedig genoeg naar den zin des vijands gedaan werd, schreef hij hem : « Sa Majesté trouvera bon que vous envoyiez encore enlever d'autres pour faire compagnie aux précédents ôtages. »

Een Fransche schrijver, Rousset, wien wij enkele dezer bijzonderheden onleenen, voegt er bij dat, indien de buitengewone hulpmiddelen langs de kanten van den Rijn dag aan dag voor het Fransche leger verminderden, de bron vloeien bleef uit Vlaanderen, met den overvloed van eenen stroom. De markies van Boufflers, een der veldheeren in dit gewest, was onvermoeilijk. Er was geene week, of de eene of de andere landstreek werd door hem verwoest of geplunderd; 't waren geene verkenningen meer van enkele benden, geheele legerkorpsen rukten vooruit, gereed om slag te leveren. De *Gazette de France* kondigde den Parijzenaars aan dat de markies van Boufflers met 15,000 voetknechten, 6,000 paarden en 16 stukken geschut uit IJper was vertrokken; dat hij 't klein fort van

Plasschendale ingenomen en vernield had, de Brugsche Vaart was overgestoken, eene der Gentsche voorsteden in assche gelegd en gansch het rijke Land van Waas op schatting gesteld had. Die uittocht alleen bracht als buitengewone hulpmiddelen de som op van 1 millioen 800,000 pond.

De andere gewesten van België bleven niet verschoond. Van 1672 tot 1677 waren de Limburgsche boeren aan de beurt om de weeën des oorlogs te onderstaan. Franschen, Hollanders, Spanjaards en Duitschers schenen te wedijveren in het werk van verwoesting en menschenmarteling.

Brabant leed niet minder. Zonder ons ook voor dit gewest bezig te houden met de overweldigde en op schatting gestelde steden, zullen wij ons bepalen bij de vermelding van eenige dorpen, die in 't laatste vierde der XVIIe eeuw te lijden hadden. Zellik onderstond in de maand Juni 1673, bij den doortocht des Franschen legers, eene schade van 11,135 gulden, terwijl de troepen der verbondene mogendheden er in 1675 en 1676 nogmaals al de hulpmiddelen der bevolking te niet deden en het dorp van 1691 tot 1697 bestendig werd gefourrageerd. Den 18 Januari 1684 werd door de Franschen de belangrijke gemeente Assche aan de vlammen overgeleverd : van 80 huizen bleven nog slechts de muren en grondvesten over en het meeste deel der ingezetenen was op de vlucht gegaan.

Leeuw en andere Brabantsche dorpen ondergingen de verwoesting in 1684, en 't is nog een spreekwoord in Leeuw, dat de boeren alsdan van de zeven oogsten er vier door de troepen ontnomen werden. Den 25 September 1689 werden Kapelle-ten-Bossche, Humbeek, Wolverthem, Steenhuffel, Hamme, Maxenzeel, Meldert, Baardegem, Hekelgem en Esschene door eene bende van 10,000 Fransche ruiters in asch gelegd, en twee jaren nadien, den 7 Juli 1691 hadden dezelfde droevige gebeurtenissen plaats te Esschene, Hekelgem, Meldert, Maxenzeel, Molhem, Kobbegem, Bijgaarden en Brussegem. Assche werd eene tweede maal verbrand, te weten in den nacht van 13 tot 14 September deszelfden jaars, door de krijgslieden van den maarschalk van Luxemburg; 52 huizen geraakten in deze verwoesting ten

gronde, terwijl verscheidene ingezetenen als gijzelaars werden weggevoerd [1].

Limburg en Vlaanderen werden omtrent dien tijd andermaal zwaar geteisterd. Het dorp Berg, bij Tongeren, werd aan plundering, de kerk aan verwoesting prijs gegeven; al de oogsten, de hoornbeesten en schapen, ter uitzondering van een vijftigtal, trokken de soldaten met zich mede; in 't kort, de boeren waren zoozeer van alles ontbloot, dat de pastoor Jan van den Bosch hun kwijtschelding geven moest der pachtgelden, aan de kerk voor de jaren 1693 en 1694 verschuldigd.

En in Vlaanderen—daar werden al de gruwelen van twintig jaren te voren herbegonnen! De meeste dorpen van dit gewest moesten de Fransche legers onophoudelijk van al hunne behoeften, de officieren van alles wat de gril en de begeerlijkheid hen ingaven, voorzien. De kasteelen en boerenhuizen werden geplunderd en in brand gestoken; de oogsten op den akker platgetrappeld en de schuren geledigd; de arme landslieden, als gijzelaars, weggevoerd, mishandeld of doodgeschoten; meisjes en vrouwen onteerd en op gruwelijke wijze vermoord...

Vooral de gemeenten der kastelnijen van Kortrijk en Oudenaarde hadden droeve dagen te beleven! In 1693, o. a., zien wij hen den bisschop van Doornik verzoeken om bij den Franschen koning bescherming te vragen tegen de soldaten, vooral der koninklijke lijfwacht, die gedurende dezen veldtocht de meeste pastorijen hadden uitgeroofd, benevens een aantal kerken, gelijk degene van Harelbeke, Helkijn en Moen. De pen weigert de gruwelen te beschrijven, door de soldaten van Lodewijk XIV in ons vaderland gepleegd... De naam van Franschman was hier dan ook in de tweede helft der XVII[e] eeuw zoo diep verafschuwd en gehaat, dat hij iedereen in de ooren klonk als een vloek. Met opgehevene handen bad het volk in kerk en kapel om toch van dien zwaren geesel verlost te mogen worden, gelijk het voorgeslacht der X[e] eeuw de bevrijding van de Noordsche barbaren had afgesmeekt.

[1] Zie de *Histoire des environs de Bruxelles*, door A. Wauters, III. in de beschrijving der aangehaalde dorpen.

In 't Land van Dendermonde was 't niet beter gesteld: de opsomming der contributiën, logementskosten, levering van graan en voeder, den gemeenten dier streek opgelegd van 1689 tot 1 Februari 1694 bereikt het ontzaglijke cijfer van 2 millioen 64,562 gulden. De geheele schade, door de Franschen en de troepen der verbondenen gedurende hetzelfde tijdstip in het grooste gedeelte van Vlaanderen aangericht, bedroeg niet minder dan 27 millioen 251,546 gulden.... Van 28 Februari 1694 tot het einde des jaars 1695 werd dezelfde landstreek andermaal door de oorlogvoerende partijen verwoest, geplunderd en uitgebuit. De alleen door de verbondenen toegebrachte schade beliep: in 't Land van Aalst tot 4 milioen 185,711 gl.; in 't Land van Waas tot 578,254 gl.; in dat van Dendermonde tot 829,645; in 't ambacht van Assenede tot 154,747 gl.; in de kastelnij van Oudenaarde tot 1 millioen 440,161 fr.; voor de stad Ninove en omliggende dorpen tot 166,585 gl. Eindelijk betaalde het Land van Waas sedert 21 April 1689 tot 1694, als krijgscontributie, de som van 144,438 gl. [1].

Zoo was, gedurende het grootste gedeelte der XVIIe eeuw, België één slagveld, waar het afgematte Spanje zijne laatste kracht verspilde en het nooit verzadigde Frankrijk eene reuzenmacht ontplooide om ons vaderland, brok voor brok, onder zijn gebied te krijgen. Van de Maas tot den IJser, van de Ourthe tot de Schelde was het land verwoest en uitgeput en snakten de bewoners, te vergeefs! naar een weinig verademing, vrede en vrijheid.

Het klaaggeschrei van duizend uitgebrande dorpen mocht nog niet ophouden: de Erfenisoorlog begon met de XVIIIe eeuw, dit is te zeggen: nieuwe verdelging, nieuwe afpersingen, nieuwe mishandelingen. Eéne oorkonde zal voldoende zijn om den lezer te laten oordeelen over de ontzettende rampen, welke deze nieuwe krijg over ons ongelukkig vaderland trok. Ditmaal is 't geene beschuldiging tegen vijandlijke benden, maar eene bittere klacht van den landzaat over de hemeltergende geweldenarijen, door Oostenrijksche hulptroepen op onze boeren gepleegd. Ziehier dit stuk:

[1] *Rijksarchief te Brussel*, Reg^ters^ n°s 1284, 1285 en 1286 der *Rekenkamer.*

« Alderghenadichste Heer.

» Dat onophoudelyck en voortbrekende lantverderf, jammer, ellende, angst ende noot dat van de rampsalige Cosacken en ander Uwer Majesteyts volck met rooven, moorden, plunderen, branden, nederhouwen ende andere barbarische grouwelen gepleecht wort, veroorsaect ons van wegen onse principalen ende het gansche lant, onse toevlucht, naest Godt, noch eens tot Uwe Majesteyt te nemen ende onse voorige overgegeven klachte weder over te geven, ende om alderghenadighste bescherming onderdanighlyk te versoecken.

» Want of wel Uwe Majesteyt menighmael is geclaeght hoe het lant in 't gemeen verdorven, heeren ende lantluyden geplundert, de huysluyden ten deele verslaghen, van huys en hof verjaeght, de wyngaert en 't gewas vertreden, de neeringh den armen man onttrokken, deugd, tucht, eerbaerheyd, politie, recht en gerechtigheid ende menighvuldige zonde, schande ende lasten van de soldaten bedreven worden ende Uwe Majesteyt ons die ghenadighste vertroostinghe ghedaen heeft sulcx met allen ernst te willen beletten end daerover aen de veltoversten bevel gegeven heeft, soo moeten wy doch, uyt grooten noot, Uwe Majesteyt ootmoedighlyk ende met weenen, claghen dat soodanighe insolentien niet alleen op en houden, maer daghelyks hoe langher hoe meer wassen en toenemen, ja zulke barbarische, onchristelycke en onmenschelycke grouwelen begaen worden, dat wy schricken als wy daer aen ghedencken, ende ons byna ontzien Uwe Majesteyt te openbaren.

» Maer dewyl die ongheregheldc soldaten dierghelycke ongehoorde, schrickelycke daden te pleghen haer niet ontsien, maer daerin voort varen, ende wy daer beneffens vernemen dat soodanighe clachte Uwe Majesteyt van andere oock verthoont sal worden, soo ist dat wy, ghenoechsaem vande saecke versekert synde, met goede conscientie niet en konnen stilswyghen, dewyl ons die ellende ende smerten ten hooghsten bedroeft en wy ons seer geerne geholpen sagen, soo verhopen wy dat Uwe Majesteyt ons niet ten quaden sal afnemen dat wy Uwe Majesteyt in eeni-

ghen manieren verhael doen van de grouwelen, daermede uwe onderdaenen geplaeght worden, alleenlyck tot dien eynde opdat Uwe Majesteyt als een christelyck potentaet en een sachtmoedigh heer des huys Oostenryes des te meer tot bequame remedien ende voorcominghe van sodaenich quaet beweecht mag worden.

» Ghelyck als nu de Waloenen en andere vreemde soldaten dat rooven en plunderen, moorden en branden gants ghemeen, ja, maer als een beghinsel van haer volghende quaet begonnen hebben, alsoo heeft geen daet soo schrickelyck noch onmenschelyck niet connen wesen, twelck sy niet en hebben met alle moetwil, bloeddorstigh bedreven, want gheheele dorpen, vlecken en steden hebben sy in brandt gesteken, der heeren en huysluyden sloten en huysen inghenomen, verdorven en gheplundert, de provianden niet alleen van hare huysen ghenomen, maer oock de arme onderdanen, die sy tot arbeyden en schantsen ghehuert hadden, gheen stuck broot ghegheven, maer van honger sterven laten, mannen en vrou-persoonen, naer schrickelycke schendingen, weghghevoert, de luyden, jongh en out, vrou en man, op allerley ongehoorde wyse gemartert, met coorden ghebonden, met maten gheperst, met tanghen het vleesch van 't lyf geruct, in 't aensicht, scheenen en kniën gheboort, aen halsen, handen en voeten opghehanghen, oude en jonge, van hoogen en legen staet, geestlycke ende wereltlycke persoonen, sonder onderscheyt, overweldigt en veel duysent onschuldige schrickelyck vermoort, sommige in hare kasteelen jammerlyck omgebracht, sommighe met hare vrouwen en kinderen tot op het hemde uytgetrocken. 't Volck in tvelt ghevlucht synde, heeft daer niet connen seker zyn, maer syn van de soldaten bespronghen ende jammerlyck verslaghen, ende wat van soodanighe onghehoorde, onmenschelycke handelinghen, grouwelen en daden meer syn, die wy liever voor Uwe Majesteyt verberghen, sooveel wy doen mochten, als wytloopich verhalen.

» Dewyl wy dan weten dat Uwe Majesteyt aen dese schrickelycke wercken geen gevallen heeft, maer veel meer, gelyc alle christen, daerover schricken en sich bedroeven, ende te besorghen staet indien Uwe Majesteyt niet eerstdaeghs ende ghenadichlyck op ons versoeck goede antwoordt gheeft, ende ordre stelt, dese

grouwelen geen eynde sullen nemen, maer het gansche landt tot den gronde verderven, heeren ende onderdanen in de uytterste ellende tot Uwe Majesteyt en des gansschen loffelycken huys Oostenrycs achterdeel ende onverwinnelycke schade gestelt werden, bidden derhalve Uwe Majesteyt om de barmherticheyt Godts ende dierbare wonden Onses Heeren Jesu Christi, met alle ootmoedicheyt ende eerbiedinghe, naer aengheborne beroemde Oostenryckschecende keyserlycke mildigheydt, desen noot, ellende en jammer dyner getrouwe onderdanen ende inwoonderen alderghenadiglykst te erbarmen, soo sal Uwe Majesteyt hierdoor hare voorhebbende lust tot vrede ende welstandt selfs bevorderen, syn volcomen ghenoeghen ende eeuwighen lof by de nacommelinghen becomen, ende de ghetrouwe onderdanen sullen haer met behoorlycke trou en ghehoorsaemheyt wederom bevlytighen [1]. »

De Erfenisoorlog duurde tot in 1713 en was, bijzonderlijk voor Brabant en Vlaanderen, rampspoedig. Eene opgave der « oncosten en schaeden, » door de Fransche legers aan de dorpen omstreeks Gent veroorzaakt, en ten jare 1708 opgemaakt, geeft het cijfer op van 65,542 gl. voor levering van wagens, paarden, hout, « sauvegardes » enz., onverminderd eene som van 2 millioen 514,261 gl. 17 st. aan fourrageering, plunderingen, braak van huizen en vernieling van houtgewas, terwijl, tijdens het beleg van genoemde stad in gemeld jaar, in de gemeenten Oostakker, Drongen, Loochristi, Zaffelare, Mendonk, Heusden, Destelbergen en Zeveneeken door de troepen der verbondenen eene schade van 535,621 gl. werd aangericht [2].

De inval der Franschen in België ten jare 1744, gedurende den oorlog, dien Maria-Theresia tegen Pruisen, Beieren en Frankrijk had vol te houden, berokkende onzen provinciën alweer ontzaglijke nadeelen. Om maar enkele feiten aan te halen zullen wij zeggen, dat op 't einde van September 1746 de maarschalk van Saksen « het geheel landt van Luyck tot op de frontieren van die

[1] Vlugschrift van dien tijd. — Bibliotheek der stad Gent.

[2] De Potter en Broeckaert, *Geschiedenis van de gemeenten der provincie Oost-Vlaanderen.*

Luyxe Kempe » al het haver en hooi, dat op het platte land en in de stadsmagazijnen te vinden was, « in abundantie moesten bijbrengen, » en de vrachten waren zoo groot en talrijk « met trossen van allerleye graen, sonder exceptie, so somergoet als wintervruchten, » dat, zegt de aanteekenaar op het *Register van Sint-Jacobs gasthuys binnen Tongeren,* uit hetwelk wij deze bijzonderheden overschrijven, « men met recht soude connen seggen hebben :

« Soo menigh perdt met syne trosse
Soo meenige wandelende meyte van graan. [1] »

De buit moet inderdaad ontzaglijk geweest zijn, want de tocht geschiedde in drie legerkorpsen met meer dan 40,000 paarden en eene macht van wagens en karren. De dorpen Berg, 's-Heeren-Elderen en degene langs de Trichterbaan werden vooral van hunnen voedervoorraad beroofd. De volgende dagen geschiedde hetzelfde in de richting van Hasselt, St.-Truiden, Diest, Maastricht, Bree enz., en wanneer uit Limburg niets meer op te halen was, dan haalden de Franschen hun haver, hooi, meel enz. uit Brabant en Vlaanderen.

Aleer deze schets van de opeenvolgende oorlogen te sluiten, zullen wij er bijvoegen dat de Belgische landbouw nog meer dan door stoffelijke verwoesting werd gehinderd. Niet alleen eischte Lodewijk XIV den schat onzer openbare kassen en onzer schuren, maar ook manschappen om onder zijne vlag te dienen, en was daardoor onze eigene regeering genoodzaakt tot hetzelfde middel toevlucht te nemen [2]. Alzoo werden in de XVIIe en XVIIIe eeuw

[1] De aanteekenaar is Ant.-Gregory de Harzé; 't handschrift berust in 't archief van het burgerlijk hospitaal der genoemde stad.

[2] Onder de stukken met betrekking tot de militie, welke ons in de hand gekomen zijn, is een uittreksel uit de rekening der stad Aalst, over het jaar 1701 : Het luidt :

« Item betaelt aen burghmeester ende schepenen den ontfangher pensionnaris ende twee greffiers, tsamen in ghetalle van derthiene, ieder de somme van dry guldens, over de revue by hun gedaen tot het opnemen van alle de jongmans deser stede, omme inghevolghe van Syne M^ts^ ordre ende placcate

duizenden en duizenden jongelingen onttrokken aan den rustigen veldarbeid, ingelijfd bij de legers, vanwaar de meesten niet terugkeerden, of, indien zij die kans hadden, het akker-en buitenleven gansch ontwend waren en 't getal behoeftigen in de steden gingen vermeerderen. Het gebrek aan veldarbeiders werd dan op den buiten grooter dan ooit.

Van 1748, toen de vrede van Aken werd gesloten, tot 1789, vooral gedurende de regeering der volksgeliefde keizerin Maria-Theresia, genoot het vaderland rust en voorspoed. Het openbaar welzijn groeide merkelijk aan, wat bewezen wordt door de vermeerdering van bevolking, de uitbreiding der gemeenschapswegen en van 's lands inkomsten, alsmede door den overvloed der kapitalen [1]. Minder voorspoedig ging het onder de regeering van Maria-Theresia's opvolger. In strijd met den geest, het karakter, de traditiën en neigingen des lands voerde keizer Jozef II hervormingen in op staatkundig, rechterlijk, maatschappelijk en zelfs godsdienstig gebied, die, zooals genoeg gekend is, aanleiding gaven tot de Brabantsche omwenteling in den zoogenoemden Patriottentijd. Aan deze beweging namen al de boeren onzes lands levendig deel. Geen dorp, geen gehucht van België, waar niet een comiteit van weerstand en een korps van vrijwilligers tot stand kwam. Ieder oefende zich onverwijld in den wapenhandel; geld

het lot te trecken ende te vinden de quote deser stede in de bataillons van Vlaenderen. »

Een plakkaat van 1704, namens den koning van Frankrijk in onze gewesten uitgevaardigd, beval « te maecken eenighe soldaeten by lottinghe van de jonghmans, *sonder imant exempt te laeten.* » Bij een ander plakkaat werd evenwel bepaald « dat de jonghmans, die alleene huys houden, ofte die van huyshouden van de moeder onderhaut, vry sullen syn van lottinghe ofte dienst. »

Lodewijk XIV vroeg in 1746 aan Brabant, Henegouw, Namen en Vlaanderen 4,928 mannen en riep daartoe ter loting op al de jongmans van 18 tot 40 jaren. De gemeenten mochten evenwel de loting daar laten, maar moesten in dit geval plaatsvervangers leveren en deze onderhouden. Het onderzoek van een aantal dorpsrekeningen heeft ons bewezen dat vele gemeenten van dit vermogen ruimschoots gebruik maakten, maar 't was te duren prijze!

[1] Briavoinne, *De l'industrie en Belgique*, I, 84.

werd bijeengebracht tot dekking der oorlogskosten en wapens; zelfs de vrouwen vormden op den buiten compagnies, en men zag er verscheidene, met sabel en geweer gewapend, met vaandel en trom naar de steden trekken om ook den eed van getrouwheid aan de nieuwe orde van zaken te zweren en daarna hunne gemeente, in de afwezigheid van de naar het leger of steedsch garnizoen uitgetrokken mannen, te bewaken. Gelukkiglijk duurde de koortsige spanning, in welke geheel België toen verkeerde, maar ongeveer één jaar en volgde op den dood van Jozef II de verzoening met zijnen opvolger en de binnenlandsche vrede.

De rust was jammerlijk van korten duur : op het losbarsten der Fransche revolutie volgde een nieuwe inval van onzen zuiderbuur... Wij hoeven de geschiedenis van die droeve dagen niet te schrijven; zij is algemeen gekend, gelijk de feiten, welke haar kenmerkten, gewaardeerd en geoordeeld zijn.

In Frankrijk bestonden eenige misbruiken, zware grieven, welke gemakkelijk het ontstaan der omwenteling uitleggen. In dat land had de vrijheid nog niet alles verkregen, wat de gevorderde staat der beschaving sedert lang noodzakelijk had gemaakt, hoewel de adel en de geestelijkheid vele hunner privileges hadden ten offer gebracht om voldoening te geven aan den onweerstaanbaren drang der openbare denkwijze. Maar als de Fransche republikeinen, ons land overrompelende, in de blufferige taal hunner manifesten, redevoeringen en dagbladen den Belg lieten hooren dat zij hem de welvaart en de vrijheid brachten op den punt hunner bajonnetten, dan spraken zij, misschien uit onkunde met onze toestanden, onwaarheid. Tusschen Frankrijk en België was een hemelsbreed verschil; ginder, vooral op het platte land, heerschte ellende, nood en veel willekeur; ten onzent genoot de boer eene zekere welvaart en leefde hij oneindig veiliger en geruster onder 't beheer van milde wetten. Gegrond is de opmerking van eenen Franschen schrijver onzer dagen, die, over de laatste jaren der XVIIIe eeuw handelende, onbewimpeld zegt : « De vrijheid was in Frankrijk eene overwinning; in België was men er aan gewend. »

Met ons zelfbestaan en vrijheid ging onze welvaart onder. De

republikeinen brachten ons niets dan vernedering, ongeluk en dwang. Alom vernam men van strooptochten, plunderingen, brandschattingen en gewelddaden, als waren de inrukkende benden door de bloedige verhalen van den « triumf » hunner voorzaten begeesterd en bezield. Na den veldslag van Jemmappe in 1792 doorkruiste de generaal de Beaulieu met 8,000 man de streek omtrent Aarlen en Neufchâteau, de boeren allen denkbaren overlast aandoende. Deze hadden goed hunne klachten aan den generaal zelf toe te sturen, er werden hun wel beloften van bescherming gedaan, maar ook niets meer. Toen het decreet der Nationale Conventie van 20 Augustus 1793 zijne uitwerking over België had gehad, gelijk een vulkaan over ons land, en namelijk 400,000 man op onze grenzen had gebracht, waarbij 85,000 aan den Moezel, werd de toestand onuitstaanbaar, en de Fransche krijgers voerden het woord van den verschrikkelijken Danton : « C'est à coups de canon qu'il faut signifier la constitution à nos ennemis, » naar de letter uit.

Zouden wij in bijzonderheden treden ? Wij vinden er in honderden documenten, alle uiterst goed geschikt om de weinige rechtzinnigheid der republikeinsche leus : « Vrijheid en broederlijkheid » te doen uitkomen ; bepalen wij ons tot één feit, dat genoegzaam aantoont welk een verschrikkelijk lot onze boeren in de laatste jaren der XVIIIe eeuw te verduren hadden.

De dorpen Dudelange, Burange en Budersberg (voormalige heerlijkheid van St.-Jansberg), na totaal uitgeplunderd te zijn geweest, grepen de wapens op, den dood aan ellende en slavernij verkiezende. De Franschen stormden er op los, namen bezit van de gemeenten, verdreven het klein getal maar heldhaftige verdedigers en vingen daarna eene klopjacht aan in het bosch, waarheen de ongelukkigen gevlucht waren. Achterna gezet als wilde dieren, omsingeld, langs alle kanten vooruitgedreven tot een grasplein in het bosch, vielen op dit punt allen, één voor één , onder 't schot der achter de boomen verscholen soldaten. De avondschemer daalde op twee en veertig lijken, waaronder verscheidene vrouwen en kinderen... De generaal-bevelhebber kwam eindelijk ter plaatse en deed de laffe slachting ophouden; edoch, daags nadien dwong

men de krijgsgevangen gemaakte boeren hun eigen graf te delven en werden zij al te zamen door de kogels der republikeinen, ijverende voor de « vrijheid » en de « broederlijkheid » neergeveld...

De zon bescheen dien morgen de lijken van 74 mannen, welke hunne haardstede, familie en vaderland hadden verdedigd.

Eene ten staatsarchieve van Aarlen bewaarde oorkonde, betrekkelijk de verliezen, door Luxemburgsche dorpen van 12 Augustus 1792 tot 28 Januari 1795 geleden, geeft onder andere op voor Lambermont de som van 104,102 pond, en voor Watrinsart de som van 57,872 pond. Wij kiezen deze plaatsen uit omdat zij zoo onaanzienlijk waren : nu bezit Lambermont nauwelijks 400, Watrinsart ongeveer 200 zielen. Wat was het dan in groote dorpen, waar welstellende boeren woonden! hoe ontzaglijk groot moeten de verliezen geweest zijn, welke België in die jammervolle jaren had te lijden [1]!

Herinneren wij ten slotte nog de krijgsbelasting, welke voor gansch ons land tot het cijfer van 80 millioen beliep. Eene deputatie uit Gent begaf zich naar Parijs om tegen die ongehoorde contributie te protesteeren, en in den schoot der Nationale Conventie deed zij deze woorden klinken, welke wij aanhalen als een nieuw bewijs dat de landbouw altijd als de voornaamste bron van den nationalen rijkdom werd beschouwd :

« La disette augmente à un point qui effraye; la contribution imposée à notre commune surpasse dix années de subsides extraordinaires ; tandis que Robespierre même ne la fixa qu'à deux fois le revenu annuel des contributions perçues par l'ancien gouvernement. On dit quelquefois : le Belge est riche! mais on se trompe; le Belge est économe et laborieux : ce n'est ni l'or ni l'argent qui font sa richesse; c'est la culture, ce sont les soins et le travail assidu qui lui donnent une certaine aisance; son sol ne produit pas dix récoltes par an; il ne peut donc payer dix années de subsides à la fois. »

[1] De omstandige opgave (voor Luxemburg) komt voor in de *Annales de l'Institut archéologique de Luxembourg*, IX.

Het protest baatte niet; ons land zou andermaal uitgebuit worden en zijne laatste hulpmiddelen, gelijk weldra de bloem der jongelingschap, hem zien ontrukken.

De vereeniging van ons vaderland met de Fransche republiek, door het verdrag van Campo-Formio, ondanks de onbetwistbaarste rechten der Belgen voltrokken, beantwoordde geenszins aan hunne wenschen, en het moet als hunne eerste grief tegen het vreemde beheer aangemerkt worden, dat deze vereeniging werd tot stand gebracht zonder dat de voornaamste belanghebbenden daaromtrent op wettige wijze waren geraadpleegd geworden. « Het is stellig (zoo schreef een Brusselsch dagblad van dien tijd) dat de wensch dier vereeniging maar is gedaan geworden door eenige betaalde wapenknechten van Dumouriez en zijne volgelingen. »

Eene andere reden tot misnoegen kwam zich aanstonds bij de eerste voegen. De Belgen werden, op zekere wijze, gedurende twee jaren buiten de wet gesteld, daar in dien tusschentijd al de kiesbare ambtenaren door het staatsbestuur benoemd werden en de eerste kiezingen maar in 1797 plaats hadden. Middelerwijl hadden de vervolgingen tegen de personen, verdacht van koningsgezindheid, den Belgen reeds nieuwe stof gegeven tot ontevredenheid, toen de wet van 7 Vendémiaire VIe jaar der republiek, waarbij al den ambtenaren en geestelijken de eed van getrouwheid aan de Republiek en haat aan het Koningdom werd opgelegd, andermaal het gansche land in opschudding bracht.

Te vergeefs poogden het departementale bestuur en de stedelijke raad van Brussel, benevens menigvuldige andere gemeentebesturen des lands, de nutteloosheid van dezen maatregel bij het gouvernement te doen uitschijnen, hunne pogingen hadden slechts voor gevolg de ontbinding dier besturen en de afstelling der ambtenaren, die het gewaagd hadden tegen de uitvoering der wet eenige aanmerking in te brengen.

De geëischte eed werd geweigerd door schier al de priesters, maar de republikeinsche straf volgde op dit verzet; de onbeeëdigde geestelijken werden van hunne bediening afgesteld, als kwaaddoeners opgezocht, in de gevangenissen geworpen en naar

vreemde afgelegene streken, bijzonder naar de eilanden Rhé en Oléron, vervoerd. Daarenboven werd aan alle onbeeëdigde priesters verbod gedaan in het geheim of in het openbaar de goddelijke diensten uit te oefenen. De kerken werden gesloten, de kostelijkste kerkmeubelen verkocht of aangeslagen en naar Frankrijk weggevoerd.

Het volk, van aard godsdienstig, zag met stomme verontwaardiging deze gewelddaden aan; vooral de landelijke bevolking, aan hare voorouderlijke zeden en gewoonten, aan den godsdienst en zijne bedienaars gehecht, kon de schending harer tempels en de mishandelingen der priesters maar met moeite verkroppen. Het wegrooven der klokken, het verbod van de viering der zon- en feestdagen en andere dwangbevelen van dien aard waren geenszins geschikt om de ontevredenheid der menigte te stillen. Wanneer men bij deze tergende maatregelen nog voegt de sluiting der kloosters en de verbeurdverklaring hunner goederen; de gewelddadige verjaging der nonnen en kloosterlingen; de gedurige aanslagen tegen al de vrijheden, die den Belgen lief waren gebleven, aanslagen tegen de vrijheid van vereeniging, van het onderwijs en der drukpers; wanneer men daar bijvoegt de steeds drukkende belastingen, en de uitbuitingen der Fransche bedienden, waarmede het land overstroomd was, hoe kan het dan anders of het misnoegen der Belgen moest steeds hooger en hooger stijgen en niet zelden tot vermetele daden der verdrukten tegen hunne verdrukkers overslaan.

En dit gebeurde ook zoo; de gisting, vooral op den buiten, was algemeen, de gemoederen waren ten hoogste opgewonden, en de minste nieuwe maatregel van geweld zou gewis de landelijke bevolking in opstand brengen.

Die maatregel liet zich niet lang wachten; hij bestond in de invoering der wet op de militie: de conscriptie, die alle jongelingen van twintigjarigen ouderdom tot den krijgsdienst verplichtte en door het volk te recht met den naam van « bloedwet » bestempeld werd. Deze wet, den 15 September 1798 te Parijs gestemd, werd reeds den 28 derzelfde maand te Brussel, en vervolgens in andere gemeenten des lands afgekondigd en aange-

plakt, en onmiddellijk werd de dag bepaald, waarop de dienstplichtige jongelingen aan de krijgsoverheden moesten worden overgeleverd. Eene algemeene opschudding was hier het gevolg van en de geest van opstand verspreidde zich over het geheele land.

Het volkslied, dat ten onzent altijd de zaak der vrijheid en van het recht gediend had, geeselde weer, als in de slechte dagen van voorheen, den trotschen, overmoedigen drijver en hitste maar immer de menigte op tot verzet. Op iedere markt des lands klonk het lied van rouw en smarte; de verontwaardiging klom met elken dag :

« Adieu, plezier van 't Nederland,
Adieu, plezier in al de steden,
Zoowel in Vlaendren als Braband,
Adieu, jongheyd vol van schoonheden.
Gy die in 't bloeyen van uw jeugd
Zyt in het schoonste van uw daegen,
Genegen tot de min en vreugd,
Moet nu door dwang de waepens draegen.

» De ouders komen by malkaer
Ja met de traenen in de oogen;
Zy zeggen : wy zyn in 't misbaer
Moet men dit spel nog lang gedoogen.
Voor ons is het adieu, plezier,
Wy zyn al t'saemen in 't verzeeren,
Ons kinders moeten gaen in 't vier
Of God moet het zeer hard verkeeren.

» Helaes, helaes, ja dezen tyd
Is te beklaegen met hert en zinnen.
In plaets van God gebenedyd
Aenbidden zy daer een godinne :
Een maegd, gemaekt van aerde en stof,
Onderworpen aen zoo veel gebreken,
Die geven zy nu eer en lof
En van God mag men niet meer spreken [1]. »

Dergelijke liederen, gezongen en verspreid onder een volk dat zoo diep godsdienstig was, gelijk de Belgische boerenstand op

[1] Bundel Fransche en Vlaamsche liederen in de Burgondische Bibliotheek, te Brussel.

't laatst der XVIIIe eeuw, konden onmogelijk zonder invloed blijven bij den algemeenen afkeer, welken de republikeinsche wetten hier hadden verwekt. Al spoedig werd in Brussel de tijding verspreid, dat in het Soniënbosch, hetwelk reeds van het begin af der Fransche overheersching de schuilplaats was geweest van gewapende benden, vijandig aan het nieuw regiem, zich aanzienlijke drommen gewapende landlieden hadden gevormd, die men met den naam van *brigands* bestempelde, en dat de commissarissen van het Fransch bewind alom in de uitvoering der wet de hevigste tegenkanting ontmoetten.

En inderdaad, eene menigte gemeentebesturen, uit vrees van opstand, weigerden de wet en de bevelen van het hooger bestuur aan te plakken en af te kondigen; andere onthielden zich de naamlijsten der dienstplichtigen op te maken. Fransche commissarissen, afgezonden om de gemeentebesturen te vervangen en de wet met strengheid toe te passen, zien de aangeplakte officieële berichten voor hunne oogen bemodderen en aan stukken scheuren, of worden door de opgewondene menigte weggejaagd en achtervolgd met geweerschoten.

In vele plaatsen werden oproerige schriften aangeplakt en vereenigden zich de jonge lieden, tot den krijgsdienst geroepen, in benden, die gewapend de dorpen afliepen en anderen door woord en voorbeeld tot tegenstand aan de wetten opwekten. Zij werden ondersteund en geleid door priesters; althans zoo beweert zekere bespieder, met name Lonhienne, die uit Brussel de Bataafsche republiek nopens de verrichtingen van de boeren inlichtingen zond.

De vertegenwoordigers van het opperbestuur waren aan het beramen van nieuwe en strengere middelen om den opkomenden tegenstand der boeren te keer te gaan, toen in Brussel de tijding aankwam dat de gemeenten Overmere, Kalken en verscheidene andere omliggende plaatsen in vollen opstand waren. Eene talrijke menigte jongelingen had zich daar, inderdaad, gewapenderhand vereenigd en was onder het geroep van : « leve de Keizer! » het dorp Overmere binnengerukt, had met geweld de kerk geopend en de alarmklok doen luiden om het volk onder de wapens te roepen.

Eene eerste poging, door de krijgsmacht uit Dendermonde, Gent en Aalst afgezonden om den opstand te dempen, mislukte, daar de boeren haar met geweerschoten en doodsbedreigingen terugdreven. Derhalve besloot de militaire overheid tegen de opstandelingen eene vliegende kolom paardenvolk af te zenden; doch ook deze maatregel was niet meer bij machte het oproer te bedaren, dat zich met de snelheid van den wind over het gansche Land van Waas uitbreidde. Vooral omstreeks Kemzeke en St.-Pauwels hadden zich talrijke benden vergaderd, die onder het geleide van zekeren Macharis Rheyns, en versterkt door eene menigte achtergeblevene soldaten van het Oostenrijksche leger, na twee herhaalde pogingen, St.-Nicolaas bezetteden, terwijl andere benden, insgelijks van St.-Pauwels komende, de richting van het noordwesten volgden en de steden Hulst, Axel en Sas-van-Gent innamen, overal de vrijheidsboomen neerhouwende, de gemeentepapieren verbrandende ende de bureelen der douanen plunderende.

De republikeinen trachtten de beweging hatelijk te maken en wisten geen beter middel daartoe dan de deelnemers aan den opstand voor te stellen als *brigands*. Den 1 Brumaire VII[e] jaar verscheen in de dagbladen en werd op de straten een manifest aangeplakt, onderteekend door het bestuur van het departement der Schelde, dat aanving met de woorden : « Sedert eenige dagen is er eenen opstand in dit departement uitgeborsten; men heeft er ongehoorde schelmstukken bedreven, en alhoewel de daders ten meerderen deele gevallen zijn onder het zweird van onze manhaftige beschermers, eenige van die *Baenstroopers* verspreiden zig in verscheyde communen, doen daer de klokken kleppen, vervoegen zig met andere *schelmen* en durven alzoo eenen crimineelen wederstand bieden aen onse troupen... »

De scheldnaam liet de boeren onverschillig, en wel verre dat de bedreigingen der republikeinen hen zouden hebben bevreesd gemaakt, breidde de opstand zich uit in Assenede, Ertvelde en omliggende plaatsen; de stormklok werd geluid, de trommel geslagen en eene talrijke bende boeren rukte het dorp Assenede binnen, waar zij den commissaris der Fransche republiek, die zich

door zijne vurige gehechtheid aan het vreemde beheer had hatelijk gemaakt, onder de oogen zijner echtgenoote en kinderen vermoordden.

Na de inneming van St.-Nicolaas was een deel der opstandelingen van daar naar Hamme en Zele getrokken, in welke laatste gemeente zij de huizen der openbare ambtenaren plunderden en insgelijks den commissaris van het gouvernement omhals brachten. Onderwijl waren de boeren, komende van Overmere, langs dien kant de stad Lokeren binnengerukt, terwijl talrijke benden, komende uit dezelfde streek, te Wetteren over de Schelde trokken om den opstand in het Land van Aalst uit te breiden, de steden Aalst en Oudenaarde bedreigden en tot in het Henegouwsche doordrongen. Loochristi, Zaffelare, Moerbeke en de omliggende plaatsen werden insgelijks door gewapende benden bezocht, die er de vrijheidsboomen neerhakten, de driekleurige vlag verscheurden en de gelden uit de kassen der openbare ambtenaars roofden.

Eene aanzienlijke schaar boeren, komende uit het Brabantsche, waar insgelijks het oproer was uitgeborsten, maakte zich meester van Dendermonde, en onderwijl waagde eene bende Wazenaren eenen aanslag op het Vlaamsch-Hoofd, die echter niet gelukkig afliep. Edoch, zoo ras als het vuur des opstands zich in het Land van Waas had uitgebreid, even zoo ras ook was het er uitgebluscht, daar de krijgsoverheid nu sterke kolommen ruiterij en voetvolk, goed gewapend en van kanonnen voorzien, afzond, waartegen de boeren, ongeoefend, oningericht en slecht gewapend als zij waren, onmogelijk eenen ernstigen en langdurigen tegenstand konden bieden.

Desniettemin werd er in verscheidene plaatsen, onder andere te Kalken en te St.-Nicolaas, door de opstandelingen tegen de republikeinsche legerbenden gevochten.

De verdrijving der opstandelingen uit het Land van Waas bracht echter geenszins de demping van het oproer mede, dat intusschen in Brabant en in de Kempen eene uitbreiding had genomen, die het Fransche bestuur niet zonder reden verontrustte. De boeren, uit het Land van Waas verdreven, kwamen

zich gedeeltelijk bij de Brabantsche opstandelingen voegen, of zakten den loop van den Dender af, waar zij de benden der omstreek van Aalst gingen versterken. De voornaamste middelpunten van den opstand in Brabant en de Kempen bevonden zich omstreeks Herenthals, Diest, Aarschot en Turnhout, in welke laatste plaats zekere Corbeels, een stoutmoedig man, zich aan het hoofd der oproerigen stelde en poogde deze op eenigszins militairen voet in te richten.

Van den beginne af bedreigden de opstandelingen ook de stad Mechelen en Waalhem, waardoor de gemeenschap tusschen Brussel en Antwerpen zoude worden afgesneden. Generaal Beguinot, dit gevaar bemerkende, toog met gansch zijne beschikbare macht uit Brussel tegen de boeren op, trok door Mechelen om Waalhem te bezetten, gezamenlijk met eene kolom, die van Antwerpen was afgezonden, doch had nauwelijks Mechelen verlaten, toen de opstandelingen, uit Vlaanderen en van Duffel komende, zich achter zijnen rug van deze stad meester maakten en er een aanzienlijk krijgsmaterieël, waaronder verscheidene kanonnen, bemachtigden.

Echter deze gemakkelijke zege was maar van korten duur. De Fransche krijgsmacht keerde onverhoeds terug, drong langs twee zijden te gelijk in de stad, trof er de opstandelingen aan, terwijl zij zich nog volop aan de vreugde hunner overwinning overgaven, en dreef hen met aanzienlijke verliezen op de vlucht, een groot getal krijgsgevangenen makende.

Des anderdaags reeds poogden de opstandelingen de stad te hernemen en bestormden ze langs drie zijden te gelijk, doch zij werden bij gebrek aan oorlogstuig en goede leiding andermaal met verlies achteruit gedreven. De boeren, die in deze gevechten met de wapens in de hand waren gevangen genomen, werden vóor den krijgsraad gebracht en nog denzelfden avond éen en veertig van hen door den kop geschoten.

Dit waren de eerste ernstige ontmoetingen in dezen strijd, dien men te recht met den naam van Boerenoorlog of Boerenkrijg heeft betiteld, daar de oproerige benden bijna uitsluitelijk uit landlieden waren samengesteld.

Van dan af waren bijna al de pogingen der opstandelingen tegen de steden van minderen rang gericht. Oudenaarde werd beurtelings door de boeren ingenomen en door eene vliegende kolom, komende van Gent, hernomen, na een gevecht, waar een veertigtal landlieden het leven lieten. Ninove, Hal, Edingen, Diest en Aarschot vielen mede in de handen der opstandelingen, terwijl zij tevens ten platten lande overal, behalve in eenen kleinen omtrek rond de groote steden, meester bleven.

Na eenige krijgsverrichtingen omstreeks Leuven en Diest, om die steden te bevrijden en die de opstandelingen van de oevers der Demer meer noordwaarts de Kempen indrongen, zond generaal Beguinot eene kolom van 400 man, welke hem uit Frankrijk tot versterking was toegestuurd, tegen de steden Hal en Edingen af, dewijl de gemeenschap tusschen Brussel en Parijs aldaar door talrijke benden bedreigd werd. Eene afdeeling ruiterij, uit Bergen komende, ondersteunde den aanval. De opstandelingen, op de groote markt van Edingen in slagorde geschaard, wachtten moedig den strijd af, en weken niet achteruit, dan na twee hevige aanvallen te hebben afgeslagen. Doch de republikeinen, zich aan zulken tegenstand niet verwachtende, trokken zich op hunne beurt terug om Hal te gaan overrompelen. Hoewel gansch op het onverwachts aangegrepen, verdedigden zich de boeren hier even moedig als te Edingen, doch werden ten slotte uiteengedreven, de stad en de omstreek met hunne lijken bezaaid latende.

Daarna gingen de overwinnaars de Waalsche gemeente Hérinnes, waar de boeren zich versterkt hadden, aanvallen en verdreven er de opstandelingen uit hunne schuilplaats.

Ondertusschen zetteden de vliegende kolommen, die Leuven, Diest en Mechelen hadden bevrijd, bijgestaan door eenige afdeelingen, die hun uit Antwerpen en Holland waren ter hulp gezonden, onverpoosd hunne krijgsverrichtingen voort en leverden bijna dagelijks nieuwe gevechten tegen de boeren. De voornaamste ontmoeting had echter plaats te Herenthals, te dien tijde als het hoofdkwartier der opstandelingen aangezien, en waar 3,000 boeren gedurende 24 uren stand hielden tegen drie talrijke Fransche kolommen, voorzien van artillerie en ruiterij, en het slechts opga-

ven nadat de republikeinen de helft des dorps hadden in brand geschoten, en de opstandelingen 600 man aan dooden, eene menigte gekwetsten en krijgsgevangenen, benevens twee hunner vaandels hadden verloren.

De Franschen hadden hier insgelijks aanzienlijke verliezen geleden, daar zij veertien wagens noodig hadden om hunne dooden weg te voeren.

Deze gedeeltelijke overwinningen, hoe dikwijls zij zich ook herhaalden, waren echter weinig afdoende voor de Fransche wapenen. De verslagene benden vereenigden zich telkens op andere plaatsen opnieuw, sterker en vooral hardnekkiger en strijdvaardiger dan te voren, weshalve het opperbewind uit Parijs het bevel afzond deze nuttelooze gevechten te staken, totdat er eene voldoende krijgsmacht zoude bijeengebracht zijn om den opstand ineens te bewingen. Trouwens, totdan toe had de krijgsoverheid slechts over geringe strijdmachten te beschikken gehad, daar de Fransche legers zich toen vooral ophielden aan den Rijn, waar zij eenen terugkeer der Oostenrijkers voorzagen, als ook in Holland en omstreeks Oostende, waar zij de ontscheping der Engelschen en Russen vreesden.

Doch nu werden talrijke krijgsafdeelingen uit die streken naar het tooneel des opstands afgezonden, en generaal Coland werd uit Parijs naar België gestuurd om de opstandelingen te straffen. Deze strenge krijgsman verklaarde aanstonds de departementen der Dijle, der beide Nethen en der Schelde in staat van beleg en begon onmiddellijk zijne krijgsverrichtingen tegen de boeren, die zich intusschen insgelijks versterkt en meer geoefend hadden.

De eerste aanvallen hadden plaats tegen de benden, welke onder het geleide van zekeren Rollier, van Londerzeele, die zich den titel van generaal toeeigende, de gemeenten Willebroek, Kapellen en andere bezetteden. Daar werden gedurende de eerste dagen woedende gevechten geleverd en verscheidene dorpen in brand geschoten. Na eene verdediging, die de Franschen menigmaal had doen achteruitwijken, werden de opstandelingen gedwongen achterwaarts te trekken en zich met de Kempische benden te vereenigen.

Nu rukte geheel de Fransche macht tegen de Kempen op, waar zekere Van Gansen het bevel over de opstandelingen voerde. Verscheidene kolommen te gelijk stelden zich in beweging. Dagelijks hadden hevige gevechten en schermutselingen plaats, waarin de Franschen op verre na niet altoos de zege behaalden, en, zoowel als de opstandelingen, aanzienlijke verliezen leden. Westerloo, Geel, Meerhout en meer andere plaatsen waren het tooneel van zulke ontmoetingen. Den 11 November maakten de opstandelingen, aangevoerd door zekeren Eelen, van Scherpenheuvel, zich stormenderhand meester van de stad Diest, waar zij zich versterkten, en die van dan af het voorname bolwerk der boeren werd. Men schat op 6,000 man de opstandelingen, die zich daar met hunne opperhoofden bij de afdeeling van Eelen kwamen voegen.

Onmiddellijk werden de Fransche kolommen nu tegen de stad aangevoerd. Verscheidene aanvallen werden door de opstandelingen afgeslagen, die zelfs meer dan eens de belegeraars buiten de stad met kracht kwamen aanvallen om zich van hunne kanonnen meester te maken.

Intusschen ontvingen de Franschen dagelijks nieuwe hulpbenden, zoodat de stad Diest welhaast als met eenen ijzeren band was omsloten. Zij werd langs alle kanten met grof geschut aangevallen en de Fransche troepen maakten zich na hevige gevechten meester van de voornaamste poorten.

De boeren, ziende dat hun moedige tegenstand weinig vermocht tegen de van alle krijgstuig voorziene republikeinsche legerbenden, rukten den volgenden nacht uit de stad om zich aan eene volkomene nederlaag te onttrekken. De Franschen vervolgden hen, en verscheidene honderden boeren werden neergesabeld of verdronken in den Demer en in de moerassen, die de stad omringden.

Daarmede was echter de opstand niet voorgoed bedwongen. De boeren namen hunne vorige standplaatsen in de Kempen terug en leverden de Franschen nog veel werks. Geel, Moll, Meerhout en Kapellen werden andermaal het tooneel der bloedigste gevechten, terwijl andere benden, waarbij zich eene menigte Waalsche

opstandelingen waren komen voegen, na verscheidene ontmoetingen in het vlakke veld, gedwongen werden naar Hasselt af te zakken.

't Is daar dat welhaast het laatste bedrijf van dezen bloedigen opstand, welken men in zekeren zin aan dien der Vendeeërs heeft vergeleken, afliep. De boeren, langs verscheidene zijden aangevallen, werden er verpletterd onder de overmacht; zeven tot acht honderd der hunnen bleven op het slagveld, en de rest, door de Fransche ruiterij vervolgd, werd langs alle kanten verstrooid [1].

De hooger gemelde Lonhienne verzekert, in zijn schrijven aan de Bataafsche republiek, dat de gewapende boeren in Brabant en Limburg 12 a 15,000 in getal waren, maar dat het hun mangelde aan geschut en leiding. Het waren niet enkel boeren of gemeene lieden; de voor- en achterhoede der drie benden in Brabant waren samengesteld uit 2 a 300 welstellende huisvaders, die den blauwen kiel droegen en pistolen en dolken tot wapens hadden. Het was vooral in het tweede korps, hetwelk 4 a 5,000 man telde, dat vele oud-soldaten, douaniers, onbeëedigde priesters en vooral monniken bevatte, maar alleen het derde Brabantsche korps heette aldaar de kolom der *branders* of de *brigands*, omdat zij overal, waar zij verschenen, de hand sloegen aan de openbare kas. De Franschen, die onze weerspannige landgenooten dien verachtelijken naam naar het hoofd wierpen, waren zeker vergeten op welke wijze zij zelven in elke overweldigde plaats te werk gingen [2]?

Intusschen eindigde de XVIIIe eeuw voor onze vaderen in de droevigste omstandigheden en ving de nieuwe eeuwkring onder de somberste vooruitzichten aan.

[1] Zie, voor meer bijzonderheden, Aug. Orts, *La Guerre des Paysans*.

[2] Zie den brief van Lonhienne in de *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 3e série, VII.

X[e] HOOFDSTUK.

—

Zeden en beschaving in de XVII[e] en XVIII[e] eeuw. — Bijgeloof en onderwijs. — Familiegeest. — Lof der Belgische boeren, gemaakt door vreemdelingen. — Besluit.

Waar de krijgstrom wordt geroerd en de legerdrommen over de vlakte draven, heeft de beschaving weinig vermogen en invloed; ook zoo lang, in de XVII[e] en XVIII[e] eeuw, op onzen bodem strijd werd gevoerd, moesten wetenschap, kunst en volksonderwijs achterblijven, die enkel maar bloeien kunnen bij vrije, rustige en welvarende natiën. Maar buiten oorlogstijd was de toestand des volks bevredigend, het taaie geduld onzer vaderen weldra de gevolgen der verledene rampen te boven komende en door hunne onvermoeilijke werkzaamheid telkens eenen nieuwen rijkdom scheppende.

Wij vinden hiervan een ontegensprekelijk bewijs in den toestand, waarin ons vaderland tijdens de regeering van Albert en Izabella verkeerde, toen zoo vele geleerden in ieder vak van wetenschap en zoo menige groote kunstenaars te voorschijn traden en de vroeger gestremde koophandel en nijverheid eene nieuwe ontwikkeling verkregen. Op enkele punten des lands was de welstand nochtans minder groot, maar dit vloeide voort uit gansch bijzondere oorzaken, welke met den algemeenen toestand des lands eigenlijk niet in verband, maar aan bestuurlijke misbruiken te wijten waren. Aldus vinden wij aangeteekend dat de Henegouwsche boeren in 1632 grooten nood hadden uit hoofde van de ongelijkheid der belastingen en twintigsten, door hen op te brengen, terwijl de adel en de geestelijkheid, krachtens oude privileges, daarvan ontheven waren, en de hooge ambtenaren zich allerlei afpersingen veroorloofden en een aantal karweien aan de boeren hadden opgelegd [1].

[1] *Sommaire de l'Estat général du pays de Haynaut en mars 1632* (Rijksarchief te Brussel: *Varia, fonds du président Roose*).

De armoede, welke gedurende de tweede helft der XVIIe eeuw in Brabant en Vlaanderen heerschte, was het gevolg van den langdurigen oorlog. Een beeld van dezen droevigen toestand vinden wij in de gemeente Aalter, tusschen Brugge en Gent, destijds vervallen « tot soo eenen ellendigen staet, mitsgaders tot soo quade reputatie gekomen, » dat in de eerste helft der verledene eeuw niet min dan negentig paardenhofsteden in puin waren gevallen, terwijl de landen, bij gebrek aan bebouwing, tot hunnen oorspronkelijken staat waren gekeerd, verwoest en met onkruid begroeid, als hadde nooit een mensch daar den voet op gedrukt. Geen enkel sterfhuis bijna viel toen open, « daer bate was, » schrijft eene oude kroniek, en voor eenen spotprijs hadde men alsdan schier gansch de gemeente gekocht.

Deze gesteltenis was in de jaren '80 algemeen, en vestigde de aandacht der staathuishoudkundigen en bestuurders; verscheidene schriften werden in 't licht gegeven om er de oorzaken van op te sporen en de middelen om verbetering te bekomen. Een dezer : *den Oorspronck van de Ruine en Aermoede der Spaensche Nederlanden* (Luyck, Geraert Chokier, 1686), erkent dat « de lantsneeringhe..... nu geheel onder den voet ghesmeten » is en meende dat te kunnen verhelpen door al de vreemde granen, vee, vleesch, boter, kaas, brandhout en kolen bij den invoer te belasten, want (zegt hij) onze boeren zelven zijn niet vrij van rechten, « dewijl dat zij voor het ghebruyck van hunne landen diversche omstellinghen en prochie-kosten moeten betaelen. » De redeneering, gelijk men ziet, is zeer flauw; maar de schrijver hoopte dat zijn voorstel veel goeds zou hebben te weeg gebracht :

« Den Landtsman sal oock opgheweckt worden omme dies te meer Beestiaelen aen te queecken, te vetten en te overwinteren, waerdoor ghebeuren sal dat hy niet alleene daerdoor merckelicke sommen van penninghen sal profitéren, maer daerenboven sal sooveel te meer Mest ofte Vette winnen en vergaederen, waermede dat hy sal Vetten ofte Mesten sijne Landen, soodaenigh dat de selve Landen dobbel Vruchten sullen voortbrenghen, ende by ghevolgh sal den Landtsman oock dobbel fouragie hebben om andermael noch meer Beesten te overwinteren ende alsoo van

jaer tot jaer in sijn Landt-Bauw ende Neeringhe voorderen, ende meer en meer daeraen profiteren, daer als nu integendeel den Lantsman sonder Mest ofte Vette labourérende, niet en kan opdoen als schaede en verloren aerbeyt, ghemerckt de seven deelen van acht generalyck deser Landen ten minsten alle dry Jaeren eens ghemest ofte ghevet moet worden. »

De schrijver doelt hier vermoedelijk op hem bekende gronden, die van aard zwaar en vruchtbaar moeten geweest zijn; althans 't waren zeker maar magere gewassen, welke geteeld werden op dorre gronden, die maar éens om de drie jaren mest kregen [1]?

Wat den toestand in een groot gedeelte der XVIIe eeuw zekerlijk niet deed verbeteren, was de zucht tot bedelarij, welke, gelijk vroeger, een groot getal gemeene, maar tot arbeid bekwame lieden bezielde. Een plakkaat, door Albert en Izabella afgekondigd, erkent duidelijk het hernemen dier groote maatschappelijke kwaal. « Vele ambagtsghesellen (wordt daarin gezegd), knapen van labeure en andere alzulcke ledighghangers ende vagabonden, levende op hun plesier en ledigheyt zonder te werken, verlaetende, om hun te volgen, hunne ambachten, diensten ende labeuren, waer door de pachters ende andere goede lieden qualyck connen crygen knapen, wercklieden ende dienstboden, tot hunne labeuren, neeringhen ende diensten. »

De regeering had goed met strenge straffen te dreigen, de bedelarij verminderde niet en nog in de tweede helft der XVIIIe eeuw, wanneer het land eenen grooten welstand genoot, was, volgens de

[1] Het stelsel van bescherming, welke de schrijver voor 's lands producten inriep, was hem ingegeven door het voorbeeld van Engeland, waar te dien tijde de doodstraf was bepaald voor elk, die uit dit rijk wolle zou hebben uitgevoerd, terwijl, bij den invoer, het linnen belast was met 4 st. de Engelsche geerde of el. De hoppe, veel uit Nederland naar Engeland gevoerd, was daar alsdan belast met een recht van 12 gulden de 100 pond (meer dan 't dubbel der waarde!); de Nederlandsche kant of 't speldenwerk, de schilderijen enz., mochten evenmin in Engeland worden ingevoerd op straffe van groote boeten en verbeurte van 't aangeslagen goed. Eindelijk de uit Engeland gevoerde kolen waren daar belast met 19 shellings voor ongeveer 10 Oostensche razieren.

officiëele statistieken, geheel België door bedelaars overstroomd. Betreurenswaardig feit, hetwelk meer dan éénen geschiedschrijver omtrent den wezenlijken toestand des lands in de bedoelde tijden in dwaling heeft gebracht.

Dat de goede zeden daardoor veel te lijden hadden hoeven wij nauwelijks te zeggen. De bedelaars waren juist niet in nood; zij dronken hun glas bij tijds... en meer nog ten ontijde, en maakten veelal krakeel en ruzie. Overal was 't getal herbergen, waaronder vele wijnhuizen, aanzienlijk vermeerderd en reeds den 22 Juni 1589 had de regeering een plakkaat moeten uitvaardigen om het getal tapperijen, en zelfs de plaats van deze voor iedere parochie, te bepalen — een decreet, dat den 1 Juli 1616 was vernieuwd geworden. Een nieuw plakkaat over de herbergen verscheen in 1682, en moest reeds vijf jaren naderhand vernieuwd worden. Ditmaal was er voornamelijk quaestie te verbieden « ongehoude dochters haer te vinden in de vergaederynghe van de jonghmans, in ofte omtrent de herberghen, om aldaer te drincken ofte dansen op sondaeghen ende heylighdaeghen ende werckedaeghen. » 't Schijnt, dat dit verbod in de Kempen goed werd nageleefd, althans toen Jacob, graaf van Perth, ten jare 1693 eene reis door België deed en de Kempen bezocht, woonde hij in eene herberg eene boerenbruiloft bij, waar geen speelman of dans te zien was, omdat de pastoor en de baljuw krachtens hoogergemeld decreet dat niet gedoogden. Te meer, evenwel, werd er wit bier gedronken, rijstpap, kalfs- en gebraden ossenvleesch geëten en wel zoo, dat er de vreemdeling verbaasd op stond te kijken.

Dáar ging alles richtig, maar 't schijnt dat de boerenjeugd der Kempen in de XVIIIe eeuw juist geen toonbeeld van zedelijkheid opleverde. In 1730 klaagden J.-S. Heyendal, drossaart van Walhoorn, en de schepenen zijner vierschaar aan den Raad van Brabant over verschillige misbruiken, die te Walhoorn bestonden, welke noodig waren uitgeroeid te wezen. De Raad verleende den 15 Juli des gemelden jaars eene ordonnantie, verbiedende « dat de vrouwen en de jonge dochters ten tijde van het breeken van den kemp in de meergemelde bancke aen niemand meer sullen de schoenen wisschen; ordonneert hun voorders van hun ten selven

tyde te gedragen gelyck eerlycke ende deugdsame persoonen toebehoort; verbiedt aen alle jongmans der voorscreve bancke en aen deghene daeromtrent woonende, te gaen vinden 's avonds de jonge dochters in de huysen, alwaer sy den kemp gebroken of geswongen hebben, minder van aldaer eenige vilaine en scandaleuse spelen te spelen en ander insolentien te bedryven, aldaer overnacht blyvende en alsdan de voorseyde jonge dochters naer huys te convieeren...[1] » Dat decreet, te Walhoorn, Kettenis, Hergenraad, Raeren en Einatten afgekondigd, laat de schaduwzijde zien van het beeld der Kempische deerne uit die dagen, welke men zich weleens anders placht voor te stellen.

Het groot getal drinkhuizen werd in de voorgaande eeuw door al de kastelnij- en dorpsbesturen als een onheil beschouwd. De baljuws der ambachten van Assenede en Boekhoute, de magistraten der kastelnijen van den Oudenburg, Oudenaarde, Kortrijk en Aalst brachten bij vertoog van 26 April 1777 aan het gouvernement in, dat groote ongeregeldheden en wanorders ten platten lande plaats grepen en elken dag een ernstiger karakter namen, wat enkel te wijten was (verklaarden zij) aan 't groot getal kroegen en taveernen, waar kansspelen en schouwtooneelen gegeven werden om het volk aan te lokken en op die wijze losbandigheid en ontucht werden begunstigd; vooral duidden zij de kantienen aan, waar niets dan brandewijn en andere sterke dranken werden getapt, en dronkenschap, de moeder van twist, gevecht en moord, bij dag en bij nacht heerschte.

De regeering kon of wilde dien toestand niet langer gedoogen en deed hierover een ontwerp van reglement opstellen, hetwelk ten onderzoeke gezonden aan den Raad van Vlaanderen en gevolgd werd door het besluit: dat de verkoop van sterke dranken enkel maar zou toegelaten zijn in de geoorloofde of geoctrooieerde herbergen; dat al de kantienen moesten gesloten worden; dat de overtredingen streng moesten toegepast en de wijze verordeningen van 22 Juni 1588 en van 1 Juli 1616 getrouw moesten nageleefd worden. — In het ambacht van Assenede (leest

[1] Archief van 't hooggerechtshof van Limburg.

men in onze monographie dier plaats) moeten de ongeregeldheden erg zijn geweest, aangezien het bestuur van dat gewest meteenen had voorgesteld, de vastenavondvreugde te verbieden, die er hoofdzakelijk bestond uit het « gans-, catte- ofte caes te ryden, waeruyt resulteren schadelycke vergaderynghen ende differente ongelucken ; » alsmede in gansch 't ambacht de wijkkermissen af te schaffen, behoudende alleen de dorpskermissen.

Uit het bovenstaande zal men genoeg zien dat er noodzakelijkheid bestond om de herbergen des avonds vroeg te doen sluiten, wat een plakkaat van 1779 dan ook beval ; in den zomer mochten de drinkhuizen tot negen, gedurende den winter tot acht ure geopend blijven. Het geklep der klok gaf het sein om te sluiten.

De meeste vreemdelingen, welke ons land bezochten, gewagen van de neiging onzer voorouders, om, na den verrichten arbeid, in de herberg samen te komen. Barentin, intendent van Vlaanderen onder Lodewijk XIV, schreef daarover :

« Ils aiment à boire les uns avec les autres, et à faire leurs affaires, sans avoir l'imagination vive; c'est ce qui fait qu'on les trouve grossiers et stupides dans la conversation, mais ils sont habiles dans les affaires qu'ils font avec réflexion et trompent quelquefois ceux qui s'imaginent être plus fins qu'eux. Ils sont fort attachés à la religion catholique...; ils fréquentent les sacrements et sont exacts à entendre la messe et le sermon, mais tout cela sans préjudice du cabaret, qui est une de leurs passions dominantes...[1] »

Wij gelooven deze kleine schets juist te zijn ; althans de meeste oorkonden uit de vorige eeuwen, welke wij nopens dit punt geraadpleegd hebben, stemmen met de woorden van Barentin overeen.

Het is niet te verbloemen : 't was de geringe stand alleen niet, welke de herberg opzocht : onze voorouders, welke ook hunne betrekking in de maatschappij was, hielden over 't algemeen van de gezelligheid onder het drinken van een glas, en hadden de

[1] *Mémoires des généralités de France*, Hs. in-fol. (ten jare 1700 in de Koninklijke Bibliotheek te Parijs). Zie J. Lelong, *Bibliothèque historique de France* (Paris, 1762), I, 107.

grooten in de XVII[e] eeuw hun « goede paryse in een fyn Veneets cristallynen glas, » of eenen goeden beker Rijnsch « in eenen schoonen Keulenschen roomer, » de boer en burger hielden 't met de oudvaderlijke aarden kruik of tinnen kan, en het bier smaakte hun al zoo zoet. De middelstand, onder Albert en Izabella door voorspoedigen handel en nering rijk geworden, volgde in kleeding den edelman en droeg « caffe vloerte ofte cofferiche, satyn ende herremosijn, » wat allengs zoo gemeen werd dat de boerinnen er « lijvekens » van droegen. Het satijn was wit of rood, en de gespen en riemsloten waren van zilver, evenals de hecht der messen, die 't mansvolk droeg [1].

Het mes, waarvan de kroniekschrijver gewag maakt, was inderdaad de onafscheidelijke gezel van den Vlaming, inzonderheid op den buiten. Bij de Walen was er zelfs een spreekwoord daarvoor, hetwelk hun tot verwittiging diende en genoeg laat oordeelen dat onze boeren er een veelvuldig gebruik van maakten :

« Qui va en Flandre sans couteau
Il perd de beurre maint morceau. »

Ja, van 't steken schijnen de Vlaamsche buitenliên, vooral die van Fransch-Vlaanderen, een handje gehad te hebben, want toen Lodewijk XIV dat land had ingepalmd vond hij zich genoodzaakt een edict uit te vaardigen, waarbij bevolen werd dat al de tafel-en andere messen binnen de drie dagen al boven moesten rondgeslepen zijn...[2] Dat zulk bevel niet zonder hooge noodzakelijkheid werd uitgevaardigd blijkt uit de beweegredens, waarop het werd gesteund, en waaruit men ziet hoe erg en gevaarlijk het misbruik was geworden [3].

[1] Handschriftelijke kroniek van Justus Billet, in de bibliotheek van 't stadsarchief te Gent.

[2] Dit edict is gedagteekend uit St.-Germain-en-Laye, Juni 1669.

[3] Men leest daar o. a. : « Depuis que l'heureux succès de nos armes, la justice de nos prétentions (!) et le traicté conclu à Aix-la-Chapelle nous ont acquis plusieurs villes et diverses châtellenies, tant en Flandre que dans les autres provinces des Pays-Bas, nous avons employé tous nos soins pour y faire régner la justice et pour y faire jouir nos sujets du repos et de la tran-

Er kwam een tijd — en 't was nog in de XVII[e] eeuw — dat het « vechten met messen en sweerden » ophield en de boeren begonnen « malcanderen met penne en inct te keere te gaen ende te procedeeren, van boven nedere om hunnen moet te koelen. »

De Vlaamsche boer (vooral van 't westelijk gedeelte, zegt de eventijdige kroniekschrijver) « procedeerde in den Raed van Vlaenderen uyt mode, » en wie geen proces had met zijnen buurman, of wie ook, was van geenen tel. Men hoorde in de herberg schier niets anders dan van procureurs en advocaten, rechters en getuigen, en wie daarvoor 't meeste geld had verschoten voerde ook den hoogsten toon. Was 't uit twistzieken aard, wrevel, gebrek aan vriendschap, dat men elkaar naar de vierschaar drong? Geenszins, evenmin als de haat of boosaardigheid naar het zakmes hadden doen grijpen. « Hunne beenen en conden de weelde niet draeghen, ende dese boeren door pracht en overdaed maeckten de borghers van de beste steden confus ende beschaempt, zoo in cleeren, lywaet, zilver ende gaudt an hun lichaem als van provisie van wijn en bier [1]. » Ja, dan was 't een recht gulden tijd voor België, de tijd der « Vlaamsche kermissen, » op het doek vereeuwigd. Kan er beter betoog van den welstand onzer Brabantsche

quillité de la paix; et voyant qu'elle n'estoit troublée que par les fréquentes querelles et demelez qui arrivent entre les habitans desd. villes et châtellenies, dans la chaleur desquels ils se portent à de tels excès qu'ils se frappent, se blessent, et souvent s'entre-tuent à coups de couteaux, nous aurions, pour prévenir ces inconvénients, par notre ordonnance du 12 Janvier 1668, défendu le port et l'usage des couteaux pointus à toutes sortes de personnes tant des villes que du plat pays, de quelque qualité et conditions qu'elles fussent, à peine d'amende... désirant y apporter les remèdes convenables, et ne rien omettre de ce qui peut contribuer au repos et sûreté de nos sujets, scavoir faisons que... nous statuons et ordonnons ce qui suit : que si au préjudice de nos défenses, aucun est si osé de porter des couteaux pointus et de les tirer à dessein d'en frapper, encore que le coup ne soit suivi d'aucune blessure, voulons que pour la première fois il soit condamné au carcan ou banni de notre royaume, et en cas de récidive condamné à la plus grosse peine corporelle à l'arbitrage des juges... »

(Zie het stuk bij A. Dinaux, *Archives du Nord de la France*, XIII, 3[e] série, III, bl. 112.)

[1] Voormelde handschriftelijke kroniek van Justus Billet.

en Vlaamsche boeren gegeven worden dan die geestige, vroolijke tafereelen, door eene meesterhand naar de natuur gepenseeld en waarop ons boerenvolk zoo joviaal, gulhartig, levenslustig is afgebeeld? Zie maar eens naar dit schilderstuk van onzen Teniers, die onze dorpsfeesten schilderde gelijk Rotgans ze in Holland bezong. Aan de herberg hangt de vlag uit — een zeer oud gebruik. — Vóor de deur is een strooien afdak gemaakt, waaronder de oudjes, die niet dansen, zitten te drinken; naast het afdak is, vóor den vedelaar en den doedelzakblazer, op eene ton, de jonkheid, die bij 't eerste gekras en bij 't eerste gepiep der speeltuigen opspringt en aan 't flikkeren gaat. Maar 't zijn juist niet altemaal jonge knapen en meiden, die 't been uitsteken; men treft hier en daar ook wel een oud paartje aan : Koba en Stine lieten haren Tijs noch Teunis gerust, of zij moesten — al was 't dan ook maar voor een paar minuutjes — meespringen, en waarlijk! die oudjes, schoon ze al zeven kruiskens achter den rug hebben, zouden nog menige jonge deerne beschamen! Er wordt geminnekoosd onder den dans, aan de wel opgedischte tafel en onder 't groen van de eeuwenoude linde, die daar vóor de herberg hare hooge kruin trotsch ten hooge beurt, en die, als zij spreken kon, de getuigenis zou afleggen dat het kermisvieren tot de oudste traditiën des lands behoort. — Zagen wij den middeleeuwschen Kerel ook niet « ter kermisse... gaen » en « drinken van den wine? »

En zie toch eens naar die welgebouwde mannen altemaal, met hunne dikke, bollige wangen, blozend van gezondheid en kracht, het vuur in de oogen, de vreugde in elken trek des gezichts, los en onbedwongen van houding, even vrij en onbekommerd als de vogel op zijnen tak. Morgen? Ei, 't is morgen nog kermis, en overmorgen ook, en geheel de week! Dat is boerengedoen, en 't mag wel, want de akkerzorg is groot, de arbeid lastig... Het gaat er, wel is waar, onder al de kermisgasten niet altijd even rustig toe en welgezind : de drank verhit het bloed, de tapper is handig en vlug om te bedienen en — de Vlaming heeft niet veel noodig om in vlam te schieten... Weeral gelijk in den Kerelstijd :

« Stappans es hi versmoort,
Dan es al de werelt tsine... »

Maar zie! ruziemakers passen niet bij de kermispret, daar komt een paar flinke gasten, vatten de dronken dullemans bij de kraag en — weg zijn ze, 't hofhekken buiten. Het spel, één oogenblik opgeschorst, gaat nu weer zijnen gang, en

« Hier klinkt een mannenkoor van meer dan dertig keelen
Een wildzang zonder zin, verminkt in alle deelen. »

Wat wil men? Onze boeren zijn juist geene meesterzangers, en als er maar lawijt is, op kermis vooral, dan is 't wel.

Daarnaast zit men ook niet te droomen :

« Onze ooren worden doof van 't kloppen van de kannen. »

En dat tot den avond toe. Ja Rotgans, wat gij schrijft voor Holland heeft het penseel van Teniers bevestigd voor onze streken : onze voorouders hielden zeer van de kermis en wisten er goed weg mee. Ook genoot het boerenfeest reeds in dien tijd de eer, door rijke stedelingen bezocht te worden. De schilder maalt ze er af, gekomen op hunne paarden,met een gezelschap van jonkvrouwen,om eens te zien hoe de boeren zich vermaken, want van zulke vreugd en vroolijkheid, als te lande wordt waargenomen, heeft de stadsman geen gedacht, en daar ziet hij ook de bevestiging van de oude volksspreuk :

« De welghevoede
Is de welghemoede. »

Het moest in Vlaanderen juist geen kerk-misdag zijn , die toch maar éens in 't jaar kwam, om feest te houden ; gedurende de herneming van 's lands welvaart, in de tweede helft der voorgaande eeuw, hielden de boeren van 't Meetjesland (te Zomergem, Waarschoot en Lovendegem) op zon- en heiligdag eene *taertefeeste*, waartoe de vrienden uit het dorp en van elders werden uitgenoodigd. Dit was nu eene kermis van eenen gansch bijzonderen aard; iedere deelnemer betaalde zijn gelag. Bij eenige boeren werd ook vleesch opgediend, en de drank was meê en jenever. Het meerendeel der « tractanten » deden hun feest den zondag na de vroeg- en hoogmis ten kerkstichel aankondigen in dezer voegen :

« N. N. sal vandaege, naer de vesperen, taertekermisse houden. Die gelt heeft can daer naer toe gaen. » Somtijds was er ook bolspel bij, maar « nooyt bas ofte vioole. » Een der boeren — men vindt er zoo altijd — wilde eens meer doen dan een ander, en gaf bouillon, met wittebrood daarin, boven het vleesch en de taart. De soepketel hing gansch den namiddag over 't vuur, « ten gerieve dergene, die daer naer vraegen. » Deze « divertissementen » waren eenvoudig en eerbaar, leest men in het enquest nopens eene zulker vergaderingen, waartegen de baljuw van Zomergem, wij weten niet om welke reden, een vervolg had ingespannen [1].

Wij zegden 't reeds vroeger : de herberg is juist geene school van beschaafdheid en wellevendheid, en de gevolgen van 't overmatig drinken moesten door dorps- en gildewetten, ja door algemeene decreten meer dan eens beteugeld worden. Die verordeningen schijnen op de menigte eenen heilzamen invloed te hebben uitgeoefend. Een plakkaat van 7 September 1652, 11 Augustus 1688 en 18 December 1701 verbood « aen alle... ondersaten ende andere, hanterende dese landen, mans- ende vrouwpersoonen, van wat staet of conditie sy mogen wesen, te sweiren, blasphemeren ende verloochenen den Naem Gods, van syne glorieuse Moeder ende andere Heyligen, gelyck ooek te doen andere vervloeckte eeden. » — In de rederijkers- en schuttersgilden werd het minste onbetamelijk woord met boete, de herneming somtijds met banning uit het genootschap voor zekeren tijd of voor altijd gestraft; zoo verre ging onder dit opzicht de nauwgezetheid onzer voorouders, dat de woorden : duivel, droes en andere van die soort niet tijdens de oefeningen of andere bijeenkomsten van 't gilde mochten uitgesproken worden [2].

[1] Staatsarchief te Gent.

[2] « Item soo wie in de caemer spreekt eenige vuyle ofte oneerbaere woorden, ofte is sweirende bij Gode ofte sijn heyligen, ofte oock bij zijnder ziele, tsij bij costume ofte vergetentheydt, sal verbeuren telcker reyse de boete van twaelf mijten ten proffijte alsboven. »

(Reglement van 't rederijkersgilde van Elversele (1611) in onze geschiedenis dier gemeente.)

« By soo verre eenighe guldebroeders, schietende op den hof tusschen mis-

De ongeregeldheid in den drank leidde op sommige plaatsen tot misbruiken en wanordelijkheden, die somtijds nog al verre gingen. Een paar voorbeelden hiervan zullen ons doen zien, dat er in de XVIIe eeuw nog iets van de ruwheid der oude Belgen was overgebleven.

De abdij van Park, bij Leuven, deelde ieder jaar, den laatsten karnavalsdag, den armen van Rotselaar en Wezemaal brood, spek en bier uit, gewoonlijk vóor de kloosterpoort opgediend. Na den disch begon het lied en vervolgens de dans, deze laatste ingesteld door den Vastenavondheer, gekozen onder de jongelingen van Rotselaar, en door de Vastenavonddame, gekozen onder de meisjes van Wezemaal, die alle gekleed waren als zotten. Niet zelden ontstonden er daarbij twist en wanorde, zooals ten jare 1621, wanneer men een deel des kerkportaals vernietigde en de jongelingen dreigden 't jaar nadien nog erger baldadigheden te zullen plegen. De kloosterzusters dienden eene klacht in bij den Raad van Brabant, en deze gaf den 20 Januari 1622 een vonnis tegen de plichtigen, die later, evenwel, de Zusters van Park nog zooveel werks leverden dat zij op den duur verplicht waren met de jonkheid eene overeenkomst te sluiten.

Eene moedwilligheid van een ander slag had wortel geschoten te Séclin, waar de pastoor en de boeren van Avelin sedert langen tijd zich 't recht hadden aangematigd om op Drievuldigheidsdag te paard in de kerk te komen en er rond en over en weder het koor te rijden. Men noemde dat : « servir Saint Piat. » Vendeville, bisschop van Doornik, verbood dat misbruik, maar verloor vóor 't gerechtshof van Rijsel het proces, dat de boeren hem tot behoud van hun oud recht hadden aangedaan.

Het rid werd dan in de kerk van Séclin voortgezet, tot groote ergernis der geloovigen en tot diep leedwezen van den deken en het kapittel van St.-Piatus, die zich bij verzoekschrift tot den bij-

saelen ofte om den gaey, ofte oock in huys ofte andere vergaderinghen, Godt ofte sijne heyligen blasphemerende uyt opgeset'en wille ofte andere onredelijcke ofte ongebromde (*sic*) woorden uyt hunnen mondt lieten gaen, die sullen elcke reyse verbeuren ses stuyvers... »

(Statuten van 't St.-Sebastiaansgilde van Haasdonk.

zonderen raad des konings wendden, « remonstrant la malséance de voir en leur église tel disrespect au moyen des chevaux y entrant et laissant leurs immondices et ordures. « L'affaire ayant été, zegt Du Laury (II, 56), examinée au conseil privé (à Bruxelles) le 3 octobre 1642, défenses ont été faites auxdits d'Avelin d'entrer à cheval en ladite église, sous peine arbitraire, avec ordre qu'un député du chapitre leur donneroit à baiser le reliquaire accoustumé, étant à cheval au devant du Grand Portail. »

Een bedroevend beeld van het leven der boeren in de twee laatste eeuwen is nog altijd de bijgeloovigheid, die overal heerschen blijft en de geesteskracht van den anders wakkeren mensch verlamt. Des winters, als 't gezin onder den breeden schoorsteenmantel is vereenigd en de dansende vlam van 't knetterend houtvuur met het weifelend licht der kleine steenen lamp een flauw licht in de groote huiskamer verspreidt, dan roept Grootje haar geheugen te harer hulpe en haalt de sprookjes op, waarmee hare eigene moeder, zestig of zeventig jaar geleden, haar in den winteravond wakker wist te houden, maar ook ten hoogste bang. Nu is 't van *Osschaart,* die bij nacht en ontijd vóor den eenzaam naar huis keerenden man verschijnt, hier zoo hoog als een boom, daar in de gedaante van eenen hond, ter grootte van eenen ezel, en den voorbijganger dwingende hem op de schouders tot aan zijn huis te dragen, al wordt de last ook met elken stap zwaarder en zwaarder. Dan vertelt de oude van 't *Wit konijn,* dat van den mensch niet weggaat dan door 't lezen van 't St.-Jans-Evangelie; of van de *Katten van Ravels* [1], alwaar in den waterkuil elken nacht, juist ten twaalven, eene bende tooverheksen in de gedaante van katten vergadert, en waarmee niet te spotten valt, want 't gebeurde eens, dat een boer de wedding had aangegaan om in den kuil eenen stok te gaan steken. Hij deed dit, maar zie, nauwelijks kwam hij terug of 't scheen hem toe, dat eene der katten hem altijd volgde, en sedertdien zag hij die tooverheks altijd aan zijne zijde, totdat hij van schrik den adem uitblies... Op eenen anderen dag vertelt Grootje van den *Brandenden Heurst,* dat is de historie

[1] Een dorp bij Turnhout.

van den godvergeten boer, die zelfs op den heiligen dag van Kerstmis met zijnen heurst naar 't veld reed om afgekapte boomen naar huis te voeren. Maar hij had er geene bate bij : weinig tijds nadien stierf de goddelooze boer, en nog jaarlijks, op Kerstdag, ziet het landvolk hem met zijnen heurst over 't veld rijden, maar geheel in vlammen, gelijk zijn ros en zijn heurst. En als Grootje dan nog verteld heeft van den *Wandelenden Boom,* die statig en stil over de velden stapt; en van de *Kaboutermannekens,* die op 't hof, waar zij wat te eten vinden, des nachts het huiswerk verrichten; of van de *Vier Zwarte Hoenders,* die in 't Land van Aalst omtrent middernacht op de vier hoeken van elke kruisstraat komen zitten om met de eerste morgenschemering weer te verdwijnen — dan begint er een ander, hetzij de pachtersbaas, die 't in zijne jeugd ook hoorde uit moeders mond, hetzij de naaste buurvrouw, die straks was binnengekomen om iet of wat te vernemen, en 't vertellen gaat voort. — Weet gij iets van de *Katten van den Groenen Dijk?* — Neen! — Luister. Op den Groenen Dijk placht er elken nacht eene vergadering te zijn van katten, die daar op 't gras dansten en sprongen, ja zongen, net als menschen :

« Poot aan poot,
Steert aan steert,
Katjes, laat ons dansen ! »

En dan volgen twintig andere sagen, waar de leelijke Osschaart toch meest de hoofdrol in speelt, en die de kleine en groote kinderen zoo bang maakt dat ze in den donkere alléen niet durven blijven, en 's nachts door de verschrikkelijkste droomen worden bezwaard.

't Geloof aan spoken en tooverheksen was, voornamelijk in de XVIIe eeuw, mogelijk sterker dan ooit te voren, echter niet alleen in België : ook in de protestantsche landen, Holland en Duitschland, was het bijgeloof groot. In Hollaing (Henegouw) werden ten jare 1621 zes vrouwen wegens tooverij veroordeeld [1]. In 1613 had er te Roermond en in 't omliggende eene vervolging plaats

[1] *Annales du Cercle archéologique de Mons,* II.

tegen tooveraars, die, zeggen de processtukken, meer dan duizend menschen hadden omgebracht en wel zes duizend beesten, zonder de vernieling van geheele streken koorn en weiland, talrijke boomgaarden en bosschen. Van 24 September tot in November 1613 werden niet min dan vier en zestig tooveraars, als schuldig aan die feiten, gehangen en verbrand...[1]

De schepenen van Sassenbroch (Luxemburg) deden in 1611 zekere Maria Guyens, mede van tooverij beticht, op de pijnbank leggen en, na vonnis, verworgen. Te St.-Hubert werd in 1615 eene vrouw wegens gelijk misdrijf geworgd, wat ook in 1657 geschiedde met vier vrouwen van Sugny. Den 1 Februari 1631 veroordeelde de Raad van Vlaanderen eenen omtrent Kortrijk wonenden wever, met name Rogier Notholf, tot de geeseling en vijftig jaar ballingschap uit Vlaanderen, om vele menschen en dieren te hebben onttooverd [2]. Jan Vindevoghele, van Ooike, werd in 1652 levend verbrand om zijne ziel aan den duivel verkocht te hebben, en Matthijs Stoop, van Zingem, onderstond wegens gelijke beschuldiging dezelfde straf ten jare 1657.

Er was geen gewest in België, waar de betichtiging van tooverij niet waargenomen werd, en, gelijk men uit de pasvermelde en verder volgende voorbeelden ziet, waren 't altijd vrouwen, die men aanklaagde. Te Hameau (heerlijkheid van Monceau) werd in 1649 zekere Margareta Gerardeain veroordeeld « a estre conduict au lieux de supplice pour estre attachée à un posteau pour y estre estranglée tant que la mort s'ensuive et son corps reduict en cendre à l'exemple d'autres [3]. » Op dezelfde plaats stond ten jare 1670 eene zestigjarige vrouw, Francisca Leveau, te recht, beschuldigd door haren man, die haar haatte en in 't verderf zocht te stooten. Deze, gelukkiglijk — eilaas, waarom waren er zoo weinige uitzonderingen? — bekwam hare vrijheid, nadat de geestelijkheid hare verdediging op zich genomen en verklaard had dat

[1] Scheltema, *Geschiedenis der Heksenprocessen.*

[2] Zie het vonnis bij V. Gaillard, *Archives du Conseil de Flandre,* 505, en overgezet in 't Fransch in *La Belgique judiciaire,* 1875, bl. 1120.

[3] *Revue d'histoire et d'archéologie,* IV.

de beschuldigde te achten was als eene brave, deugdzame vrouw [1]. Te Mélin (Henegouw) hadden in 1681 ook verschillige strafuitvoeringen plaats voor tooverij en nog in het laatste vierde der XVIII[e] eeuw werden te Kortessem (Limburg) geradbraakt of op den brandstapel gebracht twintig bewoners van Wellen, leden eener rooversbende, beticht van met den duivel een verbond te hebben gesloten.

Zoo veel bijgeloof onder het volk mag ons bedroeven, echter niet verwonderen. Schreef Lecouvet niet dat nog in 1859 de ingezetenen van Hollaing zeer bijgeloovig waren? En wie, die met de bewoners van den buiten goed bekend is, weet niet dat *Osschaart* en *Kludde* nog niet zijn vergeten, dat de veeziekte en 't mislukken van de veldgewassen nog op enkele plaatsen weleens aan betoovering toegeweten worden? — Overigens in de XVII[e] eeuw ging toch in Duitschland, waar de heksenprocessen veelvuldiger waren dan hier, de stem eens geleerden op om dat misbruik te niet te doen, de stem namelijk van pater Frederik von Spee, der Jezuïetenorde, die, zijne eeuw vooruitloopende, de vooroordeelen van zijnen tijd bestreed en op de ergerlijke dwalingen wees, welke in 't rechtsgeding tegen tooveraars en heksen werden begaan [2].

Om het bijgeloof uit te roeien was de school voorzeker een goed middel; maar daarvoor was er in de laatste tijden weinig gezorgd, de aanhoudende oorlogen onoverkomelijke beletselen geweest zijnde om vele nieuwe scholen te stichten of de bestaande te verbeteren. En toch, leest men de gemeenterekeningen van dit tijdvak, schier overal ziet men de dorpsmagistraten den schoolmeester zedelijke en geldelijke ondersteuning verleenen, en bij 't openstaan eener leeraarsplaats toevlucht nemen tot de gazette der provincie-hoofdplaats, ten einde eenen bekwamen leider der jeugd te vinden. Over het algemeen mag er gezegd worden dat de ouders hunne plichten goed begrepen en hunne kinderen naar

[1] *Revue d'histoire et d'archéologie*, IV.

[2] Zie de lijst zijner werken in 't II[e] deel der *Bibliothèque des Écrivains de la Compagnie de Jésus*, par Aug. et Al. De Backere, S. J. Een zijner werken werd in 't Fransch overgezet (1640).

school zonden; het bewijs daarvan treft men aan in de protocollen der notarissen van de XVII[e] en XVIII[e] eeuw, waar het zelden is, vooral bij lieden, die eenig onroerend goed te koopen of te verkoopen hadden, het traditionneele kruiske in plaats van het handteeken te ontmoeten. Stellig zou, bij minder ongunstige omstandigheden, het volksonderwijs ten onzent gelijken tred gehouden hebben met den landbouw en den koophandel, dewijl onze voorouders dagelijks de ervaring konden opdoen dat de eene en de andere best met kennis en geleerdheid gebaat waren. Edoch, nam het volksonderwijs in België niet meer uitbreiding onder het Spaansch en Oostenrijksch beheer, wij kennen geen enkel woord dat er tegen werd uitgesproken en mogen ons onder dit opzicht gelukkiger achten dan de Franschen, waar verscheidene schitterende vernuften der XVIII[e] eeuw gedachten uitdrukten, welke ons te recht verbazen mogen [1].

Wij mogen evenwel niet ondankbaar zijn en de strevingen vergeten, welke ten beste des volks in ons land gedaan werden. De kanunnik Baudescot, te Leuze, stichtte eene school tot

[1] Rousseau schreef : « N'instruisez pas l'enfant du laboureur, il ne mérite pas d'être instruit. » La Chalotais, procureur-generaal bij het parlement van Rennes, onderteekende met zijnen naam de volgende regelen : « Le peuple même veut étudier; des laboureurs, des artisans envoient leurs enfants dans les colléges des petites villes... Le bien de la société demande que les connoissances du peuple ne s'étendent pas plus loin que ses occupations... » (*Essai d'éducation nationale,* bl. 25-26.) Eindelijk Voltaire keurde dit stelsel volkomen goed wanneer hij aan La Chalotais schreef : « *Je trouve toutes vos vues utiles. Je vous remercie de proscrire l'étude chez les laboureurs.* . »

Dergelijke gedachten waren niet uitzonderlijk. In 1760 beklaagde zich een Fransche schrijver, dat het onderwijs kosteloos was : « dit maakt den boer trotsch, overmoedig, lui en pleitziek. (*Essai sur la voierie*, in *L'Ami des Hommes,* V, 164-192. — Een andere Fransche schrijver drukt nagenoeg dezelfde meening uit : « de geletterde boer is boven zijnen stand en kan er zich geenen anderen verschaffen. » (*La noblesse telle qu'elle doit être* (1758, bl. 173). Des te meer komen dergelijke gedachten vreemd voor, daar Terrisse ten jare 1746 in de Academie van Rouen eene verhandeling gelezen had, getiteld : *Est-il avantageux ou préjudiciable au bien de l'État que les gens de la campagne sachent lire et écrire?* — De verlichte schrijver besloot ter gunste van het onderwijs.

vorming van onderwijzeressen te Aath, de eerste, denken wij, waarmede ons land werd begiftigd. Bij plakkaat van 31 Augustus 1608 bekrachtigden Albert en Izabella het decreet des concilies, dat het vorige jaar te Mechelen was gehouden, en waarin werd erkend dat het welzijn van den Staat ten grooten deele afhangt van de goede opvoeding en 't onderwijs der jeugd, en hetwelk het bevel inhield aan geestelijkheid en wethouders om overal, waar nog eene dagelijksche of zondagschool ontbrak, er onmiddellijk eene tot stand te brengen, alsmede te zorgen voor 't jaarlijksch onderhoud des meesters.

De provinciale raad van Limburg vaardigde den 5 December 1771, op verzoek der geestelijkheid van Stavelot, een decreet af over het volksonderwijs, dat den ingezetenen van gemelde provincie verplichtte hunne kinderen op den leeftijd van acht jaren naar school te zenden en minstens tot aan hunne eerste communie, dit is tot het twaalfde of veertiende jaar. Dit onderwijs duurde echter maar van November tot Paschen, dus vijf a zes maanden, de overige tijd door de kinderen moetende besteed worden aan het veldwerk. Maar in 1781 werd door den pastoor van Lavigsur eene poging aangewend om de kinderen 't gansche jaar door ter school te doen gaan en in de verschillige leervakken te doen bekwamen. De provinciale raad van Luxemburg, door het gouvernement nopens dit voorstel geraadpleegd, drukte de meening uit dat het eenen landman meer dan genoeg was de beginselen te kennen van den godsdienst en te kunnen lezen en schrijven [1].

Deze pogingen tot verbetering van het onderwijs bewijzen, dat het in veler wenschen lag de baan des vooruitgangs beraden in te stappen. Die beweging doet zich nog duidelijker voor in het stichten van een aantal bijzondere scholen in dorpen en steden, zooals te Chassepierre (twee verschillige); te St.-Hubert; te Kortrijk (de stichting van Van Daele en Amerlynck); te Ingelmunster, Antwerpen, Brussel en elders; alsmede in de oprichting van verscheidene gestichten van middelbaar onderwijs op den buiten,

[1] Lebon, *Hist. de l'enseignement populaire en Belgique.*

gelijk te Gistel (West-Vlaanderen) omtrent 1785, waar men Fransch, Engelsch en den koophandel leerde.

Een middel, dat veel moet meegewerkt hebben om de zucht naar 't onderwijs te bevorderen is, ongetwijfeld, het tooneel, dat gedurende de XVIIIe eeuw in Brabant en Vlaanderen eene ongemeene uitbreiding nam. Honderden gemeenten kregen eene, sommige zelfs verscheidene kamers van Rethorica, wier vertooningen zoo druk werden bijgewoond dat één en hetzelfde stuk doorgaans vijf, ja tot tienmaal toe werd opgevoerd.

Het XVI^e^eeuwsche « sinne- » en « mysteriespel » bestond schier niet meer, maar nam al langer hoe meer eene romantische richting en stelde, in de ernstige stukken, doorgaans eenen held der kerkelijke of wereldlijke geschiedenis voor, met « vertoogen van veldslagen, militaire optochten, vliegwerken » enz.

De waarde dier stukken is zeker niet groot; doch hierdoor leerde het volk de letterkundige voortbrengselen van dien tijd kennen ; de leeslust werd aangekweekt tegelijk met de zucht tot taaloefening en de liefde voor vaderland en deugd. Wat werkt er krachtiger op 't gemoed der menschen dan het tafereel der driften en hartstochten, opgewekt door verhevene of onteerende drijfveren?

Op den buiten stond het tooneel geheel en al onder den invloed van pastoor en magistraat, en beide overheden begunstigden het. Geheel anders was het in Holland, waar de predikanten zich bepaald verklaarden tegen die « schole des satans. » Had VONDEL ook gezongen :

« De schouburgh plant en stampt de zeden in de jeught, »

men antwoordde hem : ja,

« De slechte zeden, maer geen godsvrucht en geen deugt [1]. »

De leeslust, zegden wij, werd door het tooneel opgewekt. En dit is waar, want in de XVIIe eeuw, vooral in de XVIIIe, begon de ga-

[1] Zie over dezen twist, VONDEL's *Tooneelschilt,* en SCHOTEL, *Tilburgsche avondstonden.*

zet, ook op den buiten, populair te worden. De welstellende boer maakte zich gewoon het nieuwsblad te lezen, dat in de hoofdplaats zijner provincie — elders waren er toen geene — werd gedrukt, en vond hij er ook weinig in met betrekking tot zijn land of de streek zijner inwoning, hij kon er toch de aankondiging aantreffen der openbare veilingen, de oproeping van erfgenamen, de feesten van rederijkers en schutters. Ook had de Vlaamsche boer nu en dan gelegenheid, en zelfs behoefte, om een boek te koopen, namelijk een almanak, die, doorschoten van wit papier in den dagwijzer, zijn hand- en aanteekeningboek werd voor leveringen, aankoopen enz., en waarin ook al 't een en 't ander, zijn bedrijf rakende, naast algemeene regelen van gezondheid, een kluchtig of leerzaam vers, de aanduiding van fooren en jaarmarkten enz. waren te vinden [1]. Vergeten wij ook de nog al talrijke blauwboekjes, volks- en oude romans niet, noch het « boek van Cats, » die in de XVIIe en XVIIIe eeuw door onze welhebbende boeren veel gelezen werden.

Ja, lezen was den boer een nuttig tijdverdrijf en kan in die dagen wel het herbergbezoek hebben tegengewerkt. Want hoezeer ook de herberg in de volksgunst geklommen was, het familieleven was verre van uitgedoofd. Nog bestond de gehechtheid aan het ouderlijke huis, de liefde voor de bloedverwanten even sterk als vroeger. Wij zien dit klaar uit de testamenten, die 't overheerschend karakter en den geest des tijds veropenbaren; uit de begiftigingen tusschen magen, ook gedurende het leven en toen zoo groot in getal; uit de huwelijkscontracten, waarbij de ouders van bruid en bruidegom, naar stand en vermogen, hunne kinderen met teedere bezorgdheid en warme liefde voorzien. Hoe gemakkelijk viele het ons, de gegrondheid dezer woorden te staven door eene menigte documenten, waar de fami-

[1] Wij noemen slechts : *Almanach ofte waer-zegginghe* (Gent, B. Manilius, 1655 en volgende jaren); *Almanach ofte oprechten Venetiaenschen Hemelmeter* (bij denzelfde, 1668 en volgende jaren); *Nederlantschen Sterrekijcker* (Gent, Max Graet, 1663 enz.); *den Grooten Gendschen Comptoir-Almanach* (Gent, bij denzelfde, 1685 enz.)

liegeest helder doorblinkt! maar alle zijn nagenoeg aan elkaar gelijk, betrachten hetzelfde doel : de liefde van vader en moeder, het welzijn der kinderen, de begeerte van den familienaam met eere voort te zetten. Één zulker documenten zal voorzeker hier niet overbodig geacht worden : 't is eene begiftigingsakte van eenen Waalschen pachter uit Couvin, ten voordeele zijner tweede dochter, die op 't punt was den echtknoop te sluiten :

Bertrand Denis geeft zijne dochter Joanna ten huwelijke aan Etienne Moreau des Géronsards. Deze brengt, als aandeel in 't gemeenschappelijk goed : « maison, jardins, prés et terres, appendices et appartenances qui lui est éschu ou à éschoir, après la mort de Cathérine, sa mère, avec bestiaux convenables. » Van zijnen kant belooft Denis « accoustrer et ameubler sa fille selon son état de capacité. Item lui donne deux vaches et aultres meubles étant en sa maison, réservé un lit et ses appartenances. Item lui donne la moitié des maisons, estableries, granges, jardins, prés et appendices qu'il at au lieu dit Pernelle, à l'encontre de Jean de Roly, qui a espouzé Anne sa fille plus aisnée, pour en jouir par ledit Etienne incontinent le mariage consommé, le tout par égale portion, bien entendu que ledit Étienne devra posséder ledit bien libre deux ans et par après rendre pour sa mitant part audit Bertrand, pour une rente vitale et ses ususfruits, quinze florins par an... et quand à la maison, où ledit Bertrand réside en la dite ville joindans aux murailles, si ledit Bertrand n'en fait aulcune aliénation, entens et veult qu'elle soit partye avecq ses aultres enfants par égale portion [1]. »

Laten wij de teedere bezorgdheid opmerken van den vader om al zijne kinderen een gelijk aandeel in 't bezit te verzekeren, eene bezorgdheid, welke men weervindt in de testamenten en bepaaldelijk voor de goederen die niet het voorwerp eener bijzondere begiftiging zijn. — Voortreffelijk middel om de eendracht onder de erfgenamen te behouden.

[1] Medegedeeld door graaf DE VILLERMONT, in zijne monographie : *Couvin et sa seigneurie.* (*Annales de la Société de Namur*, XIII, bl. 189.)

Wij komen aan het einde onzer take.

Uit de mededeelingen, in de voorgaande bladzijden gedaan, blijkt genoegzaam dat de twee laatste eeuwen niet de onbelangrijkste en ongunstigste geweest zijn in de geschiedenis van den Belgischen boerenstand, en dat, zonder de verschrikkelijke rampen, door de oorlogen over ons land getrokken, onze boeren ongetwijfeld den hoogsten trap van welvaart zouden hebben bereikt en eene ruime ontwikkeling op verstandelijk gebied ook niet achterwege zou gebleven zijn.

Wij verbloemen het niet : menige donkere zijde is te bespeuren op het tafereel, dat den bloei van vaderland en volk te aanschouwen geeft; betreurlijke dwalingen, grove ondeugden en gebreken worden onder de menigte opgemerkt, maar zij namen veeleer hunnen oorsprong uit weelde dan uit ingeworteld zedebederf.

De aangeboren gaven van ons volk : arbeidzaamheid, overleg, zedelijkheid en geduld, weinig verzwakt of verbasterd door de betrekkingen met de vreemde indringers, maakten het mogelijk dat na elke beproeving, hoe zwaar die ook geweest was, dadelijk weer opbeuring kwam; maar in dit werk van herstelling en vooruitgang heeft ook de regeering — men zou ongelijk hebben het te miskennen — haar aandeel. Waren van dien kant de pogingen tot verbetering van akkerbouw en handel niet talrijk [1], het gou-

[1] De opening van nieuwe vaarten, de verbetering en uitbreiding van banen en wegen, in de XVIIe en XVIIIe eeuw, waren voorzeker loffelijke pogingen, het landbouwbedrijf en den koophandel alleszins voordeelig. Het ediet van 3 Maart 1764 had eene onschatbare verbetering tot gevolg der openbare wegen en waterloopen. In min dan drie jaren tijds bracht het Vlaanderen, waar de wegen een groot gedeelte des jaars onbegaan- en onberijdbaar waren en de politie op de openbare wegen vergeten was, tot den staat van voorspoed, in

vernement was de handen geboeid door de ontzaglijke onkosten van anderen aard, welke in de eerste plaats gedekt moesten worden, en het volk toonde zich in 't algemeen over het openbaar bestuur te vreden.

Ook dan waren misbruiken, maar welke maatschappij is er vrij van? Het ernstigste, dat wij hebben kunnen opsporen, heeft betrekking met de justitie, en bewijst dat onder dit opzicht de tijd gekomen was om de feodaliteit in hare laatste verschansingen aan te vallen. Wij zegden vroeger dat de kosten van de uitoefening der justitie ten laste waren van den dorpsheer, ieder voor 't gebied zijner heerlijkheid; dit was een groot gebrek in de rechterlijke inrichting, aangezien de heer er belang bij had, die kosten zooveel mogelijk te vermijden en den baljuw aan te manen om 't oog te sluiten voor de begane overtredingen en misdrijven... De baljuw, begerig om zijnen heer te dienen, en gansch van hem afhangende, deed derhalve in menig geval alsof er niets gebeurd was, en wanneer hij, ten gevolge der groote ruchtbaarheid, welke een misdadig feit bekomen had, zich gedwongen zag een vervolg in te spannen, geschiedde dit veelal derwijze, dat er niets ontdekt werd, of gaf men den betichte tijd en gelegenheid om de vlucht te nemen [1]. Het kon niet anders of zulk schreeuwend misbruik, nadeelig aan de algemeene rust, orde en veiligheid moest het laatste overschot der feodaliteit ten gronde helpen.

Buiten deze orde van gedachten valt er ook nog 't een en 't ander op te merken in zake van plaatselijk bestuur. Sommige magistraten stelden zich tegenover hunne ondergeschikten veeleer als gebieders dan als beschermers aan, en deden klachten ontstaan, die weleens scherp en bitter waren. Een dorp in West-Vlaanderen, Ingelmunster, schijnt onder dit opzicht in 't midden der XVIIe eeuw redens tot misnoegdheid gehad te hebben, als blijkt

welken wij dit gewest gevonden hebben, door voor den landbouw en den koophandel al de wegen te openen, welke zij voor hunne behoeften en betrekkingen noodig hadden. De voorzitter van den Raad van Vlaanderen, ridder Diericx, die 't opstelde, verdiende hierdoor den eeuwigen dank des lands.

[1] Derival, *Le voyageur dans les Pays-Bas autrichiens*, V, 412-414.

uit het « *Nieu Liedeken, gedicht op 5 February 1656* (op de wyse : *Schynckt my te drincken naer mijnen dorst*). » De aanhef daarvan luidt :

« O Ingelmunster, ghy soete pleyn,
Hoe light ghy nu dus in benauwen,
Daer ghy hier voormaels waert certeyn
Een peerel schoon om te aenschauwen.
De Inwoonders claghen nu met verflauwen
In dorpen, steden, verre ende naer,
Dat die regeerders hun opknauwen,
Ja maken twist en groot beswaer.

« Men sach hier voormaels het magistraet
Met de inwoonders eenvoedich leven,
Elck wandelde naer synen staet,
tGaet nu al verre boven schreven.
Nu willen sy soo hooghe sweeven,
Al syn sy dickwils van stamme cleen ;
Merckt often rechten als is vercreghen
Al ist alsoo gheschart byeen [1]. »

Wat bewijst echter deze klacht? Dat het magistraat van Ingelmunster — wanneer daar wezenlijke grieven bestonden en de dichter niet slechts de tolk was van eene persoonlijke meening of van een klein getal — gebrekkig, onvolmaakt was, gelijk welk ander, en misschien ook al den moeilijk te weerstanen invloed der weelde onderging. Van den anderen kant moeten wij ook bekennen dat de dienstbaarheid, met de middeleeuwen grootendeels verdwenen, nog in onderscheidene gewesten van ons land sporen had nagelaten, en in Luxemburg, onder andere, niet vóor 1795 totaal was afgeschaft. Men vindt daar de uitdrukking van in verschillige denombrementen van leenen, afhangende van heerlijkheden in genoemd gewest, echter niet voor de domaniale bezittingen [2].

[1] Bundel Fransche en Vlaamsche liederen, in de Burgondische Bibliotheek te Brussel.

[2] De la Fontaine, *Hist. de l'introduction dans le duché de Luxembourg sous le gouvernement autrichien, du cadastre des bien-fonds.*
(*Publicat. de la Société Luxembourgeoise*, XVI, 195.)

Wij mogen herhalen, wat wij vroeger gezegd hebben : in het algemeen was het Belgische volk over het bestuur te vreden, en genoot het rechten, die andere natiën hem benijden mochten. Tot in het geringste dorp des lands noodigde men bij voorbeeld ieder jaar de ingezetenen uit, hetzij door verwittiging op den predikstoel of kerkstichel, hetzij ten huize, of door middel van een plakkaat, tot het bijwonen der lezing van de gemeenterekening, op bepaalden dag en uur. Die lezing geschiedde met luider stemme en opene deur, en de rekening werd goedgekeurd en bekrachtigd in tegenwoordigheid van den baljuw, de notabelen en de voornaamste belanghebbenden van ieder dorp. Zóo oefende het volk het toezicht uit op het finantieël beheer der gemeente en was het invoeren of handhaven van misbruiken moeilijk [1].

Wij denken ons werk niet beter te kunnen eindigen dan door eene schets van den algemeenen toestand des lands gedurende de beide laatste eeuwen, naar getuigenissen, van welke niemand zeggen zal dat zij bevooroordeeld waren. Vreemdelingen (reizigers en ambtenaren) die België bezochten en onze zeden, gebruiken en instellingen waarnamen, in vergelijking met degene van hun eigen land, hadden er immers geen belang bij om te overdrijven wat zij hier opmerkten, en ons volk eenen lof toe te zwaaien die onverdiend zou geweest zijn. Welnu, die lof werd in ruime mate gegeven; eene onverbloemde hulde werd gebracht aan de vlijt, de kennis, de zucht naar onderwijs der XVII[e] en XVIII[e]eeuwsche Belgische boeren, door vreemde bezoekers van verschilligen stand en gezindheid. Hunne schets moge het tafereel, dat wij getracht hebben er van te leveren, volledigen en er het zegel der waarheid op drukken.

Bergeron, dien wij vroeger reeds aanhaalden, merkt op dat al de bewoners van Antwerpen en 't overige van Brabant « sont curieux de diverses langues, qu'ils parlent d'ordinaire, comme allemand, françois, italien, espagnol; » zeggende verder « que le

[1] *Extrait d'un rapport de la Jointe des administrations et des affaires des subsides, adressé aux gouverneurs généraux, le 7 décembre 1784.*
(Rijksarchief te Brussel).

flamand, le françois et l'espagnol sont communs à Bruxelles [1]. » Wat bewijst dit? Dat men in 1617 een vollediger en beter taalonderwijs had dan heden, en dat er onder de jeugd ook meer ijver bestond om te leeren.

De Fransche kolonel Duplessis l'Escuyer, die in 1650 eene *Voyage dans les Pays-Bas espagnols et l'évêché de Liége* opstelde [2], laat zich over de nijverheid van Waalsch-België in zeer gunstige bewoordingen uit :

« Le pays et comté de Namur est très-meslé de plaines et de montagnes; le plat pays est très fertil en bleds, notamment celuy qu'ils appellent de la péautre, qui y croist abondamment; les montagnes y sont en grand nombre et outre ce qu'elles sont chargées de foirests et arrouzées au pied de fontaines et ruisseaux; elles ont des mines de fer et de divers marbres et principalement de noir et un autre d'une couleur rousatre mellée de blanc, qu'on peut appeler jaspe. Ils ont aussy une pierre noire qu'ils appellent de la houille, dont ils se servent pour brusler. » De reiziger was een man van stand, en daarom klinkt dit laatste woord vreemd; de Luiksche koolmijnen waren reeds, zoo wij zagen, in exploitatie sedert het begin der XIII[e] eeuw; die van Namen in 't midden der XVII[e] volop in werking, en evenwel spreekt de Fransche hoofdofficier van de steenkolen, als waren die in zijn land met moeite bekend. Waren de Belgen, onder dit opzicht, hunne zuiderburen inderdaad zóo verre vooruit?

De kolonel Duplessis spreekt verder van de Leuvensche wijngaarden en van de Luiksche velden aan de boorden der Vesdre, « remply de quantité de bois. » Als bijzonderheid haalt hij aan dat genoemde rivier veel visch opleverde, « surtout des truites en très grande quantité et grosses comme des saulmons et tachetées de rouge... Les pasturages y sont très propres pour engresser le bestial et particulierement proche le village de Hevre

[1] *Itinéraire Germano-belgique, contenant un voyage du* S[r] Bergeron, *par les... Flandres, Brabant, Hainaut... en 1617.*
(Hs. ter Nationale Bibliotheek te Parijs).

[2] 't Hs. berust in de Burgondische Bibliotheek (*Fonds Van Hulthem*).

(*Herve*), où se fait d'excellens fromages et qu'on envoye par tous les Pays-Bas. Il s'y sème aussy un bled qu'on appelle de la péautre, dont l'on faict de très bon pain. Il y a plusieurs mines de fer et de plomb, et s'y thire aussy de très beau marbre. »

F. Larchier, die in 1681 uitgaf *Les Voyages d'un homme de qualité faites en Angleterre, Flandre, Brabant, Zélande etc.* (Lyon, 194 bl. in-24) schetst ons een gansch ander tafereel; deze leidt ons binnen op het Vlaamsche pachthof en toont ons de boerenmeid van dien tijd, liefhebster van een glas wijn, nagenoeg te gelijken titel als de mannen:

« Les Flamandes sont belles, mais d'une beauté qui passe avant qu'elles ayent trente ans. Elles aiment un peu le vin. On ne scauroit convier une jeune fille à boire qu'elle ne soit preste à faire raison, et le plus souvent sitost que vous arrivez, la fille du logis la plus agréable et la plus gentille vient avec de la bière ou du vin vous prier de boire à vos dépens et sans beaucoup de cérémonie met la première le nez au pot. C'est à vous de faire continuer la feste, autrement ce seroit une incivilité. »

De net- en zindelijkheid onzer boeren werd vroeger meer dan eens opgemerkt en bewonderd; den Franschen inzonderheid moest dat treffen, dewijl de landelijke bevolking aldaar onder dit opzicht, zelfs heden nog, aanzienlijk te wenschen laat. Mad. du Boccage, die in 1750 eene reis naar Holland ondernam, door Vlaanderen trekkende, spreekt van de voorouderlijke zindelijkheid onzer boerinnen als volgt:

« Des endroits où l'on marche y sont plus propres en tous temps que la vaisselle la mieux lavée. Les femmes y transportent sur le dos leurs maris, quand elles n'ont point de pantouffles à leur donner pour les empêcher de salir le plancher. On écure jusqu'aux étables à vaches, où leur queue est retroussée de peur qu'elles ne la salissent. Les servantes ne voudroient pas d'un maître qui ne permettroit pas de porter le samedi tous les meubles au grenier, pour laver la maison de haut en bas, et chaque jour les vitres, les murailles dedans et dehors. »

Het bewijs, dat de Belgische landman het in de vorige eeuw merkelijk beter had dan de Fransche, ja, dat de republiek niet

naar België moest komen om onze grootvaders gelukkig en vrij te maken, vinden wij in de getuigenis van eenen anderen Franschen schrijver, de reeds beroepene Dérival, die onmiddellijk vóor de komst der Franschen en de invoering van hun regeeringstelsel ons land bezocht. « Waarom (zegt hij ten jare 1783), waarom zijn de landslieden van België gelukkiger dan de Fransche?... Om van Parijs naar hier (*de Nederlanden*) te komen, heb ik Picardië en 't Land van Kales moeten doortrekken. In de steden zag ik rijkdom in overvloed, te lande armoede. De velden zijn slecht beploegd; en hoe zou het anders zijn? De menschen, die ze bewonen, zijn wandelende geraamten, bedekt met schamele lompen. Hun voedsel bestaat uit eenige groenten, met melkspijs en roggen brood, zwart en afzichtelijk als 't brood van Neder-Westfalen. De landen laten niets anders zien als het vereenigd vertoog van lijdende natuur en lijdende menschheid. Zóo gaat het niet in de Nederlanden. »

Laten wij aannemen dat dit oordeel eenigszins overdreven zij, en dat Dérival in de gedachten deelde, welke te dien tijde naar de overhand in den Staat streefden; maar de grond der opmerking is juist, en een Engelsche reiziger, Shaw, die enkele jaren nadien België bezocht, drukte zich niet anders uit:

« In België zijn de velden overal verrukkend schoon; men ziet er niets anders dan akkers, overdekt met overvloedige oogsten; weiden, waar talrijke kudden op wemelen; nette en gemakkelijke hofsteden, hier eenzaam, daar in wijken; dorpen vol inwoners en omringd door boomen, op kleine afstanden van elkander. Te midden dier bekoorlijke landschappen ziet men in Vlaanderen en Brabant rivieren kronkelen en vaarten loopen. De bodem, overigens zeer vruchtbaar, is naar recht en reden verdeeld onder de menigvuldige bewoners der streek. Het gelaat des landmans, zijn gezond voedsel, de zindelijkheid zijner woning bewijzen dat hij zelf in de weelde deelt, welke zijne nijverheid over de velden strooit. De akkerbouw bloeit in Brabant en Henegouw, doch 't is vooral in Vlaanderen, dat deze kunst tot hare volmaaktheid is gebracht [1]. »

[1] *Essai sur les Pays-Bas autrichiens, par* Shaw. Londres, 1788.

Welke heerlijke verovering deed de Fransche republiek aan onze Belgische provinciën! Hare agenten, reeds in 1792 naar alle oorden van ons land gezonden om het terrein voor te bereiden, de gemoederen gunstig voor eene inlijving te stemmen, het volk diets te maken dat de republiek waarlijk onschatbare zegeningen in haren vruchtbaren schoot voor ons over had; die agenten, zeggen wij, keerden allen naar Parijs terug vol geestdrift voor het merkwaardige dat zij hier aangetroffen hadden en dat in Frankrijk onbekend was. Chaussard, om er maar éenen te noemen, die in 1793 het verslag over zijne waarnemingen en onderzoek liet drukken, bekende niet minder openhartig als zijne andere landgenooten, die met eene zending naar hier waren afgezakt, de waarde en verdienste van den Belgischen landman:

« Des plaines vastes, prolongées, fertiles, des sites riants, une végétation active, une culture soignée, tel est le tableau qu'étale au premier regard la Belgique. »

Chaussard vond maar iets bij de Belgen af te keuren, en dit was hunne godsdienstigheid, door hem, aanhanger van de philosophische denkbeelden dier dagen, beschouwd als dweepzucht en bijgeloof:

« Le fanatisme sombre, semblable à un oiseau de proie, est venu faire son nid au sein de ces riches habitations. La superstition est comme la chenille, qui s'attache aux plus beaux fruits. Cependant le caractère belge a surtout un point, qui peut servir d'anse à la liberté; il a conservé la vertu de ses ancêtres, la vertu, sœur de l'égalité, compagne de tous les sentiments, bons et honnêtes, qui crée et qui conserve les mœurs. Suivez-le au sein des campagnes; s'il n'a pas la politesse des manières, il a celle du cœur. N'effarouchez point sa naïve simplicité; Français, ne l'accablez point de la pétulance et de toute la supériorité de vos idées! Sachez pardonner quelques-unes de ces erreurs, pour qu'il pardonne les vôtres; et cet homme grossier, mais bon, vous offrira son lit, sa coupe, son toit... »

Dit onsamenhangend mengelmoes van bluf en sluwheid, geveinsdheid en beleediging hield toch, gelijk men ziet, eene lofrede voor den Belg in, aan wiens deugd, brave zeden, vlijt en edelmoe-

digheid de Franschman verplicht was hulde te brengen. Overigens, de gewaande meesterschap der Franschen op onze vaderen wordt gansch tegengesproken door Lefebvre, van Nantes, wiens zending in België dagteekent van 1795. In de zitting der Nationale Conventie van 9 Vendémiaire, IVe jaar, hield deze over België de volgende schitterende lofspraak :

« *La Belgique est le pays le plus riche et le plus cultivé de tous les pays de l'Europe.* Elle renferme généralement des hommes éclairés et instruits. *Le peuple des campagnes est plus moral et plus éclairé dans ces pays que celui du nôtre.* La bonne foi, la probité et tous les rapports sociaux y sont parfaitement observés. Il est ami des lois justes autant qu'il est impatient des institutions arbitraires... *En agriculture comme en administration les Belges sont nos maîtres* [1]. »

Hier zouden wij kunnen sluiten, maar wij hebben nog eenige getuigschriften, die meer bijzonder den Belgischen landbouwstand betreffen, en welke wij meenen niet te mogen onverlet laten. Wij bedoelen de verslagen over den toestand der Belgische departementen, in de eerste jaren van 't Fransche keizerrijk (1804 en 1805), door de prefecten (Franschmans) in 't licht gegeven, en welke natuurlijk terugzagen naar het einde der XVIIIe eeuw, de toestand op beide tijdstippen geene de minste verandering aanbiedende. De prefect van 't departement der Dijle (Brabant) hangt het volgende tafereel op van den algemeenen toestand des akkerbouws in dit gewest :

« De pachthoeven, die van 't Waalsche land uitgezonderd, zijn over 't algemeen van geringe uitgestrektheid, en ik geloof, dat deze verdeeling der eigendommen eene der oorzaken is van den voorspoed dezes arrondissements. In eene kleine hoeve ontvangt ieder deel, onmiddellijk aan het toezicht der meesters onderworpen, het slag van cultuur, dat hem eigen is; de armen van den pachter en van zijne kinderen kunnende voldoen aan de dagwerken, is hij niet verplicht toevlucht te nemen tot daglooners die,

[1] *Moniteur universel*, 1795, n° 14.

zonder belang in den oogst, er geen stellen moeten in de cultuur.. De voordeelen van dit stelsel troffen de naburige provinciën zoozeer, dat de Staten van Henegouw in 1760 de uitgestrektheid der pachthoeven door eene wet beperkten tot hoogstens 150 acres bouwland. Na twintig jaren was de landbouw merkelijk verbeterd, de bevolking grootelijks aangegroeid.

« 't Voorbeeld, door Vlaanderen gegeven, door Henegouw gevolgd, was op het punt ook in Namen en Brabant aangenomen te worden, waar de Staten zich bezig hielden met den opstel eener wet, strekkende tot vermindering der landbouwgebruiken, toen de eerste kenteekens der onlusten, in 1788 uitgeborsten, hen aan dezen arbeid kwamen onttrekken.

« Indien België het oudstbebouwde land van Europa is, 't is ook het land waar de boer sedert lang in vrijen en gelukkigen staat leeft. Van in de verste tijden der moderne geschiedenis vereenigd aan de werkzaamheden der kloosterlingen, die de uitgestrekte wouden, welke de gewesten overdekte, ontgonnen, ontsnapten zij in die heilige schuts aan het geweld en de stroope-rijen, welke die eeuwen van barbaarschheid kenmerkten.

« .... Het verval van den koophandel in dit land heeft dien des akkerbouws niet te weeg gebracht, omdat de eerste pogingen, welke groote middelen vereischten, gedaan waren en de kunst reeds hare volmaaktheid had bereikt. De nationale nijverheid, in de steden beperkt, ontwikkelde zich met meerder kracht op den buiten; deze verrijkte zich met de kapitalen, vroeger door den handel benuttigd, en de toestand des landbouws werd er nogmaals door verbeterd [1]. »

De prefect der Dijle gaf eindelijk eene kleine schets van den Belgischen boer in de volgende bewoordingen :

« Verkleefd aan den grond, waarop hij is geboren, dapper, zonder den oorlog te beminnen, vijand van elke verandering, van alle nieuwigheid, zóo is de Belgische landman en zóo is ook nagenoeg het denkbeeld, dat Julius Cæsar van het karakter der oude bewoners dezer gewesten geeft. »

[1] *Statistique du Département de la Dyle.*

De prefect van het departement der Leie (West-Vlaanderen), C. Viry, erkent ook den voorspoed van het platte land, de voortreffelijkheid van den akkerbouw en de zedelijkheid des buitenvolks :

« De bewoners van 't platte land vereenigen zich niet zoo dikwijls in de herbergen als die der stad... 't Is vooral op de kermissen, dat hunne neigingen het best uitschijnen... De bewoner van 't departement der Leie is openhartig, eerlijk en spaarzaam; hij is geen vijand van den arbeid. De zeden zijn zuiver; zoo is 't niet met den stedeling...

« De landbouwers met groote boerderijen leven goed en leggen in hunne huishouding, alsmede in hunne kleeding, eene zekere pracht aan den dag. De kleine landbouwers hebben niet weinig moeite om door hunnen arbeid hun gezin in stand te houden, en moeten dikwijls hunne toevlucht nemen tot de openbare liefdadigheid; hunne voeding is slecht, hunne woningen in 't algemeen slecht gebouwd en onvoorzien van het noodzakelijkste huisgerief. »

Genoemde prefect spreekt ook van den invloed der vereeniging onzes lands met Frankrijk : « Gemakkelijk is het te begrijpen (zegt hij) dat de Franschen niet met dezelfde bereidwilligheid als de andere natiën zijn onthaald geworden. Maar sedert het VIIIe jaar wordt het bestuur beter... Telken jare wordt er vooral onder de landbouwers van Frankrijk en Vlaanderen eene wederzijdsche wisseling gedaan van kinderen van 8 tot 10 jaren, met het doel aan de eenen het Vlaamsch, aan de anderen het Fransch te leeren.

« Het valt te betwijfelen dat de bevolking der dorpen is aangegroeid ten koste van die der steden... De oorzaak hiervan ligt niet alleenlijk in de verlatenis der steden, zij moet ook grootendeels worden toegeschreven aan den welstand, welken de afschaffing der tienden en de prijsverhooging van alles, wat zij ter stadsmarkt brengen, hebben verschaft. Die welstand, eertijds maar verkregen op het einde hunner dagen (?), laat hun thans toe, veel spoediger hunnen kinderen een bestaan te verschaffen [1]. »

[1] *Mémoire statistique du Département de la Lys*, par C. Viry, préfet. Paris, an XII.

Het verslag van den prefect der beide Nethen, d'HERBOUVILLE, spreekt vooral van de geaardheid en het karakter der ingezetenen :

« De inwoners der beide Nethen hebben eenen karaktertrek die hun met al de Belgen gemeen is, namelijk de liefde voor de onafhankelijkheid. Wars van alle juk, staan zij moeilijk iets toe tenzij men hen door overtuigende middelen daartoe wete over te halen. Slechte behandeling verbittert hen, het onrecht verwekt hunne verontwaardiging. Zij zijn traag om hun vertrouwen te schenken; maar wanneer men het heeft kunnen bekomen, kan men op de duurzaamheid hunner verkleefdheid staat maken. Zij vatten licht eenen haat op, en dit gevoel is bij hen even duurzaam als de vriendschap. Zij zijn trouw in hunnen handel, eenvoudig in hunne manieren, in hunne huishoudens. De familiën zijn talrijk, de kinderen genieten eene groote vrijheid; zelden ziet men oneenigheid onder hen.

« De werklieden zijn arbeidzaam, geduldig, schrander. Alle kunsten kunnen bij hen gedijen, dewijl zij er in zich de kiem van dragen... Evenals alle volkeren houden de inwoners sterk aan hunne oude gewoonten. Tot in hunne vermaken toe zijn zij afkeerig van alle nieuwigheid.

« De Kempenaars hebben misschien een scherper geteekend karakter. De ruwheid hunner gewoonten, hun plomp leven maken hen tot gansch onafhankelijke menschen. Hunne gewone spijs is een kooksel, dat zij *pap* noemen; 't is een mengsel van ongebuideld boekweit- en roggemeel, dat zij in botermelk beslaan. Slechts tweemaal 's jaars eten zij vleesch (?). De botermelk is hun gewone drank. Hunne kleeding is grof, hunne gestalte middelmatig, maar zij zijn gespierd en sterk, en hun ruw uitwendig verbergt eene onafhankelijke en fiere ziel. Zij zijn geduldig, maar koen en meer dan eens hebben zij bewijzen van hunne dapperheid gegeven [1]. »

Uit de statistiek van het departement der Neder-Maas (Luik) nemen wij eenige regelen over, betrekkelijk de voeding van den Waalschen boer op het einde der vorige eeuw :

[1] *Mémoire statistique des Deux Nèthes*, par d'HERBOUVILLE, préfet.

« Het gebruik van wit brood is eerst sedert korten tijd in de steden opgekomen; men eet overal roggebrood, en de welgestelde lieden zijn er zoodanig aan gewoon, dat zij het uit smaak boven alle ander verkiezen. De aardappelen, de koolen en al de soorten van groenten maken het hoofdzakelijke deel der voeding uit; de veldbewoner bereidt ze met een weinig spek, de gegoeden zorgen om alle jaren éen of meer varkens te kweeken en te vetten. De armste werklieden eten slechts roggebrood en groenten. Het koffiedrinken is algemeen. De bewoners der Neder-Maas hebben ten andere achtingswaardige hoedanigheden; zij zijn werkzaam, huishoudelijk, geduldig en eerbiedigen de wetten; zij munten vooral uit in den akkerbouw [1]. »

Eindelijk het verslag van FAIPOULT over het departement der Schelde (Oost-Vlaanderen). Deze geeft eene nagenoeg volledige schets van 't gewest en zijne bewoners, onder zijn beheer gesteld, even onpartijdig en welwillend gelijk zijne ambtgenooten :

« Het huiselijk leven op den buiten (zegt FAIPOULT) is uiterst kalm; dit karakter wordt zelfs te midden der vermakelijkheden opgemerkt. Inderdaad, men ziet op hunne veldfeesten of kermissen die lichte dansen niet, noch hoort er die losse gezangen, welke degene van Provence en Languedoc verlevendigen; men danst er wel, maar 't is het grootste getal der aanwezigen niet. Men vindt er mannen en vrouwen rondom de tafel gezeten vóor een aantal potten bier; men drinkt, kout, speelt met de bol, maar lacht weinig (?). Men is tamelijk ernstig aangekomen, en men gaat in dezelfde stemming heen. Maar uit dit bezadigd en stil karakter vloeit voort dat de Belgen bedacht en aanhoudend zijn in hunne genegenheid en in de uitvoering hunner plannen.

» .... Bij de familiedeugden, welke de Vlamingen kenmerken, mag men nog voegen de oprechtheid en eenvoud van hunne bedoeling; daarvan geven zij bewijs telkenmale dat zij niet gedreven worden, noch door gevaarlijke raadgevingen, noch door eenige gevoelens van vijandlijkheid. »

[1] *Statistique du Departement de la Meuse Inférieure*, par CAVENNE, ingénieur des Ponts et Chaussées.

Faipoult wijst in zijn verslag, en te recht, op de medewerking der rijke familiën van Vlaanderen, ten einde den akkerbouw vooruit te helpen. Meer bepaald den Vlaming van de Scheldeboorden willende doen kennen, bezit deze (zegt hij) een klock en juist oordeel, en tevens een bestendig, vredelievend karakter; hij is rondborstig, getrouw aan zijne verbintenissen, jaloersch van zijne rechten, van zijne vrijheid en van zijne godsdienstige gewoonten.

« Ongetwijfeld moeten de velden van dit gewest sedert eeuwen bevolkt geweest zijn, zooals nu, door werkzame, eenvoudige mannen, maar vernuftige opmerkers der natuur en harer wetten betrekkelijk de voortteeling der gewassen. Men heeft er, inderdaad, weinig over den landbouw, over de ontginningskunst, de werkwijze, de vette, de zaaiingen, de verscheidenheid en orde der cultuur geschreven, en nochtans ziet men overal den man des velds onderricht van die noodzakelijke voorschriften, welke, opvolgendlijk door de opmerking van eene lange reeks van seizoenen gevestigd, van den vader tot de kinderen is overgegaan, met dien verstande, dat elk geslacht er de gepaste uitbreiding aan gaf en het volgende dit bij enkele traditie ontving.

« Men vindt op de dorpen eenvoudige, ongeletterde lieden, die de beroemde Arthur Young als zijne meesters beschouwde. Alles verwonderde hem hier : hij zag eenen zandachtigen, natuurlijk dorren bodem, zonder onderbreking bedekt met rijke oogsten; hij bestudeerde de oorzaken van dit heerlijk wonder; hij zag dat al de hulpmiddelen, welke de mensch gebruiken kan om den grond vruchtbaar te maken, op de boorden der Schelde ontdekt en in toepassing waren gebracht; zelfs bekende hij dat, hetgeen er gedaan werd om die heilzame vruchtbaarheid tot stand te brengen, niet getrouwelijk kon worden geschreven; dat men iedere gemeente zou moeten bestudeeren om de onderscheidene werkwijzen te kennen, welke er in zwang zijn; dat deze verscheidenheid van methoden, verre van 't uitwerksel van blinden, plaatselijken slenter te wezen, dat der wijsheid was... »

« Vroegertijds (gaat Faipoult voort) bepaalde de handelsvraag zich nagenoeg tot lakens en linnen; maar deze beide handgedaden

hebben een bijzonder voordeel, dat, namelijk, den veldeling en geheel zijn gezin tot dit werk te roepen. »

Sprekende van het volksonderwijs, erkent Faipoult « que nul pays n'offrit peut-être plus de petites écoles, où les enfans du peuple apprenoient à lire, à écrire et à compter. » Het aanzienlijk getal zulker « kleine scholen, » zegt de prefect, bewijst welken hooge prijs de ouders stellen in het welzijn hunner kinderen — en geeft meteenen 't peil der groote welvaart in de dorpen, die in de omliggende landen niet is gekend. »

Ten laatste merkt Faipoult op, hoe onder elke vreemde overheersching de Vlamingen Vlamingen wisten te blijven, altijd een eigenaardig volk uitmakende, dat zijne taal, gewoonten en zeden bewaarde [1].

Onze vaderlandsche hoogmoed mag gestreeld zijn door den ongebedelden lof, welke in zoo onbewimpelde taal aan ons land en zijne bewoners door de vreemdelingen in elke eeuw werd toegestuurd. Wij kennen geene natie, over welke onder zedelijk en stoffelijk opzicht zooveel goeds is gezegd, als over de Belgen, gelijk er in Europa geen ander volk is, dat zijnen hoogen rang in de wereldgeschiedenis in minder gunstige omstandigheden heeft verworven en gehandhaafd.

De historie van den Belgischen boerenstand is rijk aan lessen voor de volgende geslachten; wij leeren er in, vooreerst: dat de akkerbouw stellig de voornaamste, zekerste en duurzaamste bron is van den overvloed en den rijkdom van den Staat; dat hij het is, die in de middeleeuwen den grondslag heeft gelegd van den bloei onzes vaderlands, gelijk hij toen ook, en nog in de moderne tijden, het land van eenen gewissen ondergang heeft mogen redden; voorts zien wij uit die geschiedenis dat overal, waar de akkers best verzorgd en waar er minst onbeploegde landen waren, juist die gewesten te allen tijde op het krachtigst aan de algemeene rampen weerstand hebben geboden en de volkswelvaart daar het hoogste klom.

[1] *Mémoire statistique du Département de l'Escaut.* Paris, an XIII (1805).

Nog eene andere les, van even groote beduiding, doet de geschiedenis der landbouwersklasse ons aan de hand. Ieder onzer gewesten had, in elke eeuw, zijne eigene beroeringen, zijne ongeregeldheden en wanorde, zijne bloedige onlusten; de groote steden, begiftigd met rechten en privileges, trotsch op hunne macht, bedwelmd door hunne sterkte, afgunstig de eene van de andere, onbuigzaam en hardnekkig tegenover het vorstelijk gezag, vooral wanneer dit er op uit was een recht te kortwieken, werden ook veeltijds verscheurd door inwendige veeten, die tegen elkaar aanbotsten, schennis van eigendom pleegden, het bloed deden stroomen langs de straten, en somtijds gansch het gewest prijs gaven aan ruwe baldadigheid.

Nu, welk schouwspel bood in die droeve dagen ons landvolk aan?

Wij zagen het rustig blijven, kalm en bedaard op den gruwelijken broederkamp toezien, zich niet latende medeslepen door het verleidelijke sirenenlied der woedende partijschappen, noch zich zelfs verbitterende wanneer deze, door verlies en nederlaag getergd of door bijval en victorie brooddronken gemaakt, in tuchtelooze benden over de velden liepen, de oogsten plat trappelden, huizen en kasteelen, molens en schuren in brand staken en overal ellende en jammer verspreidden. Lijdzaam stonden zij die verwoestingen door, gepleegd door stam- en landgenooten, aldus een aanzienlijk offer plengende op 't altaar des vaderlands ten einde dit voor zwaardere rampen te hoeden.

Neen! Geene enkele klas was ooit zoo innig verkleefd aan de openbare orde als die der boeren, want de voortduring (zegt Simonde de Sismondi) verbindt zich wonderwel met haren staat. En wij voegen er bij : van geene andere mag er gezegd worden dat zij het vaderland zóo lief heeft gehad; niet met die vurige, hartstochtelijke liefde, die onbedacht voortvaart en soms alles op spel zet; maar met die beradene, berekende liefde, die behoudt en redt!

En nochtans was de Belgische boer geen lafaard. Wij ontmoeten hem overal, waar volk of land in gevaar verkeerde, dwang en tirannij te bevechten waren : op de vlakte van Bouvines en op de weide van Groeningen; op den Pevelberg en te Rozebeke; te

Gaver, tegen den overmachtigen Hertog van het Westen, en onder de muren van Gent tegen den trotschen Keizer, op wiens staten de zon nooit onderging. Wij vinden hem ook — ja, hier is eene uitzondering : de Belgische boer heeft éenmaal, zonder medehulp van steden of besturen, uit eigen beweging, de wapens gegrepen en opstand gemaakt; maar de Boerenkrijg was enkel een verzet tegen den overmoedigen vreemdeling, die alles, wat met onzen landaard strookte, ja ons zelven, als natie, zocht te vernietigen. Die poging moge men onzinnig noemen — geene vaderlandsche pen zal de gevoelens wraken, door welke dit kleintalige, maar slecht ingerichte leger was bezield.

De Staat heeft groote verplichtingen aan den landbouw, maar wij mogen het met voldoening zeggen : over het algemeen heeft België, vooral in de laatste dertig jaren, de rol begrepen, welke de eerste onzer nijverheden in den Staat heeft te vervullen. Steen- en spoorwegen zijn overal aangelegd geworden, nieuwe watergemeenschappen geopend, woeste gronden in de Kempen en in de Duinen ontgonnen; scholen voor land- en hofbouw gesticht; prijskampen voor veldgewassen en veeteelt ingericht — kortom, een geheel stelsel van aanmoedigingen, die onbetwistbaar veel goeds hebben tot stand gebracht.

Bijzondere pogingen bleven ook niet ten achter. In de Kempen, onder andere, werden honderden hectaren heide in vruchtbaar bouwland herschapen, inzonderheid door toedoen van eenen wakkeren Vlaming, Ed. Jacquemyns, een man van even diepe wetenschap als van groote volharding, en wiens bewonderenswaardig werk den dank van België verdient. Niet alleen deden zijne kennis en geduld rijke oogsten komen op gronden, vroeger beschouwd als hoegenaamd niet voor den akkerbouw geschikt, maar hij bouwde den werklieden zijner ontginning en de daarbij opgerichte steenbakkerij doelmatig ingerichte hofsteden en luchtige, nette woonsten, welke overal elders tot model zouden mogen dienen. In Vlaanderen werd, door toedoen van den baron de Hirsch de Gerenth, onder het bestuur van den ingenieur Th. Leysen, het groote Berlaarbroek droog gemaakt en alzoo eene uitgestrektheid van 150 hectaren voor den landbouw gewonnen.

Op alle punten van België is, sedert het einde der vorige eeuw, de waarde der gronden en der producten in ontzaglijke verhoudingen geklommen. Heeft de landbouwer het tegenwoordig onder elk opzicht zoo goed als vroeger? Laten wij alle middelen beproeven om hem op te beuren; geene gelden, geene moeite gespaard om dit doel te bereiken! Nu nog, gelijk weleer, zal elke crisis, hoe zwaar ook, gemakkelijker en spoediger doorgeworsteld zijn, als de landbouw bloeien mag; nu nog, gelijk weleer, zal elke verbetering, op dit gebied verwezenlijkt, strekken tot vermeerdering van de algemeene welvaart.

BIJLAGEN.

BIJLAGE N° 1, BL. 194.

Arrentement a Jehan Francquerue, de XV bonniers de terre, sans le lieu et le bosquet, gisans a Coustices.

Sacent tout que par devant sage et honnorable homme Gille de Tangry bailli a tres reverends et discretes dames, mesdames les religieuses abbesse et couvent de leglise et abbeie del honneur nostre Dame dales Flines, del ordene de Chistiaux ou diocese dArras, et pardevant les eschevins de la ville de Coustices et pluseurs juges cottiers aux dictes religieuses chi apres nommes, se comparu en sa personne Nicaise Bauget comme procureur aux dites religieuses, liquelz monstra au dicts bailli, eschevins et juges une procuration saine et entière venant de la dicte eglise, seellee des dites religieuses abbesse et couvent pour faire tout che que chi apres sera declare, laquelle procuration contenoit la fourme que chi apres sensuit. Nous soer Margherite, humble abbesse del eglise et abbeye del honneur Nostre Dame daleis Flines del ordene de Chistiaux ou diocese dArras et tout li couvens de cel meisme lieu, faisons scavoir a tous que nous avons fait, mis, institue et estably, et par le teneur de ces letres faisons, mettons, instituons et establissons Gilles de Tangry no bailli, Nicaise Bauget et Leurens de Wattignies, nos procureurs generaulx et certains messagers especiaulx et chascun par luy et pour le tout, portant ces lettres pour baillier et donner a rente a tous jours heritablement a Gilles Francquerue ou a son command comme hoirs, successeurs, hoir ou aians cause en ceste partie de feu Grart de le Barre, que Dieux pardoinst, ung manoir amaset, et certains heritaiges, tant en gardins, bosques, yauwes et terres ahanables, et tous les hiretaiges, appartenant audit manoir aveuc deux rasières de terre gisans en le Cocquerie, tous gisans en le paroisce de Coustices au lieu con dist au Brut excepte le motte et fosses dentour de le dicte motte de mollin du Brut; de le quelle motte nous ne vollons faire nulle allienation, tous iceulx hiretaiges tenus de nous et de no dicte eglise, et parmi faisant par icellui ou son command certains aboulz a declarer plus a plain es lettres qui pour le aheritement se fera de ce; et autres amendements, et furent iceulx hiretaiges jadis Millon de Douai, et le tient ou temps de sa vie feu Grard li Jouenes homs, que Dieux pardoint, ausquelz nos procureurs dessus nommez et a chascun de eulx a par lui portans ces lettres, avons

donne et donnons plain pooir, autorite et mandement especial de werpir et ahireter ledict Gilles et de recepvoir tous les aboulz, convenences et seuretes que li dis Gilles ou son command volra et devera faire, et avons et tenons pour ferme et estable tout ce que par nos devandis procureurs ou lun deulx, portans ces lettres ou cas dessusdit, sera fait, werpit et ahiretet, et procuret autant que se presentes y estiesmes en nos propres personnes, et sans jamais aller allencontre. Et par obligation de nos biens presens et futurs se mestier est. En tesmoing de ce, nous abbesse et couvens dessusdis avons ces présentes lettres seelees de no propres seaulx. Faictes et donnees le XIIe jour, de Novembre en lan mil CCCC vingt quatre. Et apres icelle procuration ainssy lieute, recongnut et confessa ledict Nicaise Bauget comme procureur des dictes religieuses avoir bailliet a rente a Jehan fils de Gilles Francquerue, a tousjours hiretablement qui ainsi le congneut avoir pris, ung manoir amaset de maison, grange, marescauchies, fournil et autres hosteulx, aveuc bosquet, chaingle, annois, gardins qui furent Millon de Douay, gisans en la paroisce de Coustices, ou lieu con dist le Brut, aveuc deux rasieres de terre gisans es camps de la Coquerie, tenant a le terre qui fu Jehan Carton dune part, et au quemin qui va de Douay a Orchies, dautre part. Item, une masure appellee le masure Saintain, gisans vers le Brut, ou demeure a present Jehan de Buvry le joune, contenans tous iceulx hiretaiges, manoirs, gardins, bos, chaingles, aulnois et pastures, tout en somme...... bonniers ou environ, sans en faire autre mesure, dont lidis Jehan Francquerue tous les ans doibt rendre et payer aux dictes religieuses a tousjours hiretablement, de tous les hiretaiges dessusdits, chinq muys davaine, et livres au four de la dicte eglise a ses propres coustz et frais, au jour Nostre Dame Candeler a le mesure de Coustices; et le dicte avaine acquitable a cense et a rentes. Lesquels V muis davaine dessusdis, lidis Jehan Francquerue a enconvent lealment et en bonne foy de bien payer aux dictes religieuses dan en an comme dit est. Et en plus grant seurete de bien payer la dicte rente dan en an a tousjours hiretablement, lidis Jehans Francquerue sera tenus de faire aboult sur lesdis hiretaiges ou en aultre usaige au los du conseil de la dicte eglise toutes les fois quil en sera sommez et requis, de la somme de vingt-quatre frans trente trois solz, monnoie de Flandres pour chascun francq, coursable en la ville dOrchies et au pays environ. Item, encores est et sera tenus lidis Jehans Francquerue, de retenir bien et souffissamment le maison, grange et tous les hosteulx qui sont a present sur ledict manoir tant de bos comme de couverture, de placquement et de fiestissure, ainsi que a arrentement hirretier appertient, sans mal engien. Item, doibt lidit Jehan Francquerue planter II milliers de plantes sur les waresques contre lesdits heritages ou es plus necessaires lieux, et tenir verdes tant quelles soient bien reprises; et se doibt lidis Francquerue acquiter tous les hiretaiges dessusdis de toutes tailles et debites ou aultres redevances par quelconque maniere que on les polroit demander ne avoir, a ses

propres coustz et frais comme dessus est dit, sans riens compter ne demander a le dicte eglise de quelconque maniere qui y peuist venir. Item, est condicione audit marquet que lidis Franquerue, si hoir ou aians cause ne doivent point defaire ne rabatre le motte du mollin que on dist du Brut, ne censir, ne louer, ne arrenter a nulle personne; mais sil plaisoit a medicte dame et au couvent de ledicte eglise de Flines, faire y porroient I mollin u molins, ung ou plusieurs et en faire tous leurs bons usaiges comme de leur bon propres heritaiges; et se mes dictes dames ny font point de molin, goir en doit ledis Francquerue, pour semer, planter et ahenner sans le dicte motte despeschier ne abatre ne les fosses raemplir comme des autres heritaiges. Item, et si fu condicionne en cestui arrentement, que ou cas ou le dit Jehan Francquerue seroit en aulcune defaulte de paiement ou aultres condicions devant dictes tant quil convenist que les dis heritaiges fussent rattrais ou en voie destre saisis, il a esleu domicile pour lui, ses hoirs ou aians cause audit lieu, pour faire toutes sommations de loy en ce appartenant en presence des eschevins et juges devant dis, et en oultre plus ne poet, ne pourra lui ne ses aians cause, vendre, alouwer empeschier de plus grant cherge que chi dessus nestoit devisé, les dits hiretaiges ne partie diceulx a quelconcque personne que ce soit, qui ne voist tousjours de lui a ses hoirs, a telz conditions que dessus sont devisees, ne avoir plus grant chairge, se nest par le gre et consentement de la dicte eglise ou de leur procureur, et maintenir les terres a droite roye, ainsi que elles ont este accoustumees a copper a droite coppe et en saison et retenir plancques, appoielles, chemins, cours diauwes, esseus et touttes aultres choses necessaires a faire sans le coustz ne frait de le dicte eglize. Et sil advenoit que ja naviengne que ledit Francquerue, si hoirs ou aians cause fussent en deffaulte de bien paier le dicte rente, le procureur de le dicte eglise, ou le porteur de ces lettres se porroit traire aux dits hiretaiges et aboultz, comme a leur bon et propre hiretaige de le dicte eglise; et aussy sil avoit faulte aucune desdictes conditions, fust es hosteulx retenir u es plantes ou es autres choses u aucun mesus amender le doibt li dis Francquerue ou ceulx qui liretaige tenroient par loy et eschevins de Coustices ou par le loy de leglise ou par boins preudommes a ce cognissans, lequelque mieulx plairoit a mesdittes dames. Toutes les choses et convenances dessus dittes a le dis Francquerue enconvent pour lui et pour ses hoirs et aians cause, a tenir et raemplir par le maniere que dessus est dict et deviset, et en faire bonnes lettres selonc leur fourme et devise, et les dictes convenences du dit marckiet. Item doivent mesdites dames conduire et garandir audit Francquerue, ses hoirs, ou aians cause, le dit marquiet pour lui en faire joir a tousjours et a toutes nuis de tous empeschemens qui de par elles ou de leur dicte eglise y porroit naistre ne venir tousjours, sauve a le dicte eglise les convenences devant dictes les condicions, devises comme dit est; ledit procureur rapporta les disheritaiges par ram et par baston bien et a loy en le main dudict bailly

pour ahireter le dit Jehan Franquerue en jurant par la foy et serment que procureur poet faire ou nom de le dicte eglise que aux dis hiretaiges il ne scavoit ne avoit fait aboult assenement, convenence ne empechement quelconques, fors cestui present markiet et arrentement en promettant a garandir par le vertu de la dicte procuration contre tous et envers tous, ainsi que a bon arrentement appartient.

Ce fait comme dit est, le dit bailli transporta les dits hiretaiges hors de sa main et en ahireta le dit Jehan Franquerue, lequelz Franquerue rapporta les dits hiretaiges en la main dudit bailli pour ahireter le dit procureur pour joir et possesser, par lui ou nom de la dicte eglise, a tous jours heritablement ou cas que ledit Jehan Francquerue seroit en defaulte de payer la dicte rente et accomplir toutes les convenances et condicions devant dites; lors ahireta le dit bailli le dit procureur des heritaiges dessus dis par maniere dabout de payer la rente chy dessus declaree; liquelz procureurs represta audit Jehan Franquerue tous lesdits hiretaiges par main de seigneur tant et si longhement qu'il paiera bien la dicte rente et non plus; et furent faictes par faict de loy toutes sollennites qui en tel cas sont accoustumees de faire et toutes droitures de seigneur eschevins et juges payes tant quil fu dict par loy et par lesdis eschevins et juges que ledict procureur avoit si souffissamment rapporte lesdits heritaiges en sa main, comme en main de seigneur que pour souffir à loy et que ledit Jehan Franquerue en estoit et est si souffissaument saisis, vestis et ahiretes par les condicions devisees, que pour joir et possesser a lui et a son hoir a tousjours hiretablement sauf tous drois, et toutes bonnes convenences. Et ce fu dit par loy en oultre que ledit procureur estoit bien ahiretes de tous le hiretaiges dessus declares par maniere daboult ou cas que ledict Jehan Francquerue seroit en defaulte de paier la dicte rente, et accomplir les conditions devant dictes, la quelle rente, condicions et convenences dessus dictes, il a convent de paier et accomplir a lui et au sien ainsi que chi dessus es dit. En renonchant par ledit Franquerue a tout ce qui aidier ou valoir lui porroit en cestui cas et audit procureur ou nom des dictes religieuses et de le dicte eglise grever ou nuirre alencontre de cestui couvent Aux choses dessusdictes faire et passer par fait de loy comme dit est, fut comme bailli aux dictes religieuses de Flines, Gilles de Tangry dessus nomme, et comme eschevins de la dicte ville de Coustices, Williame de Raisse, Jakes de Cantin, Jehan Leurin dit Bienrois, Jacques de le Planque et Mikiel de Houssel; et comme juges cotiers aux dictes religieuses, Willame de Raisse, Jehan Couvreur, bourgois dOrchies, et Jehan de le Barre. Ce fut fait le Xe jour du mois de janvier en l'an de grace mil quatre cens et vingt quatre.

(*Archives départementales du Nord.* — Fonds de l'abbaye de Flines. Registre, parchemin, n° 3328, années 1234 à 1623, folio 131 v°.)

BIJLAGE N° 2, BL. 214.

« Che sont tout li meule que messires de Naste dont Dius ait l'ame avoit et pooit avoir en quelconques maniere que che fust au jour de sen trespas, qui fu le nuit de le Magdelaine, par I lundi en l'an mil IIIc XXXVII, liquel meule ont estet prisiet par les preseurs sairmentés de le ville de Mons tout à I compengnon pour XVI d. tourn., s'il n'i a autre monnoie expressee.

BIAUVOIR.

Chi apries s'enssuit li inventoires des meules trouvés à Biauvoir.

Premiers, LXVII brebis prisiet cascune pieche V s. VI d. valent.	XVIII lb. VIII s. VI d.
Item XXI agniel prisiet le pièche III s. tournois montent . .	LXIII s.
Item LXVIII moutons, prisiet le pièche VIII s. tournois montent.	XXVII lb. IIII s.
Item IIII vackes prisies.	IX lb.
Item III vackes prisies.	VII lb.
Item II vackes prisies	C s.
Item II geniches et I bouvelet prisiet.	CV s.
Item I tor prisiet.	LXV s.
Item III vakes prisies	VI lb. X s.
Item II autres vakes prisies	IIII lb. VII s.
Item II gumens prisies.	IX lb.
Item II autres jumens prisies	C s.
Item II autres jumens prisies	LX s.
Item II cars fiérés, I beniel fieret, III aireules, III binoirs, pluseurs yerces, VI gohoriaus et tout autre harnas de kierue, prisiet tout ensanle	IX lb.
Item LXX glinnes et autre volille prisiet.	XL s.
Item VIII kiultelettes, les linchus et les couvertoirs prisiet tout ensanle	C s.
Item IIII vieses nappes.	IIII s.
Item III pos de keuvre, III payelles, I noir caudron et IIII sayauls de fust fiérés, I trepier et une caudiere prisiet.	XLVI s.
Item II petis escringnes prisies.	XII s.
Item une demi rasiere prisie.	V s.
Item IIc lb. de bure et VIxx X fromages de presse prisies . .	VI lb. IIII s. IIII d.
Item VIIxx et IIII viaures de lainne et d'agnelin des agniaus et des coussin, et les coussin des lainnes, si ent trouvet VIc LXXIIII livres de lainne prisiet cascune livre XIIII d. et XX livres d'agnelin prisiet XX d. le livre et des coussin, qui fu prisies XXXII s. c'est en somme que cesti prisie monte . . .	XL lb. XX d.

Item avoit en le dite maison de Biauvoir, au jour dou trespas le devant dit signeur de Naste si que par Phelippres le Fèvre, varlet del dit ostel, fu adont raportet XVI muis et IIII rasieres de blet, prisiet et vendut cascun mui XL s. montent . . . . XXXIII lb. VI s. VIII d.

XIXe somme II^c^ VI lb. XIIII d.

HAYNNECHUELLES (A ANDERLUES).

Chi apries s'enssuit li inventores des meules trouvés à Haynnechuelles.

Premiers, y trouva on XVII muis II rasieres et demie d'avainne, prisie le rasiere XX d. montent . . . . VIII lb. XIIII s. II d.

Item III muis deus rasieres et demie despillon prisie X s. le muy montent. . . . . XXXIIII s. II d.

Item II muis et V rasieres d'espiautre prisies . . . . . . XXVIII s. IIII d.

Item vies fuerre prisiet. . . . . IIII lb.

Item IX vaissiaus d'els à nourechon et à parchon estimes puissedy a. . . . . L s.

Item I keval de molin et le harnas prisies . . . . LX s.

Item V pourchiaus prisies . . . . C s.

Item II cramillons prisies . . . . III s.

Item une demy rasière, 1 charlet et 1 demie charlet, prisies. IIII s. VI d.

Item IIII sas prisiés. . . . . VI s.

Item X aulnes de toile escrue, prisie . . . . VIII s. VI d.

Item une huge prisie, parmi 1 viés escring. . . . . . . III s.

Item I noir caudron prisiet . . . . XII s.

Item dist Jehans de le Wale, maire et recheveres de Haynnechuelles, que, au jour dou trespas doudit signeur, il avoit à Haynnechuelles dou monsigneur XXXII muis et II rasieres de blet; se fu vendue et prisie cascune rasiere VII s. I d. montent. LXVIII lb. XIIII s. II d.

Item y avoit, si comme lidis Jehans dist III muis et demy rasiere de blet, prisiet le rasiere VI s. IX d. montent . . . . VI lb. IIII s. X d.

Item y avoit IIII rasieres de soile prisie cascune rasière V s. VII d. montent . . . . XXII s. IIII d.

XXVIe somme CIII lb. XIIII s.

Chi apries s'enssuit li inventores des meules trouvés à Biévène et à Evrebeke.

Premiers, y trouva on XI muis et IIII rasieres de blet vendut VII s. VIII d. le rasiere, c'est en somme . . . . XXVI lb. XVI s. IIII d.

Item XLIX muis V rasieres et demie de blet vendut VII s. VI d. le rasiere montent . . . . CXII lb. VI s. III d.

Item XXVIII muis et II rasieres d'avaine vendut XXV d. le rasiere, montent . . . . XVII lb. XIIII s. II d.

Item IIII rasieres de pois vendut VIII s. le rasiere montent . XXXII s.

Item VI rasieres et demie d'orge vendut V s. VI d. le rasiere montent. . . . . XXXV s. IX d.

XXVIIe somme des meules trouvés à Biévéne et à Evrebecque VII^xx^XIX lb. XVIII s. VII d. » (*Staatsarchief te Bergen.*)

BIJLAGE N° 3, BL. 283.

Notitie der grootte van de dorpen der zeven quartieren van Antwerpen.

QUARTIER VAN HERENTHALS.

Molle . . . . (*Uitgestrektheid*) 2028 Bunder 267 Roeden.

Saeylant.	676 Bunders	82 Roeden	à 11 g[1] 8 st. 't bunder.
Weyden, bemden, driesschen, enssels en gebraeckten	703 »	185 R.	à 13 g[1] 10 st.
Vijvers	15 »	. . . .	à 5 »
Heyden	534 »	. . . .	à 1 »
Moeren	100 »	. . . .	à 2 »
Preueff.	2028 B.	267 R.	

Baelen. . . . . 1423 B. 181 R.

Saeylanden	679 B.	161 R.	à 11 guld. 8 st.
Bemden, weyden enz . .	482 »	20 »	à 11 » 5 »
Vijvers	4 »	. . .	à 8 »
Heyden	258 »	. . .	à 1 »
	1423 B.	181 R.	

Dessel . . . . 866 B. 251 R.

Saeylanden	281 B.	251 R.	à 10 g[1].
Weyden.	289 »	. . .	à 7 » 10 st.
Vijvers	4 »	. . .	à 7 » 10 »
Heyden.	286 »	. . .	à 1 »
	860 B.		
Noch heyden, litigien . .	6 B.		
	866 B.	251 R.	

Morchoven . . . . 272 B. 85 R.

Saeylanden	141 B.	240 R.	à 10	: 10
Weyden.	57 »	57 »	à 8	: 10
Bossen	3 »	200 »	à 5	:
Heyden.	67 »	160 »	à 1	:
	272 B.	85 R.		

Norderwijck. . . . . 678 B. 168 R.

Saeylanden	343 B.	225 ½ R.	à 10 gl	: 3
Bemden enz.	132 »	273 ¼ »	à 8 »	: 3
Heyden.	199 »	346 ¼ »	à 1 »	:
Preuve.	678 B.	168 R.		

Hersselt. . . . . 2356 B. 260 R.

Saeylanden	656 B.	384 R.	à 9	: 15 st.
Weyden enz.	717 »	. . .	à 6	: 16 »
Vijvers	9 »	333 R.	à 4	:
Bossen	399 »	300 »	à 7	: 18 »
Heyden	573 »	133 »	à 1	:
	2356 B.	260 R.		

Olmen. . . . . 679 B. 247 R.

Saeylanden	303 B.	17 R.	à 11	: 8
Bemden etc	278 »	334 »	à 12	:
Bossen	5 »	345 »	à 5	:
Vijvers of wauwers. . .	5 »	. . .	à 4	:
Heyden	86 »	351 »	à 1	:
	679 B.	247 R.		

Thielen . . . . 581 B. 218 R.

Saeylanden	238 B.	38 R.	à 11	: 15
Bemden enz.	220 »	150 ½ »	à 10	: 15
Heyden.	112 »	29 ½ »	à 1	:
	570 B.	210 R.		
Plantagie	11 »			
	581 B.	218 R.		

Tongerloo . . . . 1255 B. 350 R.

Saeylanden met het encla-vement van 't klooster.	561	B.	196	R.
Bemden etc..	172	»	342	»
Schaerbossen	74	»	300	»
Opgaende bossen . . .	61	»	312	»
Heyden.	385	»		
	1255	B.	350	R.

Meerbeeck. . . . . 305 B. 360 R.

Saeylanden	49	B.	173	R.
Weyden etc.	243	»	187	»
Heyden	13	»		
	305	B.	360	R.

Herenthout . . . . 1262 B.

Saeylanden	576	B.	70	R.
Weyden etc.	355	»	381	»
Bossen	50	»	151	»
Heyden.	280	»		
Plantagie	36	»		
	1262	B.		

Wickevorst . . . . 418 B. 275 R.

Saeylanden	190	B.	38	R.
Weyden etc.	88	»	46	»
Bossen	13	»	110	»
Heyden	127	»	79	»
	418	B.	273	R.

Casterle. . . . . 959 B. 279 R.

Saeylanden	399	B.	132	R.
Bemden etc.	509	»	147	»
Bossen	51	»		
	959	B.	279	R.

Eynthoutham . . . . 133 B. 78 R.

Saeylanden	77 B.	
Weyden etc.	31 »	63 R.
Bossen	6 »	155 »
Heyden.	18 »	260 »
	133 B.	78 R.

Poederle. . . . . 621 B. 125 R.

Saeylanden	219 B.	139 R.
Weyden etc.	316 »	194 »
Heyden.	85 »	392 »
	621 B.	125 R.

Rethij. . . . . 1477 B. 269 R.

Saeylanden	549 B.	206 R.
Bemden etc.	482 »	63 »
Vijvers	11 »	
Heyden.	405 »	
	1447 B.	269 R.

Lichtaert . . . . 627 B. 178 R.

Saeylanden	328 B.	125 R.
Weyden.	289 »	53 »
Bossen	4 »	
Heyden.	6 »	
	627 B.	178 R.

QUARTIER VAN GEEL.

Geel. . . . . 4310 B. 218 R.

Saeylanden	1811 B.	267 R.
Bemden.	121 »	267 »
Broeckagien.	611 »	267 »
Enssels.	459 »	
Bossen	6 »	
Heyden.	1142 »	217 »
Vijvers	158 »	
	4310 »	218 R.

Blarendonck en Watereynde . . . . 152 B.

Saeylanden	42 B.	100 R.
Bemden.	43 »	200 »
Broeckagien	1 »	100 »
Schaerbossen.	6 »	106 »
Opgaende bossen. . . .	2 »	
Eesterbos.	0 »	100 »
Heyden.	57 »	
	152 Bunders.	

Varendonck. 84 B. 16 R.

Saeylanden	35 B.	151 R.
Bemden.	29 »	79 »
Opgaende bossen. . . .	2 »	130 »
Schaerbossen	3 »	256 »
Heyden.	14 »	
	84 B.	16 R.

Belle . . . . 148 B. 50 R.

Saeylanden	76 B.	200 R.
Bemden, weyden, enssels.	54 »	
Broeckagien	17 »	
Vijvers	0 »	250 R.
Plantagien.	0 »	200 »
	148 B.	50 R.

Eynthout . . . . 339 B. 100 R.

Saeylanden	140 B.	
Bemden oft weyden . .	17 »	
Enssels.	61 »	200 R.
Schaerbossen	19 »	
Opgaende bosch	1 »	
Noch opgaende bosch, en Vyvers	1 »	300 R.
Heyden.	56 »	
	296 B.	100 R. (*sic*)

Oevel . . . . 415 B. 315 R.

Saeylanden	249 B.	315 R.
Broeckagien	9 »	
Heyden.	157 »	
	415 B.	315 R.

Soerle-Parwijs . . . . 136 B. 300 R.

Saeylanden	96 B.	
Bemden en broeckagien .	27 »	300 R.
Bossen	5 »	
Enssels	8 »	
	136 B.	300 R.

Veerle . . . . 673 B. 38 R.

Saeylanden	267 B.	260 R.
Bemden	23 »	44 »
Enssels	5 »	130 »
Heyenssels	73 »	382 »
Noch enssels	7 »	74 »
Bossen	30 »	154 »
Broeckagien	55 »	250 »
Heyden	164 »	344 »
	673 B.	38 R.

Echelpoel . . . . 105 B. 100 R.

Saeylant	49 B.	200 R.
Bemden en weyden . . .	8 »	
Enssels	22 »	200 R.
Schaerbossen	2 »	200 »
Heyden	23 »	100 »
	105 B.	100 R.

Westmeerbeeck . . . . 266 B. 133 R.

Saeylanden	112 B.	
Weyden etc.	62 »	
Broeckagien	42 »	
Bossen	7 »	133 R.
Noch bossen	10 »	
Blommen	33 »	
	266 B.	133 R.

Oolen . . . . 895 B. 225 R.

Saeylanden	409 B.	317 R.
Weijden en beemden . .	155 »	250 »
Broeckagien	30 »	58 »
Heyden	300 »	200 »
	895 B.	225 R.

Vorsselaer aen 't Zant . . . . 1235 B. 145 R.

Saeylanden	434 B.	
Bemden, weyden, broeckagien en enssels. . . .	267 »	31 R.
Bossen	33 »	97 »
Heyden	481 »	17 »
	1235 B.	145 R.

Hulshout . . . . 367 B. 18 R.

Saeylanden	194 B.	266 R.
Weyden en driessen . .	39 »	328 »
Bemden	12 »	31 »
Broeckagiën	38 »	129 »
Bossen	43 »	266 »
Moeren	3 »	266 »
Heyden	34 »	122 »
	367 B.	18 R.

Houtvenne . . . . 221 B.

Saeylant	81 B.
Bemden, driessen, weyden	25 »
Broeckagiën	6 »
Enssels	30 »
Bossen	32 »
Heyden	47 »
	221 B.

Westerloo . . . . 1294 B. 10 R.

Saeylanden	482 B.	100 R.
Broeckagien, bemden en enssels	330 »	300 »
Bossen	39 »	300 »
Moeren	8 »	190 »
Heyden	413 »	
Noch saeylanden, bemden en enssels.	20 »	7 R. in massa.
	1294 B.	10 R.

QUARTIER VAN ARCLE.

Aertselaer. . . . . 743 B.

Saeylanden	598 B.
Bossen	145 »
	743 B.

Rijmenam. . . . . 774 B. 249 R.

Saeylanden	405 B. 249 R.
Bemden en weyden. . .	249 »
Bossen	112 »
Vennen	8 »
	774 B. 249 R.

Schelle. . . . . 541 B. 14 R.

Saeylanden	364 B.	70 R.
Bemden.	20 »	238 »
Geroyde landen	19 »	114 »
Bossen	136 »	92 »
	541 B.	14 R.

Beerselbosch . . . . 362 B.

Saeylanden, weyden. . .	140 B.
Geroyde bossen.	14 »
Schaer- en blockbosch. .	96 »
Quade landen	112 »
	362 B.

Onse L. Vrouw-Wavre. . . . . 985 B. 200 R.

Saeylanden	703 B. 200 R.
Bossen ende houtkanten .	282 »
	985 B. 200 R.

Putte . . . . 1191 B. 323 R.

Saeylanden.	680 B. 323 R.
Bossen	244 »
Schommen.	178 »
Heyden	89 »
	1191 B. 323 R.

Berlaer . . . . 1749 B. 200 R.

Saeylanden, weyden en bemden	1588 B. 200 R.
Bossen en houtcanten . .	161 »
	1749 B. 200 R.

Waerloos. . . . . 324 B. 200 R.

Saeylanden en geroyde bossen	244 B. 70 R.
Bossen	80 » 130 »
	324 B. 200 R.

Schrleck en Grootloo . . . . 553 B. 100 R.

Saeylanden, weyden, driessen, vague landen en uitgeroyde bossen. . .	309 B. 100 R.
Bossen	244 »
	553 B. 100 R.

Bonheyden. 647 B. 39 R.

Saeylanden	495 B. 39 R.
Bemden.	98 »
Bossen	54 »
	647 B. 39 R.

Reeth . . . . 603 B.

Saeylanden	328 B.
Bossen	195 »
Uitgeroyde bossen . . .	80 »
	603 B.

Niel . . . . 355 B. 326 R.

Saeylanden	180 B. 326 R.
Bemden.	25 »
Bossen	150 »
	355 B. 326 R.

Duffel onder Arcle . . . . 672 B.

Saeylanden	551	B.	200 R.
Bemden	24	»	
Bossen.	96	»	200 »
	672	B.	

QUARTIER VAN RHIJEN.

Deurne . . . . 870 B. 267 R.

Saeylanden	847	B.	267 R.
Laeren	23	»	
	870	B.	267 R.

Borgerhout. 178 B. 50 R.

Saeylanden, weyden, bemden.	164	B.	210 R.
Laeren	13	»	240 »
	178	B.	50 R.

Wustwesel. . . . . 1410 B. 256 R.

Saeylanden	686	B.	18 R.
Bemden	119	»	228 »
Weyden en ettingen . .	244	»	122 »
Schaerbossen en swarte moeren	5	»	286 »
Noch moeren.	5	»	
Uytgedolffde moeren. . .	50	»	
Heyden	300	»	
	1410	B.	256 R.

Essche ende Calmpthout . . . . 2440 B. 330 R.

Saeylanden, weyden en bemden	1941	B.	333 R.
Bossen	11	»	200 »
Heyden	385	»	
Swarte moeren	58	»	100 »
Witte moeren	44	»	100 »
	2440	B.	330 R.

Schilde . . . . 569 B. 86 R.

Saeylanden	320 B. 164 R.
Bemden	39 » 40 »
Weyden.	194 » 306 »
Bossen	14 » 376 »
	569 B. 86 R.

Moortsel. . . . . 483 B.

Saeylanden, bemden en weyden	467 B.
Bossen	16 »
	483 B.

Wijnegem. . . . . 479 B. 125 R.

Saeylanden, bemden en weyden en bossen. Samen.	479 B. 125 R.

Edigem . . . . 610 B.

Saeylanden en weyden. .	592 B. 35 R.
Bossen	17 » 365 »
	610 B.

Hove. . . . . 411 B. 150 R.

Saeylanden, weyden en bemden.	393 B. 300 R.
Bossen	17 » 150 »
	411 B. 150 R.

Bouchout . . . . 950 B.

Saeylanden en weyden. .	913 B. 200 R.
Bossen	36 » 200 »
	950 B.

Contick . . . . 1706 B. 354 R.

Saeylanden en weyden. .	1392 B. 360 R.
Bossen	313 » 394 »
	1706 B. 354 R.

Vremde . . . . 415 B. 66 R.

Saeylanden en weyden. .	407 B.	200 R.
Bossen	7 »	266 »
	415 B.	66 R.

Wilrijck. . . . . 1068 B. 158 R.

Saeylanden en weyden. .	935 B.	308 R.
Bossen	132 »	250 »
	1068 B.	158 R.

Berchem. . . . . 417 B. 340 R.

Saeyland en weyden. . .	412 B.	140 R.
Bosschen	5 »	200 »
	417 B.	340 R.

QUARTIER VAN SANTHOVEN.

Pulle . . . . 565 B. 114 R.

Saeylanden	258 B.	24 R.
Weyden.	95 »	68 »
Bemden.	87 »	105 »
Heyden	111 »	81 »
Bosschen	13 »	226 »
	565 B.	114 R.

Wommelgem. 931 B. 226 R.

Saeylanden.	910 B.	346 R.
Bemden.	15 »	280 »
Bosschen	5 »	
	931 B.	226 R.

Oelegem . . . . 706 B. 278 R.

Saeylanden.	367 B.	75 R.
Bemden	70 »	45 »
Weyden.	112 »	212 »
Bossen	19 »	252 »
Uitgebaggerde velden . .	19 »	239 »
Schommen.	117 »	325 »
	706 B.	278 R.

Oostmalle . . . . 514 B. 306 ½ R.

Saeylanden	267 R.	353 R.
Bemden	53 »	382 »
Weyden en driessen . . .	65 »	278 »
Bossen	45 »	71 »
Heijden	84 »	20 »
	514 B.	306 ½ R.

Broechem . . . . 841 B. 200 R.

Saeylanden, bemden, weyden	762 B.	358 R.
Bossen	18 »	242 »
Beplante vrinten	60 »	
	841 B.	200 R.

Massenhoven . . . . 181 B. 258 R.

Saeylanden	131 B.	165 R.
Bemden	4 »	160 »
Weyden en driessen. . .	19 »	302 »
Bossen	8 »	137 »
Heyden	17 »	
	181 B.	258 R.

Ouwen en Grobbendonck . . . . 1027 B. 183 R.

Saeylanden.	326 B.	123 R.
Bemden	77 »	84 »
Weyden en driessen. . .	199 »	7 »
Opgaende bossen	5 »	280 »
Schaerborssen	27 »	282 »
Heyden	60 »	
	1027 B.	183 R.

Bouwel . . . . 286 B. 256 R.

Saeylanden	147 B.	158 R.
Bemden.	13 »	221 »
Weyden.	38 »	281 »
Bossen	9 »	82 »
Heyden	77 »	314 »
	286 B.	256 R.

Schooten . . . . 1652 B. 45 R.

Saeylanden en weyden . .	844 B.	15 R.
Blockbossen	12 »	
Schaerbossen.	12 »	
Plantagie	1 »	100 »
Heyden	625 »	221 »
Rinckvennen, saeylanden en wyden	50 »	
Noch heyden.	26 »	149 »
	1652 B.	45 R.

St-Job in 't Goir . . . . 142 B. 100 R.

Saeylanden	89 B.	100 R.
Bemden.	32 »	
Weyden.	19 »	
	140 B.	100 R.
Plantagien	2 »	
	142 B.	100 R.

Voorschooten. . . . . 287 B. 14 R.

Saeylanden	147 B.	318 R.
Bemden.	65 »	365 »
Weyden.	31 »	260 »
Bossen	3 »	176 »
Heyden	11 »	95 »
	287 B.	14 R.

S'Gravenwesel. . . . . 532 B. 200 R.

Saeylanden, weyden en bemden	440 B.	
Heyden	19 »	200 R.
Noch heyden.	73 »	
	532 B.	200 R.

Santhoven. 666 B. 95 R.

Saeylanden.	389 B.	12 1/2 R.
Weyden en bemden . . .	141 »	89 »
Bossen	8 »	369 »
Heyden	127 »	24 1/2 »
	666 B.	95 R.

Borsbeke . . . . 309 B. 300 R.

Saeylanden en weyden. .	309 B.	138 R.
Bossen		162 »
	309 B.	300 R.

Halle. . . . . 712 B. 197 R.

Saeylanden.	237 B.	283 R.
Bemden	36 »	368 »
Weyden.	69 »	92 »
Bosschen.	8 »	140 »
Heyden	348 »	330 »
	701 B.	33 R. (*sic*).

Pulderbosch. . . . . 499 B. 170 R.

Saeylanden.	225 B.	392 R.
Bemden.	70 »	300 »
Weyden.	50 »	360 »
Bossen	100 »	
Heyden	128 »	248 »
	499 B.	170 R.

Ranst en Millegem . . . . 707 B. 353 R.

Saeylanden etc..	678 B.	253 R.
Bossen	39 »	100 »
	707 B.	353 R.

Westmalle. 799 B. 281 R.

Saeylanden etc..	324 B.	264 R.
Bemden etc..	127 »	341 »
Bossen	51 »	151 »
Vyvers.	6 »	
Heyden		(*sic*).
	799 B.	281 R.

Soersel . . . . 1113 B. 247 R.

Saeylanden.	246 B.	241 R.
Bemden	43 »	255 »
Weyden en driessen. . .	70 »	
Bemden van St-Bernard .	120 »	288 »
Opgaende bossen van selve	139 »	50 »
Heyden	139 »	127 »
Noch heyden.	335 »	
Bosch.	18 »	
	1113 B.	247 R.

Duffel onder Santhoven . . . . 618 B. 159 R.

Saeylanden.	498 B.	308 R.
Bemden	43 »	117 »
Bossen.	63 »	352 »
Heyden	12 »	182 »
	618 B.	159 R.

Merxem en Dambrugge . . . . 637 B. 146 R.

Saeylanden en weyden. .	348 B.	146 R.
Noch saeylanden en bemden.	269 »	
Bossen	20 »	
	637 B.	146 R.

QUARTIER VAN HOOGHSTRAETEN.

Hooghstraten . . . . 519 B. 100 R.

Saeylanden en weiden. .	324 B.	200 R.
Bossen	41 »	
Heyden	153 »	300 »
	519 B.	100 »

Rijckevorsel . . . . 757 B.

Saeylanden, weyden, groesen en visserijen . . .	757 B.

Meer . . . . 673 B. 20 R.

Saeylanden, weyden, bemden, bossen en moeren. 673 B. 20 R. a 11 gl.

Meerle . . . . 473 B.

Saeylanden, driessen, weyden en bemden	468 B.
Bossen	5 »
	473 B.

Minderhout . . . . 322 B.

Saeylanden, weyden en bemden	284 B.
Bossen	21 »
Heyden	17 »
	322 B.

Wortel . . . . 274 B. 18 R.

Saeylanden, bemden en driessen	240 B.	18 R.
Bossen	28 »	
Heyden	6 »	
	274 B.	18 R.

Brecht . . . . 1440 B. 106 R.

Saeylanden.	856 B.	106 R.
Weyden en groesen . . .	549 »	266 »
Bossen	34 »	134 »
	1440 B.	106 R.

Loenhout . . . . 992 B. 199 R.

Saeylanden, weyden, bemden en broecken . . .	952 B.	199 R.
Bossen	40 »	
	992 B.	199 R.

Hoboken . . . . 609 B.

Saeylanden, weyden en schorren.	238 B.	226 R.
Noch saeylanden	320 »	274 »
Bossen	50 »	
	609 B.	

Hemissem sonder d'abdije. . . . . 344 B. 362 R.

Saeylanden	263 B.	242 R.
Bemden.	8 »	34 »
Bossen	73 »	86 »
	344 B.	362 R.

Keerbergen . . . . 1003 B.

Saeyland en bemden. . .	640 B.	
Bossen en houtcanten . .	84 »	200 R.
Vijvers, vennen.	25 »	
Heyden	253 »	200 R.
	1003 B.	

Itegem. . . . . 514 B. 150 R.

Saeylanden, bemden, weyden, driessen en bossen	514 B.	150 R.

Eeckeren . . . . 2597 B 266 R.

Saeylanden en weyden. .	993 B.	
Noch saeylanden, bossen en weyden.	1604 B.	266 R.
	2597 B.	266 R.

Austruweel . . . . 1017 B.

Saeylanden en weyden. . 1017 B.

Oorderen . . . . 98 B.

Saeylanden en weyden. . 98 B.

Santvliet . . . . 599 B. 287 R.

Saeylanden en weyden. .	293 B. 133 R.
Moortcant	154 » 154 »
Noch saeyl. en weyden .	152 »
	599 B. 287 R.

Beirendrecht . . . . 581 B.

Saeylanden en weyden. .	256 B.
Noch saeylanden en weyden.	259 »
Heyden	66 »
	581 B.

Lilloo . . . . 992 B. 397 R.

In saeylanden en weyden 992 B. 397 R.

QUARTIER VAN TURNHOUT.

De Vrijheyt van Turnhout . . . . 2070 B. 283 R.

Saeylanden, bemden, weyden, driessen, enssels, vyvers	1793 B. 283 R.
Heyden	277 »
	2070 B. 283 R.

Bossche van Grootenhaut . . . . 69 B.

In bosch bestaende.

Arendonck . . . . 658 B. 129 R.

Saeyl., weyden en bemden als driessen	598 B. 129 R.
Wauwers oft vijvers . .	14 »
Heyden	46 »
	658 B. 129 R.

Poeppel . . . . 405 B. 66 R.

Saeylanden, bemden, weyden en driessen	355 B. 66 R.
Heyden	50 »
	405 B. 66 R.

Welde . . . . 463 B. 200 R.

Saeylanden, weyden, bemden, enssels, driessen . 463 B. 200 R.

Ravels. . . . . 391 B. 247 R.

Saeylanden, driessen . . 339 B. 247 R.
Heyden, enssels. . . . . 52 »

391 B. 247 R.

Wechelersande en Vlimmeren . . . . 335 B.

Bestaende in saeylanden, bemden, weyden ende enssels . . . . 335 B.

Lille. . . . . 671 B. 50 R.

Saeylanden, weyden, bemden ende driessen. . . 597 B. 50 R.
Heyden . . . . 74 »

671 B. 50 R.

Baerle-Hertoghe . . . . 195 B. 366 R.

Saeylanden, weyden, bemden ende driesen . . . 195 B. 366 R.

Gierle . . . . 658 B. 273 R.

Saeylanden, weyden, bemden, driessen. . . . . 499 B. 33 R.
Heyden . . . . 159 » 240 »

658 B. 273 R.

Beerse. . . . . 532 B. 275 R.

Saeylanden : W : B : ende driessen. . . . . . . 419 B.
Heyden . . . . 113 » 275 R.

532 B. 275 R.

Merxplas . . . . 470 B.

Saeylanden, B : W : ende driessen, enssels, moeren ende bossen . . .	470 B.	

Vosseler . . . . 287 B. 375 R.

Saeyl : W : B : ende driessen.	193 B.	
Heyden	94 »	375 R.
	287 B.	375 R.

Rumpst . . . . 706 B.

Saeylanden, bemden ende weyden	524 B.
Bemden en schorren . .	42 »
Bossen.	140 »
	706 B.

Boom . . . . 505 B. 200 R.

Saeylanden.	308 B.	200 R.
Bemden.	7 »	
Bossen	150 »	
Roybossen.	40 »	
	505 B.	200 R.

Wilmersdonck. . . . . 495 B.

Landen	272 B.	a 24 gl.
Landen	223 »	a 21 gl.
	495 B.	

Staebroeck. . . . . 1045 B. 135 R.

Saeylanden ende weyden	569 B.	135 R.	à 19 gl.
Saeylanden ende weyden.	415 »		à 8 gl. 10 st.
Heyden	61 »		à 1 gl.
	1045 B.	135 R.	

ERRATA.

Bladz. 139. Lees achter den 4^{en} regel aldus : de uittredende schepenen benoemden vier « eerbare mannen » uit de gemelde ambachten, die zich vervolgens tot den vorst begaven en, onder eed, diegenen aanduidden « die heurlieden oorboirlixt ende prouffitelixt dincken totter officie. »

Bladz. 266, 22^{e} regel, staat : veroordeelde, *lees :* vierendeelde.

— 270, 20^{e} regel, staat : die touw, *lees :* dit touw.

— 285, in de nota, staat : Veurschen, *lees :* Veurnschen.

— 287, 13e regel, staat : zich zelf, *lees :* zichzelven.

— 295, 27e regel, staat : rotteeren, *lees :* wtteeren.

INHOUD.

IIe HOOFDSTUK.

IIIe HOOFDSTUK.

IVe HOOFDSTUK.

Ve HOOFDSTUK.

VIe HOOFDSTUK.

VIIe HOOFDSTUK.

VIIIe HOOFDSTUK.

IXe HOOFDSTUK.

Xe HOOFDSTUK.

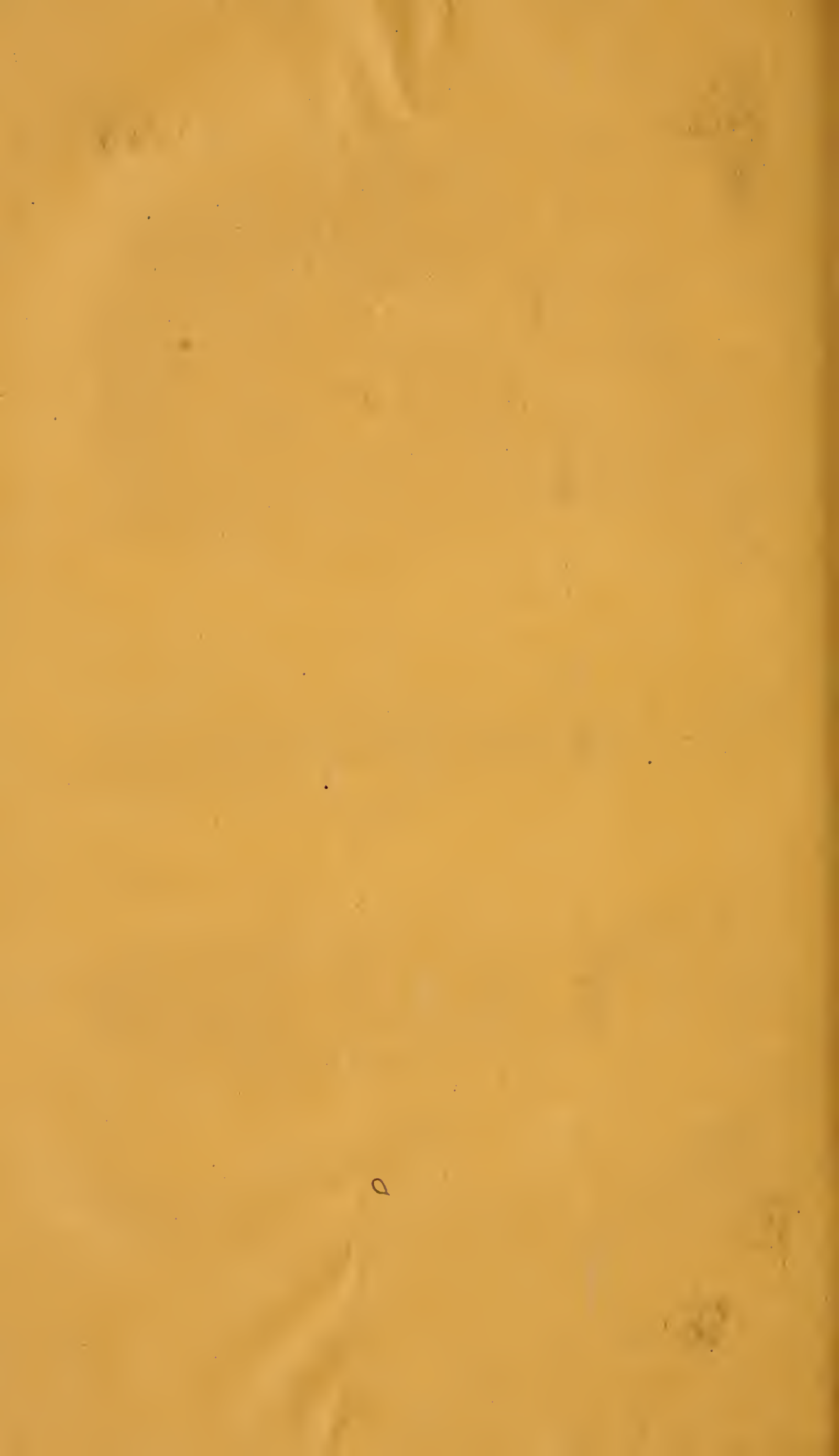
BIJLAGEN.

TABLE

DES

MÉMOIRES CONTENUS DANS LE TOME XXXII.

LETTRES.



3 2044 093 292 092